Normandie Université

THÈSE

Pour obtenir le diplôme de doctorat

Spécialité HISTOIRE, HISTOIRE DE L'ART ET ARCHEOLOGIE

Préparée au sein de l'Université de Caen Normandie

Le Monde et la Révolution libyenne en 2011

Présentée et soutenue par
Mohamed AHMED

Thèse soutenue publiquement le 12/10/2020 devant le jury composé de		
M. KAMEL ALMARACHE	Professeur des universités, Université de Benghazi	Rapporteur du jury
M. MALIK BOUMEDIENE	Maître de conférences, UFR LANGUES LIT CIV ETRANGERES	Rapporteur du jury
Mme HELENE BRANDO	ATTACHE D'ADMINISTR. RECH.ET FORMATION, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	Membre du jury
M. EDMOND JOUVE	Professeur émérite, Université Paris 5 Descartes	Président du jury
M. MICHEL BOIVIN	Professeur des universités, Université Caen Normandie	Directeur de thèse

Thèse dirigée par MICHEL BOIVIN, Histoire, Territoires, Mémoires

UNIVERSITÉ CAEN NORMANDIE

ÉCOLE DOCTORALE 558 HMPL
Normandie Université

HISTEME
HISTOIRE · TERRITOIRES · MÉMOIRES | EA 7455

Remerciements

Ce travail n'aurait sans doute jamais vu le jour sans la confiance que nous a accordée par M. Michel Boivin, lorsqu'il reprit la direction de notre thèse. Sonaide ne concernepas seulementla thèse, mais aussi ma vie personnelle, quand j'ai été arrêté par la police à l'aéroport de Deauville. Je tiens à lui exprimer ma gratitude pour m'avoirfait l'honneur d'accepter la responsabilité de diriger mon travail, j'ai trouvé auprèsde luides encouragements très précieux et de judicieux conseils, me permettant de mener à bien cette thèse qu'il a guidée et orientée jusque sa réalisation.

Je tiens également à remercier vivement, MonsieurBoumediene Malik, Monsieur AlmaracheKamel, Monsieur Edmond Jouve, Madame Brando Hélène, qui m'ont fait l'honneur d'accepter de faire partie de mon jury.

J'invite tous ceux concernés de près ou de loinpar mon parcours à se reconnaître et je tiens à leur signifier toute ma gratitude et ma reconnaissance. Je souhaiterais adresser des remerciements plus particuliers à toute ma famille. À mon père pour m'avoir poussé à faire des études et avoir fait naître en moi l'envie de réussir. À ma mère qui a toujours cru en moi et qui a supporté la douleur de me voir éloigné d'elle pendant des années.À mon épouse pour son soutien moral et sa grande patience pendant toute la durée de mes études.

Je n'oublie pas mes amis, qui ont su me donner des conseils, et bien évidemment les journalistes qui m'ont accordé du temps pour répondre à mes questions.Merci à tous mes amis, docteurs et doctorants, professeurs de l'Université de Caen.

Table des abréviations et sigles

ONU : Organisation des Nations unies

GICL : Groupe Islamique combattant Libyen

Katiba : Caserne militaire

CNT : Conseil national de Transition

AQMI : Al-Qaïda au Maghreb Islamique

BBC : British Broadcasting Corporation

CGP : Congrès Général de la population

CPI : Cours Pénale Internationale de la Haye

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord, appelée Alliance atlantique

HRW: Human Rights Watch

UE: Union Européenne

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Chabbab : Jeunes âgés de 15 à 35 ans

FIDH :Fédération internationale (des ligues) des droits de l'homme

AFP : Agence France-Presse

ENI : Entreprise Italienne).

BP : Entreprise Britannique

OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole

UA : Union Africaine

DCA : Défense contre l'aviation

SAM :

FRS : Fondation pour la recherche stratégique

CNRS : Centre national de la recherche Scientifique

UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance

CSU : Union Chrétienne Sociale (en Bavière partie politique Allemande)

DCA :

G8 : Sommet du G8 (G8 groupe des huit pays les plus industrialisés)

HCR : Haut-commissariat aux réfugiés

OIM : Office internationale des migrations

VIH : Virus de l'immunodéficience humaine

GNA : Gouvernement d'union nationale

BHL : Bernard Henri Lévy

Introduction

Les médias français ont consacré en 2011 de nombreux articles à la Libye, un pays arabe qui avait, pendant des décennies, défrayé la chronique en raison de la personnalité du chef de l'État de ce pays depuis 1969, Mouammar Kadhafi. 2011, c'est l'année des « printemps arabes », c'est en particulier l'année du renversement du Guide de la Révolution libyenne, titre que l'on associait à Kadhafi. Les évènements du début 2011 constituent à proprement parler le « printemps arabe ». Ils concernent l'ensemble de la région arabe tout en prenant des caractères spécifiques pour chaque pays concerné. La Tunisie a donné le signal pour tous les autres. Le premier message émis par les Tunisiens est de ne pas plus avoir peur ou plus précisément d'affirmer la capacité àaffronter le pouvoir[1].« La communauté internationale a été unanime à saluer le courage du peuple tunisien d'avoir évincé un « tyran », au pouvoir depuis 24 ans. Personne n'avait prédit la chute duprésident Ben Ali, comme c'était le cas de la chute du mur de Berlin[2]. La Tunisie a été le symbole des révolutions arabes ».

Ces « printemps arabes »ont été perçus en France comme s'ils étaient à mêmede donner des réponses à la hauteur des défis auxquelsles divers pays arabes sont confrontés, tant dans le domaine économique que dans le domaine politique.

Tous ces événements ont été couverts par la presse internationale. En France tout particulièrement par le journal *Le Monde*.Nous nous proposons d'analyser, dans cette thèse, les différentes procédures avec lesquelles le journal *Le Monde* a appréhendé les événements en Libye à compter du 17 février 2011 qui a vu des émeutes à Benghazi jusqu'à la disparition brutale de Kadhafi à Syrte, sa ville natale, le 20 octobre 2011. Nous avons retenu ce journal parce qu'il est attentif aux pays de la rive sud de la Méditerranée, qu'il a accordé une grande place aux « printemps arabes ».Une confrontation avec d'autres journaux, par exemple *Le Figaro*, *L'Humanité*, *La Croix*, aurait enrichi la réflexion. Nous avons renoncé à une telle confrontation en raison de la masse documentaire représentée par les seuls articles publiés dans *Le Monde* sur la Libye.

---

[1] Henry Laurens, *L'Orient dans tous ses états, Orientales IV*, Éditions, CNRS, Paris, 2017, p. 723.
[2] OlfaBouallegue, *Analyse économique des révolutions : le cas de la révolution tunisienne*, Thèse pour obtenir le garde de docteur de l'Université de Montpellier, 2017, p.32.

Comment dans ce journal quotidien a-t-on présenté ces événements à l'adresse d'un lectorat français ? Comment les journalistes ont-ils travaillé sur le terrain ? Quelles orientations les journalistes ont-ils retenues ? Au-delà de la dimension proprement factuelle des événements (au vu des informations disponibles), ce journal a-t-il proposé une lecture particulière des événements ? *Le Monde* est susceptible d'avoir un lectorat bien au-delà de la France, il est lu dans l'espace francophone, en particulier en Afrique. Les rédacteurs de ce journal ont-ils partagé le souci, en consacrant des articles à la Libye du Guide de la Révolution, d'orienter les lecteurs du *Monde* dans tel ou tel sens ? Editoriaux et articles ne sauraient se confondre avec de simples dépêches d'une agence de presse. Si *Le Monde* avait des visées, quelles étaient celles-ci ?Nous allons donc analyser la façon dont le journal *Le Monde* a transcrits les événements qui ont précédé la chute du régime de Kadhafi et même après.

Pour l'étude conduite sur *Le Monde* et la Libye en 2011, nous proposons le plansuivant. Deux parties sont consacrées à la présentation des événements de 2011 par divers journalistes du *Monde,* la coupure entre celles-ci correspond à un moment de tension tel que la Libye voit le régime de Mouammar Kadhafi s'effriter avant de s'effondrer.La première partie couvre la période qui court du 17 février au 17 mars 2011. Dans cette partie, nous proposons deux chapitres, le premier aborde le travail des journalistes face aux événements survenus en Libye, le deuxième apporte des compléments.

Les journalistes qui évoquent la rébellionà l'est de la Libye,dans les premiers tempsde celle-ci, ne sont pas sur place. Ils suivent la révolte de l'extérieur. Cela nous explique que la vision de ces journalistes n'a pasalors été claire. Un appel a été lancé par le porte-parole de régime de Mouammar Kadhafià l'adresse des journalistes étrangers,cet appel*Le Monde*l'ignore,*Le Monde* ne disposed'un correspondant sur place. Ensuite il y a une prise conscience des enjeux, des envoyés spéciaux seront présents dans les zones loyalistes et dansles zones conquises par l'insurrection.

Dans la mesure où *Le Monde* ne rend pas compte précisément du positionnement des acteurs de la rébellion et de celui des acteurs fidèles au régime libyen d'alors, dans la mesure où il centre très largement son propos sur les rebelles de Benghazi et les membres de la coalition internationale, des compléments d'information sont apparus utiles afin de cerner comment *Le Monde* privilégie le camp hostile à Kadhafi, gomme les réserves voire

lesoppositions de certains acteurs politiques à l'intervention militaire en Libye, caricature certaines figures des forces loyalistes.

La seconde partie embrasse une accélération des évènements du 17 mars au 20 octobre jusqu'à la chute politique de Kadhafi. Dans cette seconde partie, nous proposons aussi deux chapitres, reprenant la disposition présente dans la première partie, le premier chapitre aborde le travail journalistique, le deuxième aborde des compléments.

En février 2011, *Le Monde* ne s'intéresse pas spécifiquement à la Libye, ce pays est associé à un pays du Golfe, bien loin du Maghreb parce qu'ici et là il y a des tensions.L'accent est mis globalement sur le « printemps arabe ». Le 15 février *Le Monde*publie une évaluation générale sur l'État de la colère dans différents pays arabes.En Libye la situation est tendue, on apprend que 73% des Libyens sont en colère contre le régime[3]. On ne songe pas encore à une révolution, on découvre une insurrection à l'est de la Libye. La reconnaissance par la France du Conseil national de transition, organe politique de l'insurrection, amène *Le Monde* àévoquer la Libye jour après jour.

*Le Monde*prend position contre le régime de Kadhafi, accordant peu de place aux civils et militaires restés fidèles au régime de Kadhafi. La contestation est quasiment d'emblée présentée comme légitime du fait que ce régime conjuguerait népotisme et corruption.

Dans les rangs des insurgés des islamistes, qui continuent dans leur lutte contre Kadhafi les actions menées des années auparavant dans des maquis islamistes. Ils sont nommés dans *Le Monde* mais point présentés comme une menace pour la démocratie que des insurgés prétendent installer en Libye. En revanche Kadhafi et ses fils sont présentés sous un jour négatif. Un des fils de Kadhafi, Seif Al-islam, prononceun discours enflammé le 20 février, affirmant que la rébellion sera maîtrisée par la violence, affirmant aussi son attachement à la Libye[4]. Son discours précède celui de son père le Guide libyen lui aussi exalté. En un mois la situation en Libye est telle qu'elle amène une coalition étrangère à intervenir militairement, qu'elle provoque des débats au sein de l'ONU, qu'elle entraîne une délégitimassions du régime auquel est associé le Guide libyen et à une reconnaissance de

[3] Voir l'annexe n° 1, p, 2. Évaluation générale sur l'État de la colère.
[4] Voir l'annexe n° 2, pp, 3-4-5. Le discours de Seif-Al-Islam le 20-21 février 2011, deux jours avant le discours de son père.

l'organe politique de l'insurrection, le CNT. *Le Monde* prend position pour un camp face à la guerre civile.

Au sein de ces deux parties la présentation des événements dans le journal*Le Monde* est précédée d'un tableau des événements, d'indications sur les protagonistes en Libye même, les lieux, les acteurs non libyens attentifs à la situation de la Libye, voire même intervenant militairement sur place, afin de rendre plus aisée la lecture des pages consacrées aux articles du *Monde.* Pour ce qui est des articles du *Monde*nous nous proposons de cerner les motifs qui reviennent d'un article à l'autre, le lexique[5] employé pour parler des groupes qui s'affrontèrent en Libye, les raisons invoquées par des grandes puissances pour légitimer leur intervention contre un pays indépendant, les références éventuelles à d'autres moments historiques, à d'autres pays.

Au terme de l'introduction il est sans doute utile, avant d'aborder la situation de la Libye en 2011 et la façon dont le journal *Le Monde* s'est appliqué à rapporter et à donner une signification aux divers moments d'une guerre civile et d'une intervention étrangère en Libye, d'une part de donner quelques indications sur la place de la Libye en Afrique, son histoire avant l'arrivée de Kadhafi au pouvoir, son organisation sociale afin de faciliter la compréhension de ce qui est advenu en 2011, d'autre part de préciser quelques traits spécifiques du journal considéré, son positionnement par rapport à l'Afrique, et à la politique des grandes puissances à l'égard de ce continent.

1. Libye

La Libye est un territoire immense, de 1959,54 kilomètres carrés, pour une grande part désertique. Sa superficie c'est plus de trois fois la superficie de la France, près de cinq fois celle de la Suisse. Ce pays partage ses frontières avec six pays, certains étant des pays arabes, d'autres des pays africains.Située au sud de la Méditerranée, ses côtes font face à celles de deux pays européens, l'Italie et la France. Dans l'histoire la Libye fut considérée comme l'un des points stratégiques en Méditerranée en raison de sa position géographique entre le Maghreb et le Levant. Par sa latitude, elle est plus proche de l'Afrique intérieure que les pays arabes l'avoisinant[6].

[5] Voir le Graphique n° 1 p, 2.
[6] Voir Bernard Lugan, *Atlas historique de l'Afrique des origines à nos jours*, Éd du Rocher, 2001.

La cité de Leptis Magna, à l'est de Tripoli, la capitale de la Libye, est l'un des meilleurs témoignages d'une histoire remontant, avant notre ère, aux Grecs, aux Phéniciens, puis aux Romains[7].Les Arabes apparaissent en Libye dans ce temps qui les vit, à partir de la péninsule arabique, conquérir d'immenses territoires. 642 est une date importante quant à la conquête arabe et l'islamisation de la Libye.Pendant des siècles, comme maints territoires arabes, la Libye passe sous tutelle ottomane. De 1551 à 1911 des régences sont au service de l'Empire ottoman à Tripoli (pour la Tripolitaine) et à Barqa (pour la Cyrénaïque), la Libye n'étant pas alors unifiée.Les Italiens occupent le pays de 1911 à 1947, suite à un traité, le Traité de Lausanne, entre les Italiens et les Ottomans. L'occupation italienne ne fut pas d'emblée acceptée, une résistance contre l'étranger connut diverses formes, cette résistance sera violemment écrasée[8].Pendant une trentaine d'années Omar Al-Mokhtar a conduit la lutte des Libyens à l'est du pays. Le 24 janvier 1932 le gouvernement italien décrète l'occupation militaire de la Libye. Vaincu le chef de la résistance contre les Italiens, Omar Al-Mokhtar, sera pendu le 16 septembre 1932 au Salog, à 50 km de Benghazi. La résistance a nourri l'imaginaire national ; Kadhafi se présentera comme le continuateur des diverses formes de résistance. Face à une puissance coloniale européenne se construit un discours propre aux Libyens, conjuguant religion et esquisse d'une identité nationale. Notons qu'une partie de la Libye le Fezzan, était sous domination française entre 1943 et 1956, au-delà donc de l'indépendance de la Libye.

Devenue indépendante en 1951, la Libye conjugue un régime monarchique (le roi Idriss Ier est un Senoussi, il appartient à une famille qui a joué un rôle important dans l'histoire de la Libye) avec un système fédéral et parlementaire.Le Royaume-Uni de Libye se composait de trois territoires : la Cyrénaïque, Tripoli et le Fezzan (après l'indépendance de la Libye, la France reste active dans le Fezzan jusqu'en1956). Il y a depuis toujours un clivage historique entre l'est et l'ouest de la Libye. L'atteste le fait que la région de Benghazi n'a pas vraiment adhéré au régime imposé par Kadhafi (celui-ci a renversé en 1969 un roi, un

---

[6] Voir François Burgat, André Laronde, *La Libye*, 3ème éd., Paris, Presses universitaires de France, coll « Que sais-je ? », 2003.

[8] Des archives découvertes en France, en 2008, par un spécialiste d'histoire sociale, Pierre Schill, illustrent la violence des actions menée par les Italiens en Libye, alors associée à l'empire ottoman. Voir Frédéric Roussel, « Les pendus oubliés de Tripoli », *Libération,* 22 décembre 2015, p. 30-31.

Senoussi, originaire de la région de Benghazi). Le souvenir du renversement de la monarchie a traversé le temps.

Kadhafi est né dans une famille qui a pris part à la résistance contre l'occupant italien, à ce titre il bénéfice d'un certain prestige. Il affirmera avoir participé à 17 ans à une manifestation d'élèves inscrits dans l'école secondaire de Sabha dans le Fezzan dans l'école En 1969, c'est un jeune officier qui a fréquenté l'académie militaire de Benghazi. Il s'enthousiasme pour ce que Jamal Abdel-Nasser construit en Égypte, il prend modèle surlui et renverse la monarchie.Le coup d'État le 1er septembre 1969 l'installe au pouvoir.Il sera fidèle à cette grande figure du monde arabe.La mort de Nasser, le 28 septembre 1970, l'affecte profondément, il se vivait comme le fils spirituel du Raïs égyptien, il l'affirme encore dans son testament[9].

Dès 1970, Kadhafi a échappé à plusieurs tentatives d'assassinat et de coup d'État menés par des ennemis ou d'anciens hommes de confiance[10]. Au pouvoir, Kadhafi songe à une fédération arabique, avec des liens souples, associant la Libye, l'Egypte, la Syrie ; il n'est pas entendu, il est mal perçu si bien que sa marginalisation par de nombreux pays arabes est initiée très tôt, après son accession au pouvoir.Il instaure un régime particulier en Libye qui constitue, à ses yeux, la première véritable démocratie depuis Athènes. Officiellement, Kadhafi ne présidait pas la Libye ; il n'en était que l'« inspirateur » et le « guide ». Cette subtilité remonte à 1977, lorsque, tirant les leçons des tentatives de coup d'État fomentée par ses compagnons d'armes pour « instaurer une légalité républicaine » et mettre fin à la « dérive autocratique », Kadhafi a démissionné du Conseil de commandement révolutionnaire (CCR), organe de direction du pays depuis 1969, et proclamé la « Charte du pouvoir du peuple ». En 1973, il avait annoncé une « révolution culturelle » pour épurer la Libye des malades (les bourgeois, les communistes et les islamistes), et avait proclamé l'avènement de l'ère des Jamahiriya[11].

Au-dessus des Congrès populaires de base auxquels chaque citoyen se doit d'appartenir, une instance suprême : le Congrès général du peuple. La Libye est devenue sous l'autorité de Kadhafi la Jamahiriya, l'Etat des masses.La Libye connaît une certaine unification territoriale, point totalement acquise. La politique du Guide à l'égard du monde

[9] Voir l'annexe n° 3, p, 6. Testament de Mouammar Kadhafi avant de mourir.
[10] Antoine Basbous, *Le Tsunami arabe,* Fayard, 2011, p.200.
[11] Antoine Basbous, *Le Tsunami arabe, op, cit,* p. 203.

arabe ne rencontrant pas le succès escompté, Kadhafi se tourne vers l'Afrique. De là sur le territoire libyen une présence étrangère venue d'Afrique. On sera tenté de confonde la main d'œuvre originaire d'Afrique avec une milice au service du régime, à côté de l'armée régulière libyenne.

Le début de ce qui, après coup, peut être perçu comme le processus qui, palier par palier, vit la chute du régime associé à la Jamahiriya, « Etat des masses », est à chercher du côté de Benghazi, à l'est du pays. Des manifestations populaires, contrairement à d'autres par le passé, ont ému la communauté internationale. L'ONU a débattu de la situation en Libye, il est apparu capital de protéger la population civile à Benghazi contre l'armée de Kadhafi, maisaussi, disait-on,ses milices, ses mercenaires. Tout un discours a été relayé dans les médias. Suite à une décision de l'ONU, une intervention militaire franco-britannique - dont on a pu dire qu'elle avait quelque peu débordé du mandat que lui avait accordé un vote à l'ONU a porté un coup décisif contre l'armée libyenne. Diverses milices libyennes se sont emparées de territoires et de villes jusqu'alors sous l'autorité du régime du Guide suprême. Tous ces événements ont été couverts par la presse internationale.

2. *Le monde*

Le quotidien fondé par Hubert Beuve-Méry,[12] était attentif à la situation de la Libye avant même les émeutes de février 2011, il avait déjà porté à la connaissance des lecteurs du journal les « dérives » du régime mis en place par Kadhafi et les révolutionnaires qui l'avaient accompagné dans son entreprise, il a constitué sur des annéesun corpus idéologique sur ce régime. Plus largement, le journal *Le Monde* a accueilli de nombreux articles sur les pays du Maghreb dès sa création, accompagnant la décolonisation dans le contexte de la guerre froide et au-delà, accordant une place aux pays arabes après leur accession à l'indépendance. Par ailleurs ce journal bénéficie d'un certain crédit, tant en France qu'à l'étranger, il est perçu comme un journal bien informé.

[12] Fondé en 1944 par Hubert Beuve-Méry, le journal *Le Monde* constitue une référence dans le domaine de la presse. Dès sa fondation, Hubert Beuve-Méry, directeur du journal de 1944 à 1969, exprime sa volonté d'affranchir ce quotidien des partis politiques, des puissances financières et des Eglises. Ce quotidien se veut un modèle de qualité, de rigueur et d'exhaustivité dans les informations qu'il fournit. Cela nous importe en ce qui concerne la Libye en 2011.

*Le Monde*fut dirigé pendant des années par Hubert Beuve-Méry, journaliste qui avant la Seconde guerre mondiale avait pris ses distances avec « l'esprit de Munich ». Ce journal du soir, accueillant de nombreuses pages consacrées à l'international, à l'Afrique en particulier, a rendu compte des événements qui virent d'anciennes colonies accéder à l'indépendance, il s'est efforcé de rendre compréhensibles pour des lecteurs français les choix des diverses grandes puissances dans le contexte de la guerre froide. Les anciennes colonies françaises d'Afrique noire devenues indépendantes ont toujours bénéficié d'une certaine attention de la part du journal *Le Monde*. Ce quotidien n'a jamais négligé les pays du Maghreb avec lesquels la France avait des liens historiques (jusqu'en 1962 l'Algérie est française, le Maroc et la Tunisie furent des protectorats français). Il a porté à la connaissance de ses lecteurs divers évènements en rapport avec ce que l'on a coutume de désigner par ces mots : « le printemps arabe », en Tunisie, en Égypte, et ailleurs[13].

La Libye, au début de l'année 2011, était moins présente dans le journal *Le Monde* que les autres pays du Maghreb, pour un part francophone. En revanche le Guide suprême, défrayant la chronique, apparaissait de loin en loin dans le quotidien du soir. Mouammar Kadhafi trouvait place dans des articles du *Monde* - bien avant l'année 2011 - quand celui-ci intervenait au-delà des frontières de la Libye, ou était impliqué dans ce qui relevait du terrorisme international. La Libye ayant été sous domination italienne intéressait moins que les pays du Maghreb davantage connus des Français. Toutefois, dans une période récente, la venue de Kadhafi à Paris lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy, la libération d'infirmières bulgares retenues contre leur gré en Libye, libération dans laquelle la France avait joué un rôle important, avaient été l'objet de commentaires dans le journal du soir.

3. L'objectif de l'étude

En 2011 des pays ont vécu des changements de régime à la suite de manifestations populaires. En Égypte Moubarak est renversé. En Tunisie Ben Ali est chassé.La Libye a aussi connu un changement de régime, dans des circonstances dramatiques, associant une guerre civile et une intervention étrangère.La presse a couvert les événements. En France, le journal *Le Monde* a accueilli de nombreux articles sur la Libye, d'autant plus qu'il a marqué d'entrée

[13] Voir le blog d'Isabelle Mandraud, journaliste au *Monde* : Le Maghreb dans tous ses Etats.

de la sympathie pour les rebelles réunis au départ de l'insurrection contre le régime à Benghazi, et a approuvé l'action de puissances étrangères contre le régime de Kadhafi, au premier chef la France que présidait alors Nicolas Sarkozy.Nous nous proposons de considérer la production journalistique du *Monde* sur plusieurs mois. Afin de faciliter l'examen et la compréhension des événements que le journal rapporte et analyse, il est apparu nécessaire d'introduire dans l'année 2011 une coupure, correspondant à une accélération des événements.

Dans la première partie, nous proposerons une étude approfondie sur le regard que le journal *Le Monde* a porté sur la révolution libyenne.Le but est d'analyser le cadre et les contraintes liées à la restitution pour un lectorat français des faits advenus en Libye et des prises de position des belligérants impliqués dans le conflit libyen, et au traitement de l'information révélateur de positionnements idéologiques du journal *Le Monde*.Les articles du *Monde* sont rédigés le plus souvent au jour le jour, ils rendent comptede faits et de positionnements idéologiques parfois avec retard. Les journalistes privilégient certains faits et certains positionnements, construisant ainsi un « récit » de ce qui se déroule dans un territoire immense depuis l'éclatement de l'insurrection à Benghazi.Un camp est privilégié, a contrario l'autre camp est dévalorisé. Les déclarations de la France occupent une large part du *Monde* journal français, celles de pays réservés sur l'intervention militaire sont minorées.Le regard de l'historien, extérieur aux événements, considérant la production journalistique du *Monde* en 2011, décèle-t-il une cohérence idéologique dans la masse des informations rapportées dans les colonnes du journal ? A côté des articles rédigés par des journalistes, *Le Monde* accueille dans des pages « Débats » diverses analyses, le plus souvent dues à des experts, français et étrangers.Celles-ci complètent, voire même contredisent, certaines déclarations avancées dans la partie événementielle du *Monde*.En procédant de cette façon, *Le Monde* tend à une certaine objectivité, il tend à montrer aux lecteurs du journal qu'il n'y a pas nécessairement consensus dans l'appréhension des événements qui ont lieu en Libye.

Par commodité de lecture, pour la période de 2011 qui voit de nombreux experts intervenir dans *Le Monde*, ils ont été regroupés et séparés des journalistes, et ce dans la première partie. Pour ce qui est de la séparation en deux chapitres, elle n'est pas le fruit d'une reconstruction a posteriori, elle correspond à une évolution notable dans le cours de la guerre civile en Libye.*Le Monde*a-t-il accordé une place certaine à la Libye, dans les mois qui précèdent l'insurrection ? De décembre 2010 à janvier 2011, trouve-t-on dans le journal des

signes annonciateurs du « printemps arabe » ? Point de trace d'un quelconque soulèvement circonscrit à un pan du territoire. Point de trace de mouvements d'opinion prêtant attention à ce qui est advenu en Tunisie.

La Libye a été présente dans *Le Monde* en 2010 pour des sujets sans rapport avec le « printemps arabe ». Le journal a abordé en février 2010 le conflit diplomatique entre la Suisse et la Libye, originellement liéà la brève arrestation en juillet 2008 à Genève d'un fils du colonel Mouammar Kadhafi : Hannibal[14].Ce même journal, en décembre 2010, a rendu compte de l'attention portée par Kadhafi à la situation des travailleurs tunisiens désireuxd'être accueillis en Libye[15].Le régime de Kadhafi semble alors stable. Tout change en 2011, avec les premières manifestations marquant une hostilité à Kadhafi, et les prises de position de la France et de quelques pays.Sauf erreur,de février à octobre 2011 *Le Monde*publie 1252 articles[16]à propos de la Libye.

4. L'hypothèses de recherche

L'année 2011 a été marquée par une vague de soulèvements populaires d'une ampleur remarquable, connue sous le nom du « printemps arabe », ellea secoué les pays du Maghreb, notamment la Tunisie et l'Égypte. Sans doute influencéepar cette vague, la populationde l'estde la Libye manifeste dans les rues, en particulier à Benghazi.L'armée connaît des défections. Des militaires rallient les émeutiers. Tous réclament le départ du colonel Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis 1969. Les forces loyalistes s'opposent à l'insurrection initiée à l'est de la Libye.Un comité national de transition s'installe à Benghazi, ville prise par les rebelles.

Le CNT bénéficie du soutien de quelques pays, dont la France. La guerre civile prend une dimension internationale.Agissant en vertu du chapitre VII de la charte des Nations unies,

---

[14] Voir « L'Europe victime collatérale de la guérilla diplomatique entre la Suisse et la Libye », *Le Monde*, 18 février 2010, p. 7.

[15] « Mouammar Kadhafi […] a demandé à son gouvernement de lever toutes les entraves administratives ou financières pour permettre aux frères Tunisiens de rentrer en Libye pour y travailler et qu'ils soient traités comme les Libyens »,*Le Monde,*31 décembre 2010, p. 6.

[16] Tous ces informations ratifient par l'Europresse.com est une base de données d'informations accessible sur abonnement par Internet. Europresse.com a été créée en 1999 par CEDROM-SNi, qui distribuait à l'époque les cédéroms d'archives de plusieurs éditeurs français, dont *Le Monde*.

le Conseil de sécurité de l'ONUautorise la coalition réunissant divers pays dont la France à prendre « *toutes les mesures nécessaires* » pour protéger les populations et zones civiles menacées d'attaque en Jamahiriya libyenne, tout en excluant le déploiement d'une occupation de la part deforces étrangères. Seule l`instauration d'une zone d'exclusion aérienne est prévue par la résolution 1973votée dans ces circonstances. La coalition bénéficie d'un bras armé, l'OTAN.

Pour certains commentateurs, et pour certains pays,l'intervention de l'OTAN en Libye, bien qu'autorisée parl'ONU, ne serait qu'une violation du principe de la souveraineté des États, au regard du Droit international. Les raisons pouvant justifier cette violation constituent, à juste titre, des exceptions à ce principe de souveraineté. Si tel était le caspour laLibye, le problème ne se poserait pas. Mais pour ces commentateurs et ces pays,lapratique militaire de la coalition internationale,à l'égard du régime de Kadhafi, révèle davantage lavolonté de renverser un régime que de protéger des civils.Les motivations avancées ne légitiment pas ce qui se passe sur le terrain libyen, toujours selon ces commentateurs et ces pays.Le journal *Le Monde* ne leur accorde guère de crédit. *Le Monde* privilégie les rebelles et ne valorise pas les forces loyalistes. Faut-il y voir la volonté d'accompagner le positionnement du président Sarkozy dans sa façon de se référer la résolution 1973 sans véritablement la respecter ? Faut-il y voir l'expression d'un choix idéologique du journal, saisissant une opportunité pour dénoncer un tyran et son clan familial ?

5. La problématique de la recherche

Traditionnellement, dans le domaine des relations internationales,la souveraineté détenue par chaque État doit être reconnue comme telle par les autres États. Celadétermine les relations interétatiques. Il existe des rapports de force, mais ceux-ci n'entraînent pas pour autant un renoncement aux rapports d'égalité entre États. Il est rare de voir une puissance étrangère intervenir dans la vie d'un État. Après les agressions dont avaient souffert les États-Unis d'Amérique, une intervention militaire eut lieu en Irak, suite à des distorsions d'avec la vérité. Kadhafi avait dénoncé les attentats commis par des djihadistes, d'autant plus aisément qu'il combattait sur le territoire libyen des djihadistes. Face aux troubles survenus dans différents pays arabes, tant du côté du Golfe que du côté du Maghreb, il n'y eut pas une

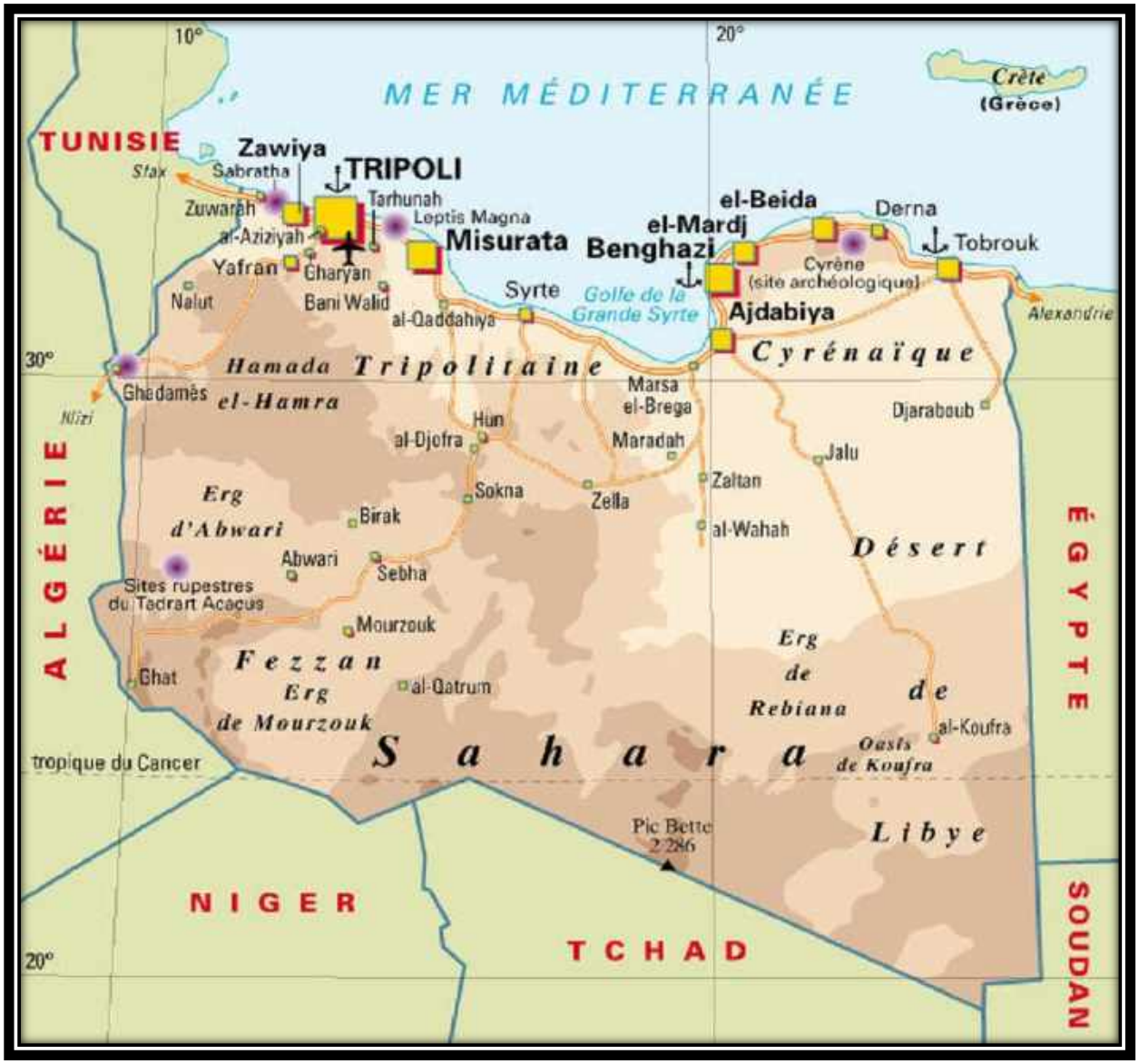
intervention étrangère officialisée. En ce qui concerne la Libye, la défense des civils dans la partie orientale de la Libye, insurgée contre le pouvoir officiel à Tripoli,a entraîné des puissances occidentales dans une guerre au nom d'un droit d'ingérence qu'elles se sont octroyés, a obtenu des votes au sein du Conseil de sécurité de l'ONU en leur faveur. L'enjeu de l'intervention militaire, était-ce vraiment la défense des civils ? La délégitimassions du régime de Kadhafi suite à la reconnaissance du CNT était-elle légitime, n'a-t-elle pas contredit la souveraineté de l'État libyen ? De nombreux civils de plusieurs nationalités travaillaient en Libye en 2011. A-t-on sauvegardé leurs intérêts ?L'attaque de cibles militaires libyennes sur tout le territoire libyen participait-elle d'une protection des civils ou dépassait le cadre proposé par la résolution 1973 ?

Comment le journal *Le Monde*a-t-ilassumé cette réalité politique ? A-t-il pris ses distances avec les déclarations bellicistes de la France et de quelques autres pays ? A-t-il favorisé la recherche d'un dialogue entre acteurs libyens ? A-t-il présenté le régime libyen comme agressé par une insurrection ? A-t-il accompagné le discours du Président français Nicolas Sarkozy ?Pourquoi le journal *Le Monde*a-t-il accueilli dans des pages « Débats » des déclarations contredisant l'analyse qu'il a proposé des événements ? Est-ce au nom d'une déontologie journalistique à laquelle le journal se dit attaché ?

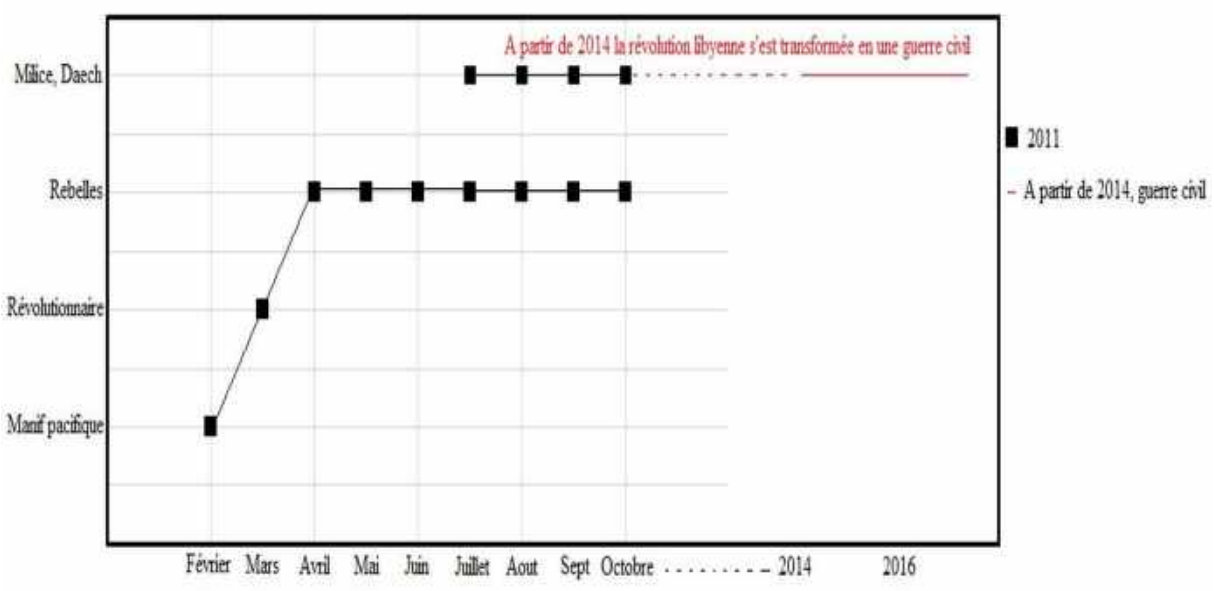
Pour cerner l'implication des journalistes du *Monde* dans l'année 2011 à propos de laLibye,nous avons préparé des questions à l'adresse des auteurs des articles susceptibles de nous permettre de développer et d'éclairer les situations telles qu'elles étaient exposées dans des pages du journal *Le Monde*. Nous aurions voulu les joindre. La difficulté que nous avons rencontrée, c'est de ne paspouvoir contacterles journalistes impliqués dans la couverture desévénements en Libye.Premier problème : l'accès à leur adresse mail n'était pas évident. Le deuxième problème rencontré est relatif à la disponibilité de ces journalistes. Très occupés, ils ne sont généralement pas disponibles pour répondre d'une façon précise ou approfondie aux questions que nous aurions souhaitéleur poser. Ceci dit, la perception après 2011 des événements de Libye par les journalistes rédacteurs d'articles dans *Le Monde* a sans doute évolué au vu de ce qui est advenu en Libye après la chute de Kadhafi. Peut-être est-il déraisonnable d'attendre de leur part une réflexion ordonnée sur ce qu'ils ont alors écrit en 2011, jour après jour.Nous avons construit notre travailà partir de l'analyse desarticles du journal *Le Monde* sur plusieurs mois. Nous avons lu tous les articles et noté tout ce qui peut être en relation avec notre sujet. Nous avons tenu compte des photographies et des dessins de

presse. Nous avons intégré les illustrations dans les textes rédigés après examen des articlesparce qu'elles importent dans la présentation des événements en Libye en 2011 par le journal *LeMonde.*

6. Carte de la Libye

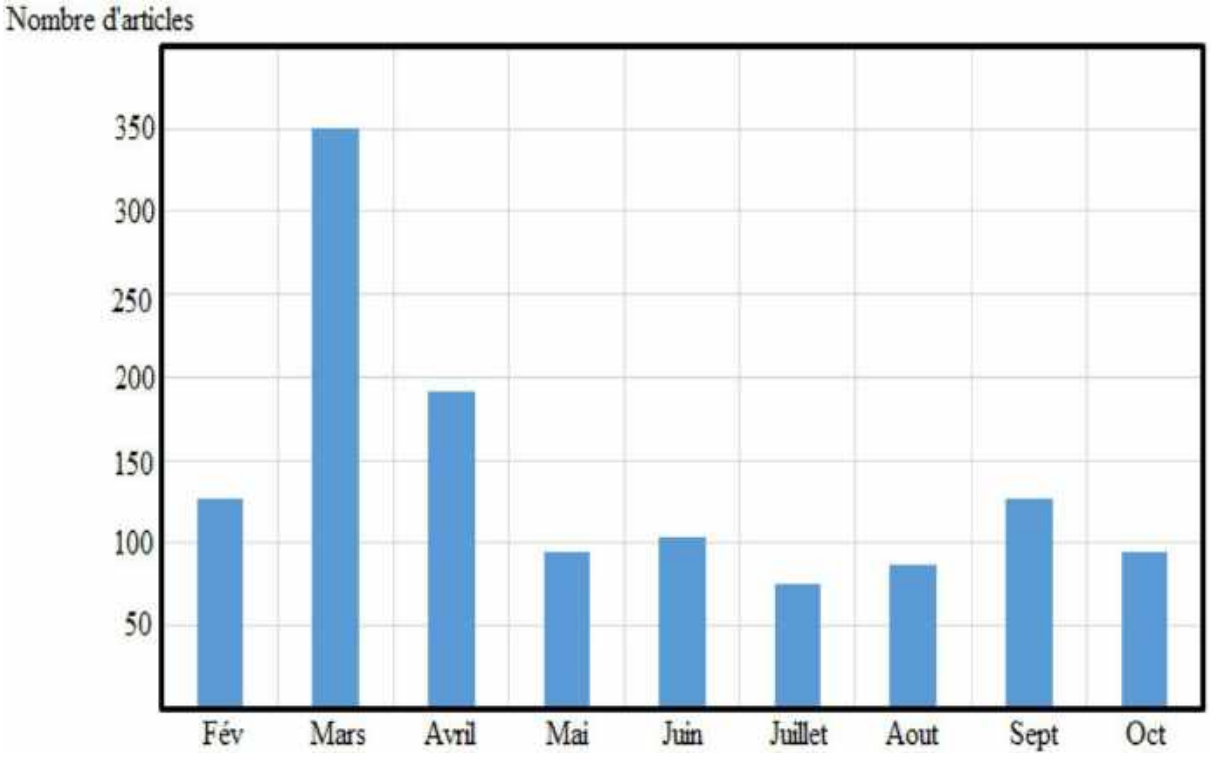


Graphique n° 1 : (montrant les mots des guerres utilisés par Le Monde (exemples : Manifestations, Révolutionnaires, rebelles, rébellions, insurgés, islamistes, milices, loyalistes, Al-Qaïda et Deach)



Dans ce graphique nous allons montrer les mots utilisés par leJournal *Le Monde* en 2011, pour justifier cette guerre.

Graphique n°2 : Journal *Le Monde* : Évolution du nombre d'éditoriaux et d'articles concernant l'année 2011 de février à octobre.



Première partie

Le Monde et le début de la révolution libyenne, du 17 février au 17 mars 2011.

Chapitre 1 :

Le regard du *Monde* sur les troubles en Libye : 17 février-17 mars 2011

1. 1. Des premiers déclenchements à l'est du pays à la résolution 1973.

Le 10 février, *Le Monde* rend compte d'une visite d'Alain Juppé à Washington, mardi 8 février 2011. Alain Juppé, ministre de la Défense, déclare lors d'une conférence de presse que la France a été *« surprise »* par les événements en Afrique du Nord, *« comme cela arrive souvent à l'occasion des grands tournants historiques »*.Il ajoute que tout le monde connaissait l'absence de libertés politiques en Tunisie et ailleurs, mais que *« nous l'avions accepté »*. Et, tout à coup, *« les gens sur place n'ont plus accepté et ça a été une surprise »*. *« Nous devons faire confiance à la démocratie et à la sagesse des gens »*[17]. Le chef de la diplomatie française ne dit rien sur la Libye à cette date.

Ce sont les tensions sociales en Tunisie qui attirent l'attention du gouvernement français dans les premiers jours de février. Cela se comprend : la France a des liens historiques avec ce pays qui fut un protectorat français de 1881 à 1956[18]. L'évolution des événements est telle dans ce pays que la France change complètement de politique vis-à-vis de la Tunisie. Elle abandonne Ben Ali, le président tunisien, et accompagne le « *printemps arabe* » en Tunisie. Au moment où Alain Juppé s'exprime, le 8 février 2011, la Libye n'est pas perçue par *Le Monde* comme susceptible d'être emportée par des troubles sociaux. Quelques jours après, la perception de la situation en Libye change. *Le Monde* fait état, le 15 février 2011, d'une évaluation générale sur l'état de la colère dans la population du monde arabe en 2010. Selon *Le Monde*, en ce qui concerne le mécontentement populaire, la Libye se situe à la deuxième place après le Yémen. 73% des Libyens sont en colère contre le régime de Mouammar Kadhafi. Une telle affirmation se fonde sur un graphique d'indice de la colère[19].

---

[17] Corine Lesnes, « Alain Juppé fait le pari de la démocratie », *Le Monde,* 10 février 2011, p. 6.
[18] Le Protectorat est institué par le traité du Bardo, siège du pouvoir tunisien, le 12 mai 1881, aboli le 20 mars 1956.
[19] Voir annexe n° 1 déjà cité (État de la colère).

Le graphique proposé par le quotidien fait apparaître un pays jusqu'alors négligé dans ses colonnes par rapport à d'autres pays arabes, comme la Tunisie et l'Égypte. Ancienne colonie italienne, la Libye n'est pas suivie par *Le Monde* avec la curiosité qui est portée sur la Tunisie. Pour autant la Libye est connue en France en raison de la médiocre réputation de Kadhafi auprès des Occidentaux. Donner des informations sur les premiers troubles en Libye, c'est quasiment les légitimer sans avoir à fournir beaucoup d'explications, Kadhafi ayant déjà mauvaise presse, la population libyenne étant considérée comme hostile au régime. Kadhafi est perçu comme un dictateur depuis de nombreuses années, la simple présence de son nomdans un article suffit pour que les lecteurs du *Monde* se remémorent des événements déjà anciens[20]qui virent Kadhafi impliqué dans des actes terroristes.

Le Monde,daté du 18 février 2011, porte à la connaissance des lecteurs,dans un article émanant du Service international,l'appel à manifester en Libye le 17 février lors d'une « *Journée de la colère* ». Les événements prennent une dimension telle en Libye que *Le Monde* accorde une attention plus grande à ce pays. Suite à cet appel lancé sur le réseau social Face book, des émeutes éclatent, des affrontements opposent des partisans de Kadhafi et des centaines de manifestants à Benghazi, dans la nuit du 15 au 16 février. « L'arrestation d'un militant des droits de l'homme serait à l'origine des émeutes dont on ignore le bilan » d'après *Le Monde*[21]. À la date de la publication de l'article, les événements en Libye ne sont pas inscrits dans le temps long, et en référence à la seule Libye.Les lecteurs du *Monde*découvrent la Libye dansune présentation générale de la situation dans le monde arabe. Une information dans l'article montre que les Américains sont attentifs aux tensions que connaît la Libye : « [le16 février] Les États-Unis ont appelé Tripoli à répondre « aux aspirations, aux besoins et aux espoirs de son peuple »[22].

L'hostilité de Benghazi à l'égard de Tripoli, siègedu pouvoir, est ancienne. Dès les années 1980, des tensions apparaissent. En 1984, une manifestation de jeunes éduqués est écrasée par les autorités locales, liées au régime. Cela est rappelé dans des organes de presse en 2011, mais pas dans *Le Monde*. Dans *Jeune Afrique* on peut lire : « *avril 1984, Benghazi*

[20] Les Français se souviennent vraisemblablement de l'affaire des infirmières bulgares et du médecin palestinien condamné puis libérés, certainement des attentats contre des avions en vol.
[21] Service international : « La soif du changement s'étend dans le monde arabe », *Le Monde,* 18 février 2011, p. 6.
[22] *Ibid*.

s'est fait connaître en organisant la pendaison publique et télévisée de onze étudiants »[23]. L'hostilité de la Cyrénaïque à l'égard de Kadhafi renvoie à l'installation même de Kadhafi au pouvoir, suite à un coup d'État. Le témoignage de Moustapha Abdeljalil, ancien ministre de la Justice du régime de Kadhafi et ancien président de Conseil national de transition (CNT), postérieur aux événements, est important. Dans un entretien organisé par Skye-News arabica, sortant de son silence, il dit qu'il est fier d'avoir participé à la chute d'un régime qui a fait un coup d'État contre le roi Idriss en 1969[24]. La Cyrénaïque est le berceau de la confrérie des Senoussi, ancien pilier de la monarchie libyenne. Nous pouvons dire qu'il y avait une revanche à prendre par la Cyrénaïque contre Kadhafi, ce que *Le Monde* ne prend pas en compte dans le déclenchement des événements.La photographie ci-dessous accompagnant un article publié dans *Le Monde* daté du 18 février doit être perçue par les lecteurs du *Monde* comme révélatrice de tensions dans le monde arabe, même si elle est référée à un pays précisément. Il n'est pas apparu utile de publier une photo sur la Libye, ce pays occupant d'ailleurs une petite place dans l'article. La photographie, ci-dessous, mettant en scène des affrontements, insère les manifestations libyennes dans un mouvement arabe plus large. *Le Monde* ne présente pas alors la crise du régime libyen[25].

6 International

Le Monde

Les mutations au Moyen-Orient et au Maghreb

La soif de changement s'étend dans le monde arabe

Libye, Bahreïn, Yémen, Jordanie... les manifestations se multiplient pour revendiquer justice et libertés

Illustration n° 1 : la police yéménite entre les manifestants progouvernementaux et les protestataires rassemblés à l'Université de Sana. Photo : Hani Mohamed, AP. *Le Monde*, 18 février 2011, p. 6.

[23]Christophe Boisbouvier, « Libye Sur qui Kadhafi peut-il compter ? », *Jeune-Afrique*, n° 2615, du 20-26 février 2011, p 18.

[24] Entretien avec Moustapha Abdeljalil, sous ce titre : « *La politique et l'islam* ». Skye-NEWS, 9 décembre 2016. Voir l'annexe n° 4, p, 7. L'entretien en arabe traduit par moi-même en français,

La tension à l'est de la Libye est le fruit d'une soif de changement plus large selon *Le Monde.* Sont dénoncés « « le népotisme et la corruption » du régime de Mouammar Kadhafi [26]. La journée de colère s'inscrit en apparence dans le sillage des mouvements de révolte qui ont contraint les présidents tunisien et égyptien à quitter le pouvoir. Pareillement Kadhafi, au pouvoir depuis quarante-deux ans, détenteur d'« *un record en Afrique* », doit faire face à une révolte populaire. À propos de la Cyrénaïque, région qui se trouve à l'est de la Libye, *Le Monde* rappelle qu'elle est traditionnellement rebelle. De plus « *des maquis islamiques* » y sont installés depuis les années 1990. Toutefois *Le Monde* ne détaille pas le rôle de ces maquis islamiques. Selon le régime, ces groupes sont constitués de combattants islamiques libyens, proches d'Al-Qaïda, ayant déjà participé à la guerre en Afghanistan et en Irak. Parmi eux on compterait d'anciens détenus à Guantanamo, libérés par la « *Fondation internationale Kadhafi pour la charité et le développement* », créée en 1998, dirigée par Seïf Al-Islam Kadhafi[27]. Les troubles commencent à l'est de la Libye. Le pouvoir central, à Tripoli, n'est pas immédiatement concerné par ces troubles. Les distances entre les villes sont telles que l'influence des rebelles ne se fait pas sentir juste après la création de foyers pérennes révolutionnaires. Pour donner une idée de l'éloignement des villes libyennes, il est utile de présenter une carte avec ces villes.

Illustration n° 2 : carte de la Libye et de son environnement géographique. Elle nous montre la grande distance entre les villes en Libye. Entre Tripoli et Benghazi, là où la contestation a commencé en février 2011, il y a 1000 km. Entre Tripoli et le Lac Oasis Awbari (Sebha), au Sud, 1000 km.

[26] Service international, « La soif de changement s'étend dans le monde arabe », *Le Monde*, 18 février 2011, p. 6.
[27] Discours de Saïf Al-Islam Kadhafi, le 20 février 2011. https://www.youtube.com/watch?v=pMAuFJv1dvM

La révolte gronde dans divers pays arabes. Le journal *Le Monde* s'en fait l'écho le 19 février 2011, en première page : « La révolte gagne la Libye et Bahreïn ». La répression reste sans effet dans ces deux pays, et dans d'autres évoqués dans l'article. De là une montée en puissance de la dénonciation des pouvoirs autoritaires dans la presse occidentale. *Le Monde* propose, page 4, un article traitant des pays cités en première page et de quelques autres, non cités précédemment. Le titre est explicite. Il met précisément l'accent sur la répression meurtrière contre les manifestants en Libye[28] : « […] les autorités ont choisi la force contre lesmanifestants. » L'article rappelle que le 17 février « l'opposition appelait à un jour de colère contre le régime de Mouammar Kadhafi ».

En Cyrénaïque, dans l'est du pays, là où la contestation du régime est historiquement plus marquée, la répression aurait fait plus d'une dizaine de morts. *Le Monde*, faute d'un correspondant sur place,reprend les informations fournies par l'organisation Human Right Watch,[29] (HRW)qui condamne les autorités libyennes pour avoir choisi la force contre des manifestants pacifiques, et par des sources médicales. Une liste de villes concernées par des manifestations est donnée. Le 18 février, « des militaires étaient déployés à Benghazi […] »[30].

Dans ce même numéro, *Le Monde* consacre deux pages aux « intellectuels face aux révoltes arabes »[31]. La Libye n'est pas présente dans ces pages. En revanche le dessin de Plantu, en première page, est consacré à Kadhafi. Ce dessin paru dans *Le Monde* daté du 19 février, alors qu'il y a des troubles à Benghazi, deuxième ville de Libye, attire l'attention sur la Libye. Plantu donne une idée de Kadhafi dans sa caricature. Le colonel Mouammar Kadhafi est en uniforme sous une tente. Il est aisément reconnaissable en raison du costume militaire et des lunettes qu'il porte. Plantu reprend des éléments connus afin d'amener les lecteurs vers la portée essentielle de l'illustration : la banderole avec ces mots « Fous le camp !!! ». Un examen attentif du dessin révèle que les piquets en terre sont des victimes du régime autoritaire de Kadhafi. Des mouches tournent autour du visage du tyran. La fin du

---

[28] Service international : « Les régimes arabes opposent la force aux manifestants », *Le Monde*, 19 février 2011, p. 4.

[29] HumanRights Watch (HRW) est une organisation non gouvernementale internationale qui se donne pour mission de défendre les droits de l'homme et le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette organisation déclare militer notamment pour la liberté de la presse, l'abolition de la peine de mort et de la torture mais aussi pour le respect de l'ensemble des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, en particulier dans les domaines de l'éducation et du logement. Elle intervient également dans les conflits, dénonçant entre autres les crimes de guerre ou le trafic d'armes. HumanRights Watch demande l'arrêt des crimes commis par les gouvernements ou les groupes rebelles, dans le cadre de guerres internes.

[30] Service international, « Les régimes arabes opposent la force aux manifestants », *Le Monde*, 19 février 2011, p. 4.

[31] *Le Monde*, 19 février 2011, p. 20-21.

régime est proche. Il est pourrissant. En France, on a le souvenir de Kadhafi désireux de planter sa tente lorsqu'il fut reçu par le président Sarkozy. Pour Kadhafi la tente renvoie à la simplicité du Bédouin. Elle possède des caractéristiques sociales et culturelles dans le contexte libyen.

Illustration n° 3 : dessin de Plantu, « Kadhafi sous sa tente », *Le Monde*, 19 février 2011, p. 1.

Aucun journaliste du *Monde*n'est alors sur place en Libye pour rencontrer les manifestants. La rédaction politique du journal n'a pas une grande connaissance de la Libye, car ce pays est resté fermé jusque dans les années 2000, au moment où Kadhafi devient fréquentable pour le monde extérieur. La situation à l'est de la Libye reste dans le brouillard en général, pour l'opinion publique nationale et internationale. La presse libyenne est complètement contrôlée par le régime, le peuple accède à des informations filtrées par les responsables libyens. La presse étrangère ne dispose pas de correspondants sur place. Selon*Jeune Afrique*, « *il aura fallu attendre jusqu'au 22 février 2011 pour que les journalistes étrangers puissent pénétrer en Libye par l'Egypte* »[32]. Du 15 février jusqu'au 22 du même mois, *Le Monde* a recours à des agences de presse et à des témoignages.

[32] « Au cœur du chaos », *Jeune Afrique*, n° 2616, du 27 février au 5 mars 2011, p. 20.

Le Monde

Samedi 19 février 2011 - 67e année - N°20552 - www.lemonde.fr fondateur : Hubert Beuve

La révolte gagne la Libye et Bahreïn

La répression reste sans effet dans ces pays

L'esprit de révolte qui souffle dans le monde arabe et à sa périphérie résiste aux efforts d'intimidation ou à la répression par les pouvoirs autoritaires en place. Les classes populaires ou moyennes ne renoncent pas, là où elles s'expriment, à leurs demandes de liberté ou de prise en compte de la misère. C'est le cas dans l'archipel de Bahreïn et au Yémen. Une agitation sociale est perceptible au Kurdistan irakien.

En Tunisie, l'attention se focalise sur l'état de santé de l'ancien président Ben Ali, hospitalisé en Arabie saoudite. L'Égypte s'interroge sur les fortunes qu'auraient accumulées le président déchu Moubarak et ses proches.

Lire pages trois, 4 et 5

Débats Le regard des intellectuels français : Alain Badiou, André Gluckmann, Elisabeth Roudinesco, Alain Touraine. P. 20-21

Analyse En Iran, le nouveau visage de la contestation. P. 22

Manifestation à Sanaa, capitale du Yémen, jeudi 17 février. A. GHAR/AFP

Illustration n° 4 : Manifestation à Sana capitale du Yémen le jeudi 17 février 2011[33].Photo : A. Ghar/AFP. *Le Monde,* 19 février 2011, p. 1.

Alors que la situation dégénère dans divers pays arabes, *Le Monde*, daté des 20-21 février 2011, met l'accent sur la répression brutale. Le titre est éloquent : « Révoltes arabes : répression brutale en Libye, à Bahreïn et au Yémen »[34]. La Libye, pays du Maghreb, est associée à deux pays du Golfe éloignés de l'Afrique du Nord. Ici et là, les troubles provoquent une forte répression entraînant des pertes humaines. C'est le dénominateur commun : « Confrontés à une contestation qui s'amplifie dans plusieurs pays du monde arabo-musulman, les dirigeants ont choisi de répondre en privilégiant la force […] ». La Libye est présente en première page : « En Libye, plus de quarante personnes ont été tuées au total depuis les premières manifestations, mardi 15 février 2011, selon des bilans fragmentaires. Celles-ci sont particulièrement violentes dans la partie est de la Libye, frontalière de l'Égypte et la plus déshéritée […] ». Cet adjectif est important : il donne aux lecteurs du *Monde* un élément d'explication au soulèvement populaire.Selon le Service international du *Monde*, le pouvoir central se proposerait de « rétablir l'ordre à Benghazi, actuellement [en février 2011]

[33] Le titre de l'article publié dans *Le Monde,* du 19 février est explicite : la révolte qui enflamme le monde arabe ne cesse de grossir, elle atteint désormais des pays jusqu'ici peu concernés par des troubles. Deux pays bien éloignés l'un de l'autre sont associés dans le titre. L'illustration a pour objet de donner une image vivante de la révolte signalée dans le titre. La photographie prise le 17 février donne à voir des jeunes qui lancent des pierres dans une rue contre des institutions non précisées. Peut-être s'agit-il de faire passer le message suivant : les révoltés ne disposent pas d'un matériel de guerre pour affronter les forces de police, ils se contentent, par défaut, de pierres. Faut-il songer à d'autres images déjà vues par les lecteurs du *Monde*, dans un tout autre contexte géographique, la Palestine ? Le geste du jeteur de pierres fait songer à ce qui s'est pratiqué lors de la guerre des pierres (intifada des pierres). Toujours est-il que la Libye, présente dans le titre et dans l'article, n'apparaît pas dans une photo en première page.

[34] Service international,« Révoltes arabes : répression brutale en Libye, à Bahreïn et au Yémen », *Le Monde*, 20-21 février 2011, p. 1.

« *entre les mains du peuple* » : « selon des témoignages impossibles à vérifier, […] le colonel Kadhafi aurait envoyé son fils Saadi ». « *Nous craignons un terrible bain de sang »,* a indiqué un habitant de Benghazi, interrogé par l'agence Reuters ». Une telle dramatisation ne peut qu'aiguiser l'attention des lecteurs du journal sur des événements qui ont lieu au sud de la Méditerranée.

Pour ce qui est de Tripoli, selon *Le Monde* s'appuyant sur le témoignage d'un visiteur occidental, le pouvoir semble disposer des forces nécessaires pour maintenir l'ordre. On apprend dans l'article que « les commerçants avaient reçu l'ordre jeudi [17 février] de baisser les rideaux de leurs magasins « s'ils étaient patriotes » et de ne pas participer à des manifestations anti-régime sous peine de répression violente ». Pour couvrir les événements en Libye, *Le Monde* conjugue divers témoignages. Une certaine idée de la situation locale s'impose à la lecture de ces témoignages. Du point de vue de la déontologie journalistique, le journal laisse aussi entendre que l'on ne dispose pas d'informations totalement fiables, dans la mesure où elles n'ont pas été vérifiées. On apprend aussi, dans un article - que les lecteurs découvrent le 19 février, sans doute à partir du même témoignage - que « Toute la journée [du 17 février], des véhicules avaient sillonné la ville avec à leur bord, des fidèles du régime arborant des pancartes favorables au colonel Kadhafi. De toute évidence, Tripoli était tenue »[35]. Tenue, cette ville, l'est-elle encore à la lecture de l'article publié les 20-21 février ? Un processus de dramatisation aiguise la curiosité des lecteurs ! Ce qui est dit de la situation à Tripoli n'est pas vrai à Tobrouk où une capture d'écran met en scène des manifestants détruisant un monument symbolisant *Le livre vert* de Kadhafi[36]. La contradiction n'est que partielle : le pays est étendu. Tobrouk est une ville bien éloignée de la capitale. Le pouvoir vacille en quelques endroits, mais il tient bon ailleurs. Le titre de la page complétant la première page informe les lecteurs : « Les régimes arabes se crispent face à la contestation ». Cela vaut pour la Libye, l'un des pays dont traite l'article.[37]

---

[35]*Le Monde, Ibid.*, p 1.
[36]*Ibid.,* p. 4.
[37] Dans *Le Monde* daté des 20- 21 février, l'article qui traite des « manifestations réprimées dans le sang » parle de plusieurs pays arabes. L'illustration, elle, est centrée sur la Libye, elle révèle l'énergie des manifestants libyens qui détruisent une figuration monumentale du Livre vert de Kadhafi. Nombreux sont les lecteurs du *Monde* qui possèdent quelques notions sur le dictateur libyen, ils le voient comme un mégalomane. La construction monumentale qui apparaît dans la photographie est bien en rapport avec l'image, pour une part caricaturale, de Kadhafi dans l'opinion publique française.Libyens qui détruisent une figuration monumentale du Livre vert de Kadhafi. Nombreux sont les lecteurs du *Monde* qui possèdent quelques notions sur le dictateur libyen, ils le voient comme un mégalomane. La construction monumentale qui apparaît dans la photographie est bien en rapport avec l'image, pour une part caricaturale, de Kadhafi dans l'opinion publique française.

Les régimes arabes se crispent face à la contestation

En Libye, à Bahreïn et au Yémen, de nouvelles manifestations ont été réprimées dans le sang

Yémen : au huitième jour de contestation, la rue reste mobilisée

Malgré les annonces du président Saleh, les manifestants n'ont plus peur de se faire entendre

Illustration n° 5 : Capture d'écran d'une vidéo, le 17 février, sur YouTube : des manifestants détruisent un monument symbolisant le Livre vert de Mouammar Kadhafi. *Le Monde,* 20-21 février 2011, p. 4.

Afin d'aider à la compréhension des événements par les lecteurs, *Le Monde* fait appel à un expert, Luis Martinez, directeur de recherches au Centre de recherches et d'études internationales de sciences politiques, interrogé par un journaliste, Jean-Pierre Tuquoi. De son propos est extraite cette phrase en phase avec les événements rapportés : « Il sera difficile de contraindre le régime de Kadhafi à une retenue dans la répression ». Divers éléments dans *Le Monde* daté des 20-21 février vont dans le même sens : un « bain de sang » est possible en Libye. Ce propos est sans doute rendu acceptable dans la mesure où Kadhafi est associé à une image négative dans la presse française en raison d'événements bien antérieurs à février 2011. On notera que dans la double page « 1848, 1989, 2011, il était une fois la révolution » dans *Le Monde* des 20-21 février 2011, la Libye n'apparaît pas. Les trois historiens invités à déceler des similitudes entre les événements dans le monde arabe et des événements dans le passé ne parlent pas de la Libye. Sylvie Aprile, Henry Laurens et Pierre Hassner parlent de la Tunisie, de l'Égypte, de l'Irak, point de la Libye. Une phrase dans l'entretien mérite d'être relevée : « […] Al-Jazzera, affirme Henry Laurens, joue un rôle central. La présence de cette chaîne de télévision […] a fait bien plus que bouleverser la circulation de l'information : elle a recréé le monde arabe comme espace politique commun. C'est fondamental »[38]. Il note aussi : « Ce qui me frappe [en 2011] c'est la dimension nationale des soulèvements »[39]. C'est illustré par la situation en Libye. Les troubles à Benghazi sont liés à l'histoire de la Libye. 2011, année qui figure dans le titre de l'entretien, correspond à un « monde arabe en ébullition ». La situation

[38]*Le Monde*, 20-21 février 2011, p. 16.
[39]*Ibid*., p. 17.

en Libye, associée au Yémen et au Bahreïn (déjà dans *LeMonde* du 19 février est énoncée en peu de mots dans un « encadré » : « la répression des émeutes a fait plusieurs morts »[40]. Dans des articles publiés antérieurement dans *Le Monde*, l'accent a déjà été mis sur la répression, les lecteurs s'accoutument à cette façon de parler de la situation en Libye. Nous retrouvons une constante à propos de la Libye dans *Le Monde* : la répression sera sévère, ce que confirme l'expert Luis Martinez dont l'entretien a attiré notre attention.

Dans un premier temps, Tripoli ne réagit pas face à la situation à Benghazi. Au début, la télévision libyenne, sous contrôle, ignore le mouvement à l'est du pays. L'AFP, autorisée à ouvrir un bureau à Tripoli en 2008, peut donc fournir des informations en 2011. D'autres agences sont présentes. Al-Jazzera, Al-Arabia Globalement toutefois le pays reste cadenassé.[41]En ce qui concerne les troubles en Libye,*Le Monde* aurait pu porter à la connaissance de ses lecteurs des événements dramatiques concernant le sort des fidèles du régime. À lire *Le Monde* on voit toujours le mauvais côté du régime. Alors que des soldats libyens sont tués, pendus par des manifestants en Cyrénaïque, *Le Monde* n'en dit rien. Alors que la ville de Tripoli est toujours tenue par le régime, les lecteurs du *Monde* ne l'apprennent pas. Le 21 février au matin, les autorités libyennes coupent l'accès à Internet et brouillent la réception d'Al-Jazzera.

1. 2. Le sang coule en Libye

La première page du *Monde*, daté du 22 février, affiche un titre tragique à propos de la Libye : « Le huis clos sanglant de la révolte libyenne ». Ce titre, quelque peu énigmatique, laisse penser que l'on ne sait pas tout en France de ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée. Une photographie occupe la largeur du journal, représentant une foule immense de manifestants dont on n'aperçoit que les têtes, et des hommes accrochés à des poteaux dont on voit le corps entier. Puisque les événements de Benghazi sont couverts par des photographes et que les photos circulent, le pays n'est pas coupé du monde. Il ne s'agit donc

[40]*Ibid*., p. 17.
[41] Christophe Boisbouvier, « Libye le crépuscule d'un Tyran », *Jeune Afrique*, n° 2616, du 27 février au 5 mars 2011, p. 28.

pas d'un réel huis clos. Une fois encore *Le Monde* insiste sur la violence des événements, le sang coule[42].

Le Monde

Mardi 22 février 2011 - 87e année - N° 20554 - 1,50 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Le huis clos sanglant de la révolte libyenne

Des centaines de morts en Libye. Kadhafi reste muet, son fils menace. Page 4

Au Maroc, série de manifestations pour réclamer « un changement ». Page 8

Contre-enquête Quel est le rôle du Web dans la mobilisation ? Comment mots d'ordre et images circulent-ils ? Pages 6-7

A Bahreïn, place de la Perle, paroles de jeunes en colère contre leur roi. Page trois

Manifestation à Benghazi, deuxième ville de Libye.

Illustration n° 6 : Manifestation à Benghazi, deuxième ville de Libye. Photo : AP. *Le Monde*, 22 février 2011, p. 1.

Dans *Le Monde* daté du 22 février, les lecteurs sont amenés à découvrir une situation terrible de l'autre côté de la Méditerranée. « Des centaines de morts en Libye, pays au bord de l'implosion »43. Il ne s'agit pas de révoltes en quelques lieux que le pouvoir central serait à même de maîtriser, mais d'une destruction de l'État à terme. La situation est catastrophique. Le sous-titre conjugue la dimension intérieure, celle d'une guerre civile et la dimension extérieure, celle de Français concernés par le coût du pétrole. « L'un des fils du colonel Kadhafi, Seif Al-Islam, agite la menace d'un « bain de sang ». Le cours du pétrole grimpe ». Les lecteurs du Monde apprennent que la révolte populaire, partie de Benghazi, atteint la capitale Tripoli. Des chiffres contradictoires sur le nombre de tués sont donnés. Pour HumanRightsWatchs 233 personnes au moins ; pour une diplomate « 300 à 1000 victimes ». Selon le pouvoir libyen, 84 morts. Le texte du Monde tient compte d'une pluralité de sources pour informer ses lecteurs, mais ne retient pas un chiffre en particulier. La parole est

[42] Avec l'accélération des événements, la Libye est devenue un pays dont il convient de s'occuper. Aux lecteurs du *Monde*,daté du 22 février, le message à faire passer est le suivant : le pays de Kadhafi est confronté à des manifestations violentes, confinées dans un espace spécifique, de là l'expression « *huis clos* ». La photographie met l'accent sur le nombre important de manifestants. On voit sur cette photo des gens accrochés à des mâts, c'est l'euphorie de la victoire dans la région de Benghazi. Des gens filment les manifestants réclamant la démocratie et la liberté, un manifestant tient dans sa main un panneau avec un texte en arabe appelant à la chute de Mouammar Kadhafi, l'ennemi de la liberté.

[43] Service international, « Des centaines de morts en Libye, pays au bord de l'implosion », *Le Monde*, 22 février 2011, p. 4.

largement donnée à l'un des fils du dictateur, menaçant de « recourir aux armes », affirmant : « Nous ne lâcherons pas la Libye[…] », annonçant de possibles « rivières de sang ». Dans le discours de Saïf Al-Islam, rapporté par Le Monde, la dramatisation est extrême : « nous combattrons jusqu'au dernier homme débout, jusqu'à la dernière femme et jusqu'à la dernière balle ». Une autre partie du discours porte sur les responsables des troubles à Benghazi selon les autorités libyennes en février 2011 : ils « ont formé un gouvernement à Benghazi ». « Ils veulent maintenant transformer la Libye en un ensemble d'émirats islamiques, de petits États » […] ». Cette affirmation, tant à l'adresse des Libyens que de la communauté internationale, n'appelle pas de commentaire dans le journal Le Monde, elle cerne une préoccupation bien réelle, celle des islamistes présents à Benghazi. De ce fait, il apparaît que la Libye pourrait se fracturer en territoires. Dans la suite de l'article une indication toutefois : « Les milieux pétroliers redoutent […] une partition du pays ». Des tribus faisant sécession rendent l'hypothèse de la partition plausible.

Une photographie accompagne l'article titrant « Des centaines de morts… » : « À Benghazi, dans le nord de la Libye, les cercueils des victimes de la répression ». Dans cette image dans *Le Monde,* on matérialise le fait qu'il y a eu des centaines de morts en Libye, en particulier à Benghazi. Le message diffusé par *Le Monde* en montrant des cercueils ouverts est le suivant : la répression a été terrible. Selon *Le Monde*, cette ville que l'on dit située dans le nord (elle est en fait dans l'est de la Libye), a connu une tragédie.

Les mutations du monde arabe

Des centaines de morts en Libye, pays au bord de l'implosion

L'un des fils du colonel Kadhafi, Saïf Al-Islam, agite la menace d'un « bain de sang ». Le cours du pétrole grimpe

Illustration n° 7 : À Benghazi, […] les cercueils des victimes de la répression. Photo : AP. *LeMonde*, 22 février 2011, p. 4.

Une restitution fidèle du discours du fils de Kadhafi aurait facilité une compréhension de son point de vue. Considérons les mots utilisés par le fils du Guide : « *Des gens essayent de répéter ce qui s'est passé en Tunisie et en Égypte. Mais la Libye n'est pas la Tunisie, ni l'Égypte, la situation est différente, la Libye était originellement en trois parties : Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan, la Libye est constituée de tribus et de clans, ce n'est pas une société avec des partis* ». Un éclatement pourrait causer une guerre civile, sans pour autant maintenir l'État libyen[44]. Tout ce qu'a dit Seif-Al-islam est devenu réel en Libye. C'est partout la guerre civile et des dissidences au niveau sociopolitique se multiplient**.**

Face aux tensions en Libye, la question de l'accès au pétrole libyen se pose pour *Le Monde*. La suite de l'article aborde ce sujet. « La révolte populaire en Libye, membre des pays exportateurs de pétrole, a fait grimper en flèche les cours du brut lundi [21 février] sur les places asiatiques »[45]. Le pays sera-t-il à même d'exporter du pétrole ? Les pays occidentaux sont intervenus, d'après *Le Monde*, à propos des troubles en Libye. L'Union européenne attend des dirigeants libyens qu'ils fassent *« preuve de retenue et de calme »*, qu'ils dialoguent avec l'opposition. Les États-Unis se disent préoccupés par *« l'usage meurtrier de la force »*.

Comment les pays occidentaux doivent-ils se comporter face à Kadhafi ? L'article de Nathalie Nougayrède, en correspondance avec Philippe Bernard à Bruxelles, rend compte des déclarations de diverses personnalités européennes et de celles de responsables libyens face à leurs détracteurs : « Exerçant un chantage, Tripoli menace de nationaliser des sociétés européennes. Les pays de l'Union européenne ont haussé le ton face à la répression. Mais l'Italie s'inquiète d'un risque de vague migratoire »[46]. Plus ou moins virulents, Catherine Ashton (haute représentante pour les Affaires européennes), Werner Hoyer (ministre allemand des Affaires étrangères), William Hague (chef du Foreign Office) exigent que les demandes du peuple libyen soient entendues. Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères libyen, Khaled Al-Khaim, dénonce des ingérences dans la politique intérieure de son pays. Des menaces sont avancées : nationaliser des entreprises européennes, laisser passer des migrants vers l'Europe. L'Italie, installée au plus près de la Libye, s'inquiète au vu du précédent tunisien. Après la chute de Ben Ali des milliers d'immigrants ont en effet rejoint

[44] Discours de Saif Al-Islam Mouammar Kadhafi, a déjà cité dans l'Annexe.
[45] Service international, « Des centaines de morts en Libye, pays au bord de l'implosion », *Le Monde*, 22 février 2011, p. 4.
[46] Natalie Nougayrède avec Philippe Ricard (à Bruxelles), « Exerçant un chantage, Tripoli menace de nationaliser des sociétés européennes », *Le Monde*, 22 février 2011, p. 4.

l'île de Lampedusa. Le gouvernement italien souhaite des discussions avec la Libye. Ce qui se passe en Libye amène donc l'Union européenne à changer sa perception du régime de Kadhafi. « La Libye était sortie d'une forme de quarantaine diplomatique avec l'Europe après la résolution du contentieux sur l'attentat de Lockerbie (1988) et la libération des infirmières bulgares en 2007 »[47]. Kadhafi avait été accueilli par Nicolas Sarkozy à Paris en 2007. Des discussions avaient alors porté sur divers contrats, militaires et civils. Depuis la levée de l'embargo sur la Libye en 2004, le Guide de la révolution libyenne était redevenu fréquentable. Des entreprises européennes et américaines avaient conclu des accords avec la Libye, « premier pays pétrolier d'Afrique, devant le Nigéria et l'Algérie ». Le pays était « attractif », sans être un eldorado, en raison de ses « énormes besoins en infrastructures » et de ses « ressources » nous apprend un article qui a pour titre « La Libye sait jouer de son statut de puissance pétrolière africaine »[48]. La situation a changé suite au « printemps arabe ». Les Européens ne peuvent plus fermer les yeux sur les troubles en Libye. En février 2011, Kadhafi est perçu comme le bourreau du peuple libyen.

1. 3. Dénoncer

1. 3. 1. Procès à charge.

Dans *Le Monde* du 23 février 2011, l'éditorial, traditionnellement non signé dans le journal *Le Monde* et reflétant le point de vue du directeur de la rédaction, occupe une part de la première page avec ce titre « Mouammar Kadhafi contre son peuple »[49]. Les lecteurs du journal découvrent dans les premières lignes de cet éditorial des mots très durs à l'encontre du dictateur libyen. « Les mêmes maux conduisant aux mêmes effets », le pays est atteint à son tour par la révolte qui avait amené la chute de Ben Ali et de Moubarak, « Le Guide libyen lutte […] pour sa survie ». Kadhafi, est-il rappelé, « avait été le seul dirigeant arabe à reprocher publiquement aux Tunisiens d'avoir chassé Zine El-Abdine Ben Ali, le 14 janvier 2011 ». Après Ben Ali, il est lui aussi « poussé vers la sortie ».Selon *Le Monde*, divers « rouages d'une authentique dictature » ne fonctionnent plus : « vieillissement d'un système, emprise exclusive d'un clan familial au sein d'un complexe système tribal, […] captation de la richesse pétrolière nationale gaspillée dans des projets aussi spectaculaires qu'absurdes ».

[47] *Ibid*.
[48] « La Libye sait jouer de son statut de puissance pétrolière africaine »,*Le Monde*, 22 février 2011, p. 4.
[49] « Editorial », *Le Monde*, 23 février, 2011, p. 1.

Kadhafi est desservi par « le bilan de quatre décennies de pouvoir absolu, ponctué par diverses tentatives de sédition écrasées sans ménagement». La Libye est exsangue. L'éditorial affirme que l'avenir est périlleux en Libye, faute d'une institution crédible pour assurer l'après-Kadhafi. Et pourtant on ne saurait se satisfaire du « statu quo ». Les puissances occidentales sont embarrassées.À cette date on ne songe pas au Conseil national de transition (CNT).

Afin d'aider ses lecteurs à comprendre la situation libyenne en février 2011, *Le Monde* rappelle d'une part des événements à charge contre Kadhafi, chef d'un État voyou, et d'autre part les retournements de situationqui lui ont permis de devenir fréquentable. Exemples : pour ce qui est du terroriste à l'origine de l'attentat de Lockerbie on a trouvé une procédure d'apaisement ; Kadhafi lui-même, qui parlait d'armes de destruction massive, a fait volte-face à ce sujet. La Libye dispose d'atouts qui permirent une « grande réconciliation avec les États-Unis, puis les Européens ». Dans *Le Monde* du 21 février, un article expose clairement ces atouts[50]. Il n'est pas nécessaire de les rappeler le 23 février. L'éditorial les évoque simplement avant de conclure sur ce sujet : « […] tout justifiait de ne pas se montrer trop regardant avec le mode de gouvernement du colonel Kadhafi ». Un nouvel acteur est apparu, le peuple libyen ! L'éditorial se termine par une prise de position en faveur des rebelles qui sont ici tous les Libyens méritant la sympathie des Occidentaux, ce qui ne correspond pas exactement à la situation de la Libye en 2011 « […] la voix des Libyens. C'est elle qui s'exprime […] Et qu'il faut soutenir ». Cette prise de position ne concerne pas les seuls lecteurs du *Monde*. Elle s'adresse au personnel politique français, ainsi qu'à d'autres personnalités politiques au-delà de l'espace national, afin de promouvoir un engagement auprès des rebelles. Il n'est pas rappelé ici que Benghazi a accueilli dans les manifestants des islamistes ; ce qui est pourtant noté dans le journal *Le Monde*,maisailleurs, dans d'autres pages. Le propos du quotidien est binaire, ce qu'illustre d'emblée le titre de l'éditorial.Une photographie accompagne l'éditorial. Elle montre des manifestants piétinant le portrait du Guide. Symboliquement il est déjà à terre[51].

[50] « La Libye sait jouer de son statut de puissance pétrolière africaine », *Le Monde*, 21 février 2011, p. 4.
[51] *Le Monde* nous présente une image dans laquelle beaucoup de gens portent des turbans afin de cacher leur visage. Le portrait dont parle *Le Monde* n'est pas visible.

Le Monde

Mercredi 23 février 2011

La diplomatie française bousculée par la révolte arabe

Contre-enquête Comment l'Elysée et le Quai d'Orsay tentent de reformuler une politique

Un groupe de diplomates critique la stratégie de l'Elysée, dans un texte publié par « Le Monde »

Prise de court, l'Union européenne improvise

A Tobrouk, dans l'est de la Libye, dimanche 20 février. Des manifestants piétinent le portrait du Guide.

Illustration n° 8 : Tobrouk ville frontière d'Égypte, dimanche 20 février. Des manifestants piétinent le portrait du Guide. Photo : Reuters. *Le Monde*, 23 février 2011, p. 1.

« En Libye, M. Kadhafi a de plus en plus de difficultés à contrôler la situation. Benghazi, la deuxième ville du pays, est tombée entre les mains de l'opposition », tel est le titre qui, d'après *Le Monde*, résume la situation en Libye[52]. L'ensemble du pays est atteint par la contestation. Des informations sont toutefois données au conditionnel, par prudence. Des témoignages sont recueillis par téléphone, des rumeurs et des « informations, impossibles à vérifier » circulent[53]. Il est malaisé pour des journalistes de donner une idée exacte de la situation. En revanche, des informations sûres révèlent une évolution défavorable pour le régime du Guide : « Les religieux commencent à prendre le parti des adversaires » de Kadhafi, des diplomates libyens à l'ONU demandent sa démission « et l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne pour interdire l'arrivée de mercenaires ». Ces mercenaires, on en parle ici et là dans *Le Monde*. Tout un article leur sera consacré dans un numéro suivant du *Monde*[54].Deux photographies accompagnent l'article : l'une d'elle, une capture d'écran, montre Kadhafi à la télévision libyenne, l'autre un bâtiment du régime à Tripoli dont la façade révèle qu'il a dû être attaqué[55].

[52] Service international, « En Libye, M. Kadhafi a de plus en plus de difficultés à contrôler la situation », *Le Monde*, 23 février 2011, p. 5.
[53] *Ibid*.
[54] « La légion africaine de Kadhafi », *Le Monde*, 26 février 2011, p. 3.
[55] *Le Monde,* 23 février 2011, p. 5 : en haut, Kadhafi dans sa petite voiture de golf. Il tient avec sa main droite un parapluie. Est-ce une image humoristique ? Kadhafi face aux dangers doit se protéger. Selon le *Monde*, Kadhafi a voulu rejoindre ses partisans sur la Place verte, mais, malheureusement, la pluie est arrivée. Toujours le 23 février, une autre photographie : des manifestants ont détruit le bureau du comité révolutionnaire.

Le Monde

International 5

Les mutations du monde arabe

En Libye, M. Kadhafi a de plus en plus de difficultés à contrôler la situation

Benghazi, la deuxième ville du pays, est tombée entre les mains de l'opposition

Des pilotes de l'armée de l'air ont fui après avoir reçu l'ordre de tirer sur la foule

Capture d'écran du passage éclair à la télévision libyenne du colonel Kadhafi, lundi soir 21 février (en haut). Le Bureau du comité révolutionnaire de Tripoli, le même jour.

Illustration n° 9 : Capture d'écran du passage éclair à la télévision libyenne du colonel Kadhafi, lundi soir le 21 février (en haut). Le Bureau du comité révolutionnaire de Tripoli, le même-jour. AP/Reuters. *Le Monde*, 23 février 2011, p. 5.

Dans le droit fil du *Monde*,daté du 22 février, un article dans *Le Monde* du 23 février raconte l'histoire de Kadhafi, depuis le coup d'État qu'il avait organisé contre le roi Idriss Senoussi. Adepte d'une « révolution culturelle » inscrite dans le *Livre vert* en 1976, Kadhafi a joué un rôle au-delà de la Libye, en particulier en Afrique subsaharienne, mais aussi comme soutien du terrorisme international. Kadhafi fut l'ennemi public numéro n° 1 pour les États-Unis pendant un temps, et, à l'inverse, il fut accepté par maintes puissances occidentales après 2001. L'intérêt de l'article intitulé « Depuis 1969, le Guide manie l'arme du pétrole et du terrorisme »[56] est explicite. D'une part il fournit des informations sur le colonel Kadhafi. D'autre part il donne une image essentiellement négative du Guide « mis aux bans de la communauté internationale » après des attentats contre des avions civils en 1988 et 1989, exerçant auprès de pays étrangers un « chantage au pétrole ». L'article considéré conforte l'affirmation finale de l'éditorial. Par souci d'une information autant que possible complète auprès des lecteurs du journal, la position particulière de l'Italie est rappelée. Dans l'article intitulé « Premier partenaire économique, l'Italie reste prudente envers Tripoli »,[57] Philippe Ridet, correspondant à Rome du journal *Le Monde*, rappelle que les Italiens s'inquiètent d'une part d'éventuelles vagues migratoires en direction de l'île de Lampedusa, et d'autre part du devenir des intérêts italiens en Libye. Des liens ont été tissés entre les deux pays. Kadhafi

[56] « Depuis 1969, le Guide manie l'arme du pétrole et du terrorisme », *Le Monde*, 23 février 2011, p. 3.
[57] Philippe Ridet : « Premier partenaire économique, l'Italie reste prudente envers Tripoli », *Le Monde*, 23 février 2011, p. 5.

s'est rendu plusieurs fois en Italie et Berlusconi, président du conseil italien, s'est rendu plusieurs fois en Libye. Pour Philippe Ridet, « le gouvernement italien est contraint à une certaine ambiguïté ». Le jugement sur l'Italie est équilibré comme dans les journaux précédant le 23 février sur ce même sujet. À l'évidence, dit-on aux lecteurs du *Monde*, tout cela n'est pas simple[58].

D'ailleurs, les pays européens sont désorientés face au « printemps arabe ». Ils s'accommodaient volontiers de régimes autoritaires. Des journalistes du *Monde* insistent sur les inquiétudes des Européens quant à l'immigration et l'islamisme. Ils sont donc précautionneux dans leurs déclarations. En ce qui concerne la Libye, « Lundi [21 février], les ministres des Affaires étrangères se sont contentés de condamner la répression des manifestations par Mouammar Kadhafi, sans exiger son départ, ni brandir la menace de sanctions contre un régime aux abois ». La position du journal *Le Monde* est plus radicale que celle de nombreux politiques officiels à propos de Kadhafi. Le titre de l'article est explicite : « Pris de court, les Vingt-Sept esquissent un soutien à la transition dans les pays arabes »[59]. Les Européens craignent les lendemains du « printemps arabe », et « certains pays ne cachent pas qu'ils visent entre autres à réduire le risque d'une vague d'immigration en provenance des pays arabes, voire d'Afrique subsaharienne ». Préoccupation compréhensible puisque l'immigration entraîne chez de nombreux Européens un alignement sur les positions d'extrême-droite.En revanche, la position de la France à l'égard de la Libye est en accord avec le positionnement idéologique du journal. Dans un article traitant de la France et des pays arabes,[60]un paragraphe porte sur la Libye : « La rupture est consommée avec Mouammar Kadhafi […]. Le déferlement de violences contre les manifestants a scellé son sort. Son temps est compté […] ».

[58] Un article traduit de l'italien, rédigé par Una Galani, lance un cri d'alarme : « Menace sur les investissements en Libye », *Le Monde*, 23 février 2011, p. 15. Aussi peut-on comprendre les responsables politiques italiens : « [ils] ne montrent pour l'instant guère d'empressement à condamner la Libye ».

[59] Jean-Pierre Stroobants et Philippe Ricard, « Pris de court, les Vingt-Sept esquissent un soutien à la transition dans les pays arabes »,*Le Monde*, 23 février 2011, p. 5.

[60]Natalie Nougayrède « La diplomatie française peut-elle se reconstruire ? Etat par Etat, les révoltes arabes vus par le Quai d'Orsay », *LeMonde*, 23 février 2011, p. 6.

1.3.2. Les fils du tyran.

Le 23 février 2011, le journal*Le Monde* consacre un article de Philippe Bernard aux enfants de Kadhafi[61]. Les lecteurs du journal apprennent alors que ceux-ci alimentent la rubrique des faits divers, que des tensions sont perceptibles entre eux, qu'ils ne sont guère recommandables. Seif Al-Islam, 38 ans, un homme tourné vers l'Occident, « a joué un rôle clé dans les règlements de tous les contentieux » qui ont opposé la Libye à divers pays, notamment suite aux attentats terroristes commandités par Tripoli. « Sa politique d'ouverture a permis le retour en Libye de grandes compagnies pétrolières ». Muatassim, âgé de 35 ans, chef du Conseil de sécurité nationale, a connu lui la disgrâce, du fait qu'on le soupçonne d'être à l'origine d'une tentative avortée de putsch[62]. D'autres enfants ont droit à des notices plus courtes. Ils sont souvent querelleurs, arrêtés pour excès de vitesse sur des routes. Seïf Al-Islam fut longtemps un play-boy. Son frère Muatassim s'est fait connaître pour ses frasques du Nouvel an 2010 dans un club des Antilles françaises. Hannibal s'est fait connaître pour des violences contre sa compagne enceinte, contre des domestiques… Saadi, footballeur en Italie, fut suspendu pour dopage. Seule Aïcha ne semble pas devoir être incriminée. Quel peut-être l'intérêt de l'article « Kadhafi, frasques en familles » ? Vraisemblablement il s'agit d'installer les lecteurs du *Monde* dans l'idée que la Libye est aux mains d'une famille dont les membres ne sont pas estimables. Quatre photographies accompagnent l'article, il s'agit de quatre des fils de Kadhafi[63].

---

[61] Philippe Bernard, « Kadhafi, frasques en famille », *Le Monde*, 23 février 2011, p. 3.
[62] Philippe Bernard, *ibid.*, p. 3.
[63]*Le Monde*, daté du 23 février : l'article parle d'un duel entre les enfants du dictateur libyen. Selon *Le Monde*, la rivalité entre les enfants du Mouammar Kadhafi alimente la rubrique des faits divers. Pourquoi *Le Monde* a-t-il choisi ce moment pour mettre l'accent sur les enfants du Kadhafi figurant sur cette page ? On voit dans cette photo quatre enfants sur huit. Le message du *Monde* aux lecteurs est clair : le journal insiste sur le fait que les enfants du Mouammar Kadhafi possèdent des places stratégiques et sensibles dans l'État libyen. Cela donne une image négative du régime : un clan familial dirige le pays.

Les enfants du dictateur libyen alimentent aussi bien la rubrique des faits divers que les supputations sur l'évolution du régime. Portrait de groupe

Kadhafi, frasques en famille

Muatassim, 35 ans, chef du Conseil de sécurité nationale.

Saadi, 37 ans, footballeur suspendu pour dopage.

Chauffards, footballeur, hommes d'affaires...

Illustration n° 10 : les fils de Kadhafi, dont Hannibal, 33 ans (en bas à gauche), et Seif-Al-Islam, 38 ans, chef de la Fondation Kadhafi (au milieu), source : Mahmud Turkia/ AFP : Reza/Webistan. En haut à gauche : Muatassi,. Source : Juan Barreto/AFP. Saadi en haut à droite, source : Mezrawi/Aar/Sipa. Dans *Le Monde* daté du 23 février 2011, p. 3.

La présentation négative de Seïf Al-Islam mériterait un examen approfondi ! Il fut un temps où le fils de Kadhafi était apprécié par une brillante institution universitaire anglaise. La dévalorisation du père entraîne celle de son fils. La volte-face à son égard de la London School of Economics peut intriguer un lecteur du *Monde* découvrant cette volte-face dans un article publié dans *Le Monde* daté du 24 janvier

L'article de Virginie Malingre, intitulé « L'argent de Seïf Al-Islam gêne désormais la London School of Economics »,[64] révèle un changement d'attitude de la part de cette école, suite à l'évolution politique en Libye. Cette école a coupé toute relation « avec le fils du dictateur ». Elle refuse le financement d'un programme sur l'Afrique du Nord. Elle n'assure plus la formation octroyée aux fonctionnaires libyens comme par le passé. Quel est l'intérêt de l'article ? Il est double. À la lecture de celui-ci on apprend d'une part combien Seïf Al-Islam était bien intégré à Londres dans divers milieux, d'autre part qu'une institution universitaire prestigieuse avait des liens avec le régime de Kadhafi. Cela montre que des accords étaient possibles avec le chef d'un régime que l'on condamne en février 2011.

[64]Virginie Malingre, « L'argent de Saïf Al-Islam Kadhafi gêne désormais la London School of Economics », *Le Monde*, 24 février 2011, p. 5.

1. 3. 3. Tobrouk libérée

Le Monde, daté du 24 février, propose un titre éclatant signé par Cécile Hennion : « À Tobrouk, l'espoir d'une nouvelle Libye »[65]. Cette ville de Cyrénaïque a sa radio libre : on peut entendre « des odes à [la] révolution toute neuve » ou « des blagues assassines » à l'encontre de Kadhafi. Les discours du Guide sont ridiculisés par les habitants qui n'hésitent pas à jeter leurs chaussures sur un écran géant « sur lequel étaient retransmises les diatribes du colonel Kadhafi ». La population de l'est de la Libye semble avoir définitivement rompu les liens avec le régime.

Une photographie (p.5) illustre le geste de téléspectateurs envoyant des chaussures contre Kadhafi à l'écran, non pas en Libye mais en Jordanie. Cette photographie va dans le sens d'une affirmation présente dans l'article cité de Cécile Hennion. Elle révèle aussi que Kadhafi est ridiculisé dans un pays arabe autre que la Libye, cela signifie qu'il a perdu de son prestige[66].

M. Kadhafi menace ses opposants d'un bain de sang

Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni d'urgence, demande la fin immédiate des violences. Le prix du pétrole flamb

Les déclarations de Mouammar Kadhafi à la télévision le 22 février ont été reçues avec colère (ici en Jordanie).

Illustration n° 11 : des Jordaniens lancent des chaussures contre Kadhafi intervenant à la télévision le 22 février. Photo : Ali Jarekji/Reuters. *Le Monde*, 24 février 2011, p. 5.

Une autre photographie (p.1) montre un militaire et des civils saluant leur victoire dans les rues de Tobrouk le 22 février. Le message délivré par *Le Monde* auprès des lecteurs est le suivant : Kadhafi a perdu toute autorité en Cyrénaïque, même les soldats du régime ont choisi

[65] Cécile Hennion, « À Tobrouk, l'espoir d'une nouvelle Libye », *Le Monde*, 24 février 2011, p. 1.
[66] L'image de Mouammar Kadhafi s'est dégradée aussi dans des pays arabes. Le 24 février 2011 *Le Monde* a retenu, afin d'illustrer un article, une photographie prise le 22 février en Jordanie.

de rejoindre les opposants. On voit un drapeau rouge à la main d'un manifestant, pas de drapeau national, on ne voit pas des soldats ralliés, il n'y a qu'un soldat qui s'accroche à la voiture, il porte des lunettes de soleil, il a une allure virile. Les lecteurs du *Monde* voient des hommes sûrs de leur victoire, ils font le « V » de la victoire, ils peuvent faire penser aux supporters d'une équipe de foot victorieuse. Les mots écrits en arabe sur le mur n'ont pas été traduits, cela n'apparaît pas nécessaire, l'image est « parlante » en elle-même[67].

Le Monde

Jeudi 24 février 2011

A Tobrouk, l'espoir d'une nouvelle Libye

Après le discours enflammé et menaçant du colonel Kadhafi, le Conseil de sécurité de l'ONU exige « la fin immédiate de la violence »

Reportage

Tobrouk (est de la Libye)

Dans les rues de Tobrouk, mardi 22 février. Des soldats de l'armée libyenne ont rejoint les opposants au régime du colonel Kadhafi.

Illustration n° 12. Tobrouk, dans les rues de cette ville, mardi 22 février. Des soldats de l'armée libyenne ont rejoint les opposants au régime du Mouammar Kadhafi. Asam/ Reuters. *Le Monde*, 24 février 2011, p. 1.

L'article de Cécile Hennion continue, à la page 5, avec ce titre : « À Tobrouk, libérée, la population tente d'éviter le chaos ». Les lecteurs du quotidien apprennent comment les informations ont circulé avant la chute des forces du régime, malgré la censure imposée par le régime. Ils apprennent aussi que « les journalistes étrangers sont pris en charge par des taxis qui refusent tout dédommagement », et sont bien accueillis. Des symboles du régime déchu sont systématiquement détruits. Cette information prolonge ce qui est souligné dans *Le Monde*du 23 février, à la page 1 : une photographie donne une idée de la liesse populaire qui accompagne ces destructions. Toujours dans cet article, cette information : « Des mercenaires africains […] sont tombés aux mains des rebelles […] ». De loin en loin réapparaissent dans

[67]Le geste de brandir des chaussures est une insulte dans la majeure partie des pays arabes. La chaussure est avant tout un accessoire qui n'est pas propre, à cause de son contact direct avec le sol. Mais aussi parce qu'elle est associée au pied, la partie du corps la plus basse et la plus proche du *« par terre »*. Dans le monde arabe, toucher un individu avec son pied n'est pas forcément un geste affectueux ou agréable, le toucher avec une chaussure est une insulte et revient à le traiter comme une personne *« plus bas que terre »*. En décembre 2008, un journaliste et caméraman irakien décide de lancer sa paire de chaussures à la figure de George W. Bush lors d'une conférence de presse à Bagdad ; les Arabes ont applaudi ce geste.

des articles du *Monde* ces hommes présentés comme des « mercenaires ». Jusqu'ici point d'explication à leur propos. Il faut attendre un article publié dans *Le Monde* du 26 février 2011. Pour assurer la tranquillité de Tobrouk, il conviendrait que l'ONU impose « une zone d'exclusion aérienne ». Dans la masse des informations données, jour après jour, quelques éléments reviennent sous la plume des journalistes, directement ou par le biais de propos cités. Ce qui de prime abord pourrait paraître confus propose en réalité des orientations à l'adresse des lecteurs du journal.

1.3. 4. Kadhafi contre son peuple

Les « mercenaires » africains sont à nouveau présents dans un article élaboré par le Service international, dont voici le titre : « M. Kadhafi menace ses opposants d'un bain de sang »[68]. Mouammar Kadhafi s'est exprimé dans un discours à Tripoli « devant sa maison bombardée par les Américains dans les années 1980 », un discours présenté comme « enflammé et décousu ». À l'adresse des rebelles (« des rats » selon lui), il a dit qu'il se battrait jusqu'au bout… Le Conseil de sécurité, réuni à New York, condamne l'usage de la force. Les conséquences prévisibles de cette situation, déjà évoquées précédemment dans *Le Monde,* sont les suivantes : augmentation du prix de pétrole, et arrivée de migrants en nombre. L'Italie est particulièrement inquiète face à l'afflux de migrants. Un ministre italien songe à un « *exode biblique* ». « Au-delà de l'ONU, les violences commises par les forces loyales au colonel Kadhafi ont été sévèrement condamnées par la communauté internationale »[69]. Plusieurs responsables politiques sont cités. Toutes ces informations vont dans le même sens, elle impose l'idée que la situation est grave et concerne aussi les Européens. Un petit article, qui a pour titre « Mouammar Kadhafi s'accroche au pouvoir et menaces les Libyens »,[70]renforce ce qui a été dit dans l'article élaboré par le Service international. « Des Tunisiens ayant fui le pays » parlent de « nuits d'horreur ». Dans son discours à l'adresse des insurgés, Kadhafi leur demande de se soumettre, « sinon il y aura des boucheries ». Tout cela est sanglant. Le message que les lecteurs du *Monde* sont en droit d'attendre, c'est que tout sera fait pour protéger les civils. Les lecteurs sont orientés par le contenu des articles de telle

[68] Service international, « M. Kadhafi menace ses opposants d'un bain de sang ». *Le Monde,* 24 février 2011, p. 5.
[69] *Le Monde*, *ibid*., p. 5.
[70] *Le Monde*, *ibid.,* p. 2.

façon qu'ils sont susceptibles de marquer de la compassion pour les victimes des troubles en Libye et susceptibles d'accepter le point de vue des insurgés contre Kadhafi. Il est peu probable qu'ils concèdent au colonel Kadhafi des circonstances atténuantes[71].

1.4. Rendre compte de la complexité des évènements

1.4.1. Perceptions différenciées de Kadhafi

La première page du *Monde* daté du 24 février met en scène Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, dans un dessin de Plantu. Elle est présentée sous un jour ridicule. Son propos est tout à fait inadapté à la situation que vivent les Libyens victimes de Kadhafi. Des Libyens manifestent (un personnage tient une pancarte) à l'arrière-plan, au premier plan des enfants dans une classe sont effrayés, des corps sont ensanglantés, un tout jeune enfant est projeté en l'air. Catherine Ashton « la maîtresse d'école » ne s'adresse pas à Kadhafi, une Kalachnikov à la main, pour le rudoyer, elle s'adresse aux enfants pour qu'ils se calment alors que leur sang coule. Il convient d'entendre que *Le Monde*, acquis aux déclarations du Président français, est hostile à Catherine Ashton, personnalité importante au sein de l'Union européenne, jugée trop pusillanime.

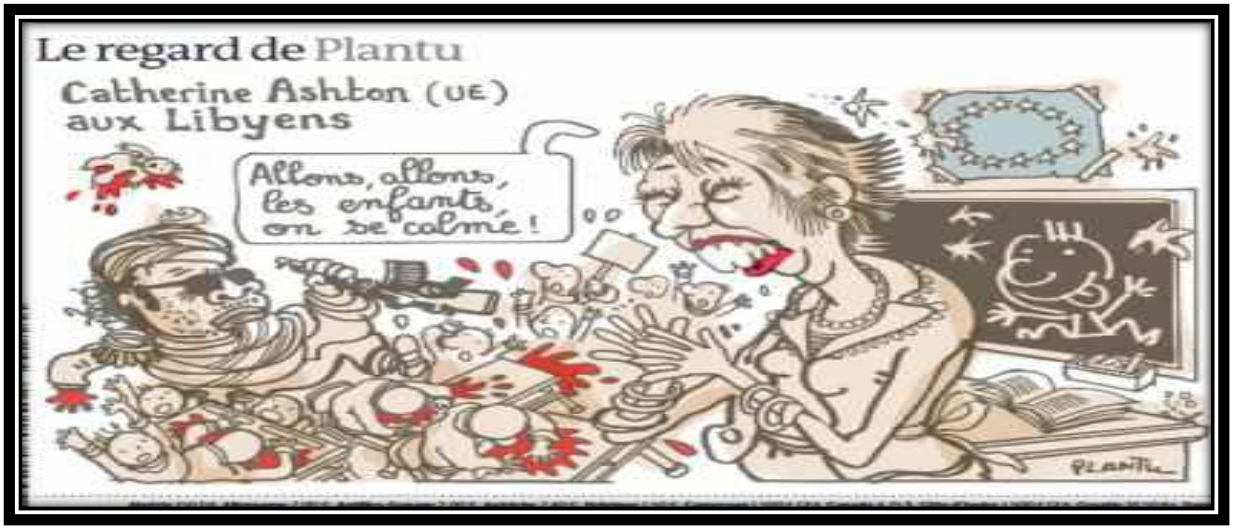


Illustration n° 13 : Dessin de Plantu. *Le Monde*, 24 février 2011, p. 1.

[71] À la fin de ce petit article, on apprend que sur Lemonde.fr on découvrira des informations sur les mercenaires dans « Libye, le spectre des mercenaires ». Voilà un sujet perçu comme devant intéresser les lecteurs du journal.

Dans les faits, tous les responsables politiques européens ne sont pas aussi enthousiastes des insurgés de Benghazi que Nicolas Sarkozy. Ils peuvent ne pas faire leurs les affirmations du journal *Le Monde* ! Les Russes sont plus nettement en retrait par rapport aux événements en Libye que Nicolas Sarkozy, acquis aux rebelles, ou Angela Merkel, plus circonspecte. Le point de vue des autorités russes est bien éloigné de celui des Européens. Ces derniers sont préoccupés par les droits de l'homme. La correspondante du *Monde* à Moscou, Marie Jégo, donne une idée de ce point de vue : « Les révolutions et révoltes arabes alarment Moscou »[72]. Les lecteurs du quotidien apprennent que le président russe Dmitri Medvedev « s'est livré à un pronostic sombre des révoltes arabes, censée amener *« des fanatiques »* au pouvoir et provoquer l'éclatement *« en petits morceaux »* des pays concernés » lors d'une « visite éclair dans le Caucase russe, mardi 22 février ». En ce qui concerne précisément la Libye, « le ministère des Affaires étrangères [russe] joue la prudence, invitant la Libye *« à trouver une solution aux problèmes par le dialogue national et les réformes »* ». Derrière les manifestations, les Russes voient une influence de l'Occident. Ce qui compte pour eux, c'est la stabilité. Ils veulent éviter une contagion dans les républiques musulmanes du sud de la Russie. Marie Jégo note que les chaînes publiques russes ont diffusé un documentaire sur l *« odieux régime libyen »*. Est-ce pour que les lecteurs du *Monde*perçoivent la gêne des Russes face aux troubles en Libye ? Les Occidentaux se préoccupent des droits de l'homme. À l'inverse les Russes, qui vendent des armes, sont cyniques. Ils défendent leurs intérêts. Trouve-t-on ici un positionnement idéologique du journal par rapport à la Russie ? Veut-on donner dans le journal un autre éclairage sur la perception des révoltes arabes ?

1.4.2. Benghazi Meurtrie, Benghazi libre

*Le Monde*propose, le 25 février, une synthèse des événements que la ville de Benghazi a connus.Le titre de l'article de Cécile Hennion, envoyée spéciale, est accrocheur en première page du journal : « Les cinq jours de terreur qui ont fait basculer Benghazi ». Il est rappelé aux lecteurs du quotidien que des « luttes acharnées » « se sont déroulées » dans la deuxième ville de Libye. La victoire des insurgés est totale : « mercredi 23 février, desrafales dans le ciel accompagnent les klaxons de la victoire et les cris de joie. « *Benghazi est libre* ». La ville « n'est plus tenue par l'armée libyenne ou par la police, mais par une foule disparate

[72]*Ibid.,* p. 6.

d'ouvriers, de professeurs, d'ingénieurs en pétrochimie, d'adolescents ou de militaires qui ont troqué l'uniforme pour le keffieh, rejoignant ainsi « *le peuple en armes et souverain* » de Benghazi. »[73]. Dans le texte de Cécile Hennion en première page, c'est la dramatisation qui est privilégiée. Le lecteur est placé devant une situation de guerre : « Les murs de la ville criblés de balles, les hôpitaux submergés par le nombre de blessés, les morgues et les tranchées fraîchement creusées dans la section des martyrs témoignent silencieusement des terribles violences de ces cinq derniers jours ».Cette dernière phrase fait écho au titre très virulent. Le dessin de Plantu, en première page, laisse entendre que les jours de Kadhafi sont comptés. Le dictateur a vocation à connaître le sort de Ben Ali, perdre le pouvoir et rejoindre l'Arabie Saoudite[74].

Illustration n° 14 : Dessin de Plantu. La famille Ben Ali ; Kadhafi annoncé. *Le Monde* 25 février 2011, p. 1.

Cécile Hennion donne une idée de la ville après les cinq jours de violences. « À Benghazi, […] les portraits du colonel [Mouammar Kadhafi] ont été saccagés et piétinés. Les postes de police ont été brûlés, les camps miliaires ouverts et pillés. » Elle donne une idée des victimes, rapportant les propos d'un médecin en chef. « Dans l'unité des soins de Jala, principal hôpital de la ville, les bilans ont été consignés au jour le jour : 20 morts le 17 février, 35 morts le 18 février, 70 morts le 19 février, journée décisive au cours de laquelle le camp

[73] Cécile Hennion, « Les cinq jours de terreur qui ont fait basculer Benghazi », *Le Monde,* 25 février 2011, p. 1.
[74] Le 25 février 2011, le dessin représente la famille de Ben-Ali réfugiée en Arabie saoudite. Le dictateur libyen (il est derrière la porte, reconnaissable au sang qu'il a fait couler) pourrait se réfugier lui aussi en Arable saoudite. Ce ne fut pas le cas.

militaire est tombé […] En tout, peut-être 300 victimes et des milliers de blessés. […] »[75]. Le message que le journal veut faire passer auprèsde ses lecteurs est double : d'une part il donne une information précise sur les événements de Benghazi et de l'Est de la Libye (des noms sont donnés pour conforter la véracité du récit journalistique) ; d'autre part il propose une dramatisation pour faire entendre qu'un mouvement révolutionnaire a eu lieu, qu'une page d'histoire a été écrite à Benghazi.Selon les habitants de Benghazi, auprès desquels la journaliste du *Monde* Cécile Hennion aenquêté, « les manifestations avaient commencé de façon pacifique ». L'adjectif est important. Il appelle de la sympathie pour des manifestants qui se dressent contre un tyran. C'est d'un camp militaire « que seraient partis les premiers coups de feu ». On remarquera que la journaliste emploie un conditionnel. Les manifestants ont affronté « la mitraille ». Selon le témoignage du docteur Habib, restitué parla journaliste, « 90% des victimes sont tombées d'une balle dans la tête au dans la poitrine. Les tirs étaient professionnels, précis, pour tuer »[76]. Le tableau des victimes est éloquent. Le lecteur souffre avec elles ! On ne peut que s'apitoyer sur le sort de la jeune femme violée par des sbires de Kadhafi.La photographie accompagnant l'article montre que le peuple vainqueur se moque de ceux qui l'ont asservi : des chiens factices sont affublés des noms de Mouammar Kadhafi et de son fils Saïf Al-Islam[77].

A Benghazi, ville martyre, les Libyens excluent tout retour en arrière

La libération de la ville, à l'est du pays, s'est faite au prix de centaines de morts et de blessés

A Benghazi, le 23 février. Des chiens factices ont été affublés des noms de Mouammar et Saïf Al-Islam Kadhafi.

Illustration n° 15 :À Benghazi, le 23 février, des chiens factices ont été affublés des noms de Mouammar et Seïf Al-Islam Kadhafi. Source : Asmaa Waguih/Reuters. Dans *Le Monde* du 25 février 2011, p. 5.

---

[75] Cécile Hénnion, « À Benghazi, ville martyre, les Libyens excluent tout retour en arrière », *Le Monde, ibid*., p. 5 (suite de la page 1).

[76]*Ibid.*

[77]Dans cette photographie publiée le 25 février, à côté d'un article de Cécile Hennion, journaliste *au Monde*, on voit deux chiens auxquels sont associés le nom de Kadhafi et de son fils Saïf Al-Islam. Le Coran donne du chien, comme ailleurs de l'âne, une image négative souvent véhiculée dans le langage courant. On utilise son nom comme une insulte et il entre dans plusieurs comparaisons péjoratives sous forme de proverbes. Associés à des chiens le Guide et son fils sont ridiculisés.

Le 26 février, un autre article de Cécile Hennion donne une idée de ce qui se passe à Benghazi, là où les troubles ont commencé[78]. Joie et inquiétude se mêlent. Les troupes restées loyales à Kadhafi continuent de contrôler la région de Tripoli. Une contre-offensive est sans doute possible. Les rebelles organisent la défense de Benghazi. Les volontaires affluent pour diverses tâches ; « les femmes invisibles ces derniers jours […] ont refait leur apparition » ; des familles visitent le complexe militaire où des combats acharnés ont eu lieu. Une photographie montre des chars abandonnés sur une base militaire. On pourrait croire, à lire l'article, qu'une page est tournée : *« Fuck Kadhafi »,* « Viva la Révolution ». On ne trouve point de renseignements sur les convictions des rebelles. Ce n'est sans doute pas ce que vise l'article. Il donne à voir l'enthousiasme de la population gagnée à la révolution, cette révolution célébrée dans les colonnes du journal *Le Monde*.

1.4.3. Prendre la mesure des événements

LeMonde, dans un article de Sylvain Cypel et Philippe Ricard publié le 25 février, nous apprend que « Américains et Européens menacent Tripoli de sanctions ». Les deux journalistes exposent la position de Barack Obama, président des États-Unis, qui a dénoncé, mercredi 23 février, la souffrance et le bain de sang que Kadhafi impose à son peuple. Ils précisent que la chancelière allemande, Angela Merkel, et le président français se rejoignent pour réclamer eux aussi des sanctions. Silvio Berlusconi s'est lui entretenu avec Kadhafi au téléphone. Il revient aux lecteurs du *Monde* de se souvenir que l'Italie a des relations anciennes avec la Libye, à la fois politiques et économiques. Après le discours de Kadhafi, dont la violence et l'intransigeance ne peuvent qu'inquiéter, les Européens songent à des mesures à l'encontre du dictateur. Mais cela n'est pas simple à mettre en œuvre. Les deux journalistes précisent la situation de l'Europe par rapport à la Libye : « […] troisième fournisseur de l'Europe en pétrole [la Libye] est peu dépendante de l'assistance internationale ». Un sujet particulier préoccupe Américains et Européens : de nombreux nationaux sont toujours sur place. « Le président américain a précisé que sa « première priorité » était d'assurer la sécurité des 650 citoyens américains et du personnel diplomatique

[78]Cécile Hennion, « À Benghazi, les Libyens retrouvent la parole après avoir durement gagné leur liberté », *Le Monde*, 26 février 2011, p. 4.

présents dans ce pays »[79]. Les Européens se préoccupent de l'évacuation « des quelque dix mille Européens installés en Libye »[80]. Comment agir afin d'assurer correctement l'évacuation des uns et des autres ? Comment faire cesser la répression conduite par Kadhafi contre les insurgés libyens ? Une intervention auprès du Conseil de sécurité de l'ONU apparaît nécessaire. Une intervention américaine directe semble exclue. Des témoignages de diplomates américains sont cités dans l'article pour que l'on comprenne bien combien le dossier est complexe. Le lecteur du journal *Le Monde*, à la date du 24 février, prend conscience que la question du devenir de la Libye est tout sauf simple. Plusieurs paramètres sont à prendre en considération.

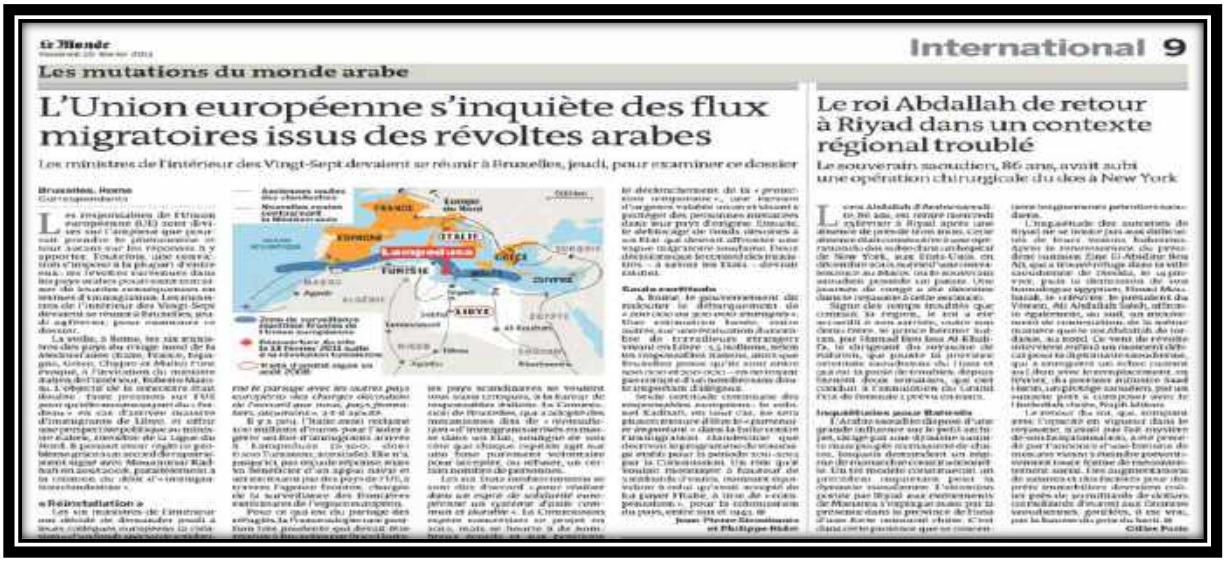
Une autre préoccupation est à prendre en considération. Les Européens se soucient des mesures qu'il conviendrait de prendre face à une conséquence manifeste des troubles dans les pays arabes, les déplacements de populations. Un article, rédigé par Jean-Pierre Stroobants et Philippe Ridet, aborde ce sujet dans *Le Monde* du 25 février : « L'Union européenne s'inquiète des flux migratoires issus des révoltes arabes ».[81]La Libye est concernée, à lire cet article : « À Rome, le gouvernement dit redouter le débarquement de *« 200 000 ou 300 000 immigrés »*. Une estimation basée, entre autres, sur une évaluation du nombre de travailleurs étrangers vivant en Libye […] ». Plus largement Kadhafi, suite à des accords avec l'Europe, gardait la frontière sud de la Méditerranée. « […] le colonel Kadhafi […] ne sera plus en mesure d'être le « partenaire important » dans la lutte contre l'immigration clandestine que décrivait le programme de voisinage établi pour la période 2011-2013 par la Commission. Un rôle qu'il voulait monnayer à hauteur de 5 milliards d'euros, montant équivalent à celui qu'avait accepté de lui payer l'Italie, à titre de « compensation » pour la colonisation du pays, entre 1911 et 1943. Une telle coopération entre un dictateur arabe et l'Union européenne peut surprendre, de prime abord. Réflexion faite, on comprend que pour les responsables politiques européens les déplacements de population constituent un problème majeur face auquel il

[79]Sylvain Cypel et Philippe Ricard, « Américains et Européens menacent Tripoli de sanctions », *Le Monde*,*ibid.* 5.

[80] Les Européens travaillent dans différents secteurs : ingénierie, télécommunications, industrie pétrolière, hôtellerie, bâtiment.

[81] « L'Union européenne s'inquiète des flux migratoires issus des révoltes arabes », *Le Monde*, 25 février 2011, p. 9.

convient de trouver des solutions, pas nécessairement morales. Une carte, complétant l'article, situe la Libye sur les chemins des migrations en provenance d'Afrique noire[82].



Le Monde

International 9

Les mutations du monde arabe

L'Union européenne s'inquiète des flux migratoires issus des révoltes arabes

Les ministres de l'intérieur des Vingt-Sept devaient se réunir à Bruxelles, jeudi, pour examiner ce dossier

Le roi Abdallah de retour à Riyad dans un contexte régional troublé

Le souverain saoudien, 86 ans, avait subi une opération chirurgicale du dos à New York

Illustration n° 16 : carte du bassin méditerranéen, flux migratoires. *Le Monde*, 25 février 2011, p. 9.

1.4.4. La Libye pays d'immigration

Soucieuse d'informer les lecteurs du journal *Le Monde*, la rédaction propose le 25 février tout un dossier sur la Libye. Pour ce qui est des accords entre puissances occidentales et la Libye concernant la maîtrise de l'immigration, l'article de Philippe Bernard précise les choses : « Migrants d'Afrique : monnaie d'échange et arme diplomatique du colonel Kadhafi »[83]. Le lecteur du *Monde* apprend que « La Libye, peu peuplée, relativement riche et avide de main-d'œuvre bon marché, fait figure d'eldorado aux yeux des Africains depuis les années 1970 ». Un eldorado ? Voilà qui relativise l'image négative de la Libye de Kadhafi ! La « Grande Jamahiriya » accueille un nombre très important d'immigrés (30% de la population). Philippe Bernard précise que Kadhafi se donne ainsi une bonne image grâce à ces immigrés. « Il les brandit comme preuve de sa sollicitude à l'égard de ses « frères » maghrébins et africains (alors que les immigrés noirs sont les cibles de multiples formes de racisme), tout en se servant de leur présence pour réguler les tensions sociales intérieures ». En réalité la fin de la phrase renverse la perspective. Kadhafi est cynique. Les mots employés par Philippe Bernard sont durs : « […] les étrangers [servent] de boucs émissaires aux échecs

[82] 1- Anciennes routes des clandestins 2- Nouvelles routes contournant la Méditerranée. 3 - Zone de surveillance maritime Frontex de l'Union européenne. 4 - Réouverture du site le 14 février 2011 suite à la révolution tunisienne. 5- Traité d'amitié signé en août 2008

[83] *Ibid*., p. 9.

sociaux du régime. La Libye est ainsi secouée régulièrement par des accès de xénophobie. En 2000, des émeutes raciales, véritables pogroms anti-noirs, ont causé la mort de centaines d'immigrés ».

Philippe Bernard note combien l'immigration est utile à la Libye : « Des pans entiers de l'économie libyenne, comme l'hôtellerie ou le bâtiment, reposent sur l'immigration tunisienne, égyptienne et subsaharienne ». Le sort des étrangers est déplorable. Le lecteur du *Monde* entend le message quand il lit : « Les étrangers vivent souvent dans une extrême précarité […] ». Papiers, logement, racket : leur sort est poignant. L'Union européenne est tout aussi cynique. « Depuis qu'il a renoué avec les Occidentaux », Kadhafi exerce un « chantage aux migrations ». La situation géographique de la Libye « lui a permis de se poser, moyennant finance, en gendarme ». Kadhafi a pu réclamer des milliards d'euros à l'UE en échange d'une fixation sur son territoire de migrants. L'article est documenté. Il révèle aux lecteurs une image de l'UE bien peu en phase avec les valeurs qu'elle prétend défendre. Plusieurs fois Philippe Bernard notent que l'UE ne respecte pas des déclarations sur les droits de l'homme. « L'UE, en échange de l'aide libyenne au refoulement des migrants, a *« fermé les yeux sur le terrible bilan en matière de droits de l'homme »*, a constaté Amnesty International en juillet 2010 […] ». Le propos de Philippe Bernard est terrible dans son souci de restituer la réalité des relations entre la Libye et l'UE : « […] la Libye de Mouammar Kadhafi s'est muée en bon élève de l'UE, multipliant les centres de rétention et les opérations d'expulsion ».

Le cas de l'Italie est révélateur de certaines turpitudes dans le domaine politique en ce qui concerne les migrants ayant atteint la Libye. Philippe Bernard du *Monde* nous éclaire sur les contreparties de la politique migratoire entre les deux pays. Cette politique migratoire « s'est concrétisée par la signature par MM ». Berlusconi et Kadhafi, en août 2008, d'un « traité d'amitié » où la participation libyenne à la *« lutte contre le terrorisme et (...) l'immigration clandestine »* apparaît comme la contrepartie à des investissements italiens […] sur vingt-cinq ans ». On apprend, à lire l'article, que des « patrouilles conjointes en Méditerranée » libyennes et italiennes repoussaient des migrants. Aussi la chute de l'article ne peut que faire réfléchir un lecteur préoccupé de valeurs humanistes et des droits de l'homme. L'Italie avait su trouver des accommodements avec la Libye afin d'éviter l'arrivée de migrants. Philippe Bernard précise que cela valait pour d'autres pays européens. « Depuis le début du soulèvement libyen, Tripoli menace de « lâcher » les migrants vers l'UE. Sensible,

l'argument met en lumière le paradoxe de la position de l'UE, longtemps peu regardante sur le respect des droits des étrangers par Kadhafi, mais soudain horrifiée par les violences et les atteintes aux libertés perpétrées par le régime »[84]. Les lecteurs reçoivent un coup de massue car, pour la plupart, ils ignoraient tous des accords entre la Libye et l'UE.

Toujours dans *Le Monde* daté du 25 février, pour illustrer la situation des travailleurs étrangers fuyant la Libye, un article dû à une envoyée spéciale à Ras Djir, un poste frontière entre la Libye et la Tunisie. Une petite carte situe le poste frontière entre les deux pays. La journaliste Isabelle Mandraud a réuni divers témoignages de fuyards. Ils sont précédés par des déclarations de Libyens qui ont passé la frontière. La dramatisation est extrême dans l'article. Un officier del'armée libyenne affirme : *« Kadhafi est fou, il va tuer tout le monde, il faut lancer un message à la communauté internationale de toute urgence pour qu'elle réagisse »*. Ce message, *Le Monde* le fait-il sien ? Cet officier affirme que des massacres ont eu lieu à Tripoli, que nombreuses sont les milices, composées à l'entendre de Tchadiens et de Nigérians, dirigées par les fils de Kadhafi[85]. L'information est donnée, n'est toutefois pas présentée comme sûre. Le témoignage rapporté oriente néanmoins les lecteurs du journal. Cette information fait songer, pour des lecteurs attentifs, à d'autres propos sur des « mercenaires africains » dans *Le Monde*, au mois de février 2011. Un professeur de géographie, doctorant à Besançon, affirme que les villes de l'Est sont *« gérées par des militaires dissidents »*, que lui-même, originaire de l'Est, a dû fuir Tripoli. Il veut se battre aux côtés de ceux de l'Est. D'après son témoignage, Kadhafi est bien seul : *« Toutes les tribus l'ont lâché, sauf la sienne, la tribu des Kadhafi. »* Lui aussi supplie *« L'ONU, l'Europe et Sarkozy d'intervenir »*. Pas de témoignages dans l'autre sens ! Comment entendre ce témoignage ? S'agit-il de préparer les lecteurs du *Monde* à la nécessité d'une intervention en Libye ? Ce qui est indéniable c'est la dramatisation volontaire de l'article, qui rejoint celui occupant les pages 1 et 5.

La suite de l'article parle de ceux qui ont quitté la Libye : « des milliers de Tunisiens », des Égyptiens, des Chinois. Des diplomates chinois attendent « entre 800 et 1000 de leurs ressortissants », ceux-ci ont quitté leur lieu de travail précipitamment, sans leurs passeports restés à Tripoli. Quelques Tunisiens donnent des bribes d'information sur une

[84] Philippe Bernard, « Migrants d'Afrique : monnaie d'échange et arme diplomatique du colonel Kadhafi », *Le Monde,* 25 février 2011, p. 8.
[85]Isabelle Mandraud : « Au poste-frontière de Ras-Jdir l'exode pour fuir la Libye », *Le Monde,* 25 février 2011, p 9.

situation politique tendue. On assiste à une véritable catastrophe humanitaire. Les Chinois seraient 30 000 en Libye, les Tunisiens 100 000. Il conviendra de prévoir l'accueil des uns et des autres, dans un pays confronté à des tensions… Le choix de la photographie (réalisée par B. Stevens/Cosmos pour *Le Monde*) accompagnant l'article est significatif. Elle présente eneffet une femme, un enfant, donc par convention des personnes fragiles, fuyant des violences.

8 International

Le Monde

Vendredi 25 février 2011

Les mutations du monde arabe

Au poste-frontière de Ras Jdir, l'exode pour fuir la Libye

Par milliers, travailleurs tunisiens, égyptiens ou chinois tentent de gagner la Tunisie. Ils témoignent des violences qu'ils ont vues ou subies

Reportage

Ras Jdir (Tunisie)

Envoyée spéciale

Officier de l'armée libyenne, il s'est décidé à franchir la frontière pour un jour, le temps de délivrer un message, avant de rejoindre sa famille restée sur place. « C'est votre rôle de journaliste de le dire, martèle cet homme qui tait son nom mais montre en catimini son passeport « civil » pour prouver sa bonne foi. Kadhafi est fou, il va tuer tout le monde, il faut lancer un message à la communauté internationale de toute urgence pour qu'elle réagisse. »

Il poursuit : « Après le discours d'hier soir de Kadhafi à la télévision, ses partisans ont menacé les étudiants et les élèves des écoles, s'ils ne sortaient pas pour rejoindre les manifestations de soutien, d'exécuter les directeurs de ces établissements. » Cheveux argentés coupés ras, digne dans son manteau, l'officier répète : « C'est grave. » Il assure que l'armée « ne pèse rien » en Libye, mais que les milices, composées, selon lui, de Tchadiens et de Nigérians, sont nombreuses et bien équipées. Kadhafi et ses sept fils en posséderaient chacun une.

« Je suis décidé

te a éclaté. « Parce que j'étais de l'Est, j'ai été arrêté et insulté, affirme-t-il. Depuis, j'ai commencé à fuir et à me cacher où je pouvais. »

Il n'a plus qu'une idée en tête : gagner Tunis, y prendre un avion pour Le Caire, en Egypte, et de là, rentrer… dans la partie est de la Libye, « libérée ». « Je suis décidé à prendre les armes. Kadhafi ne va pas partir, il va massacrer les gens, déclare ce jeune père de famille. Personne n'a de sympathie pour lui mais les gens en ont peur, ou bien ils sont payés. Toutes les tribus l'ont lâché, sauf Tarhouna, la tribu des Kadhafi. » Lui aussi supplie « l'ONU, l'Europe, et Sarkozy d'intervenir ».

Au poste de Ras Jdir, rares sont

Tunis

A Ras Jdir, en Tunisie, à la frontière avec la Libye, des milliers de réfugiés, pour la plupart tunisiens, mais aussi égyptiens

Illustration n° 17 : À Ras Jdir, en Tunisie, à la frontière avec la Libye, des milliers de réfugiés, pour la plupart tunisiens, mais aussi égyptiens et libyens, fuient les violences. Photo : B. Stevens/Cosmos. *Le Monde*, 25 février 2011, p. 8.

À côté de cet article, cet autre de Jean-Pierre Stroobants, intitulé « Des réfugiés libyens veulent traduire le régime devant la justice internationale »[86]. Des avocats en Belgique, à l'initiative « d'un groupe de quelques 30 personnalités libyennes réfugiées en Belgique », veulent s'adresser au Conseil de sécurité des Nations unies, désireux de porter plainte contre Kadhafi. Ils songent aussi à la justice belge « sur la base de la loi de compétence universelle adoptée par le royaume ». Cet article donne une dimension juridique à la dénonciation du tyran libyen. Dans *Le Monde*, tous les articles vont dans le même sens : Kadhafi ne mérite aucun égard. Un tout petit article, dans lequel *Le Monde* reprend une nouvelle de l'AFP, conforte ce point de vue : « M. Juppé souhaite la fin politique du colonel Kadhafi »[87](p. 8). Il a dit souhaiter *« de tout cœur »* le 24 février que Kadhafi « *vive ses derniers momentsde chef d'Etat en Libye* ». Il n'y a pas place pour la défense de Kadhafi, pour une analyse attentive des clans qui se sont dressés contre lui. La déclaration de Juppé est

[86]*Le Monde*, 25 février 2011, p. 8.
[87]*Ibid*.,

forte. Il lui revient de faire oublier les « bourdes » de Michèle-Alliot Marie, ministre de la Défense, à propos de la Tunisie. La situation de la Libye lui permet, à lui ministre du gouvernement de la France, de dénoncer un dictateur. Cela est d'autant plus facile que l'image de Kadhafi est déjà mauvaise auprès de l'opinion française.

1.4.5. Intérêts européens en Libye

Pour faciliter la compréhension des relations économiques entre l'Europe et la Libye, *Le Monde* propose une « Contre-enquête »[88]. Le correspondant à Rome, Philippe Ridet, souligne que pour les autorités italiennes, les troubles en Libye sont inquiétants. « C'est le double cauchemar du gouvernement italien assistant aux premières loges à l'insurrection en Libye. Face A : une vague d'immigration. Face B : une pénurie d'énergie […] ». Le titre de l'article est explicite : « L'exposition des entreprises italiennes rend les investisseurs nerveux ». Philippe Ridet rappelle « les liens d'affaires entre les deux pays, renforcés par le traité d'amitié signé entre Rome et Tripoli en août 2008 »[89]. Les lecteurs du *Monde* ont déjà rencontré dans d'autres articles Silvio Berlusconi et Mouammar Kadhafi, et sont amenés à comprendre pourquoi l'Italie ne parle pas d'intervenir contre le régime libyen. La Libye dispose d'un fonds souverain chargé de faire fructifier la manne pétrolière, créé en 2006. « La cible privilégiée ? L'Italie. De la banque au football en passant par les télécommunications et la défense, les investissements libyens sont estimés à 3,7 milliards d'euros dans le pays ». L'article traitant de ce sujet facilite la compréhension, comme le précédent, des relations entre la Libye et l'Italie pour des lecteurs français, moins au fait de tout cela que des Italiens.[90] La Libye est aussi présente financièrement en Grande-Bretagne. « En Allemagne comme en France, la présence du fonds souverain libyen est plus floue »[91].

---

[88]*Ibid*., p. 6-7.

[89]Des liens resserrés depuis 2008 : les liens entre la Libye et l'Italie se sont renforcés après la signature, en août 2008, d'un accord qui a soldé les comptes de plus de trente ans de colonisation italienne (1911-1942). Silvio Berlusconi avait alors présenté les excuses de l'Italie et s'était engagé à verser 5 milliards de dollars de dédommagements sous forme d'investissements sur les 25 prochaines années.

[90]Claire Gatinois, Frédéric Lemaître (à Berlin), Virginie Malingre (à Londres) et Philippe Ridet (à Rome), « Un fonds souverain opaque, présent surtout en Italie », *Le Monde*, 25 février 2011, p. 7.

[91]Quelques données. Un article traduit en arabe, a été écrit par (Rolf Nikhil, Deutsche Welle en 2004), présenté les investissements des entreprises Allemandes en Libye. Des grandes entreprises allemandes travaillant dans le domaine de l'exploration, y compris la Kasseler Wintershall AG société RWE-DEA AG, les technologies de

Des entrepreneurs italiens intervenaient dans des domaines divers en Libye nous apprend l'article rédigé par Alain Faujas qui propose un « Décodage »[92]. D'autres Européens aussi ont été séduits par la Libye. Ce fut aussi le cas de Russes, de Chinois, de Sud-Coréens… Malheureusement, pour beaucoup, « l'eldorado libyen s'est mué en miroir aux alouettes ». Faute d'infrastructures suffisantes, d'une administration efficace, d'une main-d'œuvre correctement formée, le pays n'était pas à la hauteur de ses ambitions. Une photographie déjà ancienne illustre l'article, elle témoigne de la présence française en Libye : sur un panneau, au bord d'une route, Dassault Aviation exprime ses plus chaleureuses félicitations au colonel Kadhafi.

Libye : quels sont les risques économiques pour l'Europe ?

L'eldorado libyen n'était-il qu'un mirage ?

Les contrats signés ont-ils été concrétisés ?

Décodage

L'exposition des entreprises italiennes rend les investisseurs nerveux

Illustration n° 18 : En 2009, à Tripoli, Dassault Aviation exprime sur un panneau publicitaire « ses plus chaleureuses félicitations » au colonel Kadhafi, qui célèbre ses quarante ans de pouvoir. Ammar Abd Rabbo/Abacapress.Com. *Le Monde*, 25 février 2011, p. 6.

1.4.6. Un sujet sensible, des africains avec Kadhafi

Cécile Hennion dans *Le Monde* daté du 25 février aborde la question des « mercenaires africains ». Elle est extrêmement prudente sur le sujet, rapportant des témoignages. Dans la morgue « des colosses à la peau sombre ». Personne n'est venu réclamer les corps. Un docteur présente les papiers de l'un d'eux : « […] ne me dites pas que c'est un nom libyen ou touareg ! ». La journaliste raconte l'aventure d'un homme de 70 ans, présenté comme un mercenaire, alors qu'il est « originaire de Sebha, ville du sud libyen ». Cet

l'énergie géant de l'Allemagne, en plus des nombreuses entreprises allemandes marchandises exportées vers la Libye des milliards de dollars. https://ar.qantara.de/content/qtsd-lstthmr-llmny-fy-lyby.

[92] Alain Faugas avec Florence Beaugé, Frédéric Lemaître, Virginie Malingre, Philippe Ricard et Philippe Ridet, « L'eldorado libyen n'était-il qu'un mirage ? Les contrats signés ont-ils été concrétisés ? », *Le Monde*, 25 février 2011, p. 6.

homme affirme qu'il a été torturé, alors qu'il était prisonnier. Cécile Hennion aborde un problème complexe : s'agit-il vraiment de mercenaires ? La population libyenne en 2011 n'est pas qu'arabe. De fait, la plupart des habitants en Libye sont des arabes de confession sunnite. Il y a aussi plus de 5% de berbères, ainsi que d'autrescomposantes. Que des adversaires de Kadhafi veuillent voir dans des Noirs des individus venus d'ailleurs, des mercenaires, cela se comprend ! Cela dessert la cause du dictateur. En fait il y a des Libyens noirs, en particulier dans ces deux villes : Sebha et *Taworga. Plus largement la Libye se situe sur le continent africain. Le Tchad, pour donner un exemple, se situe en-dessous de la frontière sud de la Libye. Rêvant de constituer une fédération d'États africains, Kadhafi a noué des contacts avec différents gouvernements de pays africains, ouvert la Libye aux Africains noirs. L'armée et les milices ont accueilli quelques-uns de ces Noirs. Les journalistes français n'ont pas d'emblée compris la situation des combattants noirs en Libye, ils ont repris les discours des opposants à Kadhafi qui employaient le mot « mercenaires » pour les Noirs.*

Le Monde du 26 février 2011 revient sur les soldats africains présents en Libye : « Les mercenaires africains de Mouammar Kadhafi : combien de divisions ? ». Les mercenaires africains de Kadhafi, dont parlent les rebelles, qui sont-ils ? « Ces combattants perdus dans une semi-guerre qui n'est pas la leur, sont originaires d'une bande qui s'étend le long du Sahel, jusqu'à la Corne de l'Afrique, avec une forte proportion de Tchadiens, de Soudanais et de Nigériens, mais aussi d'Ethiopiens »[93]. Les forces de sécurité libyennes accueillent des « combattants étrangers, produits d'une histoire et d'un pouvoir particuliers ». L'auteur de l'article donne le point de vue de Kadhafi sur ces combattants. Pour Kadhafi, « *L'Afrique véritable ne connaît pas les frontières* », « […] il a distribué généreusement l'uniforme libyen, aussi bien aux soldats perdus des rébellions éteintes du continent qu'à ses migrants condamnés à l'errance en Libye ». Des combattants venus de différents pays d'Afrique étaient présents en Libye. Ils ont rallié l'armée libyenne. Faut-il parler de mercenaires ? La pratique est banale en Afrique. L'auteur de l'article donne plusieurs exemples. Leur statut est particulier en Libye. Pour le Guide libyen, il ne s'agit point de mercenaires. Mouammar Kadhafi « a toujours rêvé de faire sauter les lignes héritées de l'« impérialisme » » en Afrique. Les recrues ne manquaient pas. Jean-Philippe Rémy fait l'hypothèse que « Kadhafi a poussé [le] principe de sans-frontiérisme armé au-delà des limites ». Mouammar Kadhafi, déçu du panarabisme, s'était tourné vers l'Afrique convaincu de pouvoir jouer un rôle important dans

[93] Jean-Philippe Rémy, « La légion africaine de Kadhafi », *Le Monde*, *ibid.*, p. 3.

le panafricanisme. Il a été l'allié de nombreux acteurs politiques africains, installés au pouvoir ou rebelles[94]. Il semble difficile, d'après les témoignages recueillis par le journaliste, de bien percevoir les enjeux de la politique africaine de Kadhafi. « Au total, le nombre des combattants étrangers de Mouammar Kadhafi avoisinerait « les 10 000 hommes,selon une source bien informée […] ». Le sort des hommes faits prisonniers est abordé dans *Le Monde*, mais sans extrême dramatisation[95].

Le Monde

Page trois

Le leader libyen disposerait de 10 000 combattants étrangers, dernier avatar des forces créées en 1972 : ces mercenaires nourrissent tous les fantasmes

La légion africaine de Kadhafi

« On vit dans la peur de voir des lynchages de Tchadiens qui habitent en Libye »

Goukouni Oueddei

Illustration n° 19 : arrêtés le 24 février à Benghazi, des hommes soupçonnés par les rebelles d'être des mercenaires sont retenus au tribunal. Photo : Asma Waghih/Reuters. *Le Monde*, 26 février 2011, p. 3.

Les soldats africains présents dans l'armée libyenne n'ont plus leur place dans la Libye révolutionnaire, affirment les insurgés. Des opposants à Kadhafi parlent de ces soldats africains en termes négatifs pour disqualifier le régime qu'ils combattent. Des hommes politiques français reprennent à leur compte ces propos négatifs. D'après des renseignements obtenus auprès de la population des zones libyennes insurgées, ces soldats sont des individus redoutables. L'intérêt de l'article de Jean-Philippe Rémy est évident. Il donne d'une part des informations sur les soldats noirs de Kadhafi. Il situe d'autre part le Guide libyen dans son environnement africain sur du temps long.

La désorganisation de l'armée libyenne, selon ce qui se passera en Libye, entraînera une dispersion des armes dans tout le Sahel. Voilà qui peut nourrir le chaos dont parle Laurence Pope dans *Le Monde* du 1er mars 2011.

---

[94] Philippe Bernard, « Des milliards de dollars dépensés pour acheter l'Afrique », *Le Monde*, 26 février 2011, p. 3 : « [en Afrique] Kadhafi a su se ménager de nombreux soutiens, moyennant des aides financières et une solide démagogie ».

[95] Dans le journal *LeMonde* nous n'avons pas vu de soldats noirs libyens pendus à Benghazi et Al-Biada. Sur le site arabe (Al-Jamahiriya) on voit des photos. Voir l'annexe n°….

1.4.7. Une vague migratoire en raison des troubles

La première page du *Monde* daté du 26 février met l'accent sur une catastrophe humanitaire. Le titre est explicite, il laisse entendre qu'un vent de panique souffle sur le pays arabe situé entre la Tunisie et l'Égypte : « Sauve-qui-peut aux frontières de la Libye ». Les informations de la première page sous ce titre illustrent la dimension catastrophique du titre. « […] des dizaines de milliers de travailleurs étrangers fuient les combats qui déchirent l'ouest du pays et se rapprochent de la capitale Tripoli ». Dans les jours précédant le 26 février le quotidien donnait des informations essentiellement sur l'est de la Libye, désormais tout s'effondre. Plusieurs fois abordée dans des articles, la possibilité d'une vague migratoire, après la chute de Kadhafi, est reprise ici par rapport à deux pays européens, l'Espagne et l'Italie. Pour ce qui est de l'Italie, cette préoccupation a déjà été traitée de façon documentée dans des articles parus dans *Le Monde* présentant les différentes positions des pays d'Europe face aux troubles en Libye et leurs conséquences possibles.La photographie en première page montre des travailleurs égyptiens, en attente à un poste frontière, à Ras Jdir, aux portes de la Tunisie.

Le Monde

Samedi 26 février 2011 - 67 année - N°20638 - www.lemonde.fr Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

Sauve-qui-peut aux frontières de la Libye

- Chinois, Egyptiens, Turcs, Tunisiens... des dizaines de milliers de travailleurs étrangers fuient les combats qui déchirent l'ouest du pays et se rapprochent de la capitale, Tripoli. Page 4
- L'Espagne et l'Italie craignent des arrivées massives de réfugiés. Page 5
- Les conséquences pour Al-Qaida. Page 5
- Les mercenaires africains de Mouammar Kadhafi : combien de divisions ? Page trois

A Ras Jdir (Tunisie), jeudi 24 février. Des travailleurs égyptiens fuient la Libye.

Illustration n° 20 : Des travailleurs égyptiens fuient la Libye. Photo : Jérôme Sassini. *Le Monde*, 26 février 2011, p. 1.

L'article intitulé « À la frontière tunisienne, le flot continu des réfugiés »[96]présente les mouvements de population à ce poste frontière. L'armée tunisienne assure l'accueil de ces réfugiés. Isabelle Mandraud, envoyée spéciale en Tunisie à Ras Jdir, note que rares sont les étrangers acceptant de parler sur les événements. Le tableau accompagnant l'article est instructif. Il donne des éléments chiffrés sur les travailleurs étrangers qui ont fui la Libye.

1.4.8. La Libye, La France et la communauté internationale

Le dessin de Plantu, en première page du journal *Le Monde* le 26 février, montre Kadhafi sur des échasses (ce sont des puits de pétrole) marchant dans un flot de sang. La victoire des insurgés n'est point acquise sur l'ensemble du territoire libyen.

Illustration n° 21 : dessin de Plantu, *Le Monde,* 26 février 2011, p. 1.

La communauté internationale se préoccupe des tensions en Libye, des pays veulent contenir Kadhafi désireux de combattre l'insurrection. *Le Monde* indique le 26 février que le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni le 25 février « pour étudier le projet de résolution franco-britannique réclamant un embargo total sur les armes et des sanctions financières »[97]. Kadhafi dispose toujours de troupes, une contre-offensive a eu lieu le 24 février. Il s'efforce de noircir ses adversaires en disant qu'ils sont manipulés par Ben Laden. L'article, non signé, précise ce que fait Kadhafi dans l'adversité : il intervient sur le terrain

[96] Isabelle Mandraud, « À la frontière tunisienne, le flot continu des réfugiés », *Le Monde*, 26 février 2011, p. 4.
[97] « Projet de résolution à l'ONU pour des sanctionscontre la Libye », *Le Monde*, 26 février 2011, p. 2.

militaire et sur celui de la communication pour plaider sa cause et ruiner le crédit des opposants. Il est toujours actif, toutefois sa marge de manœuvre se resserre dans la mesure où des grandes puissances ont pris parti contre Kadhafi qui pourrait être poursuivi « pour crimes contre l'humanité ».

Dans *Le Monde* du 26 février, Franck Nouchi parle d'Alain Juppé ministre des Affaires étrangères[98]. Il commente l'intervention d'Alain Juppé à France Inter le 24 février. « Joli numéro […] qu'il convient de saluer […] Il lui fallait déminer les bourdes tunisiennes de Michèle Alliot-Marie, la grogne des diplomates du Quai d'Orsay,[99] et répondre aux accusations lancées tous azimuts contre la diplomatie française ». Michèle Alliot-Marie, alors qu'elle était ministre, avait apporté son concours à Ben Ali, chef d'État tunisien déjà hors-jeu. Non pas un soutien verbal mais un apport de matériels anti-émeutes. De nombreux diplomates s'étaient insurgés contre le positionnement français face au « printemps arabe » en Tunisie. Retenons ce qui est en rapport avec la Libye dans l'article de Franck Nouchi. C'est Alain Juppé qui s'exprime : « Sur la Libye : « Je souhaite de tout cœur que Kadhafi vive ses derniers moments de chef d'État […] Lorsqu'un gouvernement n'est pas capable de protéger sa population, et même lorsqu'il l'agresse, alors la Communauté Internationale a le devoir d'intervenir ». La France s'engage contre Kadhafi. La déclaration d'Alain Juppé ne peut que convenir à la direction du journal *Le Monde*. Dès le 23 février *Le Monde* proposait un éditorial avec ce titre « Mouammar Kadhafi contre son peuple ». Après la chute de Ben Ali et de Moubarak, celle de Kadhafi était attendue. La France est en pointe dans le combat contre Kadhafi.

Tout s'accélère à Paris[100]. Non seulement les insurgés gagnent du terrain sur place en Libye, mais en plus ils sont soutenus par des dirigeants politiques de nombreux pays, occidentaux et arabes.

---

[98] Franck Nouchi, « La voix de Juppé », *Le Monde*, 26 février 2011, p. 26.

[99] Voir l'annexe n° 20, p, 53-à-55. Laurent Fabius parle de cette grogne dans *Le Monde* du 1er mars 2011, p. 13. Nicolas Sarkozy n'a point voulu entendre les diplomates du Quai d'Orsay. Voir Olivier Schmitt, entretien avec Laurent Fabius.

[100] « L'Elysée était à fond pour la Libye, il fallait aller vite. Il était insensé de réunir tous ces pays à Paris alors que Benghazi allait tomber. On a donc convaincu l'état-major, se rappelle un chargé du dossier. De son côté, Alain Juppé s'envole pour NewYork pour faire passer la résolution des Nations unies autorisant le bombardement de la Libye » » (Gilles Delafon, *Le règne du mépris. Nicolas Sarkozy et les diplomates 2007-2011*, Éditions du Toucan, 2012, p. 116).

1. 5. Conjuguer information et choix partisan

1.5.1. Prendre partie

Le Monde daté des 27-28 février prend position contre Kadhafi, dans le droit fil du positionnement adopté les jours précédents, et simultanément interpelle l'Europe qui ne se soucie guère de respecter pour elle-même les droits de l'homme. Le quotidien du soir consacre un éditorial aux relations de l'Europe avec la Libye. L'Europe, est-il dit, se replie sur elle-même (p. 1). Le titre résonne comme un reproche : « La forteresse Europe face au drame libyen ». Les Africains, ces « travailleurs immigrés subsahariens » « attirés par l'eldorado libyen », veulent fuir un pays en guerre. Ils constituent des « cibles de premier plan pour la répression », d'autant plus qu'on les confond avec les « mercenaires » noirs au service du régime de Kadhafi. Pour l'Europe, ils représentent « un fardeau ». L'Italie, tout particulièrement, est inquiète vu sa situation géographique. Selon *Le Monde*, les pays d'Europe loin de la Méditerranée fuient leurs responsabilités et abandonnent les pays au plus près des migrants, tenus d'examiner les demandes d'asile. L'Europe doit assumer cet héritage qui lui appartient, le droit d'asile. Elle ne doit pas regretter la disparition de « régimes totalitaires comme ceux de Ben Ali ou de Kadhafi ». Dans l'éditorial notons l'emploi de l'adjectif « totalitaires ». Il était employé avant la chute du mur de Berlin pour parler des pays réunis au sein de l'URSS. C'est un adjectif qui a une histoire, que les lecteurs du *Monde* connaissent. En effet nombreux sont les témoignages dénonçant les régimes totalitaires dans l'espace européen mis à la disposition des Français, nombreux sont les documentaires et les publications traitant de la spécificité du totalitarisme. Par extension l'adjectif est employé pour des régimes dictatoriaux hors d'Europe.

Des hommes et des femmes fuient les pays du Sud pour une vie meilleure. Avant ils étaient « entravés ». L'amélioration de la situation économique et politique ne suffit pas. « Pour les peuples en quête de souveraineté, l'émigration est le corollaire de la liberté ». *Le Monde* ne s'adresse pas qu'à ses seuls lecteurs. Il fait un constat exigeant une réponse adaptée de la part des autorités politiques européennes. L'emploi du conditionnel (« Il ne faudrait pas que… », « Il serait… ») réduit la force de l'injonction, mais l'injonction est bien présente

dans l'éditorial. À droite de l'éditorial figure un article accompagné d'une photographie avec comme titre : « L'ONU accroît les sanctions contre la Libye », et comme sous-titre : « Le colonel Kadhafi multiplie les menaces ». Fin février, la situation s'est éclaircie. Kadhafi prononce un discours le 25 février devant ses partisans, « une foule massée place Verte, à Tripoli »[101]. Dans le même temps, des diplomates libyens ont fait défection à New York et à Genève. La communauté internationale « voudrait en finir avec le régime du colonel Kadhafi ». Un signe tangible de l'exaspération de nombreux pays hostiles à Kadhafi, c'est l'annonce d'une réunion du Conseil de sécurité le samedi 25, le jour où l'on peut lire *Le Monde* daté des 27-28 février. Divers articles dans le quotidien complètent ces informations.

La photographie accompagnant l'article en première page montre une manifestation de femmes de Benghazi, ville de l'est de la Libye tombée aux mains des rebelles. Les inscriptions sur les cartons sont en anglais. N'est-ce pas pour faciliter la circulation de photographies de la manifestation par des agences de presse ? La manifestation pourrait être téléguidée en ce qui concerne le recours à l'anglais[102].

« TéléVisions »
Misère et formatage du documentaire télévisuel

Le Monde

Remaniement imminent : Nicolas Sarkozy cherche à solder l'affaire Alliot-Marie

Dans une tribune adressée au « Monde », Henri Guaino répond aux signataires du groupe Marly. Ce n'est pas aux diplomates, dit-il, de concevoir la politique étrangère de la France

L'ONU accroît les sanctions contre la Libye

Le colonel Kadhafi multiplie les menaces

La disparition des récifs de corail est programmée

La croissance à la merci d'un troisième choc pétrolier

Illustration n° 22 : Manifestantes libyennes à Benghazi. Photo : Hussein Malla / AP. *Le Monde*, 27-28 février 2011, p.1.

La situation pour le Guide libyen est devenue critique. Un petit texte en première page du *Monde*, daté du 1er mars, résume la situation de Kadhafi : celui-ci ne contrôle plus que la

[101] Le nom de la place fait écho à la Révolution verte conduite jadis par Kadhafi, et au Livre vert dans lequel il expose ses convictions politiques.

[102] On voit des femmes qui manifestent contre le régime de Mouammar Kadhafi : une femme porte une pancarte écrite en anglais, « Freedom Go out Gaaddafi », une autre femme porte une pancarte elle aussi écrite en anglais, « We dont need no green, we dont need no thaught ». À l'arrière-plan, une femme porte dans sa main un téléphone pour filmer mais elle se cache le visage.

capitale ! Le titre révèle un homme aux abois : « Le colonel Kadhafi retranché dans son bunker de Tripoli ». Ce titre est repris, page 5, avec une légère variation : « Le colonel Kadhafi isolé dans son bunker de Tripoli ». En fait, à lire l'article rédigé par Rémy Ourdan, c'est « la capitale libyenne [qui] ressemble de plus en plus à un bunker »[103]. Le 27 février, s'adressant à une télévision serbe, Kadhafi prétendait que des petits groupes de rebelles sévissaient encore en Libye, mais seraient bientôt vaincus. Rapportant ces propos, le journaliste du *Monde* donne un tableau tout autre de la situation. Des villes sont tombées : Misrata, Zaouïa… « Dans tout le pays, villes et tribus passent les unes après les autres dans le camp de l'opposition ». Des informations sont données à propos de Tripoli et de Zaouïa par des journalistes étrangers, « invités dans la capitale libyenne après le 25 février », informations confirmant combien la situation de Kadhafi est critique. Deux fils de Kadhafi, dont les propos ont été diffusés sur une chaîne américaine, ont manifesté un déni de réalité jugé « surréaliste » par Rémy Ourdan.

Un Algérien, rencontré à Ras Jdir à la frontière avec la Tunisie, prétend que des manifestants ont été tués à Tripoli « par les forces spéciales de l'armée, ces unités qui portent chacune le nom d'un fils Kadhafi ». Rémy Ourdan avance, en fin d'article, une question : « Combien de temps le Guide de la révolution peut-il tenir ? » Tripoli et Syrte, la ville natale de Kadhafi, sont encerclés. Le contenu de l'article est contredit par une illustration qui révèle que Kadhafi bénéficie toujours d'une certaine aura.

Le colonel Kadhafi isolé dans son bunker de Tripoli

Dans toute la Libye, villes et tribus passent les unes après les autres dans le camp de l'opposition

Ras Jdir (Tunisie)

Envoyé spécial

Une partisane du colonel Kadhafi brandit son portrait, samedi 26 février, à Tripoli.

A Benghazi, libérée, la création d'un gouvernement transitoire fait débat

Illustration n° 23 : une partisane du colonel Kadhafi brandit son portrait, samedi 26 février à Tripoli (Photo Ben Curtis, AP). *Le Monde*, 1er mars 2011, p. 5.

[103] Le mot « bunker », dans le texte de Rémy Ourdan, renvoie peut-être au bunker d'Hitler, là où le dictateur nazi était réfugié à Berlin en 1945.

Ce qui est dit de diverses ambassades présentes dans la capitale libyenne est révélateur. La France, la Grande-Bretagne, le Canada ont fermé leur ambassade et rapatrié le personnel diplomatique. L'Italie a suspendu un traité avec la Libye « qui comprenait une clause de non-agression »[104]. Que devient Benghazi, point de départ de la rébellion ? Cécile Hennion dans *Le Monde* du 1er mars rend compte d'une réunion qui a eu lieu le 27 février[105]. Le comité dont le but est de gérer l'organisation de Benghazi n'apprécie guère le *« gouvernement transitoire »* qui prétend assurer la gouvernance des territoires échappant désormais aux ordres de Kadhafi. Le Premier ministre de ce gouvernement provisoire, ancien ministre de la Justice de Kadhafi rallié à l'insurrection, Moustafa Abdeljalil, *« ne représente personne sauf lui »*. Un professeur de droit constitutionnel à la faculté de Benghazi affirme qu'il convient de *« créer au plus viteun embryon d'Etat »*.Cécile Hennion rappelle la spécificité de la Libye de Kadhafi. Elle « n'a pas de Constitution, pas de parti politique, pas d'association ni de syndicat, pas le moindre tissu politique sur lequel s'appuyer ». Abdelkader Kadura, le professeur cité, affirme que Kadhafi a ruiné la légitimité des chefs de tribus, celle des autorités religieuses. *« Cette situation de videpolitique dans l'est de la Libye est dangereuse »* selon lui. Les jeunes à Benghazi, même diplômés, n'avaient pas d'avenir avec le régime de Kadhafi. *« Certains d'entre eux sont allés en Arabie saoudite rapportant en Libye un islam radical »*. Il est une autre jeunesse selonAbdelkader Kadura, une jeunesse « inventive, intelligente ». Il conclut son propos ainsi : *« Les jeunes qui ont refusé [le] système, au prix de leur vie, ont maintenant les yeux grands ouverts »*. Cécile Hennion introduit ce commentaire : « Mais tout reste à faire ». Il ressort de cet article que la situation à venir pour la Libye n'est pas aisée à pressentir. Des tensions, précise *Le Monde*, apparaissent dans les rangs des insurgés : à côté des opposants à Kadhafi au sein du CNT, il y a des rebelles qui se réfèrent aux discours islamistes. De fait l'islamisme est une tentation pour certains jeunes. D'autres articles du journal *Le Monde* nous ont appris que la Libye a connu par le passé des réseaux islamistes. L'islamisme radical peut trouver place en Libye en 2011.

La chute de Kadhafi peut être suivie d'une désorganisation totale faute de structures à même d'assurer la continuité politique, les ralliements de cadres du régime de Kadhafi à l'insurrection ne pouvant vraisemblablement suffire pour donner l'armature nécessaire à la

---

[104] « Fermeture d'ambassades dans la capitale libyenne », sources AFP, AP, *Le Monde*, 1er mars 2011, p. 5. Philippe Ridet, correspondant à Rome, parle du traité d'amitié entre l'Italie et la Libye dans *Le Monde* du 25 février 2011, p. 8.

[105] Cécile Hennion, « À Benghazi libérée, la création d'un gouvernement transitoire fait débat », *Le Monde*, 1er mars 2011, p. 5.

construction d'un nouvel ordre politique. On perçoit que les journalistes dans *Le Monde* sont pour une large part dans l'expectative.

Les grandes puissances ne sont pas restées inactives face à l'évolution politique en Libye. La résolution 1970 a été votée le 26 février par les quinze membres du Conseil de sécurité de l'ONU[106]. Des sanctions ont été décidées contre la Libye de Kadhafi, la Cour pénale internationale (CPI) a été saisie par le Conseil de sécurité afin qu'elle apprécie la situation en Libye. *Le Monde* précise que Kadhafi et ses proches pourraient être poursuivis pour crimes contre l'humanité. Cette résolution 1970 pourrait ne pas réfréner Kadhafi dans son action contre les rebelles, faute d'une interdiction de survol du territoire libyen par l'aviation militaire libyenne. Cette résolution 1970, à la date du 26 février 2011, « porte le sceau du pragmatisme des Britanniques, qui l'ont préparée en concertation avec les Français » affirme la journaliste Natalie Nougayrède[107]. Elle rappelle le positionnement du président de la République française, M. Sarkozy, dans *Le Monde* du 1er mars. L'implication française fut importante : « Paris s'est fortement mobilisé [sur la Libye] : efforts pour des sanctions, activation de la justice internationale, et constat que *« Kadhafi doit partir »* […] »[108].

Pour assumer le discours politique des autorités françaises face aux tensions dans le monde arabe, discours qui contredit celui qui était privilégié quelques semaines auparavant, M. Sarkozy a fait appel à Alain Juppé, jusqu'alors ministre de la Défense, en lieu et place de Michèle Alliot-Marie comme ministre des Affaires étrangères[109]. En fait, on tourne la page. Madame Alliot-Marie n'avait pas apprécié correctement la situation en Tunisie, se proposant d'aider Ben Ali alors qu'il avait déjà quitté le pouvoir. Elle a servi de « fusible » ! Il convient désormais de présenter Ben Ali, Moubarak et Kadhafi comme des dictateurs et de prendre fait et cause pour ceux qui se révoltent en Tunisie, en Égypte et en Libye. Forte de cette nouvelle façon d'appréhender les événements de l'autre côté de la Méditerranée, la France dirigée par Nicolas Sarkozy va adopter une position vigoureuse au sein du Conseil de sécurité à l'encontre de Mouammar Kadhafi, l'ennemi du peuple libyen.

---

[106] La résolution 1970 du Conseil de sécurité de l'ONU est abordée dans le chapitre présentant la chronologie des événements.
[107] Natalie Nougayrède (avec Alexandra Geneste à New York, et Stéphanie Maupas à La Haye), « La justice internationale brandie comme une menace contre le régime Kadhafi », *Le Monde*, 1er mars 2011, p. 6.
[108] Natalie Nougayrède, « M. Sarkozy cherche à corriger l'image de la France en saluant la vague démocratique arabe », *Le Monde*, 1er mars 2011, p. 11. La Libye est présente dans un paragraphe de cet article.
[109] Béatrice Gurrey, « Alain Juppé fait un retour à ses conditions au Quai d'Orsay », *Le Monde*, 1er mars 2001, p. 11.

Le titre de l'article de Natalie Nougayrède, en première page, est éloquent : « Les Occidentaux divisés sur les moyens de faire plier le colonel Kadhafi ». La journaliste souligne que les Occidentaux songent à « un scénario militaire » « comme moyen d'accroître la pression contre le colonel Kadhafi ». Pour autant « Aucun consensus semblait se dessiner entre les grandes puissances sur une telle option ». De fait, certains pays européens sont en première ligne pour dénoncer le régime libyen, d'autres se sentent moins concernés. L'Allemagne n'a pas rejoint la France et le Royaume-Uni quand ces pays ont demandé « la convocation d'un sommet européen consacré à la Libye ». Les États de l'est européen, éloignés de la Méditerranée, ne se préoccupent guère des troubles dans le Maghreb. L'Italie et Malte, qui font face à la Libye, craignent « des arrivées massives de migrants sur leurs côtes »[110]. Jean-Pierre Stroobants, correspondant du *Monde*à Bruxelles, note à l'adresse des lecteurs du journal, à propos de « la démarche européenne », que celle-ci « s'est résumée à des lenteurs et à des occasions manquées », que « la haute représentante », lady Ashton, a commis « des bévues ». L'Union européenne n'est pas assez réactive, voilà ce que *Le Monde* veut dire aux lecteurs du journal[111].

Les responsables politiques américains dénoncent les déclarations de Kadhafi, déploient « des forces navales et aériennes à proximité de la Libye ». Mais ils ne songent pas à « une intervention armée ». Une distinction est proposée entre « intervention humanitaire » et « intervention militaire »[112]. Il est vrai qu'il est difficile d'appréhender la situation sur le terrain dans la mesure où Kadhafi prétend « lancer une contre-offensive contre les zones tenues par l'opposition ». Le régime n'est peut-être à bout de souffle. Il faut rester prudent. Que faire pour s'opposer à Kadhafi ? Imposer « une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye », cela pour interdire des bombardements contre les insurgés dans l'est du pays. Le Premier ministre britannique, David Cameron, est intervenu dans ce sens.[113] Une décision du Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas acquise, la Russie et la Chine étant contre une ingérence extérieure dans un pays. « Une solution alternative » semble alors possible. Elle

[110] La question de l'immigration venant de Libye est d'actualité en mars 2011. Dans un compte rendu du livre de Smaïn Laacher, *De la violence à la persécution, femmes sur la route de l'exil* (La Dispute, 2011), Philippe Bernard écrit : « À l'heure où la déflagration libyenne et ses conséquences migratoires affolent certains responsables européens, ce livre tombe à pic » (*Le Monde*, 2 mars 2011, p. 22). L'emploi du verbe « affoler » est révélateur des préoccupations des responsables politiques italiens, maltais, etc.

[111] Jean-Pierre Stroobants, « Les Vingt-Sept tardent à formuler une réponse commune », *Le Monde*, 2 mars 2011, p. 7.

[112] Hillary Clinton, Secrétaire d'État américaine, a affirmé le 28 février 2011 « que le déploiement naval ordonné par le Pentagone visait le « besoin de soutien pour une intervention humanitaire », toutefois « aucune option n'est retirée de la table » (*Le Monde*, 2 mars 2011, p. 1). Une option possible, c'est une intervention militaire.

[113] « J'ai demandé au ministère de la défense et aux responsables militaires de travailler sur des plans pour une zone d'exclusion aérienne » (propos cité dans *Le Monde*, 2 mars 2011, p. 6).

s'appuierait sur des pays de l'OTAN. Des discussions ont eu lieu à Bruxelles le 25 février. Pour autant les responsables politiques européens affirment ne pas songer à une intervention militaire. S'agit-il de ne pas froisser l'opinion publique ? La France a fait parvenir par avion de l'aide humanitaire à Benghazi. Les États-Unis ont « dépêché des équipes d'assistance humanitaire aux frontières de la Libye »[114]. Les atermoiements de certains pays européens à l'égard d'une zone d'exclusion aérienne s'expliquent[115]. Ce n'est pas aisé à mettre en œuvre. Quels avions libyens seraient concernés ? Quels avions occidentaux pourraient intervenir ? Comment concrètement répondre aux attentes des insurgés libyens qui aspirent à cette zone d'exclusion dans la crainte des bombardements ?

Cette dernière phrase a pour finalité de rendre compte d'une aspiration des insurgés. Est-ce bien le cas ? Cécile Hennion donne la parole aux insurgés de Benghazi qui se réapproprient l'histoire de la Libye sur du temps long pour la confection du drapeau de la Libye libérée. On se souvient des combats menés contre les troupes italiennesen1911, de la lutte pour l'indépendance proclamée en 1951. Il ressort des témoignages recueillis que les insurgés à Benghazi ne souhaitent pas une intervention étrangère. « […] l'éventualité d'une intervention étrangère suscite de vives condamnations »[116]. Comment résoudre cette contradiction ? Vraisemblablement les Libyens, qui réclament une zone d'exclusion aérienne, sont membres du nouveau pouvoir. Ils privilégient le pragmatisme au romantisme révolutionnaire.

Ce qui est souhaité de la part des pays occidentaux, c'est le départ de Kadhafi. Une piste pour amener son départ, c'est attaquer le régime en son sein, afin d'entraîner des défections « au moyen de sanctions prises à l'ONU et par l'Union européenne, comportant un embargo sur les livraisons d'armes, d'importants gels d'actifs, et des interdictions de visas »[117]. Une illustration de la mise en œuvre de cettepiste estprésentée ci-dessous, à proposée qui est advenu des avoirs de FM Capital Partner, un fonds spéculatif libyen. « Londres gèle les avoirs d'un fonds spéculatif libyen ». « Des scellés ont été posés au manoir d'Halmstad que possède Seïf Al-Islam, le deuxième fils de Mouammar Kadhafi »[118]. Réduire les capacités financières du régime de Kadhafi, c'est important. L'argent est en effet une arme

---

[114] Natalie Nougayrède, « Les Occidentaux multiplient les pressions pour forcer au départ le Guide libyen Mouammar Kadhafi », *Le Monde*, 2 mars 2011, p. 6.
[115] Nathalie Guibert, « Une zone d'exclusion aérienne est difficile à instaurer », *Le Monde*, 2 mars 2011, p. 6.
[116]Cécile Hennion, « À Benghazi, les insurgés veulent « vaincre seuls » », *Le Monde*, 2 mars 2011, p. 6.
[117] Natalie Nougayrède, art. Cité note 97.
[118]*Le Monde*, 2 mars 2011, p. 7.

pour gagner l'adhésion des Libyens qui n'ont pas rejoint l'insurrection. Un exemple : le régime donne l'équivalent d'un smic à ceux qui se présenteront dans une banque à Tripoli[119].

6 International

Le Monde

Les révoltes au Maghreb et au Moyen-Orient

A Benghazi, les insurgés veulent « vaincre seuls »

Une éventuelle intervention étrangère contre le colonel Kadhafi suscite une forte opposition

« Les dinars du colonel »

Illustration n° 24 : deux hommes manipulent de l'argent, l'un des deux est joyeux. Photo : Olivier Jobard, SIPA Presse pour *Le Monde*, 2 mars 2011, p. 6.

1.5.2. Inquiétudes européennes

La question de l'immigration venue d'Afrique suscite des inquiétudes. *Le Monde* rend compte de cette inquiétude en première page, le 3 mars 2011, avec ce titre : « Immigration : face aux espoirs arabes, les peurs européennes ». Contre ces peurs, *Le Monde* propose en sous-titres des corrections. Fidèle à sa perception positive du « printemps arabe », le journal précise que « Les tensions restent […] cantonnées aux frontières de la Libye ».[120]Il propose une contre-enquête : « Les Européens ont-ils exagéré le risque de voir affluer des émigrés ? ». Des hommes politiques ont inquiété les opinions publiques en ce qui concerne une immigration massive à venir[121]. À lire *Le Monde*, ces propos étaient excessifs : « aucun exode massif n'a été constaté en direction de l'Europe ». Jean-Pierre Stroobants, s'exprimant à partir de Bruxelles, affirme : « L'exode massif de personnes fuyant les pays arabes en révolte, prédit par certains responsables politiques, n'a pas eu lieu ». Il s'appuie sur les informations fourniespar l'agence Frontex[122]. La phrase ouvrant l'article concerne la Libye : « Pas un seul

[119] « Les dinars du colonel », *Le Monde*, 2 mars 2011, p. 6.

[120] Ce propos est restrictif. Il renvoie aux articles du *Monde* présentant des étrangers désireux de fuir la Libye. Il ne dit rien de la guerre civile en Libye.

[121] Le Ministre italien des affaires étrangères a parlé d *« exode biblique »*. Le Président français de *« flux migratoires incontrôlables »*(*Le Monde*, 3 mars 2011, p. 1).

[122]Jean-Pierre Stroobants, Les révoltes arabes vont-elles générer des flux migratoires ? : « Frontex ne constate pas, pour l'heure, d'exil massif », *Le Monde*, 3 mars 2011, p. 7.

immigré venu de Libye n'a accosté sur une côte européenne ». En ce qui concerne l'avenir, on ne peut rien dire. « Frontex estime que la Libye compte de 500 000 à 1,5 million d'étrangers en situation régulière, ainsi qu'un nombre indéterminé d'illégaux provenant pour l'essentiel de l'Afrique subsaharienne. Personne ne peut dire combien tenteront leur chance en Europe »[123]. Cette immigration massive verra le jour au-delà de 2011 ! Au moment où « le patron finlandais de Frontex » s'exprime, Kadhafi est encore au pouvoir. Toute une part de la population subsaharienne bénéficiant d'une existence acceptable en Libye n'a pas encore été tentée de fuir le chaos dans lequel s'est installée la Libye après la fin de la guerre civiledans ce pays.

(Les frontières libyennes sous pression)

Les migrations

- : Fort afflux de réfugiés en provenance de Libye.

- : Nouvelles routes contournant la Méditerranée.

- : Anciennes routes des migrants pouvant être réempruntées.

Les coopérations

- : Zone de surveillance maritime Frontex de l'Union-européenne

- : Pays ayant signé un traité d'amitié en août 2008

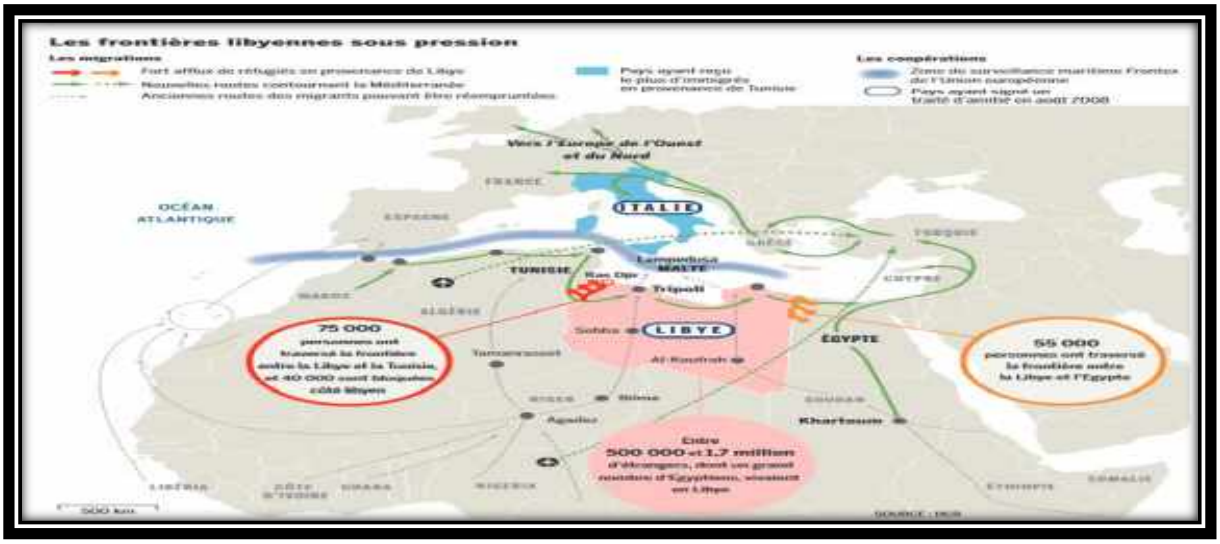


Illustration n° 25 : Les frontières libyennes sous pression. *Le Monde*, 3 mars 2011, p. 7.

Une carte informe les lecteurs à propos des déplacements de population en Afrique, en Libye en particulier. Ils découvrent que 55 000 personnes ont traversé la frontière entre la Libye et l'Égypte, que 75 000 personnes ont traversé la frontière entre la Libye et la Tunisie, et que 40 000 sont bloquées côté libyen[124]. Pour autant, en France, il ne faut pas s'inquiéter. À

[123] *Ibid*.
[124] « Carte qui a pour titre « Les frontières libyennes sous pression » (*Le Monde*, 3 mars 2011, p. 7).

Ras Djir, sur la frontière avec la Tunisie, « Presque tous les arrivants sont des étrangers fuyant la Libye par peur des violences ou parce qu'en deux semaines de crise, ils ont perdu leur emploi. Ce ne sont ni des migrants ni des réfugiés au sens strict : ce sont des gens qui vivaient en Libye et qui rentrent chez eux »[125]. La pleine page consacrée aux déplacements de population est explicite. A la question posée, en gros caractères, « Les révoltes arabes vont-elles générer des flux migratoires », la réponse est donnée d'emblée : « Les premiers exilés ne rejoignent pas l'Europe ».Après avoir mis l'accent plusieurs jours sur l'ampleur des phénomènes migratoires, *Le Monde* propose une autre analyse.

Toutefois, à bien lire l'article, des problèmes sont à venir. En Libye, des migrants illégaux subsahariens, confondus avec les « mercenaires africains » du colonel Kadhafi, pourraient traverser la Méditerranée. Les accords bilatéraux avec Kadhafi, par exemple le traité d'amitié avec l'Italie de 2008, devenant invalides, des migrants réguliers, protégés par ces accords, pourraient eux aussi fuir la Libye[126]. Les inquiétudes européennes quant à la Libye ne sont pas infondées ! L'analyse proposée par Philippe Bernard cerne ce qui peut advenir dans l'avenir. Face aux événements en Libye, « l'intérêt des Européens se focalise sur les flux d'immigration que la chute de [Kadhafi] pourrait provoquer chez eux ». Mais, il contredit cette possibilité quand il affirme, dans une analyse publiée le 3 mars 2011, que l'on ne connaît pas l'avenir. Il avance des hypothèses quant à l'avenir, et dans l'une d'elles, cerne ce qui se passera. Des individus « choisiront de s'embarquer vers le nord, au péril de leur vie ». Plusieurs fois, face à des événements susceptibles d'arriver, il écrit « Nul ne le sait ». Ce qui lui importe c'est de dénoncer l'étroitesse d'esprit des Européens peu soucieux de « peuples en quête d'émancipation », des Européens pour lesquels la liberté à laquelle les peuples au sud de la Méditerranée voudraient accéder « faisait a priori peur », des Européens bien heureux de voir des migrants africains bloqués par des régimes autoritaires au Maghreb[127].

Sur la même page, le photographe Olivier Jobard nous montre un convoi humanitaire officiel pour Benghazi. Mais nous ne disposons pas de détails sur ce convoi présenté comme « officiel ». *Le Monde* ne donne pas d'informations sur les milliers de Libyens qui viennent de toutes les tribus pour aider leurs frères de Cyrénaïque. Ce sont les communautés populaires qui ont organisé ce convoi, pour faire passer un message aux habitants de l'est : « *nous*

[125] Rémy Ourdan, À la frontière libyo-tunisienne, pagaille et bonnes affaires », *Le Monde*, 3 mars 2011, p. 7.
[126] *Ibid*.
[127] Philippe Bernard, « Divisions européennes », *Le Monde*, 3 mars 2011, p. 6.

sommes unis ». Elles se manifestent « *pour l'unité de la Libye* ». Les insurgés qui contrôlent l'est de la Libye n'ont pas accepté d'ouvrir un dialogue significatif avec les autorités officielles à Tripoli. Les chauffeurs du convoi ne sont pas là pour faire la guerre. Ils tendent la main aux insurgés. Cela est resté concrètement sans suite. Pour le comité révolutionnaire de Benghazi, la seule aide humanitaire qui a du prix, c'est celle qui vient du Qatar et de la France.

Un convoi humanitaire « officiel » pour Benghazi

Illustration n° 26 : Un convoi humanitaire « officiel » pour Benghazi. Photo : Olivier Jobard. Sipa Press pour *Le Monde*, 3 mars 2011, p.10.

1.5.3. Kadhafi résiste

Retournement de situation en Libye ! Kadhafi, dont on annonçait la chute, montre tout à la fois aux opposants dans le cadre libyen et aux puissances étrangères qui aspirent à sa perte, qu'il tient encore les rênes du pouvoir. *Le Monde* du 4 mars propose un titre en première page : « Le colonel Kadhafi contre-attaque sur le terrain et sur les écrans ». Des forces sont « restées loyales au dirigeant libyen, deux semaines après le début d'une insurrection qui a livré aux rebelles la totalité de l'est de la Libye ». Elles sont intervenues dans différentes localités, soutenues par des blindés et l'aviation. Les rebelles tiennent bon. Parallèlement Kadhafi semble vivre dans le déni. « Au moment même où [des] combats se déroulaient, le colonel Kadhafi assurait à Tripoli qu'il n'y avait « pas de manifestations » en Libye ». Dans un discours prononcé à Tripoli, il a dénoncé une éventuelle intervention des Américains et des Occidentaux, il a affirmé que les rebelles de l'Est « sont contrôlés par la nébuleuse terroriste Al-Qaïda ». Le propos de Kadhafi est cohérent. Il fait face, affirme-t-il, à

une agression intérieure, et à une agression extérieureà venir. Il peut être entendu « jouant de la fibre nationaliste »[128]. En page intérieure, les lecteurs du *Monde*découvrent un témoignage qui va dans le sens de Kadhafi. Un proche de Kadhafi réfugié, en France, affirme que le peuple libyen « très sensible et fier » n'appréciera pas une intervention étrangère. Son témoignage va aussi dans le sens des rebelles de Benghazi : les proches de Kadhafi se battent pour lui parce qu'ils sont trop impliqués dans des crimes pour prendre leurs distances avec Kadhafi. Des mercenaires[129] sont à leurs côtés. Ce Libyen est favorable à une destruction des pistes d'atterrissage pour bloquer au sol l'aviation de Kadhafi[130]. Le Conseil national indépendant, créé le 27 février par des opposants à Kadhafi, demande à l'ONU des frappes aériennes contre les positions des mercenaires africains, rejettent l'idée d'une intervention étrangère au sol. Une distinction subtile est proposée entre intervention étrangère par la voie aérienne et intervention étrangère au sol. La Ligue arabe ne dit pas autre chose. Dans le même temps elle accueille favorablement la mission de bons offices du président vénézuélien Hugo Chavez, allié de Kadhafi. À la date du 4 mars *Le Monde* affirme qu'il n'y a pas de consensus au sein de l'OTAN pour une intervention militaire en Libye[131]. Dans les zones sous contrôle des autorités restées fidèles à Kadhafi, des militaires libyens ont arrêté des soldats néerlandais « alors qu'ils participaient à l'évacuation en hélicoptère, à Syrte, bastion du régime, de deux occidentaux […] »[132]. Pour un lecteur du journal *Le Monde*, la situation en Libye apparaît d'une rare complexité. Pourquoi certains étrangers voudraient-ils fuir au point de provoquer une intervention étrangère ?

L'envoyé spécial du *Monde* à Ras Jdir précise que ce poste-frontière vers la Tunisie voit des Bangladais quitter la Libye « dans le calme, passeport à la main », mais note dans le même article que « sur le sol du poste-frontière ne restent bientôt que les traces éparses d'une fuite précipitée »[133]. Pourquoi cette distorsion ? Toujours en rapport avec Ras Jdir, le journaliste rapporte les propos d'un Libyen qui dit « qu'aucun Libyen ne fuit le pays », il complète ainsi sa phrase : « Comme la presse le constate effectivement chaque jour à Ras Jdir »[134]. La situation en Libye n'est donc pas aussi tendue qu'on pourrait le penser à lire

---

[128] Service international, « Le colonel Kadhafi contre-attaque sur le terrain et sur les écrans », *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 1.
[129] Les opposants à Kadhafi parlent de mercenaires. *Le Monde* pareillement. La situation de ces Noirs est complexe, ce que *Le Monde* reconnaît dans quelques articles.
« Un ancien du régime opposé à une intervention étrangère », *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 6.
[131] Service international, « L'insurrection libyenne demande un soutien militaire », *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 6.
[132]*Ibid*.
[133] Rémy Ourdan, « Au poste-frontière de Ras Jdir, « tout va bien au Libye » », *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 6.
[134]*Ibid*.

certaines informations. Une photographie représente Kadhafi dans une voiturette de golf (offerte par Silvio Berlusconi – le lecteur qui a lu *Le Monde* d'une façon régulière sait que Kadhafi et Berlusconi ont signé un traité d'amitié). Des journalistes occidentaux sont invités à Tripoli par le pouvoir libyen. Cela montre que Kadhafi se soucie de capter l'attention des Occidentaux via les journalistes présents. Il propose une amnistie, il accepte l'idée d'une constitution – cela participe de la politique de la main tendue aux adversaires. Les propos de Kadhafi sont rapportés par Olivier Jobard de l'agence Sida Presse[135].

Au poste-frontière de Ras Jdir, « tout va bien en Libye »

Les trois pick-up sont arrivés toutes sirènes hurlantes, avec drapeaux verts au vent et un portrait du colonel Mouammar Kadhafi brandi en étendard. De jeunes hommes déchargent immédiatement des cartons de bouteilles d'eau et de biscuits, et commencent la distribution aux travailleurs du Bangladesh qui, fuyant la Libye en crise, semblent interloqués par une manifestation de solidarité à laquelle ils ne sont pas habitués. « *La Libye est calme ! La Libye est en paix ! Ne partez pas, restez ici !* », s'égosille un homme dans un haut-parleur.

A Ras Jdir, où des reporters ont pour la première fois accès au côté libyen du poste-frontière, seuls quelques Bangladais étaient encore, à ce moment-là, d'entrer en Tunisie. Sous couvert d'une très modeste distribution d'aide humanitaire, la dérisoire opération de communication libyenne est-elle réellement destinée aux travailleurs étrangers, ou plutôt aux caméras des télévisions ?

« *La Libye va très bien !* s'époumone Hussein, paraphrasant le

Hussein marque une pause, soupesé, puis s'enflamme de nouveau. « *Surtout les Chinois ! Nous aimons les Chinois en Libye* ». Interrogé sur sa fonction et son rôle dans l'opération, Hussein se décrit comme « un citoyen libyen ». A part quelques jeunes volontaires, les autres hommes ont plutôt l'allure et le comportement de policiers en civil.

Traces d'une fuite

L'un des jeunes, Ahmed, un foulard vert autour du cou, estime aussi que « *tout va bien en Libye* ». La preuve en est, selon lui, qu'aucun Libyen ne fuit le pays, comme la presse le constate effectivement chaque jour à Ras Jdir. « *C'est parce que les Libyens soutiennent Mouammar Kadhafi* », affirme Ahmed, le regard fier.

Les Bangladais, imperturbables, continuent de traverser la frontière un par un, dans le calme, passeport à la main. Certains, l'œil dédaigneux, refusent même les bouteilles d'eau offertes par les hommes de Tripoli.

Sur le sol du poste frontière,

« Mouammar Kadhafi dans une voiturette de golf »

Illustration n° 27 : Mouammar Kadhafi dans une voiturette de golf. Photographie d'Olivier Jobard/Sipa Press. *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 6.

Ailleurs en Libye la situation est toute différente. À Benghazi, à lire Cécile Hennion, des rumeurs circulent, entre autres celle portant sur un parachutage de mercenaires nigérians,des mercenaires noirs. Des informations sont rapportées sur les combats opposant forces loyales et insurgés. Dans la ville, Kadhafi relève du passé. « Des milliers d'exemplaires du Livre vert [conçu par Kadhafi] ont été déchirés, piétinés, avant d'être jetés dans les flammes ». Selon *Le Monde* des slogans religieux ont été entendus (*« nous voulons la loi islamique et le Coran »*), ce qui va dans le sens de ce que dit Kadhafi de la rébellion. Un étudiant, qui a connu la prisondans les années 1980 rappelle, qu'il fut un temps où l'enseignement des langues étrangères était banni en Libye. Un avocat « engagé auprès des familles des prisonniers politiques », se dit partisan d'un État laïque. Un professeur de littérature rend hommage à ses étudiants « croisés dans la foule ». « Il tient sous le bras l'édition du jour de *Libye libre*, le tout nouveau journal de Benghazi ». Il lit un poème de

[135] Olivier Jobard, « Mouammar Kadhafi dans une voiturette de golf », *Le Monde*, 4 mars 2001, p. 6.

Mohammed Chaltani, un poète d'origine cyrénaïque. Un vent de liberté souffle sur Benghazi. Des opinions politiques différentes coexistent. Un lecteur du *Monde* a quelque chance d'être séduit par cette présentation chaleureuse de la population de Benghazi.[136]Toutes ces informations sont présentes sur une même page. Parle-t-on ici et là d'un même peuple ? La situation est complexe pour un lecteur du *Monde*. Rien ne dit que Kadhafi ne dispose pas d'atouts. En effet, il n'a point perdu sa capacité d'intervenir militairement, il est toujours respecté dans des villes autres que Benghazi, en particulier la capitale.

Le lecteur du *Monde* peut aussi être circonspect sur ce qui se passe en Libye à la lecture de l'article sur le départ des étrangers, publié dans *Le Monde* du 4 mars. Une société spécialisée a assuré le transfert des employés de deux groupes français. Dans l'aéroport des personnes de plusieurs nationalités désireuses de partir, mais pas d'agents portuaires, en revanche des policiers sont présents. « Faute de passerelles, de livraison de carburants et d'assistance, les passagers restaient confinés dans les salles d'attente ». Le journaliste Jacques Follorou rapporte les propos de l'organisateur de l'évacuation : « […] c'était le chaos absolu […] ». Pour obtenir de l'assistance et du carburant, il a fallu payer en liquide. L'article expose un autre éclairage sur la situation : « Selon certains représentants d'entreprises en Libye, les personnels basés à Tripoli n'ont, dans l'ensemble, pas montré de traumatisme majeur, à la différence de ceux travaillant dans l'est du pays et les zones de combats »[137]. Il convient donc de distinguer la cohue résultant d'un encombrement exceptionnel de l'aéroport des troubles dans la région de Benghazi. Les étrangers résidant dans les zones sous autorité de l'État libyen vivent encore dans une certaine tranquillité. Ces étrangers travaillaient jusqu'alors dans un pays qui pouvait les employer, donc le lecteur du *Monde* peut légitimement penser que la Libye, dirigée par un leader politique, sans doute excentrique, était un pays normal, avec une économie, des chantiers de construction… Cela contredit l'image négative de la Libye, très présente dans le journal.

1.5.4. Perplexité

Le lecteur du journal *Le Monde*, à partir de nombreux articles publiés dans le quotidien en mars 2011, peut voir une différence entre la situation en Libye d'une part, et la situation en Tunisie et en Égypte d'autre part. Dans ces deux pays des manifestations ont

[136] Cécile Hennion, « Au milieu des rumeurs et de l'écho des combats, Benghazi fait sa révolution culturelle », *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 6.
[137] Jacques Follorou, « Tripoli : cohue à l'aéroport pour l'exfiltration des étrangers », *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 7.

entraîné la chute d'un régime. En Libye on assiste bien plutôt à un conflit entre une partie du territoire et le pouvoir central, cela s'apparente à une guerre civile. Le titre en couverture du *Monde* du 5 mars va dans ce sens : « La Libye se déchire, les Occidentaux hésitent ». D'un jour sur l'autre la situation est identique. Kadhafi dispose toujours d'une force aérienne, il peut donc bombarder les zones occupées par les rebelles. Le Conseil national formé par l'opposition veut se défaire de la force aérienne restée fidèle à Kadhafi, pour ce faire elle réclame un appui aérien de la part de puissances étrangères sous mandat de l'ONU. La Grande-Bretagne de Cameron y est favorable, la France de Sarkozy pareillement. En revanche les États-Unis temporisent : « le président Obama a réclamé le départ de Mouammar Kadhafi ». L'option militaire ne fait donc pas l'unanimité.

« Paris et Londres sont favorables à [une] zone d'exclusion aérienne […] » lit-on dans l'article en une du *Monde*. Le lecteur est désorienté quand il découvre en pages intérieures un article rédigé par la correspondante du journal à Londres qui note combien le premier ministre anglais louvoie, dit quelque chose et son contraire. « Le Royaume-Uni ne sait plus à quelle politique étrangère se vouer. En quelques jours, le printemps du monde arabe a balayé toutes les certitudes de David Cameron. Le premier ministre conservateur a bien du mal à choisir son camp » entre les ministres interventionnistes et les « tenants de la prudence ». « Il n'y a qu'à écouter les déclarations de M. Cameron à vingt-quatre heures d'intervalle pour mesurer son indécision ». Le 28 février, devant les députés, il parle d'une zone d'exclusion aérienne ; ce qui est repris en première page du *Monde*. Le 29 février, Cameron « fait marche arrière », considérant qu'il convient de mieux cerner ce que recouvre l'opposition à Kadhafi. Il se trouve que le Royaume-Uni « a joué un rôle moteur dans la réintégration de la Libye dans le système international après 2003 »[138]. Cela peut être mis en rapport avec ce que l'Italie de Silvio Berlusconi a fait pour rendre respectable Kadhafi.

Comment s'y retrouver ? L'article rédigé par la correspondante du *Monde* à Washington expose que la situation n'est pas simple. On parle d'augmentation des prix du pétrole au vu de la situation en Libye, de respect des droits de l'homme, d'interventions humanitaires pour faciliter l'évacuation des étrangers. Des avions américains ont été envoyés en Libye pour rapatrier des « réfugiés non égyptiens ». « Et des Américains vont être envoyés à la frontière libyenne avec mission de travailler avec les Nations unies et les associations humanitaires qui opèrent à l'intérieur du pays ». Une intervention militaire pour « empêcher

[138] Virginie Malingre, « La nouvelle donne en Egypte et en Libye trouble la diplomatie britannique », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 7.

l'aviation du colonel Kadhafi de bombarder les zones insurgées » serait un acte de guerre et poserait des problèmes techniques, il est indéniable que la Libye c'est loin et que c'est grand. Des problèmes juridiques pourraient également se poser. Il faudrait obtenir l'autorisation du Congrès américain. Obtenir un vote favorable à l'ONU sur la zone d'exclusion aérienne n'est pas garanti. Russes et Chinois qui sont attachés à la notion de souveraineté disposent d'un droit de veto. Le lecteur du *Monde* devine que quelque chose se profile dans la mesure où les Etats-Unis préparent plusieurs options militaires[139].

Libye : les Etats-Unis préparent plusieurs options militaires

L'éventualité d'une zone d'exclusion aérienne ne fait pas l'unanimité dans l'administration américaine

Washington
Correspondante

Confronté à une augmentation des prix du pétrole qui risque, si elle se prolonge, de compromettre la relance économique, Barack Obama a haussé le ton, jeudi 3 mars, contre le colonel Kadhafi, appelé à laisser la place. « La

que par quelques sénateurs partisans d'une défense musclée des droits de l'homme, comme John McCain – a rappelé qu'il ne reste pas inactif même s'il ne s'est pas beaucoup exprimé sur la situation en Libye, dans le souci, notamment de ne pas alimenter l'anti-américanisme.

tions. Et des Américains vont être envoyés à la frontière libyenne avec mission de travailler avec les Nations unies et les associations humanitaires qui opèrent à l'intérieur du pays.

M. Obama n'a pas prononcé l'expression de « *no fly zone* », la zone d'exclusion aérienne dont l'imposition a été réclamée par John

Un insurgé libyen avec son armement antiaérien, jeudi 3 mars, sur une route entre Ajdabiya et Brega, ville bombardée par l'aviation du régime Kadhafi. GORAN TOMASEVIC/REUTERS

Illustration n° 28 : Un insurgé libyen avec son armement antiaérien, jeudi 3 mars, sur une route entre Ajdabia et Brega, ville bombardée par l'aviation du régime Kadhafi. Photographie : GoranTomasevic/Reuters.

Les autres articles publiés dans*Le Monde,* du 5 mars abordent divers sujets. Nathalie Guibert donne des informations sur l'armée libyenne : « ses matériels sont en grande partie obsolètes et ses troupes diversement entraînées »[140]. En cas de conflit, la confrontation serait favorable aux Occidentaux. Stéphanie Maupas indique que la Cour pénale internationale est susceptible d'enquêter pour crimes contre l'humanité en ce qui concerne le leader libyen et ses proches. Le 15 février des manifestants pacifiques dans diverses villes de Libye ont été attaqués par les forces de sécurité. Il convient, semble-t-il, de prévenir d'autres crimes[141]. Le procureur de la CPI espère-t-il des démissions au sein de l'armée libyenne, de l'administration de Kadhafi ? Veut-il faire peur ? Parallèlement la Ligue arabe et l'Union africaine ont mis en place des comités d'enquête.

[139] Corine Lesnes, « Libye : les Etats-Unis préparent plusieurs options militaires », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 5.
[140] Nathalie Guibert, « Une armée libyenne à l'équipement vétuste », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 5.
[141] Stéphanie Maupas, « La CPI ouvre une enquête contre le régime », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 5.

Sur le terrain, en Libye, les combats continuent entre forces loyalistes et insurgés. *Le Monde* rapporte ce qui se passe à Brega. Cette ville occupe une position stratégique, à 800 kilomètres à l'est de Tripoli. Bombardée par l'aviation loyaliste, elle est aux mains des insurgés. Parallèlement aux opérations militaires entre forces loyalistes et rebelles, les opérations d'évacuation des travailleurs étrangers en Libye continuent, elles exigent des rassemblements en divers lieux de la Libye. Via la Tunisie, des milliers de personnes quittent la Libye pour l'Égypte par avion. Cela appelle une organisation considérable. Des pays étrangers s'impliquent dans ces opérations en fournissant des pilotes et des avions[142].

Illustration n° 29 : *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 6.

Un complément d'information est donné sur la Libye par le photographe Olivier Jobard, déjà présent dans *Le Monde* du 4 mars. Avec un petit groupe de journalistes, accompagné de Libyens, il a « traversé une cinquantaine de check-points, civils et militaires ». D'après lui « les routes sont ouvertes ». Il note toutefois que le bus qui transportait les journalistes a évité le centre-ville de Zawiyah (« manifestement tenu par l'insurrection »), puis la ville de Zuwarah. Il rencontre sur la route de Tripoli des « comités du peuple » qui ont préparé « des manifestations de soutien à Kadhafi »[143]. Les « comités du peuple »étaient associés au convoi humanitaire « officiel » qui n'est pas arrivé à destination (Voir *Le Monde* du 4 mars 2011). L'illustration accompagnant le témoignage n'a pas de légende. Peut-être faut-il voir sur la photographie suivante un insurgé interdisant le centre-ville de Zawiyah aux journalistes occidentaux.

[142] Service international, « Des combats se poursuivent à Brega, à l'est de la Libye », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 6. Une carte permet de situer les lieux.
[143] Olivier Jobard, « Notre bus évite le centre-ville de Zawiyah », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 6. (Le titre proposé par *Le Monde* réduit la portée du témoignage).

6 International

Le Monde

Les révoltes au Maghreb et au Moyen-Orient

Des combats se poursuivent à Brega, dans l'est de la Libye

L'insurrection libyenne décline une offre de médiation proposée par le Venezuela

« C'est trop tard, beaucoup de sang a coulé »

Le Conseil national indépendant

« Notre bus évite le centre-ville de Zawiyah... »

Illustration n° 30 : « Notre bus évite le centre-ville de Zawiyah » Photographie d'Olivier Jobard/SIPA pour *LeMonde*, 5 mars 2011, p. 6.

Sur le terrain diplomatique, le Venezuela le 3 mars a renouvelé son offre de médiation internationale. La Ligue arabe « assure étudier » cette offre. En revanche l'opposition libyenne, à travers le Conseil national indépendant établi à Benghazi, la France et les États-Unis écartent l'offre de médiation internationale. Le lecteur du *Monde* apprend, pour ce qui est des États-Unis, que ce pays entretient « des relations délicates avec le Venezuela »[144]. L'accumulation d'informations n'aide pas nécessairement le lecteur du *Monde* à la compréhension, faute d'éclaircissements sur les vues des différents acteurs sur le devenir de la Libye et le sort de Kadhafi.

D'un jour sur l'autre, la situation a évolué à Brega. Dans *Le Monde* du samedi 5 mars, il était dit que les combats se poursuivaient dans cette ville. C'est encore le cas dans *Le Monde* du dimanche-lundi, les 6 et 7 mars, avec une information en plus, essentielle pour un lecteur français du journal : Brega est une ville « libérée » ! Cette information est donnée en première page du journal. Un autre article, en page intérieure, donne un tableau plus explicite de la situation dans l'est de la Libye[145]. Les insurgés ont su faire face aux forces terrestres du régime de Kadhafi, aux milices de l'un de ses fils. Une inquiétude habite les insurgés, à proposd'éventuelles attaques aériennes. La journaliste note que « les rebelles font face avec un certain panache ». Ici encore le parti pris en faveur des rebelles est évident, les forces loyalistes ne bénéficient pas de commentaires laudatifs. Les combats à Brega ont été limités, la victoire « est déjà célébrée comme une grande victoire ». « L'offensive pro-Kadhafi sur

[144] Service international, « Des combats se poursuivent à Brega, à l'est de la Libye », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 6.

[145] Cécile Hennion, « L'insurrection libyenne renforce ses positions »,*Le Monde*, 6-7 mars 2011, p. 5.

Brega était limitée ; mais elle a marqué les esprits ». Quoi qu'il en soit, Brega, « lieu stratégique » est aux mains des rebelles. C'est « un verrou essentiel de toute la région de l'est libyen ». À partir de Brega les rebelles, avançant vers l'ouest, donc en direction de Tripoli, atteignent Ras Lanouf. Pour se protéger des attaques aériennes, il faudrait obtenir de la communauté internationale « une zone d'exclusion aérienne ». En revanche un concours au sol de troupes occidentales « suscite la réprobation générale ». Le lecteur du journal *Le Monde* peut noter que les insurgés, qui font face à une attaque aérienne, crient « Allah akbar ! ». Quelle implication idéologique accorder à ce cri ? Faut-il voir au sein des insurgés des islamistes ? L'article n'apporte pas d'informations précises sur les motivations idéologiques des rebelles.

L'insurrection libyenne renforce ses positions

Les troupes loyales au colonel Kadhafi contrôlent l'ouest du pays mais font face à la pression des insurgés dans l'est

Reportage

Brega (Libye)
Envoyée spéciale

Les dictateurs arabes n'iront pas les rejoindre. » Ce nouvel adage, né du constat que les présidents tunisien et égyptien sont tous les deux tombés un jour de grande prise, avait circulé toute la semaine dans les villes « libérées » de l'Est libyen, galvanisant les foules et ranimant l'espoir d'un effondrement des forces de Mouammar Kadhafi.

Samedi matin 5 mars, le Guide libyen était pourtant toujours au poste à Tripoli. Les affrontements les plus violents entre rebelles et armée du régime ont éclaté non loin de la capitale, notamment à Zawiyah. A des centaines de kilomètres de là, dans l'est du pays, des combats ont également opposé les troupes loyales à des insurgés au moral revigoré par chaque kilomètre gagné sur la route de Tripoli.

« Attaque aérienne ? Les avions approchent ! » Tout le monde a son

djellaba, fonce droit devant lui hurlant « Liberté ! » armé d'un seul pistolet. Une heure plus tard, l'avion redouté n'étant toujours pas en vue, les rebelles reprennent leur souffle, et leur check-point un peu d'allure.

L'éventualité d'un bombardement aérien inspire une véritable terreur. Sur un terrain aussi plat que dénudé, il est presque impossible de s'en protéger. Mercredi 2 mars, un avion a largué une bombe à 300 mètres du check-point, devant l'université. L'endroit était désert, le cratère dans le bitume est là, rappelant qu'une telle attaque pourrait se produire, sauf si la communauté internationale décidait de clouer au sol l'aviation libyenne en décrétant une zone d'exclusion aérienne tant espérée alors que le scénario d'une intervention terrestre occidentale suscite la réprobation générale.

En attendant, les rebelles font face avec un certain panache, persuadés que les Libyens habitant Zawiyah, Tripoli ou même Syrte

répondu : « Ceux-là, vous pouvez les oublier pour toujours. »

L'offensive pro-Kadhafi sur Brega était limitée, mais elle a marqué les esprits. Il est possible que son principal objectif ait été de semer la terreur. A moins de voir dans les récits de cette confrontation un face-à-face entre forces ennemies presque aussi désorganisées et improvisées l'une que l'autre. Mais la bataille remportée, au moins momentanément, par les

Des combattants civils à Brega, au sud-ouest de Benghazi, le 4 mars. DAVID DEGNER POUR « LE MONDE »

Illustration n° 31 : Des combattants civils à Brega, au sud-ouest de Benghazi, le 4 mars. David Degner pour *LeMonde.*

Le texte accompagnant la photographie d'Olivier Jobard, qui fait partie d'un petit groupe de journalistes présents en Libye, présente une situation inverse de celle qu'a connue Brega. À Tadjoura, dans la périphérie de Tripoli, les manifestants contre le régime ont été chassés par les « forces de sécurité » et des « civils liés au régime »[146]. Kadhafi tient toujours une partie de la Libye. La guerre civile embrase tout le territoire libyen.

[146] « À Tadjoura, la chasse aux manifestants », *Le Monde*, 6-7 mars 2011, p. 5.

Illustration n° 32 : À Tadjoura, la chasse aux manifestants. Photographie d'Olivier Jobard, SIPA pour *Le Monde*.

Le thème sur lequel revient Cécile Hennion, une zone d'exclusion aérienne, a été abordé plusieurs fois en mars dans *Le Monde*. Ce thème est aussi présent dans l'éditorial publié à la une du *Monde* : « Faut-il intervenir contre le colonel Kadhafi ? ». Nous avons là la position du journal, c'est important pour les lecteurs et au-delà d'eux en raison de la notoriété du journal *Le Monde*. Le 23 février 2011, l'éditorial était déjà consacré au colonel Kadhafi. Il s'agissait alors de le présenter comme un dictateur, véritablement en porte-à-faux par rapport au « printemps arabe ». Une quinzaine de jours s'est écoulée. La guerre civile fait rage en Libye. Certains acteurs politiques occidentaux ne souhaitent pas s'impliquer dans des actions violentes à l'égard du régime de Kadhafi, d'autres parlent de maîtriser l'espace aérien libyen comme première action pour briser la résistance de Kadhafi vis-à-vis des insurgés de l'est. *Le Monde* intervient dans ce débat, et donne raison aux puissances occidentales qui songent possiblement à une intervention militaire.

Le Monde rend compte avec précision de la situation en Libye. D'abord, « Le pays est entré dans la guerre civile ». Les forces de Kadhafi tiennent Tripoli et les alentours, tandis que « l'opposition tient l'est du pays ». Cette guerre civile peut durer. Ensuite, Kadhafi a déjà fait couler le sang. « Plusieurs centaines de Libyens ont déjà trouvé la mort sous les balles de ses miliciens et de ses mercenaires ». Disposant d'avions et d'hélicoptères, il peut apporter la mort dans les territoires aux mains des insurgés. Notons que l'éditorial ne parle pas de l'armée libyenne, mais de « miliciens » et de « mercenaires », ces mots sont péjoratifs. Enfin, la situation géographique de la Libye, pays placé sous une même autorité depuis peu, potentiellement instable, mérite attention. Située entre la Méditerranée et l'Afrique noire, elle

peut être un foyer de troubles. La France est directement concernée, dans la mesure où elle a des intérêts en Afrique noire. Ce qui peut se passer au sud de la Libye la concerne aussi. Ce qui précède constitue « un ensemble de raisons » qui « pose la question d'une intervention militaire ». *Le Monde* rappelle ce qui a déjà été fait contre le régime de Kadhafi. Une liste d'actions menées contre le régime de Kadhafi est donnée. Le lecteur du *Monde* peut songer à telle ou telle de ces actions présentées dans les colonnes du journal avant les 6-7 mars. Un débat est alors proposé : « Faut-il aller plus loin ? ». Le tableau est complexe, l'éditorial se veut précis. Nous avons des acteurs politiques qui sont pour « une zone d'exclusion aérienne au-dessus du territoire libyen » Cela renvoie au deuxième argument de l'éditorial, et rejoint les préoccupations des insurgés libyens. Deux pays membres du Conseil de sécurité, la Chine et la Russie, sont attachés à la souveraineté des États et hostiles aux ingérences étrangères, par suite hostiles à une telle zone d'exclusion. L'Union africaine et la Ligue arabe ne réclament pas une zone d'exclusion. Les lecteurs du *Monde* n'ont guère été informés avant cet éditorial sur les raisons fondant les réticences de deux organisations directement concernées par la guerre civile en Libye. Le point de vue occidental est dominant dans le journal.

Nous avons des Américains et des Européens qui ont conscience que « déclarer une zone d'exclusion aérienne est un acte de guerre ». La chute de l'éditorial laisse l'avenir ouvert. La prudence et les réserves de la part des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne sont justifiées. Ne « rien exclure » est tout aussi justifié tant le régime de Kadhafi est « capable du pire »[147]. Le lecteur du *Monde*, à la lecture de l'éditorial, se convainc qu'une intervention militaire en Libye serait bien utile pour sauver un peuple des griffes d'un dictateur.

L'ONU est en quête d'informations sur la situation humanitaire en Libye et aux frontières de ce pays. On constate une « brusque chute du nombre de personnes fuyant la Libye »[148]. Des forces du régime de Kadhafi bloqueraient les travailleurs migrants désireux de quitter la Libye sur la frontière avec la Tunisie. L'information est au conditionnel. Une mission de l'ONU a atteint Benghazi. En revanche, on ne sait rien des besoins de la population à l'ouest de la Libye et à Tripoli. Le secrétaire général de l'ONU cherche un envoyé spécial pour la Libye. Il n'a pas obtenu d'assentiment « auprès de personnalités arabes ». Ce point est à rapprocher de ce que l'on sait de la position de la Ligue arabe, très en

[147] Éditorial, « Faut-il intervenir contre le colonel Kadhafi ? », *Le Monde*, 6-7 mars 2011, p. 1.
[148] Alexandra Geneste, « L'ONU manque de données sur la situation humanitaire », *Le Monde*, 6-7 mars 2011, p. 5.

retrait en ce qui concerne la zone d'exclusion aérienne. Le lecteur du *Monde* ne se fait pas une opinion exacte tant de la Ligue arabe que des personnalités arabes sollicitées, faute d'éclaircissements sur ce que pensent de nombreux Arabes d'une intervention militaire en Libye, même cantonnée au ciel.

À plusieurs reprises la chaîne d'information qatarie Al-Jazira a été citée dans des articles du *Monde*. Confondant information et parti pris Al-Jazira est favorable aux acteurs de ce que l'on a appelé le « printemps arabe ». On a pu découvrir dans *Le Monde* une photographie mettant en scène un journaliste d'Al-Jazira actif à Benghazi, fief des rebelles. Cette chaîne de télévision bénéficie d'une grande audience dans tout le monde arabe.

Illustration n° 33 : Un correspondant d'Al-Jazira se prépare pour un direct à Benghazi, épicentre de la contestation dans l'est de la Libye le 1er mars. Photographie : Johann Rousselot / Signatures. *Le Monde*, 6-7 mars 2011, p. 14.

Le correspondant du *Monde* à Doha, au Qatar, précise l'histoire et le fonctionnement de cette chaîne d'information créée en 1996. Al-Jazzera affirme jouer un rôle politique auprès des insurgés dans les différents pays arabes. « […] une ambition relie tous les journalistes : celle d'être la voix du peuple ». Les invités sont des propagandistes plutôt que des analystes. L'exemple donné à propos de la Libye est éclairant. « Sur la Libye, c'est un cheikh de l'opposition islamiste qui fait office de consultant. Le 23 février, il déclame de la poésie. […] Le lendemain, il se fait martial : *« J'appelle tous les imams à marcher aprèsla prière sur Tripoli »* […] »[149]. L'islamisme est donc bien accueilli sur Al-Jazzera. En ce qui concerne la Libye, Al-Jazira est présente à Benghazi, point de départ de la révolte contre Kadhafi. A partir de ce lieu, il va de soi, au vu de l'idéologie de la chaîne d'information, qu'elle soutient les

[149] Benjamin Barthe, « Al-Jazira Télé révolutions », *Le Monde*, 6-7 mars 2011, p. 14.

insurgés contre Kadhafi. Un tel renfort n'est pas négligeable pour les insurgés, la chaîne valorise leur réussite sur le terrain.

Le 8 mars 2011,la Libye occupe la première page du journal *Le Monde* avec une photographie représentant des combattants anti-Kadhafi et ce titre : « Libye : de la révolte à la guerre ».

Le Monde

Mardi 8 mars 2011 – 67e année – N°20566 – 1,50 € – France métropolitaine – www.lemonde.fr

Libye : de la révolte à la guerre

A Benghazi, les insurgés forment un gouvernement provisoire
A Tripoli, le colonel Kadhafi accuse la France d'« ingérence »
Sur le front, une armée de civils affronte les milices du régime

Des combattants anti-Kadhafi près de Ben Jawad, à l'est du pays. HUSSEIN MALLA/AP

Illustration n° 34 : Des combattants anti-Kadhafi près de Ben Jawad, à l'est du pays. Hussein Malla/AP

Une carte éclaire les lecteurs du *Monde* sur divers événements dans des pays arabes. Pour ce qui est de la Libye, on apprend que des insurgés chassés de Ben Jawad par des forces loyalistes se sont repliés à Ras-Lanouf. Des déclarations contradictoires circulent sur les villes qui sont ou non aux mains des insurgés[150]. Des informations sont fournies par des envoyés spéciaux du *Monde* sur deux villes, Benghazi et Ras Lanouf. À Benghazi, « épicentre de la révolution depuis le 17 février », un Conseil national transitoire a été formé. Il réunit une trentaine de personnes et est « censé diriger le pays en attendant la chute de Mouammar Kadhafi ». C'est en quelque sorte un gouvernement provisoire. L'identité de ses membres n'est pas totalement connue afin de protéger ceux qui sont dans les zones encore maîtrisées par Kadhafi. À sa tête, un ancien ministre de Kadhafi, Mustafa Abdeljalil, « qui ne fait pas l'unanimité chez les insurgés ». Au sein de ce CNT, entre autres, un avocat Fathi Terbil, arrêté le 15 février[151]. Réunis « au sein du palais de justice de la ville, quartier général des nouveaux dirigeants », ces responsables politiques s'adressent à des « journalistes venus du

[150] « Les révoltes du monde arabe », *Le Monde*, 8 mars 2011, p. 2. Il est indiqué que Lemonde.fr, site du journal, donne des informations sur « la situation en Libye à travers les médias internationaux ».
[151]Son arrestation « précipita la mobilisation » à Benghazi. Omar Al-Hariri lui fut prisonnier pendant près de vingt ans.

monde entier ». Ils ont remplacé les autorités locales. Ils affirment que les insurgés tiennent bon à Tobrouk et ailleurs face aux forces fidèles à Tripoli. Pour l'envoyé spécial, « La révolution piétine »[152].

Une photographie montre des manifestants à Tripoli, favorables au régime de Kadhafi. Cette photographie est fournie par Olivier Jobard, présent dans *Le Monde* depuis quelques jours. Des villes de l'est n'ont pas été reconquises. Cependant des Tripolitains sont descendus dans la rue pour crier victoire sur la foi des nouvelles transmises par la télévision d'État. Des paramilitaires sont dans la rue. Le soir « Des familles ont remplacé les paramilitaires dans une ambiance de kermesse ». À l'évidence Kadhafi bénéficie de soutiens à Tripoli. Le pays s'achemine de plus en plus vers une guerre civile.

A Tripoli, « ambiance de victoire »

Le photographe Olivier Jobard fait partie d'un petit groupe de journalistes invités à Tripoli par le pouvoir libyen. Il témoigne :

« Réveillé bien avant l'aube par d'importants tirs d'armes automatiques, dimanche 6 mars, je descend dans le hall de notre hôtel pour essayer d'en savoir un peu plus. Les fonctionnaires du ministère de l'information regardent la télévision libyenne et sautent de joie à l'annonce de la reprise de la plupart des villes tombées aux mains des insurgés. De notre côté, nous vérifions et comprenons vite que toutes ces annonces sont fausses. Les Tripolitains descendent pourtant dans la rue dans un concert de klaxons, une ambiance de victoire en Coupe du monde de football. Sur la place Verte, rebaptisée place Tahrir [« libération »] pour l'occasion, on distribue aussi bien des drapeaux verts que des foulards rouge et blanc du club de foot Al-Ittihad Tripoli que dirige un fils Kadhafi. Un délire ! Le soir, je

Illustration n° 35 : À Tripoli, « ambiance de victoire », O. Jobard pour *Le Monde*

D'autres insurgés sont à l'honneur dans *Le Monde*, ceux de Ras Lanouf. Des combattants partis essentiellement de Benghazi suivent une route côtière. Après Brega, tombée aux mains des rebelles le 5 mars, ce fut le tour de Ras Lanouf débarrassée « de ses derniers miliciens pro-Kadhafi ». En revanche s'emparer de Ben Jawad se révèle difficile. Les combats continuent. De nombreux civils ont rallié les insurgés. D'après des témoignages rapportés par l'envoyée spéciale, qui a rédigé l'article, les fidèles de Kadhafi

[152] Nicolas Bourcier, « Benghazi : les insurgés se dotent d'un gouvernement », *Le Monde*, 8 mars 2011, p. 6.

« terrorisent,tuent, massacres »[153]. Les lecteurs du *Monde* découvrent des lieux peu connus et divers acteurs d'une guerre civile bien lointaine pour eux.

Que dit *Le Monde* du CNT ? Il rejoint les autorités françaises qui soutiennent le Conseil national libyen formé par les insurgés. Kadhafi, intervenant sur la chaîne France 24, ironise sur l'ingérence de la France dans les affaires de la Libye. Il pose là un vrai problème politique. Il affirme que « Le conseil national libyen de Benghazi navigue sur la vague de l'islamisme »[154]. Ceci n'est quasiment jamais abordé par le journal *Le Monde*, en dehors de quelques articles dans lesquels le lecteur découvre des insurgés religieux se souciant plus de la charia que de la démocratie. Kadhafi, pour *Le Monde*, est un dictateur plus qu'un chef d'État. Est-ce pour cela que ce qu'il dit n'est pas mis en valeur ? Il y a bien, à proprement parler, ingérence de la France dans un pays étranger. Le gouvernement français soutient les insurgés de Benghazi, accorde une reconnaissance officielle au Conseil national de transition. La France est le premier pays à le faire. Cela donne un poids politique considérable aux insurgés sur la scène internationale. Il s'agit bien de soutenir « l'insurrection armée contre le colonel Kadhafi ». Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, a téléphoné le 5 mars « à l'un des membres de ce « Conseil », Abdel Fatah Younès, ministre de l'Intérieur du colonel Kadhafi pendant des années, qui a récemment fait défection ». La France pense pouvoir obtenir l'assentiment de « l'ensemble des pays de l'Union européenne ». Le Royaume-Uni et les États-Unis sont beaucoup plus prudents que la France. Ce qui peut désorienter l'opinion publique française c'est que la France et le Royaume-Uni « avaient fortement contribué à la réhabilitation du colonel Kadhafi sur la scène internationale » en 2007. Le paria, qui avait obtenu des « honneurs au plus haut niveau », est à nouveau paria.

Le Royaume-Uni et la France s'accordent sur l'idée d'une « zone d'exclusion aérienne en Libye, mesure réclamée par les insurgés ». Ils espèrent bénéficier d'un « feu vert du Conseil de sécurité de l'ONU ». Ils s'efforcent de rallier à leur idée des pays africains et arabes. À l'évidence, des pays occidentaux jugent favorablement l'insurrection partie de Benghazi. Est-ce parce qu'ils voient dans celle-ci une opportunité pour chasser Kadhafi du pouvoir en Libye ?L'intérêt de la France pour le CNT à Benghazi est rendu manifeste par la

[153] Cécile Hennion, « À Ras Lanouf, des volontaires armés de Kalachnikovs, de lance-roquettes ou de sabres forment l'armée de la révolte », *Le Monde*, 8 mars 2011, p. 6.
[154]« Le Guide libyen accuse Paris d'« ingérence » »,*Le Monde*, 8 mars 2011, p. 6.

présence dans cette ville « d'une équipe médicale et logistique d'une vingtaine de personnes »[155].

Il est sans doute difficile pour un lecteur du *Monde* de se faire une idée claire de la situation en Libye. La France envoie une mission humanitaire à Benghazi, siège de la rébellion. L'ONU envoie une mission humanitaire à Tripoli, là où se trouve le gouvernement légal. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a discuté avec le ministre libyen des affaires étrangères, Moussa Koussa, apprend-on dans un article rédigé par la correspondante du *Monde* à New York. Donc, si l'on comprend bien, des ministres de Kadhafi ont rallié le CNT, et d'autres sont toujours près de Kadhafi. La secrétaire générale adjointe de l'ONU pour les affaires humanitaires « avait lancé un appel de détresse depuis la frontière tunisienne avec la Libye ». Il s'agissait de sauver des vies. L'ONU se préoccupe aussi du volet diplomatique. Un envoyé spécial de l'ONU en Libye a été nommé. Il s'agit d'un ancien ministre jordanien des Affaires étrangères. Son rôle est d'intervenir auprès des autorités libyennes afin de « coordonner l'aide humanitaire », réfléchir à « une éventuelle transition démocratique »[156].

Dans *Le Monde* du 9 mars 2011, la Libye occupe toujours la« une »du journal avec deux phrases et une photographie. Première phrase : « Isolé, le colonel Kadhafi cherche une parade ». Cette phrase est énigmatique. Le lecteur doit ouvrir le journal pour découvrir ce dont il s'agit. Deuxièmephrase : « Retour sur les frasques du dictateur, vues par l'ambassade des Etats-Unis ». Il s'agit de « noircir » le colonel Kadhafi et de légitimer l'opposition en Libye. De nouvelles pièces à charge sont versées au dossier traitant de Kadhafi. La photographie représente sans doute des combattants hostiles à Kadhafi. Trois personnes tiennent un portrait de Kadhafi, l'une d'elles présente une arme contre ce portrait. Faut-il comprendre que le dictateur est condamné à mort ?

[155] Natalie Nougayrède, « Paris affiche son soutien à la rébellion libyenne », *Le Monde*, 8 mars 2011, p. 7.
[156] Alexandra Geneste, « Une mission humanitaire de l'ONU », *Le Monde*, 8 mars 2011, p. 7.

Le Monde

Mercredi 9 mars 2011 - 67e année - N°20562 - 1,50 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

La transparence et l'utilisation des sondages en question

Contre-enquête Comment sonde-t-on l'opinion ?

Une deuxième étude confirme l'avance du FN

Isolé, le colonel Kadhafi cherche une parade

Retour sur les frasques du dictateur, vues par l'ambassade des Etats-Unis

Près de l'installation pétrolière de Ras Lanuf, le 7 mars. ASMAA WAGHIH

Illustration n° 36 : Près de l'installation pétrolière de Ras Lanuf le 7 mars. Photographie : Asmaa Waghih.

L'illustration accompagnant l'article à l'intérieur du journal (p. 5) aide à comprendre la photographie en « une ». La ville de Ras-Lanouf, au sud-ouest de Benghazi, est dans la zone d'influence des insurgés. Des troupes loyales à Kadhafi ont contre-attaqué en direction de cette ville. Une autre illustration rend compte de cette situation contrastée.

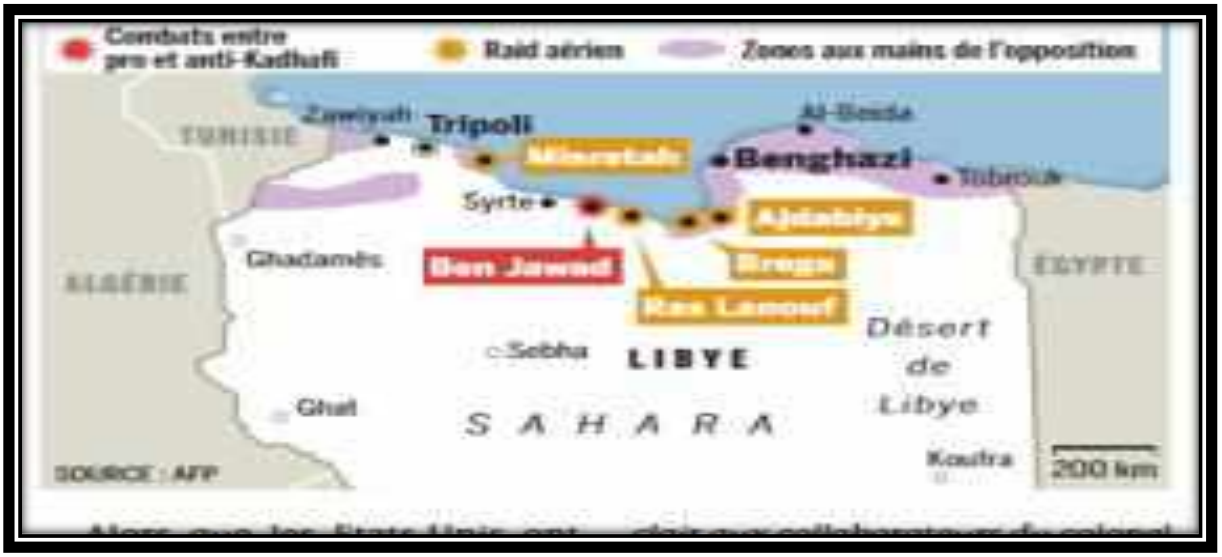


Illustration n° 37 : carte de la Libye : Lieu où se déroule le combat, lieu où se trouve le raidaérien, enfin la zone aux mains de l'opposition.

Illustration n° 38 : À Ras Lanouf, sur la côte libyenne, le 7 mars, une contre-attaque des forces armées demeurées fidèles au colonel Mouammar Kadhafi. Photographie : Goran Tomasevic, Reuters.

Sur le terrain, les combats restent incertains. Kadhafi dispose toujours d'avions et d'hélicoptères. « Les raids aériens des forces loyales au colonel Mouammar Kadhafi contre des positions tenues par la rébellion libyenne à Ras Lanouf se sont poursuivis, mardi 8 mars […] ». La France et le Royaume-Uni songent toujours à une « zone d'exclusion aérienne en Libye pour empêcher ces bombardements ». Le lecteur du *Monde* sait déjà que la France a reconnu le CNT, il sait aussi que la France défend vigoureusement l'idée d'une zone d'exclusion aérienne. Il convient d'obtenir à l'ONU l'assentiment de la Chine et de la Russie. Des organisations arabes soutiennent cette idée. Kadhafi dénonce « l'ingérence de Paris, Londres, Washington ». Le ministre libyen des Affaires étrangères, cité dans *Le Monde* de la veille, dénonce l'attention prêtée à des responsables libyens qui ont rallié l'opposition. Ceux-ci ont commis une trahison. Cet aspect de la situation en Libye n'est pas abordé comme si la trahison était légitime, comme si l'ingérence dans la vie d'un pays étranger allait de soi. À aucun moment *Le Monde* ne donne la parole à des Libyens restés fidèles au régime. Tout au contraire les propos d'acteurs du CNT sont rapportés. Pour l'Union européenne le point de vue de l'opposition est perçu comme légitime. C'est pourquoi elle parle de démocratie, de pluralisme et d'inclusion sociale[157]. Tout cela est-il bien pensé ? L'offre de négociation par Kadhafi est récusée par le CNT. Quel était le contenu de cette offre ? Le journal *Le Monde* ne rend pas compte de façon égale des divers points de vue sur la crise libyenne.

[157] Service international, « La pression extérieure s'accentue sur le régime de Mouammar Kadhafi », *Le Monde*, 9 mars 2011, p. 5.

Dans un article rédigé par Yves Eudes, publié le 9 mars 2017 dans *Le Monde,*[158] des télégrammes diplomatiques américains, révélés par Wikileaks, sont portés à la connaissance des lecteurs du *Monde*. Certains sont cocasses. On se souciait, chez les Américains, des implants capillaires de Mouammar Kadhafi, des frasques de ses enfants. Une infirmière personnelle accompagne Kadhafi, une Ukrainienne « qualifiée par les diplomates américains de *« blonde voluptueuse »* ». Plus sérieusement, se préoccuper de son état de santé se comprend fort bien. Que deviendrait la Libye suite à une disparition brutale du Guide libyen ? Ce qui mérite d'être relevé dans ces télégrammes diplomatiques américains, c'est que Kadhafi, malgré divers problèmes, entre autres de santé, tient bien le pays. Nous sommes en 2010. « […] au début de 2010, les diplomates américains estimaient que le régime en place allait sans doute perdurer, et qu'il convenait de poursuivre le rapprochement avec le clan Kadhafi ». En 1986, les États-Unis avaient lancé un raid aérien sur la Libye avec l'intention d'abattre Kadhafi. La perception de Kadhafi a changé après les attentats de 2001 contre les États-Unis, sur le territoire américain. Kadhafi s'était désolidarisé des terroristes, de là une perception différente du leader libyen. On apprend dans l'article qu'Aïcha, la fille de Kadhafi, a ouvert avec sa mère, la seconde épouse du Guide, « des boutiques de mode haut de gamme spécialisées dans les vêtements importés d'Europe ». Aïcha est présente dans une photographie avec son père. Cette information peut être interprétée de différentes façons. On peut voir dans la fille de Kadhafi une personne éloignée des préoccupations de la majorité de Libyens. On peut aussi voir en elle une femme émancipée, active, à la tête d'une entreprise. L'article du *Monde* n'oriente pas les lecteurs, à la différence de la présentation des fils de Kadhafi dans un article du *Monde* bien antérieur.

[158] Yves Eudes, « Il est clair qu'il ne va pas bien », *Le Monde*, 9 mars 2017, p. 17.

Le Monde

Enquête Décryptages 17

Les rapports secrets du département d'Etat

« Il est clair qu'il ne va pas bien »

Illustration n° 39 : Mouammar Kadhafi et sa fille Aïcha lors de festivités célébrant le quarantième anniversaire de la prise de pouvoir du Guide libyen, Tripolile 1er septembre 2009. Ammar Abd Rabbo / Abracapress.Com.

Que des documents diplomatiques américains aient été réunis sur Kadhafi, cela est une pratique courante. C'est grâce à Wikileaks que l'on en découvre le contenu. Intéressons-nous au titre proposé par Yves Eudes dans *Le Monde*. Il reprend une information américaine : il est clair que Kadhafi ne va pas bien. Mais, en 2009, cela n'empêchait pas les Américains de penser que Kadhafi tenait bien le pouvoir en Libye. En mars 2011, ce titre prend une tout autre signification. Désormais Kadhafi doit faire face à une révolte qui prend de l'ampleur. « Il est clair qu'il ne va pas bien ». Il s'agit, dans cet article, de réunir des informations desservant Kadhafi en mettant une fois encore l'accent sur les divers trafics auxquels sont associés les membres du clan Kadhafi. Les membres du clan auraient investi les secteurs de l'économie libyenne les plus lucratifs. Un fils de Kadhafi, Mohammed, a investi dans la téléphonie. Un autre, Saadi, est présent dans divers secteurs, dont le football et le tourisme. Les enfants de Kadhafi sont célèbres pour leurs frasques. Selon les Américains, il y a assez de scandales *« pour produire un soap libyen »*. Le fils le plus exemplaire, Saïf, est diplômé d'une prestigieuse école londonienne ; mais on le soupçonne de plagiat « dans la rédaction de sa thèse ». Pour les lecteurs du journal *Le Monde*, le clan Kadhafi ne mérite pas le respect. La chute annoncée du Guide libyen peut être perçue comme une bonne chose.

Il aurait étépossible de donner une autre image du régime libyen. Par exemple en précisant pourquoi un traité d'amitié avait été signé avec l'Italie en 2008. Ou en indiquant pourquoi des entreprises européennes étaient satisfaites de travailler dans ce pays. Ou encore

d'indiquer qu'après la levée de l'embargo en 2004, le « Congrès général du peuple libyen »,[159] a commencé un programme pour enrichir le pays d'infrastructures, dans tous les domaines. Il apparaît nettement que le journal *Le Monde* a fait le choix de ne pas éclairer les lecteurs du journal sur ce qui s'est passé en Libye sous l'autorité de Kadhafi. Les insurgés ont nécessairement raison de se révolter, à lire ce quotidien.

Les insurgés sont à l'honneur en première page du *Monde* le 10 mars 2011. « Mal armés, inexpérimentés, ils sont décidés à renverser le tyran »[160]. Le point de vue de Kadhafi ne trouve pas place dans le journal. La France a résolument pris fait et cause pour le CNT à Benghazi. *Le Monde*, pareillement, salue les combattants qui à l'ouest de Benghazi affrontent l'armée libyenne. L'article de Rémy Ourdan donne, par son titre, une dimension révolutionnaire à la lutte menée par les insurgés. L'expression retenue « la liberté ou la mort » est sans doute présente dans la mémoire des lecteurs du *Monde*. Elle renvoie à la Révolution française. Aussi excessive qu'elle soit, elle contient une dimension héroïque favorable aux insurgés. Le propos du journaliste n'est pas ironique à l'égard des insurgés, il leur reconnaît un certain courage, lorsque ceux-ci s'aventurent sur la route entre Ras Lanouf et Ben Jawad, ils constituent des cibles faciles pour l'aviation.

La suite de l'article porte un autre titre, pas exactement dans l'esprit du premier semble-t-il. Le contexte territorial est rappelé, de même le fait que les insurgés ne sont pas préparés aux combats. Mais cette fois-ci le slogan révolutionnaire laisse place à l'expression « la « fête » sanglante ». Le journaliste met en scène plusieurs *chabab* de l'est de la Libye, « placés sous l'autorité des chefs de l'opposition anti-Kadhafi basés à Benghazi », qui affrontent l'armée loyaliste. « Eux, avec leur vaste territoire oriental et l'ouverture vers l'Égypte, estiment représenter, sauf surprise, la seule éventualité de mettre un jour fin au pouvoir de Mouammar Kadhafi, qui règne sur la Libye depuis près de 42 ans ». Il dit la satisfaction de ces combattants « que le monde entier […] regarde », « que le monde entier […] approuve ». « Certains viennent de loin participer à la fête et au combat ». Il donne la parole à un infirmier de l'hôpital de Ras Lanouf convaincu que les insurgés « *combattront jusqu'à la mort* ». Dans cet hôpital l'ambiance n'est pas festive, on y trouve des blessés et des morts. Ce qui intrigue, semble-t-il, les insurgés comme le journaliste, c'est le fait que les

[159]À partir de 1973 Mouammar Kadhafi entreprend de donner une nouvelle impulsion « révolutionnaire » à son régime, incitant les « masses populaires » à prendre le pas sur l'appareil administratif. Des Congrès populaires de base et des Comités populaires sont progressivement mis en place, officiellement afin de servir de relais à l'expression de la volonté populaire

[160] Rémy Ourdan, « Sur le front syrien, « la liberté ou la mort » »,*Le Monde*, 10 mars 2011, p. 1.

forces gouvernementales ne font rien pour « mettre en déroute les rebelles de Ras Lanouf ». Ces forces gouvernementales « retiennent leur puissance de feu ». Pour quelle raison ? Nul ne le sait. Toujours est-il que « les rebelles de Ras Lanouf découvrent, jour après jour […] cette aventure qu'est la guerre »[161]. Parmi eux se recrutent ceux qui constitueront « l'armée » de l'est.

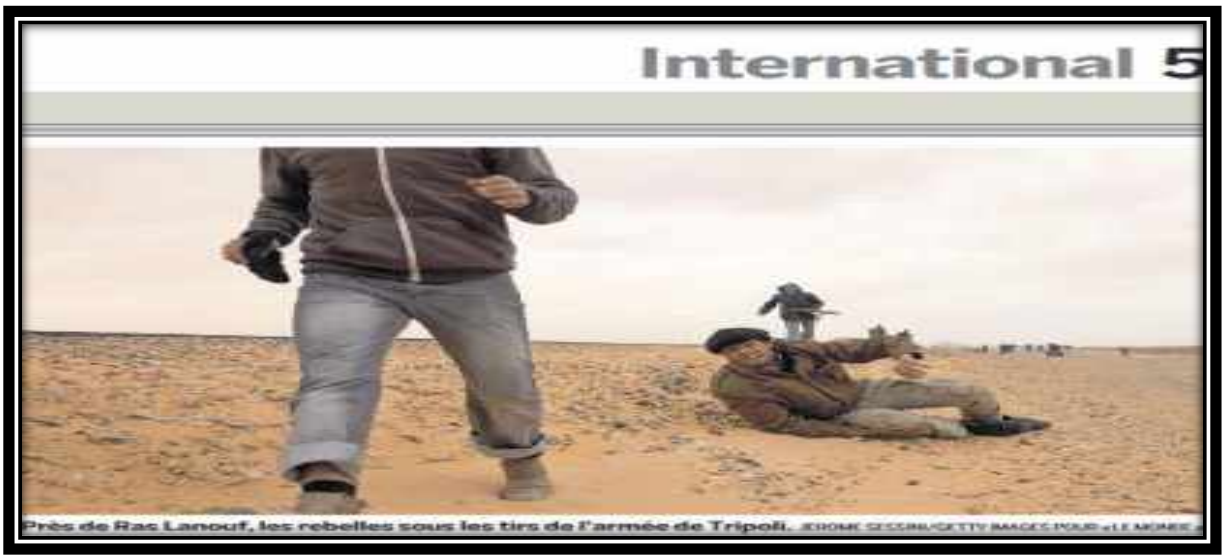


Illustration n° 40 : Près de Ras Lanouf, les rebelles sous les tirs de l'armée de Tripoli. Jérôme Sessini/Getty Images pour *Le Monde*.

Illustration n° 41 : carte avec des indications sur les combats : Zone aux mains de l'opposition les villes dans lesquelles il y a des combats entre pro et anti-Kadhafi

À Benghazi, nous apprend *Le Monde*, une caserne accueille le « centre de formation d'une nouvelle « armée de libération », mélange hétéroclite et brinquebalant de jeunes civils prêts à en découdre et d'anciens soldats de l'armée régulière ». Ce qui est dit dans l'article va

[161] Rémy Ourdan, « Sur le front de l'est de la Libye, les rebelles découvrent la « fête » sanglante de la guerre », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 5.

dans le sens de quelques autres articles sur ce même thème. Une autre caserne accueille les civils désireux de rejoindre cette nouvelle armée[162]. Un jeune médecin affirme que 200 à 300 personnes se présentent chaque jour. En fait, d'un point de vue militaire, « l'opposition est faible » faute d'avions et d'hélicoptères. Se pose donc la question d'une zone d'exclusion aérienne. Jour après jour, *Le Monde* aborde ce sujet. Le journaliste, auteur de l'article, note que la révolution en Libye « renvoie l'image d'une inquiétante impréparation et impuissance militaire ». Au siège du CNT à Benghazi, « les hommes chargés des affaires militaires se font rares »[163]. Quel est l'état de la situation le 10 mars 2011 ? La priorité, c'est conforter la défense des zones prises par les insurgés à l'est de la Libye.

A Benghazi, bastion des insurgés, les casernes accueillent les centaines de civils qui s'enrôlent chaque jour dans une armée de fortune

Libres soldats de Libye

Illustration n° 42 : Entraînement de nouvelles recrues à Benghazi. L'armée anti-Kadhafi est composée à 60% de civils. Photographie : Kevin Frayer/AP. (Des hommes alignés crient, d'autres pas. Au premier plan : un enfant. L'opposition à Kadhafi accepte-t-elle un enfant-soldat ?).

Les articles publiés dans *Le Monde* du 10 mars 2011 et les illustrations l'accompagnant font apparaître l'armée pro-Kadhafi. Mais rien n'est dit sur les sentiments des soldats qui défendent le régime. Pourquoi l'information est-elle donnée de façon unilatérale ? Que devient le colonel Kadhafi ? Une fois encore le colonel Kadhafi a dénoncé les pays colonialistes. Prenant la parole devant les « habitants de la tribu des Zenten », il a dénoncé un complot international contre la Libye. En regard de ces propos, *Le Monde* redit que les Britanniques et les Français déploient des efforts diplomatiques pour obtenir une zone d'exclusion aérienne. Les lecteurs du journal sont au fait de ces efforts puisque le sujet est

[162] *Le Monde* ne dit rien des mineurs qui sont intégrés dans les milices. Selon la loi libyenne, le recrutement des mineurs dans l'armée nationale est interdit. Selon l'article 1 de la loi libyenne n° 9 de 1987, relative au service militaire, l'âge du recrutement obligatoire est fixé à 18 ans. Cet article précise que « Le service national est imposé à tout citoyen âgé de 18 à 35 ans et en bonne santé ». La situation de guerre que connaît la Libye depuis 2011 a conduit au recrutement d'enfants par des groupes armés non-étatiques qui s'affrontent entre eux. Voir la thèse d'Osama Kalifa, *La protection des enfants pendant les conflits armés*, p. 210.
[163] Nicolas Bourcier, « Libres soldats de Libye », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 3.

abordé depuis plusieurs jours. L'ambassadeur américain en Libye a rencontré des membres du Conseil national de transition, créé le 27 février. Cela apparaît tout à fait normal, même si on laisse entendre que des contacts peuvent être pris en dehors du CNT. La France se veut aussi prudente, avançant une distinction entre le fait de saluer la création du CNT et une reconnaissance[164]. Les lecteurs du *Monde* peuvent être déconcertés tant il a été dit dans des journaux précédant le 10 mars que la France s'était tournée la première vers le CNT. Une question demeure : pourquoi ne pas accorder plus de place au discours de Kadhafi ? À lire *Le Monde*, il apparaît, en mars 2011, tout à fait normal que des pays occidentaux soutiennent une révolution dans un pays arabe. Le point de vue des Russes et des Chinois n'est pas restitué. Le point de vue des défenseurs de Kadhafi est totalement ignoré. Le journal *Le Monde* a adopté une posture idéologique, il soutient les adversaires du Guide libyen.Kadhafi joue le rôle du « méchant ». Dispose-t-il encore de stocks de gaz moutarde ? Les craintes manifestées par les rebelles « ne sont pas sans fondement ». Diverses sources prêtent à Kadhafi des stocks de gaz moutarde. Ils n'auraient pas tous été détruits selon l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Les États-Unis auraient connaissance de l'endroit où se trouvent ces stocks résiduels. « Ils seraient surveillés à l'aide de satellites ». Cependant, des inquiétudes demeurent. « Les arsenaux dispersés sur le sol libyen sont insuffisamment gardés ». Ici et là en Libye des armes et des substances à risque subsistent. Des terroristes pourraient s'emparer des unes et des autres[165]. Il ressort de l'article que la Libye est un pays potentiellement dangereux sous l'autorité de Kadhafi ou suite à des actions menées par des terroristes. Qui sont ces derniers ? Peut-on songer aux islamistes dont parle de loin en loin *Le Monde,* présentsaux côtés des insurgés qui bénéficient d'une présentation favorable ? L'article de Nicolas Bourciez introduit de l'inquiétude là ou d'autres articles donnent une image sympathique de la rébellion.

Dans un tout autre ordre d'idées *Le Monde* nous apprend que Kadhafi et les membres de sa famille savaient séduire des stars internationales en proposant des cachets mirobolants. Les Wikileaks, dont *Le Monde* a déjà parlé à propos de la Libye, constituent une mine de renseignements. Certaines de ces stars ont chanté pour Kadhafi en Libye. D'autres ont chanté dans les Caraïbes pour des membres de la famille Kadhafi, « décidément mélomane ». Antoine Kalewicz, auteur de l'article, écrit : « il n'est pas recommandé de se produire devant un dictateur, même quand la communauté internationale ne le critique pas encore. Personne

[164] Service international, « M. Kadhafi dénonce un complot occidental », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 5.
[165] Nicolas Bourciez, « Et si le colonel Kadhafi avait encore du gaz moutarde ? », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 3.

ne sait quand viendra la chute »[166]. Il est possible de proposer une autre interprétation. Kadhafi et les membres de sa famille disposaient de l'autorité et de l'argent pour accueillir des vedettes. Cela ne choquait point alors les stars citées. La situation ayant changé en Libye, ces stars se préoccupent d'associations humanitaires. En fait, la chute annoncée de Kadhafi reste surprenante. Politiques et diplomates voyaient de la stabilité en Libye, l'influence du « printemps arabe » en Egypte et en Tunisie a réveillé des forces hostiles au régime, souvent pour des raisons relevant du contexte tribal en Libye. Une collusion entre insurgés et pays occidentaux est apparue. Celle-ci amène à voir dans Kadhafi un dictateur que l'on a pourtant accepté pendant des années.

Il est difficile de se faire une idée exacte de ce que pensent les Libyens hors des zones tenues par la rébellion. Ce que dit le photographe Olivier Jobard d'une institutrice rencontrée à Tripoli n'éclaire pas vraiment le lecteur du *Monde*. Face à lui cette femme a tenu « des paroles très dures contre le régime ». Dans l'école où elle travaille, elle tient un autre propos : « Elle et ses collègues insistent sur la normalité de la situation ». Il y a bien des élèves en cours, moins que le nombre annoncé toutefois, constate le photographe[167]. Il a pris une photographie d'une salle de cours, un portrait du Guide libyen est toujours présent. Tripoli accueille toujours des élèves dans des classes. Le calme règne à Tripoli semble-t-il.

6 International
Les révoltes au Maghreb et au Moyen-Orient
Les deux discours d'une enseignante de Tripoli

Illustration n° 43 : Une salle de classe à Tripoli. Photographie : Olivier Jobard pour *Le Monde,* 10 mars 2011.

La France, ou pour mieux dire le gouvernement français, veut affronter Kadhafi. La première page du *Monde* du 11 mars propose un article dont le titre est explicite : « La France pousse ses alliés à procéder à des frappes aériennes en Libye ». Quand les Français parlent de

[166] Antoine Kalewicz, « Kadhafi, une manne pour les chanteurs people », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 23.
[167] Olivier Jobard, « Les deux discours d'une enseignante à Tripoli », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 6.

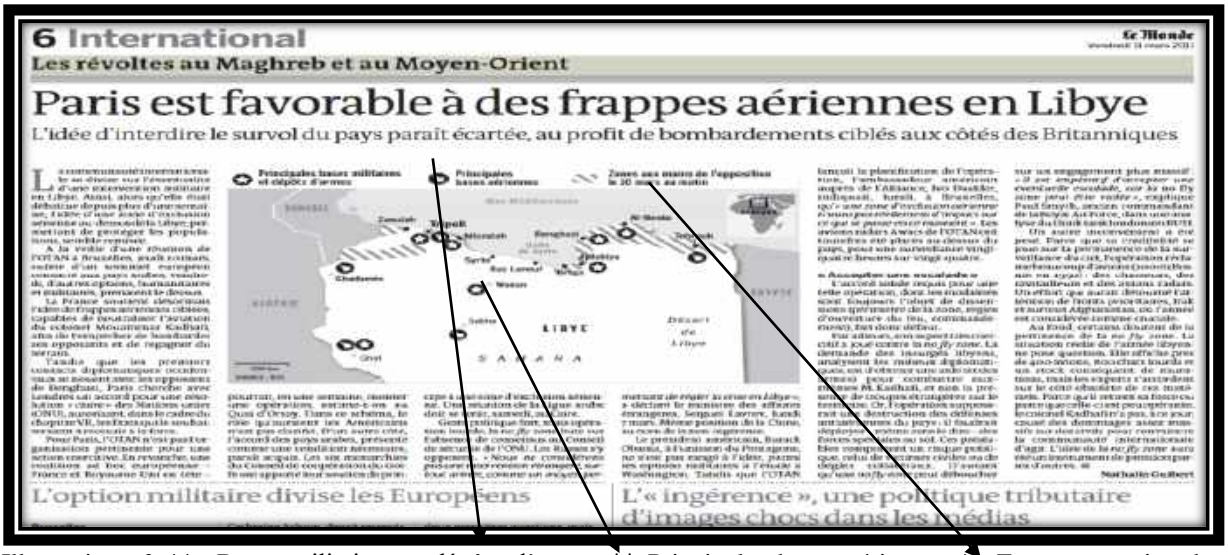
« créer une zone d'exclusion aérienne », il s'agit bien d'ingérence à l'égard de la Libye dans la proposition française puisque deux autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU s'en tiennent, contre cette proposition, au principe de non-ingérence : « La Russie et la Chine s'y opposent [à la proposition française d'ingérence] au nom de la non-ingérence »[168]. L'auteur de l'article nous apprend que les Américains sont réticents[169]. Une solution de repli semble avoir été trouvée par les Français et les Britanniques, il s'agirait de « bombardements ciblés pour neutraliser l'aviation du colonel Kadhafi ». Ce que la France attend de l'ONU, c'est un assentiment à l'égard de l'action militaire menée par les États qui souhaitent combattre Kadhafi. L'article publié en première page est complété en page intérieure avec un titre légèrement différent : « Paris est favorable à des frappes aériennes en Libye ». L'idée reste la même : face à la difficulté rencontrée par la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne, la France se contenterait de bombardements ciblés. La France attend beaucoup de l'OTAN et de ses partenaires européens, sans pour autant vouloir impliquer tous les pays dans une opération militaire. La journaliste, Nathalie Guibert, retient l'expression d'une « coalition ad hoc européenne France et Royaume-Uni en tête ». Pour ce qui est des pays arabes, dont l'accord pour une opération militaire est un préalable, il semble acquis. « Les six monarchies du Conseil de coopération du Golfe ont apporté leur soutien de principe à une zone d'exclusion aérienne ». Mais ces monarchies ne représentent pas la totalité du monde arabe. L'article ne dit rien des pays limitrophes de la Libye. Que pensent l'Algérie et la Tunisie d'une intervention étrangère ? La Russie et la Chine campent sur un positionnement habituel : refus d'une quelconque ingérence.

Les États-Unis ne sont pas enthousiastes pour des opérations militaires. La conclusion est nette : point d'accord solide sur une zone d'exclusion aérienne. Si l'on s'en tient à la demande des insurgés, elle est claire : « obtenir une aide (et des armes) pour combattre eux-mêmes M. Kadhafi ». Ce qui ressort de l'article rédigé par Nathalie Guibert, c'est l'isolement de la France, avec un allié, le Royaume-Uni. L'article de Nathalie Guibert est accompagné d'une carte qui donne une idée des forces en présence.

---

[168] Nous avons précisé la teneur des discussions à l'ONU sur l'ingérence et la non-ingérence dans l'examen des résolutions 1970 et 1973 de l'ONU dans le chapitre 1, *infra*.

[169] [Nathalie Guibert], « La France pousse ses alliés à procéder à des frappes aériennes en Libye », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 1.



6 International

Le Monde

Les révoltes au Maghreb et au Moyen-Orient

Paris est favorable à des frappes aériennes en Libye

L'idée d'interdire le survol du pays paraît écartée, au profit de bombardements ciblés aux côtés des Britanniques

Principales bases militaires et dépôts d'armes

Principales bases aériennes

Zones aux mains de l'opposition le 10 mars au matin

LIBYE

SAHARA

L'option militaire divise les Européens

L'« ingérence », une politique tributaire d'images chocs dans les médias

Illustration n° 44 : Bases militaires et dépôts d'armes ** Principales bases aériennes ** Zone aux mains de l'opposition le 10 mars au matin.

Deux autres articles éclairent la situation de la Libye en mars 2011. L'option militaire et l'ingérence sont problématiques, mal acceptées par de nombreux acteurs de la communauté internationale. Philippe Ricard donne une idée des préoccupations des Européens réunis à Bruxelles. Chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne participent le 11 mars à un sommet extraordinaire pour parler de la Libye. Aider à l'évacuation des réfugiés « aux frontières avec la Tunisie et l'Egypte », apporter une aide humanitaire : sur ces points un consensus est possible. En revanche l'idée d'une « éventuelle zone d'exclusion aérienne » n'emporte pas l'adhésion de tous les pays. Comme le constate « un diplomate de haut rang : *« Sur le terrain, le massacre annoncé n'a pas encore eu lieu et la famille Kadhafi a su changer de discours pour dénoncer toute ingérence à caractère colonial »* ». Bref, les Vingt-Sept ne sont pas unanimes. La France soutient le CNT. Nombreux sont les pays européens qui marquent moins d'enthousiasme que la France pour les insurgés. « Si les Européens sont peu ou prou d'accord pour demander au colonel Kadhafi de quitter le pouvoir, la question de la reconnaissance du Conseil national de transition, issu de l'insurrection, risque de tendre les débats. Pour Mme Ashton, *« c'est aux Etats de prendre la décision »*. Or, les capitales n'en font pas une priorité »[170]. L'attentisme de certains pays européens est alors exploité par le régime toujours en place à Tripoli. Kadhafi a envoyé des émissaires à Bruxelles afin d'exposer le point de vue du régime encore officiel. Les réticences de nombreux pays européens révélées dans *Le Monde* du 11 mars sont pour une large part en contradiction avec l'enthousiasme manifesté par les autorités françaises à l'égard des insurgés de Benghazi. Les

[170] Philippe Ricard, « L'option militaire divise les Européens », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 6.

lecteurs du journal peuvent alors prendre un certain recul par rapport aux déclarations de Sarkozy et Juppé.

Le deuxième article explicatif porte sur ce que recouvre la notion d'ingérence.[171] La France plaide pour une intervention militaire. Pour cela il faut gagner l'assentiment de l'opinion publique. Le 26 février la résolution 1970 à l'ONUa été retenue contre le régime libyen au prétexte d'attaques systématiques et généralisées contre des civils. « La justice internationale a été saisie sur cette base ». Sur le terrain, en Libye, il n'est pas dit qu'il y ait eu des massacres de civilsaussi importants quel'ont affirmé des détracteurs de Kadhafi.Le Conseil de sécurité n'est pas unanime. Deux de ses membres, la Russie et la Chine, sont toujours attachés à la souveraineté des États et ne cautionnent pas une ingérence au nom des droits de l'homme. La France, soutien inconditionnel du CNT, « semble se faire le relais des demandes de l'insurrection libyenne ». Mais elle n'a pas obtenu l'adhésion de l'ONU.

Aux États-Unis, un secrétaire à la Défense, Robert Gates, sur le point de quitter son poste, plaide pour que les États-Unis n'entrent pas en guerre avec la Libye. Adopter l'idée d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus du territoire libyen, « cela suppose d'attaquer au préalable la Libye, détruire sa défense antiaérienne et ses aéroports. C'est un acte de guerre ». Si « une action militaire ponctuelle » était initiée par les Français et les Britanniques, les États-Unis, selon Robert Gates, devraient les seconder avec une option militaire minimale. L'essentiel c'est de ne point donner l'impression que les États-Unis « s'engagent dans un énième conflit avec le monde arabo-musulman »[172]. Ce point de vue est vraisemblablement partagé par les hommes politiques européens, entre autres Angela Merkel et Berlusconi, qui ne sont pas aussi favorablesà une intervention militaire que Sarkozy et Cameron.

Kadhafi est toujours au pouvoir en mars 2011. La situation sur le front des combats ne lui est pas foncièrement défavorable, ses troupes en effet reprennent du terrain vers l'est de la Libye. Kadhafi n'ignore pas que la position française, favorable au CNT, n'est pas partagée par tous les pays européens, sa réussite sur le terrain ne peut que le servir auprès des pays qui ne partagent pas le point de vue de la France. Nicolas Sarkozy va de l'avant, il s'entretient à Bruxelles avec des émissaires du CNT. C'est dans la continuation du soutien manifesté par la France dès le 6 mars. « L'initiative française a contrasté avec la retenue exprimée par l'UE

[171] Natalie Nougayrède, « L'« ingérence », une politique tributaire d'images chocs dans les médias », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 6. Des indications historiques éclairent le lecteur sur « Des ingérences réussies, d'autres moins, ou inexistantes ». Cela prête à réfléchir sur les inégalités de traitement selon les régions du monde considérées.
[172] Alain Frachon, « La dernière leçon politique du chef du Pentagone », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 20.

dont la chef de la diplomatie, Catherine Ashton, a refusé, mercredi [9 mars], de soutenir la demande du CNT d'être reconnu comme seule autorité légitime […] ». Les lecteurs du *Monde* ont peut-être encore un mémoire un dessin de Plantu dénonçant l'attentisme de Catherine Ashton. Elle n'est pas seule en Europe à peser le pour et le contre. Le sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement européens le 11 mars a été précédé de démarches auprès de divers responsables politiques européens initiées par Kadhafi. « Un représentant du Guide libyen a ainsi été reçu de manière informelle mercredi [9 mars] à Lisbonne par le chef de la diplomatie portugaise […] ». Le jeudi 10 mars le chef de la diplomatie grecque s'est entretenu avec un autre émissaire de Kadhafi. À Bruxelles même « des émissaires du gouvernement libyens » auraient rencontré des responsables de l'UE et de l'OTAN. Les forces loyalistes ont « stoppé la progression des insurgés qui ont été contraints de se replier sur Ben Jawad ». Les informations fournies par le Service international du *Monde* montrent que Kadhafi n'est pas totalement démuni[173]. En revanche l'information donnée à la suite de l'article fourni par le Service international dessert Kadhafi. On apprend que des soldats libyens et des membres de la police secrète ont arrêté et malmené physiquement les membres d'une équipe de la BBC[174].

Sur le front de l'est, la situation militaire est contrastée. Les jeunes insurgés, les *chabab*, disposent de canons et de lance-missiles fournis par des officiers libyens qui ont rejoint le camp des rebelles. La confrontation avec l'armée libyenne est terrible. « Tirs de canons, de mortiers, de roquettes : un déluge de feu s'abat sur les rebelles ». Beaucoup s'en remettent à Allah ! L'hôpital de Ras Lanouf reçoit des blessés par dizaines. Le duel d'artillerie a été emporté par les forces loyalistes. « À chaque fois qu'un blessé sort d'une ambulance, les *chabab* crient « Allah est grand ! ». Les infirmiers tentent de se faufiler avec les brancards parmi les combattants en colère et en armes ». L'envoyé spécial du *Monde* à Ras Lanouf écrit : « Les troupes de Tripoli ont dû, elles aussi, subir des pertes, et ne doivent pas être ravies de découvrir les armes dont les insurgés disposent maintenant »[175]. Les forces loyalistes ont désormais devant elles des combattants bien équipés en armes.

---

[173] Service international, « Le Guide libyen dépêche des émissaires en Europe », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 7.
[174] « Une équipe de la BBC arrêtée et rouée de coups en Libye », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 7.
[175] Rémy Ourdan, « Sur la route de Ben Jawad, les rebelles testent leurs nouvelles armes », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 7.

Le Monde

International 7

Les révoltes au Maghreb et au Moyen-Orient

Le Guide libyen dépêche des émissaires en Europe

De leur coté, des représentants de la rébellion devaient être reçus, jeudi, par Nicolas Sarkozy

Les insurgés tentent une avancée vers Ben Jawad, mercredi 9 mars, sur la côte libyenne.

Sur la route de Ben Jawad, les rebelles testent leurs nouvelles armes

Illustration n° 45 : Les insurgés tentent une avancée vers Ben-Jawad, mercredi 9 mars, sur la côte libyenne. Jérôme Sessini /Getty images pour *Le Monde*.

La question des armes est importante pour le devenir de la rébellion. La Russie, qui fournissait des armes à Kadhafi, « a interdit toute vente d'armes à Tripoli », et « suspend aussi ses contrats d'armement en cours ». La décision de la Russie s'inscrit dans la continuité de la résolution 1970 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU, un embargo a été décidé le 27 février sur les armes destinées à la Libye[176]. Les insurgés disposent d'armes, et pas seulement celles des militaires libyens qui rejoignent la rébellion à Benghazi. En effet des armes sont fournies par des pays étrangers. On songe en particulier au Qatar[177].L'article de Rémy Ourdan est accompagné d'une carte afin de situer en Libye la zone des combats sur la route de Ben Jawa.

[176] « Moscou interdit et suspend les ventes d'armes à la Libye », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 7.

[177] Voir Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Qatar Les secrets du coffre-fort*, Éditions Michel Lafon, 2013, p. 179.

Illustration n° 46 : Deux villes où ont lieu des combats.

La première page du journal *Le Monde* est très largement occupée par une annonce importante : le Japon a subi un tsunami et un séisme, le plus violent depuis 140 ans. Pour autant la Libye est toujours présente en première page, en bas à gauche avec une photographie et le début d'un article de Rémy Ourdan.

A Ras Lanouf, les rebelles en déroute

Les forces du colonel Kadhafi ont repris la ville pétrolière

Reportage

Ras Lanouf et Brega
Envoyé spécial

Après l'attaque, la retraite. Vingt-quatre heures exactement après avoir lancé, pour la première fois, des missiles et des roquettes sur les positions de l'armée libyenne à Ben Jawad, les rebelles ont dû fuir face à l'avancée des soldats de Tripoli. Ils ont quitté leur bastion de Ras Lanouf, qui était, depuis une semaine, leur ultime base avant la ligne de front. L'attaque de l'armée libyenne a été rapide, efficace. Il semble qu'elle ait avancé durant la nuit, à travers le désert.

Rémy Ourdan

Lire la suite page 6

JÉRÔME SESSINI / REPORTAGE BY GETTY IMAGES

Illustration n° 47 : Jérôme Sessini/Getty images.

Le titre de l'article est éloquent : « À Ras Lanouf, les rebelles en déroute ». L'armée libyenne qui semblait désemparée face à l'armement des rebelles a été « rapide, efficace ». Elle a reconquis des territoires perdus les jours précédents. La photographie montre des hommes sans uniformes, des rebelles, dont l'un est blessé. L'envoyé spécial du *Monde*Rémy

Ourdan insiste, dans la suite de l'article page 6, sur le fait que les insurgés étaient « sans chefs ni stratégie ».

Illustration n° 48. Le combat est toujours acharné dans cette zone.

Faute d'armes lourdes, l'armée des *chabab* (jeunes) « n'avait aucune chance de tenir Ras Lanouf ». « […] les rebelles n'ont pu que fuir ». « La rébellion libyenne, commente Rémy Ourdan, ne manque pas seulement d'armement, elle manque aussi cruellement d'officiers pour transmettre des informations fiables aux combattants.

Des témoignages de combattants blessés réunis à Brega, ville située à l'est de Ras Lanouf, il ressort un grand désarroi. Rémy Ourdan écrit à leur propos : « C'est l'histoire des hommes qui rêvent d'abattre un dictateur mais oublient qu'il a à son service une armée qui sait faire la guerre. C'est au moins le temps d'une journée, l'histoire triste d'une déroute »[178]. Paradoxament, dans la même page 6, le lecteur du *Monde* découvre des propos d'Iman Bugaighis, une des porte-parole du Conseil national de transition libyen, propos recueillis par Nicolas Bourcier. « Professeure de médecine dentaire âgée de 50 ans, elle a participé au mouvement insurrectionnel dès le 17 février ». Que sa profession soit indiquée est important : le lecteur du *Monde* apprend ainsi que la rébellion dispose de professionnels de qualité. Elle dit combien les membres du CNT sont « ravis » de la position française, la France ayant reconnu le CNT. Elle comprend les réticences de certains pays à l'égard du CNT, insiste sur le travail déjà accompli. Elle n'ignore pas les blocages à l'ONU de la Russie

[178] Rémy Ourdan, « À Ras Lanouf, les rebelles font l'apprentissage de la déroute », *Le Monde*, 12 mars 2011, p. 6 (suite de l'article en première page).

et de la Chine. Les membres du CNT préparent une Constitution. « Nous voulons, dit-elle, une république démocratique, multipartite, respectueuse des minorités ethniques ». Elle affirme : « Aucun parti ne nous fait peur. Si les islamistes obtiennent 5% des voix, nous les accepterons dans le débat politique ». Rien n'est dit explicitement des fidèles du régime que les rebelles combattent. « Une chose est sûre désormais, dit-elle encore, il n'y a pas de retour en arrière possible »[179].

Le gouvernement des États-Unis établit des contacts avec le CNT. Dans le même temps le directeur national américain soutient qu'avec le temps Kadhafi devrait l'emporter. De quoi dérouter les lecteurs du *Monde* qui découvrent dans la même page du journal des déclarations contradictoires. Une photographe, Jérôme Delay, cité page 6, indique avoir rencontré une famille de Tripoli favorable à Kadhafi. Une photographie montre un jeune membre de cette famille, « qui a travaillé dans une banque », qui « porte son uniforme avec fierté ».

Illustration n° 49 : Jérôme Delay/AP pour *Le Monde*.

L'entretien avec une porte-parole du CNT rappelle aux lecteurs du journal *Le Monde* que la France a reconnu le CNT. Cette reconnaissance n'est pas appréciée de la part des partenaires européens de la France. Natalie Nougayrède et Philippe Ricard précisent : « Les initiatives unilatérales de Nicolas Sarkozy sont sévèrement critiquées par les partenaires européens de la France ». Les deux journalistes précisent : « […] la France, menacée d'isolement chez les alliés en raison de sa posture plus offensive jugée singulière, s'est

[179] « L'insurrection est « au début d'un processus qui ne s'arrêtera pas » », *Le Monde*, 12 mars 2011, p. 6.

associée avec le Royaume-Uni pour proposer une feuille de route susceptible d'accroître la pression sur le Guide libyen ». Nombreux sont les gouvernements européens qui admettent la nécessité d'une aide humanitaire, acceptent l'idée de pressions politiques à l'encontre du régime de Kadhafi, mais qui ne veulent pas s'impliquer dans une intervention militaire. L'OTAN, comme l'UE, est sur la réserve. Un exemple significatif dans l'article, celui de l'Allemagne : « […] les officiels allemands sont furieux du geste français de reconnaissance du « Conseil » libyen de Benghazi comme seule entité représentative de la Libye »[180]. Il est vrai que les circonstances de cette reconnaissance sont surprenantes. Ce n'est ni l'Élysée ni le Quai d'Orsay qui ont annoncé la reconnaissance du CNT, mais les émissaires eux-mêmes de cet organisme, reçus à Paris, à la sortie d'un entretien, auquel assistait le philosophe Bernard-Henri Lévy qui a fait le lien entre le président du CNT et le président Sarkozy le 3 mars, alors qu'il se trouvait à Benghazi « Les deux hommes se retrouvent le 7 mars à l'Élysée […] ». Les partenaires européens de la France ont été surpris de cette façon de faire, pas respectueuse des canaux diplomatiques habituels[181].

La guerre en Libye peut-elle avoir des conséquences sur la circulation du pétrole libyen ? Sans doute. Ce sujet n'est pas à proprement parler ni aborder dans l'article de Jean-Michel Bezat, intitulé « Les Etats-Unis, gendarme du pétrole », publié dans *Le Monde* du 12 mars 2011. La question du pétrole est importante, « […] en 2030, près de 80% de l'énergie consommée restera d'origine fossile ». A côté d'informations sur l'actualité au jour le jour, il est bon de donner des informations sur des sujets ne relevant pas de l'actualité. La sécurisation du transport des hydrocarbures concerne tous les pays, producteurs et consommateurs. Il est bon que les lecteurs du *Monde* en prennent conscience. Le nom de la Libye n'apparaît pas dans le texte cité, le Maghreb est nommé par Jean-Michel Blazat[182]. La Libye apparaît sur la carte qui accompagne l'article.

[180] Natalie Nougayrède et Philippe Ricard, « L'embarras des Occidentaux face à la guerre en Libye », *Le Monde*, 12 mars 2011, p. 5.
[181] N. Nougayrède et P. Ricard, « Le jour où « BHL » est devenu le porte-parole de l'Élysée », *Le Monde*, 12 mars 2011, p. 5.
[182] Jean-Michel Blezat, « Les Etats-Unis, gendarme du pétrole », *Le Monde*, 12 mars 2011, p. 7.

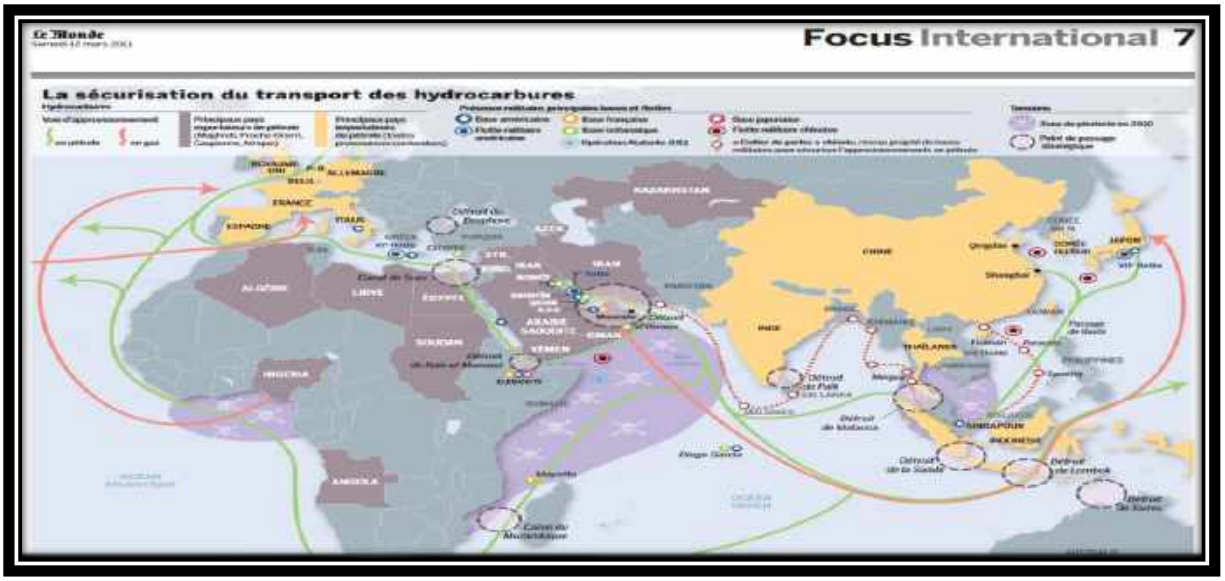


Illustration n° 50 : La sécurisation du transport des hydrocarbures. Sources : The military balance 2010, IISS ; Bureau maritime international, *BP Statistical Review* 2010 ; *Atlas géopolitique des espaces maritimes*, éd. Technip ; CIA World Factbook.

Le journal *Le Monde* revient sur les événements de Ras Lanouf. Les insurgés hostiles à Kadhafi ont été repoussés vers l'est de la Libye par les forces restées loyales. Un photographe et un journaliste ont suivi les combats du côté des insurgés. On peut s'étonner que le journal *Le Monde*, normalement soucieux d'équité, n'envoie pas un journaliste pour couvrir les combats du côté des forces armées loyalistes. Le photographe et le journaliste ont vécu les combats au jour le jour. Rémy Ourdan note combien les jeunes rebelles, « chômeurs, étudiants, ouvriers, intellectuels », ont été surpris par la violence des combats. « […] harcelés par les bombardements, ils voient leurs amis morts, blessés, mutilés, brisés. Alors ils crient, ils pleurent, ils implorent Dieu ». Les jeunes hommes « se retrouvent au front, excités et terrifiés, grisés et piégés »[183]. Le photographe Jérôme Sassini a pris plusieurs photographies des rebelles. Le lecteur du *Monde* en découvre une, en première page, puis pages 18-19.

[183] Rémy Ourdan, « Ras Lanouf Au cœur de la bataille », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 1 et p. 18.

Photoreportage Au cœur de la bataille de Ras Lanouf

Sur le front, avec les insurgés « chabab » anti-Kadhafi

La bataille pour le contrôle de la ville pétrolière de Ras Lanouf (Libye) semble tourner à l'avantage des forces restées fidèles au colonel Kadhafi. Nos envoyés spéciaux, Jérôme Sessini et Rémy Ourdan, l'ont vécue au jour le jour côté rebelles. Ils témoignent de la violence des combats.

Sur le plan diplomatique, les Vingt-Sept n'ont pas réussi, vendredi 11 mars à Bruxelles, à se mettre d'accord sur une position commune quant à la possibilité d'intervenir militairement en Libye.

Lire pages 18 et 19 et nos informations pages 7, 8, 9

Illustration n° 51 : Dans ce pickup on voit des hommes : parmi eux, un homme debout porte une barbe, son regarde est fixé vers son ami qui n'est pas visible, un autre porte une bouteille d'eau. Cet homme sait que, dans le monde islamique, si quelqu'un est en train de mourir, au moment où l'âme va sortir de son corps, il faut mouiller ses lèvres ou mettre quelques gouttes d'eau dans sa bouche, cela peut contribuer à soulager quelque peu ses souffrances. Sur la côté droit de la photo on voit un homme marchant la tête baissée.

Ce qui démoralise le plus les insurgés, c'est l'intervention possible contre eux des avions de chasse libyens. Les rebelles ont perdu du terrain. Ils ont été chassés de Ben Jawad, dans le golfe de Syrte, puis de Ras Lanouf. « Ils se sont repliés à l'est de Ras Lanouf, sur la route de Brega ». L'armée libyenne procède à des bombardements et à des raids aériens. « C'est la terreur des insurgés […] »[184].

La position des pays européens n'a pas changé d'un jour sur l'autre. La France et le Royaume-Uni font face aux réticences de l'Allemagne et des autres pays européens. Un compromis entre les uns et les autres a été trouvé. « Les Européens ont décidé de ne pas intervenir militairement en Libye dans l'immédiat, mais ils n'ont pas exclu de le faire plus tard. Ce compromis a été forgé lors du Conseil européen du 11 mars, afin de satisfaire à la fois Nicolas Sarkozy et son allié, le premier ministre britannique David Cameron, et d'autre part, la chancelière allemande Angela Merkel et la plupart des Vingt-Sept ». Le président français, en reconnaissant le CNT installé à Benghazi, « à la surprise générale », a beaucoup troublé ses partenaires européens. Des hommes politiques européens se veulent prudents.

[184] Rémy Ourdan, « Les raids aériens terreur des « chabab » libyens », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 7.

Intervenir en Libye contre Kadhafi, cela doit s'accompagner d'une base juridique claire, du soutien de pays arabes ; intervenir en Libye, oui, à la condition que Kadhafi s'en prenne violemment à la population civile, commette « un crime contre ses populations ». La base juridique est attendue de l'ONU, or à l'ONUla Russie et la Chine sont jusqu'alors hostiles à une intervention étrangère contre Kadhafi. La haute représentante de l'Union européenne pour les affaires européennes, « devrait envoyer une mission à Benghazi, afin de lever les doutes qui persistent dans certains pays sur le Conseil national libyen »[185].Le CNT est toutefois déjà perçu comme « un interlocuteur » par de nombreux responsables del'UE, Kadhafi est « lâché par les Européens », dit-on. Il y a donc des différences d'appréciation.Les lecteurs du *Monde* se souviennent peut-être d'un dessin de Plantu, en première page, représentant Catherine Ashton indifférente à la souffrance des Libyens. Les journalistes Arnaud Leparmentier et Philippe Ricard valorisent le point de vue de Nicolas Sarkozy, en le citant longuement.Ilsdonnent des informations sur les réticences de nombreux pays européens, mais n'exposent pas clairement sur quoi se fondent les réticences des hommes politiques européens réservés quant aux décisions du président français.

Au sein même de la diplomatie française, les positions politiques adoptées par le président français n'obtiennent pas l'assentiment. Le ministre des Affaires étrangères lui-même, Alain Juppé, n'était pas au fait de la décision de Nicolas Sarkozy de reconnaître le CNT. *« C'est la première fois dans l'histoire de la Ve République qu'une décision majeure de politique étrangère est annoncée par… des personnalités étrangères ! »*, s'étrangle un diplomate. « L'entrée en jeu du philosophe Bernard-Henri Lévy, qui s'est mis à parler pour le chef de l'Etat » déplaît au Quai d'Orsay. Les diplomates s'efforcent d'expliquer la décision française aux Européens, aux Américains, aux Russes. Ces derniers, « qui, depuis l'évacuation de l'ambassade de France à Tripoli, fin février, étaient chargés de représenter les intérêts français en Libye » n'étaient pas au courant… tant et si bien que le ministre français Alain Juppé a dû s'adresser à son homologue russe, Sergueï Lavrov, pour donner des renseignements. Natalie Nougayrède, dans l'article qu'elle a rédigé sur la situation diplomatique de la France après la reconnaissance du CNT par la France, précise bien que la France ne s'est pas souciée des autres pays. Un passage de son article est significatif. Elle écrit : « L'annonce rocambolesque de la reconnaissance du « Conseil » de Benghazi a mis

[185] Arnaud Leparmentier et Philippe Ricard, « Libye : l'Europe écarte pour l'instant l'option militaire », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 7.

tout le monde dans l'embarras »[186]. Cet article éclaire les lecteurs sur l'isolement de la France et sur l'interventionnisme personnel de Sarkozy.

Pour ce qui est des Américains, le président Obama est toujours hostile à une intervention militaire contre Kadhafi parce que celle-ci ne pourrait que déplaire aux populations arabes d'une part, à la Ligue arabe d'autre part. Divers experts affirment qu'il ne faut pas intervenir en Libye. « Pour le général Wesley Clark, démocrate, ancien commandant des forces de l'OTAN en Europe, les conditions ne sont réunies ni pour imposer une zone d'exclusion aérienne, ni pour armer les rebelles ». Un chroniqueur républicain affirme que renverser Kadhafi « ne fait pas partie de l'intérêt national américain ». Les documents diplomatiques américains révélés par WikiLeaks montrent que l'on ne songeait pas en 2010 à un renversement de Kadhafi, tout au contraire (Voir *Le Monde*, 9 mars 2011, p. 17). La solution à laquelle songe Barack Obama n'est pas militaire, il s'agirait de forcer Kadhafi à se retirer, en conjuguant une pression internationale et un activisme des groupes d'opposition à Kadhafi. « Un diplomate américain a été affecté à Benghazi pour prendre contact avec les groupes d'opposition. Les responsables américains comptent sur les rebelles. » Hillary Clinton, secrétaire d'État, projetait de rencontrer le 14 mars à Paris des délégués du CNT. Le président américain affirme en mars 2011 : « *Kadhafi est du mauvais côté de l'Histoire* […] »[187].

Le Monde donne bien peu de renseignements sur les deux informations suivantes. La Libye rompt ses relations diplomatiques avec la France. Kadhafi « a déclaré que le gouvernement libyen était indigné de la décision de la France, annoncée le 10 mars, de reconnaître les autorités rebelles libyennes […] »[188]. Il s'agit de la reconnaissance du CNT. *Le Monde* se contente de citer une dépêche AFP. Pourquoi ne pas exposer précisément le point de vue du gouvernement libyen officiel ? Autre dépêche AFP relayée par *Le Monde* : des responsables politiques africains importants songent à une médiation en Libye afin d'obtenir une cessation des hostilités[189]. Les pays africains devraient avoir autant de prix que les pays de l'Union européenne. Le lecteur du *Monde* n'accède pas à l'analyse des chefs d'État africains

[186] Natalie Nougayrède, « Le coup d'éclat de l'Elysée met M. Juppé en porte-à-faux », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 8.
[187] Corine Lesnes, « M. Obama veut « chasser du pouvoir » le colonel Kadhafi mais reste prudent sur l'opportunité d'une « ingérence » », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 8.
[188] « Suspension des relations diplomatiques avec la France », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 8.
[189] « Une mission de médiation africaine », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 8.

membre de l'Union africaine. Est-ce du parti pris ? Est-ce parce que le lectorat du *Monde* s'intéresse aux pays proches de la France et pas aux pays africains ?

Jour après jour, les lecteurs du *Monde* découvrent le témoignage d'un photographe qui fait partie des journalistes autorisés à se rendre à Tripoli par le ministère libyen de l'Information. Jérôme Delay est allé à Zaouïa le 11 mars. Il a découvert une ville qui « était aux mains de l'insurrection » et qui ne l'est plus. « […] quelque 300 partisans du colonel Mouammar Kadhafi agitent leurs drapeaux verts devant les caméras. Les immeubles éventrés de 10 étages qui délimitent la place centrale ont été recouverts de rubans géants vert et blanc. Une mise en scène macabre, jusqu'au centre du square où les corps des opposants morts au combat et enterrés sur place ont été enlevés. Les graffiti ont été effacés. […] nous devons photographier la liesse populaire et l'euphorie de la victoire. Pas la mosquée au minaret arraché, pas les immeubles éventrés, pas l'hôtel explosé »[190]. À lire le commentaire du photographe, le lecteur est tenté de penser que la scène est factice, organisée pour des journalistes étrangers. Les adversaires de Kadhafi ont-ils été vaincus ? Kadhafi a-t-il des soutiens dans Zaouïa ? La photographie prise par Jérôme Delay montre des employés de la voirie avec des balais et au premier plan un homme qui fait un geste avec son bras.

Illustration n° 52 ; « Mise en scène macabre à Zaouïa », Jérôme Delay/AP pour *Le Monde*.

La première page du journal *Le Monde* du 15 mars est largement consacrée à un séisme et à un tsunami qui ont ravagé le Japon. La Libye n'a pas disparu de cette première page, elle occupe une place modeste avec un titre susceptible d'attirer l'attention des lecteurs :

[190] Jérôme Delay, « Mise en scène macabre à Zaouïa », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 8.

« En Libye, la contre-attaque de Mouammar Kadhafi progresse ». Deux pages intérieures sont consacrées à la Libye, l'une porte sur les avancées des forces loyalistes vers l'est, l'autre sur la perception des événements par les Occidentaux. L'envoyé spécial du *Monde*, Rémy Ourdan, rappelle la chronologie des événements des journées précédant le 15 mars. « Après la chute de Ras Lanouf puis celle de Brega, la dernière clé pour l'armée de Tripoli est Ajdabiya. C'est un carrefour stratégique ». Le bastion de Ras Lanouf fut pris le 10 mars. Depuis les jeunes combattants rebelles, subissant les bombardements, cèdent du terrain. Brega est tombée le 13 mars. Ajdabiya ne dispose pas de ligne de défense, les jeunes *chabab* « ont en grande majorité disparu ». Les habitants eux sont pour la plupart restés dans la ville.

Qu'est devenue « l'armée » de l'insurrection, « encadrée par des officiers qui ont changé de camp » ? Rémy Ourdan rapporte les propos du « chef d'état-major des forces armées de la révolution du 17 février », Abdel Fatah Younis, « un vieux compagnon du colonel Kadhafi, dont il fut le chef des forces spéciales, puis le ministre de l'Intérieur », rallié à l'insurrection. Pour lui, les *chabab* ont avancé vers l'ouest trop rapidement, ils devront se coordonner avec l'armée de la révolution. Les *chabab* se méfient des officiers anciennement fidèles de Kadhafi devenus révolutionnaires. Le général Younis affirme que la ville d'Adjabiya sera défendue. Est-ce exact ? Les forces militaires de la révolution ne sont pas « visibles » d'après le journaliste. Benghazi, point de départ de l'insurrection, « se prépare à devenir éventuellement la ligne de front »[191].

Faute d'informations sur l'état des forces en présence, le journaliste ne saurait donner une idée claire de la situation dans l'est de la Libye. Une fois encore, les lecteurs du journal entendent un partisan des rebelles, ex-kadhafiste, mais pas un officier de l'armée régulière qui a investi Ras Lanouf et Braga. Une carte situe la ville de Braga tombée le 13 mars et d'autres villes évoquées dans *Le Monde* des 13-14 mars.

[191] Rémy Ourdan, « Les pro-Kadhafi avancent vers des rebelles invisibles », *Le Monde*, 15 mars 2011, p. 13.

Le Monde

International 13

Les révoltes au Maghreb et au Moyen-Orient

Les pro-Kadhafi avancent vers des rebelles invisibles

Après Ras Lanouf et Brega, les troupes libyennes menacent Ajdabiya

Brega, Ajdabiya, Benghazi
Envoyé spécial

Les insurgés fuient Brega, tombée, dimanche 13 mars, aux mains des soldats du colonel Kadhafi.

Illustration n° 53 : Les insurgés fuient Brega, tombée, dimanche 13 mars, aux mains des soldats du colonel Kadhafi. J. Sessini/Getty images pour *Le Monde*.

L'envoyé spécial du *Monde* à Benghazi, Nicolas Bourcier, rend compte du climat dans cette ville. « Après trois semaines d'euphorie, Benghazi, la ville rebelle qui s'était mise à croire, depuis l'insurrection du 17 février, à la chute de Mouammar Kadhafi se prépare au pire ». Le journaliste indique que les réunions du CNT « se sont multipliées » le 13 mars. Il propose une suite d'informations présentant des défenseurs de l'insurrection. Une « avocate et membre des nouvelles instances dirigeantes de la ville », Salwa Bugaighis déclare : « C'est la guerre, ce n'est plus la révolution ». Elle « ne porte pas le voile » précise le journaliste. Elle était de ceux qui ont « rencontré les émissaires français, venus à Benghazi […] après l'annonce de la reconnaissance du Conseil national de transition ». C'est donc une personnalité qui mérite d'être entendue. Un « militant de la première heure et Co-initiateur sur Facebook de la manifestation du 17 février » témoigne aussi. Voici une autre personnalité qui sert la cause de l'insurrection. Ce militant insiste sur l'importance de la reconnaissance du CNT pour Paris. Le vice-président du CNT Abdelhafed Ghoga insiste sur la nécessité d'une zone d'exclusion aérienne. Ce propos renvoie à des propos déjà rapportés dans le journal *Le Monde* les jours précédents. Un père de famille a accompagné un de ses fils à un centre de recrutement. Pour lui, il ne faut pas céder face à Kadhafi.

L'auteur de l'article, Nicolas Bourcier, note qu'une « foule compacte » a assistée aux obsèques d'un « cameraman de la chaîne Al-Jazzera tué dans une embuscade près de Benghazi ». L'information est donnée sans commentaire, aux lecteurs de se rappeler que la chaîne Al-Jazzera du Qatar est très impliquée auprès des rebelles de Benghazi. Des jeunes

gens se disent « terrifiés par la violence de Kadhafi ». Faute d'expérience militaire, ils ne s'engagent pas, se contentant de « suivre les informations des chaînes arabes » à la télévision[192]. Le tableau proposé par Nicolas Bourcier ne saurait être complet. Il donne une certaine idée, déjà orientée, de ce que pensent des habitants de Benghazi, en temps de guerre.

Loin de Benghazi, le photographe Jérôme Delay est à Tripoli. Accompagné d'un fonctionnaire du ministère de l'information, il fait des courses. Il rencontre un marchand ambulant « qui vend de la copie et porte ce qu'il vend. » Il « parle peu. Très peu. » Il ne veut pas raconter son histoire. » « Peur d'être vu en train de parler avec un photographe étranger ? Peur de rater une vente ? » Comment interpréter un texte ? Il est difficile de voir dans la scène racontée le résultat d'une censure imposée par le régime. Le fonctionnaire ne semble pas intervenir, il n'interfère pas dans le dialogue. La photographie, qui accompagne le texte, semble montrer un marché en plein air, des vêtements sur des portants sont visibles.

Illustration n° 54 : « Hamed, le vendeur silencieux de la rue Rachid, à Tripoli ». Photographie de Jérôme Delay/AP pour *Le Monde*.Ce lieu est très connu à Tripoli, là où se trouve un grand marché de vêtements, il y a aussi un marché à poissons. Aux yeux des Libyens, l'image de Hamed est négative, c'est l'image du voyou.

Les articles proposés par *Le Monde* le 15 mars 2011 ne présentent pas les rebelles sous un jour héroïque, ce qui diffère de ce que l'on a pu lire à d'autres dates dans *Le Monde*. Ils donnent des renseignements à partir de divers témoignages. Dans une modalité apparemment objective. Ils n'exposent pas le point de vue des fidèles de Kadhafi alors qu'une contre-attaque a eu lieu, que ceux-ci l'emportent contre les insurgés, et que cette contre-attaque

[192] Nicolas Bourcier, « Benghazi doute : « C'est la guerre, ce n'est plus la révolution », dit une figure de la rébellion », *Le Monde*, 15 mars 2011, p. 13.

menée par des forces loyalistes a surpris les Occidentaux. Des villes dans la zone occupée par des rebelles sont tombées aux mains des troupes de Kadhafi.

Hors de la Libye, il n'y a pas unanimité chez les responsables politiques.*Le Monde* indique que de nombreux ministres des Affaires étrangères, pas seulement européens, se sont réunis à Paris, à la demande de la France le 14 mars. La question d'une zone d'exclusion aérienne divise toujours les membres du Conseil de sécurité. Russes et Chinois sont hostiles à la proposition franco-britannique. Les lecteurs du *Monde* ont déjà rencontré des articles sur ce sujet.

Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, « a appelé de ses vœux une accélération des efforts internationaux pour répondre à un appel de la Ligue arabe en faveur de l'instauration » d'une zone d'exclusion aérienne. La France se trouve dans une grande proximité avec la Ligue arabe. Elle est à la date de parution du journal « le seul pays à avoir formellement reconnu le Conseil national de transition […]. » L'Union européenne « s'est limitée […] à considérer le Conseil comme « « un interlocuteur politique légitime » ». Les États-Unis prennent des contacts simplement. *Le Monde* affirme, en citant le secrétaire au Foreign Office britannique, qu'il y a « une inquiétude occidentale »[193]. La victoire de Kadhafi contre les rebelles serait un cauchemar pour le peuple libyen, a-t-il dit. Peut-on prêter cette affirmation à tous les Occidentaux ? Le débat aurait mérité d'être ouvert.

Illustration n° 55.

[193] Service international, « Les Occidentaux sont pris de court par la contre-attaque de l'armée libyenne », *Le Monde*, 15 mars 2011, p. 14.

1.5.5. *Le monde* prend position

Pour ce qui est de la Libye, l'éditorial du *Monde* daté du 16 mars 2011 met à juste titre l'accent sur une situation paradoxale. « Le régime libyen perd chaque jour un peu plus de soutien dans la communauté internationale. […] Mais, jour après jour, les forces du colonel Kadhafi reprennent le terrain conquis par l'insurrection qui s'est levée il y a un mois et demi pour libérer le pays d'une ubuesque dictature ». Dans les lignes qui suivent, rien n'est dit sur ce qui peut expliquer la réussite des troupes fidèles au régime. Dans les jours précédant le 16 mars, les lecteurs du *Monde* ont pourtant pu apprendre que Kadhafi bénéficiait toujours de soutiens à Tripoli, que les insurgés ont abandonné des villes dans la précipitation, des villesun temps conquis. Rien n'est dit sur l'état réel de l'opinion en Libye. Kadhafi est-il aussi isolé qu'on le prétend ? Est-il à la tête d'un régime « ubuesque » ? À quoi se référer face àl'emploi du mot « ubuesque », lié à une pièce de théâtre française, *Ubu roi*, conçue par Alfred Jarry ? Ce mot a-t-il sens pour parler d'un pays africain ? Il s'agit évidemment de donner une image négative de Kadhafi. Une phrase dans l'éditorial du *Monde* donne une information sur la puissance de l'armée libyenne, fidèle au régime : « En l'état actuel des forces en présence, rien n'arrêtera l'armée libyenne ». Pourquoi ne pas avancer une analyse afin d'expliquer la loyauté de l'armée ? Pourquoi ne pas préciser les contours idéologiques de l'insurrection initiée à Benghazi ?

À propos du régime libyen il est dit ceci : « Traité comme un paria, mis au ban des nations, pestiféré et décrété « illégitime », il est abandonné par ses derniers alliés. Il est condamné ». Les jours précédant le 16 mars, dans le journal *Le Monde*, on a pu apprendre que de nombreux pays européens étaient plus que réservés à propos de l'idée de zone d'exclusion aérienne. L'Allemagne n'était pas sur les positions de la France et de la Grande-Bretagne, l'Italie non plus. A-t-on donné la parole aux adversaires du positionnement idéologique de Sarkozy dans le journal *Le Monde* ? Bien rarement dans les pages « Débats ». A-t-on parlé des islamistes combattant avec les insurgés de Benghazi ? Bien rarement dans les articles des envoyés spéciaux en Libye.

« Le régime de Mouammar Kadhafi est jugé illégitime par les Etats-Unis, l'Europe et même la Ligue arabe […]. Il vient de perdre l'un de ses derniers soutiens à l'ONU : la Russie ». La Russie, comme la Chine, s'opposait à toute forme d'ingérence en Libye. Sa position a évolué sur le régime mais pas sur l'ingérence. La Ligue arabe est dirigée par le Qatar, impliqué directement auprès de l'insurrection. Pour ce qui est de l'Europe, il n'y pas

vraiment adhésion totale à la position de Sarkozy, mais pas de foncière hostilité non plus. En fait, dans l'éditorial du *Monde*, il s'agit de marteler une affirmation : Kadhafi est abandonné, Kadhafi est condamné. Pour ce qui est du CNT, il s'agit de donner raison à la France, premier pays qui a reconnu celui-ci. « Chaque jour, l'opposition, regroupée au sein d'un Conseil national transitoire, gagne en reconnaissance internationale. » Donnera-t-on une idée sur sa proximité avec les Frères musulmans même si cela est documenté ? Non, il ne s'agit pas de détourner une opinion française hostile à Kadhafi de l'opposition anti-Kadhafi active en 2011. Les étrangers qui travaillaient en Libye ont quitté le pays. Il est donc désormais plus facile de combattre Kadhafi, laisse-t-on entendre. Pourquoi ne pas rappeler dans *Le Monde* que ces travailleurs étrangers ont fui des combats initiés par l'insurrection à l'est de la Libye ? Pourquoi ne pas rappeler qu'une fuite des étrangers a été organisée par la communauté internationale au lieu de rechercher des accords avec les autorités légitimes de la Libye en 2011 ?

L'éditorial connaît un renversement à mi-parcours de sa construction, initié par l'adverbe « mais ». « […] tout se passe comme si la communauté internationale s'était résignée à voir le colonel Kadhafi écraser l'insurrection et rester au pouvoir. » Nombreux sont les lieux du monde dans lesquels des insurgés sont écrasés par le pouvoir en place. La communauté internationale ne s'est guère souciée de Bahreïn. Le journal *Le Monde* propose le 16 mars un article intitulé « L'Arabie saoudite au secours du roi du Bahreïn ». En dehors de l'Iran qui a protesté, qui se soucie du sort des habitants de ce petit pays ? Pourquoi la communauté internationale devrait-elle se soucier de la Libye ? Beaucoup a été fait au plan humanitaire.N'est-ce pas suffisant ? Devrait-on renverser tous les dictateurs, « ubuesques » ou non ? Le journal *Le Monde* soutient la position idéologique du gouvernement français, il fait sien le choix de Sarkozy. Parallèlement il reproche à la communauté internationale son manque de réactivité. « Tout se passe, lit-on encore, comme si [la communauté internationale] considérait que les exactions perpétrées par le régime ces dernières semaines […]ne fournissaient pas encore la base juridique à une aide militaire indirecte à l'insurrection. » Tous les acteurs politiques de la communauté internationale ne souhaitent pas se préoccuper de ce qui se passe dans un État souverain. Il existerait une base juridique ? Sans doute. Quel précédent pourrait-on citer ? L'intervention militaire des années plus tôt contre la Serbie ? Cette intervention a-t-elle été cautionnée par l'ONU ? Fournir « Une aide militaire indirecte » ? N'est-ce pas un procédé hypocrite ?

Toujours est-il que la France est bien seule à propos de la Libye. L'auteur de l'éditorial le reconnaît. La France n'a pas obtenu le soutien de l'UE. Elle n'a pas obtenu le soutien de la majoritédu G 8 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon et Russie). Au lieu de s'interroger sur les difficultés que la France rencontre sur la scène diplomatique, l'éditorialiste du *Monde* campe sur une position partisane hostile à Kadhafi. « Nicolas Sarkozy a raison. Il faut un geste militaire pour aider les rebelles à sanctuariser Benghazi »[194]. Le message est impérieux, il faut soutenir Sarkozy et l'insurrection contre Kadhafi.

Un article en page intérieure le 16 mars donne une idée précise des difficultés rencontrées par la France afin d'obtenir une concordance de vues de pays européens avec sa façon d'appréhender les événements en Libye. Natalie Nougayrède indique que la France n'a pas été entendue par le G8 le 14 mars, qu'elle n'avait pas été confortée dans son discours en faveur des insurgés tant par l'OTAN que par l'UE. *Le Monde* a raconté tout cela, jour après jour. Pour ce qui est des ministres des Affaires étrangères associés dans le G8 (États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Allemagne, Italie, Japon, Canada), réunis à Paris, ils « ont divergé sur le bien-fondé d'une intervention militaire » en faveur des insurgés. L'Allemagne et la Russie en particulier manifestent « de fortes réticences ». Le chef de la diplomatie française, Alain Juppé, est cité, « regrettant qu'un temps précieux avait déjà été perdu pour casser la dynamique de l'avancée des troupes de Mouammar Kadhafi ». Cette façon de procéder s'inscrit dans le droit fil de l'éditorial publié le même jour. Par souci d'une information équilibrée, il aurait été bon de donner à lire, outre le point de vue du ministre des Affaires étrangères allemand, le point de vue de quelques autres ministres des Affaires étrangères. Le ministre allemand Guido Westerwelle n'est pas acquis à une intervention militaire, trouve la Ligue arabe ambiguë. La position américaine sur la Libye « semble […] difficile à clarifier »[195]. Hillary Clinton, secrétaire d'État, ne dit pas la même chose que Robert Gates, chef du Pentagone. Le propos ici est allusif, les lecteurs du *Monde* se souviennent peut-être d'articles sur ce sujet dans des numéros récents.

Les insurgés attendent beaucoup d'une zone d'exclusion aérienne pour conforter la rébellion. Ils « attendent que la communauté internationale intervienne d'une manière ou d'une autre pour les soutenir ». Abdel Fattah Younis, ancien kadhafiste devenu chef militaire

[194] Éditorial, « Il est temps d'aider la rébellion libyenne », *Le Monde*, 16 mars 2011, p. 1.
[195] Natalie Nougayrède, « Pas d'accord au G8 sur l'interdiction de survol de la Libye », *Le Monde*, 16 mars 2011, p. 12.

des forces rebelles, affirme la nécessité d'une telle zone d'exclusion aérienne afin de protéger les insurgés des raids aériens lancés par l'aviation restée fidèle au régime. Moustafa Gheriani, un porte-parole des insurgés, voit dans une zone d'exclusion aérienne *« un effet psychologique immense »*. Un autre porte-parole des rebelles, Jalal Al-Galial, pense que les kadhafistes ne sont pas loin de Benghazi, fief des insurgés. Le journaliste Rémy Ourdan le souligne, « le pouvoir de Tripoli a reconquis en une semaine les villes insurgées de l'Ouest et a nettement progressé sur le front de l'Est […] ». Les rebelles attendent beaucoup de la proposition française, à savoir imposer une zone d'exclusion aérienne. Veut-on apitoyer les lecteurs du *Monde* sur le sort des rebelles ? Rémy Ourdan note que les « kadhafistes ont avancé dans le désert », que « Benghazi se prépare au pire ». Des faits ne trompent pas, laisse-t-il entendre : on constate « un changement d'humeur radical au sein des *chabab* et de la population », on ne peut ignorer « la fuite […] de l'immense majorité des humanitaires et des journalistes étrangers »[196]. Les insurgés ont conscience qu'ils font face à des troupes loyalistes actives. Les humanitaires et les journalistes perçoivent que les abords de Benghazi sont devenus dangereux. Comment appréhender l'article de Rémy Ourdan ? Faut-il voir de la compassion pour les rebelles dans son article ? Ce que l'on remarque, jour après jour, dans *Le Monde*, c'est l'absence des combattants kadhafistes, il n'y a place que pour les rebelles, vainqueurs ou vaincus. S'agit-il de la part du journal de soutenir la politique de la France à l'égard de Kadhafi ? L'éditorial qui est porté par un parti-pris évident laisse à penser que *Le Monde* a fait le choix de privilégier un camp, celui des rebelles, sans trop se soucier de préciser quels sont les différents courants constitutifs de la rébellion. La carte qui accompagne l'article de Rémy Ourdan permet aux lecteurs du journal de situer les villes citées dans l'article.

[196] Rémy Ourdan, « Benghazi, la « capitale » rebelle libyenne, veut encore espérer mais s'attend au pire », *Le Monde*, 16 mars 2011, p. 12.

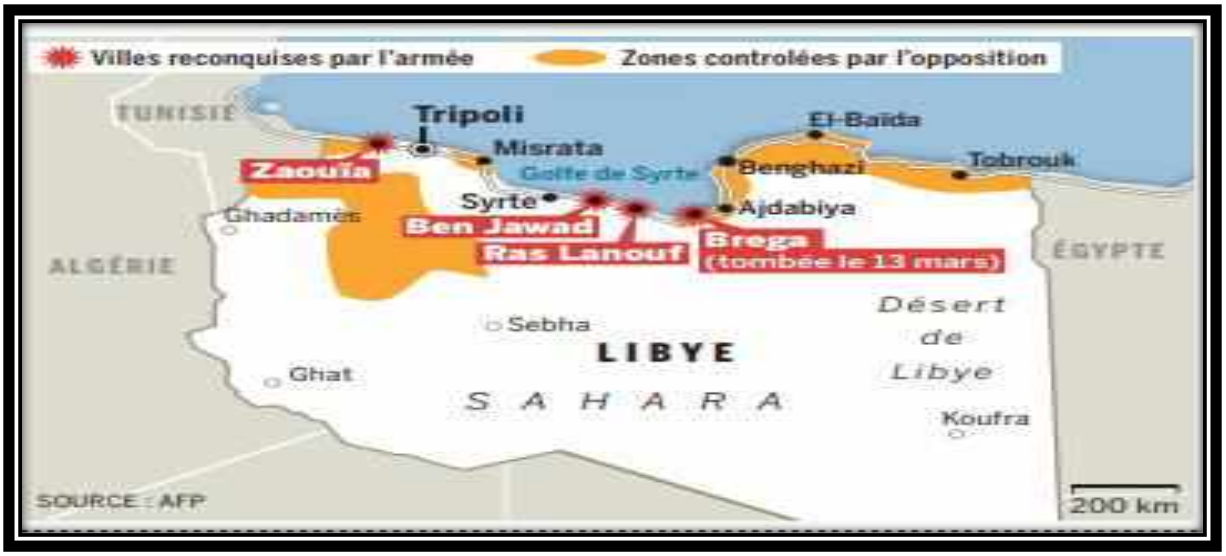


Illustration n° 56 : Villes reconquises par l'armée, zones contrôlées par l'opposition. Source AFP.

Le petit texte du photographe Jérôme Delay autorisé à se rendre à Tripoli est plutôt humoristique. Le 14 mars il était prévu de rencontrer des rebelles prisonniers « présentés comme membres d'Al-Qaïda sur la chaîne nationale ». Les autorités libyennes présentent « les rebelles comme affiliés à l'organisation d'Oussama Ben Laden ». Cela ne semble pas mériter un examen approfondi. Pour les lecteurs du *Monde*, le photographe parle d'un marchand de tabac « dans le labyrinthe des ruelles de la médina ». Il vend « des cigarettes américaines sous le regard omniprésent du colonel Mouammar Kadhafi ». Effectivement, à côté des cigarettes à vendre, des portraits du Guide libyen. La Libye a interdit de fumer « dans tous les lieux publics en 2009 », « la révolte du fumeur semble l'avoir finalement emporté […] »[197]. Le petit texte et la photographie qui l'accompagnent ne semblent pas avoir une dimension polémique, ils disent simplement que le peuple a su s'adapter à la législation anti-tabac.

[197] Jérôme Delay, « Maintenant, ici, c'est non-fumeur », *Le Monde*, 16 mars 2011, p. 12.

Illustration n° 57 : « Maintenant, ici, c'est non-fumeur », photographie de Jérôme Delay/AP pour *Le Monde*.Une phrase écrite en arabe mérite d'être traduite en français, « Nous sommes la génération de Kadhafi qui va écraser les ennemis ».

L'article de Nicolas Boursier raconte l'entrée en scène en Libye d'un familier de Nicolas Sarkozy, le philosophe Bernard-Henry Lévy, à côté d'une délégation française officielle, voulue par le ministère des affaires étrangères. La délégation française, réunissant des spécialistes de la sécurité civile et des diplomates, devait rejoindre Benghazi via Le Caire. Elle apprend qu'elle a été devancée par Bernard-Henry Lévy, présenté comme l'émissaire officiel de l'Élysée[198]. On a pu écrire que Bernard-Henry Lévy considérait qu'il avait joué un rôle éminent lors des événements de 2011 en Libye. « À le croire, il a été le véritable initiateur de la reconnaissance du CNT, avec un certain Nicolas Sarkozy comme suiveur, émule, disciple : un président à la remorque »[199]. Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, l'action de Bernard-Henry Lévy ne fut pas simplement anecdotique. Des années après 2011, il est associé à la Libye dans un article de presse publié dans *Le Figaro*[200].

« Passées les clarifications », les uns et les autres se mettent au travail ! La France est le premier pays à avoir reconnu le CNT, delà la présence à Benghazi de missions diplomatiques. Dans le cas considéré, le ministère des Affaires étrangères avait été devancé par l'Élysée. L'article n'a pas un contenu anecdotique, il rappelle combien Nicolas Sarkozy

[198] Nicolas Bourcier, « L'insolite cheminement de la mission française », *Le Monde*, 16 mars 2011, p. 12.
[199] Joseph Wouako Tchaleu, *L'agression libyenne. La démocratie en guerre*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 443. Ce sujet est abordé dans un article d'Augustin Scalbert : « Libye : quand BHL engageait la France sans l'aval de Sarkozy » (*Rue 89*, janvier 2012).
[200] « Entre les champs de bataille et les palais, les siens et ceux des princes […] BHL se débrouille toujours pour trouver sa place sur la photo, malgré les critiques qu'il a essuyées pour avoir poussé à une intervention occidentale en Libye » (Anne Fulda, « Bernard-Henry Lévy, une passion française », *Le Figaro*, 3 avril 2018, p. 12).

s'est impliqué dans les événements en Libye.D'un jour sur l'autre nous trouvons les mêmes sujets dans le journal *Le Monde*, d'une part l'avancée vers l'est des troupes de Kadhafi, d'autre part les menées de la France, qui a reconnu le CNT, afin d'obtenir des frappes aériennes. Rémy Ourdan peut écrire : « Peu à peu, ville après ville, l'ordre kadhafiste règne sur la Libye ». Ces propos rendent compte de la réalité militaire sur le terrain. Ce qui était annoncé le 16 mars a eu lieu, l'armée libyenne s'est emparée d'Ajdabiya le 15 mars. Le titre de l'article est expressif : « Ajdabiya, tombée en 45 minutes aux mains de Kadhafi ». La déroute des insurgés est totale. A l'arrivée des soldats de l'armée libyenne à l'entrée de « la porte ouest » de la ville, la retraite devient une nécessité. « Un pick-up muni d'un haut-parleur circule sur l'avenue en diffusant de stridents « Allah est grand ! ». Puis c'est une mosquée […] qui prend le relais. Habitants et *chabab* semblent comprendre que ces incantations sont le signal de la fin ». L'immense majorité de la population civile quitte précipitamment la ville. « Seuls quelques hommes, prêts à vivre de nouveau sous le règne de Kadhafi se tiennent tranquillement au coin des ruelles ». Ce qui est dit ici est politiquement intéressant. Les *chabab* et la plus grande part des habitants préfèrent rejoindre les zones occupées par les insurgés, l'opposition à Kadhafi reste intacte. En fait, suite à l'encerclement de la ville, beaucoup sont « piégés dans Ajdabiya ». À Benghazi on entend des propos contradictoires. Cette ville pourrait constituer la prochaine cible. Les troupes de Kadhafi ont mené une guerre éclair depuis le 10 mars[201].

La prise d'Ajdabiya est célébrée à Tripoli, la capitale libyenne. Le photographe Jérôme Delay, présent dans *Le Monde* depuis plusieurs jours, témoigne. Des individus célèbrent la victoire avec des armes automatiques. Sur la place Verte, au vu de la photographie prise par Jérôme Delay, il y a peu de manifestants. Il écrit : « […] à part une vingtaine de femmes dansant aux sons de chants patriotiques et quelques badauds, la place est vide ». Sur la photographie, on voit une femme seule au milieu de la place, au loin des petits groupes. Le texte rédigé par le photographe minimise la portée de la manifestation. Il rapporte, dit-il, ce qu'on lui a soufflé à l'oreille : « Ce sont tous des gens de la famille de Kadhafi ici… Mais le peuple aura une deuxième chance […] »[202]. Pour un lecteur du *Monde*, l'article de Rémy Ourdan traitant d'une défaite des insurgés est contrebalancé par la photographie et le commentaire de Jérome Delay.

[201] Rémy Ourdan, « Ajdabiya, tombée en 45 minutes aux mains de Kadhafi », *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 13.
[202] Jérome Delay, « À Tripoli, la place Verte « fête » la prise d'Ajdabiya », *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 12.

12 International

Le Monde

La contre-offensive du colonel Kadhafi

« A Tripoli, la place Verte "fête" la prise d'Ajdabiya »

M. Juppé : il n'est « pas trop tard » pour des frappes aériennes

Des pays arabes se rallieraient au scénario prôné par la France et le Royaume-Uni à l'ONU

Illustration n° 58 : À Tripoli, la place Verte « fête » la prise d'Ajdabiya ». Photographie de Jérôme Delay pour *Le Monde*. Le photographe n'a pas essayé d'interroger les personnes présentes sur la Place verte. Le zoom utilisé par celui-ci ne rend pas bien compte de la manifestation.

Un autre article réduit la portée de la victoire des troupes de Kadhafi à Ajdabiya, il rappelle la position de la France favorable à des frappes aériennes contre les troupes loyalistes afin de servir les déplacements des insurgés. Le titre est explicite : « M. Juppé : il n'est « pas trop tard » pour des frappes aériennes ». Sur son blog le ministre français des Affaires étrangères affirme, nous apprend *Le Monde*, que plusieurs pays arabes participeraient à des opérations militaires. Un texte a été déposé à l'ONU par la France et la Grande-Bretagne. En fait, à la date du17 mars, les positions de nombreux pays à propos de la Libye sont bien éloignées de celles de la France et de la Grande-Bretagne. L'appui des pays occidentaux n'est pas acquis. Pour ce qui est des pays arabes, ils sont réticents « à l'idée de voir employée la force en Libye », voilà ce qui apparaissait le 15 mars. Alain Juppé, face à différents interlocuteurs, a regretté les réserves de nombreux pays face à la situation en Libye. Dans une conférence de presse clôturant une réunion du G8 à Paris il a dit que le Conseil national de transition libyen était « un interlocuteur politique » aux yeux de la France, réaffirmant de façon mesurée la position affichée de la France le 10 mars à l'égard du CNT. Les États-Unis n'ont pas un avis clair sur le sujet. La Chine et la Russie sont hostiles à toute forme d'ingérence. L'Allemagne trouve la position de Sarkozy « trop va-t-en-guerre ». Kadhafi a su profiter de cette situation. Les pays arabes ont institutionnellement pris position contre Kadhafi « sans cautionner activement son renversement ni les moyens qui auraient pu y contribuer rapidement ». Un rôle actif des Arabes est nécessaire pour la Russie, mais aussi pour les États-Unis. L'administration du président américain Barack Obama ne veut pas paraître interventionniste. Elle rejoint le refus d'ingérence dans un autre pays soutenu par la

Russie. La France est bien isolée, bénéficiant du seul soutien britannique. Ce qui se dit à l'ONU, c'est qu'il faut favoriser le départ de Kadhafi, en augmentant la pression sur lui, plutôt que de se lancer dans une action militaire[203].

Dans un éditorial, le 16 mars, le journal *Le Monde* a pris position en faveur de la politique menée par le président de la République, Nicolas Sarkozy. Le lendemain 17 mars, il accueille un texte rédigé par un collectif, en faveur d'une intervention en Libye[204]. « A combien de corps ensanglantés chiffre-t-on le seuil d'intolérance ? », peut-on lire dans ce texte. Dans la liste des signataires, nous avons Bernard-Henry Lévy, le philosophe émissaire personnel de Sarkozy. « Les Occidentaux sont unanimes pour condamner le dictateur fou », écrivent-ils. Ils déplorent les atermoiements des Occidentaux alors que la Ligue arabe, l'Organisation des Etats islamiques, le Conseil de coopération du Golfe, et les rebelles libyens, « demandent une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies pour imposer une zone d'exclusion aérienne ». Les signataires du texte ont conscience que l'on ignore ce que sera l'après-Kadhafi. « On ne sait quel rôle joueront les islamistes dans les pays de la région », donc en particulier en Libye. Il convient de s'opposer à la Russie et à la Chine au sein du Conseil de sécurité et d'agir au plus vite pour en finir avec le bourreau du peuple libyen. Les mots employés pour parler de Kadhafi sont très durs. Comme les signataires du texte sont de parti pris, alignés qu'ils sont sur les positions de Sarkozy et Juppé, du journal *Le Monde*, etc., on ne peut attendre d'eux un point de vue équilibré. On ne s'interroge donc pas sur les motivations des pays européens hostiles à la position de la France de Sarkozy.

Un éclairage particulier sur la Libye est introduit dans *Le Monde* du 17 mars par le président de la chambre de commerce franco-libyenne[205]. Michel Casals « travaille avec la Libye depuis plus de trente ans ». Il est favorable à une reconnaissance du CNT par la France mais il aurait souhaité davantage de discrétion et une réflexion en préalable. Pour lui « Que la Libye de demain soit libérée ou non de Kadhafi, nos entreprises [françaises] devront pouvoir continuer à y travailler ». Le montant des ventes françaises en Libye avait atteint 1 milliard d'euros en 2010. Avec Kadhafi au pouvoir, les relations de la Libye avec des partenaires économiques évoluaient, c'est ainsi que des Russes, des Chinois et des Indiens étaient

[203] Natalie Nougayrède, « M. Juppé : il n'est « pas trop tard » pour des frappes aériennes », *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 12.
[204] Collectif, « Oui, il faut intervenir en Libye et vite ! Le Conseil de sécurité doit donner son feu vert », *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 20.
[205] « M. Casals : « Les entreprises françaises ont toujours su garder une présence en Libye » », Entretien, *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 12.

susceptibles de remplacer les Américains et les Européens « pour l'exploitation pétrolière ». À la lecture de l'entretien avec Michel Casals, le lecteur du *Monde* découvre que la Libye intéresse de nombreux pays en compétition les uns avec les autres. « […] la Libye n'est pas un eldorado : le contexte y est extrêmement concurrentiel ». Face à la situation en Libye en 2011, il espère que « l'Europe parlera d'une seule voix et que la France ne se trouvera pas isolée ». Cette préoccupation se comprend bien : point entendue en Europe dans son soutien aux insurgés, la France aura du mal à organiser une opération militaire en Libye. Michel Casals souligne que l'Allemagne n'est pas tentée de suivre la France. Cette déclaration rejoint ce que dit Alain Juppé, cité dans un autre article. Michel Casals indique que « Kadhafi a toujours su jouer de nos divergences » en Europe. Ici Kadhafi apparaît comme un homme politique fin stratège, s'adressant à différents pays afin de tirer le meilleur parti de leur mise en compétition. Que la Chine et la Russie aient des intérêts économiques en Libye peut expliquer la position de ces pays à l'ONU, à côté de leur refus de toute ingérence extérieure dans un pays.

Une information concernant deux journalistes, un Brésilien et un Irakien, arrêtés par des miliciens kadhafistes, souligne que les services de sécurité libyens ont recours à des arrestations illégitimes, à l'incarcération, à la torture psychologique[206]. Une phrase propose un rapprochement entre les journalistes injustement arrêtés et les rebelles libyens : « Pieds nus, menottés et les yeux bandés, j'ai cru à ce moment que nous allions être sommairement exécutés, comme l'ont été tant de rebelles libyens ». Le journaliste brésilien, « envoyé spécial du quotidien brésilien *O Estado de Sao Paulo* », a retrouvé la liberté grâce à une intervention de l'ambassade du Brésil. On ne sait ce qu'est devenu son compagnon d'infortune Ghaith Abdul-Ahad, un Irakien qui travaillait pour *The Guardian*. Le lecteur du journal, en plus d'apprendre que des rebelles sont éliminés, peut s'interroger sur le sort d'un journaliste. Tout cela dessert le régime de Kadhafi, et va dans le sens des propos avancés par des hommes politiques français. À l'inverse, les rebelles sont présentés sous un jour sympathique. Florent Marcie, envoyé spécial à Zintan en Libye, présente des insurgés qui sont installés dans le djebel Garbi, dans une région à 120 kilomètres au sud-ouest de Tripoli, des maquisards en quelque sorte. Le responsable du comité révolutionnaire local précise que l'on a moins parlé d'eux que des insurgés de Benghazi parce que les *« les médias ne pouvaient pas accéder à cette région »*. Kadhafi n'a pas réussi à séduire les rebelles avec de l'argent, pour eux c'est la

[206] Paulo A. Paranagua, « Un journaliste du « Guardian » détenu par les kadhafistes », *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 12.

liberté ou la mort ! Les insurgés montrent les cadavres de soldats de Kadhafi exécutés parce qu'ils *« ont refusé d'appliquer ses ordres »*, ce sont des *« martyrs »* pour les insurgés. Ils montrent aussi des Noirs prisonniers, « arrêtés au cours d'affrontements -des mercenaires-, d'autres encore […] habillés en civil ». Nous retrouvons les mercenaires dont il a été fait état dans des articles du *Monde* bien avant le 17 mars. Difficile d'en savoir plus, il est interdit de leur poser des questions. À Zintan, toute une part de la population manifeste contre Kadhafi, « il a suffi qu'Al-Jazzera diffuse des images d'un rassemblement pro-Kadhafi pour que plusieurs centaines de manifestants se déversent dans les rues de la ville […] ». Les lecteurs du *Monde* savent que la chaîne de télévision du Qatar soutient les insurgés, cette information ne saurait étonner. Zintan est séparée de Ghariyan, « la grosse ville de garnison qui protège l'accès de la capitale » par 60 kilomètres, et Gariyan « est aux mains des troupes de Kadhafi ». Les insurgés du Djebel Garbi sont sûrs d'eux, ils sont prêts à mourir pour la Libye. Ils demandent aux journalistes de le faire savoir[207]. L'article de Florent Marcie est accompagné d'une carte qui permet aux lecteurs du *Monde* de situer Zintan, le Djebel Garbi, Gharyan, Tripoli.

22 Décryptages Enquête

Le Monde

Libye

Alors que l'armée libyenne repousse inexorablement les combattants sur le front est, d'autres insurgés se préparent à résister. Reportage dans le djebel Garbi, à 120 kilomètres de Tripoli, où des montagnards se disent « prêts à se battre pendant des mois »

« Faites savoir tout cela »

Florent Marcie

Zintan (Libye)
Envoyé spécial

Illustration n° 59 : carte de la Libye, la ville de Zintan est précisément indiquée.

[207] Florent Marcie, « Faites savoir tout cela », *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 22-23.

Rémy Ourdan rapporte des propos de combattants rebelles à l'est de la Libye.[208]Nous avons un chômeur de 24 ans vivant à Darna, un ancien militaire vivant à Tobrouk, « rencontré sur le front de Ras Lanouf », deux autres encore. Ils sont impliqués dans la guerre qui fait rage dans l'est de la Libye. Le lecteur du *Monde* n'apprend pas des choses nouvelles, il découvre des acteurs de la rébellion en Libye, photographiés par Jérôme Sessin. Ceux-ci portent des vêtements civils et des armes, ils appartiennent à des réseaux de combattants construits dans la précipitation.

Illustration n° 60-61 : Combattants de la rébellion rencontrés sur la route entre Brega et Ras Lanouf. Photographie de Jérôme Sessin/Reportage by Getty images.

[208] « Paroles de combattants du front de l'Est », Propos recueillis par Rémy Ourdan, *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 22-23.

Sous-Chapitre 2 :*Le Monde* a fait appel à des experts qui proposent des éclairages différenciés sur la situation en Libye.

2.1. Quel est l'apport des personnalités extérieures au journal (experts, etc.) dans l'analyse des événements ?

La couverture par le journal *Le Monde* des événements en Libye fut tardive. Un article est publié le 15 février 2011 sur les émeutes qui avaient lieu à l'est de la Libye, précisément à Benghazi, dans un ensemble d'informations sur le monde arabe. À cette étape des événements point d'illustration portant sur la Libye. Au début de la révolte qui a secoué le monde arabe, « *le printemps arabe* » de 2011, la Libye n'occupe pas encore le devant de la scène. Pour rendre compréhensibles des événements qui ont lieu bien loin de la France, le journal *Le Monde* a fait appel à des « *experts* » : des historiens, des personnalités politiques, d'autres encore, susceptibles de proposer des éclairages particuliers sur la situation, dans le monde arabe et plus précisément la Libye. Faute de bien connaître la situation en Libye, la rédaction du *Monde* a donné la parole à des experts venus de différents horizons, afin de proposer aux lecteurs du journal des analyses, à des personnalités politiques aussi. Parallèlement *Le Monde* a fondé, face aux événements, les informations transmises sur des témoignages pour développer le regard des lecteurs sur la Libye. Comme l'a dit Gilles Paris, journaliste au *Monde*, au cours d'un entretien avec lui, « *Notre connaissance du pays était très succincte à l'époque* »[209]. Nous allons tenter de voir comment les experts que *Le Monde* avait alors invités ont analysé la situation du monde arabe, de la Libye en particulier.

Le Monde donne la parole à Marwan Muasher, qui « a été ministre des affaires étrangères et vice-premier ministre de Jordanie entre 2002 et 2007 ». Il s'exprime dans *Le Monde* daté du 18 février 2011. Pour lui, il ne faut pas « avoir peur du changement », quelle que soit la région considérée. La communauté internationale devra s'adapter à une situation nouvelle. Une opportunité est à saisir afin de mener des réformes « d'une manière graduelle ».

[209] Entretien avec Gilles Paris, le 3 octobre 2016. Voir l'annexe n° 9, pp, 18-19-20.

Selon lui, Kadhafi au pouvoir depuis quarante et un ans, doit évoluer. « Le passé c'est le passé. Quoi que vous ayez fait dans le passé, il est clair que ce n'est plus ce qu'il faut faire ». En Libye « il faut commencer à changer […] »[210]. Cet homme politique arabe semble optimiste, il dit que les révolutions dans différents pays arabes ne doivent pas inquiéter. Habitant d'un pays limitrophe d'Israël, il indique que la démocratie dans la région amènera Israël à reconsidérer son attitude vis-à-vis des Palestiniens. Son propos contredit divers auteurs d'articles qui affirment que la situation se dégradera nécessairement. On parle même de chaos.Cinq ans après l'entretien accordé au journal *Le Monde* en 2011, le ministre jordanien revient sur les événements. Les révoltes du « Printemps arabe » ont mis en évidence l'inadaptation du contrat social régional face aux défis économiques et politiques du monde actuel. Mais les gouvernements arabes semblent ne pas avoir entendu le message. Cinq ans après les soulèvements, les citoyens des pays arabes prennent toujours aussi peu de part aux affaires de leur pays – quand cette part ne s'est pas encore réduite. Ils dépendent, qui plus est, d'économies rentières qui sont incapables de créer suffisamment d'emplois pour leurs populations jeunes et éduquées. Ils sont confrontés à une absence inquiétante de l'état de droit, et n'ont pas l'assurance d'être traités équitablement, sans distinction de genre, d'origine ethnique ou de religion.[211] Ces propos correspondent à ce qui est advenu en Libye.Depuis la révolution de janvier 2011, le peuple tunisien a réussi à destituer un dictateur de manière pacifique, à entamer un dialogue politique complet et inclusif, à ratifier uneconstitution remarquablement progressive et à organiser des élections libres et équitables. Prêter main-forte à la Tunisie pour sa transition démocratique n'est pas vain, car les troubles que ce pays a connus semblent moindres comparés à ceux qui sont advenus en Libye, en Syrie, en Irak, ou au Yémen[212]. Les histoires sont donc bien nationales : transition possible en Tunisie, déchirements en Libye avec des factions en lutte les unes contre les autres.

---

[210] Marwan Muasher, « La communauté internationale doit revisiter sa politique », entretien avec Corine Lesnes, *Le Monde,* 18 février 2011, p. 6. Voir l'annexe n° 17, pp, 43-44.

[211] Marwan Muasher : « Améliorer la gouvernance dans le monde arabe »,13 mai 2016.https://www.project-syndicate.org/commentary/improving-governance-in-arab-world-by-marwan-muasher-2016-05?version=french&barrier=true. [Consulté le 3 novembre 2016]

[212]Marwan Muassher,« Notre but est de prêter main forte à la Tunisie sur les plans politique, économique, sécuritaire... », 27 avril 2016.http://www.espacemanager.com/marwan-muasher-notre-est-de-preter-main-forte-la-tunisie-sur-les-plans-politique-economique.html.

Dans *Le Monde* des 20-21 février 2011, trois experts : Sylvie April, Henry Laurens et Pierre Hassner, représentés dans une photographie, analysent les évènements en cours[213]. Les trois historiens font une comparaison entre trois printemps, ceux de 1848-1849, 1989 et 2011.Chaque spécialiste défend ses idées. Les trois experts, que *LeMonde* a invités n'ont pas présenté la Libye dans leurs analyses. Celles-ci portent sur deux pays, la Tunisie et l'Égypte, pays qui ont connu des troubles. La Libye semble alorsloin des préoccupations françaises,aussi aurions-nous pu écarter la discussion entre historiens. Cette discussion est toutefois révélatriced'évolutions susceptibles de concerner la Libye.Henry Laurens insiste dans son point de vue sur l'ancrage local de la contestation : « *ce qui me frappe aujourd'hui, c'est la dimension nationale des soulèvements* ». Quel que soit l'avenir du monde arabe, deux choses au moins auront changé en 2011 : la première, c'est que le modèle du président à vie en a pris un sérieux coup ; la seconde, c'est le changement d'image que les Arabes ont d'eux-mêmes et qu'ils donnent à l'extérieur. L'image du terroriste barbu a été remplacée par l'image du militant. Les Américains ont été vraiment sensibles, selon Laurens, à ces évolutions. Selon Sylvie Aprile, il y a des similitudes dans ce à quoi on assiste dans le monde arabe avec ce que l'Europe a connu en 1848. En Europe, les mouvements démocratiques avaient partie liée avec un sentiment national, unitaire ou séparatiste, surtout quand les nations qui se révoltaient n'avaient pas d'État. Pour Pierre Hassner, pour ce qui est de 2011, il y a une différence avec 1989 : la dimension nationale avait été présente durant la guerre froide, les « pays de l'est » étant alors sous l'autorité de Moscou. Sans rapport direct avec la Libye, les experts cités amènent les lecteurs du *Monde* à prendre conscience qu'il peut y avoir dans un soulèvement des raisons nationales, voire locales. Cela les préparera à découvrir une Libye morcelée, vivant des tensions entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine.

Le Monde a fait appel à Luis Martinez, expert connu pour ce qui est du monde arabe. Selon lui, l'impact des événements de Tunisie et d'Égypte est très important sur la situation enLibye. « Jusqu'à présent Kadhafi définissait sa révolution comme une révolution de masse. La *Jamahiriya*, c'est littéralement l'« *Etat des masses* ». La prise du pouvoir par le peuple à Tunis et au Caire, c'est pour Kadhafi quelque chose d'inimaginable. […] Ce qui a

[213] En 2011, le monde arabe est en ébullition. Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, un jeune marchand de fruits et légumes s'immole par le feu à Sadi Bouzid au centre-ouest de la Tunisie. De là des manifestations en Tunisie qui verront la chute de Ben-Ali Le 14 janvier 2011, après 23 ans de règne, Zine El-Abidine Ben Ali s'enfuit en Arabie Saoudite. Hosni Moubarak se trouve lui aussi sur la sellette. Malgré sa résistance, après près de trois semaines d'hésitation entre répression et concessions à la foule, il abandonne le pouvoir à l'armée le 11 février 2011. C'est la fin de trente ans d'un pouvoir sans partage. Kadhafi voit son pouvoir attaqué lors des troubles du 17 février 2011, le pays s'embrasera jusqu'à sa mort le 20 octobre 2011 (La Libye a connu une intervention étrangère, et pas les autres pays arabes).

lieu dans deux pays limitrophes de la Libye donne des idées au peuple libyen. Les chefs d'Etat ne sont plus invincibles. […] ». Pour Luis Martinez, le pouvoir de Kadhafi a toujours été menacé. Par le passé il a affronté les islamistes, « notamment le Groupe islamique combattant libyen » de 1993 à 1998. Il a aussi « dû faire face à deux tentatives d'attentat et à un coup d'Etat militaire » à la fin des années 1990. Avec ces informations Luis Martinez donne un éclairage particulier sur les années qui précèdent 2011. Grâce à la rente pétrolière « le régime peut affronter une contestation ». Mais en 2011 « il est confronté non pas à des groupes armés ou à un coup d'Etat, mais à une émeute populaire portée par des individus qui ne cherchent ni à instaurer un Etat islamique ni à détruire le régime par vengeance, mais veulent un régime moins autoritaire, moins dictatorial »[214].

Luis Martinez donne le détail des groupes au sein des manifestants, information qui se substitue à l'emploi courant du mot « peuple ». Nous avons les islamistes, les défenseurs des droits de l'homme (« on a peu parlé d'eux et pourtant ils sont importants »), les jeunes, animés par la contestation sociale.Les troubles ont une connotation tribale. « Le régime libyen repose sur le soutien de trois tribus […] », par voie de conséquence les autres tribus « sont exclues de l'appareil d'Etat et donc de la rente pétrolière ». Benghazi c'est particulier : « […] les habitants de Benghazi sont des opposants irréductibles au régime [de Kadhafi] ».La communauté internationale dénonce la violence exercée contre les civils. Pour Luis Martinez « Il sera difficile […] de contraindre le régime à une retenue dans la répression ». Le pouvoir dispose de forces de sécurité qui « resteront fidèles ». L'armée pourrait abandonner Kadhafi. Luis Martinez contredit le diplomate jordanien (dans *Le Monde* du 18 février) qui pensait que des évolutions étaient possibles, en Libye comme ailleurs.

Jeune Afrique dans son numéro 2616, du 27 février au 5 mars 2011, accueille une interview avec Luis Martinez sur la situation en Libye, il précise sa pensée par rapport à l'entretien publié dans *Le Monde* : le régime de Kadhafi a dû faire face à différentes forces, dont des forces islamistes, divisées en deux groupes, les Frères Musulmans et les djihadistes.Dans le même numéro du *Monde,* d'autres experts apportent un éclairage sur le monde arabe, Hussein Agha et Robert Malley.Ceux-ci affirment : « La fin du monde arabe, du Caire à Tunis, de Manama à Tripoli, les insurrections et révolution témoignent de la volonté

[214] Luis Martinez est directeur de recherche au centre des recherches et d'études internationale « CERI » de Sciences Po. « Il sera difficile de contraindre le régime de Kadhafi à une retenue dans la répression. Pour le directeur de recherches au CERI, le guide libyen n'était pas préparé à une émeute populaire », entretien conduit par Jean-Pierre Tuquoi, *Le Monde*, 20-21 février 2011, p. 4.

des populations de retrouver une dignité perdue depuis les années 1960 ».[215]Hussein Agha et Robert Malley[216] inscrivent les mouvements insurrectionnels contre les régimes en place dans le monde arabe sur du temps long. Ils cernent deux périodes avant celle du « printemps arabe ». La première voit des Arabes affronter des puissances coloniales. « Durant la période qui suivit la fin des années 1950, les Arabes pouvaient au moins se sentir fiers de leur lutte anticoloniale et se satisfaire du prestige de leurs dirigeants ». Des exemples sont donnés : Nasser en Égypte, les indépendantistes en Algérie, Yasser Arafat à la tête de l'OLP en Palestine. « L'Occident n'appréciait guère les sons émanant du Caire, de Bagdad et de Tripoli. Mais il prêtait attention ». La capitale de l'État des masses de Kadhafi est nommée dans ce passage, il est vrai queKadhafi bénéficiait d'un réel crédit dans sa dénonciation de l'Occident. Deuxième période. « Ce monde a vécu. La politique est devenue muette. […] Les régimes arabes n'ont quasiment aucune stratégie vis-à-vis des problèmes qu'ils estiment vitaux […] ». L'invasion de l'Irak est acceptée, ou subie.La cause palestinienne défendue sans force. « L'Egypte et l'Arabie saoudite, piliers de l'ordre arabe, sont épuisées, dépourvues de toute cause que celle de freiner leur déclin ». Hussein Agha et Robert Malley donnent des éléments pour préciser cette affirmation. « Là où les Etats-Unis et l'Europe saluent modération et coopération arabe, l'opinion publique perçoit surtout une perte de dignité et d'autonomie. […] Les Etats arabes souffrent […] d'un mal plus sinistre que la pauvreté ou l'autoritarisme. Ils sont devenus contrefaits, perçus […] comme inauthentiques ». Cela peut-il être considéré comme valide pour le régime de Kadhafi qui s'est rapproché des Occidentaux après avoir soutenu le terrorisme international ?

La période actuelle correspond à un troisième moment historique. « Les révoltes égyptiennes, tunisiennes ou autres ne peuvent se comprendre sans tenir compte de cette puissante sensation de ne pouvoir être soi-même, de se voir dépossédé de son identité, contraint et forcé d'accepter des politiques aux antipodes de ce que l'on est. En ce sens, manifester dans la rue n'est pas un simple geste de protestation. C'est une déclaration d'autodétermination. […] L'effondrement de l'ordre arabe bouleverse les rapports de force. Les pouvoirs traditionnels se voient bousculés par d'autres, émergents, tel le Qatar. Al-Jazzera s'est transformée en acteur politique à part entière, précisément parce qu'elle reflète plus fidèlement que d'autres la conscience populaire. Al-Jazzera est devenue le nouveau Nasser. Le

[215] Hussein Agha, politologue à l'Université d'Oxford. Né à Beyrouth (Liban), il est membre du St Antony Collège d'Oxford. Robert Malley**,** directeur du programme Moyen-Orient de l'International Crisis Group (ICG).
[216] Né en 1963, il a été conseiller du président américain Bill Clinton pour les affaires israélo-arabes, de 1998 à 2000. Source : *Le Monde,* 20-21 février 2011, p. 15.

leader du monde arabe est désormais une station de télévision ». L'accent est mis sur la conjugaison d'un sentiment ancien de frustration et d'une volonté farouche de se réapproprier une identité, ce qui ne passe pas nécessairement par une adhésion à la modernité démocratique, « Les soulèvements populaires […] ont été facilités par un sentiment de confiance accru dans la capacité à tenir tête aux gouvernements, lui-même issu en partie des déboires américains en Irak et en Afghanistan ainsi que de la résistance du Hamas et du Hezbollah face à Israël ». Il ressort de ces lignes qu'un sentiment hostile aux puissances occidentales a traversé le temps, et que des organisations qualifiées de terroristes dans la presse française (et plus largement occidentale) font figure d'organisations courageuses pour les Arabes. Les deux auteurs du texte affirment que les Occidentaux n'ont pas compris les peuples arabes. « Pour les Etats-Unis et l'Europe, ces révoltes [populaires] mettent à nu la méprise d'une approche qui aura privilégié ceux des dirigeants arabes qui imitent faits et gestes occidentaux. […] Plus l'Occident aura aidé Moubarak, plus il aura perdu l'Egypte. Les leaders régionaux sont prévenus : des relations fortes avec Washington ou l'Europe et un accord de paix avec Israël seront d'un piètre secours lorsqu'aura sonné l'heure de vérité ». Ces propos valent pour Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Égypte. Il est difficile de voir en Kadhafi un collaborateur au service des pays occidentaux. La « transition inachevée entre monde arabe ancien et neuf […] donnera voix à un fort désir d'indépendance et de dignité nationale. […] Pendant des décennies, le monde arabe aura été systématiquement vidé de tout sentiment de souveraineté, de liberté ou d'honneur. Il aura été vidé de tout sentiment politique. Cette époque est révolue. Aujourd'hui sonne la revanche du politique ». Peut-on parler du monde arabe comme s'il était homogène ? Le cas de la Libye ne correspond pas à l'analyse proposée, Kadhafi n'a pas cessé, même après avoir signé des traités d'amitié avec des pays occidentaux, de tenir un discours anticolonialiste, de favoriser une idéologie valorisant l'esprit de résistance ancien en Libye contre l'Italie qui fut une puissance étrangère violente contre le peuple libyen, d'espérer une entente des pays africains contre l'Occident.

Pour les lecteurs du *Monde*, les entretiens et les interventions d'experts offrent la possibilité de mieux connaître le monde arabe, la Libye en particulier, même si d'un numéro du *Monde* à l'autre on constate des différences dans les analyses.Dans la page « Débats »du23 février 2011 une personne que l'on peut percevoir comme un expert a la parole : Jean-Yves Moisseron, économiste à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), rédacteur en

chef adjoint de la revue *Maghreb-Machrek*[217]. Les lecteurs du *Monde* apprennent à la lecture du texte que la Libye est un pays riche, deux fois plus riche que la Tunisie par exemple. Le « décalage grandissant » entre un développement économique dont la Libye a bénéficié et le maintien d'un régime dépassé, avec un chef d'État vieillissant, est devenu évident. Jean-Yves Moisseron souligne que des réponses aux soucis de la population étaient apportées, « le régime tient par l'existence d'un pacte social socialement partagé ». Eduquée, accédant à l'information, la jeunesse urbaine, nombreuse, voulait des changements ; faute de réponses en vue de changements, elle s'est révoltée. Bénéficiant d'une protection étrangère, elle a renversé un régime qualifié d'original. Ici l'accent est mis sur l'inadéquation du régime avec une attente sociale chez des individus qui n'étaient pas misérables. Pour les lecteurs du *Monde* l'éclairage est intéressant : la Libye n'a donc pas connu des révoltes de la misère.

Un consultant international, docteur en sciences politiques, Naoufel Brahimi El-Mili, intervient dans *Le Monde* du 24 février (page 18). Il prononce un sévère réquisitoire contre l'Occident au vu du titre : « Kadhafi : coupables complaisances à l'Ouest. L'Occident n'a jamais su gérer le dictateur ». C'est un éclairage différent de celui qui était proposé la veille. Dans le texte de Naoufel Brahimi El-Mili, texte qui n'est pas d'emblée en relation avec le titre, les lecteurs découvrent un récit historique : l'histoire de Kadhafi, « doyen des Chefs d'Etat du monde » est racontée étape par étape. Sanguinaire en Libye envers le peuple, impliqué dans des attentats terroristes hors de Libye, responsable d'une prise d'otages envers des infirmières bulgares, Kadhafi était hors-jeu. Après l'intervention américaine en Irak, il change de ton, noue des relations avec les Américains et les Européens (L'Occident a fait alors preuve de complaisances coupables pour reprendre les mots du titre de l'article). Kadhafi acquiert une certaine stature en aidant des pays africains. Il écrase toujours les oppositions internes. Pourquoi une insurrection à Benghazi ? Des explications sont fournies : situation géographique à 1000 km de Tripoli, population jeune, diplômée mais au chômage (ceci ne va pas dans le sens du texte de Jean-Yves Moisseron). La Libyen'est pas un pays riche, précise l'auteur,c'est un pays disposant d'une rente pétrolière mais mal organisée, dilapidant sa fortune. Proche de la Tunisie, Benghazi se révolte. « Après la chute de Tunis et du Caire, l'embrasement de Benghazi […] est inévitable ».Des camps sont en présence. Des militaires rallient les insurgés. Les forces loyalistes sont accompagnées par « 20 000 mercenaires africains » (ces mercenaires souvent cités dans des articles du *Monde*). La révolte

[217] Jean-Yves Moisseron, « Libye, Bahreïn : pourquoi l'effet domino touche les pays arabes riches », *Le Monde*, 23 février 2011, p. 19.

s'étend à tout le pays. Quand on lit le texte de Naoufel El-Mili, on suit un déroulement comme dans un documentaire visuel. Kadhafi et son fils Saïf Al-Islam sont associés à des déclarations violentes et des actes de cruauté. Face à cela « quelques dénonciations européennes ». Le régime est à l'agonie, les défections se multiplient. La chute du texte est une affirmation : « Quarante et un ans de terreur et de délire idéologique gagés par 200 milliards de dollars de réserves et de placements à l'étranger, une semaine de massacres n'auront pu enrayer la marche de la révolution démocratique arabe […] ». Le peuple a renversé un tyran[218]. Cette déclaration conforte les divers articles du *Monde* appelant à une conjugaison des forces, à l'intérieur et à l'extérieur de la Libye, sur le départ nécessaire de Kadhafi.

Le quotidiena invité un expert libyen qui appartient à l'opposition au régime de Mouammar Kadhafi, Kamal Ben Hameda, écrivain libyen d'expression française, auteur de *La Compagnie des Tripolitaines*[219].Le texte publié le 25 févier 2011n'est pas d'emblée aisé à lire parce que la facture est allusive. Il parle d'étudiants pendus, « encore et encore », d'individus enlevés par des hommes au service du régime, des mères qui réclament « qu'on leur rende la dépouille de leurs enfants » tués « derrière les murs de la prison d'Abou Salim » (allusion à un massacre en 1996). L'arrestation d'un avocat qui accompagnait ces mères, les « folles » de Benghazi (allusion ici à d'autres mères en Amérique du sud) est à l'origine du soulèvement le 15 février 2011. Il rend hommage à ces mères qui « ont ouvert un champ à l'espoir ». De Kadhafi, « ce Bédouin autiste […] reçu comme ami et allié jadis à Bruxelles, le cœur de la démocratie européenne », il dit qu'il s'est révélé « aux regards occidentaux » : c'est un « vampire lampant le sang de la jeunesse libyenne ». Le texte de Kamal Ben Hamada n'apprend pas grand-chose aux lecteurs du *Monde*. Son cri du cœur contre le tyran de Tripoli renforce les convictions de ceux qui veulent le départ de Kadhafi. Avoir fait appel à un écrivain francophone s'explique peut-être par la volonté de la part du quotidien de rappeler que la Libye n'est pas totalement absente du domaine littéraire francophone.

---

[218] Dans le texte de Naoufel Brahimi El-Mili une phrase fait écho à une photographie : « La diffusion [du discours de Kadhafi] est saluée par des lancers de chaussures. La photographie sur cette pratique se trouve dans *Le Monde* du 24 février, page 5.

[219] Kamal Ben Hameda, « Qu'il parte, le tyran de Tripoli ! Le cri de la jeunesse libyenne », *Le Monde*, 25 février 2011, p. 19. Kamal Ben Hameda est né en 1954 à Tripoli. Dans les années 70, il quitte le pays dont il dénonce l'oppression insidieuse et la "sécheresse intellectuelle", et part en France poursuivre ses études puis s'établit à Goes aux Pays-Bas où il vit aujourd'hui. Il est l'auteur de nombreux recueils de poésie et d'un récit autobiographique.

Le 25 février *Le Monde* informe les lecteurs en donnant la parole à Jean Guisnel, non pas directement mais par le biais d'un livre *Armes de corruption massive :secrets et combines des marchands de canons*[220]. Jean Guisnel est un journaliste du *Point* spécialisé dans le domaine militaire. L'article s'ouvre sur cette phrase : « Entre la France et la Libye, il est une vieille histoire… de ventes d'armes ». Les entreprises françaises Thalès, Eurocopter, Dassault souhaitent prendre des parts de marché quand Kadhafi redevient fréquentable (un article dans *Le Monde* du 25 février page 6 montre une affiche de l'entreprise Dassault rendant hommage à Kadhafi). D'autres pays sont aussi présents en Libye. Dans le domaine militaire, en 2007, on a parlé d'un contratde100 millions d'euros pour des missiles fournis par la France (*Le Monde* avait donné la parole à Seïf Al-Islam, fils de Kadhafi tourné vers l'Occident). Ce qui est écrit là confirme le bien fondé d'autres articles traitant des relations commerciales entre la Libye, ex-État voyou, et divers pays européens,*Le Monde* donne la parole à une autre personnalité, Jean-Pierre Filiu. L'entretien est conduit par Gilles Paris[221].

Questionné sur la présence de djihadistes en Libye, Filiu affirme que lorsque Kadhafi parle d'islamistes derrière les manifestants, c'est pour sauvegarder une certaine légitimité. Il serait un rempart. Il est exact que la Libye en mars 1998 a émis un mandat d'arrêt international contre Ben Laden « à l'heure où peu de services de renseignement avaient pris la mesure de cette menace globale ». Jean-Pierre Filiu précise à propos de Kadhafi : « La confrontation avec l'Occident a longtemps été son fonds de commerce et les sanctions internationales lui ont permis de resserrer le contrôle de la population par les Comités révolutionnaires ». Après les attentats du 11 septembre 2001, il a saisi une opportunité, « il a proposé ses services dans [le] cadre [de la guerre globale contre la terreur] et il a renoué avec les Etats-Unis sur cette base ».Pour ce qui est des islamistes en Libye, par le passé, Kadhafi a « écrasé les maquis djihadistes de Cyrénaïque et les dirigeants du Groupe islamique combattant libyen avaient rejoint Oussama Ben Laden ». Selon Jean-Pierre Filiu Kadhafi n'a pas cessé « d'exagérer la menace d'Al-Qaïda lors même qu'elle avait disparu en Libye ». Luis Martinez interrogé par *LeMonde* affirme que parmi les opposants à Kadhafi il y a des islamistes. Pour les lecteurs du quotidien il est sans doute difficile de s'y retrouver. Face à une situation complexe pour des Occidentaux le journal *Le Monde* fait appel à des spécialistes qui

[220] Nathalie Guibert, « Mirages libyens », à propos d'un livre de Jean Guisnel, *Le Monde*, 25 février 2011, p. 18.
[221] Gilles Paris, entretien avec Jean-Pierre Filiu : « Al-Qaïda est totalement dépassée par la lame de fond arabe », *Le Monde*, 26 février 2011, p. 5. Jean-Pierre Filiu est professeur à Sciences Po, auteur de *La véritable histoire d'Al-Qaïda.*

ne disent pas tous la même chose, et qui vraisemblablement ne se contredisent pas. Les différents acteurs de l'insurrection en Libyerestent mal connus.

Pour Jean-Pierre Filiu « Al-Qaïda est totalement dépassée par la vague de fond qui traverse le monde arabe, car ce mouvement démocratique invalide tout ce que les djihadistes proposent en termes de programmes et professent en termes d'analyses. […] Les manifestants se sont mobilisés en masse au nom de valeurs démocratiques que les djihadistes abhorrent et combattent ». Le propos est favorable au « printemps arabe » et laisse entendre que les manifestants de Benghazi et d'ailleurs adhèrent à des valeurs démocratiques. Luis Martinez parle d'un groupe parmi les manifestants en Libye attentif aux droits de l'homme à côté d'autres groupes. Soucieux d'informer,*Le Monde* accueille des spécialistes à propos desquels il est difficile de faire une synthèse. On découvre dans *Le Monde* du 1er mars, quelques jours après l'entretien du 26 février, un entretien avec Laurence Pope : pour luil'avenir de la Libye est sombre, le chaos s'imposera(voir infra). Il ressort des entretiens qu'il est difficile d'apprécier au plus près ce qui se passe dans le monde arabe, et en Libye en particulier.

José Luis Zapatero, premier ministre espagnol, a rencontré des journalistes à Madrid. Sylvie Kauffmann envoyée spéciale du *Monde* était présente[222].Il est optimiste, rapporte-t-elle, à propos des révoltes arabes (il est cité le 26 févier 2011). Le mouvement va s'étendre de manière violente dans certains pays, sous la forme de réformes dans d'autres, et conduira vers la démocratie, *« ce qui est la meilleure garantie d'un monde en paix »*. Il a aussi dit que l'Europe devait s'attendre à une vague d'immigration. « Nous sommes prêts, a-t-il dit, évoquant les deux principales routes des flux migratoires de l'Afrique subsaharienne vers l'Europe du sud, l'une vers l'Italie et l'autre vers l'Espagne. L'Italie va beaucoup souffrir, parce qu'elle aura l'immigration politique et l'immigration économique ». Cela va dans le sens de l'attitude de l'Italie vis-à-vis de Kadhafi, utile pour freiner l'immigration : Sergio Berlusconi souhaitait temporiser là où Nicolas Sarkozy s'opposera à Kadhafi. Pour freiner l'immigration il faut aider l'Afrique avec un plan Marshall du secteur privé, assumé par de grandes entreprises mondiales. Pour les lecteurs du *Monde*, l'homme politique espagnol apparaît optimiste et inquiet tout à la fois. Il parle de Kadhafi rencontré deux fois. Il le présente comme quelqu'un de *« très difficile àcomprendre »*. Malgré les informations faisant état de *« milliers de morts »*, il reste optimiste sur la Libye dont *« le destin est la*

[222] Sylvie Kauffmann : « M. Zapatero optimiste pour les révoltes arabes, malgré les incertitudes » *Le Monde*, 26 février 2011, p. 5.

démocratie ». Voici un propos que contredit l'ancien diplomate Laurence Pope (voir *Le Monde* du 1er mars).

Le Monde donne la parole à un autre expert : Laurence Pope. Il est présent le 1ermars.Cet ancien diplomate explique pourquoi les Américains s'inquiètent des révoltes arabes[223]. « Arabisant, le diplomate Laurence Pope a occupé de nombreux postes dans des pays arabes » (page 6). Il connaît la Libye, il était alors « premier conseiller de l'ambassade américaine ». Les autorités américaines craignent tout particulièrement « le risque de chaos qui pointe dans certaines zones du monde arabe ». Il parle des risques encourus par la monarchie à Bahreïn. Il parle du devenir de la Libye : on peut craindre « que la chute du colonel Kadhafi soit suivie, en Libye, du chaos ». Il le redit suite à la question « Quelle menace pèse sur la Libye ? » -Celle du chaos par son démembrement ». Point d'enthousiasme dans cet entretien à l'égard des rebelles de Benghazi et d'ailleurs, mais des inquiétudes sur un pays qui n'est pas doté d'une « véritable ossature nationale ». Renverser le « despote » se fera « assez vite ». Mais ensuite ? « Saïf Al-Islam, le fils de Kadhafi, a pointé la menace d'une guerre civile ». « Ce qui menace le pays, c'est une explosion entre régions hostiles ». Cette appréciation est nourrie d'une connaissance de l'histoire de la Libye, pays dans lequel le tribalisme contredit la création d'un État vraiment national[224]. Toujours dans *Le Monde* daté du 1er mars, nous avons un autre éclairage sur le monde arabe, cette fois-ci par une personnalité politique, Laurent Fabius, ex-premier ministre français[225].Il porte un jugement sévère sur la politique de Nicolas Sarkozy, alors président de la République. Il aurait été bon d'écouter les diplomates du Quai d'Orsay à propos de la Tunisie. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 2012 s'accompagnera, dit-il, d'une « nouvelle relation avec le Maghreb, les pays arabes et aussi l'Afrique noire ». « La France devrait proposer à ses partenaires européens un « pacte des libertés » entre l'Europe et les pays arabes qui se démocratisent ». Comme le premier ministre espagnol il aborde le sujet de l'immigration. « Il faut que nous ayons des discussions avec les pays d'émigration et que l'on soutienne les pays les plus exposés, notamment la Libye ». Les troubles en Libye entraînent des déplacements de population, *Le Monde* en a parlé en février 2011. Voilà un sujet d'inquiétude partagé.

---

[223] Voir l'annexe n° 20, p, 8-9. Entretien avec Laurence Pope, Propos recueillis par Sylvain Cypel, *Le Monde,* 1er mars 2011, p. 6. « Libye, Bahreïn : Washington craint « le risque de chaos » ».

[224] Le fils de Kadhafi est devenu lui-même un enjeu des tensions en Libye et du tribalisme. Voir Frédéric Bobin, « À Zintan, le sort mystérieux de Saïf Al-Islam Kadhafi », *Le Monde*, 22 février 2017, p. 5.

[225]Olivier Schmitt, entretien avec Laurent Fabius. L'ex-premier ministre plaide « Pour un pacte des libertés entre l'Europe et les pays arabes », *Le Monde*, 1ermars 2011, p. 13. Voir l'Annexe n° 20, pp, 53-54-55.

Pour ce qui est de Kadhafi lui-même, Laurent Fabius songe à lui interdire de nuire en interdisant à des avions libyens de voler. « […] il faudrait compléter les décisions de l'ONU par une interdiction de l'espace aérien. Kadhafi pourrait l'utiliser pour tirer encore sur sa population ou pour faire venir de nouveaux mercenaires ». À la date du 1er mars il n'apparaît pas utile de préciser ces affirmations : Kadhafi est présenté comme un dictateur prêt à massacrer les Libyens, employant des mercenaires, il faut comprendre africains. *Le Monde* leur a consacré une page le 26 février. À aucun moment on accorde un quelconque crédit à Kadhafi. Alain Juppé, proche de Nicolas Sarkozy, avait condamné sans appel le Guide : « Je souhaite de tout cœur que Kadhafi vive ses derniers moments de chef d'État »[226]. La majorité politique et l'opposition se rejoignent.

Un politologue, Jacques Rollet de l'Université de Rouen, intervient dans la page « Débats » du *Monde* datée du 4 mars[227]. Il s'interroge sur la pertinence des analyses des néoconservateurs américains au regard de ce qui a lieu dans les pays arabes. Il semblerait que la demande de démocratie soit l'enjeu des manifestations en Tunisie, en Égypte, et ailleurs dans le monde arabe. « […] Les peuples tunisien et égyptien nous montrent le désir de démocratie dans le monde musulman. Ils sont désormais suivis au Yémen, à Bahreïn, en Libye et des mouvements se développent au Maroc et en Algérie ». Le politologue cité conforte les lecteurs qui sont prêts à suivre le journal *Le Monde* dans sa façon de présenter les événements en Libye. C'est tout le monde arabe qui bouge. Ne nombreux politologues français spécialistes des relations internationales sont trop timorés, selon Jacques Rollet. Il faut accueillir favorablement les événements qui ont eu lieu en Tunisie et en Égypte, et ailleurs. « Le monde de culture musulmane ne doit pas être tenu à l'écart, ce qu'établissent les Tunisiens et les Égyptiens avant d'autres au Moyen-Orient ou au Maghreb. La présence de mouvements islamistes n'est pas une raison valable pour les décourager ». Jacques Rollet soutient « le devoir d'ingérence humanitaire » au nom des droits de l'homme. Son texte qui concerne le « printemps arabe » en général donne aussi des idées aux lecteurs du *Monde* pour ce qui est de la Libye. Une intervention occidentale, à titre d'exemple l'imposition d'une zone d'interdiction de vols pour les avions et les hélicoptères de Kadhafi, serait légitime.

---

[226] Béatrice Gurrey, « Alain Juppé fait un retour à ses conditions au Quai d'Orsay », *Le Monde*, 1er mars 2011, p. 11.

[227] Jacques Rollet, « Et si les néoconservateurs avaient raison… Les révoltes arabes montrent que la démocratie libérale est notre horizon », *Le Monde*, 2 mars 2011, p. 23.

Jour après jour, le journal *Le Monde* fait passer un message particulier sur les pays arabes, sur la Libye de Kadhafi en particulier. Les peuples qui se révoltent rêvent de démocratie, dit-on. Les islamistes ne sont guère considérés. La question de la souveraineté d'un État est quasiment balayée au nom de valeurs supérieures. Une telle façon de voir escamote le positionnement politique de la Russie et de la Chine. Cette façon de voir marque une certaine condescendance vis-à-vis des régimes en place dans le monde arabe, qui n'ont pas atteint le même degré de démocratie que les pays occidentaux. Le politologue Jacques Rollet ne cite pas une personnalité arabe, il ne se réfère, quand il parle des droits de l'homme, qu'à des Occidentaux. C'est ce même politologue qui affirme que « le monde de la culture musulmane ne doit pas être tenu à l'écart » !

Un expert, Bruno Tertrais, de la Fondation de la recherche stratégique à Paris, parle des révoltes arabes. Il ne parle pas d'un pays en particulier, la Libye est donc absente. Pourquoi retenir cet exposé relevé dans la page « Débats » du *Monde* du 3 mars 2011 ? Il explique pourquoi les gouvernements et les opinions publiques ont été surpris par les révoltes arabes. Ce n'est pas que les experts n'aient pas fait leur travail. Ils avaient noté de « profondes mutations » dans les sociétés arabes. Mais ils sont rarement écoutés parce que ce n'est pas prioritaire. De plus, on ferme souvent les yeux surdes régimes avec lesquels il y a des liens politico-financiers. La France illustre cette situation, selon Bruno Tertrais. À la décharge des gouvernements, il faut dire qu'il est difficile de prévoir l'élément déclencheur d'une « révolte des peuples arabes ». « Il nous faut accepter que les « ruptures stratégiques » telles que celles que nous sommes en train de vivre ne peuvent être prévues ». Cela vaut pour la Libye. Toutefois, pour ce qui est de la Libye, l'embrasement du pays à partir de la région de Benghazi a été rendu possible parce que des acteurs politiques occidentaux se sont avisés que les droits de l'homme étaient engagés dans la Libye de Kadhafi (faisant leur l'analyse mise en avant par le politologue Jacques Rollet et d'autres experts). Les rebelles ont reçu des renforts politiques et militaires. La Libye est un cas à part quand on considère l'histoire du « printemps arabe » au Maghreb.

Un certain nombre de mesures ont été prises à l'encontre du régime de Kadhafi. Pour les chroniqueurs de l'agence économique Reuters Breakingviews, elles sont dans l'ensemble inopérantes. Tant les sanctions économiques que « la menace de traduire les responsables [libyens] de la répression devant la Cour pénale internationale. Ce qui serait utile, c'est « une zone d'interdiction de vol » afin de priver les Libyens qui s'opposent aux insurgés d'attaquer

des civils par le ciel. Cette idée séduit un certain nombre d'acteurs politiques occidentaux, d'après les informations fournies par les journalistes du *Monde*. Les chroniqueurs de l'agence économique considèrent que dans un premier temps il faut évacuer les étrangers encore en Libye ; dans un second temps, si l'on songe à mettre en œuvre cette idée, il convient d'obtenir le soutien des gouvernements arabes « afin d'éviter toute recrudescence du sentiment antioccidental, déjà très fort dans la région »[228]. La circonspection est de règle face à la guerre civile que connaît la Libye.

Dans *Le Monde* des 6-7 mars l'éditorial posera la question : « Faut-il intervenir en Libye ? ». Ce n'est pas évident, même si l'on pense qu'une partie de l'opinion occidentale souhaite la chute du régime de Kadhafi, en raison des attentats commis par le passé, en raison des souffrances endurées par les infirmières bulgares, etc. Le point de vue des Libyens eux-mêmes doit être pris en compte, mais aussi le point de vue de « la rue arabe ».

Kadhafi voit la main d'Al-Qaïda dans le mouvement insurrectionnel en Libye. Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, expert associé au Centre de politique de sécurité de Genève, balaie cette affirmation. En Libye comme ailleurs dans le monde arabe, il y a une aspiration à la démocratie. Pour cet expert, la référence aux islamistes relève d'une « tentative de survie politique », en fait, selon lui, « la zone de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient voit émerger en son sein ce qui lui a fait le plus défaut depuis cent ans, à savoir une révolution populaire spontanée ». L'expert reproche « le manque de renouvellement des grilles de lecture des décideurs politiques et d'une partie de l'intelligentsia européenne et américaine à l'égard [du] printemps arabe ». À le lire « le débat en Occident ne porte que sur des islamistes qui seraient en embuscade, la stabilité des régimes autoritaires qu'il ne faudrait pas jeter avec l'eau du bain, et l'imprévisibilité institutionnelle des institutions »[229]. Pour ce qui est de la France, premier pays à reconnaître le Conseil national de transition, cette appréciation ne tient pas. Et pour ce qui est du journal *Le Monde*, il accorde bien peu d'attention aux islamistes, valorisant de jour en jour les rebelles de l'est de la Libye. La suffisance de l'orientalisme n'est pas à l'ordre du jour au sein du gouvernement français et au sein de la rédaction du journal *Le Monde*. L'intérêt du texte publié dans la page « Débats », c'est de révéler l'existence des travaux d'Edward Saïd sur l'orientalisme qui depuis le XIXe siècle imprègne la pensée

[228] Una Galani, « Sanctions contre Tripoli : de bonnes intentions à l'efficacité limitée » (traduction de Béatrice Laroche), *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 15.
[229] Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, « Regardons enfin les pays arabes autrement En finir avec la suffisance de l'orientalisme », *Le Monde*, 8 mars 2011, p. 20.

occidentale. Un néo orientalisme empêche d'appréhender ce qui se passe au sud de la Méditerranée correctement. Mohammed-Mahmoud Ould Mohamedou note que des Européens mettent l'accent sur « la menace de vagues d'immigration à venir ». Est-ce en référence à un néo-orientalisme ? Il apparaît certain que les tensions en Libye ont entraîné des déplacements de population, à partir de la Libye. Certains de ces déplacements concernent les pays européens qui jouxtent la Méditerranée. Ce n'est pas un fantasme hérité d'une idéologie, c'est un problème humanitaire considérable qui est apparu en 2011 et les années qui suivirent la révolution en Libye[230].

Hisham Matar, le fils d'un opposant « déclaré à la dictature de Kadhafi », opposant lui-même, en exil depuis trente-deux ans, s'enthousiasme pour la révolution libyenne. Ilexpose ses idées le 9 mars 2011.Son père, enlevé en Egypte, a croupi dans la prison d'Abou Salim, « la fameuse prison politique de Tripoli ». Lui-même, exilé à Londres, a « manifesté publiquement [son] opposition à la dictature libyenne » dans un livre publié en 2006. Ces dix dernières années, [il avait] fini par perdre espoir » « J'ai quarante ans, écrit-il. Je n'ai jamais connu la Libye sans Kadhafi. En assistant à la chute de la dictature, et, surtout, au soulèvement du peuple libyen, je me rends compte - écrit-il encore – que, jusqu'à présent, mon pays était une source de peur, de douleur et de honte. Aujourd'hui, il est source de joie et de fierté ». Nous avons là un témoignage en faveur du soulèvement parti de Benghazi en Libye. Le fait que son père ait été emprisonné à Abou Salim donne à Hisham Matar une caution morale. À partir de son exil, il est en droit de commenter ce qui se passe en Libye. Pour lui la « révolution libyenne […] a quelque chose d'unique ». Hisham Matar associe Mussolini et Kadhafi, ce n'est sans doute pas justifié. Mussolini a voulu faire de la Libye une colonie, les Libyens ont affronté une armée étrangère. Kadhafi membre d'une tribu libyenne a bénéficié de soutiens dans la population libyenne quand il a accédé au pouvoir et après. Hisham Matar écrit : les Libyens « redécouvrent la beauté de leur pays : sa longue résistance au fascisme de Mussolini et de Kadhafi, sa modération, son ouverture méditerranéenne sur le monde, son humour, ses chansons »[231]. Pourquoi accueillir un tel témoignage dans le journal *Le Monde* ? Une fois encore il s'agit de présenter le dictateur libyen sous un jour négatif, quitte à faire de Kadhafi le continuateur de Mussolini.

---

[231] Hisham Matar, « Ce que la révolution libyenne a d'unique Le peuple tiendra jusqu'au bout » [traduit de l'anglais par Myriam Dennehy / AP Watt limited], *Le Monde*, 9 mars 2011, p. 19.

L'ambassadeur d'Israël en France, Yossi Gal, propose une distinction entre terroristes et manifestants pour la démocratie dans les pays arabes. Le conflit israélo-palestinien ne concerne pas ces manifestants. « En Égypte, en Tunisie, au Soudan, en Libye, au Yemen, a-t-on vu les manifestants parcourir les rues et revendiquer leurs droits au nom de conflit israélo-palestinien ? » écrit-il. « Bien sûr que non ! Car ce qui a inspiré ces soulèvements populaires n'est pas lié au conflit israélo-arabe ». Les « valeurs démocratiques sont […] revendiquées avec vigueur et courage par les peuples de Libye, de Tunisie et d'Égypte »[232]. Cette déclaration ne doit pas être négligée du fait qu'elle aborde plusieurs pays arabes et non pas seulement la Libye. En effet, cette déclaration conforte les lecteurs du *Monde* que les insurgés ici et là, et donc aussi en Libye, ne sont pas des terroristes, quesesont des individus désireux d'accéder à la démocratie. Comme le témoignage paru dans *Le Monde* du 9 mars, la déclaration de l'ambassadeur d'Israël en France rend service aux insurgés libyens, elle leur donne une valeur particulière en les distinguant des fidèles de Ben Laden. Il note toutefois qu'il faut « rester vigilants », le terrorisme et l'intégrisme constituent toujours des menaces. Pour un lecteur du *Monde* cette déclaration équilibrée, qui parle des démocrates et des intégristes, peut être entendue par rapport à des articles publiés dans *Le Monde* qui mettaient l'accent sur des insurgés désireux de renverser un tyran et s'affichaient démocrates, et dans une moindre mesure sur des insurgés qui se référaient, face aux journalistes, à un discours religieux. Le climat général de l'article est positif. L'assentiment d'un ambassadeur d'Israël à Paris est un renfort de plus pour les insurgés dans les pays arabes, en Libye en particulier.

Dans *Le Monde* du 11 mars, Jean-Pierre Filiu, professeur à Sciences Po, invité à Columbia lors de la parution de son texte, parle de plusieurs pays arabes qui connaissent des tensions politiques. Un trait leur est commun, d'après lui : « Pour les insurgés, les régimes autocratiques sont étrangers à la nation »[233]. En ce qui concerne la Libye, il perçoit une continuité entre Mussolini et Kadhafi, reprenant certaines déclarations des insurgés. « L'assimilation de Kadhafi au proconsul fasciste n'est pas que rhétorique : la manipulation des divisions territoriales et tribales est aussi implacable, l'acharnement contre la Cyrénaïque est aussi brutal et le prix payé par la population pour consolider un pouvoir absolu est aussi lourd ». Comparaison n'est pas raison ! « […] l'insurrection libyenne […] se réclame d'Omar Al-Mokhtar et de la lutte acharnée de 1911 à 1931 contre la colonisation italienne ». Dans *Le*

[232] Yossi Gal, « Israël comprend les révoltes arabes La plus grande prudence reste de mise face aux manipulations des intégristes », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 17.
[233] Jean-Pierre Filou, « L'intifada démocratique arabe est un mouvement de libération nationale », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 19.

Monde du 9 mars 2011, Hirsham Matar associe pareillement Kadhafi et Mussolini. C'est faire peu de cas du fait que la région de Benghazi est traditionnellement hostile à la prépondérance de Tripoli. Et faire aussi peu de cas du fait que Kadhafi avait pour modèle Nasser, chef de l'État en Égypte profondément nationaliste. Dans les discussions entre la Libye et l'Italie qui ont précédé le traité d'amitié signé en 2008, Kadhafi avait exigé des réparations de l'Italie ancienne puissance coloniale à l'égard de la Libye. Il ne se référait pas alors à Mussolini, tout au contraire il se présentait comme un nationaliste arabe. Les insurgés actifs dans l'est de la Libye ont élaboré un corpus idéologique afin de valider leur action politique tant à l'intérieur de la Libye que sur la scène internationale. Faire de Kadhafi un fasciste est une démarche idéologique bienvenue pour gagner l'assentiment d'une partie de l'opinion occidentale contre Kadhafi.

Jean-Pierre Filiu rappelle que la Libye dut affronter une expédition militaire organisée par les États-Unis en 1805. C'était alors contre la Libye « barbaresque » « qui pillait leurs navires et asservissait leurs ressortissants ». Le parallèle avec la situation locale en 2011 est audacieux puisqu'il s'agirait en 2011 de porter assistance à des civils massacrés sur ordre de Kadhafi, et cela avec le mandat de l'ONU. Ce qui est en jeu ici, dans le texte de Jean-Pierre Filiu, c'est l'idée que les Libyens sont attachés à leur indépendance nationale et ne souhaitent pas voir sur le sol de la Libye une armée étrangère.

Le Monde présente le 10 mars 2011 un entretien avecuneporte-parole du conseil national de transition, Iman Bugaighis [234].Elle raconte la genèse du CNT.À l'entendre,« l'insurrection est au début d'un processus quine s'arrêtera pas ». Là où elle intervient un des drapeaux français sont visibles.Le soutien de la France au CNT est apprécié, il est mis en scène à Benghazi.

[234]Iman Bugaighis, Professeure de médecine dentaire, âgée de 50 ans, a participé au mouvement insurrectionnel dès le 17 février. C'est une des porte-parole du Conseil national de transition libyen qui s'est constitué à Benghazi, contre le régime de Mouammar Kadhafi. Le10 mars 2011, elle a accepté de répondre au *Monde,* au siège du Palais de justice, quartier général des nouveaux dirigeants et lieu de ralliement des manifestants. Voir l'Annexe n° 10, pp, 21-22.

2.2. Chapitre 2 compléments

2.2.1. En rapport avec la Libye du 17 février au 17 mars 2011.

En 2011,Kadhafi est au pouvoir en Libye depuis quatre décennies. Avec le temps, il a perdu une part de son prestige parce qu'il n'a plus l'élégance du jeune officier qui avait pris le pouvoir contre l'ancien régime au nom de la jeunesse et de l'arabisme. Il est perçu par beaucoup, et tout particulièrement dans une grande partie de la communauté internationale occidentale, comme un mégalomane ou un pantin. Pour autant, il semble bien installé au pouvoir. Kadhafi a su prendre ses distances avec le terrorisme dont la puissance américaine a souffert en 2001, alors que pendant des années, au cours du XXe siècle, la Libye était associée au terrorisme international. La Libye trouve place dans le concert des nations. Elle est représentée dans des instances internationales. Elle envoie des ambassadeurs de par le monde. Elle accueille sur son territoire des entreprises étrangères, des milliers de travailleurs étrangers venus des différentes régions du monde. Qui songerait alors à renverser Kadhafi ? Le sujet n'est pas abordé dans le cadre politique international visible. Kadhafi est étroitement associé à la Libye. Il est reçu en grande pompe par Nicolas Sarkozy, président de la République française, à Paris, en décembre 2007. À son égard, ce qui est à l'ordre du jour, c'est un certain pragmatisme.

Le passé de Kadhafi le dessert malgré tout. Ce n'est pas un chef d'État « normal », sa réputation est sulfureuse. On ne peut oublier son implication dans des actions politiques ayant entraîné une perception négative de ce leader arabe dans une grande part de l'opinion internationale. Son régime a soutenu des groupes terroristes occidentaux, a été impliqué dans des attentats qui ont vu des avions de ligne exploser en plein vol, ce qui a entraîné la perte de vies humaines. La personnalité de Kadhafi fait qu'il devient, en quelque sorte, la caricature de lui-même, il est excessif dans ses interventions. De là une image de lui négative dans une bonne part des médias. Ses fils semblent profiter de la position politique de leur père, et vivent une vie luxueuse. De là des commentaires acerbes à leur égard dans la presse occidentale.

L'arrestation d'infirmières bulgares et d'un médecin d'origine palestinienne naturalisé bulgare -que les autorités libyennes tiennent pour responsables de la mort d'enfants -provoque un tollé international. Kadhafi tient bon, ces étrangers sont condamnés et emprisonnés. Il

faudra de nombreuses discussions pour régler ce problème. Cette affaire occupe l'attention de 1999 à 2007. La libération des infirmières bulgares, après dix ans d'enfermement, sera le fruit d'une intervention française. L'épouse de M. Sarkozy jouera un rôle comme émissaire auprès de Kadhafi. « Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysée, devait se rendre à Tripoli avec le conseiller Boris Boillon. Cécilia [Sarkozy] s'en alla trouver Guéant. « *Je voudrais venir*. - *Bonne idée* », répondit-il. Nicolas Sarkozy était encore plus enthousiaste : « *Très bonne idée* ! » […] Quelques jours plus tard, après un nouveau voyage au pays de Kadhafi, elle déposa les infirmières sur le tarmac de l'aéroport de Sofia »[235].

Lorsque le « *printemps arabe* » advient et entraîne des changements à la direction de la Tunisie et de l'Égypte, nombreux sont les acteurs politiques, sur place et à l'étranger, qui sont pris au dépourvu. Un exemple parlant : le 11 janvier 2011, lors des troubles sociaux en Tunisie, qui provoquèrent la chute du président Ben Ali, successeur de HabibBourguiba, la ministre française des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, intervient à l'Assemblée nationale pour assurer le régime de Ben Ali du soutien de la France. Elle prévoit, pour les forces de répression en Tunisie, une aide de la part des forces de sécurité française et des armes[236]. C'était trop tard. Ben Ali s'enfuit le 14 janvier. Ce à quoi songe Michèle Alliot-Marie ne se concrétise pas : la Tunisie ne vit pas seulement des troubles sociaux, elle vit un changement de régime.

Illustration n° 1 : Le gouvernement français par Burki. Dessin paru dans *24 Heures* (Lausanne) Repris dans *Le Monde,* 21 février 2011, p. 15. Michèle Alliot-Marie et François Fillon sont dans un avion, ils montrent comment se servir de la bouée de sauvetage.

[235] Anna Bitton, *Cécilia*, Paris, Flammarion, 2008, p. 107-108.
[236]Natalie Nougayrède, « La diplomatie française a défendu jusqu'au bout le régime tunisien » *Le Monde,* 16 janvier 2011, p. 5.

Les révoltes arabes sont une surprise pour la diplomatie française[237]. Une grande part du personnel politique français n'imagine pas que le raïs d'Egypte puisse chanceler. Moubarak, le successeur de Nasser et de Sadate, est pourtant renversé ! Les islamistes sont pour une grande part maîtres du jeu politique en Égypte après les moments d'effusion lyrique place Tahrir au Caire.

Fin janvier 2011 plusieurs pays arabes connaissent des mouvements de protestation. De nombreux manifestants crient « *Kafa* » [ça suffit], parce qu'ils ne supportent plus leurs conditions de vie. Pour chaque pays, des caractères spécifiques entrent en jeu dans le déploiement des manifestations. Et, parallèlement, des traits communs sont notables : frustration sociale, sentiment que les dirigeants ne sont pas efficaces, islamisme.

Qu'en est-il pour la Libye ? Tout commence à Benghazi, deuxième ville de Libye, le 15 février 2011. Ce jour-là Fathi Tirbil est arrêté par la police libyenne. Cette arrestation déclenche une insurrection qui s'étend très vite au-delà de Benghazi. Fathi Tirbil est une personnalité travaillant sur un sujet sensible pour de nombreux Libyens, les « *disparus* » d'Abou-Salim, « *une prison politique* » de Tripoli où, le 29 juin 1996,plus de 1270 détenus sont abattus. Les dépouilles ne sont pas rendues aux familles. À Benghazi, des habitants se réunissent et exigent la libération de Fathi Tirbil[238]. S'exprimer sur le sujet des « *disparus* », en fait massacrés, est resté interdit jusqu'en 2009, année où le régime concède aux familles que les responsables du massacre devraient être traduits en justice. Mais cela reste sans suite. Après 2009, les familles des victimes de Benghazi organisent des manifestations pour réclamer justice. Les protestataires subissent des violences de la part des autorités libyennes. Le 17 février 2011, « *Journée de colère* », la contestation prend de l'ampleur : de jeunes blogueurs appellent leurs compatriotes à manifester contre le népotisme et la corruption d'un régime en place depuis 42 ans. Au-delà de l'affaire des « *disparus* » d'Abou-Salim, des voix veulent se faire entendre afin de dénoncer la corruption, exiger des augmentations de salaire, des emplois, la liberté de la presse. Les événements dans les pays voisins de la Libye jouent un rôle de catalyseur. Des manifestations ont lieu en 2011 en Tunisie et en Égypte, pays voisins de la Libye. Elles confortent les manifestants libyens dans leurs exigences.

---

[237] Luis Martinez, politiste et spécialiste du Maghreb et du Moyen-Orient, directeur de recherche au CERI depuis 2005, a abordé ce sujet lors d'un entretien qu'il m'a accordé le 27 octobre 2015. Voir l'annexe n° 8, pp, 15-16-17.

[238] Fathi Tirbil disparaît après 2012. C'est alors une personnalité introuvable. [….].

Notons que la Libye, dans le premier article publié par le journal *Le Monde* qui traite de ce pays en février 2011, est associée dans le titre de l'article avec des pays du Golfe. La Libye, qui se trouve au nord de l'Afrique entre la Tunisie et l'Égypte, se retrouve avec le Bahreïn et le Yémen. Le texte de l'article nous indique que les manifestants sont de plus en plus nombreux pour revendiquer justice et liberté. En Libye les manifestants sont contre le népotisme et la corruption du régime de Mouammar Kadhafi. Le colonel Kadhafi qui déplore, le 14 janvier 2011, la chute de Ben Ali, chef de l'État tunisien, est confronté à une révolte à Benghazi. Les autorités libyennes choisissent la force contre les manifestants et isolent la Libye du reste du monde, au moins pour partie, en coupant l'accès à Internet et en brouillant la réception d'Al-Jazzera, la chaîne de télévision du Qatar, favorable aux insurgés.

Dans la nuit du dimanche 20 février au lundi 21 février 2011, Seîf Al-Islam, l'un des fils de Kadhafi, déclare : « [La Libye] ce n'est ni la Tunisie ni l'Égypte et notre moral est au plus haut. Le leader Mouammar Kadhafi, ici à Tripoli, conduit la bataille et nous le soutenons ainsi que nos forces armées… Nous ne lâcherons pas la Libye et nous combattrons jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière femme et jusqu'à la dernière balle »[239]. Pour soumettre les insurgés, les autorités libyennes lancent une opération armée au sol avec l'appui de l'aviation.Le 22 février 2011, le Guide de la Révolution prononce un long discours avec lequel il espère renverser la situation en sa faveur. Il s'adresse tout à la fois aux habitants de Benghazi qui manifestent faute d'avoir obtenu réparation depuis les exécutions dans la prison d'Abou Selim, aux jeunes, dont beaucoup sont sans emploi, qui peuvent être tentés de prendre les armes, aux familles libyennes et aux tribus constitutives de la Libye, leur demandant de ne pas importer en Libye la confusion et les destructions que l'Irak a connues. Il veut protéger son pays, dit-il, de la guerre civile et de l'intrusion de groupes islamistes. Il pourfend les pays arabes restés passifs devant l'écrasement de l'Irak. Il dénonce l'impérialisme américain et la hargne des Occidentaux derrière les évènements dans le monde arabe. La virulence des propos de Kadhafi contre l'Occident s'inscrit dans le droit fil des discours prononcés les années antérieures. Par exemple, le 8 février 1988, il affirme que le monde occidental, qui prétend défendre les droits de l'homme, est en fait « *un monde sauvage, barbare, primitif* ». Et de parler alors des deux guerres mondiales, des croisades, des guerres puniques. Les peuples européens ont abdiqué devant des dirigeants qui sont obnubilés par le profit[240].

---

[239] Service international, « Des centaines de morts en Libye, pays au bord de l'implosion », *Le Monde,* 22 février 2011, p. 4.
[240] Source : https:// www.youtube.com/watch?v=ZeqJbi86R3k. Voir l'Annexe n° 12, pp, 29-à-32.

Dans l'enceinte de l'ONU Kadhafi prétend parler au nom de toute l'Afrique, et même au-delà. Voici ce qu'il déclarait le 23 septembre 2009 : « *Au nom de l'Assemblée générale en sa 64ème session, présidée par la Libye de l'Union africaine, d'un millier de royaumes africains traditionnels et en mon propre nom, je voudrais saisir cette occasion, en tant que Président de l'Union africaine, pour féliciter notre fils, M. Obama* […] »[241]. Ce propos à l'adresse du Président des États-Unis est grandiloquent, et plutôt respectueux. Dans une autre intervention il dénonce les guerres qui sont dans l'intérêt d'un pays ou de trois ou quatre pays mais certainement pas de toutes les nations, il se présente alors comme un défenseur de la paix[242]. Le verbe de Kadhafi était connu, mais quand il prononça, face à la rébellion de Benghazi un discours enflammé ce fut en pure perte[243].

Le discours du 22 février 2011, projeté sur grand écran à Benghazi par la chaîne Al Jazzera, est très mal reçu. Il renforce les manifestants dans leur colère. En plus des premiers manifestants, réunis pour rappeler des exactions commises en 1996, sont présents des jeunes qui reprennent les slogans du « *printemps arabe* » dans des pays voisins, et des islamistes. En revanche, à Tripoli, le discours de Kadhafi est bien perçu, suite à l'intervention des réseaux qui travaillent pour le régime. Le régime se fissure toutefois de l'intérieur. Dès le 23 février le général Abdel Fattah Younès,[244]ministre de l'intérieur, fait défection : il annonce qu'il rejoint les rangs de l'insurrection. Le 28 février, dans l'enceinte des Nations unies à New York, le chef de la délégation libyenne, Abderrahmane Shalgam, dénonce le régime qu'il servait jusqu'alors. D'autres personnalités rompent avec le Guide. À l'étranger, découvrant la teneur du discours de Kadhafi, attentifs au déroulement des événements, de nombreux dirigeants politiques occidentaux dénoncent la dérive autoritaire du Guide. Hillary Clinton aux États-Unis, Angela Merkel en Allemagne, Alain Juppé en France élèvent la voix contre Kadhafi. Le monde arabe prend ses distances. La Ligue arabe suspend la participation de la Libye à cet organisme international. Le Conseil de sécurité à l'ONU exige que soient prises en compte par le régime libyen les demandes présentées comme légitimes de la population. Dès les premiers soubresauts à Benghazi, les autorités françaises perçoivent que la révolte d'une partie de la population libyenne offre une opportunité pour s'en prendre à Kadhafi, reçu à

[241] Source : http://www.voltairenet.org/article165688.html.
[242]Source Jeune *Afrique* 2011.
[243] Le journaliste Alfred de Montesquiou, découvrant dans le « bunker » de Kadhafi le studio de télévision, écrit : « Ici, en février dernier, au début de l'insurrection, il jurait d'extirper « rue par rue, maison par maison » les rebelles qualifiés de « blattes » et de « rats » » (*Paris Match*, 20 octobre 2011).
[244]Abdel Fattah Younès ministre de l'Intérieur d'origine cyrénaïque, l'un des participants à la révolte de 1969. Il a vécu presque toute sa vie avec Mouammar Kadhafi. Après avoir fait défection, il a rejoint les rebelles, il a trouvé la mort le mois de juillet 2011, tué par des islamistes.

Paris en 2007 comme chef d'État, alors que sa réputation était déjà détestable. Le 25 février 2011, une mission humanitaire française, menée par un diplomate du Quai d'Orsay, se rend à Benghazi. Le 28 février, après l'ONU et les États-Unis, l'UE prend des sanctions contre la Libye.

Arrivéà Benghazi, le 3 mars 2011, Bernard-Henri Lévy, un philosophe bénéficiant d'une certaine visibilité, proche de Sarkozy en ce qui concerne la Libye, rencontre des membres de l'opposition à Kadhafi. Le soir même il téléphone au Président de la République, le sollicitant pour qu'une délégation libyenne soit reçue[245]. La révolte libyenne intéresse au plus haut point les puissances occidentales. Voler au secours des révoltés contre le Guide, ne serait-ce pas une opportunité pour mettre à bas le régime de Kadhafi ? Ces puissances occidentales n'ignorent pas que Kadhafi, par le passé, a été un acteur du terrorisme international. Rappelons que les Américains, en avril 1986, pour marquer leur hostilité à Kadhafi, ont bombardé des résidences du Guide.

Une urgence se fait jour après le 23 février 2011 : il s'agit d'évacuer la plus grande part des étrangers de différentes nationalités installées en Libye. D'un commun accord avec les autorités libyennes (elles ont alors une réelle légitimité), des opérations d'évacuation sont lancées, à l'initiative de divers pays, dont despays européens. Un avion militaire portugais et un autre venu d'Autriche font route vers la Libye. D'autres encore venus d'autres pays. Les États se préoccupent de leurs ressortissants, les entreprises privées de leurs employés. Citons quelques-unes des entreprises étrangères présentes en Libye : ENI entreprise italienne, Total et Vinci entreprises françaises, BP entreprise britannique. L'impact économique des troubles en Libye se fait très vite sentir, et pas seulement en Libye**.** Une conséquence directe de la situation en Libye, membre de l'OPEP et quatrième producteur de pétrole en Afrique, c'est l'augmentation du coût du pétrole au-dessus de 105 dollars[246].

Des nombreux pays dans le monde évacuent des civils le mercredi 23 février 2011. Les jours suivants, l'évacuation de tels ou tels ressortissants s'avère nécessaire. En Asie, les autorités se préparent à mettre en place de gigantesques opérations d'évacuation pour prendre en charge plus de 100 000 travailleurs. L'Égypte est grandement concernée : près de 1,5

[245] Bernard-Henri Lévy, *La Guerre sans l'aimer*, Grasset, 2011, p. 240
[246] Philippe Bernard, « Répressions sanglante en Libye, réunion du Conseil de sécurité de l'ONU », *Le Monde*, 23 février 2011, p. 2.

million d'Égyptiens travaillent en Libye[247]. Les autorités libyennes donnent leur accord pour que l'Égypte effectue 37 vols.

L'évacuation des civils est un sujet important. Il interfère en effet avec la position politique que peut prendre un pays face à la crise en Libye.Un exemple :selon Laurence Pope, qui fut diplomate en Libye, les États-Unis ne peuvent pas agir tant qu'il y a des citoyens américains sur place en Libye[248]. La résolution 1970, adoptée par l'ONU à l'encontre de la Libye, établit *« une interdiction de tous les vols dans l'espace aérien »* de la Libye, à l'exception des vols humanitaires ou des vols d'évacuation d'étrangers. Une distinction est donc faite en ce qui concerne les étrangers, fort nombreux en Libye, en particulier dans le bâtiment et l'industrie pétrolière.

2.2.2. Déclenchements des événements Benghazi

2.2.2.1. Pourquoi la contestation a-t-elle touché surtout l'est du pays ?

Pour bien préciser le cadre géographique, nous proposons l'illustration ci-dessous : en vert la Tripolitaine, en noir la Cyrénaïque, et en rouge le Fezzan.

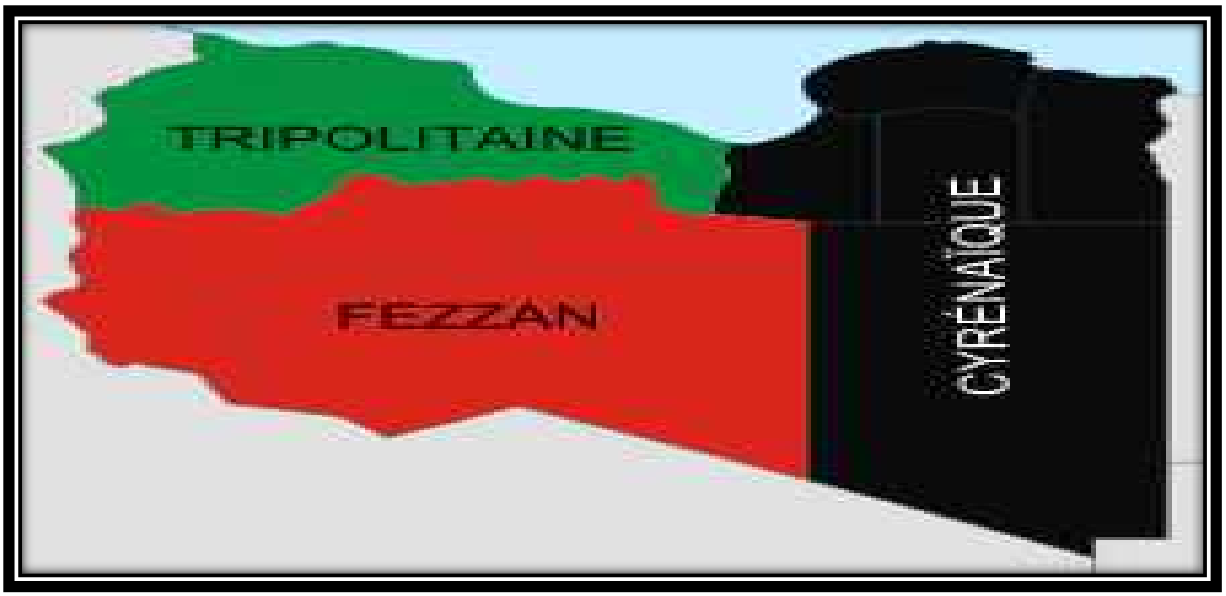


Illustration n° 2 : les différents territoires en Libye.

[247] Sylvain Cypel et Philippe Ricard, « Libye : évacuations massives et déclarations fermes des Etats-Unis **»**, *LeMonde,*25 février 2011, p. 2.

[248] Laurence Pope, diplomate retraité arabisant, ex-conseiller politique du Central command américain, premier conseiller à l'ambassade des États-Unis à Tripoli de 1974 à 1976.

La Cyrénaïque (d'après le grec ancien, en arabe برقة)est le premier secteur de la Libye, le 15 février 2011, à se déclarer en rupture de ban à l'égard du pouvoir du colonel Kadhafi.L'est du pays devient rapidement le foyer de ralliement des militaires de l'armée libyenne qui ont décidé de rompre avec le « *Guide* ». La Cyrénaïque est une zone traditionnellement rebelle par rapport au pouvoir central à Tripoli. Sur le territoire de cette partie de la Libye survivent « *des maquis islamistes* » que Kadhafi a combattus par le passé[249]. Selon Luis Martinez, un spécialiste du Maghreb,les dirigeants et les habitants de Benghazi sont des opposants irréductibles au régime.

Les séparations en Libye ont été renforcées par des interventions étrangères. En 1943, la Libye italienne est passée sous contrôle franco-britannique, Londres administrant la Cyrénaïque et la Tripolitaine cependant que Paris contrôlait le Fezzan[250]. Après le second conflit mondial, avec le plan de Bevin Saforza, Britanniques et Italiens proposent une division en trois. Londres exercerait une tutelle sur la Cyrénaïque couvrant ainsi le canal de Suez à l'ouest. Le Fezzan serait géré par la France, qui pourrait achever la possession de l'ensemble saharo-africain. L'Italie espère « sauver les meubles » en conservant la Tripolitaine, où vivaient encore 40 000 de ses ressortissants. L'URSS et les États-Unis s'opposent à ce plan, exigeant que le territoire ne soit pas divisé et qu'il soit placé sous tutelle de l'ONU. Le 21 novembre 1949, la résolution 289 de l'ONU a pour objet de préciser que la Libye serait indépendante le 1er janvier 1952.

En remontant plus haut dans le temps, on prend conscience de l'écart entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine. « Les tensions politiques et sociales en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont rouvert en février [2011] l'ancienne faille entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine, faisant ressurgir du passé le spectre d'une histoire nationale tourmentée par le colonialisme ». La Libye unifiée, c'est un phénomène récent, apparu au XXe siècle. « La Libye a surtout été la création de l'impérialisme italien. Dans *Le quatrième rivage*, Sergio Romano considère que « la Libye n'existait pas avant 1911 » et que, en vérité, « elle naît au moment même de la conquête italienne et acquiert une unité administrative lorsque le régime

[249] Service international, « La soif de changement s'étend dans le monde arabe », *Le Monde,* 18 février 2011, p.6.
[250] Bernard Lugan, *L'Histoire de l'Afrique du nord, (Egypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc) des origines à nos jours*, Monaco, Editions du Rocher, 2016, p. 444.

fasciste unifie les gouvernements de Tripoli et de Benghazi » sous le maréchal Badoglio[251]. L'unité administrative ne fut pas acquise de façon définitive avec la colonisation.« […] La colonisation italienne n'élimina pas non plus les caractères intrinsèquement bicéphales de la nouvelle colonie. La résistance la plus forte à laquelle se heurtèrent les Italiens fut en Cyrénaïque où, exploitant l'opposition entre Français et Ottomans, la confrérie islamiste des Sénoussis s'était implantée depuis plus d'un demi-siècle »[252].

L'unification de la Libye s'est faite à partir de l'extérieur. La monarchie a assumé la conduite de la Libye avec l'indépendance, elle a hérité de l'unification voulue par une puissance coloniale. Des tensions persistaient malgré tout entre régions au sein du Royaume Uni. Sous la monarchie libyenne, l'apport de l'industrie pétrolière permit un enrichissement du pays. « Lorsque Kadhafi prit le pouvoir en 1969, il trouva une législation sur le pétrole efficace et une production qui avait doublé en cinq ans. Les Sénoussis considérèrent le putsch comme un coup d'État de Tripoli, mais il fut en réalité l'expression du nationalisme de la nouvelle Libye, enrichie par l'or noir ». À la tête de l'État, Kadhafi a imposé sa loi sur l'ensemble du territoire, il disposait d'une armée nationale. Pourtant des tensions entre régions persistaient encore. À travers le temps, l'opposition de Benghazi s'est maintenue, s'exprimant lorsque des circonstances particulières s'y prêtaient. « L'opposition se manifesta à nouveau au moment du premier choc pétrolier. Kadhafi répondit avec l'« originalité » d'une « révolution culturelle » libyenne, un *Livre vert* et la réorganisation étatique contre l'ancienne bureaucratie. Le conflit latent entre Tripoli et Benghazi ne s'est jamais apaisé »[253].

Pour éclairer le travail entrepris sur la Libye et le journal *Le Monde*, j'ai eu un échange avec Gilles Paris, journaliste au *Monde.* Il m'a dit : « *Je crois me souvenir que nous avions compris le soulèvement de l'est comme la continuation d'une contestation régionale historique contre l'ouest du pays, attisée par les deux soulèvements qui avaient eu lieu en Tunisie et en Égypte* »[254]. Au-delà de la Cyrénaïque, c'est toute la Libye qui est concernée par une contestation possible du régime de Kadhafi. Certains Libyens sont fatigués de la corruption rampante dans toutes les régions du pays, découragés face aux violations de leurs droits humains. Le projet de réforme économique, présenté par le régime, ne peut suffire pour

[251] Sergio Romano cité par Gianluca De Simone, *Grand Moyen-Orient. Crises et guerres de la nouvelle phase stratégique*, éd. Science marxiste, 2016, p. 69. Sergio Romano a publié divers ouvrages. Citons *La quartasponda : la guerra di Libia 1911-1912*, Le *grand désordre mondial 1984-2001*, traduction française, Éditions des Syrtes, 2002.
[252] Gianluca De Simone, *op. cit*., p. 70.
[253]*Ibid.*, p. 71.
[254]Voir l'annexe n° 9, p, 18-19-20, Entretien avec Gilles Paris, journaliste au *Monde*, 3 octobre 2016.

obtenir une réelle adhésion de la part de la population qui est mécontente. Ceux qui s'opposent à Kadhafi demande de vastes réformes politiques, notamment une constitution. Ils veulent que l'on mette un terme à la violation des droits des citoyens. Ils revendiquentdeformer des partis politiques, ils réclament la liberté d'opinion, la liberté d'expression, des réformes économiques visant à réduire la corruption et de meilleures conditions de vie. La contestation en Libye, à la différence des mouvements spontanés de Tunisie et d'Égypte, est à l'œuvre depuis des années, notamment à l'initiative du clan Senoussi allié à d'autres tribus hostiles au pouvoir de Kadhafi. Les Senoussis voient sans doute dans la révolution une occasion de prendre leur revanche et de récupérer le pouvoir. L'histoire de la Libye montre, en effet, que le pays n'a jamais été une nation homogène, mais un territoire où coexistent, depuis l'Antiquité, trois provinces administrées traditionnellement par des clans puissants[255].

2.2.2.2. Une date particulière : le 17 février 2011

La Cyrénaïque connaît les Jours de la Colère : chaque vendredi, après la prière, des activistes demandent aux personnes présentes de manifester en restant dans les rues. Tout cela dure environ trois semaines du 15 février au 28 février 2011 jusqu'à ce que cette partie de la Libye soit devenue insurrectionnelle.Le 17 février 2011 précisément, c'est la commémoration d'un autre jour de colère, il correspond à la date anniversaire d'une précédente manifestation, le 17 février 2006, manifestation durant laquelle des manifestants sont tués. L'attaque du consulat d'Italie, cette même année, à Benghazi, illustre la montée en puissance des islamistes libyens[256]. Un vendredi, après la prière, des manifestants tentent d'incendier le bâtiment. Ce qui motive cette attaque, c'est la dénonciation des caricatures représentant le prophète, parues loin de la Libye, au Danemark[257].Des manifestations contre ces caricatures publiées en Europe ont lieu simultanément dans de nombreux pays musulmans. En Libye, la manifestation est réprimée[258]. Le mois de « février » a donc une signification particulière. En effet, en remontant le temps on trouve le 21 février 1952, jour où la police ouvre le feu sur des manifestants

[255] Pierre-Marie Vincent, *Journal d'un médecin en temps de guerre Libye HURRA*, Paris, Éditions Les Nouveaux Auteurs, 2011, p. 53.
[256] AFP, « Benghazi caricatures, 10 tués dans une attaque contre le consulat d'Italie », 18 février 2006.
[257] Voir Jeanne Favret-Saada, *Comment produire une crise mondiale avec douze petits dessins*, Paris, Fayard, 2015.
[258] Jean-Jacques Bozonnet, « Libye l'affaire des caricatures de Mahomet », *Le Monde*, 20 février 2006, p. 5.

pronassériens[259]. Nous pouvons dire que le mois de « février » est associé à des événements insurrectionnels qui se conjuguent chez les habitants de Cyrénaïque.

Toujours à Benghazi, deuxième ville en Libye, vers 15h, le 15 février 2011, Fathi Tirbil est arrêté, avons-nous dit, par la police libyenne. Des manifestations s'ensuivent. La réponse est la répression avec violence et meurtres. Quand des jeunes demandent la liberté, il y a dans leur esprit des images véhiculées par les révolutions dans les pays voisins, en Tunisie et en Égypte. Il est vrai que leurs demandes peuvent s'accorder avec celles de leurs voisins. Mais ces jeunes Libyens oublient apparemment que leur régime est très différent de celui que connaissent leurs voisins. Le problème est ancien en Libye et passé sous silence. L'influence desrévolutionsarabes, accentuée par la situation propreà la Libye,dynamise les soulèvements initiés à Benghazi. À partir de cette date-là, le 15 février, l'est de la Libye se dresse contre le colonel Mouammar Kadhafi. Les affrontements entre les forces de Kadhafi et celles de ses opposants font un nombre important de victimes et plongent le pays dans une crise humanitaire[260].C'est à cela que les pays occidentaux prêtent attention dans les premiers temps des troubles. La révolution de 2011 ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de la Libye, marquée par l'incertitude. Les pages de cette histoire s'écriront au fur et à mesure de l'évolution des rapports internes à la Libye, mais aussi des futures mutations géopolitiques qui affecteront la région, et la Libye en particulier.

Durant la révolte de février 2011, des djihadistes étrangers encadrent indéniablement les manifestants. Les éléments d'Al-Qaïda sont envoyés combattre aux côtés des islamistes libyens[261]. Un témoignage d'un ancien haut gradé de l'armée libyenne, réfugié en Tunisie, mérite attention quand il dit « Avant cette révolte, je n'avais jamais vu de personnes portant une barbe rousse, je ne savais pas d'où elles venaient ». Il reproche encore à Seîf Al-Islam, l'un des fils de Kadhafi, d'avoir payé cher la libération d'islamistes libyens emprisonnés à Guantanamo. Une lettre adressée aux révolutionnaires par *Al-Andalus*, organe de propagande islamiste, le 23 février 2011, atteste très clairement cet appui : « Nous *assurons notre soutien et notre aide à la révolution libyenne dans ses justes revendications, et nous déclarons à notre peuple en Libye : nous sommes à vos côtés, nous ne vous abandonnerons jamais, avec l'aide*

---

[259] Bernard Lugan, *L'Histoire de l'Afrique du nord, (Egypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc) des origines à* nos *jours*, *op. cit.*, p. 446.
[260] Amour Naim, « La Libye entre les intérêts de l'Occident et la résistance de Kadhafi », *Outre-terre*, 2013/3, n°29, p. 299-308.
[261]Hélène Bravin et Kamel Almarach, « Libye conflits tribaux et défis électoraux », *Les Cahiers de l'Orient*, été 2013, n°111, p. 110-111.

d'Allah.Nous donnerons tout ce que nous possédons pour vous venir en aide, Inch'Allah. Nous n'avons pris les armes que pour vous défendre face à ces despotes qui ont confisqué vos droits, pillé vos richesses et vous ont privé des conditions les plus élémentaires d'une vie digne, de la liberté et de la dignité humaine »[262].

Au début de l'insurrection, des milliers d'exemplaires du *Livre vert*, ouvrage rédigé par Kadhafi,[263]sont déchirés, piétinés, par des manifestants, avant d'être jetés dans les flammes. Quelques manifestants ont scandé des slogans religieux : *« Brûlons ces Livres de Satan,nous voulons la loi islamique et le Coran »*[264]. Mouammar Kadhafi accuse les jeunes drogués et les islamistes d'être responsables des troubles. Selon Jean-Pierre Filiu, un politologue, la dénonciation de Ben Laden par Mouammar Kadhafi ne renvoie pas à une réalité, parce que Tripoli a écrasé par le passé les maquis djihadistes de Cyrénaïque et dans la mesure où les dirigeants du Groupe islamique combattant libyen (GICL),[265]proche d'Al-Qaïda sont totalement dépassés par la vague de fond qui traverse le monde arabe, en 2011. Ce propos ne rend pas pleinement compte de la situation locale, des poches de rebelles islamistes existent encore en 2011.

Parallèlement le régime essaie d'envoyer des négociateurs, parmi eux son fils, Saadi Kadhafi, pour négocier avec les manifestants[266]. Mais cette mission n'est pas acceptée par les insurgés qui contrôlent l'est de la Libye. Rappelons que la deuxième épouse de Kadhafi est d'origine cyrénaïque. Cela aurait pu constituer un atout. Le fils de Mouammar Kadhafi et ses proches sont retranchés dans la « *Katiba* », une caserne militaire à Benghazi. Ils sont évacués, avec l'aide d'Abdel Fatah Younes[267]. À Benghazi comme ailleurs, les postes de police sont brûlés, les camps militaires ouverts et pillés. Quel prix Benghazi a-t-elle payé en se révoltant ? Les bilans ont été consignés au jour le jour, 20 morts le 17 février, 35 morts le 18 février, 70 morts le 19 février, tout cela selon l'hôpital Al-Jala. En tout, peut-être 300 victimes et des milliers de blessés. 90% des victimes sont tombées d'une balle dans la tête ou dans la poitrine.

---

[262] *Ibid,* p. 113 : Abdulhakim Belhaj, Abou-Yahya Al-Libi, Sufian Al-Quma, Abdul Hakim Al-Hassadi ont combattu en Afghanistan avant de rejoindre l'insurrection libyenne.

[263] Le nom fait référence au *Petit Livre Rouge* de Mao Tsé-toung. Dans ce livre, Kadhafi précise ce qu'il appelle la Troisième Voie, permettant au peuple, selon lui, d'accéder à la liberté. Le *Livre vert* a été réédité en français par les éditions Kontre Kulture en 2012.

[264] Cécile Hennion, « Au milieu des rumeurs et de l'écho des combats, Benghazi fait sa révolution culturelle », *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 6.

[265] Entretien avec Jean-Pierre Filiu, réalisé par Gilles Paris, *Le Monde*, 26 février 2011, p. 5. Voir l'annexe n°6, p, 10-11. J-P. Filliu professeur de Sciences Politiques, Paris.

[266] Alexandre Najjar, *Anatomie d'un Tyran*, *Mouammar Kadhafi*, Éditions, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 231.

[267] Marie-Lys Lubrano, *Un Taxi pour Benghazi, J'ai suivi les premières heures de la révolution libyenne*, Éditions Jacob-Duvernet, p. 69.

Selon certaines sources, entre le 16 et 21 février 2011, l'hôpital Al-Jala à Benghazi a reçu cinq-cent-vingt blessés par balle et vingt-deux corps sans vie[268]. Les manifestants en Libye sont soutenus par une coalition de dignitaires musulmans libyens, le Réseau des oulémas libres de Libye, qui a appelé tous les musulmans à se soulever contre le régime du colonel Mouammar Kadhafi. Le très influent théologien qatari d'origine égyptienne cheikh *Youssef Al-Qardaoui* a émis, lundi 23 février 2011,une fatwa, appelant sur la chaîne Al-Jazzera l'armée libyenne à assassiner le Guide libyen : *Que quiconque de l'armée libyenne peut tirer une balle sur Mouammar Kadhafi pour en débarrasser la Libye, le fasse,* a-t-il déclaré[269]. Cette intervention s'inscrit dans le positionnement adopté par le Qatar en faveur de l'insurrection.

Dans les mêmes temps, le colonel Kadhafi expliquait que les insurgés n'étaient que des sbires d'Al-Qaïda. Si cela ne correspond pas totalement à la vérité, la situation du pays en février 2011 donne pour une part raison à Kadhafi. « *Al-Qaïda a un plan* », accusait-il alors. « *Je pense que les terroristes d'Al-Qaïda ont essayé de profiter de la situation en Tunisie, en Égypte, mais ils se sont repliés en Libye. Ce sont des cellules dormantes qui se sont réveillées et ont pris les armes pour tuer des membres de l'armée, de la police* ». Si ce n'est pas Al-Qaïda qui a réussi à prendre la totale possession de la Libye, ce groupe terroriste et Daesh sont aujourd'hui implantés dans le pays.

2.2.2.3. Un cadre particulier : la Cyrénaïque

Les manifestations à Benghazi s'inscrivent dans une tradition locale, le fameux « Jour de colère ». Ce qui est particulier en février 2011, c'est l'impact de ce qui a eu lieu en Tunisie et en Égypte. Avec un certain retard par rapport aux pays voisins, la Libye découvre qu'une manifestation peut se transformer en révolution. Cela donne des ailes à des manifestants qui s'en prennent à des symboles du pouvoir du Guide àBenghazi. Les forces loyales à Kadhafi sont emportées par un mouvement insurrectionnel et abandonnent la ville, en laissant derrière elles du matériel militaire. Les manifestants qui se présentaient comme pacifiques sont

[268]Pierre-Marie Vincent, *Journal d'un médecin en temps de guerre Libya-Hurra*, op. *Cit*., p. 13.

[269]Youssef al-Qardaoui ou Yûsuf Al-Qaradâwî (en arabe : يوسف القرضاوي) (né le 9 septembre 1926 en Égypte) est un théologien, islamologue et universitaire qatari d'origine égyptienne. Fondateur et doyen de la première université des études et sciences islamiques à Qatar. Voir *Le Monde*, 23 février 2011, p. 3.

désormais des combattants. La vie sociale ordinaire s'arrête pour beaucoup, ils prennent les armes. Les convictions qui différencient les différents groupes laissent place à un seul objectif, renverser le tyran.

Les insurgés se recrutent dans tous les milieux. Des étudiants côtoient des chauffeurs de taxi et des ouvriers, des jeunes gens manifestent avec des hommes qui étaient présents les années précédentes pour le « Jour de colère », des « laïcs libéraux » sont présentes, mais aussi des islamistes. Les plus âgés sont des opposants traditionnels au régime de Kadhafi en Cyrénaïque. Les plus jeunes suivent depuis des jours et des jours les événements dans des pays proches de la Syrie, la Tunisie et l'Égypte. Les médias non acquis au régime diffusent des informations en direct, les manifestants se reconnaissent dans les informations diffusées.

Le mouvement de protestation prenant de l'ampleur, des acteurs politiques prennent la direction de ce mouvement. Ils appartiennent à différentes générations, à différents courants de pensée. C'est ainsi que va naître le Conseil national de transition.Iman Bugaighis, porte-parole du CNT,précise que Moustafa Abdeljalil, qui fut en poste pendant trois ans comme ministre de la justice du régime de Kadhafi, joue un rôle de premier plan dans l'insurrection. Beaucoup d'insurgés reconnaissent que ce conservateur mais pas extrémiste est la seule figure politique d'une certaine stature disponible[270]. Le Conseil national transitoire, autour de cet ancien ministre, est composé de professeurs, d'avocats, de défenseurs des droits de l'homme, de prisonniers politiques dont un des plus anciens, Zubiar Al-Charif[271].

La Cyrénaïque accueille traditionnellement des opposants au pouvoir central. Elle fut une terre de maquis islamistes à compter des années 1990. C'est Al-Qaïda qui dirigeait cette zone. Sans menacer la Jamahiriya, la menace islamiste lui impose de nouveaux défis. Une contestation sociale et politique perdure contre le Guide. Durant l'été 1996, des accrochages entre les forces de sécurité et les organisations islamiques se seraient soldés par la mort de plus de 300 personnes. Le Groupe islamique combattant libyen est actif de 1993 à 1998. Face à la menace islamiste, le colonel Mouammar Kadhafi a accentué le niveau sécuritaire, c'est le recours au « peuple en armes », cela correspond à ce qui est affirmé au niveau politique

[270] Voir l'annexe n° 10, pp, 21-22. Iman Bugaighis est un porte-parole du Conseil National de Transition (CNT). Entretien publié dans *Le Monde* le 12 mars 2011, conduit par Nicolas Bourcier.

[271]Ahmed El-Senussi (arabe : أحمد الزبير الشريف), également connu sous le nom de Zubiar Al-Charif né en 1933 à Marsa Matrouh, est un membre de la famille royale de Libye. Il tient son nom de son grand-père, Ahmed Sharif El-Senoussi, lui-même cousin germain et beau-père d'Idriss 1er, roi de Libye de1951 à 1969.

depuis l'installation de « L'État des masses »[272]. Kadhafi est un opposant résolu des islamistes. Il perçoit clairement la menace qu'ils représentent pour son régime. En mars 1998, la Libye est le premier État à émettre un mandat d'arrêt international contre le chef d'Al-Qaïda, à l'heure où peu de services de renseignements avaient pris la mesure de la menace globale qu'était Al-Qaïda[273]. En parallèle des menées des islamistes à la fin des années 1990, Kadhafi a dû faire face à deux tentatives d'attentat et à un coup d'État militaire qui s'est soldé par la pendaison publique d'officiers[274]. Les islamistes, en Libye, présents dans tout le pays mais surtout actifs dans l'Est, veulent en 2011 que l'on mette en œuvre une politique de réconciliation de tous les adversaires de Kadhafi et que l'on rende justice à ceux des leurs qui furent victimes du pouvoir à la fin des années 1990.

Shoukri Hasi, un opposant à Kadhafi, affirme que les autorités libyennes ont toujours agité le spectre de l'islamisme pour faire peur et justifier leur politique arbitraire. Il admet toutefois qu'il y a eu des groupes extrémistes en Libye, mais c'était selon lui la seule voie pour certains de se dresser contre le régime du Kadhafi. La région de Benghazi en particulier a abrité quelques cellules des Frères musulmans qui s'étaient rapprochés de l'organisation islamiste égyptienne. Le régime de Kadhafi a combattu les islamistes. En 1996, la zone de Derna, lieu où intervenaient des groupes islamistes, a été bombardée par les forces gouvernementales libyennes. En 2011 le groupe islamique combattant en Libye (GICL) est considéré comme inactif, toutefois une poignée d'anciens aurait repris les armes pour se battre contre les troupes du Kadhafi. Une dépêche diplomatique américaine estimait que le ressentiment contre le guide de la révolution était entretenu à Derna par des vétérans de la « guerre sainte », conduite des années auparavant[275]. Deux Libyens fidèles à Al-Qaïda, Abu Yahya Al-Libi et Attiyatallah Abdel Rahman, ont saisi l'opportunité des troubles pour exposer leurs convictions. Le premier s'est adressé aux rebelles libyens, leur offrant un soutien militaire et appelant de ses vœux un État islamique. Le second a exprimé une ligne analogue, avec moins de force[276]. Le 20 février 2011, alors que la situation est en pleine

---

[272]Luis Martinez *:* Libye : transformation socio-économique et mutation politique sous l'embargo. HAL : 2014, https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01064871/document.

[273] Entretien avec Jean-Pierre Filiu, professeur à Science Po. Il est l'auteur d'*Histoire d'Al Qaïda*. « Al-Qaida est totalement dépassée par la lame de fond arabe », *Le Monde*, 26 février 2011, p. 5.Voir l'annexe n° 6.

[274] Voir l'annexe n° 7, pp, 12-13-14. Entretien avec Luis Martinez. « Vous croyez vraiment que le pouvoir de Mouammar Kadhafi est menacé ? », *Le Monde*, 20-21 février 2011, p. 4.

[275] Shoukri Hasi, ancien prisonnier dans les geôles du Kadhafi à Bou Salim à Tripoli. Voir Nicolas Bourcier,« À Derna, les islamistes, longtemps pourchassés, croient tenir « la revanche des opprimés » », *Le Monde,* 18 mars 2011, p. 10.

[276]Lorenzo Declich*,* « La nouvelle stratégie d'Al-Qaïda en Libye », *Outre-Terre*, n° 29, 2011/3/, p. 287-289.

évolution à l'est de la Libye *Oya-Libia*,[277] un journal très proche de Seîf-Al-islam, rapportait l'information suivante : « Les groupes d'insurgés présents dans les régions orientales de la Libye ont réclamé l'Etat islamique dans la zone de Derna, un leader islamique, Abdul-Hakim Al-Hasadi, a proclamé un émirat islamique indépendant en ville ».

L'opposition la plus déterminée face au régime, ce sont les islamistes. La mouvance islamiste radicale était divisée en plusieurs mouvements, presque tous centrés sur la Cyrénaïque. Les groupes principaux sont le Parti de la libération islamique, le Mouvement des Martyrs de Libye, le Groupe islamique de Libye, Ansar Allah, le Mouvement des patriotes libyens et le Groupe islamique combattant en Libye (GICL), proche du réseau Al-Qaïda[278]. Pour Kadhafi, l'islamisme radical était « pire que le Sida ». En 1999, les maquis étaient éliminés et les cellules urbaines détruites, les survivants ont été contraints d'attendre des jours meilleurs tout en se rapprochant d'Al-Qaïda. 2011 offre une opportunité à saisir : les islamistes sont parmi les premiers à rejoindre l'insurrection[279].

La presse française se souciera peu de l'implication des islamistes dans les manifestations qui ont lieu dans l'est de la Libye. Le 16 février 2011, en signe de bonne volonté, le colonel Kadhafi a libéré 110 islamistes emprisonnés à Benghazi, mais son geste a été interprété comme une preuve de faiblesse[280]. La guerre en Libye a largement profité aux groupes terroristes du Sahel comme Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)[281]. Les islamistes, en particulier les Frères musulmans, constituent une partie importante du champrévolutionnaire. Ils ont réussi à élargir leur influence, notamment en Libye. Le conservatisme religieux fait en effet consensus au sein de la société libyenne. Les islamistes ont joué un rôle important dans le combat contre Kadhafi. Leur influence se fera sentir bien au-delà de la chute du régime de Kadhafi[282].Dans le journal *Le Monde*, les islamistes sont présents dans divers articles, mais point étudiés pour ce qu'ils sont, des adversaires des idéologies occidentales. Ils sont enrôlés dans la troupe des adversaires de Kadhafi, cible principale du *Monde* qui voit en lui un tyran qu'il conviendrait de renverser.

---

[277]*Oya* est un quotidien libyen publié depuis août 2007 à Tripoli. Le journal porte le nom Oya, un nom historique ancien qui a été porté par la ville de Tripoli, la capitale libyenne.
[278] Bernard Lugan, *Histoire de l'Afrique du nord, (Egypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc) des origines à nosjours*, op.cit., p. 515.
[279] *Ibid.* p. 516.
[280] *Ibid.,* p. 605.
[281] Pierre Rousselin, *Les démocraties en danger*, *Comment sera le monde de demain ?* Paris, Éditions First, 2014, p. 286.
[282] Alvaro Vasconcelos, « La vague démocratique arabe, l'Europe et la question islamiste », in *Comprendre le Moyen-Orient*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2014, p. 142.

2.2.3. Le prisme de la presse

2.2.3.1. La chaine officielle libyenne

Al-Jamahiriya, la chaîne officielle du régime libyen, diffusait essentiellement des débats, des émissions culturelles et des bulletins d'informations. Une large place était laissée à la politique officielle libyenne et aux activités gouvernementales, avec la retransmission en direct des sessions du « Congrès Populaire », des discours du colonel Kadhafi. Les Libyens bénéficiaient de lectures du *Livre Vert*,ouvrage écrit par le dirigeant libyen, publié en 1975. Jusqu'à la fin des années 2000, les émissions commençaient le matin et se terminaient le soir par la lecture de versets du Coran et par la diffusion de l'hymne national, avant de laisser place à la radio nationale. Les programmes ont ensuite été diffusés 24 heures sur 24[283].

Illustration : Logo de la chaîne officielle libyenne (Wikipédia).

2.2.3.2. Une chaine étrangère : Al Jazeera

La chaîne Al-Jazzera, dont le nom arabe signifie « L'île », était présente en Libye. L'histoire de cette chaîne a commencé après le coup d'État « de velours » de l'émir Hamad en 1995, qui a pris le pouvoir à la place de son père alors que celui-ci était en voyage hors du

[283] WIKIPEDIA à propos de la chaine libyenne.

Qatar. Al-Jazzera a fondé, en 1996, le premier réseau de télévision par satellite entièrement en langue arabe au monde. Constituée d'anciens journalistes et éditorialistes du service arabe de la « BBC », la chaîne n'est pas strictement qatarie, la plupart des nationalités arabes sont représentées dans ce média. Ils peuvent dénoncer l'absence de démocratie dans le monde arabe. Aussi la chaîne bénéficie-t-elle d'une large audience. En 2001, le président égyptien, en visite dans les locaux d'Al-Jazzera, a dit : « C'est donc de cette boîte d'allumettes que vient tout ce vacarme »[284]. En 2011, la chaîne sera présente aux côtés des rebelles contre l'ordre établi dans de nombreux pays. Ce sera le cas en Libye.

La chaîne a joué un rôle important auprès des populations lors des « printemps arabes ». À partir de 2011 le Qatar a décidé de soutenir les mouvements de protestation en Libye et dans d'autres pays[285]. Les « Printemps arabes » ont permis à Al-Jazzera d'occuper les devants de la scène médiatique. Parallèlement, le Qatar a saisi toutes les occasions pour étendre son influence et promouvoir ses options politiques. En 2011, face à la crise en Libye, la Ligue arabe a adopté le positionnement du Qatar - ce qui est révélateur de son poids politique. Au début de la révolte arabe, en Tunisie puis en Égypte, Al-Jazzera ne s'implique pas trop dans les événements. Son positionnement change quand la chaîne donne la parole aux contestataires de la place Tahrir au Caire. La chaîne est ensuite présente au plus près des manifestants dans tous les pays. Les manifestants eux-mêmes réclament sa présence. *Le Monde* a interrogé le Tunisien Mhamed Krichen. Pour cet acteur historique de la chaîne, présentateur des journaux du soir, *« ce n'est pas Al-Jazzera qui a fait la révolution égyptienne, mais on a du mal à imaginer cette même révolution sans Al-Jazzera ».* Il précise : *« Al-Jazzera n'est pas un acteur, mais un amplificateur, un facilitateur. Son travail à l'effet d'une caisse de résonance. Il suscite un effet de mimétisme sur fond de frustrations véritables, qui explique que les révoltes se propagent aussi vite »*[286].

Selon *Le Monde*la chaînea su associer des images de manifestants à une rengaine célébrissime d'Oum Kalsoum, la diva égyptienne : *« Ana cha'ab la'aref al moustahila/wala aqtadi bi khouloudi badila »* (« Moi, le peuple, je ne connais pas l'impossible/et je

[284] Christian Chesnot & Georges Malbrunot, *Qatar les secrets du coffre-fort*, Éditions Michel Lafon, 2013, p. 270-271.
[285] Mehdi Lazar, *Le Qatar aujourd'hui la singulière trajectoire d'un riche émirat*, Éditions Michalon, 2013, p.14.
[286]Benjamin Barthe, « Al-Jazira Télé révolutions *», Le Monde*, 6-7 mars 2011, p. 14.

n'accepterai jamais rien d'éternel »). L'année 2011 le Qatar est passé de l'influence à la puissance[287].Ila joué un rôle médiatique et politique, tout particulièrement en Libye.

2.2.4. Les forces loyalistes

2.2.4.1. L'armée libyenne

Les forces armées libyennes disposent d'un budget conséquent. En 2008, le budget alloué à l'armée était de 1,9 milliard de dollars, pour 76 000 hommes, 50 000 dans l'armée de terre, 18 000 dans l'armée de l'air, et 8000 dans la marine[288]. Les soldatssont bien équipés, correctement payés, ils semblent motivés pour protéger le régime[289]. En 2011 ces soldats restent dans l'ensemble loyaux. Au combat, ils obtiennent des succès face aux insurgés. « Rééquipés, restimulés par une promotion de tous les officiers et sous-officiers au grade supérieur, les loyalistes vont conquérir le terrain en quelques jours »[290]. L'armée dispose alors de 500 chars, de 1500 blindés divers, de 2000 pièces d'artillerie, de quelques hélicoptères de combat[291]. Un desfils de Kadhafi, Khamis Kadhafi, commande la 32ème brigade, dotée de chars, de transports de troupe.

Après 2011, une partie de l'armement des forces loyalistes disparaîtra, les arsenaux ayant été pillés. C'est ainsi que des missiles sol-air portables de type SAM-7 sont sans doute entre les mains de terroristes potentiels[292].

2.2.4.2. L'importance des tribus

Mouammar Kadhafi, dans son discours prononcé à Tripoli le 22 février 2011, a appelé toutes les tribus à prendre conscience de la menace qui touchait alors le pays. Cet appel aux

---

[287] Mehdi Lazar, *op. cit.*, p. 201.

[288] Jean-François Daguzan, L'armée en politique, des trajectoires divergentes. http://www.confluences-mediterranee/IMG/pdf/2902;daguzan-2.pdf.2007

[289] Un pilote français qui a participé à la guerre en Libye témoigne : « Nous nous battons contre une armée organisée, équipée sur le terrain » (Brice Erbland, *Dans les griffes du Tigre. Libye-Afghanistan 2011. Récits* d'un *officier pilote d'hélicoptère de combat*, Paris, éd. Les Belles Lettres, 2013, p. 40).

[290] Michel Prou, *De la guerre civile en Libye au printemps islamique arabe*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 17.

[291] Sur les armements dont disposent les troupes de Kadhafi, voir Michel Prou, *De la guerre civile en Libye au printemps islamique arabe*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 154-156.

[292] Voir le compte rendu de la mission d'évaluation auprès des belligérants libyens du CIRET-AVT (Centre international de recherches et d'études sur le terrorisme – et l'aide aux victimes du terrorisme), Paris, mai 2011, p. 41.

tribus s'inscrit dans la culture libyenne, maintenue alors que la Libye, suite à l'occupation italienne, a vu ses divers territoires associés dans un État. En effet, les tribus sont une composante essentielle de l'organisation politique de la Libye.Durant le conflit qui oppose les forces loyalistes aux insurgés autour de Benghazi, la majorité des membres des tribus en dehors de Cyrénaïque est restée fidèle au régime lié à Kadhafi. La situation évoluera peu pendant des mois après février 2011.

2.2.4.3. Des africains avec Kadhafi

La confrontation entre les insurgés, à l'est de la Libye, et les troupes loyalistes a attiré l'attention sur une partie des fidèles de Kadhafi réunis dans la Légion africaine. Qui sont-ils ? Pourquoi Kadhafi a-t-il réuni de telles troupes ?Revenons en arrière, écoutons un proche conseiller de Mouammar Kadhafi, Bachir Saleh. En 1998 Saleh accède au sommet de l'État. « *Kadhafi m'a fait venir devant lui et m'a dit* : *[…] J'ai une grande mission pour toi : nous devons créer les États-Unis d'Afrique. Va voir les présidents de ma part. Dis-leur que pour l'Afrique, c'est une question de vie ou de mort* ». Déçu par le monde arabe, Kadhafi se rêve en leader du continent noir[293].

Le Guide a rêvé d'unir l'Afrique. Kadhafi proposait aux Africains de prendre leurs distances avec les pays occidentaux. En novembre 2010, Mouammar Kadhafi avait qualifié la Banque mondialed' « *organisation terroriste* » et appelé les Africains à se tourner vers « *l'Amérique latine, la Chine et l'Inde, des pays […] qui n'interviennent pas dans nos affaires intérieures* »[294].Bachir Saleh sort du silence le 12 septembre 2017, dans une interview sur France 24 en arabe le 15 septembre 2017, il affirme que « Kadhafi a été invité par les présidents africains pour être nommé « Roi des Rois en Afrique », comme remerciement pour l'action entreprise en Afrique ». La Légion africaine, créée en 1972, s'inscrit dans les visées de Kadhafi sur la Libye et les territoires africains au sud de la Libye. Cette formation de l'armée régulière libyenne soutient des mouvements d'insurrections au Sahel. Elle est composée d'environ 7000 combattants venant de divers pays musulmans. Elle commet diverses exactions, aussi est-elle crainte par la population[295].

---

[293]Pendant plus de vingt ans, Béchir Saleh n'a pas imaginé passer une journée sans échanger un regard ni une parole avec le colonel Kadhafi. http://www.vanityfair.fr/actualites/international/articles/bechir-saleh-le-dernier-homme-de-kadhafi/1835. Voir l'annexe n° 22, p, 68.

[294] Jean-Philippe Rémy, « La légion africaine de Kadhafi », *Le Monde*, 26 février 2011, p. 3.

[295]*http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000540-le-sahel-un-enjeu-international/chronologie*.Voir l'annexe n° 25, p, 86-à-100.

La situation desAfricains ralliés à Kadhafi lors des confrontations avec les insurgés de l'est de la Libye est terrible. *Le Monde* n'en a jamais parlé. Ces soldats libyens ont été accusés d'être des mercenaires en raison de leur couleur de peau. Ce n'étaient pas des mercenaires, mais des soldats africains qui avaient trouvé leur place en Libye. Pour Mouammar Kadhafi, « *l'Afrique véritable ne connaît pas les frontières* », aussi a-t-il accueilli dans l'armée des Africains.

Illustration n° 5 : Photo du colonel Hesham, un soldat libyen victime de violences[296]

Ces soldats d'origine africaine, enrôlés par Kadhafi, ont été victimes de violences, certains ont été pendus à Benghazi pendant la révolte du 17 février 2011[297]. Sous couvert du refus de leur présence sur le territoire libyen, ces Noirs qui avaient trouvé place dans un projet politique de Kadhafi ont été victimes du racisme traditionnel du monde arabe à l'égard des Africains. Le projet de Kadhafi légitimant leur présence en Libye n'a pas été présenté dans sa complexité dans la presse occidentale, de là, dans cette presse, des confusions sur leur présence au sein des forces loyalistes.Le plus souvent, dans des articles consacrés à la guerre civile en Libye, *Le Monde* emploie le terme « mercenaires » sans donner de tableau des diverses populations de la Libye, sans s'interroger sur la trajectoire des Africains présents dans l'armée libyenne.

[296]http://aljamahir.amuntada.com/t48459-topic. Des mois plus tard, un Belge, Michel Collon, rencontrera la famille d'Hicham (orthographié Hesham). Des proches de l'homme assassiné lui ont demandé pourquoi des journalistes avaient menti sur Hicham, pourquoi la chaîne Al-Jazzera n'a pas dit la vérité à son propos. Voir Michel Collon, *Libye, OTAN et media mensonges*, Bruxelles, Investg'action, coll. « Informez-vous », 2011.
[297]Jean-Philippe Rémy, « La légion africaine de Kadhafi »,*Le Monde*, 26 février 2011, p. 3.

2.2.5. Perception des évènements hors de la Libye

2.2.5.1. Des pays arabes hostiles à Kadhafi

Si les régimes de Ben Ali et d'Hosni Moubarak n'étaient pas tombés, la situation aurait été toute autre en Libye. Tous deux auraient certainement prêté main forte à leur ami Kadhafi et envoyé des troupes pour le secourir. L'exemple de l'élite dirigeante de l'ArabieSaouditeest parlant. Elle s'est portée au secours du roi du Bahreïn, lors des troubles dans ce pays[298]. Pour ce qui est de la Libye, la position des pays arabes frontaliers a été différente. En offrant leur soutien aux rebelles, les dirigeants islamiques au pouvoir en Tunisie et en Égypte ont favorisé l'insurrection partie de Benghazi[299].

La Ligue arabe, alors dirigée par le Qatar, a-t-elle aussi joué un rôle important, en particulier auprès des pays occidentaux, afin d'amoindrir la force de résistance du régime libyen. La Ligue arabe fut créée en mars 1945, pour lutter à la fois contre les vieux empires coloniaux, français et britannique, dans la sphère arabe et contre le développement du foyer national juif en Palestine. Elle a connu son heure de gloire dans les années 1970, à un moment où elle a trouvé un ciment idéologique face au conflit israélo-palestinien. Elle pouvait alors aisément plaider la cause des Palestiniens contre la colonisation conduite par des Israéliens sur des terres qui avaient vocation à être conservées dans l'optique du futur État palestinien. Auparavant, l'organisation manquait de puissance politique[300]. En Libye, face à Kadhafi, le soutien apporté par la Ligue arabe aux Occidentaux a été crucial[301]. Les Européens et les Américains ne pouvaient prendre le risque que les mesures adoptées par eux soient perçues comme des décisions occidentales unilatérales[302]. Le rôle du Qatar, en 2011, a été déterminant pour obtenir le soutien de la Ligue arabe contre la Libye.

En mars 2011, l'Arabie saoudite puise dans ses pétrodollars pour se mettre à l'abri du « Printemps arabe » près de son territoire. Un plan de 130 milliards de dollars de subvention est destiné à donner satisfaction, au moins partiellement, à la population de Bahreïn qui est, comme dans les autres pays soumis aux révoltes arabes, de plus en plus jeune et de plus en

---

[298]Gilles Paris, « L'Arabie saoudite au secours du roi du Bahrein », *Le Monde,* 16 mars 2011, p. 11.
[299]Pierre-Marie Vincent, *Journal d'un médecin en temps de guerre Libya Hurra*, Paris, Éditions Les Nouveaux Auteurs., 2012, p. 22.
[300] Frédéric Encel, *Géopolitique du printemps arabe*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014,p. 146.
[301]François Audigier « Libye, la Ligue arabe », *Le Monde,* 10 mars 2011, p. 28.
[302] Charles Thepaut, *Le monde arabe en morceaux, des printemps arabes à Daech*, Éditions Armand Colin, 2017, p. 83.

plus éduquée, et donc concernée par les mêmes aspirations. Si les Tunisiens et les Égyptiens avaient bénéficié d'une aide extérieure, il est probable que Ben Ali et Moubarak seraient encore au pouvoir[303]. Il en est de même en Libye. Au lieu de bénéficier d'une aide extérieure, Kadhafi est abandonnépar des responsables de pays arabes, proches ou non de la Libye. Pire pour lui, des puissances occidentales, en particulier la France de Sarkozy, vont seconder les insurgés libyens.

2.2.5.2. Des pays occidentaux contre Kadhafi

L'intervention des grandes puissances occidentales a été rapide en 2011 face à la situation en Libye. Le Conseil de Sécurité adopte, dès le 26 février, une résolution imposant un embargo sur les armes, une interdiction de voyager et un gel des avoirs du clan Kadhafi, et demande la saisine de la Cour pénale internationale pour « crime contre l'humanité »[304]. Jusqu'à l'apparition des insurgés à Benghazi, Kadhafi semblait assuré de son pouvoir. Et pourtant, pendant des décennies, les relations entre l'Occident, en particulier les États-Unis, et la « *Jamahiriya* » étaient hostiles. Le soutien apporté par Kadhafi à des terroristes, son implication dans des attentats, avaient entraîné des représailles de la part des États-Unis, c'est ainsi qu'en 1986 les Américains ont bombardé la Libye. Un retournement de situation à partir de 1999 avait permis à Kadhafi de normaliser les relations de la Libye avec l'Europe, notamment la France, puis avec les États-Unis sans engager une transformation fondamentale de sa politique intérieure. Son positionnement politique après les attentats terroristes contre les États-Unis en 2001 avait été apprécié. La Libye, accueillante aux travailleurs étrangers, prenant position contre le terrorisme, pouvait espérer une certaine reconnaissance auprès des puissances occidentales. Considérée sous un autre angle, la Libye de Kadhafi était devenue fragile. Les sanctions et l'ostracisme dont Kadhafi avait fait l'objet durant la décennie 1990 ont toutefois affaibli son emprise sur le pouvoir et créé les conditions de la chute de son régime en 2011. Des oppositions au régime fondé par Kadhafi existaient dans le pays, nous l'avons souligné. La conjonction entre les insurgés de Benghazi et des puissances occidentales a précipité sa chute.

Depuis qu'elle a éclaté, le 15 février, la révolte libyenne n'a pas cessé de recevoir des félicitations, de tout le monde ou presque. Des pays qui en janvier 2011entretenaient les

[303] Pierre Rousselin, *Les démocraties en danger*, Éditions First, 2014, p. 154.
[304]Charles Thepaut, *op. cit.,* p. 84.

meilleures relations avec Tripoli adoptèrent une opposition nette contre le Guide ! Monsieur Sarkozy s'était dit en 2007 « *très heureux de recevoir le colonel Kadhafi à l'Elysée., j'ai le droit de faire des affaires avec les dictateurs* »[305]. Il adopte en 2011 une autre attitude, souhaitant la chute de celui qu'il avait reçu à Paris. J'ai eu un échange d'e-mails avec un journaliste français du journal *Libération* qui avait séjourné en Libye. Je lui ai demandé : « Pourquoi, à votre avis, la France représentée par Sarkozy a-t-elle été le seul pays occidental au départ à soutenir une intervention militaire en Libye ? ». Réponse : « J'y vois deux raisonsprincipales, l'une conjoncturelle, l'autre structurelle. Nicolas Sarkozy s'est senti humilié par la venue deKadhafi en France avec son exigence d'installer sa tente. Le présidentfrançais a pris cela comme un affront personnel, et une insulte à laFrance à travers sa fonction de Président de la République. Voilà pour la raisonconjoncturelle. Plus importante est la raison structurelle. Il faut se souvenir quel'armée française est restée en Libye jusqu'en 1956, dans la région duFezzan. Elle a donc des attaches anciennes avec le pays qu'elle aperdues avec l'arrivée de Kadhafi qui s'est imposé comme l'ardentdéfenseur de la cause de la décolonisation »[306]. La première raison semble convaincante, moins la seconde. Dans la mesure où l'Italie, ancienne puissance coloniale, a été à même de signer un traité d'amitié avec la Libye de Kadhafi en 2008, il y avait moins de place pour la France. L'intervention de l'épouse du Président de la République lors de la libération des infirmières bulgares pourrait laisser à penser que des arrangements étaient possibles entre Nicolas Sarkozy et Kadhafi. En fait il semble que ce qui l'a emporté à Paris c'est la volonté d'accompagner une insurrection en Libye pour mettre en avant le discours de la France en faveur de la démocratie contre une dictature dont le chef était déjà fragile.

2.2.6. Kadhafi, un tribun dans la tourmente

2.2.6.1. Le discours de Mouammar Kadhafi, le 22 février 2011.

Depuis son arrivée au pouvoir, Kadhafi a prononcé plusieurs discours, pleins d'énergie, très politiques. Le discours prononcé par Kadhafi, le 17 février 2011, à Tripoli, devait lui permettre de regagner l'adhésion de la plus grande part de la population. Kadhafi a échoué, il est apparu hystérique, combattant trop d'adversaires à la fois.

---

[305]Natalie Nougayrede, « Nicolas Sarkozy face aux oppresseurs »,*Le Monde*, 1er décembre 2007, p. 2.

[306] Entretien personnel avec Mathieu Galtier, journaliste free-lance associé à *Libération,* le 25 mars 2015. Il a longtemps séjourné à Tripoli. Voir l'annexe n° 11, pp, 23-à-28.

Que dit Kadhafi dans son discours ?Dans son discours, le Guide rappelle qui il est, son combat pour la Libye. Il précise que celui-ci n'est pas terminé. Il a un statut à part. Il n'est pas Président. Il est le leader d'un mouvement propre à la Libye. Aussi affirme-t-il : « Si j'étais Président, j'aurais démissionné. Mais je n'ai pas de titre, je n'ai que moi-même et mon fusil ». La posture adoptée par Kadhafi n'offre pas la possibilité d'un arrangement entre ses proches et ses adversaires, lui quittant volontairement le pouvoir.Le discours de Mouammar Kadhafi pour la plupart des Libyens est reçu comme son testament politique. Le Guide s'est adressé à son peuple, et au monde entier, le mardi 22 février 2011, après cinq jours de soulèvement à l'Est de la Libye, réclamant son départ. Il y déclare notamment qu'il n'est pas question pour lui de quitter le pouvoir comme l'ont fait d'autres personnalités du monde arabe.

Depuis 1969, Kadhafi a prononcé de nombreux discours révolutionnaires. Le 1er septembre 1969, le Guide avait fait un discours enflammé à l'adresse de tous les citoyens libyens. On peut aussi citer le discours de 1988 sur l'état de la nation arabe et son avenir, le discours de Zouara du 15 avril 1973,[307] le discours de Tripoli du 16 avril 1973, le discours aux Nations Unies du 23 septembre 2009. Le colonel Kadhafi a souvent pris la parole durant les années où il était au pouvoir pour expliquer la Révolution, sa Révolution ! Quelques thématiques reviennent d'un discours à l'autre : la Libye doit faire face à la guerre contre l'Islam ; la Libye est exemplaire dans sa dénonciation de la domination des pays puissants ; la Libye qui songe à jouer un rôle en Afrique doit contrecarrer les manipulations des médias.

Le Guide de la Révolution, le 22 février 2011, prononce un discours, devant sa maison bombardée par les Américains dans les années 1980, un discours qui va durer plusieurs heures. Il tente de convaincre les Libyens de ne pas se liguer contre le pouvoir, autrement dit contre lui. À cette fin, il s'adresse à plusieurs cibles : les Libyens, les pays arabes, les Occidentaux.Il affirme entendre les doléances de la population de Benghazi, qui a été une des premières à se soulever, suite à une manifestation, devant le tribunal de Benghazi, de plusieurs familles venues demander des comptes sur le sort réservé à des prisonniers tués lors d'une émeute dans la prison de Abou Selim au milieu des années 1990. En revanche les manifestants qui ont commis des crimes contre l'État sont passibles de la peine de mort.

[307]Zouara est une ville portuaire de Libye, à 60 kilomètres de la frontière tunisienne, qui compte 45 000 habitants. Sa population parle le berbère de Zouara.

Il demande à la jeunesse libyenne de garder son calme (elle représente environ 35% de la population, nombreux sont les jeunes sans emploi, cela peut être potentiellement dangereux). Les jeunes de Libye doivent protéger le régime, affirme Kadhafi. Il leur demande de s'engager à ses côtés : « Les jeunes, tous les jeunes, je ne dis pas tous ces jeunes drogués, mais les jeunes de Libye, doivent faire des comités populaires et porter des brassards ». Il demande aux familles et particulièrement aux mères de familles libyennes de faire rentrer leurs enfants, car ceux-ci « sont manipulés par une Mafia qui veut la guerre ». Il lance un appel aux tribus libyennes, le socle du pays, autrement dit celles du Sud, du Nord, et de l'Est. Il les met en garde, en pointant du doigt la situation en Somalie et en Irak. « Vous avez vu les images ? », leur demande-t-il. « Vous voulez que votre pays devienne comme l'Irak et la Somalie? Les mêmes groupes sont ici. Vous voulez que ce soit ici comme à Falluja en Irak ? Réveillez-vous ! Vous voulez que Benghazi soit un lieu de destruction sans eau ni électricité ? Vous voulez une nouvelle colonisation imposée par les bombes ? Nous allons nous retrouver dans une guerre entre les différentes tribus. Voilà ce qui attend la Libye si vous n'y mettez pas fin tout de suite.« Veut-on susciter une guerre civile ? » a-t-il encore déclaré. « Les manifestants veulent-ils imiter ce qui s'est passé en Tunisie et en Égypte ? Notre pays risque de devenir comme l'Afghanistan, c'est ce que vous voulez ? Regardez la situation en Irak. Bagdad a été bombardé par l'aviation américaine, il y a des millions de personnes qui sont mortes. L'armée américaine disait « on voulait éradiquer le parti Baas. On est libres de faire ça ». Les mêmes groupes qui ont démoli la Somalie et l'Afghanistan sont en train de démolir ce pays. C'est la même bande de criminels, le même groupe de personnes qui s'en prend à la Libye. C'est un complot d'étrangers, d'Américains, de Français et des Britanniques. C'est aussi celui d'Al-Qaïda et de fous. Je combattrai jusqu'à la dernière goutte de sang. C'est mon pays, je ne vais pas quitter mon pays ». Dénonçant l'éclatement possible de la Libye, il parle des islamistes minant la société libyenne depuis des années et avec lesquels il a tenté une réconciliation. Il les appelle les « rats », les « vendus » et les « barbus », qui manipulent les jeunes prêts à transformer la Libye en Afghanistan. Il parle aussi d'Al-Qaïda qui a pris les armes dans les années 1990.

Il interpelle les pays arabes, il leur reproche de soutenir les manifestants. Il leur reproche de s'aligner sur les pays occidentaux. Kadhafi, par le passé, avait déjà reproché aux pays arabes leur inaction face aux interventions étrangères dans le monde arabe. En 2008, Mouammar Kadhafi, lors du sommet de la Ligue des États arabes en Syrie, avait prédit des changements considérables dans le monde arabe. Evoquant les événements que l'Irak a

connus, il pointait alors ce qui aurait dû être perçu comme insupportable : « une puissance étrangère (les États-Unis) vient dans un pays arabe, l'occupe, pend son Président et nous tous, membres de la Ligue arabe, regardons de l'extérieur. Pourquoi n'a-t-on pas fait d'enquête sur l'exécution de Saddam Hussein ? Comment peut-on pendre un prisonnier de guerre, un Président d'un pays arabe qui fait partie de cette même Ligue des États arabes ? Chacun de nous peut être pendu par les États-Unis comme l'a été Saddam Hussein, ancien Président de l'Irak, demain les Américains nous pendront, chacun son tour ».

De 1969 à 2011, les discours de Mouammar Kadhafi sont majoritairement portés par l'enthousiasme. Une chose ne variera pas d'un discours à l'autre : ses attaques vis-à-vis des Occidentaux. Dans son discours aux Nations-Unies, prononcé lors de la 64e Assemblée générale, le 23 septembre 2009, il s'en prend aux pays puissants qui amènent les guerres dans le monde entier (il rend toutefois hommage à Barack Obama l'Africain : « Au nom de l'Assemblée générale en sa soixante-quatrième session, présidée par la Libye, de l'Union africaine, d'un millier de royaumes africains traditionnels et en mon propre nom, je voudrais saisir cette occasion, en tant que Président de l'Union Africaine, pour féliciter notre fils, M. Obama, qui participe pour la première fois à l'Assemblée générale en sa qualité de Président des États-Unis, et pour le saluer, étant donné que c'est son pays qui nous accueille pour cette réunion »[308]). Dans un autre discours, prononcé en 1988, Kadhafi dénonce le monde occidental dans des termes virulents : « ce monde occidental, qui vous trompe et vous vante sa civilisation est un monde, sauvage, barbare, primitif, c'est lui qui a causé des catastrophes à l'humanité. C'est lui qui a déclenché la première guerre mondiale et la deuxième, et les croisades, les guerres puniques, il va encore mener de nouvelles guerres pour détruire l'humanité. […] Ce monde n'est pas gouverné par les peuples, mais dominé par des groupes de racketteurs, de profiteurs, de racistes et de haineux. Les peuples européens ne veulent pas faire la guerre, ni aux Palestiniens ni aux Libyens. Le peuple français ne veut pas faire la guerre, ni aux Algériens ni aux Tunisiens, mais les réseaux qui contrôlent ces peuples en permanence à travers la théorie gouvernementale, la théorie de la tyrannie et l'exploitation[309].

---

[308] Mouammar Kadhafi aux États-Unis le 23 septembre 2009. http://www.voltairenet.org/article165688.html.

[309]Voir l'annexe n° 12, pp, 29-à-32. Le discours enflammé de Kadhafi, le 8 février1988, a été prononcé en mémoire de la tragédie de Sakiat Sidi-Youssef. Le bombardement de Sakiet Sidi Youssef est une opération menée par l'armée française, dans le cadre de la guerre d'Algérie, sur le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef le 8 février 1958, causant la mort de plus de 70 personnes, dont une douzaine d'élèves d'une école primaire, et 148 blessés parmi la population civile. La Tunisie et l'Algérie commémorent conjointement cet événement chaque 8 février. .https://www.youtube.com/watch?v=ZeqJbi86R3k.

2.2.6.2. Les réactions face au discours de Kadhafi

Auprès des manifestants de Benghazi, le discours de Kadhafi a suscité de la crainte, en raison de sous-entendus, de formules mêlant à la fois la menace contre les manifestations et l'action dans le respect du droit. Quand Kadhafi a déclaré que « nous n'avons pas encore utilisé la force, la force vient du peuple libyen », les opposants de Mouammar Kadhafi ont prétendu qu'il songeait au gaz moutarde et qu'il allait l'utiliser contre son peuple. Or, pour Kadhafi la force, c'était le Congrès général de la population (CGP). Il a ajouté : « si nous devions être amenés à utiliser la force, nous le ferions en fonction de la constitution et du droit international.Demain, ils pleureront, ils demanderont notre pardon et nous ne leur accorderons pas. C'est une minorité de terroristes, ils veulent faire un nouvel émirat sous les ordres de Ben Laden. Je n'ai pas encore donné l'ordre d'utiliser la force, parce que si ça devait être le cas, ça serait la politique de la terre brûlée ».Les insurgés ne cèdent pas. Les tensions, apparues à Benghazi, persistent. Les manifestants ne sont pas impressionnés par le discours de Mouammar Kadhafi. Pour eux Kadhafi est déconnecté de la réalité. Ce discours ne les atteint pas. L'effet est même inverse. « Sa voix n'était plus audible. Son discours, dans tous les cas, s'inscrivait dans la confrontation avec ceux qui se sont dressés contre lui »[310] a déclaré François Burgat, un chercheur spécialiste du monde arabe.

Au lieu de se rallier au Guide de la Révolution, les manifestants, encadrés par des opposants à Kadhafi - dont des islamistes, réclament son départ, voire son élimination. Le discours du 22 février 2011 ne suffira pas à les arrêter. Il aggravera même la situation. À Benghazi, ville de l'Est de la Libye aux mains des insurgés, le discours de Kadhafi a été projeté sur grand écran, par la chaîne Al-Jazzeraqui a alors joué un rôle très important dans la diffusion des nouvelles. Les réactions sont vives. Les habitants lancent en effet leurs chaussures et toutes sortes de projectiles sur le leader de la Jamahiriya qui apparaît à l'écran alors qu'hier encore il leur inspirait de la peur. Les manifestants sont convaincus que le peuple en marche ne s'arrêtera pas et que Kadhafi, à l'instar d'autres dirigeants, ne résistera pas à un soulèvement populaire qui a conscience de sa force[311]. Les manifestants songent à des précédents, il est avéré qu'en Égypte et en Tunisie des dirigeants ont été chassés du pouvoir.

---

[310] Voir l'annexe n°13, pp, 33-34-35. François Burgat, responsable de l'institut de Recherches d'Etudes sur le Monde arabe et musulman. (IREMAM), Aix-en Provence, entretien le 28 décembre 2015.

[311] Pierre-Marie Vincent, *Journal d'un médecin en temps de guerre Libye Hura !* Paris, Éditions Les nouveaux Auteurs, 2012, p. 20.

Contrairement à Benghazi, le discours de Kadhafi est bien perçu à Tripoli Le lendemain de son intervention, une grande manifestation de soutien à Kadhafi a eu lieu dans un stade à Tripoli, rassemblant près d'un million de personnes qui ont applaudi le nom de Mouammar Kadhafi : « Dieu puis la Libye et Kadhafi ». L'adhésion de la population de Tripoli réunie dans ce stade n'a pas entraîné de commentaires de la part des médias occidentaux qui sont restés fixés sur les troubles survenus à Benghazi.

Les militaires sont choyés par le régime. Pourtant les tensions apparues dans l'est de la Libye secouent un certain nombre de militaires prêts à déserter et à se rallier à l'opposition en train de se structurer à Benghazi. Le 23 février 2011 au soir, le ministre de l'Intérieur, Abdel Fattah Younes,[312]un officier de l'armée, annonce qu'il rejoindra les insurgés, et appelle l'armée à suivre son exemple. Des pilotes se réfugient avec leur appareil dans un pays étranger et demandent l'asile politique. Des déchirures apparaissent bien dans l'armée. Kadhafi reste toutefois maître de forces militaires loyales, de la Légion africaine constituée d'hommes originaires de l'Afrique noire qui ont rallié la Libye, séduits par les déclarations de Kadhafi sur l'Afrique, terre d'un seul peuple, et des troupes aguerries dirigées par ses propres fils. La situation du Guide est loin d'être désespérée, c'est pourquoi les Occidentaux ralliés à l'insurrection voudront interdire à Kadhafi la possibilité de faire voler des avions militaires susceptibles de bombarder les rebelles.

Des hommes politiques et des fonctionnaires sont tentés de rejoindre la rébellion. Certains ralliements obtiennent une audience considérable. Citons le cas d'un diplomate à New York. Le 28 février, à New York, Abdel Rahman Shalgham, le chef de la délégation libyenne auprès de l'ONU, fait sensation en suppliant les membres du Conseil de sécurité de sanctionner le régime de Mouammar Kadhafi, qu'il a comparé à ceux de Pol Pot et d'Hitler. Pour lui, le discours de Kadhafi montre qu'il « n'a plus le sens des réalités », et « a pour objet d'embraser tout le pays ». Des représentants de pays arabes se sont ensuite jetés dans ses bras, en larmes. D'autres acteurs politiques se rallient à l'insurrection, dont des ministres de premier plan. Les médias occidentaux et ceux du Qatar mettent l'accent sur ces défections mais ne disent rien des fidèles du régime. Nombreux sont les fonctionnaires restant à leur poste dans les villes non concernées par l'insurrection. Toute une part de l'appareil d'État reste insensible aux discours des insurgés de l'est de la Libye.

[312]Général et ministre de l'Intérieur de la Jamahiriya arabe libyenne, il démissionne le 22 février 2011, il était considéré comme un fervent partisan de Mouammar Kadhafi.

Au sein des pays arabes et dans de nombreux pays occidentaux, le discours de Kadhafi est très mal reçu. Un front se constitue contre lui. La Ligue Arabe dans un geste inhabituel vote la suspension de la Libye jusqu'à ce que les autorités libyennes acceptent les revendications du peuple et assurent sa sécurité. La France s'oppose nettement à Kadhafi. Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé,s'exprimant sur France inter, a dit souhaiter de tout cœur que Mouammar Kadhafi vive ses derniers moments de chef d'État en Libye[313]. La Secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, affirme que Kadhafi est responsable d'un bain de sang en Libye. La chancelière allemande, Angela Merkel, a jugé « effrayant » le discours de Mouammar Kadhafi, elle a annoncé que son pays réfléchissait à des sanctions tout comme la France. La Russie, hostile dans un premier temps à toute ingérence étrangère en Libye, a changé de position : l'ambassadeur russe à New York accepte le texte d'une sanction contre Kadhafi élaboré par des membres du Conseil de sécurité[314].

La conjonction de positionnements hostiles à Kadhafi n'est pas sans conséquence dans la perception par l'ONU des événements en Libye. Suite à une réunion d'urgence du Conseil de sécurité, l'ONU exige, le mardi 22 février, « la fin immédiate de la violence et des mesures pour répondre aux demandes légitimes de la population ». Par ailleurs se pose la question du sort des ressortissants étrangers, fort nombreux en Libye. Suite au discours de Mouammar Kadhafi, de nombreux pays dans le monde évacuent leurs ressortissants présents en Libye à compter du 23 février 2011. En Asie, les autorités se préparent à mettre en place de gigantesques opérations d'évacuation pour le départ de plus de 100 000 travailleurs. Les autorités libyennes donnent leur accord pour que l'Égypte effectue 37 vols, ce pays se souciant des Égyptiens travaillant en Libye (près de 1,5 million)[315]. Les pays occidentaux, suite aux tensions en Libye, conduisent des opérations pour rapatrier leurs nationaux[316].

Pour certains pays pauvres pour lesquels l'expatriation d'une partie de leur population est une nécessité, ce qui se passe en Libye est catastrophique. Prenons l'exemple du Bengladesh. Les Bangladais constituent le deuxième groupe de migrants présents actuellement en Libye. Ceux-ci ont perdu leur travail dans les grandes compagnies de

---

[313] AFP, Alain Juppé sur France inter, *Le Monde,* 25 février 2011, p. 8.

[314] Nathalie Nougayrède, « Diplomatie : le discours sur les droits de L'homme réhabilité par les révoltes arabes », *Le Monde*, 4 mars 2011, p.7. Abderrahmane Shalgam, ami le plus proche de Mouammar Kadhafi, suivait la vie politique en Libye depuis 50 ans.

[315] Sylvain Cypel et Philippe Ricard, « Libye : évacuation massives déclarations fermes des Etats-Unis », *Le Monde*, 25 février 2011, p. 2.

[316]Service international, « Kadhafi menace ses opposants d'un bain de sang », *Le Monde*, 23 février 2011. p. 5.

construction et d'exploration pétrolière des pays du Golfe, à la suite de la chute des prix du pétrole. Ils avaient retrouvé du travail en Libye. Au-delà du cas du Bengladesh, avec le recul, il est possible d'affirmer que la destruction de la Libye au nom de l'humanitaire a déstabilisé économiquement l'Égypte, le Tchad, le Mali. Des déplacements de population importants ont eu lieu. Exemple : un million d'Égyptiens ont dû fuir le pays[317].

Les responsables de l'Union européenne sont divisés sur l'ampleur que pourrait prendre le phénomène des déplacements de population et tout autant sur les réponses à y apporter. Une partie de la population étrangère en Libye peut vouloir fuir vers l'Europe. Une partie de la population libyenne elle-même peut vouloir quitter un pays concerné par une guerre civile. Une inquiétude concernant la population libyenne apparaît en Italie, ancienne puissance coloniale. Dans une interview publiée, le mercredi 23 février par le *Corriere della Sera*, le ministre des Affaires étrangères italien, Franco Frattini, estime que l'Italie, en cas de chute du régime de Mouammar Kadhafi, pourrait devoir faire face à l'arrivée de 200 000 à 300 000 immigrés (cette estimation est basée entre autres sur une évaluation du nombre de travailleurs étrangers en Libye, 2,5 millions d'après les autorités italiennes.

Les ministres de l'Intérieur de l'UE devaient se réunir à Bruxelles, jeudi 24 février, pour examiner ce dossier. La veille, à Rome, les six ministres des pays du rivage nord de la Méditerranée (Italie, France, Espagne, Grèce, Chypre et Malte) l'ont évoqué, à l'invitation du ministre italien de l'intérieur, Roberto Maroni. L'objectif de la rencontre était double : faire pression sur l'UE pour qu'elle assume sa part du « fardeau » en cas d'arrivée massive d'immigrants de Libye, et offrir une perspective politique au ministre italien, membre de la Ligue du Nord. Il pensait avoir réglé ce problème grâce à un accord de rapatriement signé avec Mouammar Kadhafi en août 2008, parallèlement à la création du délit d'immigration clandestine. Les six ministres de l'Intérieur ont décidé de demander jeudi à leurs collègues européens la création d'un fonds spécial de solidarité destiné aux pays qui supportent les principaux flux migratoires à la suite de la crise en Afrique du Nord[318].

Les responsables européens sont assurés d'une chose : le colonel Kadhafi ne sera plus, après les tensions en Libye, en mesure d'être le « partenaire important », dans la lutte contre l'immigration, ce qu'il fut durant des années. Sa participation à la lutte contre l'immigration,

[317]Blaise Gauqueli, « L'UE doit renforcer son unité sur la migration », *Le Monde*, 27 février 2018, p. 4. Entretien avec Karin Kneissl, Autrichienne, ministre des Affaires étrangères, spécialiste du Proche-Orient.
[318]Jean-Pierre Stroobants et Philippe Ridet, « L'Union européenne s'inquiète des flux migratoires issus des révoltes arabes », *Le Monde*, 25 février 2011, p. 9.

en fixant des migrants en Libye même, il voulait la monnayer à hauteur de 5 milliards d'euros, montant équivalent à celui qu'avait accepté de lui payer l'Italie, à titre de compensation pour la colonisation du pays entre 1911 et 1943[319]. En février 2011, le pouvoir de Kadhafi est fortement fragilisé. Les dénonciations pleuvent sur le régime de Mouammar Kadhafi après les troubles dans l'est de la Libye, et suite au discours qu'a prononcé le Guide contre les insurgés. Un tournant est en train de se produire, selon les diplomates et les militants d'organisations non-gouvernementales, qui restent cependant prudents, Kadhafi est peut-être à même de reprendre la main, l'effet négatif du discours, que l'on perçoit bien, n'est peut-être que conjoncturel. Il n'en reste pas moins que le Guide libyen, avec ses manières, a fini par perdre tout soutien à l'étranger, à l'exception du président vénézuélien Hugo Chavez, et de Fidel Castro.

Malgré les promesses réitérées de Mouammar Kadhafi à propos d'une meilleure redistribution des revenus pétroliers, celle-ci n'a pas vraiment eu lieu. De là des frustrations sociales immenses dans le pays, elles expliquent en partie les troubles sociaux qui le secouent. Il n'est pas sûr que le fait de s'interroger : « où va l'argent du pétrole ? » puisse satisfaire la population. Aux yeux des grandes puissances, Kadhafi est considéré comme une personne d'une extrême capacité de nuisance, au-delà des frontières de la Libye. Les tensions en Libye offraient une opportunité à saisir. Elle fut saisie.Kadhafi a pourtant dit des vérités crues dans son discours de février 2011. Entre autres, que le monde est dominé par des « empires » : des multinationales, des états impérialistes. Ce que Kadhafi avait prédit dès le début des troubles à Benghazi, est arrivé : la Libye a été engloutie dans un chaos total, elle souffre de la guerre civile, elle subit les diktats occidentaux. Une telle situation est un terrain fertile pour le fondamentalisme djihadiste et les extrémistes. L'euphorie associée aux « printemps arabes » fut éphémère. Le véritable esprit révolutionnaire a-t-il mal tourné ? Toujours est-il qu'il a laissé place au chaos ou à un nouveau pouvoir[320].

[319] *Le Monde*, *ibid.,*p. 9.

[320] Voir Adonis, *Violence et Islam*, Entretiens avec Houria Abdelouahed, Paris, Seuil, 2015, p. 11-13.

2.2.7.La Libye sujet de préoccupation mondiale

2.2.7.1. Les résolutions de l'ONU sur la Libye

Deux résolutions ont été adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation en Libye en 2011 : la résolution 1970 le 26 février, la résolution 1973 le 17 mars.

L'escalade dans la violence et les lourdes pertes civiles en Libye font que la Communauté internationale considère qu'il convient qu'elle intervienne. La résolution 1970 a imposé une « *ingérence dans les affaires intérieures* » de la Libye. Cette résolution a été adoptée le 26 février 2011, une dizaine de jours après les premiers troubles à Benghazi, le 15 février, sans attendre des éclaircissements sur la situation en Libye. La résolution 1970avance comme principal objectifla nécessité de bloquer les forces de la répression. Une résolution avait été adoptée des années auparavant, dans un autre contexte.Dans les années 1990, il s'agissait de condamner les attentats contredes avions déligne. La résolution 1970 du Conseil de sécurité des Nations-Unies, imposant une saisine de la Cour pénale internationale, un embargo sur les armes, une interdiction de voyager pour divers responsables politiques,[321] ainsi qu'un gel des avoirs pour 16 personnes, dont Mouammar Kadhafi, est passée relativement inaperçue dans la presse. Elle a toutefois permis la mise en place des premières sanctions à l'égard des autorités libyennes[322].

Lorsque le régime de Kadhafi a dû affronter des rebelles dans l'est de la Libye, la communauté internationale est venue au chevet de la Libye, d'abord au prétexte des travailleurs étrangers en Libye, puis au nom de la défense des civils libyens. Le 21 février 2011, quelques jours après la crise libyenne,les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont condamné la répression conduite par le régime de Kadhafi à l'encontre des manifestants[323]. Le 22 février le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni pour discuter de la crise libyenne[324]. Jusqu'à présent il n'a pas adopté de résolution, alors que les rebelles libyens ont demandé l'aide de l'ONU.La haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, a exigé mardi 22l'ouverture d'une *« enquête internationale indépendante »,* sur les violences en Libye, n'hésitant pas à évoquer la possibilité de *« crimes contre l'humanité ».*

---

[321] Voir l'annexe n° 14, pp, 36-37. Les noms des personnalités interdites aux voyages.
[322] Delphine Houba, *Etat de la questionL'intervention militaire en Libye*, Bruxelles, Institut Émile Vandervelde, novembre 2011, p. 4.
[323] Jean-Pierre Stroobants et Philippe Ricard, « Pris de cours, les Vingt-Sept esquissent un soutien à la transition dans les pays arabes », *Le Monde,* 23 février 2011, p. 5.
[324] Philippe Bernard, « Répression sanglante en Libye, réunion du Conseil de sécurité de l'ONU », *Le Monde, ibid.*,p. 2.

Le discours fiévreux de Mouammar Kadhafi le 22 février, discours[325] dans lequel il disait sa volonté de combattre avec énergie les insurgés, « *des rats* » disait-il, avait provoqué des appels au renversement de Kadhafi dans une partie de l'opinion occidentale, amené des pays directement concernés par la Libye, pays pétrolier, à réfléchir à une alternative au dictateur libyen. Avant les troubles à Benghazi, il était encore accepté comme le chef de la Libye. Dans le contexte du « printemps arabe », il est l'objet de critiques au sein de la Libye et à l'extérieur. Pourquoi se priver de le critiquer ? Kadhafi n'a pas une bonne réputation en raison de son implication dans des attentats terroristes dans le passé, mais aussi parce qu'il a accueilli dans le passé des terroristes européens sur le territoire de la Libye. Les Américains n'ont pas oublié les attentats, les Européens non plus. Les critiques d'autrefois réactualisées confortent la perception négative de Kadhafi en 2011.

Une interrogation peut être formulée. Pourquoi réagir contre la Libye et pas contre le Bahreïn, pays qui connaissait des troubles lors du « printemps arabe » ? La communauté internationale n'a pas réagi contre la répression à Manama, qui a provoqué des morts dans les rangs des manifestants, alors que tous les institutions internationales (l'ONU, l'UE, La Ligue arabe, l'Union africaine, l'Organisation de la Conférence islamique) ont pris position contre le régime de Mouammar Kadhafi. Le Bahreïn, c'est la zone des pays pétroliers du Golfe, c'est la zone d'influence de l'Arabie saoudite. Il convenait sans doute de fermer les yeux sur la répression au Bahreïn. La Libye était isolée, le Guide de la révolution disposait de peu d'appuis. Il était donc possible de conjuguer des forces contre lui. De là, au terme de tractations, un vote à l'ONU à l'origine de la résolution 1970.

Quel est l'apport de la résolution 1970 ? Cette résolution ouvre des perspectives pour contraindre le régime de Kadhafi à négocier avec les insurgés, voire à abandonner le pouvoir. Sont proposés l'embargo total sur les armes à destination de la Libye, la sanction financière, la possibilité de traduire devant le tribunal de La Haye, la CPI, des acteurs du régime de Kadhafi. Le fait que le Conseil de sécurité, organe exécutif de l'ONU,[326] se préoccupe des troubles en Libye, et pointe la responsabilité de Kadhafi, est révélateur des préoccupations des grandes puissances occidentales quant à l'avenir du pays.

---

[325]Service international : « Kadhafi menace ses opposants d'un bain de sang », *Le Monde,* 24 février 2011, p. 5.
[326] Voir l'annexe n° 15, p, 38.Le Conseil de sécurité est composé de 15 membres au total. Les 5 membres permanents du conseil de sécurité sont les suivants : Chine, France, Russie, Royaume-Unis, États-Unis. Ces membres possèdent un droit de veto. Les 10 membres non permanents en février 2011.

Le Conseil de sécurité a « *la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationale* » selon la Charte des Nations unies (Voir le chapitre VII)[327]. Il intervient donc légitimement, semble-t-il, à propos de la Libye. À cette réserve près que l'implication des puissances occidentales pose question.La crise libyenne en 2011 a soulevé une fois de plus le problème crucial du choix des moyens afin d'assurer la protection des civils. Le recours à la force est perçu comme légitime quand on vise la protection des civils. Il fut accepté par la communauté internationale quand furent conduites des opérations militaires en Libye. Le cas de la Libye a favorisé une réflexion sur le concept de « *guerre humanitaire* ». En effet tous les intellectuels, en France et ailleurs, n'ont pas rejoint Bernard-Henri Lévy, adversaire de Kadhafi. Il y a eu des réticences chez certains d'entre eux. Il en est de même dans le domaine de la presse. Chez les spécialistes de l'humanitaire des questions sont apparues[328]. Conduit-on en Libye une action humanitaire neutre, impartiale et indépendante ? En quoi se soucie-t-on véritablement de protéger les civils ?

Pour légitimer la résolution 1970, Jean-Baptiste Mattei, le représentant de la France à l'ONU, rappelle qu'il incombe à chaque État de protéger sa population et à la communauté internationale d'intervenir lorsque les États manquent à leur devoir. Il accorde du prix à la résolution 1970 : « *Un vent de liberté s'est levé au sud de la Méditerranée, et la France espère que l'adoption de la résolution 1970 ouvrira une nouvelle ère pour la communauté internationale* »[329]. Le conflit libyen est, en février 2011, à l'ordre du jour d'une réunion d'urgence de la Ligue arabe. Lors de cette réunion, elle interpelle les États membres du Conseil de sécurité, leur demande de faire face à leur responsabilité vis-à-vis du sort des populations civiles et d'intervenir afin de protéger celles-ci[330]. Un tel positionnement constitue une nette rupture avec la façon de procéder habituelle de la Ligue arabe, en effet par le passé elle ne s'est jamais tournée vers le Conseil de sécurité. La Ligue arabe était restée sourde aux exactions commises par le président soudanais Omar al-Bashir. Elle avait alors fortement

[327] Delphine Houba, *Etat de la question,L'intervention militaire en Libye*, *op. cit*. file:///C:/Users/hp/Pictures/la%20r%C3%A9solution%201970%20sur%20la%20Libye%202011.pdf. Voir l'annexe n° 24, pp, 71-à- 85. Charte des Nations unies.

[328] Exemple de spécialiste : Bruno Pommier, conseiller à l'action humanitaire au Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Il a effectué plusieurs missions en tant que délégué du CICR et avec d'autres organisations dans les Balkans, le Caucase du Nord, les Territoires occupés palestiniens, le Tchad et le Pakistan. Voir *Revue internationale de la Croix-Rouge*,« Le recours à la force pour protéger les civils et l'action humanitaire : le cas libyen et au-delà », Sélection française 2011/3 Volume n° 93, p. 38. https://www.icrc.org/fre/assets/files/review/2011/irrc-884-pommier-fre.pdf

[329] *Le Monde-Afrique*, 22 mars 2011. Le texte intégral de la résolution de l'ONU autorisant l'emploi de la force en Libye est accessible : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/03/18/le-texte-de-la-resolution-sur-le-libye_1494976_3212.html .

[330] Arnaud Siad, *L'intervention en Libye : un consensus en relations internationales ?* Paris, Éditions L'Harmattan, 2015, p. 49.

critiqué la résolution 1706, adoptée en 2006, par le Conseil de sécurité autorisant une mission de l'ONU à se rendre au Darfour.Elle n'avait pas souhaité ensuite soutenir le mandat d'arrêt international de la Cour pénale internationale (CPI) à son encontre. La position a changé en ce qui concerne la Libye. La Ligue arabe s'implique dans le conflit qui voit des rebelles s'opposer à Kadhafi.

La Libye, en février 2011, est au cœur des préoccupations de différentes institutions, dans des endroits différents. Le 22 février, les membres du Conseil de sécurité ont entendu un exposé sur la Libye présenté par M Lynn Pascon, secrétaire général adjoint aux affaires politiques et par le représentant permanent de la « *Jamahiriya arabe libyenne* » auprès de l'ONU, rallié aux insurgés de Benghazi. Les membres du Conseil se sont déclarés gravement préoccupés par la situation en Libye. Ils ont condamné la « *violence et l'usage de la force contre des civils* », regretté vivement la répression exercée à l'encontre des manifestants pacifiques et déploré profondément la mort de centaines de civils. Ils ont accueilli avec satisfaction la déclaration faite par la Ligue arabe, le même jour[331].

Ce qui motive la condamnation de Kadhafi par divers acteurs de la communauté internationale, c'est l'agression contre le peuple libyen. Il aurait fait bombarder la population civile. Entre autres lieux, deux quartiers, Fachloum et Tajoura, à Tripoli. Or, ces deux quartiers n'ont jamais été bombardés ! Mouammar Kadhafi et son fils Seîf Al-Islam, ont proposé le 22 février, une commission nationale d'enquête sur les manifestations et l'agitation populaire. En vain !

David Gakunzi, dans son livre intitulé *Libye Permisde tuer*, affirme que les adversaires de Kadhafi ont construit une image négative de celui-ci jusqu'à la caricature. Il convenait de trouver des prétextes pour intervenir. Son jugement est sévère à l'égard des adversaires de Kadhafi : « La protection des populations civiles libyennes ? Le peuple libyen menacé dans son existence et la guerre à honorer comme une obligation humanitaire ? Plaisanterie, élucubration, hypocrisie sans bornes »[332]. Le Conseil de sécurité s'est soucié de protéger les civils d'une menace réelle, mais circonscrite. Des pays ont saisi une opportunité pour mettre fin à un régime qui avait représenté un danger en plusieurs occasions pour les Occidentaux. La prudence est de mise pour d'autres pays. Pour ceux-ci il convient de se soucier des

[331] Conseil de Sécurité, « Déclaration à la presse du Conseil de sécurité sur la Libye », 22 février 2011. N° SC/10180 AFR/2120.HTTP://WWW.UN.ORG/PRESS/FR/2011/SC10180.DOC.HTM
[332] David Gakunzi, *Libye Permis de tuer*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2011, p. 11.

ressortissants de plusieurs nationalités qui travaillent en Libye, des entreprises étrangères sur place. Pourquoi songer à une posture belliqueuse contre Kadhafi ? Par le passé des décisions du Conseil de sécurité ont été prises face à des problèmes politiques dans un pays sans adopter ce à quoi on songe pour la Libye. La Libye ouvre des perspectives particulières, si bien que l'on ne prête pas attention aux propositions de Kadhafi pour sa défense[333]. Le Conseil de sécurité, avec une deuxième résolution, la résolution 1973, réduit plus encore la liberté de manœuvre de Kadhafi par rapport aux insurgés de l'est de la Libye. Afin de réduire les capacités militaires de Kadhafi, cette résolution impose une zone d'exclusion aérienne. L'objectif de cette résolution est de contraindre le régime de Kadhafi à négocier avec les insurgés, voire à abandonner le pouvoir. Au-delà de l'embargo total sur les armes à destination de la Libye, de sanctions financières, de la menace d'une traduction en justice, auprès de La Cour pénale internationale à La Haye, de quelques personnalités du régime de Kadhafi, une mesure est susceptible de ruiner les espoirs de Kadhafi de vaincre la rébellion, une zone d'exclusion aérienne afin de « *protéger les civils* ».Cette résolution aurait pu rencontrer des résistances au sein du Conseil de sécurité, notamment de la part de la Russie et de la Chine, pays traditionnellement opposés à toute forme d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays étranger. Ce ne fut pas le cas. Le Président américain, longtemps réticent en ce qui concerne une intervention militaire afin d'imposer une zone d'exclusion aérienne, évolue. Barak Obama suit Hillary Clinton, favorable à la manière forte. Avec le recul du temps, on reprochera à Barak Obama ses réticences à s'impliquer davantage en Libye[334].

Par rapport à Kadhafi, la prise de position de la Ligue arabe s'est révélée déterminante. Réunie le 22 février, elle aborde la question de la Libye. Amr Moussa, Secrétaire général de la Ligue arabe, dénonce les déclarations de Kadhafi et de son fils Seîf-Al-Islam, agressives à l'encontre du peuple libyen. Le représentant égyptien dénonce le régime libyen, le représentant tunisien fait de même (ces deux représentants sont associés à des pays dirigés par les Frères musulmans suite au « printemps arabe »). Une décision exceptionnelle est adoptée : le dirigeant libyen est banni de la Ligue arabe. Les jours suivants les Qataris prennent des initiatives, forts de l'appui des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe, de la Jordanie, du Maroc, et de trois pays pauvres, Djibouti, Somalie et Comores. Les dirigeants

[333] Daniel Logt, *Responsabilité de protéger, et guerres humanitaires, le cas de la Libye*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 8.

[334]Si beaucoup ont salué l'intervention de l'administration Obama en 2011 pour « protéger les populations civiles libyennes », avec le recul la perspective change, et on condamnera le manque de réactivité de la Maison-Blanche à l'égard du régime libyen, *Le Temps*, 20 mai 2014.https://www.letemps.ch/monde/2014/05/20/americains-reticents-s-impliquer-libye

arabes apportent leur caution à la résolution de l'ONU, qui instaurera une zone d'exclusion aérienne pour défendre les civils tout en autorisant des frappes contre des cibles liées au régime[335]. Le 28 février, Nicolas Sarkozy et David Cameron ont demandé officiellement la convocation d'un sommet européen consacré à la Libye, afin d'obtenir l'assentiment de leurs partenaires. Le président français et son homologue britannique espéraient souligner la nécessité d'une « *action urgente* » de l'Union européenne[336].

En 2011, les États-Unis de Barak Obama sont en plein repli stratégique. Ils laissent les Français et les Britanniques monter en première ligne sur le dossier libyen et se contentent d'apporter leur concours[337]. Le secrétaire d'État à la Défense, Robert Barnes, explique que « tout président américain qui se lancerait dans une nouvelle guerre terrestre au Moyen-Orient devrait se faire examiner psychologiquement »[338]. Il est hors de question d'intervenir directement en Libye, en revanche fournir une aide stratégique pour seconder les acteurs politiques directement impliqués contre Kadhafi, cela est possible. C'est la solution qui est retenue. Selon le Constitution américaine, le Congrès possède le pouvoir d'impliquer ou non les États-Unis dans une guerre hors des frontières[339]. Face à la situation en Libye, le Congrès n'a pas accepté la mise en œuvre d'une intervention militaire directe. Pour Robert Gates, le secrétaire américain de la Défense, l'Italie et la France disposaient du « *meilleur potentiel* » pour mettre en œuvre la zone d'exclusion aérienne.

L'instauration de la zone d'exclusion aérienne a fait l'objet de nombreuses controverses, laissant les experts divisés sur la question. Lors d'une interview, le 8 mars 2011, Jessica Tuchman Mattews, présidente de Carnegie Endowment for International Peace, récuse l'option d'une zone d'exclusion aérienne, celle-ci exige une intervention militaire coûteuse dont le résultat serait plutôt incertain. Il est impossible, selon elle, de connaître les conséquences d'une intervention militaire et de savoir si ces conséquences seront en phase avec les objectifs ayant justifié l'intervention.

---

[335] Christian Chesnot & Georges Malbrunot, *Qatar Les secrets du coffre-fort* », Paris, Éditions Michel Lafon, 2013, p. 180-181.
[336] Jean-Pierre Stroobants, « Les Vingt-Septe tardent à formuler une réponse commune », *Le Monde*, 2 mars 2011, p. 7.
[337] Pierre Rousselin, *Les démocraties en danger*, Éditions First, 2014, p. 74.
[338] Hubert le Roux & Antoine Sabbagh, *Paroles de soldats,* Éditions Tallandier, 2015, p. 288.
[339] Nordine Hathout, Thèse de doctorat en arabe sous-titrée « Intervention internationale et garanties d'engagement international pour le respect des droits de l'homme », 2012-2013 en Algérie. p. 266-267.

Il serait irresponsable de commencer une action militaire et de ne pas se poser la question de ce qui adviendra ensuite[340]. Pour Marwan Muasher,[341] l'instauration de la zone d'exclusion aérienne en Libye ne doit pas être lue comme une intervention occidentale. En effet le soutien de la Ligue Arabe au travers d'un vote unanime sans précédent et le soutien des Nations Unies ont été déterminants dans la légitimité de l'intervention en Libye. Pour Muasher, même si l'instauration de cette zone d'exclusion aérienne n'offre aucune garantie quant à sa capacité de stopper Kadhafi, c'est tout au moins le fruit d'un accord sur l'action à mener et cela permet de confirmer l'isolement du régime libyen au niveau international[342].

L'intervention militaire contre la Libye a favorisé chez les Occidentaux un retour de la réflexion sur la légitimité de l'ingérence dans un pays étranger, réflexion pour une part en sommeil depuis les drames de l'ex-Yougoslavie[343]. Dans un débat réunissant Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières, et Mario Bettati, professeur de droit international, l'ingérence est dénoncée par Mario Bettati. Ce dernier affirme : « C'est la première fois, depuis Milosevic, qu'un chef d'État est poursuivi. Une série de mesures consacre une ingérence, de nature judiciaire, dans les affaires intérieures de la Libye. Je ne doute pas que Kadhafi soit capable de commettre des crimes relevant du génocide ou du crime contre l'humanité, mais pour l'instant ce n'est pas le cas »[344]. Rony Braunan pareillement est réservé sur la légitimité de l'intervention militaire. Des années plus tard, au vu du chaos en Libye apparu après la disparition de Kadhafi, il marquera sa circonspection à l'égard de la procédure retenue pour faire tomber Kadhafi présenté comme un dictateur.

---

[340]Voir*Étude comparée : La perception occidentale des insurrections en Égypte et Libye* par Carnegie Endowment for International Peace, International Crisis Group et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Master 2 en relation internationales Défense et sécurité option intelligence Economique, Faculté de droit, de l'Université de Lyon 3, sous la direction de Guillaume Nicaise, p. 31.

[341] Marwan Muasher est cité dans le journal*Le Monde,* le 18 février 2011comme expert.

[342]Voir l'ouvrage cité note 98 p. 32.

[343] Jean-Baptiste JeangèneVilmer, *La responsabilité de protéger*, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2015, p. 75.

[344]Rony Brauman débat avec Mario Bettati. Propos recueillis par Juliette Bénabent et Olivier Pascal-Moussellard, « Pour ou contre l'intervention en Libye ? », 02/04/2011. http://www.telerama.fr/idees/rony-brauman-et-mario-bettati-pas-d-accord-sur-l-intervention-en-libye,67199.php

2.2.7.2. Des pays attentifs aux troubles en Libye

2.2.7.2.1. La France

La France joue une partie serrée face aux soulèvements populaires arabes, après avoir raté la révolution tunisienne. Nicolas Sarkozy a dénoncé, le lundi 21 février, l'usage inacceptable de la force contre les manifestants en Libye[345].

La perception de Kadhafia évolué de façon notable sur quelques années. Un député français, Patrick Ollier, pouvait affirmer que le colonel Kadhafi a une profonde admiration pour le général de Gaulle, pour Jacques Chirac et pour Nicolas Sarkozy[346]. Plus largement, Kadhafi bénéficiait avant 2011 d'une certaine popularité auprès des responsables politiques. C'est ce que rappelle Bruno Le Maire, ministre de Sarkozy, dans un ouvrage : « Il avait porte ouverte partout ; on cédait à ses caprices ; certains trouvaient amusantes ses frasques, exotiques sa tente, ses braseros en pleine capitale […] ; il se promenait dans la galerie des Glaces de Versailles avec un chapska et des Moonboots, on souriait ; […] on fermait les yeux en enrageant contre lui. Kadhafi aura été à la mode dans le monde occidental, qui aime plus que tout le spectacle et donne quelquefois le sentiment de regretter les tyrans, quand ils sévissent ailleurs »[347].

Durant la visite de Kadhafi en France en 2007,Sarkozy s'est dit « *très heureux » de recevoir le colonel Kadhafi à l'Elysée : « J'ai le droit de faire des affaires avec les dictateurs ».*[348]*Dans le contexte du « printemps arabe » de 2011, Sarkozy adopte une position foncièrement différente à l'égard de Kadhafi, c'est l'hostilité qui est alors manifeste, tant en paroles qu'en actes. La France prend contact avec les insurgés présents à Benghazi. Elle va plus loin encore, elle reconnaît le CNT comme représentant légitime de la Libye. Kadhafi accuse la France d'ingérence dans les affaires intérieures libyennes*[349].Cette affirmation n'est pas mal venue de la part du Guide jadis reçu avec tous les honneurs à Paris.

Un journaliste de *Libération,* auquel je me suis adressé, avance deux raisons principales au changement d'attitude de Sarkozy, l'une conjoncturelle, l'autre structurelle. C'est un fait que Nicolas Sarkozy s'est senti humilié lors de la venue de Kadhafi en France

---

[345] Natalie Nougayrède,« La diplomatie française peut-elle se reconstruire?»,*Le Monde*, 23 février 2011, p. 6.
[346] Franck Nouchi, « L'esprit des lois », *Le Monde*, 24 février 2011, p. 24.
[347] Bruno Le Maire, *Jours de pouvoir*, Paris, Gallimard, 2013, p. 165. Le propos est associé au 3 mars 2011.
[348]Natalie Nougayrede, « Nicolas Sarkozy face aux oppresseurs », *Le Monde,* 1er décembre 2007, p. 2
[349] Service international, « Faut-il intervenir contre le colonel Kadhafi ? », *Le Monde*, 6-7 mars 2011, p. 1.

avec son exigence d'installer sa tente. Le président français a pris cela comme un affront personnel, et une insulte à la France. L'exécutif français n'était donc pas en bons termes avec le Guide libyen au moment où ont éclaté les troubles à Benghazi. Voilà pour la raison conjoncturelle. La raison structurelle est plus importante. Il faut se souvenir que l'armée française est restée en Libye jusqu'en 1956, dans la région du Fezzan. Elle a donc des attaches anciennes avec le pays qu'elle a perdues avec l'arrivée de Kadhafi qui s'est posé comme l'ardent défenseur de la cause de la décolonisation[350].

Le Conseil européen du vendredi 11 mars - consacré à la Libye – n'a pas répondu aux attentes du Président français. Nicolas Sarkozy, qui s'était avancé très loin dans l'hostilité à Mouammar Kadhafi et dans le soutien aux insurgés libyens, a dû se contenter d'un communiqué aux formulations suffisamment vagues pour satisfaire tout le monde, d'une part les partisans d'une action musclée pour déloger Kadhafi, tout particulièrement le Premier ministre britannique David Cameron, d'autre part les tenants de la prudence comme la chancelière Angela Merkel[351]. Un autre expert, Luis Martinez,[352]avec lequelj'ai eu un entretien, a dit : « La France de Sarkozy n'avait aucun intérêt à intervenir, ses relations étaient excellentes avec Kadhafi ». Un élément interfère avec cette perception, les régimes autoritaires étaient méprisés par les autorités françaises qui les soutenaient par nécessité. L'opportunité de voir disparaitre Kadhafi méritait d'être saisie pour redorer le blason de la France. Mouammar Kadhafi a d'abord été victime de l'opportunisme du président français[353].

Sur la scène européenne, Nicolas Sarkozy s'engage nettement. Le 10 mars le président français, soutenu par les Britanniques, demande que l'UE propose un projet d'exclusion aérienne du territoire libyen pour empêcher l'aviation de Kadhafi d'écraser la rébellion. La Ligue arabe reprend cette demande[354]. Les puissances occidentales ont bénéficié d'un soutien de prime abord inattendu, celui du Qatar, en relation avec différents groupes actifs à Benghazi. Le Qatar a fédéré une opposition des pays arabes contre Kadhafi. Rejoignant les Occidentaux, le Qatar a encouragé la Ligue arabe à voter pour une zone d'exclusion aérienne afin d'aider les rebelles libyens, puis a engagé des troupes avec la coalition[355]

---

[350] Entretien avec Mahieu Galtier, journaliste à *Libération*, le 25 mars 2015. Voir l'Annexe n° 11, déjà cité.
[351]http://www.slate.fr/story/35347/nicolas-sarkozy-libye-juppe-coup-bluff.
[352] Voir l'annexe n° 8, p, 15-16-17.
[353] Catherine Graciet, Sarkozy *Kadhafi histoire secrète d'une trahison*, Paris, Seuil, 2013, p. 218.
[354]*Ibid.*, p. 288-289.
[355] Mehdi Lazar, *Le Qatar aujourd'hui La singulière trajectoire d'un riche émirat,* Paris, Éditions Michalon, 2013, p. 194.

2.2.7.2.2. La Grande Bretagne

La France a trouvé un allié en la Grande-Bretagne. Le Premier ministre britannique David Cameron soutient le Président français dans sa démarche belliqueuse contre le régime de Kadhafi. Les raisons d'un tel soutien sont diverses : se conjuguent d'une part la volonté, comme en France, de participer à une tentative d'émancipation par rapport à un régime despotique, ce qui en, en Libye, peut s'inscrire dans ce que la presse occidentale a désigné par cette expression « printemps arabe », d'autre part une opportunité pour attaquer un dirigeant politique impliqué dans des attentats terroristes dont la Grande-Bretagne a souffert. Une alliance avec la France permet de réactualiser une alliance ancienne née au Proche-Orient après la défaite de l'Empire ottoman, en 1918.

2.2.7.2.3. Les États-Unis

Durant la présidence de Barak Obama, la volonté de se mettre en retrait par rapport à des champs de bataille est manifeste. L'intervention américaine en Irak, après les attentats de 2001 sur le territoire des États-Unis, a prétendu trouver unelégitimité sur des mensonges réitérés dans l'enceinte des Nations unies. Après coup elle a laissé un goût de cendres aux Américains. Ils ne sont pas tentés par une nouvelle aventure guerrière. Le Président des États-Unis adoptera portant le point de vue d'Hillary Clinton, Secrétaire d'État, contre celui développé devant lui par d'autres conseillers, et entraînera une participation de son pays à une coalition militaire. Directement d'abord, dans le cadre de l'OTAN ensuite, la puissance américaine servira les actions militaires conduites par les Français et les Britanniques, tout en refusant de se mettre particulièrement en avant.

Susceptibles de vouloir s'en prendre à Kadhafi, les États-Unis sont encore convaincus en 2010 que Kadhafi est un moindre mal pour la Libye. Ils ont bombardé par le passé Tripoli pour faire entendre que certaines activités du Guide n'étaient pas acceptables. Mais ils ont apprécié son recentrage après les attentats terroristes de 2001 contre des cibles américaines. La Libye était perçue en 2010 comme un partenaire commercial acceptable. En 2011 Les Etats-Unis portent assistance à leurs alliés historiques.

2.2.7.2.4. L'Italie

L'Italie entretient des relations avec la Libye depuis des siècles. Des Italiens sont présents en Libye depuis les années 1890, ce sont essentiellement des commerçants, des banquiers… Des écoles ont été ouvertes pour les enfants. En 1911 l'Italie interpelle l'Empire ottoman en raison d'un manque de protection d'Italiens en Libye de la part de la Sublime Porte. Suite à l'envoi d'un ultimatum, la colonisation de la Libye est lancée. La France adopte une position de neutralité, d'autant que l'Italie fait de même en ce qui concerne la mise en place d'un Protectorat au Maroc à partir de 1912[356]. La colonisation italienne se concrétise le 19 octobre 1912 avec le Traité d'Ouchy (Lausanne). Un protectorat italien, avec l'assentiment des autorités ottomanes, s'impose à trois provinces : la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan. Cela constitue la Libye italienne. Un mouvement de résistance contre l'occupation italienne est né en Libye, il perdure malgré les exactions contre les Libyens. Les accords de Rajmaà, un village à l'est de la Libye, le 25 octobre 1920, entre Italiens et rebelles autour des rebelles de la confrérie Sannoussiya, font qu'Idris al-Senoussi, une figure de cette confrérie, devient l'interlocuteur privilégié des Italiens. La Seconde guerre mondiale déstabilise l'Italie qui se bat avec la Grande-Bretagne. Les Libyens vont s'émanciper de la tutelle italienne. Le royaume de Libye trouve place dans le paysage politique du Maghreb avant le coup d'État de Kadhafi. Ces divers moments historiques font que l'Italie est dans une certaine proximité avec la Libye. Des liens ont été tissés entre ces deux pays, en particulier en ce qui ce qui concerne le pétrole.

Pour revenir à l'Italie, elle a des intérêts importants en Libye. En 2008 le Président du conseil Berlusconi signe un traité d'amitié avec Kadhafi. C'est pourquoi, face à la décision du Président français de prendre position en faveur du CNT, l'Italie est sur la réserve. Avant d'évoluer. Ce pays apportera son concours à la coalition militaire contre Kadhafi.

[356] Moncef Djarirs, *L'Etat et société en Libye, histoire et perspectives méditerranéennes*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 37.

2.2.7.3. La fuite des travailleurs étrangers

La Libye du temps de Kadhafi était une terre accueillante aux étrangers. Avant les événements de 2011, la Libye accueillait environ 3,5 millions d'étrangers, essentiellement des travailleurs. La majorité d'entre eux sont alors des Égyptiens, ceux-ci sont environ 2,5millions. A côté d'eux des Bengladais, des Brésiliens, des Européens, des Japonais… Les nationalités représentées en Libye sont fort nombreuses. La Libye, pays immense et peu peuplé, a besoin de recourir à des étrangers pour différentes tâches dans divers domaines, l'industrie pétrolière, le bâtiment, l'informatique…

Différences procédures ont été mises en œuvre afin de porter assistance à des populations étrangères en Libye,prises dans l'engrenage d'une guerre civile. Un programme humanitaire impliquant des acteurs de nationalités différentes a été mis sur pied, par des États, l'ONU, des ONG, ceci avec l'accord des autorités libyennes. Des évacuations ont été assurées par avion. Les pays voisins de la Libye ont accueilli de nombreux expatriés, l'Égypte à l'est, la Tunisie à l'ouest. Ces pays ont ouvert leurs frontières aux réfugiés et demandé de l'aide à la communauté internationale pour faire face aux difficultés liées à une situation exceptionnelle. La presse internationale a rendu compte de la situation des réfugiés se pressant aux divers postes-frontières.

La situation des travailleurs étrangers, suite aux actions conduites par les rebelles, peut se révéler difficile. En particulier pour les Noirs. « *Le Monde* considère que les Noirs sont les plus vulnérables à Benghazi, ils sont sujets à une véritable chasse à l'homme, roués de coups et dépouillés. De son côté, *The Hindu* avance que « de très nombreux Libyens d'appartenance ethnique arabe hiérarchisent dans cet ordre décroissant les Chinois, les Bengalis et les Africains noirs ». Ces derniers sont appelés *abd* c'est-à-dire esclaves. […] L'hypocrisie de la « nouvelle Renaissance » de Benghazi est tout d'un coup démasquée et la situation à Tripoli n'est pas différente […] »[357].Benghazi n'a pas été une zone hospitalière pour des travailleurs étrangers, ce qui contredit les déclarations pleines d'humanité prononcées par les responsables du CNT. Le journal *Le Monde* a évoqué des réfugiés désireux de quitter la Libye, mais, semble-t-il, n'a pas mené d'enquêtes sur la perception des travailleurs étrangers par le CNT, pourtant présenté comme un organe politique à même de diriger la Libye après la chute de Kadhafi.

[357] Gianluca De Simone, *Grand Moyen Orient Crises et guerres de la nouvelle phase stratégique*, *op. cit*., p. 74.

2.2.8. La création par l'opposition de structures politiques en Libye

2.2.8.1. Le conseil national de transition en Libye

Le Conseil national de transition (CNT)est une autorité politique de transition créée à l'occasion de la révolte libyenne le 26 février 2011, pour coordonner les différentes villes de Libye tombées aux mains des insurgés et conduire le combat contre le régime de la « Jamahiriya arabe libyenne », dirigé par Mouammar Kadhafi. Après la chute de ce régime, il conduit la transition devant mener à l'élection d'une assemblée et àla rédaction d'une constitution. Son rôle s'achève le 8 août 2012, quand il transmet le pouvoir au Congrès général national libyen issu des urnes[358]. Ce même 26 février était adoptée à New York, au siège des Nations unies, la résolution 1970. Cette résolution sur la Libye affirme que les *« attaques systématiques et généralisées contre la population civile pourraient constituer des crimes contre l'humanité »*. La justice internationale a été saisie sur cette base. Pour que des puissances étrangères puissent intervenir en Libye, à entendre le chef de la diplomatie britannique, William Hague, la conjonction de plusieurs facteurs est nécessaire : une base légale, un soutien régional, et *« un élément déclencheur clair »*[359]. Cet élément déclencheur, c'est la conviction que des populations civiles sont attaquées par l'armée loyaliste libyenne.

Le Conseil national de transition est une construction apparue dans une situation d'urgence par des insurgés à Benghazi, Derna, Al-Bida et Tobrouk, désireux d'occuper le vide politique provoqué par le renversement du pouvoir de Kadhafi à l'est de la Libye essentiellement. « Le CNT a été la plate-forme institutionnelle du mouvement rebelle, destiné à assurer une autorité politique et militaire, à fournir des services municipaux et de sécurité de base, et à venir en aide aux Libyens vivant à l'étranger », précise Mohamed Ben Lamma, docteur en sciences politiques[360]. Le CNT libyen se compose pour une partde responsables politiques ayant travaillé avec Mouammar Kadhafi, jusqu'au 21 février 2011 et qui ont fait défection pour rejoindre les insurgés actifs à l'est de la Libye, d'autre part d'opposants à Mouammar Kadhafi qui vivaient à l'étranger. Les relations entre ces figures politiques et divers individus, sans passé politique, ayant participé à l'insurrection à Benghazi, ne sont pas toujours aisées. Très tôt, des nouveaux venus en politique, actifs lors de l'insurrection dans

[358] Wikipedia : CNT-Libye 2011.
[359] Natalie Nougayrède, « L'ingérence une politique tributaire d'images chocs dans les médias », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 6.
[360] Mohamed Ben Lamma, « La structure tribale en Libye : facteur de fragmentation ou de cohésion », Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, juillet 2017.

l'est de la Libye, manifestent une certaine distance vis-à-vis des ralliés à l'insurrection, qui sont des hommes politiques professionnels.

« Le CNT était dirigé par Moustapha Abdeljalil, un vieux juge dévot et conservateur qui occupait le poste de ministre sous l'ancien régime. Son premier discours inaugural […] était révélateur de ce qui allait être la place de l'islam dans le futur État libyen. Il était question désormais de réitérer l'identité islamique de la Libye, d'islamiser le secteur bancaire, de faire en sorte que la source principale de la législation soit la charia, et de lever toutes contraintes sur la polygamie. […] le discours religieux allait être le moyen pour le CNT d'asseoir sa légitimité pour gouverner la nouvelle Libye »[361].

Suite à la création du Conseil national de transition (CNT) formé à Benghazi, la Libye est en situation de dualité de pouvoir, puisque que Kadhafi n'a pas encore été renversé, la guerre civile déchire toujours le pays[362].

Le CNT bénéficiera d'une reconnaissance de la part de puissances étrangères jusqu'alors liées à Kadhafi, dont la France.Apparemment la teneur des déclarations de Moustapha Abdeljalil ne choque pas les politiques. *Le Monde* n'accorde guère d'attention à cette référence d'à l'islam religieux au sein du CNT, soucieux de donner une idée négative du « clan » Kadhafi.

Illustration n° 6 : trois villes importantes aux mains de l'opposition, 70 % du territoire libyen sous l'autorité du régime de Kadhafi. *Le Monde* 11 mars 2011.

[361] *Ibid*.
[362] Gilbert Achcar, *Le Peuple veut, une exploration radicale du soulèvement arabe*, Actes Sud/Sindbad, 2013, p. 244.

Le CNT est établie à Benghazi. Il a pour mandat de s'installer à Tripoli. Certains de ses membres sont présents dans cette ville, mais, par précaution, ceux-ci sont demeurés anonymes. Les révolutionnaires insistent à chaque occasion sur leur représentativité nationale et non pas régionale. Ils veulent libérer toute la Libye : « *nous appartenons à différents clans, mais nous sommes un peuple avec le même objectif* » : être libres. Certains membres du CNT sont inconnus, d'autres ont des visages. Certains ont des titres précis ; d'autres n'en ont pas. À Benghazi, un « *gouvernement provisoire* » a été instauré et est dirigé par des hommes qui pour certains étaient associés au régime de Kadhafi. Comme précisé plus haut, l'un de ces hommes est Mustapha Abdeljalil, ministre de la Justice de Kadhafi[363].

Peut-on déceler une continuité entre le CNT et le gouvernement provisoire ? L'organisation du CNT est assez souple. Chaque ville qui passe sous le contrôle de l'opposition a obtenu cinq sièges[364]. Le gouvernement provisoire peut être perçu comme porté par une nouvelle étape dans l'établissement d'un État après le quasi faillite du régime de Kadhafi, mais aussi comme une captation du pouvoir par un petit groupe. Voici un propos surprenant de prime abord : le porte-parole du CNT, Abdelhafez-Ghoja, a dit de Mustapha Abdeljalil qu'il *« ne représente personne sauf lui »*[365]. La création d'un « *gouvernement transitoire* » pose donc de nombreux défis. La Libye, après la chute de Kadhafi, qui semble alors inéluctable, pourra-t-elle être dirigée par un seul noyau politique ? Les villes, qui tombent aux mains des rebelles, ne sont pas d'emblée sous l'autorité d'un tel gouvernement. Les milices locales ont tendance à jouer un rôle, à l'échelle d'une ville, d'un territoire. Une partition de la Libye risque d'être l'héritage des différences insurrections sur un territoire immense[366]. Selon Moustafa Ghriani,[367] responsable des médias des insurgés, l'est du pays a été libéré quatre jours après le déclenchement de l'insurrection. Mais, à la différence des révolutions tunisienne et égyptienne, où les institutions sont restées intactes, tout était à reconstruire à Benghazi et dans les autres lieux. De là la possibilité pour les diverses milices de s'installer à demeure dans des portions du territoire libyen.

---

[363] Michel Collon, *Libye*, *OTAN et média mensonge*, Bruxelles, Investig Action-Couleur livres, 2011, p. 21.

[364] Julien Chauvierre, « Libye : un conseil national de transition encore très kadhafien »,*Outre-Terre, Arabie heureuse* [revue], 2011/3, n° 29. http://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-3-page-283.htm

[365] Cécile Hennion, « À Benghazi, libérée, la création d'un gouvernement transitoire fait débat », *Le Monde,* 1ermars 2011, p. 5.

[366] « À la faveur de la révolution anti-Kadhafi de 2011, les identités tribales et locales se sont imposées avec beaucoup de force » (Wolfram Lacher, chercheur allemand. Propos recueilli par Frédéric Bobin, *Le Monde,* 21-22 mai 2017, p. 14). Cette situation perdure des années après 2011.

[367] Mustapha Ghriani, personnalité qui a été présentée par *Le Monde* comme tenantdeux positions, celle de porte-parole du Conseil national de transition et celle de responsable des médias des insurgés à l'est du pays.

Dans un livre, Bernard-Henri Lévy explique que « *la manière sur laquelle le CNT a été construit, n'a pas présenté la vraie démocratie* »[368]. Dans le contexte libyen en mars 2011 la démocratie n'a pas été une priorité. En revanche, le CNT a eu le souci, dans sa composition, de faire apparaître des personnalités venant de différentes villes du pays afin de se présenter comme un organe légitime, susceptible de constituer un interlocuteur valable. Mettre l'accent sur le CNT en valorisant ces personnalités gomme la présence d'islamistes dans la rébellion. Après coup, la question a été posée à Moustapha Abdeljalil, dans un entretien avec Skye-News-Arabie en 2016 : pourquoi avez-vous accepté de travailler avec des islamistes ? La réponse a été claire : « Nous avons besoin de combattants, nous ne pouvons pas vérifier d'où ils viennent, notre but, c'est de renverser le régime de Mouammar Kadhafi »[369]. Selon Mohamed Ben Lamma, « […] les Frères musulmans […] ont dès le début essayé de prendre le contrôle du Conseil. Ils ont ainsi réussi à introduire un amendement fondamental à la Déclaration constitutionnelle […] Ils ont également pesé de tout leur poids dans la rédaction de la loi électorale et de celle concernant les partis[370].

2.2.8.2. Les acteurs politiques en Libye

Certains dirigeants du CNT sont connus en France, en particulier ceux qui ont servi le régime qu'ils combattent désormais. Moustapha Abdeljalil est de ceux-là. Originaire de Cyrénaïque, il a étudié le droit islamique et la charia à l'Université de Benghazi[371].En 1975, il rejoint le bureau du procureur. Quelques années plus tard, en 1978, il devient juge et exerce pendant de longues années. Le 19 décembre 2006, le Guide le convoque pour entériner la condamnation à mort des infirmières bulgares et du médecin palestinien victimes d'un procès truqué. Désormais président d'une cour d'appel, Moustapha Abdeljalil doit exécuter les ordres du dictateur. Le monde entier a condamné la mascarade qui a eu lieu à Tripoli. La cour ne dispose d'aucune preuve recevable, juste des aveux obtenus sous la torture et le viol. Le 11 juillet 2007, Moustapha Abdeljalil confirme « *une seconde fois* » la condamnation à mort de ces infirmières auxquelles on reproche à tort une contamination d'enfants par le VIH, et que

[368] Bernard-Henri Lévy, *La guerre sans l'aimer*, *Journal d'un écrivain au cœur du printemps libyen*, Grasset,2011, p. 124-125.
[369] Voir l'annexe n° 4, p. 7, Entretien avec Mostapha Abdeljalil
[370] Mohamed Ben Lamma, *op. cit*.
[371]Samuel Laurent, *Sahelistan,de la Libye au Mali, au cœur du nouveau Jihad*, Paris, Éditions du Seuil, 2013,p.18

tout le monde sait innocentes. Voici « l'homme que la France choisit pour mener la révolution et porter ses valeurs en Libye »[372]. Moustapha Abdeljalil n'émergera comme une figure dirigeante de la révolution qu'après la reconnaissance officielle de son statut par Nicolas Sarkozy et les autres dirigeants européens.

A côté de Moustapha Abdeljalil, ancien ministre de la Justice dans le gouvernement du Guide libyen, qui a pris la tête du CNT, nous avons dans celui-ci Fathi Mohamad Baja, professeur en sciences politiques ; Ahmed Al-Abaar, qui fut dirigeant d'une banque agricole ; Zubiar Ahmed Al-Sharid, ancien prisonnier politique ; Fathi Terbel qui futl'un des initiateurs du mouvement à Benghazi, arrêté dès le 15 février ; Omar Al-Hariri, ancien prisonnier politique (il a passé près de vingt ans en prison).

Le fait que des figures politiques au seindes insurgés aient songé à constituer des cadres politiques susceptibles d'être perçus comme opposables aux institutions du régime libyen ne leur donne pas d'emblée une légitimité. S'affirmer « légitime » n'entraîne pas nécessairement une adhésion populaire. Le CNT a bénéficié du soutien d'une puissance étrangère, la France, qui le présente comme l'organe politique libyen doté d'une réelle légitimité, à la différence du régime de Kadhafi que la résolution 1973 acondamné. Cela appelle une interrogation : qu'est-ce qu'une légitimité obtenue avec le renfort de l'extérieur ? Ne peut-on pas voir le régime libyen, nonpas abattu, comme seul légitime ? Ne peut-on pas récuser une ingérence extérieure dans un État souverain ? Kadhafi est dans son rôle de Guide libyen quand il accuse Paris d'ingérence dans un entretien sur la chaîne 24, diffusé le 7 mars à Paris. En fait, les puissances occidentales ont obtenu l'assentiment de l'ONU pour combattre Kadhafi à Benghaziet ailleurs, au nom de la protection des civils, elles ont outrepassé ce que contenait la résolution 1973 et ont attaqué frontalement un régime. La question de l'ingérence a été portée à l'adresse de l'opinion publique par trop peu d'intervenants en France et dans d'autres pays pour qu'elle soit audible. À tout le moins, *Le Monde* n'a pas abordé la légitimité ou non de l'ingérence étrangère en Libye.

[372]*Ibid*., p. 19-20.

2.2.9. Hors de Libye

2.2.9.1. Le rôle de la France

La France a joué un rôle considérable auprès des insurgés de Benghazi. Elle les a dotés d'une légitimité dans les enceintes internationales. Le CNT, bénéficiant du soutien de la France, est devenue crédible.

Deux personnalités ont joué un rôle important dans l'obtention d'une reconnaissance officielle par le CNT : un intellectuel, et le Président de la République.Un intellectuel français a su persuader en février 2011 Nicolas Sarkozy de prêter attention aux troubles dans l'est de la Libye. Le 1er mars Bernard-Henri Lévy, philosophe attentif aux droits de l'homme, est arrivé à Benghazi. Il a rencontré Moustapha Abdeljalil et d'autres membres du Conseil national de Transition (CNT). Ces hommes sans légitimité à proprement parler sont adoptés par un intellectuel bénéficiant d'une certaine notoriété et qui peut approcher Sarkozy[373]. Le philosophe a vu dans l'insurrection en Libye une cause juste et une opportunité pour inscrire dans le réel des convictions exprimées en différents lieux du monde sur les droits de l'homme. Nicolas Sarkozy, après les errements de ses ministres en Égypte et en Tunisie, passe maintenant pour « *l'ami des dictateurs* ». Il comprend immédiatement qu'une « *ingérence humanitaire* »en Libye pourrait changer la donne. Il est donc tout prêt à faire siens les propos du philosophe. Cette révolution en Libye n'a pas de chef. L'Occident veut des noms et des visages pour pouvoir parler d'« *opération conjointe* » en Libye. La France décide donc de trouver elle-même les leaders suffisamment présentables pour apaiser les perplexités des opinions publiques étrangères face aux évènements en Libye. Les hommes du CNT passeront de l'ombre à la lumière en moins de deux semaines[374]. La France les reconnaît immédiatement comme « *représentants officiels* » de la Libye. Bernard-Henri Lévy a donc joué un rôle majeur dans le contexte politique fort complexe précédant la chute de Kadhafi[375]. Bernard-Henri Lévy n'est pas seulement un émissaire, c'est un conseiller. Le 10 mars il s'est efforcé de convaincre le président Sarkozy de recevoir les trois représentants libyens[376].

Des années plus tard le rôle de Bernard-Henri Lévy n'est pas remis en question, au contraire. Dans un article du *Monde* publié en mars 2018, nous pouvons lire ces lignes : « […]

---

[373] Samuel Laurent, *Sahelistan, de la Libye au Mali, au cœur du nouveau Jihad*, Paris, Éditions du Seuil, 2013,p. 17-18.
[374] Samuel Laurent, *Sahelistan*, *op. cit.,* p. 21.
[375]*Ibid.*, p. 23.
[376] Service international, « L'insurrection libyenne demande un soutien militaire », *Le Monde,* 4 mars 2011, p. 6.

en Libye, Nicolas Sarkozy veut peser sur le cours de l'histoire. L'intellectuel médiatique Bernard Henri Lévy […] lui donne un coup de main en lui présentant les responsables du Conseil national de transition (CNT), l'organe politique de la rébellion formé le 27 février, qu'il a choisi de promouvoir, de Paris à Washington et Tel Aviv. Ces Libyens laïques et islamistes, dont certains sont d'anciens diplomates et haut-fonctionnaires, font bonne impression à Nicolas Sarkozy. Au point que la France reconnaît le CNT comme *« seul représentant légitime de la Libye »* le 10 mars »[377].

Des liens se tissent entre le CNT et la France, avec un objectif commun, obtenir le départ du Guide libyen. Nous assistons à une évolution diplomatique de la France qui contredit son attitude politique les années passées : Kadhafi était accueilli à Paris, en 2011Kadhafi est condamné. Le Président Sarkozy a décidé seul de reconnaitre le CNT, faisant ainsi de la France l'avant-garde de la mobilisation internationale contre Kadhafi. Il reste à faire partager cette reconnaissance du nouveau pouvoir de Benghazi par l'ensemble des pays de l'Union européenne. Ce sera l'objet d'un sommet à Bruxelles, le 11 mars. Kadhafi est alors exclu de l'espace politique libyen, et le CNT est présentée comme « *leseul représentant de la Libye »*. Londres rejoint Paris dans sa façon d'appréhender les événements. C'est pourquoi le Premier ministre Cameron a appelé le colonel Kadhafi à *« transférer le pouvoir sans délai à un gouvernement qui reconnaisse pleinement les aspirations du peuple libyen »*[378].

Cette façon de faire n'a pas été accueillie unanimement. L'Union européenne suit, mais des réticences s'expriment dans quelques pays directement concernés, limitrophes de la Méditerranée. Les États-Unis, avec Hillary Clinton, secrétaire d'État, songent à nouer des contacts avec les représentants du CNT, plus largement avec l'opposition libyenne afin d'en*« mieux saisir les contours »*[379]. La Russie est plus que réservée parce qu'elle est hostile aux atteintes portées à un État encore officiellement légitime. Elle accompagnera les puissances occidentales lors de l'énoncé d'une résolution au sein des Nations unies autorisant une intervention contre les avions de Kadhafi afin d'assurer une réelle protection aux civils. En procédant ainsi, une aide majeure est offerte aux insurgés.

---

[377] Simon Piel et Joan Tilouine avec Matthieu Goar, « Financement libyen : le spectre d'une affaire d'Etat », *Le Monde*, 23 mars 2018, p. 9.
[378]Natalie Nougayrède, « Paris affiche son soutien à la rébellion libyenne », *Le Monde,* 8 mars 2011, p. 7.
[379] *Le Monde*, *ibid*., p. 7.

2.2.9.2. Le Qatar

Un pays arabe, le Qatar, pour des raisons autres que celles qui ont légitimé l'alliance de puissances européennes avec le CNT, a choisi le camp de la rébellion, ce qui le distingue de l'attitude adoptée de prime abord par la Ligue arabe.Le régime qatari a été le premier, dans le monde arabe, à reconnaître le Conseil national de transition[380].

Le Qatar considère avec bienveillance les islamistes impliqués dans l'insurrection contre Kadhafi. Il se soucie donc de faire parvenir de l'aide directement aux rebelles islamistes, dont Abdelhakim Belhadj[381]. En coulisses, un autre intégriste, qui travaille avec Belhadj, Ali Salabi,[382]a joué un rôle clé.Doha saisit l'opportunité qu'offrent les troubles en Libye et propose ses services aux insurgés libyens. Il paraît difficile pour la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis de dire non. Avec le consentement des grandes puissances des livraisons d'armes sont bien arrivéesdu côté de Benghazi. A côté de l'aide financière, qui se montera à plusieurs dizaines de millions de dollars, le Qatar fournit une aide militaire aux rebelles[383].

Pour la première fois, le minuscule Qatar s'est trouvé engagé dans un conflit hors de ses frontières. Il acquiert ainsi une grande audience. La chaîne d'informations qatarie sera présente à Benghazi et relaiera le discours révolutionnaire des insurgés. Contre Kadhafi, le Qatar a choisi les religieux et les islamistes. En 2014, après la chute de Kadhafi, le grand mufti de la Libye, Sadiq Al-Ghariani, a promulgué une fatwa : « Qui ne remercie pas le Qatar sera comme un chien ».

2.2.9.3. Des fidèles de Kadhafi

Face aux troubles que connaît la Libye en 2011, divers acteurs politiques s'efforcent de maintenir Kadhafi dans le jeu politique libyen, ils souhaitent le voir conserver le

[380] Christian Chesnot & Georges Malbrunot, *Qatar Les secrets du coffre-fort,* Paris, Éditions Michel Lafon,2013, p. 179-182.
[381] Abdelhakim Belhadj, ancien djihadiste d'Al-Qaïda, chef militaire des combattants révolutionnaires en 2011.
[382] Après avoir été détenu par Kadhafi, Ali-al Salabi est parti en Arabie Saoudite étudier la théologie islamique. Il fut ensuite hébergé par le Qatar où il se lia au Cheikh Youssef al-Qaradaoui des Frères musulmans.
[383] Christian Chesnot & Georges Malbrunot, *op. cit.,* p. 184-185.

pouvoir.Le 4 mars une proposition est avancée par le Venezuela pour favoriser un rapprochement entre le CNT et Kadhafi. HugoChavez, président vénézuélien, a discuté de cette proposition avec le numéro un libyen, deux semaines après le début de l'insurrection. Le gouvernement de Caracas songe à une médiation internationale pour trouver une solution pacifique à la crise en Libye ; une idée que la Ligue arabe assure étudier. Mais l'opposition libyenne et les États-Unis ont rejeté cette idée. Le ministre de l'Information vénézuélien, Andres Izarra, a déclaré : *« Nous confirmons l'intérêt [du gouvernement] libyen à accepter cette proposition, tout comme celui de la Ligue arabe. Aujourd'hui, le Venezuela poursuit ses démarches dans le monde arabe et dans le monde entier pour parvenir à la paix en Libye »*[384].Ce message de paix, proposé par le Venezuela, n'est pas entendu par les grandes puissances. Il convient de dire que le président Hugo Chavez, l'ami resté fidèle à Mouammar Kadhafi, n'est guère apprécié sur la scène internationale. Son appui en faveur de Kadhafi n'est pas d'un grand poids.

Une autre tentative pour rapprocher les points de vue en Libye sera elle aussi sans suite. Selon *Jeune Afrique,*[385]les 10-11 avril, quatre chefs d'États, Jacob Zuma, (Afrique du Sud), Amadou Toumani Touré (Mali), Mohamed Ould Abdelaziz (Mauritanie) et Denis Sassou Nguesso (Congo) ainsi que le ministre ougandais des Affaires étrangères Henry Oryem Okello, se sont entretenus avec Mouammar Kadhafi, puis le Conseil national de Transition (CNT). Les rebelles libyens n'acceptent pas les propositions de la médiation africaine. Pour sa part, l'Union africaine a pourtant exprimé son hostilité à toute intervention extérieure.

Fidel Castro, le chef politique de Cuba, s'est insurgé contre le fait que la Libye, État souverain, ait été agressée par des puissances étrangères. Les propos suivants illustrent sa position : « Voilà un peu plus de huit mois, le 21 février dernier, j'avais affirmé, absolument convaincu : « Le plan de l'OTAN est d'occuper la Libye ». C'est sous ce titre que j'avais abordé pour la première fois ce point dans des réflexions dont la teneur semblait relever de la fantaisie. […] Toute personne honnête sera toujours opposée à n'importe quelle injustice commise contre n'importe quel peuple du monde. Le pire serait maintenant de faire silence sur le crime que l'OTAN s'apprête à commettre contre le peuple libyen […] »[386].

---

[384]Service International, « Des combats se poursuivent à Brega, dans l'est de la Libye », *Le Monde,*5 mars 2011, p. 6.
[385]*Jeune Afrique*, n° 2623, 17 au 30 avril 2011, p. 38.
[386] Propos cité dans Joseph Eroumé, *Kadhafi la gloire du vaincu*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 164-165.

Deuxième partie

Des bombardements de l'OTAN à l'intervention des hélicoptères, du19 mars au 4 juin 2011

Chapitre 1 :

Le regard du *Monde* sur les troubles en Libye, mars-juin 2011. (Ce que *Le Monde* a publié).

1.1 : Le regard du *Monde* sur ces événements : Ce qui *Le Monde* a dit.

La situation des rebelles à Benghazi est inquiétante. Le journal *Le Monde* veut alerter l'opinion. Franck Nouchi commence un article avec ces trois phrases : « Plus que quelques jours au maximum, et Benghazi devrait être reprise par les forces pro-Kadhafi. Sans témoins étrangers ou presque. Un à un, les envoyés spéciaux des grands médias internationaux quittent la Libye ». Les journalistes ne fuient pas la guerre civile, laisse-t-il entendre ; ils craignent des représailles de la part du régime libyen, et cette crainte est légitime. « A ceux qui hésiteraient à partir, le régime du Guide suprême vient d'adresser une sinistre mise en garde en arrêtant et en plaçant dans un isolement complet, un journaliste du *Guardian*, Ghaith Abdul-Ahad ». Le lecteur du *Monde* se souvient peut-être d'un article publié à ce sujet la veille, le 17 mars.

« Chacun sait ce qui se prépare, mais préfère regarder ailleurs ». C'est le cas de Serge Dassault, sénateur UMP, au vu des propos tenus dans les médias. Renversement dans l'article : « Les rebelles ne sont pas seuls, ils bénéficient du soutien de la France et de la Grande-Bretagne ». Franck Nouchi rapporte une déclaration d'Alain Juppé comme quoi il n'est pas trop tard pour intervenir. Ici il a introduit le ministre des Affaires étrangères qui s'est déjà exprimé sur le sujet, dans les mêmes termes, en particulier dans un entretien accordé au *Monde.* Cela sera-t-il suffisant pour dissuader Kadhafi d'attaquer Benghazi ? Non, « Kadhafi peut massacrer tranquille et donner libre cours à sa folie ». Le Conseil de sécurité de l'ONU n'apparaît d'ailleurs pas favorable à une intervention militaire contre Kadhafi, faute de l'accord des Russes et des Chinois, voire même des Américains. « Trop risqué, trop cher, inefficace si c'est uniquement pour procéder à des frappes ciblées » écrit Franck Nouchi[387]. Est-ce bien ce à quoi songent Russes et Chinois ? Le journaliste veut apitoyer les lecteurs du *Monde* sur le sort des rebelles, valoriser la France, et ironiser sur d'autres pays. Il ne rapporte pas objectivement le point de vue de la Russie et de la Chine, les deux membres permanents du Conseil de sécurité hostiles à une intervention étrangère dans un pays. Ces deux pays ne veulent pas qu'il y ait ingérence dans les problèmes de la Libye. Ce point de vue mériterait

[387] Franck Nouchi, « Le dos tourné », *Le Monde*, 18 mars 2011, p. 28.

d'être exposé ! Par ailleurs Kadhafi est le chef de l'État libyen. Pourquoi le traiter de fou si ce n'est pour dévaloriser sa position ?

André Frachon rejoint Franck Nouchi. Ne rien faire contre Kadhafi est insupportable. Face à une catastrophe annoncée, une intervention extérieure est légitime pour ce journaliste ; « On sait ce que le dictateur libyen, le colonel Mouammar Kadhafi, a déjà fait. On peut imaginer ce qu'il fera si ses forces s'emparent du bastion, et dernier carré, de la rébellion, la ville de Benghazi »[388]. Face à la révolte arabe en Libye, Kadhafi utilise la terreur. Le journaliste donne divers exemples susceptibles d'émouvoir les lecteurs du journal *Le Monde*. Il parle lui aussi de « mercenaires étrangers », alors que ce sujet mériterait d'être précisé[389] André Franchon rappelle que Nicolas Sarkozy et David Cameron sont pour une intervention, que nombreux sont ceux qui partagent ce point de vue, entre autres Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, Paul Quilès, ex-ministre de la Défense, Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères[390]. André Frachon rappelle que la Russie et la Chine, membres du Conseil de sécurité de l'ONU, disposant d'un droit de veto, sont contre une ingérence dans les affaires de la Libye. Un cadre juridique pouvait convenir pour une intervention extérieure mais « la volonté politique a manqué ». On peut « incriminer l'habituelle pusillanimité d'une Europe, et tout particulièrement de l'Allemagne, que Paris et Londres n'ont su convaincre ». Il faut se tourner vers les États-Unis affirme Alain Frachon. Barack Obama est réticent. Les lecteurs du *Monde* le savent déjà à la lecture d'articles publiés avant le 18 mars. Alain Frachon termine son article sur « l'étonnante frilosité » des États-Unis. Son article est dans la droite ligne de l'éditorial du *Monde* publié bien avant le 18 mars. Il soutient qu'une intervention est nécessaire, toutefoisNicolas Sarkozy et David Cameron semblent bien isolés dans leur volonté d'intervenir. En fait l'article dit une fois de plus que Kadhafi est un tyran qui n'hésitera pas à massacrer son peuple pour rester au pouvoir.

Nicolas Bourcier, envoyé spécial du *Monde* à Derna, aborde un sujet rarement mis en avant, à savoir la présence d'islamistes en Cyrénaïque. Il donne la parole à Shoukri Hasi, « imam dans la vieille ville côtière de Derna », « un de ces nombreux prédicateurs qui mobilisent et motivent les jeunes, depuis le début de l'insurrection, contre Kadhafi ». Il « a

[388] Alain Frachon, « Libye : les raisons de la non-intervention », *Le Monde*, 18 mars 2011, p. 22.
[389] Voir supra, à propos de l'article consacré aux Noirs présentés comme des mercenaires.
[390] « Selon l'ancien ministre de François Mitterrand Hubert Védrine, la résolution 1973 *« pour intervenir en Libye[est] une réussite française, grâce à Alain Juppé, qui – à la fin – a remis notre diplomatie d'aplomb » Le Journal du Dimanche*, 18 mars 2011, cité dans *La face cachée des révolutions arabes*, Centre français de recherche et de renseignement (Cf2R), sous la direction d'Eric Dénécé, Ellipses, 2012, p. 489).

passé plusieurs années dans les geôles du Guide libyen », « soupçonné, en 1997, d'être lié à des organisations islamistes ». Était-ce le cas ? À l'entendre « il suffisait de porter la barbe […] pour être pris pour un dangereux terroriste ». Quoi qu'il en soit, en mars 2011, il s'oppose à Kadhafi. Derna est une cité conservatrice, « une des plus conservatrices du pays ». Dans les années 1990, le pouvoir central a combattu dans le secteur des « islamistes radicaux ». Le fils de Kadhafi a accusé les habitants de Derna « de vouloir instaurer « *un émirat islamiste* » ». Shoukri Hasi reconnaît qu'il y avait des groupes extrémistes, « *mais c'était*, dit-il, *la seule échappatoire contre le régime* ». Nicolas Bourcier précise les choses : en Cyrénaïque par le passé on trouvait « quelques cellules des Frères musulmans », des « groupes islamistes ayant appelé au Djihad en Afghanistan ou en Irak » dont le Groupe combattant en Libye (GICL), fondé en 1995. Des Libyens sont bien allés combattre en Irak : une liste avec une cinquantaine de noms a été retrouvée en 2007 en Irak. Derna était perçue en 2008 comme « une ville particulièrement propice à l'émergence de recrues pour Al-Qaïda » à lire une dépêche diplomatique américaine. Un ingénieur de 57 ans, Mohammed Misouri, affirme qu'en 2011 l'état d'esprit a changé, on aspirerait désormaisà « *la démocratie et la paix* ». Un enseignant de 48 ans, Mansour Al-Hasadi, dit la même chose. À Derna, « dans la grande mosquée centrale d'Al-Sahaba », une salle accueille des photographies des opposants à Kadhafi, qui sont morts, ceux d'hier, ceux de 2011. « Tous mélangés, exposés aux regards des visiteurs ». Hassan Steta, un ingénieur d'une cinquantaine d'années qui se dit « *proche* » des Frères musulmans, affirme que ceux-ci ont changé. Lecteurs du *Monde*, soyez sans crainte, les islamistes ne représentent pas un danger, laissent entendre toutes les personnes citées. Une indication à la fin de l'article conforte l'aspect pacifique des rebelles. Les occupants d'une voiture refusent un tract émanant d'un groupe « salafiste » basé à « Alexandrie », appelant à « combattre à ses côtés ». Un des passagers affirme que l'aide occidentale contre Kadhafi est nécessaire pour éviter que les radicaux puissent « devenir les grands vainqueurs » de ce qui a lieu en Libye en 2011. On ne saurait « imposer la démocratie » sans le concours des Occidentaux[391].

Ce qui ressort du texte, c'est une fois encore un alignement sur la position de Sarkozy, adoptée par *Le Monde*. Tous contre Kadhafi. ! La Libye a connu des foyers islamistes radicaux. Ce ne serait plus le cas. Faut-il suivre ce qu'a écrit Nicolas Bourcier ? Nicolas Bourcier est-il lui-même convaincu par les témoignages qu'il rapporte ? Ce n'est pas

[391]Nicolas Bourcier, « À Derna, les islamistes, longtemps pourchassés, croient tenir « la revanche des opprimés » », *Le Monde*, 18 mars 2011, p. 10.

totalement clair. Le titre impose une direction de lecture : à Derna,[392] il y a bien des islamistes.

Comme les jours précédents, Jérôme Delay, un photographe qui fait partie du groupe des journalistes autorisés à se rendre à Tripoli par le ministère libyen de l'Information, donne un éclairage particulier sur la zone tenue par les autorités. Le 16 mars il s'est rendu à Ajdabiya, « ville de l'est reprise à l'insurrection ». Avec d'autres journalistes il a traversé Ras Lanouf, Brega, villes dont *Le Monde* a précisément parlé en mars. « Pas un civil, 54 chekk-points… Des dizaines de carcasses de voitures brûlées, écrasées, défoncées bordent le ruban d'asphalte ». Il constate que des camions transportant armes et vivres circulent, il voit des tanks et des canons « à perte de vue de la mer au désert ». Ce témoignage laisse entendre que les troupes de Kadhafi ne sont pas démunies. Cette information ne réapparaît pas dans les articles publiés le 18 mars. Les journalistes ne rejoignent pas le centre-ville d'Ajdabiya. Il y a encore « des poches de résistance dans certains quartiers » aux dires des militaires rencontrés. L'article se termine sur un personnage présent dans la photographie accompagnant l'article, Haitham. « Il ne veut pas que nous échangions nos lunettes »[393]. Est-ce une information utile ? Comment faut-il l'entendre ? Le côté plaisant de l'anecdote est immédiatement occulté par ce qui suit. Des journalistes du *New York Times* ont disparu, le 15 mars, dans la ville citée. Cette dramatisation est là pour faire entendre que ce qui se passe en Libye n'est pas un jeu[394].

[392] Derna « cette citée de 120 000 habitants, nichée entre mer et montagne à l'Est, était réputée pour son conservatisme religieux et son opposition à Kadhafi ». Après la révolution de 2011, Derna, négligée comme beaucoup de villes de province, voit s'implanter des groupes islamistes […]" (Marilyne Dumas, "Libye : à Derna, la vie après l'État islamique", *Le Figaro*, 21 février 2019, p. 7). En fait les islamistes opposés à Kadhafi, déjà présents, sont devenus plus visibles en 2011 et les années qui ont suivi.

[393] Jérôme Delay, « À l'entrée d'Ajdabiya, je croise Haitham », *Le Monde*, 18 mars 2011, p. 10.

[394] Patrick Coburn, correspondant au Moyen-Orient pour le quotidien *The Independent*, n'a pas assisté aux mêmes scènes. « À Ajdabiya, les journalistes étrangers étaient souvent plus nombreux que les combattants rebelles, et les cameramen devaient placer les correspondants avec soin pour que la présence massive de la presse ne soit pas trop évidente pour les téléspectateurs » (*Le retour des djihadistes*, préface et traduction d'Adrien Jaulmes, Paris, éd. Équateurs, 2014, p. 132).

La contre-offensive du colonel Kadhafi

L'ONU accentue sa pression sur le régime libyen

Le Conseil de sécurité pourrait adopter des mesures allant au-delà de la création d'une zone d'exclusion aérienne

« A l'entrée d'Ajdabiya, je croise Haitham »

Illustration n° 1 : Jérôme Delay, « À l'entrée d'Ajdabiya, je croise Haitham ». Photographie pour *Le Monde*

Alexandra Geneste, correspondante du *Monde* à New York, indique que le Conseil de sécurité de l'ONU se préoccupe de la situation en Libye. « Les forces loyales au colonel Mouammar Kadhafi menacent de prendre d'assaut Benghazi, le berceau de l'insurrection ». Face à cette situation il convient de conjuguer « une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye » et diverses initiatives afin de protéger les civils. Alexandra Geneste indique aussi qu'à New-York on a perçu un revirement dans l'attitude américaine : après « l'attentisme dont a fait preuve Washington face à la crise libyenne », la diplomatie américaine penche pour la zone d'exclusion aérienne et d'autres actions. Le texte que les membres du Conseil de sécurité sont à même de signer a été rédigé par Paris et Londres. La France et la Grande-Bretagne soutiennent la rébellion anti-Kadhafi, les lecteurs du *Monde* ne l'ignorent pas. Les Américains souhaitent obtenir « la participation des pays arabes à toute opération militaire éventuelle ».

Le soutien de la Ligue arabe est essentiel. Les Occidentaux en ont conscience. La Russie et la Chine sont toujours « opposées à toute ingérence dans les affaires intérieures d'un pays » et donc hostiles à ce que préparent les Occidentaux. C'est pourquoi l'ambassadeur russe auprès de l'ONU a présenté un contre-projet « prévoyant un cessez-le-feu de toutes les parties au conflit ». Cette proposition en retrait par rapport à la résolution 1970 adoptée en février, a été « rejetée ». A côté de la Russie et de la Chine, d'autres pays s'opposent à la proposition franco-britannique : l'Afrique du Sud, en Europe l'Allemagne et le Portugal. À bien lire l'article d'Alexandra Geneste, les partisans de la zone d'exclusion aérienne n'ont pas convaincu tous les membres du Conseil de sécurité. Dans ce contexte, le soutien de la Ligue arabe peut apparaître déterminant. Nicolas Sarkozy l'a bien compris dans une adresse aux

chefs d'État et de gouvernement des 15 pays concernés à New York, au siège de l'ONU. Il leur a demandé de « soutenir l'initiative de la Ligue arabe en faveur de la zone d'exclusion aérienne »[395]. Cette façon de faire a l'avantage de ne plus mettre en avant la France et la Grande-Bretagne mais les pays arabes eux-mêmes qui, face aux tensions en Libye, passent outre à leurs réserves traditionnelles à l'égard des ingérences étrangères contre un chef d'État installé dans un pays.

Le Monde du 19 mars propose, en première page, un éditorial exposant la position du journal sur la Libye[396]. Par le passé, un éditorial plaidait dans *Le Monde* pour une intervention vigoureuse contre le dictateur Kadhafi. Cette fois-ci, une décision internationale a été adoptée, Le Conseil de sécurité de l'ONU autorise le recours à la force contre le régime en place en Libye. Des thèmes abordés dans des discussions entre divers États et organismes internationaux les jours précédents sont inscrits dans la résolution : zone d'exclusion aérienne afin de « clouer au sol l'aviation de Mouammar Kadhafi », « feu vert à des frappes ciblées ». *Le Monde* se félicite du vote à l'ONU. Il arrive à point nommé. À la suite de ce vote, les troupes de Kadhafi, aux portes de Benghazi, ont renoncé à attaquer le fief des rebelles. Ce vote s'inscrit bien dans le droit fil de déclarations antérieures. « Au fur et à mesure que la rébellion s'emparait de la plupart des villes du pays », le régime de Kadhafi était présenté comme *« illégitime »*. Non seulement à Paris, Londres, Washington, mais aussi à Berlin, Pékin, Moscou, etc. En fait, « c'est ce qu'il faut bien appeler « la famille occidentale » - en l'espèce, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne - qui est en première ligne ». « La Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil se sont abstenus ». L'éditorial n'introduit pas un commentaire expliquant les réticences à l'égard de l'ingérence occidentale en Libye. Il précise seulement que ces pays « ne veulent pas prendre de risques », lit-on. L'Allemagne s'est pareillement abstenue. Pas d'explication non plus, dans l'éditorial, pour rendre compte de cette abstention. Le lecteur du *Monde* doit s'insurger contre l'Allemagne. Il n'est pas amené à peser le pour et le contre. Pour le journal *Le Monde*, les pays occidentaux actifs doivent bénéficier du soutien militaire du « monde arabe ». Le concours des pays arabes permettrait d'écrire une nouvelle page dans l'Histoire ! L'intervention militaire en Libye verrait pays occidentaux et pays arabes associéspour combattre un dictateur.

---

[395] Alexandra Geneste, « L'ONU accentue sa pression sur le régime libyen », *Le Monde*, 18 mars 2011, p. 10.
[396] Éditorial, « Laborieuse résolution des Nations unies », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 1.

Depuis plusieurs jours, *Le Monde* est devenu l'un des propagandistes d'une intervention militaire en Libye. Cette façon de voir rencontre des difficultés, de là l'emploi de l'adjectif « laborieuse » dans le titre. Le dessin de Plantu, lui aussi en première page, ne tient pas compte des réticences de plusieurs pays à l'égard du positionnement interventionniste de certains pays occidentaux, il présente Kadhafi sur des échasses, qui sont des puits de pétrole, renversé par le souffle d'un avion sur la carlingue duquel on lit « ONU ». Le pilote est joyeux, un Libyen au sol est aussi joyeux. Son assentiment à la présence d'un avion dans le ciel est rendu par un petit cœur.

Illustration n° 2 : Le regard de Plantu, *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 1.

Toujours en première page du journal du 19 mars un article avec ce titre : « La riposte militaire de l'Occident contre Kadhafi »[397]. Le titre ne correspond pas exactement à la réalité. On apprend à la lecture de l'article que les fidèles du régime continuent à attaquer les villes ralliées à l'insurrection (c'est le cas de Misrata à 200km à l'est de Tripoli). On apprend aussi que tous les pays occidentaux n'étaient pas favorables à la résolution de l'ONU qui « prévoit une zone d'exclusion aérienne », ainsi l'Allemagne s'est abstenue lors du vote. Ces informations rejoignent pour partie le contenu de l'éditorial. Au prétexte que la France est très impliquée dans la lutte contre Kadhafi, et que cette implication rejoint les choix partisans du journal, *Le Monde* privilégie dans le titre retenupour le journal du 19 marsla rédaction qui

[397] Service international, « La riposte militaire de l'Occident contre Kadhafi », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 1.

paraît la plus adaptée au contenu de l'éditorial. Dans *Le Monde* des 20-21 mars le titre retenu en première page correspondra mieux à la réalité.

Dans les pages intérieures qui traitent de la Libye nous retrouvons cette tension au sein même des pays occidentaux.La France a obtenu satisfaction à New York, au siège des Nations unies, la résolution proposée par la France avec le soutien de la Grande-Bretagne et du Liban autorise les états membres de l'ONU d'intervenir en Libye afin de protéger les civils. Pour autant cela ne signifie pas qu'une force d'occupation étrangère serait bien venue en Libye. Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils n'appelle pas nécessairement une guerre, cela peut se faire avec doigté, en particulier avec des forces aériennes. En dehors des vols humanitaires et des vols dont l'objet est d'évacuer des personnes résidant en Libye, tous les vols sont interdits dans le ciel libyen, concrètement les avions de chasse libyens sont cloués au sol. Une zone d'exclusion aérienne est mise en œuvre, ce qui correspond à une demande des rebelles syriens, et au-delà d'eux aux pays réunis au sein de la Ligue arabe. La Chine et la Russie, pays membres permanents du Conseil de sécurité, se sont abstenus, ils n'ont pas recouru à leur droit de veto, ils ont toutefois dit leurs réticences quant à l'usage de la force dans les relations internationales. L'Allemagne, le Brésil et l'Inde se sont aussi abstenus. Pour l'Allemagne le risque est grand qu'il y ait de nombreuses pertes de vies humaines. Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a regretté la décision allemande ; il a affirmé que le vote de l'ONU est un vote important, il indique aux peuples arabes que la communauté internationale se préoccupe de leurs aspirations à la liberté et la démocratie[398].

En 2003 le ministre français des affaires étrangères Dominique de Villepin était intervenu à l'ONU pour dénoncer l'intervention américaine en Irak. En 2011 un autre ministre français des affaires étrangères plaide pour une intervention étrangère en Libye. De Chirac à Sarkozy, l'évolution est notable. Alain Juppé parle de « coalition », il affirme que les Occidentaux n'enverront pas de troupes au sol, que les frappes aériennes seront circonscrites. En fait, des civils et militaires français, en petit nombre il est vrai, sont présents auprès des rebelles à Benghazi. Il est évident que l'on ne songe pas à discuter avec Kadhafi, même si Alain Juppé affirme que la perception des choses changerait si Kadhafi arrêtait de combattre au lieu de persévérer dans son action contre les rebelles.L'article centré sur la résolution 1973

[398] Alexandra Geneste, « Feu vert des Nations unies pour des frappes en Libye », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 11.

du Conseil de sécurité à New York est associé à un extrait de cette résolution, qui se réfère au chapitre VII de la Charte des Nations unies pour assurer une protection des civils.

Le Monde

International 11

Le soulèvement en Libye

Feu vert des Nations unies pour des frappes en Libye

La France, qui plaidait en faveur d'une intervention très délimitée, a obtenu gain de cause au Conseil de sécurité

« Il n'est pas question de faire quelque chose au sol. On ne va pas débarquer les soldats en Libye »

Alain Juppé
ministre des affaires étrangères

Des Libyens se félicitent, à Benghazi, le 17 mars, de la position de la France au Conseil de sécurité de l'ONU.

« Prendre toutes les mesures nécessaires »

Illustration n° 3 : Des Libyens se félicitent, à Benghazi, de la position de la France au Conseil de sécurité de l'ONU. Photographie de Patrick Baz, AFP.

Dans le droit fil de la résolution 1973 entérinant la possibilité d'intervenir en Libye pour protéger les civils, « les préparatifs se sont accélérés vendredi 18 mars ». Une réunion a eu lieu à Paris pour cerner les dispositifs militaires à mettre en œuvre. Une réunion identique a eu lieu à Londres. L'intervention militaire annoncée est imminente. Le Qatar est désireux de participer aux opérations militaires. Les rebelles de Benghazi sont enthousiastes : « l'annonce de la décision de l'ONU a été accueillie par une explosion de joie » (Voir la photographie de Patrick Baz). Les forces loyalistes s'expriment, *Le Monde* restitue des déclarations. Saïf Al-Islam, un fils de Kadhafi, affirme : « Nous sommes dans notre pays et avec notre peuple. Et nous n'avons pas peur ». Moins martial, « plus nuancé » dit-on dans le journal *Le Monde*, le vice-ministre libyen des affaires étrangères a parlé d'un « cessez-le-feu sous condition ».[399] Quoi que disent les partisans de Kadhafi, la France, la Grande-Bretagne et leurs alliés ne s'en soucient pas, l'action militaire n'est pas une option, elle est l'unique solution retenue contre un régime que l'on souhaite renverser.

[399] Service international, « Paris annonce des opérations militaires dans quelques heures, Londres consulte le Parlement britannique », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 11.

« La France a été déçue par l'abstention allemande au Conseil de sécurité »[400]. Le point de vue de l'Allemagne, les lecteurs du *Monde* le connaissent pour l'avoir déjà rencontré dans le journal, il est longuement exposé le 19 mars dans un article rédigé par le correspondant du *Monde* à Berlin[401].L'Allemagne qui siège au Conseil de sécurité en 2011 a adopté la même position que la Chine et la Russie, elle s'est donc « démarquée » le 16 mars « de ses principaux partenaires : la France, les États-Unis les États-Unis et la Grande-Bretagne ». La veille, le 15 mars, le ministre allemand des affaires étrangères, devant le Bundestag, avait affirmé que des soldats allemands ne participeraient pas à une guerre en Libye. Les Allemands sont alors majoritairement hostiles à une intervention. Le « cavalier seul » de Nicolas Sarkozy le 10 mars, à la veille d'un sommet européen, « a choqué et la volte-face américaine, le 15 mars, n'a pas été comprise ». Par le passé, à la différence du président français, Madame Merkel « n'a jamais reçu Mouammar Kadhafi en grande pompe et a même boycotté le sommet UE-Afrique, fin novembre 2010, parce qu'il se tenait à Tripoli ». Elle n'est donc pas une fidèle de Kadhafi ! « […] par son vote, Berlin s'éloigne de la Ligue arabe » qui a choisi de prendre ses distances avec le régime libyen. Pour ce qui est des implications du vote de la résolution 1973, l'Allemagne ne se sent pas dans l'obligation de participer à la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne. Déjà, pour l'envoi de moyens humanitaires au large de la Libye, le gouvernement allemand avait dû obtenir l'accord des divers groupes parlementaires. On voit mal les députés voter une participation de l'armée allemande alors que les Allemands, qui voteront les 26 et 27 mars pour des scrutins régionaux, sont hostiles à une intervention armée.

Les tensions en Libye suite à la confrontation entre les rebelles installés à Benghazi et sur quelques autres sites d'une part, les troupes loyales au régime d'autre part, ont provoqué une catastrophe humanitaire. De nombreux étrangers qui travaillaient dans ce pays ont été amenés à fuir. Il a fallu accueillir dans les pays limitrophes de la Libye des réfugiés. Il a fallu réunir des avions pour transporter hors de Libye des hommes et des femmes dont la situation sur place devenait intenable. A côté d'eux, ce sont aussi des Libyens qui veulent quitter un pays en guerre.Kristalina Georgieva, commissaire européenne à l'aide humanitaire, a lancé un cri d'alarme : à côté des étrangers qui fuient la Libye, il conviendra d'assumer les familles libyennes « qui fuient devant l'offensive des troupes fidèles au colonel Kadhafi, dans l'est du

[400] *Ibid*.
[401] Frédéric Lemaître, « Berlin, hostile à une intervention, s'abstient à l'ONU », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 12.

pays »[402]. Elle précise : « la dimension tribale du conflit signifie que des civils innocents seront menacés, au même titre que les forces d'occupation ». Les États européens coopèrent correctement avec le Haut-commissariat aux Réfugiés de l'ONU, ils devront augmenter leur aide au vu de la situation. Un pays est particulièrement inquiet face aux déplacements de population, c'est l'Italie en raison de sa situation géographique.

Plusieurs fois le journal *Le Monde* a mis l'accent sur la présence de mercenaires noirs en Libye, détestés par les rebelles. Ce sujet est une nouvelle fois abordé le 19 mars[403]. Pour les Africains présents en Libye, la situation est devenue difficile parce que certains Libyens veulent voir en eux des mercenaires. Ces Africains désirent être rapatriés dans leurs pays respectifs, mais cela n'est pas aisément mis en œuvre. Ils sont obligés de se cacher, ils subissent des violences. Il y a eu des chasses à l'homme noir à Benghazi, foyer de la révolte contre Kadhafi.La situation n'est pas meilleure à Tripoli. Le photographe Jérôme Delay, présent dans cette ville, donne des articles depuis plusieurs jours. Le 17 mars, dans un hôtel, avant le vote du Conseil de sécurité de l'ONU, « les officiels semblent nerveux ». Sur le parking de l'aéroport, des Africains attendent un avion, on leur distribue du pain (ces Africains « n'ont plus de travail, ne gagnent plus leur pain quotidien »).

12 International

Le soulèvement en Libye

Le Monde

Berlin, hostile à une intervention, s'abstient à l'ONU

L'Allemagne refuse de « s'engager sur une pente » conduisant, selon M. Westerwelle, à une « guerre »

« Ils ne gagnent plus leur pain, on le leur distribue »

Illustration n° 4 : « Ils ne gagnent plus leur pain, on le leur distribue ». Photographie de Jérôme Delay, AP pour *Le Monde*.

[402] Jean-Pierre « La commissaire européenne à l'aide humanitaire prévoit un afflux massif de réfugiés libyens », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 12.
[403]Jérôme Delay, « Le calvaire des Africains subsahariens pris entre les pro-Kadhafi et les insurgés », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 12.

La résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU autorise des pays réunis dans une coalition internationale à intervenir contre la Libye de Kadhafi. La France, très active sur le terrain diplomatique afin d'obtenir cette résolution, est à même d'intervenir militairement parce qu'elle a anticipé sur le vote de l'ONU. C'est pourquoi il est possible de lire dans un article dû à Arnaud Leparmentier, en première page du *Monde* daté des 20-21 mars 2011, que « le bombardement des forces du colonel Kadhafi en Libye par une coalition emmenée par les Français et les Britanniques semblait inéluctable samedi 19 mars »[404]. Ce qui est alors attendu, c'est la position que dégagera le sommet de Paris ce même samedi 19 mars. Arnaud Leparmentier précise les choses dans une page intérieure. Nicolas Sarkozy réunit dirigeants occidentaux et arabes. Il s'agit de bien faire entendre que l'on ne prépare pas « une intervention de l'Occident contre le monde arabe ». L'organisation militaire conjuguera Français, Britanniques et Américains. L'ambassadeur de France auprès des Nations unies peut dire qu'une intervention militaire suivra le sommet. « Le Qatar et les Emirats arabes unis devraient prendre part aux opérations ». L'ultimatum concernant un cessez-le-feu exige de Kadhafi qu'il renonce à attaquer Benghazi, mais aussi qu'il retire ses troupes des villes reprises les jours précédant le sommet de Paris. Tout est mis en place pour rendre une intervention inévitable, la résolution 1973 est la caution nécessaire à une telle intervention (le titre de l'article est référé à cette résolution, il s'agit de défendre des civils). Arnaud Leparmentier précise, tout à la fin de son article, que Nicols Sarkozy « espère redorer son blason en politique étrangère »[405]. Serait-ce que des raisons de politique intérieure jouent aussi dans la décision française d'intervenir contre Kadhafi ? Cela n'est pas traité au-delà de la phrase citée plus haut.

Le dessin de Plantu, en première page, illustre la capacité de la France à intervenir : Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, alors qu'un avion militaire repose sur son crâne, affirme : « Nous sommes prêts ! ».

---

[404] Arnaud Leparmentier, « La France et ses alliés s'apprêtent à engager des frappes contre Kadhafi », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 1.
[405] Arnaud Leparmentier, « Frappes imminentes en Libye pour défendre les civils », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 9.

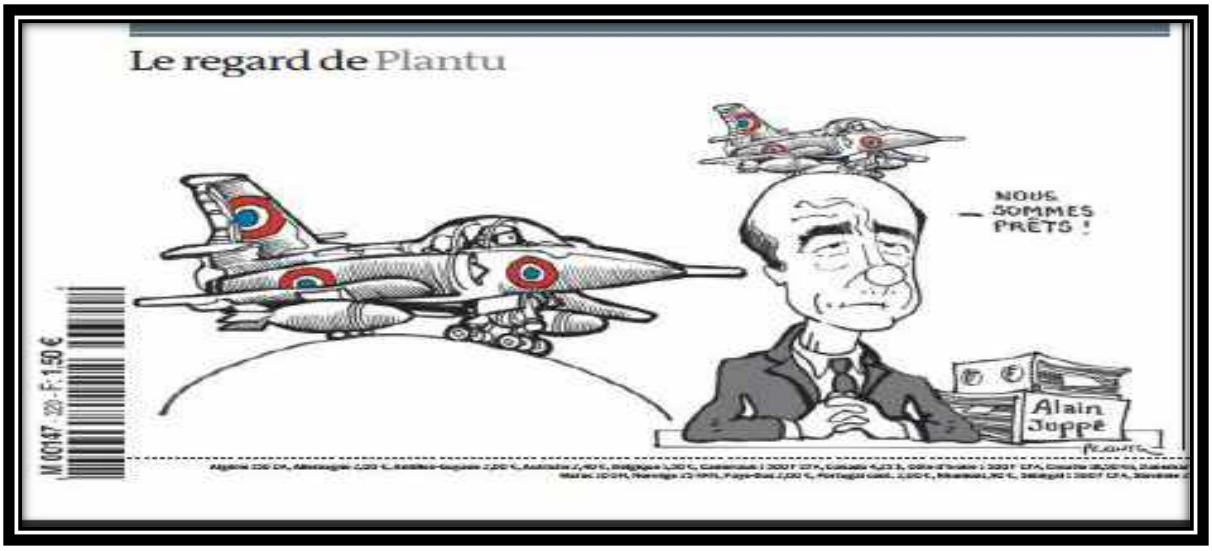


Illustration n° 5 : Le regard de Plantu, *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 1.

Les lecteurs du *Monde* connaissent la position de l'Allemagne par rapport à la résolution 1973 de l'ONU, elle a été exposée dans le journal de la veille en particulier. L'éditorial formule un reproche à l'égard de l'Allemagne. On attendrait de la première puissance européenne une plus grande implication vis-à-vis de la Libye. S'abstenir, accueillir des « nouvelles encourageantes » en provenance de Tripoli au prétexte que Kadhafi a proposé un cessez-le-feu, cela mérite d'être dénoncé, même si la situation intérieure de l'Allemagne n'est pas celle de la France (des élections locales sont annoncées et peuvent desservir Mme Merkel, un vote du Parlement national est nécessaire pour une intervention militaire). Des raisons pour une non-intervention existent, elles ne sauraient excuser, selon l'éditorial, une absence de solidarité à l'égard de partenaires européens[406]. Une fois encore, le lecteur du *Monde* doit bien comprendre que la position de la France est la seule acceptable. Point d'alternative face à la crise en Libye. Même l'idée d'un cessez-le-feu ne mérite pas une attention particulière. Il convient de suivre Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, etc.

Un article rédigé par Frédéric Lemaître pointe, à propos du choix de l'abstention par l'Allemagne lors du vote sur la résolution 1973, des réticences en Allemagne même[407]. La décision prise par Angela Merkel est « sans doute populaire auprès de la majorité des électeurs […] mais pas forcément auprès de l'aile conservatrice » de son propre électorat. Les contradictions allemandes sont soulignées par Frédéric Lemaître : l'Allemagne s'abstient mais

[406] Éditorial, « Berlin face à ses responsabilités internationales », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 1.
[407] Frédéric Lemaître, « Embarras allemand après l'abstention aux Nations unies », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 10

félicite ses alliés traditionnels « qui, eux, ont fait un autre choix » ; l'Allemagne songe à « envoyer davantage de pilotes d'avions en Afghanistan pour soulager l'armée américaine », susceptible d'intervenir en Libye. La position de l'Allemagne à l'ONU ne serait qu'électoraliste, doit-on comprendre. Un autre éclairage aurait pu être donné sur l'option retenue par l'Allemagne !

En fait, à côté de l'Allemagne, nous trouvons d'autres pays européens, tout aussi réticents vis-à-vis d'une intervention militaire en Libye[408]. « […] divers États ont indiqué qu'ils ne prendraient pas part à une action militaire – sans toutefois vouloir la bloquer », il s'agit de la Hongrie, l'Autriche, la Slovaquie, la Bulgarie et le Portugal. « La Suède et la Finlande n'ont pas pris position ; Malte n'offrira pas ses bases mais n'interdira pas le survol de son territoire ». L'Italie, d'abord hostile à une intervention, a opté pour une collaboration avec les forces de la coalition. Jean-Pierre Stroobants, auteur de l'article sur les pays européens, avance un commentaire : « L'incapacité de Paris et de Londres à entraîner dans leur sillage l'Allemagne et d'autres pays illustre les difficultés à mettre en place une véritable politique de sécurité et de défense commune ». Il rappelle un précédent, en 2003 lors de l'intervention militaire contre l'Irak, des pays européens avaient refusé de s'y associer. Pourquoi ne pas dire qu'à côté de l'Allemagne, il y avait alors la France ? Pourquoi ne pas préciser pourquoi certains pays européens refusent une intervention militaire ? En fait le journal *Le Monde* est prisonnier de son hostilité à l'égard de Kadhafi. Par suite, il suit ceux qui ont opté pour une intervention militaire contre lui. Le souci d'informer existe bien, c'est pourquoi le journal informe ses lecteurs sur l'absence d'unanimisme à propos d'une intervention militaire, mais dans le même temps fait entendre des réserves à l'encontre de ceux qui n'ont pas retenu l'option militaire. Pour ce qui est des institutions européennes, il est dit que « Catherine Ashton, chef du service diplomatique des Vingt-Sept » a été « vivement critiquée en coulisses par les Français et les Britanniques pour ne jamais avoir soutenu l'option d'une action militaire ». Un lecteur du journal *Le Monde* se souvient sans doute d'une caricature de Catherine Ashton par le dessinateur Plantu, on la voyait dans cette caricature peu soucieuse des massacres de civils en Libye. Mais il s'agit bien d'une caricature ! Les lecteurs du journal n'ont pas eu la possibilité de se faire une idée exacte de la position de la Commissaire européenne. Le parti pris l'emporte sur l'information.

[408] Jean-Pierre Stroobants, « L'Union européenne en ordre dispersé », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 10

Dans le camp occidental, nous trouvons les États-Unis. « Le président américain a délivré un ultimatum au colonel Kadhafi » affirmant que la résolution 1973 serait imposée par des moyens militaires dans un souci de protection des civils libyens. « Il n'a pas mentionné le départ de M. Kadhafi ». Dans le cadre de la coalition internationale qui a vocation à intervenir dans le contexte libyen, la participation américaine est présentée comme « relativement limitée », en soutien des pays occidentaux et de la Ligue arabe. Une majorité d'Américains ne veut pas que les États-Unis s'impliquent dans la résolution du conflit en Libye. Les journalistes américains, rapporte le journaliste du *Monde*, parlent de la « guerre de Sarkozy », ce qui ne peut qu'éloigner les Américains de ce qui se passe en Libye (cette indication aurait mérité des éclaircissements dans le journal *Le Monde*).

Les autorités politiques américaines, à l'annonce de l'arrivée des troupes libyennes loyalistes aux portes de Benghazi, ont accepté l'idée d'accompagner les opposants à Kadhafi. Hillary Clinton a su convaincre Barack Obama. « Exceptionnellement, les Etats-Unis vont participer à une intervention dont ils n'ont pas la direction opérationnelle »[409]. Les forces loyalistes ont atteint les faubourgs de Benghazi. Face à la pression internationale, Kadhafi, désireux de ne pas être confronté à une intervention militaire étrangère, a annoncé un cessez-le-feu unilatéral[410]. Jérôme Delay, journaliste présent à Tripoli, qui intervient depuis plusieurs jours dans le journal *Le Monde*, a été témoin de l'annonce de ce cessez-le-feu : « […] vendredi […] le ministre des affaires étrangères, Moussa Koussa, annonce un cessez-le-feu unilatéral devant la presse étrangère ». Ce même jour, « Khaled Kaaim, vice-ministre des affaires étrangères […] assure que les troupes du colonel Kadhafi ont cessé toute activité et réclame l'envoi d'observateurs internationaux »[411].Apparemment, cette demande d'observateurs internationaux n'appelle pas un commentaire par le Service international du *Monde*. Quelle place a-t-on accordé dans la presse internationale à cette annonce de cessez-le-feu ? Nous n'en savons rien. Deux journalistes français, un homme et une femme, interviennent en direct sur le toit gazonné de la salle de presse. Que disent-ils ? Nous n'en savons rien.

[409] Corine Lesnes, « M. Obama définit la participation américaine », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 9.
[410] Service international, « Un cessez-le-feu libyen controversé », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 9.
[411] Jérôme Delay, « Deux irréductibles sur un toit à Tripoli », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 10.

10 International

Le soulèvement en Libye

« Deux irréductibles sur un toit de Tripoli »

Embarras allemand après l'abstention aux Nations unies

Angela Merkel poursuit le recentrage de sa politique, commencé sur l'euro et le nucléaire

Analyse

Berlin
Correspondant

Illustration n° 6 : « Deux irréductibles sur un toit de Tripoli ». Photographie de Jérôme Delay, AP pour *Le Monde*.

Pour les rebelles de Benghazi, les forces libyennes loyalistes, loin de respecter ce cessez-le-feu, continuent leur offensive. Les autorités de Tripoli affirment que ce sont des islamistes, des *« gangs d'Al-Qaïda »*, qui attaquent les forces loyalistes. Une carte jointe à l'article indique où se trouvent en Libye les principales bases militaires et aériennes, qui devraient, selon l'OTAN, être des cibles prioritaires pour les avions de la coalition.L'affirmation des autorités de Tripoli n'appellent pas un complément d'information de la part du Service international du *Monde*. Que des éléments d'Al-Qaïda aient joué un rôle dans la guerre civile n'est guère traité par ce journal. Un auteur tunisien, attentif aux événements de Libye, a pu écrire : à l'est, « le contrôle effectif revenait aux islamistes radicalisés, aux éléments d'Al-Qaïda, aux frères musulmans et aux wahhabites qui étaient plus nombreux et mieux organisés sur le terrain que les forces libérales, laïques et démocratiques »[412].

[412] Moncef Ouannès, *Révolte et reconstruction en Libye Le Roi et le Rebelle*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 31.

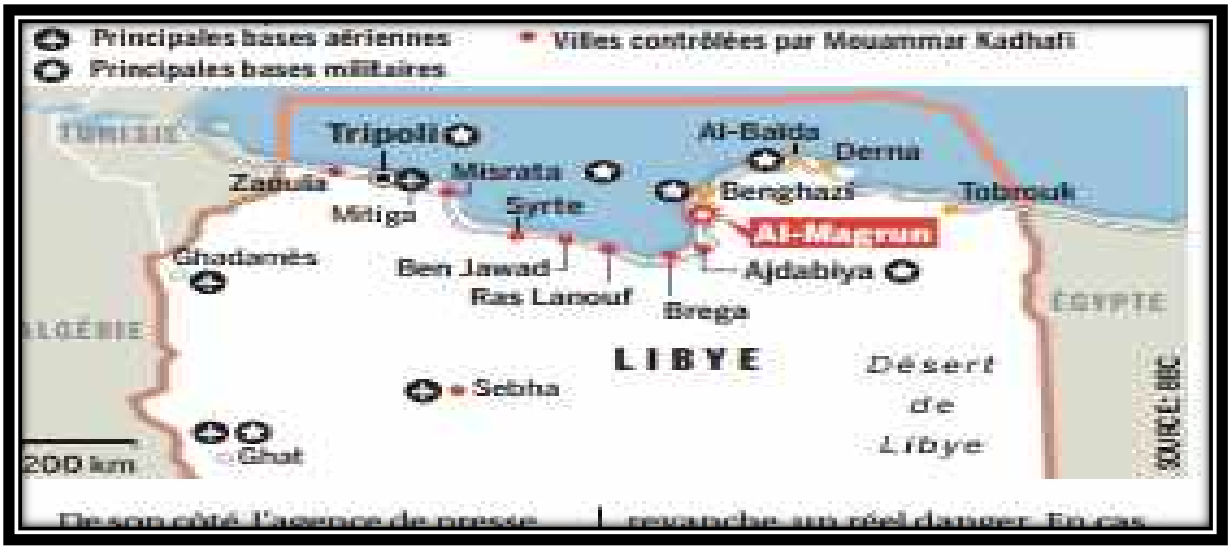


Illustration n° 7 : Carte de la Libye avec les forces en présence. Source BBC.

Les tensions en Libye ont fait que de nombreux travailleurs étrangers ont été amenés à quitter ce pays. Pour certains Africains la fuite par les airs a été difficile faute d'avions, comme le montre une photographie publiée dans *Le Monde* du 18 mars. Pour d'autres Africains, qui ont traversé le désert libyen pour rejoindre Agadez au nord du Niger, l'accueil n'est pas à la hauteur de leurs attentes, à lire un article rédigé par Christophe Charlot.[413]Venus par camions, les Nigériens interrogés par l'envoyé spécial du *Monde* disent leur détresse. Ils ont quitté un pays en guerre (« On est partis en catastrophe de Tripoli. Ça tirait de partout […] »), ils étaient vus comme des « mercenaires de Kadhafi ». Ce point est important dans la mesure où, dans des journaux antérieurs aux 20-21 mars 2011, des articles consacrés aux Noirs en Libye ont pu amener les lecteurs du journal *Le Monde* à accepter l'idée que Kadhafi avait fait appel à des mercenaires et ne disposaient guère de troupes, alors que ce sont des forces loyalistes qui ont atteint les faubourgs de Benghazi.

Agadez se situe « au carrefour des routes reliant le Maghreb à l'Afrique occidentale, à 1000 kilomètres au sud de la frontière libyenne ». Les conditions sanitaires sont abominables. Des tensions peuvent apparaître entre les migrants nouveaux venus et les habitants parce que leur présence déstabilise l'économie locale. Le représentant de l'UNICEF à Agadez est inquiet. La situation peut empirer à moins que la situation s'améliore en Libye. A quoi songe-t-il ? « […] si le dirigeant libyen stabilise la situation, l'exode n'aura peut-être pas lieu » affirme-t-il. Voici un autre point intéressant peu mis en valeur dans *Le Monde*. Que Kadhafi puisse s'imposer face aux rebelles n'est pas l'objet d'articles documentés dans *Le Monde*. Il

[413] Christophe Charlot, « Partis en catastrophe de Libye, les migrants nigériens se sentent abandonnés », *LeMonde*, 20-21 mars 2011, p. 10.

apparaît aussi que le régime libyen était perçu comme offrant du travail rémunéré aux migrants africains, alors que les rebelles veulent voir dans les migrants des mercenaires.Le plus souvent les événements en Libye sont présentés selon la perspective occidentale, et non pas en tenant compte des travailleurs africains qui vivaient jusqu'alors en Libye, à côté des Libyens.

En 2007, Kadhafi fut « convié [à Paris] pour trois jours de visite officielle » par Nicolas Sarkozy. Le chef d'État libyen avait alors « planté sa tente de Bédouin dans les jardins de l'hôtel Marigny, en face de l'Élysée »[414]rappellent Philippe Bernard et Marion Van Renthergem. En 2011, « Nicolas Sarkozy a enterré son homologue en reconnaissant à la va-vite la légitimité des insurgés ». Comment expliquer un tel retournement de situation ? Jour après jour, dans la presse française, et dans *Le Monde* en particulier, en 2011, on montre Kadhafi sous un jour négatif pour légitimer une intervention des Occidentaux contre un régime en place depuis 1969. Notons l'expression employée par Philippe Bernard et Marion Van Renthergem, dans la citation ci-dessus : « à la va-vite ». Cela va dans le sens des journalistes américains qui parlent de la « guerre de Sarkozy ».

Par le passé Kadhafi a bénéficié d'une certaine considération. En 1969, « la gauche tiers-mondiste et la droite gaulliste », pour des raisons différentes, s'intéressent à l'homme fort de la Libye après le renversement de la monarchie. A gauche, on voit en lui un « défenseur des opprimés ». À droite, un partenaire commercial dans le cadre de la « politique arabe de la France ». En 1970, Michel Debré, ministre de la défense de Georges Pompidou, soutient la vente de Mirage à la Libye de Kadhafi. En 1973, Kadhafi est accueilli à Paris en « visite d'État ». Roland Dumas, qui fut ministre des affaires étrangères, a rencontré plusieurs fois Kadhafi. Alors qu'il était jeune député, François Mitterrand, l'avait chargé en 1982 « d'une mission secrète auprès de la Libye ». Accueillant Kadhafi en 2007, il « joue les maîtres de cérémonie au Ritz ». Patrick Ollier, lorsque « la Libye est sortie de sa période terroriste pour s'ouvrir au monde des affaires » en 2003, aurait négocié avec Kadhafi pour de « grands groupes industriels ». Ce même Patrick Ollier a « fondé à l'Assemblée nationale [le] groupe d'amitié France-Libye » en 2003. « Les activités libyennes de M. Ollier l'ont transformé en avocat infatigable du régime de Kadhafi ». Un ancien ambassadeur de France en Libye semble apprécier l'antiaméricanisme et l'antisionisme de Kadhafi. Un ancien professeur de sciences politiques voit toujours dans Kadhafi *« le fondateur d'une Libye*

[414] Philippe Bernard et Marion Van Renterghem, « Les amis français du colonel », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 18.

moderne ». Nicolas Sarkozy a pris fait et cause pour les rebelles de Benghazi. « Les amis français de Kadhafi enragent : le Guide a été lâché par l'exécutif français ». Pendant des décennies le chef d'Etat libyen pouvait être fréquentable, il ne l'est plus en 2011. Ce changement est refusé par certains thuriféraires de Kadhafi[415]. Dans l'ensemble, la présentation des défenseurs de Kadhafi, les amis du Colonel, est dépréciative.

De nombreuses photographies accompagnent l'article : Kadhafi et Pompidou (1973), Kadhafi et Pierre Mesmer (1973), Kadhafi et Roland Dumas (2007), Kadhafi et Patrick Olier (2007). Un tableau chronologique intitulé « 40 ans d'ambiguïté » rapportent divers événements en rapport avec Kadhafi de 1969 à 2007.

Illustrations n° 7-8-9, Mouammar Kadhafi avec le président Pompidou, etc.

[415] L'un d'entre eux, M. Jouve, professeur de sciences politiques, a rédigé « une hagiographie de Kadhafi (*Dans le concert des nations*, L'Archipel, 2004) », lit-on dans l'article publié sans *Le Monde.*

Le lecteur du journal *Le Monde* découvre en première page une photographie représentant un homme en armes et des mots : « Libye : la guerre jusqu'où ? ». Quelques lignes précisent le contenu de la photographie : « Entre Benghazi et Ajdabiya, dimanche 20 mars. Un raid allié vient de frapper les forces pro-Kadhafi sous le regard d'un insurgé. »

Illustration n° 10 : Photographie de Goran Tomasevic/Reuters.

En surimpression sur la photographie deux textes annoncent ce que le lecteur trouvera en pages intérieures. Premier texte : « De Washington à Paris, les alliés tentent de préciser les buts de l'opération commencée le 19 mars », il renvoie aux pages 4, 6 et 8. Le sujet est d'importance pour occuper trois pages. La formulation de ce premier texte peut intriguer. Serait-ce que les buts de l'intervention militaire n'étaient pas clairs ?

Deuxième texte : « À Benghazi, bastion rebelle sauvé de peu par les raids occidentaux, l'homme par qui la révolte libyenne est arrivée ». Il est dit ici explicitement que sans intervention militaire étrangère, les forces loyalistes étaient en passe de l'emporter sur les insurgés. La parole est donnée à un acteur de la révolte en Libye – cela ne saurait surprendre les lecteurs du *Monde* puisque le journal a pris fait et cause pour les rebelles les jours précédents. Page 2 le lecteur découvre une carte du Maghreb et du Proche-Orient. Un seul pays est touché par une guerre civile, la Libye. La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont bombardé la Libye. Stopper les forces de Kadhafi devant Benghazi correspond à la résolution 1973 votée à l'ONU. Bombarder Tripoli, est-ce en accord avec la résolution 1973 ? Pas de commentaire dans le journal. Page 4 une autre carte présente l'opération militaire de la

coalition[416]. Des bombardements sur des sites stratégiques ont eu lieu sur toute la Libye, de la frontière tunisienne à Benghazi. Ils ne sont donc pas circonscrits à la région de Benghazi, les puissances de la coalition s'éloignent de la résolution 1973.

Une analyse est utile afin d'informer les lecteurs des objectifs réels de la coalition. Elle est fournie par Natalie Nougayrède[417]. La résolution 1973 votée à l'ONU le 17 mars précise qu'il convient de protéger les populations et les zones civiles des attaques menées par les forces de Kadhafi. « Le texte ne parle pas de renverser un régime », en l'occurrence celui de Kadhafi en Libye. Le secrétaire d'Etat à la défense Robert Gates affirme le 20 mars qu'il convient de respecter les limites du mandat de l'ONU : « élargir les objectifs pourrait fragiliser la coalition ». Soucieux de bénéficier du « soutien actif » des pays arabes, « les États-Unis se gardent de toute posture cautionnant […] un changement de régime par la force ». La France veut « faire tomber » Kadhafi. Alain Juppé reconnaît que cet objectif va plus loin que ce qu'indique la résolution 1973. Le texte de cette résolution est flou, ceci pour éviter un veto russe ou chinois. Le communiqué suite au sommet de Paris, n'est pas explicite sur une mise à l'écart de Kadhafi. La question se pose donc pour la coalition de trouver la procédure permettant une chute du régime de Kadhafi, une intervention au sol n'étant pas prévue par la résolution déjà citée. Les Occidentaux attendent d'une part une avancée des insurgés, d'autre part des défections au cœur même du régime. On ne saurait reproduire ce qui a eu lieu en Afghanistan, au Kosovo, en Serbie.

Quoi qu'il en soit, une intervention étrangère était nécessaire pour sauver Benghazi, épicentre de la rébellion, si on accepte l'idée, partagée par les pays qui ont voté la résolution 1973, qu'il convenait de protéger cette ville. « L'intervention militaire occidentale a été lancée alors que les forces de Tripoli bombardaient la « capitale » des insurgés, que ses tanks et ses canons arrivaient par la route du golfe de Syrte, et que certaine unités pénétraient déjà dans le ville »[418]. La révolte, partie de Benghazi le 17 février 2011, a conquis en Cyrénaïque des villes et des villages. L'intervention des forces loyalistes amena un retournement de situation. Après la chute de Ras Lanouf le 10 mars, rien n'arrête les troupes de Kadhafi qui s'emparent de Brega, Ajdabiya. « […] il n'a fallu quarante-cinq minutes d'offensive terrestre pour que l'armée parvienne dans le centre d'Ajdabiya […] ». L'intervention militaire

[416] La carte indique quelles sont les bases aériennes en Europe au service de la coalition.
[417] Natalie Nougayrède, « Derrière la « protection des civils », l'objectif inavoué d'un changement de régime », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 4.
[418] Rémy Ourdan, « De la révolte à la guerre, la trajectoire d'une rébellion », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 6.

occidentale est à l'origine d'un renversement de situation. « […] les raids aériens ont, d'après les premières constations, changé la donne. Aux portes de Benghazi, les carcasses de tanks et de jeeps calcinés se comptent par dizaines ». Dans le désert, les soldats de Kadhafi ne sauraient échapper aux raids aériens. Que va-t-il advenir en Libye ? Verra-t-on Tripoli se révolter ? La rébellion va-t-elle progresser ? « L'une des chances d'éviter une longue guerre sur le front de l'est serait un soulèvement populaire dans la capitale libyenne » affirme le journaliste du *Monde*, dans une analyse sur la situation en Libye. Faute de révolution, « ce sera la guerre, jusqu'à la victoire définitive d'un camp sur l'autre »[419].

De la révolte à la guerre, la trajectoire d'une rébellion

Il n'a manqué que quelques heures aux forces du Guide pour reprendre Benghazi

Analyse

Même si la victoire de la rébellion libyenne face à l'armée de Mouammar Kadhafi est par nature incertaine, le tournant dans la guerre s'est joué en quelques jours, peut-être quelques heures, aux portes de Benghazi. L'intervention militaire occidentale a été lancée alors que les forces de Tripoli bombardaient la « capitale » des insurgés, que ses tanks et ses canons arrivaient par la route du golfe de Syrte, et que certaines unités pénétraient déjà dans la ville. La défaite des rebelles semblait imminente.

Lancée par un « jour de colère » le 17 février, après deux jours d'émeutes à Benghazi, la révolution libyenne a connu, en un mois, jusqu'à l'adoption de la résolution 1973 de l'ONU, le 17 mars, ses instants de gloire et ses jours de défaite. Après la première époque, marquée par les manifestations de rue et le basculement progressif des vil-

Des insurgés paradent à Benghazi, le 20 mars, après les frappes de la coalition. S. SALEM/REUTERS

Illustration n° 11 : Des insurgés paradent à Benghazi, le 20 mars, après les frappes de la coalition. Photographie de S. Salem/Reuters.

Pour assurer la victoire des rebelles, les pays occidentaux impliqués dans l'intervention militaire ont bombardé des cibles libyennes en-dehors de Benghazi[420]. Il s'agit de détruire « des lignes de ravitaillement de l'armée du colonel Kadhafi ». Il s'agit aussi de détruire sur le territoire libyen « des sites de missiles SAM, des bases aériennes, des aéroports, divers équipements […] ». Un point qui mérite d'être noté : « Un bâtiment du complexe résidentiel de Kadhafi à Tripoli a été détruit dimanche soir [20 mars], mais les Etats-Unis ont exclu les frappes ciblant le colonel »[421].

[419] *Ibid*.
[420] Jean-Pierre Stroobants, « Deuxième phase de bombardements », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 4.
[421] « Les révoltes dans le monde arabe », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 2. Ce texte accompagne la carte déjà mentionnée.

Jérôme Delay, journaliste présent à Tripoli, donne un chronique jour après jour. Il décrit dans la chronique publiée le 22 mars 2011 comment l'opération « Aube de l'Odyssée » a été ressentie dans la capitale libyenne le 20 mars[422]. « Les explosions se succèdent. […] les autorités nous parlent de dizaines de morts, civils, enfants ». Ce journaliste devait assister à des funérailles hors de Tripoli. « Deux douzaines de tombes ont été creusées. L'enterrement de masse n'aura pourtant pas lieu […] ». Il conclut sa chronique par cette phrase : « La réalité en Libye, c'est que le rêve de certains est le cauchemar de beaucoup ». Songe-t-il aux conséquences de l'insurrection dans l'est de la Libye ? A quel rêve fait-il allusion ? La chronique est accompagnée d'une illustration.

Illustration n° 12 : « L'enterrement de masse n'aura pas lieu à Tripoli ». Photographie de Jérôme Delay pour *Le Monde*.

L'offensive « Aube de l'odyssée » réunit les forces des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, « appuyées […] par le Canada, l'Italie et le Danemark », elle est conduite « par air et par mer ». Au-delà des premiers moments de l'intervention militaire, la question du commandement de la coalition se pose. Certains pays voient l'OTAN assumer ce commandement, « la France s'y oppose ». Impliquer l'OTAN n'est pas évident au vu des préoccupations de tel ou tel pays. Les pays arabes susceptibles d'être impliqués dans la coalition « rejettent l'idée d'un contrôle direct par l'Alliance atlantique ». La Turquie, membre de l'OTAN, s'oppose à « une participation à l'imposition de la zone d'exclusion aérienne ». « L'Allemagne reste opposée à une intervention trop directe des forces de l'Alliance ». Et pourtant l'OTAN est impliquée ! « Depuis le début des bombardements, la coordination aérienne a été assurée depuis le commandement régional de l'armée américaine,

[422] Jérôme Delay, « L'enterrement de masse n'aura pas lieu à Tripoli », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 8.

à Stuttgart, en Allemagne ». Le journaliste du *Monde* ne peut que souligner l'ambiguïté de la situation[423].

L'opération « Aube de l'odyssée » s'est révélée efficace dès la première journée d'après les États-Unis. L'armée libyenne qui avait rejoint Benghazi a été la cible de raids aériens. « Une deuxième vague d'attaques » a eu lieu sur différents sites en Libye, « notamment des bases aériennes et des défenses antiaériennes », aux dires de la coalition, d'après le Service international du *Monde*[424]. Parmi les victimes, des civils. C'est pourquoi le secrétaire général de la Ligue arabe a critiqué l'intervention (cette information apparaît dans un autre article), et « convoqué une réunion extraordinaire de l'organisation ». Ce qui ne rejoint pas le point de vue de la rébellion, acquise aux bombardements. « Un porte-parole de la rébellion a critiqué la position du diplomate égyptien », mettant en avant le nombre de victimes de Kadhafi. La guerre est promise à durer selon de nombreux protagonistes, en particulier Kadhafi qui parle d'une *« longue guerre »*.Les États-Unis, « qui commandent l'intervention », souhaitent transférer le commandement de celle-ci soit à l'OTAN, soit aux Français et aux Britanniques, associés. Ce que le lecteur apprend ici est abordé dans un autre article rédigé par Jean-Pierre Stroobants (voir supra).

4 International

Le Monde

L'intervention militaire en Libye

La pression s'accentue sur l'armée du colonel Kadhafi

La coalition estime avoir créé une zone d'exclusion aérienne sur le pays et desserré l'étau militaire sur Benghazi

Dans les faubourgs de Benghazi, le cadavre d'un soldat du colonel Kadhafi tué lors d'un bombardement.

Illustration n° 13 : Dans les faubourgs de Benghazi, le cadavre d'un soldat du colonel Kadhafi tué lors d'un bombardement. Photographie de Finbarr O'Reilly/Reuters.

[423] *Ibid*.

[424] Service international, « La pression s'accentue sur l'armée du colonel Kadhafi », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 4.

Des pays non occidentaux manifestent des réserves à l'égard de la conduite de la guerre contre Kadhafi. Renverser le régime libyen n'est pas un objectif prioritaire pour eux. Au sein de la Ligue arabe, en dehors du Qatar et des Émirats arabes unis, directement impliqués dans la coalition internationale, des pays sont réticents, sans doute parce qu'il convient de tenir compte des opinions publiques arabes dans les divers pays. La Ligue arabe avait bien le 12 mars exclu la Libye de son sein, accepté « la création d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye », mais elle ne saurait accepter des abus par rapport à la résolution 1973. Le 20 mars l'Égyptien Amr Moussa, secrétaire de la Ligue arabe, a dénoncé la conduite de l'intervention militaire de la coalition : elle dépasse les bornes fixées par la résolution 1973[425].

La Ligue arabe accueille vingt-deux États dont beaucoup avaient des contentieux avec Kadhafi. Cela explique la position adoptée le 12 mars. Pour autant ces pays ne souhaitent pas nécessairement intervenir dans la guerre contre Kadhafi. L'Égypte « a décidé de ne pas prendre part aux opérations militaires *« pour des raisons touchant à notre sécurité intérieure et au fait que de très nombreux Egyptiens vivent dans ce pays voisin »*,précise Gilles Paris, l'auteur de l'article consacré à la Ligue arabe. Pour le Hezbollah chiite libanais l'intervention militaire des pays occidentaux est le fruit de l'incapacité des pays arabes de régler le problème de la Libye en interne. Gilles Paris précise : « Une position qui s'explique par le souvenir de la disparition en Libye de l'inspirateur du réveil politique chiite libanais, Moussa Sadr, en 1978 »[426]. Encore un contentieux !

L'Union africaine appelle à une cessation immédiate des hostilités. A lire l'article rédigé par Philippe Bernard à son propos, les dirigeants africains sont « largement sous la férule de Kadhafi ». Cette phrase en ouverture de l'article réduit la portée de leur « opposition à l'intervention en Libye »[427]. « Les responsables africains n'ont pas participé au sommet de Paris […] où a été lancée l'opération militaire », ils peuvent donc le 20 mars lors d'un sommet à Nouakchott en Mauritanie s'opposer à « toute intervention militaire étrangère ». Ceci dit, trois pays africains siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU ont voté la résolution 1973 : l'Afrique du Sud, le Nigéria et le Gabon. Il n'y a donc pas accord total en Afrique sur la conduite à tenir en Libye. Que l'Union africaine soutienne Kadhafi, cela s'explique selon

[425] Gilles Paris, « La Ligue arabe commence à prendre ses distances », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 6.
[426] « […] Moussa el Sadr s'est vraiment volatilisé en août 1978, lors d'un voyage officiel en Libye pour y rencontrer Kadhafi, sans qu'on sache depuis ce qu'il est advenu de lui » (Lamia Ziadé, *Ma très grande mélancolie arabe Un siècle au Proche-Orient*, P.O.L éditeur, 2017, p. 357).
[427] Philippe Bernard, « Les pays africains divisés sur l'opération militaire », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 6.

Philippe Bernard du fait que le Guide libyen « est l'un des principaux contributeurs du budget de l'UA ». L'Afrique subsaharienne reçoit beaucoup financièrement de la Libye sous forme d'investissements, de là une certaine adhésion à la Libye de Kadhafi. Par ailleurs des inquiétudes se font jour chez les pays voisins de la Libye, parce qu'ils pourraient être confrontés à des rebellions appuyées par Kadhafi, à l'apparition sur leur territoire des « mercenaires africains enrôlés par le Guide »[428], dotés de leur armement. Quoi qu'il en soit, là où le Sénégal a condamné le recours à la violence contre les civils en Libye, la Guinée-Bissau et la Côte d'ivoire ont connu des manifestations anti-françaises pro-Kadhafi. Le tableau de la situation en Afrique est contrasté. Il ressort que Kadhafi dispose encore d'appuis.

La coalition internationale constituée contre Kadhafi est née de l'acceptation de la guerre tout à la fois des États-Unis et de pays ralliés à celle-ci[429]. Au départ nous avons la France et la Grande-Bretagne. « Le revirement de l'administration américaine en faveur de frappes aériennes a été l'élément décisif permettant l'intervention [militaire] ». Les lecteurs du *Monde* ont rencontré un article racontant le revirement du président Obama. Le Nigeria et l'Afrique du Sud, membres du Conseil de sécurité lors du vote de la résolution 1973, ont sauté le pas après avoir hésité. Les pays arabes, plutôt acquis à l'idée d'abandonner Kadhafi, s'interrogent sur la conduite de l'intervention. Amr Moussa, secrétaire de la Ligue arabe, a critiqué « les modalités de l'intervention » (il est cité par ailleurs dans l'article du Service international le 22 mars). Ce sont des pays volontaires qui s'inscrivent dans la coalition. « Le Qatar […] finance l'insurrection libyenne » d'après *Le Monde*. Ce pays et les Émirats arabes unis devraient fournir des avions. « L'Egypte a beaucoup déçu en refusant d'endosser un rôle », précise Natalie Nougayrède (Gilles Paris rapporte la position de l'Égypte sur le sujet). La guerre continuant, la question d'une clarification quant au commandement des actions de guerre se posera. « […] chacun reconnaît en privé que, si les opérations sont amenées à durer, l'OTAN pourrait devenir un recours incontournable, en raison de ses capacités ». Natalie Nougayrède rejoint, à propos du recours à l'OTAN, Jean-Pierre Stroobants, auteur d'un article publié lui aussi le 22 mars 2011. Des inquiétudes apparaissent quant à l'utilisation de missiles sol-air dont dispose Kadhafi. « Qu'adviendra-t-il à l'avenir de ces armements ? s'interroge-t-on côté occidental. *« Ça ira au Sahel ? »*[430].

---

[428] Le mot « mercenaires » est employé plusieurs fois dans le journal *Le Monde*. Il a une dimension péjorative et ne restitue pas ce que Kadhafi avait à l'esprit en recrutant des Africains.
[429] Natalie Nougayrède, « Une coalition de pays volontaires aux contours encore mal définis », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 6.
[430] *Ibid*.

Que le journal *Le Monde* propose des articles qui véhiculent les mêmes informations, ou se rejoignent sur certains points ne saurait étonner les lecteurs. Avec « Aube de l'odyssée », c'est une guerre qui est lancée, au sud de la Méditerranée. À la différence de la guerre contre Saddam Hussein à laquelle n'a pas participé la France, contre Kadhafi la France est présente, elle a voulu cette guerre. Plus précisément le président Sarkozy a obtenu le soutien d'Alain Juppé pour la zone d'exclusion aérienne, contre le premier ministre François Fillon réticent. Il a fait en sorte d'être suivi à Paris, puis à Londres, puis à Washington.

« Chef de guerre, le président de la République l'est depuis que l'aviation française a ouvert le feu, à 17h45 samedi [19 mars] sur des blindés libyens » souligne le journaliste Arnaud Leparmentier[431]. La dimension politique du positionnement de Nicolas Sarkozy par rapport à l'opinion publique française n'est pas à négliger, d'après ce journaliste : « Au plus bas dans les sondages, le chef de l'Etat espère tenir sa revanche ». Avant d'entrer en guerre, Nicolas Sarkozy avait accueilli favorablement le Conseil national de transition, instance inventée par les rebelles de Benghazi. Il avait laissé Bernard-Henri Lévy (« philosophe-reporter » d'après Arnaud Leparmentier) « annoncer le 10 mars la reconnaissance par Paris de la résistance libyenne ». Puis ce fut le discours d'Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, à l'ONU le 17 mars, contre Kadhafi.

Pour éviter d'être associé à « une expédition de facto américano-franco-britannique » par les opinions publiques arabes, Nicolas Sarkozy a pris contact avec des responsables politiques de divers pays du Golfe. Il se soucie de ne pas inscrire l'expédition militaire dans le cadre de l'OTAN, mais dans une alliance ad hoc. « Contourner l'Organisation atlantique, c'est […] priver de droit de regard la Turquie et l'Allemagne hors de l'intervention ».Arnaud Leparmentier rappelle, dans ce contexte, que la chancelière allemande « n'a pas approuvé la résolution des Nations unies ». Ce qui est dit ici du rôle éventuel de l'OTAN rejoint le contenu de quelques autres articles dans *Le Monde* du 22 mars 2011. À cette date, pour ce qui touche au commandement de l'intervention, il y a des flottements, des attentes différentes chez les acteurs politiques à l'origine de la coalition.

Pour convaincre les lecteurs du *Monde* de la légitimité de la guerre, il convient de noircir le régime de Kadhafi et de valoriser des figures de la rébellion. Page 3 les lecteurs du journal apprennent ce qui s'est passé à Benghazi le 15 février 2011, suite à l'arrestation d'un

[431] Arnaud Leparmentier, « En difficulté en France, Nicolas Sarkozy endosse l'uniforme de chef de guerre », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 8.

avocat, Fathi Tirbil. « Pour tous, [à Benghazi] il a été l'étincelle de la révolution libyenne ». Cet avocat assumait un dossier très sensible, celui des disparus d'Abou Salim,[432] « la prison de Tripoli où, le 29 juin 1996, plus de 1270 détenus ont péri sous les balles des soldats ». D'autres avocats, des militants des droits de l'homme, « rejoints par plusieurs centaines de manifestants » ont protesté contre cette arrestation. Cet avocat rencontre dans les locaux de la police « le sinistre chef des services secrets de Kadhafi ». Celui-ci « lui demande d'empêcher la manifestation » prévue le 17 février. « L'avocat l'exhorte à laisser la manifestation *« se dérouler pacifiquement »*. Ils se séparent ». La manifestation sera réprimée. Le sang coule. Benghazi se soulève. « Tobrouk, et Al-Bayda, plus à l'est se soulèveront à leur tour ». Installé « dans un des hôtels de Benghazi », Fathi Tirbil s'exprime devant l'envoyé spécial du *Monde* après l'intervention militaire étrangère. « Oui, il faut remercier la France. A nous maintenant de poursuivre le mouvement. […] ». Fathi Tirbil a ouvert la voie »[433]. Pour les lecteurs du *Monde* nous avons à Benghazi un héros positif. Le keffieh qu'il porte « autour du cou » peut faire songer à une figure arabe connue, Yasser Arafat, associé dans les dessins de Plantu dans *Le Monde* à un keffieh.

La révolte libyenne a commencé le 15 février par solidarité avec Fathi Tirbil, avocat arrêté par la police de Kadhafi. Rencontre avec le symbole d'un combat

Libye : l'homme qui a fait le printemps

Le massacre d'Abou Salim

Illustration n° 14 : Abdelfattah Younes et Fathi Tirbil. Les deux hommes travaillent ensemble durant la révolte à Benghazi.

Les insurgés bénéficient d'une certaine aura. Dans le camp de Kadhafi, il ya des hommes qu'il convient de considérer avec circonspection, voire avec distance, ceux qui sont présentés dans de nombreux articles du *Monde* comme des mercenaires, des Africains enrôlés

[432] « Le massacre des prisonniers d'Abou Salim est un élément catalyseur de l'insurrection libyenne du 17 février » (Nicolas Bourcier, « Le massacre d'Abou Salim », *Le Monde*, le 22 mars 2011, p. 3).
[433] Nicolas Bourcier, « Libye : l'homme qui a fait le printemps », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 3.

dans les forces loyalistes. Les présenter comme des mercenaires c'est déjà les exclure de la population libyenne. Or, une analyse de ce que recouvrait la création de la Légion islamique par Kadhafi révèle la complexité de leur situation. Le Guide a aidé financièrement des pays africains subsahariens, a accueilli des travailleurs africains en Libye, ravis de pouvoir nourrir leurs familles, a fait de certains d'entre eux des soldats parce qu'il ne voyait pas en eux des étrangers ! Il en est de même pour les Touareg auxquels Christophe Châtelot, envoyé spécial à Agadez au Niger, consacre un article dans *Le Monde*[434].« Le départ de Touareg nigériens vers la Libye est un secret de polichinelle à Agadez ». Ceux-ci traversent le désert. « […] les Touareg connaissent mieux que personne [les] pistes de sable et de pierres vers l'Algérie et la Libye ». Christophe Châtelot précise : « Pour une communauté touarègue du Niger qui se sent mal aimée dans son pays, l'un des plus pauvres de la planète, la Libye, c'est l'eldorado ». C'est pourquoi la tentation est grande de se battre aux côtés de Kadhafi. Doit-on parler de mercenaires à propos des Touareg ? Sans doute puisqu'ils se battent pour de l'argent. Tout bien considéré, les choses sont complexes à bien lire Christophe Châtelot. Certains de ces Touareg vivent « dans le sud de la Libye », d'autres au Mali et au Niger, les frontières séparent une communauté. « Incorporés dans les rangs de la Légion islamique, ces hommes se sont battus notamment au Liban, bien qu'ils ne parlent pas arabe, et au Tchad, dans les années 1980. Beaucoup sont ensuite restés en Libye. Certains ont gravi les échelons de l'armée libyenne jusqu'aux plus hauts gradés […]. L'une des plus proches conseillères du colonel Kadhafi est touareg ». Deux districts du Sud « sont gouvernés par des Touareg ». Peut-on parler de mercenaires ? Voilà des Touareg bien intégrés en Libye, au service de l'État libyen. Au Niger, « les touaregs sont sous-représentés dans les grands corps de l'État ». À Agadez la frustration l'emporte. Christophe Châtelot résume le ralliement des Touareg à Kadhafi ainsi : « Entre fidélité historique et volonté de fuir la misère ». Les Touareg de Kadhafi, qui ont combattu dans les rangs de l'armée libyenne, méritent une certaine considération. Et Kadhafi mérite aussi une certaine considération pour avoir accueilli en Libye des Touareg. Un propos d'un Touareg est rapporté par le journaliste, ce propos nous apprend qu'uncertain nombre de Touareg estiment avoir vis-à-vis de Kadhafi une dette morale.Qu'adviendra-t-il après la guerre civile si Kadhafi échoue dans sa reconquête de l'est de la Libye ? Des Touaregs rejoindront le Niger avec des armes, « la sécurité risque de ne pas aller en s'améliorant » avance le journaliste d'après les témoignages recueillis. Cette question de l'insécurité en

[434] Christophe Châtelot, « Les Touareg de Kadhafi », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 24.

Afrique subsaharienne a été abordée le 22 mars dans *Le Monde*, dans l'article dû à Philippe Bernard.

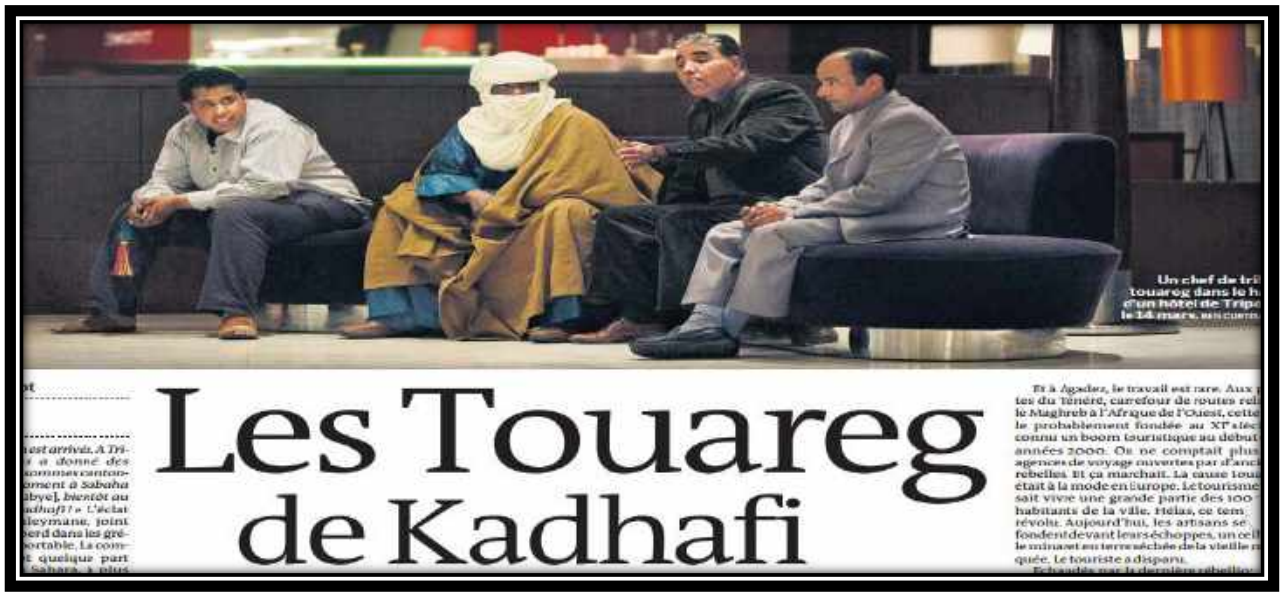


Illustration n° 15 : Un chef de tribu touareg dans le hall d'un hôtel de Tripoli le 14 mars. Photographie de Ben Curtis/AFP.

Les pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie et la Chine, traditionnellement hostiles aux atteintes à la souveraineté d'un État, avaient fait le choix de ne pas opposer un veto à la résolution 1973, laissant ainsi un espace pour une intervention contre Kadhafi.

La conduite des opérations militaires embarrasse la Chine, à lire l'article rédigé par Brice Pedroletti[435]. « Pékin a plusieurs raisons d'être mal à l'aise. La Chine a voté les sanctions contre la Libye aux Nations unies. Puis, après s'être abstenue sur la question de la zone d'exclusion aérienne, elle a exprimé [Le 20 mars] *« ses regrets »* à ce sujet, considérant que cela était contraire au *« consensus dePékin »* proposé aux pays africains ». La Chine entretient des relations économiques avec les pays africains « avec la garantie d'une non-ingérence dans leurs affaires ». Même si les relations entre la Libye et la Chine ont été houleuses dans le passé, la Libye de Kadhafi représente un enjeu important. « Les entreprises chinoises ont signé […] de nombreux contrats avec la Libye ». De nombreux travailleurs chinois résidaient en Libye. Avec les tensions en Libye, « Pékin a […] dû évacuer 35 000 travailleurs ». Brice Pedroletti rapporte les propos d'un expert en relations internationales à

[435] Brice Pedroletti, « L'opération libyenne mécontente la Chine », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 10.

l'université du peuple à Pékin : *« La Chine a souffert économiquement des bouleversements en Libye et l'attaque des forces étrangères va porter atteinte à ses intérêts économiques là-bas ».*

Pour ce qui est de la Russie, il semblerait que le président Medvedev ne soit pas sur le même positionnement que le premier ministre, Vladimir Poutine, à lire un article de Marie Jégo[436]. Celui-ci « s'est livré à une violente critique de l'intervention occidentale lancée en Libye » le 21 mars, lors d'une visite d'une usine de missiles dans l'Oural. « La coalition occidentale en a pris pour son grade, accusée d'envahir un « pays souverain ». Les Etats-Unis ont été fustigés pour leur goût de l'intervention militaire […] ». La correspondante du *Monde* à Moscou propose une explication. La Russie s'est abstenue lors du vote de la résolution 1973. « Mais à peine les opérations ont-elles commencé que M. Poutine les dénonce […] ». Poutine s'adressant à des ouvriers du complexe militaro-industriel, avait à l'esprit la nécessité de *« renforcer les capacités militaires de la Russie »*. Par ailleurs, au plus haut niveau de l'État, une différence de perception des événements en Libye opposerait les réformateurs pro-Medvedev aux conservateurs pro-Poutine. Ce dont Marie Jégo ne parle pas, c'est le fait que la coalition internationale contre Kadhafi ne s'est pas contentée de protéger Benghazi. Pour Poutine, le vote de la résolution 1973 n'autorisait pas un renversement du régime libyen.

L'Italie participe à la coalition occidentale « chargée de faire plier le colonel Mouammar Kadhafi »[437]. Des appareils italiens ont bombardé « les défenses anti-aériennes des troupes loyalistes dans la région de Benghazi ». Des bases aériennes italiennes pourront accueillir des avions de la coalition. Longtemps réservée sur l'opportunité d'une intervention militaire, l'Italie, impliquée depuis le 20 mars dans celle-ci, « commence à faire marche arrière ». En effet ce pays ne souhaite pas aller au-delà de ce que propose la résolution 1973. « Le ministre italien des affaires étrangères, Franco Frattini, refuse l'idée que « l'Italie mène une guerre » contre la Libye. Il a indiqué vouloir vérifier la conformité des premiers bombardements avec les objectifs de la résolution de l'ONU ». Le correspondant à Rome du journal *Le Monde* rappelle les liens entre l'Italie, ancienne puissance colonisatrice en Libye, et le régime de Kadhafi : l'Italie est intervenue en Libye en 1911 ; un traité d'amitié a été signé en 2008 afin de solder les comptes de la colonisation ; Kadhafi est accueilli à Rome en 2010.

---

[436] Marie Jégo, « Dmitri Medvedev et Valadimir Poutine s'opposent sur la crise libyenne », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 10.
[437] Philippe Ridet, « Prudente, l'Italie ne veut pas d'une « guerre contre la Libye », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 11.

Intervenir militairement nourrit donc de la « mauvaise conscience » chez les responsables politiques italiens. Par ailleurs, au sein de la droite italienne au pouvoir, des tensions apparaissent. La Ligue du Nord, alliée de Forza Italia de Berlusconi, président du conseil italien, « n'apprécie pas [les] menées belliqueuses ». La guerre en Libye entraîne des déplacements de population, l'Italie accueille un nombre important d'immigrés « fuyant la guerre sur les côtes de l'île de Lampedusa […] ». « La situation à Lampedusa devient […] chaque jour plus intenable », la population manifeste contre la venue d'immigrés. Les responsables italiens ont conscience que la crise libyenne a des répercussions en Italie même.

La situation est inverse en Allemagne. Angela Merkel n'a pas voulu suivre Nicolas Sarkozy. Cela lui attire des reproches. « L'abstention de l'Allemagne, le […] 17 mars, lors du vote de la résolution [1973] provoque d'importants débats dans la quasi-totalité des partis politiques allemands et même des tensions au sein de la coalition au pouvoir », souligne le correspondant à Berlin du journal *Le Monde*[438]. Il rapporte diverses prises de position. Le président (CDU) de la commission des affaires étrangères du Bundestag reproche son choix à la chancelière. Un des plus hauts gradés de la Bundeswehr affirme *« avoir honte de l'attitude deson pays »*. Le « président d'honneur de la CSU, l'aile bavaroise de la CSU » regrette l'isolement de l'Allemagne « sur la scène internationale ». En revanche le ministre des affaires étrangères, Guido Westerwelle, « défend haut et fort l'abstention de l'Allemagne ». L'opposition est aussi traversée par des positions contradictoires, tant au sein du SPD que chez les écologistes. « Les Allemands semblent aussi désemparés que leurs dirigeants ». Toutefois Angela Merkel est bien suivie : « 65% des personnes interrogées approuvent la décision du gouvernement de M^me^Merkel de ne pas participer à l'opération militaire […] ».

Engagée dans la coalition militaire, la France insiste sur l'apport des avions français auprès des insurgés de Benghazi. Dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 1973, des avions français ont fait un certain nombre de sorties[439]. Peu de frappes depuis le 21 mars. « Officiellement, le très faible nombre de frappes s'explique par [la] priorité : protéger les civils ». Les pilotes sont confrontés à la difficulté de distinguer les partisans de Kadhafi en civil, les insurgés, les civils, aux dires des responsables militaires dont les propos sont rapportés par un journaliste. Les armes antiaériennes dont dispose l'armée de Kadhafi est aussi une raison de plus d'être précautionneux quant à l'usage des avions français. La mise en

[438] Frédéric Lemaître, « Le refus de Berlin de soutenir l'intervention est critiqué en Allemagne », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 10.
[439] Piotr Smolar, « La France limite ses frappes », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 10.

œuvre de la zone d'exclusion aérienne a été conduite à la satisfaction des rebelles. Une interrogation existe chez les militaires : « Combien de temps une telle mission préventive peut-elle durer ? ».

Le photographe Jérôme Delay, autorisé à se rendre à Tripoli par le ministère libyen de l'information, présent depuis plusieurs jours dans *Le Monde*, rend compte de l'ambiance dans la capitale libyenne après des attaques de la coalition occidentale[440]. Profitant d'une opportunité, il fait un tour dans la capitale, avec un ami photographe. « La majorité des échoppes ont baissé leur rideau de fer. Les rues adjacentes à la place Verte sont désertes ». La guerre est présente. « De retour à l'hôtel au moins trois explosions retentissent, suivies du rugissement de la DCA ». Il a suivi une émission à la télévision. « La télévision parle de plusieurs quartiers victimes de l' « ennemi croisé », sans nous les montrer » (l'expression employée à la télévision pour parler de la coalition occidentale est intéressante, elle inscrit les bombardements de 2011 dans la continuation du temps des Croisades).

10 International

Le Monde

L'intervention militaire en Libye

La France limite ses frappes

Le porte-avions « Charles-de-Gaulle » devait participer aux opérations, à compter de mardi

Protéger la population civile

« Le rugissement de la DCA », à Tripoli

Illustration n° 16 : « Le rugissement de la DCA », à Tripoli. Jérôme Delay pour *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 1

[440] Jérôme Delay, « « Le rugissement de la DCA », à Tripoli », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 10.

Alors que des habitants sont inquiets à Tripoli, le peuple de Benghazi est satisfait de l'intervention étrangère. En effet, Benghazi « a été sauvée in extremis par l'intervention militaire occidentale »[441]. Aux abords de Benghazi, les troupes de Kadhafi ont souffert des raids aériens. « Des dizaines de carcasses de tanks, de pick-up et de pièces d'artillerie […] jonchent la route et ses alentours ». C'est un objet de curiosité. « Le peuple de Benghazi […] veut voir ce cimetière militaire de ses propres yeux ». Le journaliste Rémy Ourdan rapporte des témoignages d'habitants félicitant la France. Ils ont pris conscience que les forces loyalistes, sans l'intervention aérienne des Occidentaux, étaient sur le point de s'emparer de Benghazi. Ces forces loyalistes sont retranchées dans Ajdabiya et empêchent les rebelles d'avancer. L'armée des rebelles, comprenant des soldats et des officiers de Kadhafi ralliés à l'insurrection, est toujours invisible. Les combattants militairement inexpérimentés, appelés dans l'article les *chabab*, ne sont pas tentés de marcher sur la ville occupée par les forces loyalistes. « Ils rêvent de foncer vers Ajdabiya, puis vers Syrte et Tripoli, mais attendent que leur armée invisible et l'aviation occidentale nettoient le terrain ». Il y a quelque chose de surprenant sur la ligne de front, s'y côtoient des combattants et des curieux, et « des familles impatientes de retrouver leur maison ». L'enthousiasme et l'expectative coexistent !

Les insurgés libyens reprennent la route d'Ajdabiya

Echaudés par la contre-attaque de Tripoli brisée par les frappes occidentales, les « chabab » saluent le rôle de la France

Reportage

Benghazi et route d'Ajdabiya (Libye)

Envoyé spécial

Sur la route d'Ajdabiya, un transporteur de chars et sa cargaison détruits par la coalition.

M. Obama : « Mouammar Kadhafi doit partir »

En visite à Santiago du Chili, lundi 21 mars, le président des Etats-Unis, Barack Obama, a fait un parallèle entre la transition démocratique après la dictature du général Pinochet et les révoltes dans les pays arabes. « A une époque où, à travers le monde, des peuples luttent pour leur liberté, le Chili montre qu'il est possible de réaliser la transition d'une dictature vers la démocratie, et d'une manière pacifique », a déclaré M. Obama.

« La position américaine est que Mouammar Kadhafi doit partir », a-t-il précisé, ajoutant que Washington n'en tiendrait au mandat de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Illustration n° 17 : « Sur la route d'Ajdabiya, un transporteur de chars et sa cargaison détruits par la coalition ». Photographie de Jérôme Sessini/ Getty images pour *Le Monde*.

[441] Rémy Ourdan, « Les insurgés libyens reprennent la route d'Adjedabia », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 8.

La guerre menée contre Kadhafi conjugue des forces locales en Cyrénaïque (aidées, on l'apprendra, par des forces occidentales au sol) et des forces étrangères. De nombreuses équivoques accompagnent l'intervention étrangère, bénéficiant d'une reconnaissance de la part de l'ONU, toutefois contrastée selon les pays considérés. Des pays membres du Conseil de sécurité, la Chine et la Russie, considèrent que les membres de la coalition anti-Kadhafi outrepassent ce qu'implique la résolution 1973 du 17 mars 2011. Le Brésil, l'Allemagne, l'Italie, des pays africains (entre autres le Gabon) partagent cette façon de voir. Que veulent vraiment les membres de la coalition ? Ils se défendent de vouloir renverser Kadhafi. Le texte voté à New York « fruit d'un compromis difficile à obtenir » comporte « des zones d'ombre ». N'inscrivent-ils pas leur façon de faire la guerre dans ces zones d'ombre ?

Au sein même de l'OTAN, des dissensions apparaissent. L'implication de certaines puissances européennes dans le conflit amène à s'interroger sur qui est responsable du commandement de l'opération militaire en Libye. L'Alliance atlantique doit-elle assumer l'opération ? N'intervient-elle qu'en soutien ? Certains pays membres de l'OTAN veulent que l'Alliance soit désignée comme « pilote de la coalition ». La France veut « conserver une direction réellement politique aux opérations ». Divers pays, dont l'Allemagne, ont pris leurs distances par rapport à ces opérations militaires. Pour la Turquie, membre de l'OTAN, la constitution de la coalition est litigieuse, elle s'oppose à une opération militaire, privilégiant la dimension humanitaire. Au sein de l'Union européenne, nous retrouvons ces dissensions ! Des pays privilégient la dimension humanitaire (ce qui rejoint la position de Catherine Ashton chef de la diplomatie européenne), d'autres, au premier chef, la France, l'intervention militaire[442]. Il n'y a donc pas une adhésion pleine et entière à la guerre en Libye. *Le Monde*, qui soutient l'intervention militaire, soucieux de ne pas se cantonner à la France, indique à ses lecteurs quels sont les pays réticents face à la guerre, voire totalement hostiles.

La première page du journal accorde une grande place à la Libye, d'une part avec le texte précédé de ce titre « Libye : batailles diplomatiques en coulisses », d'autre part avec le titre l'éditorial « Le mandat de l'ONU, ni plus ni moins ».

[442] Jean-Pierre Stroobants, « L'Alliance atlantique étale ses divisions à Bruxelles sur la gestion de la crise libyenne », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 8.

Le Monde

Libye : batailles diplomatiques en coulisses

L'OTAN jouera un rôle-clé dans l'intervention alliée, en vertu d'un accord entre Paris, Londres et Washington

En France, l'opération militaire recueille un large soutien au Parlement et dans l'opinion

Le Japon entre l'urgence humanitaire et l'inquiétude sanitaire

Dans les villages dévastés, les habitants s'entraident. Les mises en garde se multiplient devant l'augmentation de la radioactivité Pages 4 à 6

Le mandat de l'ONU, ni plus ni moins

Dette et risque inflationniste : le casse-tête européen

Illustration n° 18 :

À lire cet éditorial, rédigé traditionnellement par le directeur du journal, la campagne menée en Libye, caractérisée par des frappes aériennes depuis le 19 mars, ne relève pas de la guerre. Il s'agit de protéger des vies humaines, des civils. Le mandat de l'ONU est clairement circonscrit, lit-on dans l'éditorial. « Le mandat de l'ONU exclut formellement toute intervention étrangère au sol. Il n'évoque à aucun moment un changement de régime ». Serait-ce que *Le Monde* ne perçoive pas que des discours belliqueux à l'encontre de Kadhafi ont déjà été prononcés ? « Le mandat international doit être respecté à la lettre, sans extravagances verbales ni appels guerriers au renversement de régime »[443]. On peut légitimement penser que de tels appels existent le 24 mars.

Le texte, complété en pages intérieures, met l'accent sur les tractations conduites entre Obama, Sarkozy et Cameron. Que sont devenus les autres membres du Conseil de sécurité ? Prend-on la peine de les informer ? L'emploi du mot « coulisses » laisse bien entendre que les discussions entre grandes puissances occidentales ne sont pas transparentes (cela expliquerait le contenu de l'éditorial, centré sur un strict respect du mandat de l'ONU). Une organisation internationale, l'OTAN, semble avoir vocation à prendre le commandement des opérations conduites en Libye[444].

[443] Éditorial, « Le mandat de l'ONU, ni plus ni moins », *Le Monde*, 24 mars 2011, p. 1.
[444] Jean-Pierre Stroobants (avec Natalie Nougayrède à Paris), « Libye : l'OTAN prend en charge les frappes aériennes », *Le Monde*, 24 mars 2011, p. 9.

Le Monde
Jeudi 24 mars 2011
International 9

L'intervention militaire en Libye

Libye : l'OTAN prend en charge les frappes aériennes

La France lève son opposition à un rôle de l'Alliance, mais demande une « instance de pilotage politique »

Paris a mis en avant la nécessité de tenir compte de la sensibilité des pays arabes, sollicités pour la coalition

Le premier ministre britannique David Cameron (troisième à droite) avec des responsables de l'OTAN, le 22 mars, à Londres. REUTERS

Illustration n° 19 : Le premier ministre David Cameron avec des responsables de l'OTAN, le 22 mars, à Londres. Photographie Reuters.

Mais est-ce si simple ? La Turquie est membre de l'OTAN. Approuve-t-elle ces opérations ? Un article du *Monde* précise combien la Turquie est hostile au recours à la force[445]. Que le Parlement français et l'opinion publique en France soient dans l'ensemble favorables aux décisions prises par Sarkozy est un fait[446]. Pour autant, l'intervention à l'encontre du régime de Kadhafi s'inscrit-elle vraiment dans les décisions de l'ONU ? Ne s'agit-il pas d'une intervention construite par des puissances occidentales avec des arrière-pensées ?

Aux États-Unis, le président Obama rencontre des difficultés suite à l'engagement américain en Libye. « […] Barack Obama est […] attaqué pour s'être engagé, sans avoir consulté le Congrès, dans une opération militaire coûteuse et à l'issue incertaine ». Les élus au Congrès n'épousent pas toujours le point de vue du président Obama à propos de la Libye[447]. Est-ce vraiment une opération d'urgence en faveur de civils ? Les bombardements opérés par des avions occidentaux inquiètent, d'autant que le souvenir de l'Irak est encore dans toutes les mémoires. C'est pourquoi des élus, républicains et démocrates, réclament un débat à au Congrès. Certains Américains s'élèvent contre la décision d'Obama. Pour Richard Haas, président du Council on Foreign Relations, il s'agit d'une guerre en Libye ». *Le Monde* cite Richard Haas : « Ce n'est pas une intervention humanitaire. C'est une décision de s'impliquer

[445] Guillaume Perrier, « Les réticences de la Turquie sur les opérations militaires », *Le Monde*, 24 mars 2011, p. 9.
[446] Patrick Roger, « À Paris, l'initiative française fait consensus au Parlement », *Le Monde*, 24 mars 2011, p. 9.
[447] Corine Lesnes, « À Washington, les critiques fusent contre un engagement sans l'aval du Congrès », *Le Monde*, 24 mars 2011, p. 10.

dans une guerre civile ».Un chroniqueur de droite, George Will, dénonce une « intervention dans une société tribale, engagée dans une guerre civile […] ». Ces jugements, rapportés par *Le Monde*, sont attentifs à la réalité politique de la Libye,ilsne seront pas pris en compte. En Libye, l'intervention militaire qui réunit plusieurs pays frappe divers objectifs. Philippe Delay, journaliste du *Monde* installé à Tripoli, pris en charge par les autorités, visite divers sites à Tripoli même, puis, à l'est de la capitale, une base militaire bombardée. « Les orgues de Staline ne pourront plus chanter et le colonel Kadhafi se retrouve à la tête d'un entrepôt militaire en ruine »[448]. Une fois encore, le camp loyaliste est réduit au seul Guide suprême, encore actif (il « passe à la télé »).

10 International
L'intervention militaire en Libye
« Visite guidée de la base navale bombardée »

Illustration n° 20 : « Visite guidée de la base navale bombardée ». Photographie AP pour *Le Monde*.

Le Monde du 25 mars 2011 rend compte de perceptions françaises différentes sur l'intervention militaire en Libye.Rony Brauman, « du haut de son expérience de douze années à la tête de Médecins sans frontières », intervenant sur une radio, a manifesté sa gêne face à l'opération initiée en Libye, il avait déjà dénoncé, dans une page Débats du *Monde*, l'intervention occidentale en Libye. Alain Frachon, du journal *Le Monde*, s'opposant à Rony Brauman, affirme : « Le cas libyen justifiait une intervention, limitée ». Il convient de s'en tenir à la résolution 1973 votée le 17 mars par le Conseil de sécurité de l'ONU. Le texte, écrit-il, « ne parle pas d'un changement de régime à Tripoli ». Il se trouve que de nombreux articles publiés dans *Le Monde* précise que la position de la France, c'est de favoriser le CNT aux dépens de Kadhafi. Il y a là une contradiction. Alain Frachon perçoit que l'avenir est incertain. « L'intervention en Libye est un puits d'incertitude. Elle comporte le risque de

[448] Jérôme Delay, « Visite guidée de la base navale bombardée », *Le Monde*, 24 mars 2011, p. 10.

lendemains politiques chaotiques à Tripoli ». Cette situation, Alain Frachon l'assume contre les réserves de Rony Brauman. C'est la position du journal *Le Monde*. Ce qui importe, c'est « la fin de quarante-deux ans d'une dictature folle et cruelle »[449]. Notons l'emploi de ces deux adjectifs. Toute une part des articles parus dans *Le Monde* à propos de la Libye en 2011 visent à associer la folie et la cruauté au Guide libyen. Des lecteurs du journal n'épousent pas le positionnement du *Monde*. Le 23 mars une lectrice se posait des questions sur l'intervention en Libye. Le 26 mars (p. 30), une autre lectrice s'interroge sur l'adhésion du journal à la posture va-t-en-guerre de Bernard-Henri Lévy. Elle attend du journal qu'il associe à cette posture « les réflexions qui s'imposent sur les motivations, les risques de l'opération ». Pour elle, il conviendrait de parler des points suivants : « les problèmes de géopolitique, les dégâts collatéraux éventuels, les solutions envisagées pour la sortie de crise, etc. ». À côté de ces lectrices, il y a vraisemblablement des lecteurs qui considèrent que *Le Monde* n'est pas assez nuancé sur la Libye.

L'intervention de forces étrangères a sauvé les insurgés de Benghazi. « Trois jours après les premiers raids aériens, les rebelles en sont encore à savourer l'incroyable retournement de situation en leur faveur, alors que Benghazi, leur fragile *« capitale »* était au bord du gouffre […] ». Les jeunes rebelles libyens attendent beaucoup des militaires qui ont rallié le camp de l'insurrection. Mais ces militaires ne sont pas encore à même de combattre les forces loyalistes. La coalition internationale assure le gros du travail, neutralisant les tanks et l'artillerie de l'armée libyenne. « Ils écoutent le passage des avions occidentaux dans le ciel, et hurlent *« Allah est grand ! »* lorsqu'une bombe est lâchée sur l'armée libyenne ». Pour autant, les forces loyalistes tiennent toujours Ajdabiya, à l'est de Syrte. « […] les soldats de Kadhafi ont organisé leur défense ». Au moment où le journaliste du *Monde* écrit, les rebelles se satisfont de tenir leurs positions[450]. Sur une autre partie du territoire libyen, les forces de Kadhafi auraient bombardé l'hôpital de Misrata, à l'est de Tripoli[451]. Cette information donne une image négative des troupes de Kadhafi auprès de l'opinion, du lectorat du *Monde* en particulier. Loin de la Libye, les tractations continuent entre les différents acteurs de l'OTAN. La Turquie a refusé d'entériner un accord sur le rôle de l'OTAN, elle « réclame la fin préalable des raids », elle refuse une opération de guerre *« que certains décrivent comme une croisade »*. En cela la Turquie est cohérente avec ses engagements antérieurs. Paris et Londres persistent à vouloir mettre en œuvre une action à deux niveaux, le premier large, l'autre

[449] Alain Frachon, « En Libye, on fait quoi demain et après-demain ? », *Le Monde*, 25 mars 2011, p. 21.
[450] Rémy Ourdan, « À Ajdabiya, les rebelles libyens attendent « la bataille » », *Le Monde*, 25 mars 2011, p. 8.
[451] « Les forces kadhafistes bombardent l'hôpital de Misrata », *Le Monde*, 25 mars 2011, p. 8.

« réservé à un petit nombre d'Etats ». Cela éviterait d'obtenir un consensus au sein de l'OTAN[452].

La Libye est un pays producteur de gaz et de pétrole. La guerre qui met aux prises des forces loyalistes, des rebelles en Cyrénaïque, des militaires de différents pays étrangers a-t-elle un rapport avec les hydrocarbures ? Le contrôle de l'approvisionnement et des ports est-il au centre du conflit ? « A regarder de près le tracé des gigantesques pipelines libyens et leszones de conflit de ces dernières semaines [de mars 2011] entre les troupes loyales à Kadhafi et les forces de l'opposition, comment ne pas être frappé par la concordance des cartes ? » La Cyrénaïque assure « 70% des exportations d'or noir du pays ». Les attaques menées par les forces loyalistes dans le Golfe de Syrte ont permis à celles-ci de s'emparer des « principaux ports et raffineries libyens ». Les 15 et 16 mars la ville d'Ajdabiya, dernier verrou avant Benghazi, est tombée. Dans les faits, les installations restent intactes, chaque camp a conscience de l'importance économique de ces installations[453]. Pour autant, faut-il parler de guerre pour le pétrole ? Selon William Ramsay, directeur « énergie » à l'Institut français des relations internationales, il n'en est rien. A la question posée par un journaliste – En Libye, le front séparant les pro-Kadhafistes des rebelles est situé sur une zone dense en raffineries de pétrole. S'agit-il d'une coïncidence ? – William Ramsay répond : « Une pure coïncidence en effet : il se trouve que les combats se concentrent dans les zones urbaines qui sont situées sur la côte, qui est elle-même truffée de ports, de raffineries et d'oléoducs. Jusqu'à présent, ces installations n'ont pas été ciblées et donc peu endommagées »[454]. Les sites directement en rapport avec le gaz et le pétrole ne sont pas touchés par la guerre, ils ne sont pas bombardés. Pour William Ramsay la guerre « n'a rien à voir avec le pétrole »,elle« vise un dictateur qui tue son peuple ».Cela ne contredit pas l'affirmation précédente, la maîtrise des hydrocarbures est aussi un enjeu de la contre-offensive des forces loyalistes. Il s'agit de reconquérir des sites, et non pas de les détruire.

La situation de Kadhafi et de quelques-uns de ses proches se dégrade de jour en jour, au moins pour des Occidentaux qui apprennent que la Cour pénale internationale (CPI) s'intéresse de très près aux détenteurs du pouvoir à Tripoli. Des « crimes contre l'humanité » auraient été commis. Le procureur de la CPI l'a déclaré au Caire, son enquête révélera des

---

[452] Natalie Nougayrède et Jean-Pierre Stroobants, « La Turquie bloque un accord sur la Libye à l'OTAN », *Le Monde*, 25 mars 2011, p. 8.
[453] Nicolas Bourcier, « Libye : la guerre pour le pétrole aura-t-elle lieu ? », *Le Monde*, 25 mars 2011, p. 10.
[454] William Ramsay avec Philippe Bernard, « Cette intervention n'a rien à voir avec le pétrole », *Le Monde*, 25 mars 2011, p. 10.

preuves. C'est pourquoi « pièces, photos, vidéos et documents » sont réunis pour étayer l'accusation. La Ligue arabe et le Conseil des droits de l'homme de l'ONU « ont annoncé l'ouverture d'enquêtes indépendantes »[455]. Dans le conflit qui oppose forces loyalistes et rebelles, les rebelles bénéficient des diverses annonces hostiles à Kadhafi.Le témoignage rapporté par un envoyé spécial du journal *Le Monde* conforte les propos de Luis Moreno Ocampo, procureur de la CPI. Deux insurgés libyens, Youssef Queri et Nasser Idriss, ont découvert les cadavres d'une cinquantaine de rebelles, certains « déchiquetés par des bombardements », d'autres « mutilés ». Ils ont vu, disent-ils, « environ vingt mercenaires noirs africains, armés de longs couteaux et de machettes ». Des « histoires » circulent « sur l'utilisation de mercenaires par l'armée du colonel Kadhafi », « sur leur cruauté supposée ». Le témoignage des deux rebelles cités, témoins visuels directs, est susceptible d'étayer ce qui se dit à propos des Africains. La présence de ceux-ci est attestée : « Des corps de combattants noirs africains ont effectivement été trouvés dans les tanks et jeeps bombardés par l'aviation occidentale près de Benghazi »[456]. Ces combattants, comment les désigner ? S'agit-il de soldats membres de l'armée libyenne ? De mercenaires ? L'interrogation ne semble pas devoir être posée. Et pourtant les combattants noirs dans l'armée libyenne ont une histoire déjà ancienne avec le régime de Kadhafi. Dans des articles déjà parus dans *Le Monde*, il va de soi qu'il s'agit de mercenaires. Le sujet aurait mérité, semble-t-il, un examen approfondi. Les rebelles ont peut-être intérêt à faire la distinction entre « soldat libyen » et « mercenaire africain ».

[455] Stéphanie Maupas, « Des enquêtes en cours pour « crimes contre l'humanité » », *Le Monde*, 26 mars 2011, p. 3.

[456] Rémy Ourdan, « Deux insurgés libyens ont trouvé des cadavres mutilés. Leur récit étaye les accusations portées contre les mercenaires africains de Kadhafi. « Ce que nous avons vu est très vicieux » », *Le Monde*, 26 mars 2011, p. 3.

Le Monde

Page trois

Deux insurgés libyens ont trouvé des cadavres mutilés. Leur récit étaye les accusations portées contre les mercenaires africains de Kadhafi

« Ce que nous avons vu est très vicieux »

Youssef Queri et Nader Idriss, témoins de la cruauté des combats sur le front libyen.

Illustration, n° 21 : Youssef Queri et Nader Idriss, témoins de la cruauté des combats sur le front libyen. Jérôme Sessini, Getty images pour *Le Monde*.

Le point de vue de la Turquie à l'égard de la coalition engagée militairement contre la Libye n'a pas changé. « L'opposition persistante de la Turquie aux bombardements a entraîné un compromis partiel et complexe » lit-on dans *Le Monde* daté du 26 mars 2011. Pour ce qui est de l'Allemagne, malgré quelques tensions au sein de la classe politique, la position de la chancelière reste ferme. Inversement les divers pays engagés contre la Libye s'unissent dans la condamnation de Kadhafi, ils interviennent à New York, au sein de l'ONU.

Que se passe-t-il dans la zone contrôlée par les forces de Kadhafi ? Jérôme Delay[457], journaliste présent à Tripoli, que les lecteurs du *Monde* retrouvent d'un jour à l'autre, rapporte les propos d'un ingénieur des ponts : le centre de la vile de Misrata manque d'eau, mais cette situation n'est pas liée aux bombardements des forces loyalistes, mais à « un problème de valve automatique défaillante ». L'ironie est sous-jacente. Elle est plus marquée quand il parle des cercueils qui « ont disparu entre la prière et la mise en terre », cercueils liés à des bombardements des forces de Kadhafi.

[457] Jérôme Delay fait partie des journalistes autorisés à se rendre à Tripoli par le ministère libyen de l'information. Il témoigne: « L'officiel libyen vit la nuit. Un ingénieur des ponts, convié à nous rencontrer à 1 heure du matin, se confie devant les quelques caméras éveillées, carte d'état-major à la main. L'eau manque au centre de Misrata, ville rebelle de l'ouest bombardée par les forces du Guide libyen Ce n'est qu'un problème de valve automatique défaillante, dit-il, pas du tout une action délibérée de l'armée. Plus tôt, au cimetière Shat-Hansheer, deuxième enterrement de masse des victimes de bombardements. Atmosphère sinistre, dérisoire, absurde: sur les 33 cercueils, 15 ont disparu entre la prière et la mise en terre. Par Jérôme Delay/AP pour *LeMonde*.

Illustration n° 22 : « L'eau manque à Misrata : un problème de valve », Jérôme Delay pour *Le Monde*.

La Libye n'est plus présente avec un titre en gros caractères en première page du journal, c'est la Syrie qui bénéficie de l'attention du *Monde*. La Libye est placée sur le même plan que la Côte d'Ivoire. Il est dit que « la ville d'Ajdabiya a été reprise par les insurgés ». Aux lecteurs de deviner que les bombardements sur cette ville côtière ont été le fait des puissances occidentales. Ils sont censés avoir appris que les puissances occidentales sont impliquées dans la guerre civile en Libye à la lecture des numéros précédents du journal *Le Monde*. Une page intérieure est consacrée aux rebelles, présents à Ajdabiya et à Benghazi. Un envoyé spécial à Benghazi parle des insurgés libyens qui ont bénéficié des « raids aériens occidentaux » contre les troupes fidèles à Kadhafi. « Benghazi n'a qu'une certitude : l'intervention militaire a sauvé in extrémis « la révolution » anti-Kadhafi, entamée le 17 février […] ». La France est à l'honneur, des drapeaux français flottent, le président Sarkozy est salué. Il y a bien des drapeaux d'autres pays impliqués dans la coalition internationale, les drapeaux français sont les plus nombreux. « La ferveur pro-française ne faiblit pas parmi les rebelles ». Le Qatar est également apprécié, « pour sa participation à l'intervention militaire, pour l'aide financière et humanitaire colossale qu'il apporte à la rébellion ». Le Qatar, c'est aussi la chaîne de télévision Al-Jazzera acquise à la cause des rebelles.

Rémy Ourdan précise que les rebelles de Benghazi réclament des armes. Il rapporte les propos d'un opposant à Kadhafi, précédemment réfugié à Londres, l'imam Wanis Fassay, qui affirme que, à Benghazi, « ce n'est une révolution islamique ni une révolution pour un parti ou pour un clan ». Le porte-parole du Conseil national de transition réclame la continuation des raids sur les troupes loyalistes. Les *chabab* qui ont connu une débâcle face aux troupes de

Kadhafi ont conscience que l'intervention étrangère est nécessaire pour faire tomber le Guide, « ils ont vu l'armée libyenne et sa supériorité militaire »[458]. Ajdabiya est retombée aux mains des rebelles suite à des bombardements, c'est pourquoi il y a des chars calcinés dans les rues de cette ville. Les lecteurs du journal *Le Monde* apprécient vraisemblablement cette façon d'exposer les faits, qui accorde une grande place à la coalition et valorise la démarche de la France.

Dans la même page du *Monde*, à côté de Benghazi, Tripoli. Ici la fête, là la morgue. Jérôme Delay rend compte d'un « voyage éclair » à la morgue de Tripoli, dans la nuit. « Une quinzaine de corps, tous allongés ». Le technicien médical qui s'adresse aux journalistes est « gêné ». Les indications qui sont sur certains sacs mortuaires contredisent ses déclarations. « Une seule chose est certaine, à Tripoli, les morts ne peuvent parler, ne peuvent rien raconter »[459]. La visite à la morgue s'inscrit, semble-t-il, dans les campagnes de propagande de Kadhafi sur la guerre en Libye. Le commentaire du journaliste introduit un doute sur ce que les autorités de Tripoli donnent à voir aux journalistes autorisés à se rendre à Tripoli.

Visite organisée à la morgue de Tripoli

Illustration n° 23 : Visite organisée à la morgue de Tripoli, Photographie AP pour *Le Monde*.

Des combats ont lieu en Libye. Avec quels objectifs ? « L'intervention armée en Libye a la particularité d'avoir été déclenchée avant même que son commandement et ses objectifs politiques larges ne soient fixés ». Cela est peu banal ! Une semaine après l'intervention de la coalition, le commandement est revenu à l'OTAN, à la demande du président Obama. La guerre est menée pour un motif humanitaire, à caractère préventif, c'est ce qui a été admis à

[458] Rémy Ourdan, « À Benghazi, les rebelles fêtent leur liberté retrouvée », *Le Monde*, 27-28 mars 2011, p. 9.
[459] Jérôme Delay, « Visite organisée à la morgue de Tripoli », *Le Monde*, 27-28 mars 2011, p. 9.

l'ONU. On peut s'interroger : « au-delà de la protection des civils […], quel est le scénario de sortie de crise ? La France et le Royaume-Uni « veulent mettre en chantier un processus politique pour la Libye ». Pour ces pays, Kadhafi doit partir. « Paris aimerait voir la Ligue arabe s'impliquer ». En revanche on n'attend rien de l'Union africaine perçue « comme trop frileuse » vis-à-vis de Kadhafi[460]. Natalie Nougayrède s'efforce de proposer une synthèse au plus près des événements. Toutefois son propos concerne essentiellement les pays hostiles à Kadhafi. Pourquoi ne pas expliciter le positionnement de l'Union africaine ? L'information donnée dans *Le Monde* se fonde sur ce que pensent des Occidentaux ! Une fois encore, la présentation de ce qui touche à la Libye favorise les rebelles du CNT, soutenus par la France, en accordant la plus grande place dans l'article à ce que souhaite le président Sarkozy.

L'accent mis sur Kadhafi auquel on reproche des exactions à l'égard de civils relève de l'évidence d'un jour à l'autre dans *Le Monde*. Au départ des événements en Libye, ce pays était associé, sous la plume d'un journaliste, à Bahreïn, qui connaissait des troubles. L'Arabie saoudite a écrasé dans le sang la révolte locale. Apparemment cela ne méritait pas la même attention que le soulèvement de Benghazi. Un dessin de presse publié dans *Le Monde* des 27-28 mars rappelle la différence de traitement. Il convenait de ne pas voir ce qui est advenu à Bahreïn ! Ce dessin de Darkow a été publié originellement dans *Columbia Daily Tribune* (États-Unis). Le roi Abdallah d'Arabie saoudite s'écrie : « Il n'y a rien à voir ici !! Regardez Kadhafi ! Oui, Kadhafi ! Rien ici sauf le pétrole ! ».

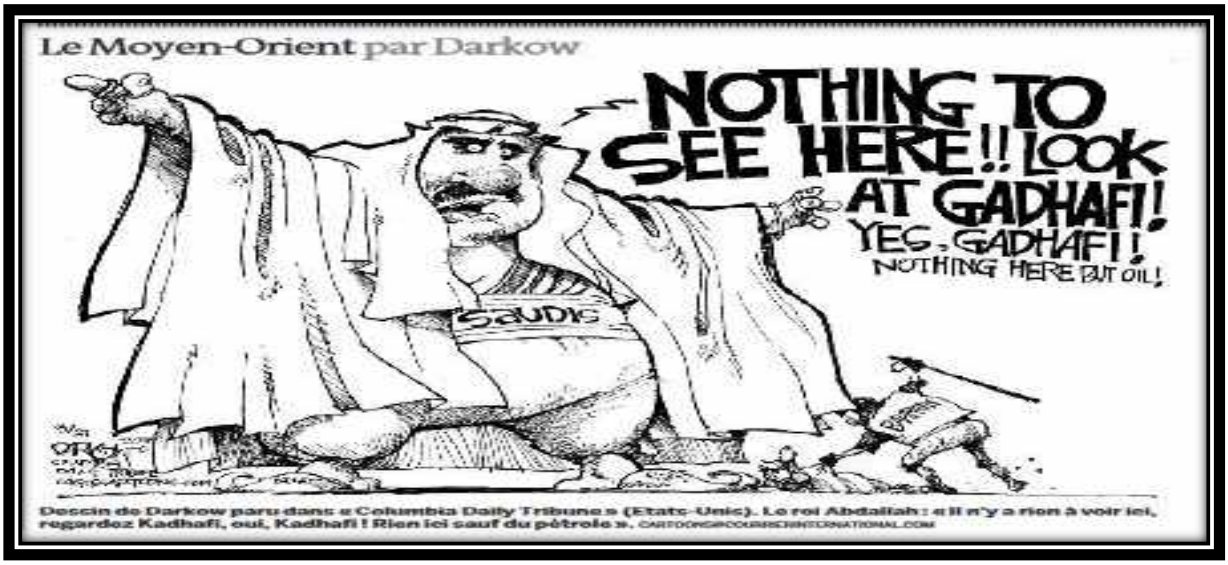


Illustration n° 24 : Dessin de Darkow. Source pour *Le Monde* : Cartoons@Courrierinternational.com

[460] Natalie Nougayrède, « La recherche d'un « processus politique » », *Le Monde*, 27-28 mars 2011, p. 9.

Les *chabab* sont mis en valeur en première page. Une illustration, un petit texte. L'illustration révèle un aspect particulier de la guerre civile : un véhicule portant des mitrailleuses est à l'arrêt sur une route, des hommes sont au repos, un homme a escaladé un panneau au bord de la route. Il écrit un graffiti, nous dit-on. L'atmosphère de quiétude suggère que la guerre menée contre Kadhafi est gagnée. La phrase en gras qui accompagne l'illustration est un cri de victoire : « La chevauchée des « chabab » jusqu'aux portes de Syrte, berceau de la tribu Kadhafi ». La phrase en-dessous, plus claire, donne une explication à une telle chevauchée. Les rebelles ont bénéficié des raids aériens de la coalition occidentale contre les troupes loyalistes.

« Le Monde Economie »
Les services publics entre réforme et déclin
Supplément

Le Monde

Cantonales : le mauvais départ de l'UMP pour 2012

Le Front national a confirmé sa percée au second tour, le PS évite tout triomphalisme
Un taux d'abstention record : 55,19 %

Gauche 50,23
% exprimés
FN 11,64
Droite 35,56

A Ben Jawad, un rebelle fait un graffiti sur un panneau de propagande.

La chevauchée des « chabab » jusqu'aux portes de Syrte, berceau de la tribu Kadhafi

Les raids aériens occidentaux ont ouvert la voie aux rebelles Page 8

Illustration n° 25 : À Ben Jawad, un rebelle fait un graffiti sur un panneau de propagande. Photographie de Jérôme Sessing/Getty images pour *Le Monde*.

Le journaliste Jérôme Delay nous apprend que « la télévision d'État ne fait aucune allusion à la progression des rebelles, bientôt aux portes de Syrte ». ÀTripoli, siège du Guide, malgré la censure, des voix se font entendre. Parfois dans une file d'attente d'automobilistes en quête d'essence. À l'hôtel dans lequel séjournent les journalistes, une « jeune femme courageuse », Iman Al-Obeidi, est venue dénoncer les violences qu'elle a subies de partisans du régime[461]. La rébellion touche différents milieux, au cœur même de la capitale.

[461] Jérôme Delay, « À Tripoli, il y a pénurie d'essence… », *Le Monde*, 29 mars 2011, p. 10.

10 International

Les révoltes dans le monde arabe

Le Monde

L'OTAN prend la tête des opérations militaires en Libye

Les membres de l'Alliance atlantique ont conclu un accord qui prendra effet mardi ou mercredi

« A Tripoli, il y a pénurie d'essence… »

Illustration n° 26 : « À Tripoli, il y a pénurie d'essence… ». Photographie de Jérôme Delay pour *Le Monde*.

Le reportage d'un envoyé spécial révèle combien les rebelles ont profité des bombardements organisés par la coalition occidentale. Ils ont occupé Ajdabiya évacuée par les forces loyalistes, atteint le village de Nofiliya. Ils sont aux portes de Syrte. Les soldats de Kadhafi « étaient prêts à faire face à une offensive rebelle ». Ils ont été « décimés » par les bombardements. Les rebelles sont enthousiastes. Toutefois cet enthousiasme est de courte durée. Des militaires libyens participent à une contre-attaque le 28 mars. Syrte n'est pas tombée[462]. Il ressort du reportage que les lignes de front sont instables, que les rebelles bénéficient du concours de soldats d'armées étrangères. L'aviation occidentale assure la victoire, sans doute momentanée, des *chabab*.

8 International

Les révoltes dans le monde arabe

Le Monde

En Libye, l'avancée inattendue des rebelles

Les troupes du colonel Kadhafi, bombardées par l'aviation occidentale, se sont retirées de plusieurs villes de l'Est

Reportage

A Ajdabiya, certains font des feux de joie dans des carcasses de char à l'intérieur desquels les munitions explosent

Illustration n° 27 : Des opposants au colonel Kadhafi ramassent, le 26 mars vers Ajdabiya, des corps de soldats loyalistes tués par les frappes aériennes des Occidentaux. Photographie de Jérôme Sessini/Getty images pour *Le Monde*.

[462] Rémy Ourdan, « En Libye, l'avancée inattendue des rebelles », *Le Monde*, 29 mars 2011, p. 8.

Au sein de la coalition occidentale, le président Obama a tergiversé avant d'accepter de s'impliquer dans une guerre en Libye qui ne dit pas son nom. S'adressant aux Américains le 28 mars, il a légitimé son action : Kadhafi menace sa population d'un bain de sang, ce qui « pourrait déstabiliser toute la région », en particulier en Tunisie et en Égypte ; « il est de notre intérêt national d'agir », de nous associer à ceux qui veulent « sauver des milliers de vies ». L'opposition républicaine proteste parce qu'il n'y a point eu de vote du Congrès à propos de cette intervention. Le président démocrate bénéficie d'un large soutien dans la population. Dans la mesure où l'OTAN se substitue à la coalition, il a tenu parole, dorénavant les Américains seront moins présents dans le conflit, mais resteront présents aux côtés de leurs alliés européens, « menacés d'un afflux de réfugiés ». Il convient aussi d'être attentif pour le président Obama aux préoccupations des partenaires arabes des États-Unis.

Armer les rebelles ? Faute de « savoir […] précisément qui sont les forces en présence », la prudence est nécessaire. D'autant qu'un groupe combattant Kadhafi est bien la continuation du Groupe islamique combattant en Libye (GICL), qui a commis des attentats en Libye. La situation est complexe, de là des hésitations de la part du président Obama et de son gouvernement, des choix qui se prêtent à des critiques[463].

Kadhafi dénonce le GICL quand il affirme que les Occidentaux se trompent d'adversaire. N'avait-il pas donné des gages de bonne volonté en renonçant à son programme nucléaire en 2003, n'avait-il pas dénoncé les terroristes qui avaient attaqué les États-Unis en 2001 ? L'un des fils de Kadhafi était présent aux États-Unis avant le déclenchement des hostilités en Libye. Depuis les troubles à Benghazi, la prise de position de la France en faveur du CNT, les résolutions de l'ONU, la perception de la Libye par les Américains a changé, sous la pression des événements.

Les pays membres de l'OTAN sont parvenus le 27 mars à un accord à l'unanimité, c'est l'Alliance atlantique qui prend la direction des opérations militaires, se substituant à la coalition qui avait mis en œuvre la résolution 1973 de l'ONU. La France et la Turquie n'étaient pas favorables à cette situation avant de se rallier à celle-ci. L'OTAN restera impartiale, dit-on. « Cette insistance est destinée à rassurer la Turquie » hostile aux bombardements en Libye. Parallèlement, à la demande de la France, un groupe de « pilotage politique » se réunira pour la première fois le 29 mars à Londres. Le président Sarkozy est

[463] Corine Lesnes, « M. Obama justifie l'intervention en évoquant les révoltes tunisienne et égyptienne », *Le Monde*, 29 mars 2011, p. 8.

attentif à associer des pays arabes aux opérations militaires en Libye. Il convient d'éviter une confrontation Occident/Libye ! L'Italie, qui a des liens historiques avec la Libye, a « son propre plan, comprenant un exil du colonel Kadhafi »[464]. À l'évidence, les différents pays occidentaux impliqués dans la guerre en Libye ne partagent pas les mêmes visées en Libye.La guerre se prolonge en Libye, « une véritable guerre qui ne dit pas son nom ». Après dix jours d'intervention militaire occidentale, l'armée du colonel Kadhafi n'a pas été défaite ; tout au contraire, elle s'oppose avec vigueur aux rebelles. C'est dans ce contexte que les États-Unis, dans la mesure où l'OTAN a hérité de la conduite de la guerre, ont décidé de retirer leurs bombardiers. Toutefois, « les États-Unis maintiennent leurs capacités maritimes et leurs appareils AWACS de surveillance ». Pour ce qui est de la maîtrise du ciel, des avions « danois, norvégiens, qataris et autres » sont susceptibles de compenser le retrait des bombardiers américains[465].

Le souci des puissances occidentales, c'est la plus ou moins grande adhésion des pays arabes à une intervention militaire. Un pays est en pointe dans la lutte contre le régime de Kadhafi : le Qatar. Les États africains, réunis au sein de l'Union africaine, sont très divisés et craignent les capacités déstabilisatrices, chez eux, du colonel Kadhafi » (*Le Monde* ne rappelle pas les liens tissés par la Libye de Kadhafi avec des pays africains, alors que ces liens peuventaussi expliquer la réserve de ces pays vis-à-vis de l'intervention militaire contre Kadhafi).

Des pays engagés dans les opérations militaires s'efforcent de préparer l'après-Kadhafi. Ils ont constitué « un groupe de contact ». Doit-il jouer un rôle majeur en lieu et place de l'OTAN ? Les échanges au plus haut niveau révèlent « les incertitudes sur la suite des opérations »[466]. Pendant que des discussions ont lieu à Londres le 29 mars, la guerre en Libye continue. Après la France, proche très tôt des rebelles, les États-Unis, se fondant sur une interprétation de la résolution 1973 votée le 18 mars, ne s'opposent pas à ce que l'on fournisse des armes aux rebelles. Les représentants des rebelles de Benghazi, présents à Londres, ont réclamé des armes. Ils ont aussi réclamé « une reconnaissance politique internationale » pour le CNT (jusqu'alors reconnu par la France et le Qatar). Armer les rebelles, c'est s'impliquer dans une guerre civile, c'est peut-être aussi favoriser une

[464] Jean-Pierre Stroobants, « L'OTAN prend la tête des opérations militaires en Libye », *Le Monde*, 29 mars 2011, p. 10.
[465] Natalie Nougayrède, « Libye : la menace d'une guerre longue fragilise la coalition », *Le Monde*, 31 mars 2011, p. 1.
[466] Natalie Nougayrède, « Le front anti-Kadhafi à l'épreuve de la guerre », *Le Monde*, 31 mars 2011, p. 8.

« somatisation » de la Libye « à terme, si le pays se déchire plus avant ». Des interrogations apparaissent en mars 2011 quant à l'après-Kadhafi. Le risque de laisser place au chaos en Libye a été entrevu, la journaliste du *Monde* rend compte de cette préoccupation. La Russie, fidèle à ses déclarations antérieures, dénonce une intervention internationale qui s'arroge le droit de mener une guerre en Libye, au-delà de ce qu'impliquent les résolutions de l'ONU en faveur des seuls civils[467].

Jérôme Delay, le journaliste qui intervient jour après jour dans *Le Monde,* est installé à Tripoli. Il apporte un témoignage qui révèle que Kadhafi dispose encore de partisans, ceux-ci semblent ne guère s'inquiéter des activités des rebelles en Cyrénaïque. Il propose une photographie présentant des hommes dans une salle de sport : « Dans le quartier d'Abou Slim, pro-Kadhafi, on se fait du muscle ». Les événements sur le front de la guerre confortent la tranquillité des partisans de Kadhafi. « À l'est, les troupes du colonel Kadhafi se sont regroupées et repoussent les insurgés »[468].

10 International

Les révoltes dans le monde arabe

« Dans le quartier d'Abou Slim, on se fait du muscle »

Syrie : manifestation des partisans de Bachar Al-Assad

Un discours du président était attendu, mercredi. Il pourrait lever l'état d'urgence

Illustration n° 28 : « Dans le quartier d'Abou Slim, on se fait du muscle ». Photographie AP pour *Le Monde*.

Les partisans de Kadhafi ont de bonnes raisons d'être optimistes. Les forces loyalistes ont repris l'avantage sur les rebelles dans le golfe de Syrte, à l'est de Tripoli. « La violente contre-offensive de l'armée du colonel Kadhafi […] pourrait signer un enlisement du conflit syrien », lit-on dans *Le Monde*. Les loyalistes ont atteint Ras Lanouf. Face à la puissance de feu de l'armée de Kadhafi, les *chahab*, autrement dit les jeunes rebelles, sont pris de panique. Le journaliste Rémy Ourdan insiste sur le désarroi des rebelles qui se replient « dans la

[467] Natalie Nougayrède, « Les Etats-Unis donnent leur feu vert pour armer les rebelles libyens », *Le Monde*, 31 mars 2011, p. 8.
[468] Jérôme Delay, « Dans le quartier d'Abou Slim, on se fait du muscle », *Le Monde*, 31 mars 2011, p. 10.

confusion la plus extrême ». Le président français, « salué comme le sauveur de Benghazi », aurait dû intervenir aux dires des rebelles. Faute d'une intervention de la coalition internationale, les rebelles se réfugient à Brega. Le journaliste parle de « débandade ». Dans ce moment de la guerre, les rebelles, faute d'un soutien aérien, ont été vaincus, « ils ne comprennent pas pourquoi les alliés étrangers et leurs avions n'interviennent pas »[469].

L'article considéré montre que les rebelles sont démunis face au savoir-faire et aux armes des forces loyalistes. Sans intervention extérieure, ils ne peuvent affronter victorieusement l'armée de Kadhafi. L'article de Rémy Ourdan montre aussi que les Occidentaux interviennent en Libye, non pas pour protéger des civils, mais pour appuyer des combattants. La Russie a quelque raison de protester ! *Le Monde* parle de la position russe, mais de façon très discrète, privilégiant, quant à la place accordée dans le journal, les Occidentaux, et tout particulièrement la France. La France de Sarkozy a pris fait et cause pour un camp, dans un contexte de guerre civile. Peut-être attendait-elle trop des rebelles face aux soldats loyalistes. La guerre dure encore fin mars.

Le Monde

International 9

Les révoltes dans le monde arabe

Défaits par l'armée du colonel Kadhafi, les rebelles se replient à Brega dans la confusion

Les forces du Guide libyen, dont la puissance de feu surpasse nettement celle des insurgés, ont lancé une contre-offensive dans le golfe de Syrte

De Ben Jawad à Ras Lanouf (Libye)
Envoyé spécial

Tripoli
Benghazi
Tobrouk
Syrte
Ajdabiya
Brega
Ben Jawad
Ras Lanouf
LIBYE
SAHARA
200 km

Les rebelles libyens conduisent leurs blessés à l'hôpital de Ras Lanouf, le 29 mars.

Illustration n° 29 : Les rebelles libyens conduisent leurs blessés à l'hôpital de Ras Lanouf, le 29 mars. Photographie : Jérôme Sessini/Getty images pour *Le Monde*.

« Les moyens de l'armée du colonel Mouammar Kadhafi ne sont pas anéantis, mais sérieusement amputés ». Diverses cibles ont été atteintes : des dépôts de munition, des radars, des arsenaux. Pour autant, les forces terrestres peuvent encore combattre, et remporter des succès face aux rebelles. Elles restent donc sous la menace de bombardements. Pour ce qui est

[469] Rémy Ourdan, « Défaits par l'armée du colonel Kadhafi, les rebelles se replient à Brega dans la confusion », *Le Monde*, 31 mars 2011, p. 9.

des forces navales, la coalition anti-Kadhafi ne tient pas à les détruire. En effet, dans l'après-Kadhafi, les moyens maritimes auront un rôle à jouer : « ils devront servir […] à remplir le « contrat » de contrôle de l'immigration en direction de l'Europe ». Cette affirmation relevée dans l'article rédigé par Nathalie Guibert montre que la coalition a songé à l'après-Kadhafi, et pensait que le « contrat » avec la Libye concernant l'immigration originaire au-delà du Sahel fonctionnerait comme du temps de Kadhafi. Il n'en sera rien puisque la Libye sombrera dans le chaos après la défaite de Kadhafi. La coalition constate que les alliances tribales sont versatiles, « les défections et ralliements peu lisibles ». La connaissance de la « Libye réelle » était-elle insuffisante ? A-t-on pensé que le CNT remplacerait le régime de Kadhafi sans qu'il y ait des tensions, la guerre civile achevée ?Les efforts de la coalition sont portés par l'OTAN, plus précisément, au sein de l'OTAN, par « le noyau de la coalition, dominé par les Etats-Unis »[470]. Fin mars, la guerre est toujours à l'ordre du jour des militaires envoyés en soutien des rebelles. La guerre civile en Libye connaît des prolongements en Tunisie, aux abords du poste-frontière de Baouaba. Soldats fidèles à Kadhafi et rebelles ont utilisé leurs armes alors qu'ils avaient dépassé la frontière, jusqu'à Dehiba. Les militaires tunisiens, soucieux de neutralité, arrêtent les belligérants des deux bords, confisquent les armes, transportent loyalistes et rebelles dans des lieux différents en Libye et restituent les armes saisies. « Le même scénario prévaut dans les hôpitaux tunisiens » : loyalistes ici, rebelles là.

Dans un camp de réfugiés à Dehiba, « géré par les Emirats arabes unis sous la bannière du Croissant rouge », les rebelles viennent se réconforter. Ce camp leur est favorable ! Tout cela déplaît aux autorités tunisiennes, par ailleurs confrontées à la venue de réfugiés et de combattants sur le territoire tunisien. L'envoyée spéciale du *Monde* restitue les propos d'un rebelle qui « remercie dans un grand sourire *« Mohamed Sarkozy »* »[471]. Comment les lecteurs du *Monde* reçoivent-ils cette information ? Elle est utile, elle précise combien le Président français est apprécié dans le camp des rebelles.

[470] Nathalie Guibert, « Les militaires français dressent un bilan mitigé des frappes aériennes de la coalition », *Le Monde,* 31 mars 2011, p. 8.
[471] Isabelle Mandraud, « La guerre fratricide libyenne déborde en Tunisie », *Le Monde,* 2 mai 2011, p. 5.

La guerre fratricide libyenne déborde en Tunisie

Les combats entre pro et anti-Kadhafi s'étendent sur le sol tunisien, au grand dam des autorités

Dehiba-Baouaba (frontière tuniso-libyenne)
Envoyée spéciale

Le militaire libyen gémit sur sa civière, la poitrine ensanglantée. Touché par une balle, le partisan de Mouammar Kadhafi vient d'arriver au dispensaire de Dehiba, première ville tunisienne après la frontière, théâtre, vendredi 29 avril, d'affrontements entre fidèles du régime libyen et rebelles. L'espace de plusieurs heures, le conflit libyen s'est exporté sur le sol tunisien, débordant, une nouvelle fois depuis la veille, les autorités tunisiennes. Vendredi matin, les combats se sont déro-

ques-uns d'entre eux, sur la volonté des rebelles d'entraîner leur armée dans le conflit.

Veille que veille, les militaires

Le même scénario prévaut dans les hôpitaux tunisiens. D'un côté les pro-Kadhafi, de l'autre les insurgés. A Tataouine, à 130 kilomètres plus au nord, par exemple, le rez-de-chaussée est réservé aux premiers, l'étage aux seconds. Des militaires tunisiens armés patrouillent dans les couloirs. La plupart des blessés ont été évacués du dispensaire de Dehiba. *« Beaucoup sont des partisans de Kadhafi. Nous avons dû en intuber un, un autre a eu la jambe arrachée par un tir d'obus »*, détaille le médecin chef urgentiste Samir Abdelmoumen. Mais, soupire-t-il, *« même ici, nous trouvons des armes et des munitions »*.

midi, Fathi Aissa Khamaissi, l'un des chefs rebelles chargés du ravitaillement, est venu chercher des *chabab*, une vingtaine de jeunes combattants, qu'il fait grimper dans un bus. *« Côté libyen toute la route est sécurisée jusqu'à Nalout* [ville à 60 km] », annonce-t-il fièrement, les yeux rougis par la fatigue.

Inquiètes, les forces armées tunisiennes ont inspecté chaque tente avec des chiens à la recherche d'armes et d'explosifs. Elles aimeraient fermer ce camp installé sur l'emplacement du stade municipal, qui accueillait encore, vendredi, 154 personnes pour les repousser à Tataouine. Mais la capitale tuni-

Illustrions n° 30 : carte de la zone frontalière.

L'Alliance atlantique accentue sa pression militaire sur Kadhafi. Un de ses fils aurait été tué dans la nuit du 30 avril au 1er mai à Tripoli. N'occupant pas de position officielle, Saïf Al-Arab Kadhafi n'était pas une cible intéressante, en revanche Kadhafi, présent semble-t-il dans le bâtiment bombardé, était possiblement visé. Pour les autorités libyennes, il s'agissait bien d'une tentative d'assassinat. À Tripoli, les ambassades italienne et anglaise ont été attaquées par des manifestants favorables à Kadhafi, des bâtiments ont été incendiés. « En réaction, Londres a décidé de renvoyer l'ambassadeur de Libye » (celui-ci était donc fidèle au régime en place en Libye).

L'OTAN prétend avoir visé des centres de commandement. Est-ce bien en accord avec la résolution de l'ONU dont l'objet est de protéger les civils ? Il apparaît évident qu'elle veut « accentuer ses pressions militaires sur le colonel Kadhafi et son entourage ». Le procureur de la Cour pénale internationale enquête « sur les présumés crimes contre l'humanité et crimes de guerre en Libye »[472]. Il s'agit de noircir par divers biais Kadhafi afin de rendre légitime, au regard de l'opinion occidentale, les bombardements contre l'armée loyaliste (active entre autres lieux à Misrata) et les agressions contre Kadhafi lui-même. Parallèlement aux combats, des actions humanitaires sont conduites sur la côte libyenne : apport de vivres, embarquement de blessés et de travailleurs immigrés. La situation en Libye, au vu du *Monde*, est confuse.

Les combats qui opposent forces loyales et rebelles à la frontière tuniso-libyenne ont entraîné la fuite de nombreux civils, libyens ou non, vers la Tunisie. Les soldats fidèles à

[472] Jean-Pierre Stroobants, « L'OTAN aurait tué l'un des fils de Kadhafi », *Le Monde*, 3 mai 2011, p. 9.

Kadhafi sont actifs, les rebelles réclament auprès des Occidentaux des armes afin de les combattre, et demandent des bombardements organisés par l'OTAN afin de freiner l'avance de ces soldats[473]. Les renseignements fournis par *Le Monde* révèlent que la guerre civile en Libye prend de plus en plus d'ampleur, impliquant un pays voisin, contraignant des civils à fuir les zones de combat.

L'Union africaine ne se satisfait pas d'une intervention étrangère en Libye, elle privilégie une « solution africaine ». Peut-elle se faire entendre ? Son impuissance, précise le journaliste du *Monde*, est patente. La médiation proposée par quatre chefs d'Etat africains est restée sans suite. Que l'Union africaine se soucie du sort de Kadhafi n'est peut-être pas étranger au soutien financier que le Guide apporte à cette organisation. Avec ces mots, *Le Monde* dévalorise les propositions de ladite organisation. Le président de la Commission de l'organisation panafricaine, Jean Ping, expose ses vues au *Monde*. La résolution 1973 de l'ONU n'est pas respectée, des femmes et des enfants sont tués. Il convient de proposer un cessez-le-feu, préalable à une solution politique. Cette solution, ce serait « une gestion politique par des personnalités acceptées par les deux parties [qui s'opposent] et excluant donc Kadhafi ». La coalition a peut-être l'intention d'éliminer Kadhafi. Elle devrait songer aux « effets déstabilisateurs du conflit libyen ». Les Occidentaux « raisonnent *« à court terme »* » affirme-t-il. Deux catastrophes s'annoncent. *« Kadhafi distribue des armes à la population et les Européens aux rebelles »*. Quel est le devenir de ces armes ? Elles *« se retrouveront tôt ou tard dans le désert entre les mains des terroristes d'AQMI »*. La désorganisation que connaît la Libye fait que des millions de travailleurs africains fuient la Libye pour les pays frontaliers. Un choc est à prévoir. Jean Ping « espère que le risque islamique incitera les Occidentaux » à tenir compte de l'Union africaine et de l'opinion publique des pays arabes et africains[474]. Le journaliste du *Monde* s'arrête là dans la restitution des propos de Jean Ping. Le titre retenu pour l'article reprend le propos le plus inquiétant tenu lors de la rencontre avec Jean Ping. Avec le recul du temps, on est amené à penser que les propos du président de la Commission de l'organisation panafricaine sont importants, Jean Ping parle de ce qui peut advenir après l'intervention militaire des Occidentaux en Libye.

[473] Isabelle Mandraud, « À la frontière avec la Libye, la Tunisie subit les effets de la guerre », *Le Monde*, 3 mai 2011, p. 9.
[474] Philippe Bernard, « Jean Ping : « Les armes distribuées en Libye se retrouveront entre les mains d'AQMI » », *Le Monde*, 5 mai 2011, p. 7.

Jean Ping : « Les armes distribuées en Libye se retrouveront entre les mains d'AQMI »

A la veille de la réunion du « groupe de contact » sur le conflit libyen, le président de la Commission de l'Union africaine dit craindre des « représailles » après la mort d'Oussama Ben Laden

Rencontre

Hostile aux frappes aériennes en Libye, l'Union africaine (UA) est partisane d'une « solution africaine » à la crise. Elle a recherchée cette solution en vain, jusqu'à présent, à travers la médiation entreprise par quatre chefs d'Etat du continent. Jean Ping, président de la Commission de l'organisation panafricaine, participera, jeudi 5 mai à Rome, à la réunion du groupe de contact réunissant les pays impliqués dans les opérations militaires, qui doit chercher une solution politique au conflit.

« Les craintes d'enlisement que nous avions au sujet de l'intervention de l'OTAN se révèlent justifiées, déclare au *Monde* M. Ping. Dès que des armes et des engins sont tués, on est loin de la "responsabilité de protéger". Il faut arriver à une solution politique et cela suppose de parvenir à un cessez-le-feu. » L'UA, dont les médiateurs ont rencontré les belligérants le 25 avril, estime, à

Autour de Mouammar Kadhafi (au centre), le 10 avril à Tripoli, les médiateurs africains : (de gauche à droite) MM. Toumani Touré (Mali), Zuma (Afrique du Sud), Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville), Ould Abdel Aziz (Mauritanie) et Jean Ping. HAMZA TURKIA/CHINE NOUVELLE/SIPA

Illustration n° 31 : Autour de Mouammar Kadhafi, le 10 avril à Tripoli, les médiateurs africains : Toumani Touré (Mali), Zuma (Afrique du Sud), Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville), Ould Andel Aziz (Mauritanie) et Jean Ping. Photo : Hamza Turkia/ Chine nouvelle/SIPA.

Loin de la Libye, à New York, le Conseil de sécurité a vocation à entendre le procureur de la Cour pénale internationale. Des enquêtes sont conduites à propos de comportements répréhensibles de soldats libyens. Mais aussi à propos des rebelles qui malmènent des « personnes originaires d'Afrique soupçonnées d'être des mercenaires recrutés par Kadhafi » (ici une certaine retenue à l'égard des Africains est explicite, dans d'autres articles du *Monde*, les Africains arrêtés par les rebelles sont présentés comme des mercenaires). La Cour pénale internationale formule des reproches graves contre des cadres du régime libyen. Cela favorise le point de vue de la coalition et l'insurrection initiée par les rebelles à Benghazi[475].

Luis Moreno Ocampo, procureur de la CPI, a fait savoir le 4 mai que des mandats d'arrêt, suite aux crimes commis en Libye, seraient lancés contre Kadhafi et des proches du pouvoir[476].« Les représentants des pays occidentaux au sein du Conseil de sécurité » apprécient cette décision. En revanche la Russie et la Chine dénoncent cette façon de faire, qui ne prend « pour cible que le gouvernement Kadhafi ». Par ailleurs, pour ces pays, « la coalition engagée en Libye » ne respecte pas le mandat de départ voté à New York. Le procureur Ocampo affirme ne s'intéresser qu'aux crimes planifiés (associés par lui à Kadhafi)

[475] Alexandra Geneste, « Des mandats d'arrêt pourraient viser des dirigeants libyens », *Le Monde*, 5 mai 2011, p. 8.

[476] Tout un article, dû à Stéphanie Maupas donne des informationssur la compétence universelle de la CPI (6 mai, p. 6).

et non pas aux erreurs des rebelles (qui tuent des civils). Il donne « ainsi un blanc-seing aux forces de la coalition »[477]. Il y a de sa part un parti pris, il s'aligne sur la position des pays qui veulent faire tomber le régime de Kadhafi !

Les rebelles bénéficient, à côté de l'aide militaire, d'un soutien financier. Les pays qui soutiennent les rebelles et des organisations internationales s'efforcent de trouver des procédures afin de créer un fonds international en leur faveur. Une réunion a eu lieu à Rome le 5 mai[478]. S'approprier l'argent de Kadhafi placé à l'étranger n'est pas possible, en effet l'ONU ne prévoit une restitution de biens associés à un dictateur simplement lorsqu'un État est à même de recevoir ces biens[479]. Notons qu'un obstacle dans l'utilisation des « fonds gelés » était apparu. « En avril, selon des diplomates, des représentants de tribus libyennes s'étaient opposés à un transfert de fonds gelés au profit des rebelles de Benghazi ». Il aurait été utile de préciser le statut de ces représentants. Durant l'année 2011, certaines tribus sont restées fidèles à Kadhafi.Une précision sur ce sujet aurait facilité la compréhension de l'information rapportée.Le CNT est vue « comme seul représentant légitime du peuple libyen » par peu d'États début mai 2011. « Seuls trois États, la France, le Qatar et l'Italie, ont franchi le pas ». Les États-Unis et le Royaume-Uni ne l'ont pas franchi !

L'article traitant du soutien financier aux rebelles introduit une inquiétude quant à ceux qui bénéficieront d'un tel soutien. À Washington certains officiels s'interrogent sur le devenir des fonds réunis pour la rébellion, ils pourraient être recueillis par des éléments islamistes. Ainsi, de loin en loin, les islamistes réapparaissent sous la plume de tel ou tel journaliste du journal *Le Monde*.L'envoyée spéciale du *Monde* à la frontière tuniso-libyenne propose le portrait d'un informateur des rebelles. « Equipé de jumelles, ce fonctionnaire de l'état civil notait les positions de l'armée libyenne » et transmettait des messages aux rebelles. Repéré, il a quitté Yefren, « au cœur du territoire berbère », « à environ 120 km au sud-ouest de Tripoli », il a rejoint la Tunisie. À l'entendre, « les Berbères disent haïr le guide libyen ». Ce cadre rebelle, Mahmoud Sigouk, parle des villes et villages du Djebel Nefoussa opposées à Kadhafi (ceci a déjà été abordé dans *Le Monde*). Il aborde la question des tribus, certaines fidèles à Kadhafi, d'autres insurgées. Installé en Tunisie, il intervient dans différents

[477] Alexandra Geneste (New York, Nations Unies) et Stéphanie Maupas (La Haye), « La CPI veut poursuivre les auteurs de crimes en Libye », *Le Monde*, 6 mai 2011, p. 7.
[478] Natalie Nougayrède (avec Philippe Ridet à Rome), « Les rebelles libyens en quête de soutien financier », *Le Monde*, 6 mai 2011, p. 5.
[479] Philippe Bernard, « L'ONU ne prévoit la restitution de biens détournés qu'à des Etats », *Le Monde*, 6 mai 2011, p. 5.

domaines, il est en relation avec le CNT. La photographie qui accompagne l'article donne une image positive de ce cadre rallié à l'insurrection[480].

Le Monde

Page trois

En Libye, il surveillait les troupes du colonel Kadhafi. Contraint de fuir, Mahmoud Sigouk organise désormais la résistance depuis le sol tunisien

Itinéraire d'un cadre rebelle

Illustration n° 32 : Au poste-frontière libyen de Baouaba, devant un mur criblé de balles, le rebelle libyen Mahmoud Sigouk. Photographie : Nicolas Fauquié pour *Le Monde*. (Nalut l'ancêtre de Ben-Askar).Traduit de l'arabe en français par moi-même.

Le Monde

L'ŒIL DU MONDE 11

Illustration n° 33 : Jeudi 28 avril, au poste-frontière de Baouaba, les insurgés, très nerveux, guettent une offensive imminente des kadhafistes. L'homme aux jumelles est assis sur la borne qui sépare les deux pays. Il a le dos en Tunisie, les jambes en Libye.

Le Monde a consacré des articles sur les tensions apparues en Tunisie suite à la guerre civile en Libye. En particulier le 2 mai à propos des incursions de Libyens armés sur le territoire tunisien, et de la fuite de civils, Libyens ou non, vers la Tunisie. La situation est dramatique. « Fuyant la partie ouest de la Libye, en proie à de violents combats », des

[480] Isabelle Mandraud, « Itinéraire d'un cadre rebelle », *Le Monde*, 6 mai 2011, p. 3.

réfugiés s'efforcent de passer la frontière qui sépare la Libye de la Tunisie. D'après le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), La Tunisie a vu arriver sur son sol 500 000 réfugiés en un mois. Des campements ont été ouverts dans l'urgence. Les Tunisiens sont hospitaliers, mais on peut craindre une catastrophe humanitaire. Plus grave encore, « l'ampleur du phénomène […] menace de déstabiliser la Tunisie »[481].

Désireux de reprendre le contrôle d'un poste-frontière, celui de Baouaba, les forces loyalistes bombardent les insurgés. Des obus sont tombés sur le sol tunisien, de là des inquiétudes au sein des autorités tunisiennes[482]. Des islamistes, « dont la présence est très visible » dans la zone d'accueil des réfugiés, vont à la rencontre de ceux-ci. Divers phénomènes inquiétants se conjuguent, c'est pourquoi l'envoyée spéciale du *Monde* met l'accent sur une déstabilisation possible de la Tunisie.

Le Monde
International 5

L'afflux de réfugiés libyens menace de déstabiliser la Tunisie

Selon le HCR, plus de 50 000 civils ont fui les combats dans l'ouest de la Libye depuis près d'un mois

Reportage

Dehiba-Talaouine (Tunisie)
Envoyée spéciale

Des Libyens fuient les combats dans leur pays et tentent de gagner la Tunisie par le poste-frontière de Baouaba, le 28 avril. NICOLAS FAUQUIÉ/IMAGES DE TUNISIE POUR « LE MONDE »

Illustration n° 34 : Des Libyens fuient les combats dans leur pays et tentent de gagner la Tunisie par le poste-frontière de Baouaba, le 28 avril. Photo : Nicolas Fauquié : Images de Tunisie pour *Le Monde*.

Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), l'Office international des migrations (OIM) l'affirment : nombreux sont les Africains qui fuient la Libye. « Employés dans les secteurs du pétrole, de la construction ou de l'hôtellerie, ils fuient à la hâte avec leur famille ». « D'autres fuient la Libye par peur d'être confondus avec des mercenaires du régime […] ». Les pertes sont nombreuses, « 800 personnes seraient mortes depuis le 25 mars ». Beaucoup meurent en mer. Ils se réfugient dans des pays occidentaux méditerranéens. D'après Caritas Italie le régime libyen « force de nombreux Africains à partir

481 Isabelle Mandraud, « L'afflux de réfugiés menace de déstabiliser la Tunisie », *Le Monde,* 8-9 mai 2011, p. 5.
482 « Le sol tunisien bombardé par les troupes kadhafistes », *Le Monde*, 8-9 mai 2011, p. 5.

pour accentuer la pression sur l'Union européenne ». L'Union européenne n'aurait pas pris la mesure des déplacements de population via la Méditerranée. L'aide humanitaire n'est pas encore efficiente. L'OTAN se défend des critiques, affirmant « remplir toutes ses obligations en cas d'appel de détresse »[483]. Apparemment, les puissances occidentales belligérantes n'ont pas songé que la guerre menée contre Kadhafi et les forces loyalistes provoqueraient le chaos dans différents secteurs du pays. Une fois encore, on parle de mercenaires africains au lieu de cerner la spécificité de leur statut dans le cadre de la Libye de Kadhafi.

Voici Kadhafi à la télévision d'Etat libyenne avec des chefs tribaux, plus précisément des « représentants des tribus libyennes »[484]. L'un d'eux lui dit : « Vous serez victorieux ». « Il s'agit des premières images du dirigeant libyen depuis la frappe aérienne de l'OTAN sur la maison de l'un de ses fils, Seif Al-Arab, tué dans l'attaque avec ses trois enfants, le 30 avril » (cette frappe aérienne s'inscrit-elle dans le droit fil des résolutions de l'ONU ? Évidemment non !)[485].

Illustration n° 35 : Kadhafi dans une salle de conférences. Photo : Reuters. [LeGuide de la révolution rencontre des Chefsde tribus à l'est de la Libye. Traduit de l'arabe en français par moi-même].

[483] Jean-Pierre Stroobants, « L'Union européenne critiquée pour son inaction face à l'afflux d'émigrés de Libye », *Le Monde*, 12 mai 2011, p. 6.
[484] Kadhafi a rencontré des chefs de tribus et des responsables à l'est de la Libye, là où la révolte du 17 février a commencé. Ils ont promis de lui rester fidèles, affirmant que la plupart des tribus étaient derrière lui. Lors de cette réunion, Kadhafi a souhaité que ces hommes installés à l'est de la Libye s'entendent avec lui contre les rebelles. Les promesses n'ont pas été respectées.
[485] « Mouammar Kadhafi réapparaît sur les écrans de la télévision libyenne », *Le Monde*, 13 mai 2011, p. 2.

Les rebelles se sont emparés le 11 mai de l'aéroport de Misrata, « à l'issue de violents combats avec les forces loyales au dirigeant libyen »[486].

6 International

Doutes sur le bilan des opérations militaires en Libye

Les experts indépendants s'interrogent sur l'ampleur des pertes infligées aux forces du colonel Kadhafi

Analyse

Des insurgés célèbrent la prise de l'aéroport de Misrata aux troupes du colonel Kadhafi, mercredi 11 mai.

Illustration n°36 : Des insurgés célèbrent la prise de l'aéroport de Misrata aux troupes de Kadhafi, mercredi 11 mai. Photo : Ricardo Garcia Vilanova, AFP

Au vu des renseignements disponibles, il apparaît que les troupes de Kadhafi sont moins atteintes qu'il a été dit. Dans les villes près de Benghazi, siège du CNT, les forces loyalistes sont actives. Misrata, « ville stratégique entre Tripoli et Syrte », est cernée par des troupes fidèles à Kadhafi, malgré les bombardements de l'OTAN à leur encontre. Tripoli tient bon alors que les « frappes sur les centres de commandement et de communication » des forces loyalistes sont violentes. Les Occidentaux qui interviennent militairement sont dans l'obligation de tenir compte de la résolution 1973 de l'ONU, en dépit du fait qu'ils « font une lecture à géométrie variable » de celle-ci. Elle reste contraignante. Résultat : « la guerre piétine ». « La partie est terminée pour Kadhafi » a assuré le secrétaire général de l'OTAN ». En réalité, il faudra encore quelques mois pour assister à la défaite de Kadhafi. Les rebelles, souvent « désorganisés », ne sont guère efficaces. Pour ce qui est des bombardements, les militaires occidentaux l'admettent : « une campagne aérienne tactique n'a jamais permis de gagner une guerre ». On exclut la présence de troupes au sol. « Les quelques dizaines de « conseillers » occidentaux envoyés à Benghazi ne feront pas la différence »[487]. La partie n'est donc pas terminée pour Kadhafi ! La guerre en civile en Libye inquiète les autorités algériennes qui craignent une dissémination d'armes au profit des groupes islamistes (ce sujet a déjà été abordé dans *Le Monde* le 5 mai). De là des discussions de l'Algérie avec divers

[486] *Ibid*.
[487] Nathalie Guibert, « Doutes sur le bilan des opérations militaires en Libye », *Le Monde*, 13 mai 2011, p. 6.

pays, la Mauritanie, le Mali, le Niger, afin de renforcer les liens entre pays dans la lutte contre le terrorisme. Les enjeux sécuritaires sont importants, en particulier pour le Mali inscrit par la France sur la liste des pays dangereux en raison du terrorisme[488]. En France même, 700 enseignants et chercheurs plaident la cause du Mali vis-à-vis de la France[489].

Le journaliste ne parle pas directement de Kadhafi dans les articles publiés dans *Le Monde*. L'illustration qui accompagne un article mérite attention : elle montre des Maliens manifestant pour Kadhafi. Un Malien tient une affiche avec ces mots : « Soutenons le Guide de la révolution Kadhafi ». Au Mali, le leader libyen est apprécié, vraisemblablement parce qu'il a aidé ce pays, et parce que la Libye de Kadhafi accueille des travailleurs maliens.

6 International

Le Monde

Nouvel axe Alger-Bamako dans la lutte contre AQMI

Face à la déstabilisation en Libye, une coordination régionale des politiques antiterroristes s'affirme

Manifestation pro-Kadhafi à Bamako, la capitale du Mali, le 13 mars. OLIVIER LABAN MATTEI/THE NEW YORK TIMES POUR REDUX-REA

Illustration n° 37 : Manifestation pro-Kadhafi à Bamako, la capitale du Mali le 13 mars. Photo: Olivier Laban Mattei, *The New York Times*, Redux-Rea.

Le Monde propose un portrait d'une figure du CNT, l'avocat Abdel Hafiz Ghoga, vice-président et porte-parole du Centre national de transition. Il est présenté comme plus modéré que le président du CNT. Cet avocat assure qu'après la chute de Kadhafi, « le monde verra bien que la Libye est différente. Un pays où la loi aura le premier et le dernier mot »[490]. L'article est utile, il est là pour indiquer que les leaders de la rébellion sont à même de remplacer ceux qui gouvernent à Tripoli.

[488] Philippe Bernard, « Nouvel axe Alger Bamako dans la lutte contre AQMI », *Le Monde*, 14 mai 2011, p. 6.
[489] Philippe Bernard, « L'économie du Mali souffre des mesures de sécurité contraignantes prises par la France », *Le Monde*, 14 mai 2011, p. 6.
[490] Béatrice Gurrey, Abdel Hafiz Ghoga, la « voix » de l'insurrection libyenne », *Le Monde*, 14 mai 2011, p. 7.

Le Monde

International 7

Abdel Hafiz Ghoga, la « voix » de l'insurrection libyenne

Le porte-parole du Conseil national de transition, à Benghazi, exerçait dans la difficulté, avant la révolution du 17 février, son métier d'avocat

Profil

Abdel Hafiz Ghoga, vice-président du CNT, le 14 avril, à Benghazi.

Illustration n° 38 : Abdel Habiz Ghoga, vice-président du CNT, le 14 avril, à Benghazi. Photo : Jean-Claude Coutausse pour *Le Monde*.

Abdel Hafiz Ghoga, la « voix » de l'insurrection libyenne et le porte-parole du CNT, est souriant sur la photographie. Cet avocat bénéficie d'un certain crédit. En particulier parce qu'il fut l'un des premiers à défendre la cause des islamistes martyrisés dans la sinistre prison d'Abou Salim. Cet avocat affirmait que sans Kadhafi la Libye serait différente. Menacé lui-même par des rebelles islamistes, il s'est réfugié en Égypte.

La rébellion s'active auprès des Occidentaux pour confirmer sa légitimité face à Kadhafi. Le chef de la diplomatie de la rébellion, Mahmoud Jibril, rencontre des responsables américains. Le chef du CNT, Moustapha Abdeljalil, est à Londres. Parallèlement, « l'Union européenne a annoncé l'ouverture prochaine d'un bureau à Benghazi pour aider les rebelles »[491]. Point de soldats au sol. En revanche les experts auprès des rebelles sont nombreux, apportant divers savoir-faire.

[491]« Le représentant des rebelles libyens reçu à la Maison Blanche », *Le Monde*, 14 mai 2011, p. 2.

Illustration n° 39 : Abdel Hafiz Ghoga, présentateur au Congrès Général sous le slogan de Jamahiriya. : « *Ghoga* a lu une déclaration avant de rejoindre la révolution ».

Les forces de l'OTAN bombardent « la caserne de Bab Al-Azizia où réside normalement le dirigeant libyen ». *Le Monde* reprend une information publiée le 13 mai afin de contrebalancer des rumeurs qui laissent entendre qu'il aurait été blessé. Soucieux de maintenir le moral des forces qui lui sont fidèles, Kadhafi s'est exprimé le 13 mai sur la radio d'Etat libyenne : à l'entendre il se trouve « dans un lieu hors de portée des avions de l'OTAN ». Dans son discours il parle de « lâches croisés » à propos des forces occidentales, il est soucieux de faire appel à un discours codifié afin de faire de la Libye une guerre entre musulmans et chrétiens dans la continuation des Croisades[492].

Illustration n° 40 : Kadhafi dans une salle de conférences. Photo : Reuters. [LeGuide de la révolution rencontre des Chefsde tribus à l'est de la Libye. Traduit de l'arabe en français par moi-même].

[492] « Mouammar Kadhafi affirme être hors de portée des avions de l'OTAN », *Le Monde*, 15-16 mai 2011, p. 2.

La résistance des troupes fidèles à Kadhafi déconcerte les puissances occidentales convaincues (à tort) de leur capacité à renverser rapidement l'homme fort de la Libye. « (…) il suffirait de quelques frappes pour que le pouvoir libyen s'écroule ou capitule (…) ». C'était en mars ! En mai Kadhafi tient toujours. Obama peu désireux de s'engager dans une opération militaire dans le monde arabo-musulman qui tend à durer souhaite une moindre implication des Etats-Unis dans l'OTAN qui assume la conduite des opérations militaires. Sarkozy n'a pas apprécié un tel désengagement, lui qui attend beaucoup de l'activisme de la France dans les opérations militaires contre Kadhafi. Concrètement, il n'y a plus un leadership américain dans l'OTAN, toutefois l'aide américaine apportée aux militaires occidentaux reste capitale.

La France veut renverser Kadhafi. Elle s'impatiente ! « La France tente de convaincre ses alliés de se lancer dans un *surge* – une intensification de leurs opérations militaires […] ». Le « groupe de contact » se réunira « autour du 9 juin aux Emirats arabes unis ». Il convient de venir en position de force à la réunion (à la veille de la réunion à Londres le 29 mars 2011, « un redoublement des frappes aériennes » avait déjà pour objet d'être en position de force pour certains acteurs de la coalition contre Kadhafi). La France a recours à des hélicoptères de combat de l'armée de terre pour des frappes au sol. « La France mobilise […] toutes ses composantes militaires et 4500 hommes ». L'objectif, c'est de conduire des raids « au-dessus des villes dans lesquelles les forces pro-Kadhafi se mêlent aux civils ». Admettons ! « […] en dehors de la France et de la Grande-Bretagne […] les candidats au *surge* sont peu nombreux ». « Les Etats-Unis ont décidé de se placer en retrait […] ». La Norvège quittera le théâtre d'opérations dans un mois[493].

Un mois, cela semble suffisant pour les principaux acteurs de la coalition pour en finir avec Kadhafi. Tripoli et le complexe du Guide libyen à Bab-el-Azizya sont bombardés par l'OTAN qui « assume le risque de le tuer ». Il s'agirait en fait de faire partir Kadhafi. Dans les faits, la résolution 1973 de l'ONU n'est pas respectée : la priorité n'est pas la protection des civils, la présence de militaires occidentaux auprès des rebelles est attestée. Intervention humanitaire en Libye ? Non, l'OTAN fait la guerre à Kadhafi et aux forces loyalistes. « […] les forces de l'OTAN ont procédé à quelques 50 sorties destinées à des frappes. Celles-ci ont visé notamment un centre de commandement près de Tripoli, une installation de missiles à Al-Khoms, un dépôt de munitions à Syrte et un centre de commandement près de Brega[494].

---

[493] Nathalie Guibert, « La France veut précipiter la fin du régime libyen », *Le Monde*, 25 mai 2011, p. 4.
[494] « Le dernier bilan des opérations de l'OTAN », *ibid*.

4 INTERNATIONAL Le Monde

La France veut précipiter la fin du régime libyen

En engageant des hélicoptères de combat, Paris cherche à entraîner ses alliés dans un effort supplémentaire

Illustration n° 41 : Le 17 mai, au siège de l'Agence nationale anticorruption à Tripoli, après un bombardement des avions de l'OTAN. Photographie : Mahmoud Turkia, AFP.

Les forces loyalistes infligent de lourdes pertes aux rebelles, assiégés dans la ville de Misrata et désireux de « desserrer l'étau » qui s'est imposé à eux depuis mars. L'envoyé spécial du journal *Le Monde*, Jean-Philippe Rémy, pour capter l'attention des lecteurs met en scène, dans les premières lignes de son reportage, un rebelle qui « détonne » au sein de « la diversité bigarrée » des combattants de Misrata : un « jeune homme au visage de madone et en jeans *slim* »[495]. Le mot « madone » employé pour un homme est sans doute entendu par un lecteur français, mais il est inadapté pour un combattant musulman. Plus loin dans le reportage, il est indiqué que les forces loyalistes ont « installé des snipers dans les immeubles, y compris pour tirer sur les civils ». Cette façon de faire la guerre n'est pas convenable ! Tout s'explique, ces forces loyalistes appartiendraient à un bataillon dirigé par l'un des fils de Kadhafi. En face, les rebelles bénéficient de commentaires laudatifs. Ils « ont monté du jour au lendemain une rébellion capable de faire face aux forces loyalistes et qui se sont battus avec acharnement dans le centre-ville ».

Comment faut-il entendre la déclaration d'un rebelle qui affirme vouloir se battre en Syrie quand « on en aura terminé avec Kadhafi » ? En toute vraisemblance, ce *chabab* ne songe pas à défendre le régime de Bachar el-Assad. Jean-Philippe Rémy ne semble pas soucieux de restituer l'idéologie des rebelles. Il note que nombreux sont les blessés et les morts. « L'héroïsme de Misrata coûte cher à ses habitants ». À lire l'article du *Monde*, il va de soi que les rebelles sont des résistants que l'on doit acclamer. L'information fournie par l'AFP

[495] Jean-Philippe Rémy, « À Misrata, avec les rebelles libyens prêts à mourir », *Le Monde*, 29-30 mai 2011, p. 4.

conforte l'exclusion de Kadhafi et donc des troupes loyalistes : lors d'un sommet du G 8 à Deauville, les 26 et 27 mai, la Russie a rejoint les pays occidentaux actifs dans la coalition militaire, Kadhafi doit partir ! Il n'est pas dit qu'il serait bon de l'éliminer ! Le sort du Guide devrait trouver une solution appropriée.

4 INTERNATIONAL

Le Monde

A Misrata, avec les rebelles libyens prêts à mourir

Assiégés par les forces du colonel Kadhafi, les insurgés tentent de desserrer l'étau armé au prix de lourdes pertes

Reportage

Misrata (Libye)

Envoyé spécial

A Misrata, des insurgés ont mis en scène des vestiges de combats pour symboliser le siège de la ville.

Illustration n° 42 : À Misrata, des insurgés ont mis en scène des vestiges de combats pour symboliser le siège de la ville. Photographie de Jérôme Sessini pour *Le Monde*

Le renfort de l'OTAN se révèle toujours nécessaire pour briser les forces loyalistes. Seuls, les rebelles ne sont pas assez forts pour repousser les soldats de Kadhafi qui encerclent la ville de Misrata.

Le Monde

Mardi 31 mai 2011

International 5

Les trois fronts que les rebelles de Misrata veulent forcer

Les insurgés attendent un soutien militaire de l'OTAN pour repousser définitivement les forces pro-Kadhafi qui les encerclent toujours

Reportage

Misrata (Libye)

Envoyé spécial

Des insurgés au combat, à Misrata, le 26 mai.

Illustration n° 43 : Des insurgés au combat, à Misrata, le 26 mai. JÉRÔME SESSINI POUR «*LE MONDE* ».

L'intervention militaire en Libye a commencé le 19 mars. En juin 2011 elle piétine encore. Un chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) a actualisé pour le journal *Le Monde* « une note très fouillée datée du 21 avril ». Selon Philippe Gros « les

moyens des alliés sont limités, et il manque une stratégie commune claire ». Il cerne les trois phases de l'intervention militaire, et considère que le bilan de celle-ci est incertain.

Le gros de l'effort militaire dans le domaine aérien est assumé par la France et le Royaume-Uni. « Derrière les pays qui frappent, Canada, Norvège, Danemark, Belgique, rejoints par l'Italie et les Emirats arabes unis, n'engagent que de petits contingents d'une demi-douzaine d'avions de combat », précise le chercheur. Cela reste modeste. Tant et si bien que les forces loyalistes qui ont subi maints bombardements résistent. La coalition militaire, lors des bombardements de Tripoli, pour donner un exemple, « va au-delà de la résolution 1973 » pour les détracteurs de l'intervention militaire sous l'égide de l'OTAN[496]. Il n'est pas aisé d'intensifier les frappes en tenant compte de cette résolution.

4 INTERNATIONAL

A Misrata, avec les rebelles libyens prêts à mourir

Assiégés par les forces du colonel Kadhafi, les insurgés tentent de desserrer l'étau armé au prix de lourdes pertes

Reportage

Misrata (Libye)

Illustration n° 44 : « Un blindé de l'armée loyaliste à Ajdabya, à la mi-avril ». Photo : Jean-Claude Coutausse pour *Le Monde* (il n'est pas précisé si le blindé a été détruit par la coalition ou par les insurgés).

L'armée de Kadhafi connaît des défections. Peut-on croire à un effondrement du régime ? Non. Les pro-Kadhafi sont encore nombreux. On assiste à un enlisement du conflit, d'une part parce que les rebelles ne parviennent pas à s'organiser, d'autre part parce que Kadhafi dispose toujours de troupes loyalistes[497].

On semble bien peu se soucier de la médiation africaine dans le camp des Occidentaux impliqués dans l'intervention militaire. Jacob Zuma, président sud-africain, a rencontré Kadhafi le 30 mai à Tripoli. Il plaide, comme d'autres Africains, pour un cessez-le-feu. Les

[496] Nathalie Guibert, « Les scénarios de sortie de crise » / « Pourquoi l'opération des alliés tarde à faire plier Kadhafi », *Le Monde*, 1er juin 2011, p. 1 et p. 5.
[497] « Trois scénarios possibles après 74 jours de frappe », *Le Monde*, 1er juin 2011, p. 5.

insurgés de Benghazi ne veulent rien entendre. Les membres de la coalition anti-Kadhafi continuent les frappes sur la capitale[498]. On accorde peu de crédit aux Africains. Cela se voit dans le peu de place accordée aux Africains dans *Le Monde* alors que l'on devrait valoriser des médiateurs désireux d'éteindre une guerre civile.

Deux pages présentent la ville de Misrata, troisième ville de la Libye. Les habitants de cette ville ont opposé « une résistance acharnée » face aux forces loyalistes. « Après quarante jours de combats, les rebelles ont repoussé les forces de Mouammar Kadhafi en dehors de Misrata et les affrontent désormais à la périphérie de la ville ». Au centre de Misrata étaient réunis des chars du colonel Kadhafi, ils « ont subi des frappes de l'OTAN et ont été détruits »[499] (la photographie page 5 présente un char détruit, on peut songer à une intervention de l'OTAN par analogie avec ce que nous apprend *Le Monde* page 7). La distribution des rôles dans les deux pages considérées est claire : les rebelles ont le beau rôle ! Les loyalistes de l'armée libyenne ont vocation à perdre face aux rebelles – et à l'OTAN !

On ne saurait nier pourtantl'efficacité des troupes de Kadhafi qui combattent à Misrata. Le journal *Le Monde* laisse entendre que les *chabab*(jeunes combattants volontaires) ont conscience que les forces loyalistes sont susceptibles de provoquer des dégâts considérables sur la ville encerclée, de tuer sous une pluie de roquettes des habitants ralliés à l'insurrection. « Fini les fantaisies. Terminé les rires ». La situation est difficile pour les rebelles qui doivent se préoccuper des blessés et des tués. « Après avoir libéré la grande ville portuaire des forces loyalistes au terme de quarante jours de bataille, les rebelles de Misrata se sentaient des ailes. […] Les semaines ont passé, et les forces rebelles ont été contraintes de s'arrêter à Dafnya, à 20 kilomètres de Misrata. À la demande de l'OTAN, ils ne dépassent cette « ligne rouge » […] »[500]. Les forces loyalistes ne sont pas valorisées pour leurs qualités militaires, ce qui s'impose à la lecture du journal *Le Monde*, c'est la compassion pour les rebelles frappés dans leur chair.

[498] « La médiation africaine se dit « sapée » par l'OTAN », *Le Monde*, 1er juin 2011, p. 5.
[499] Jean-Philippe Rémy, « À Misrata, résister ou mourir », *Le Monde*, 1er juin 2011, p. 6-7. Photographies de Jérôme Sessini.
[500] Jean-Philippe Rémy, « Les rebelles libyens de Misrata souffrent sous les roquettes des forces loyalistes », *Le Monde*, 5-6 juin 2011, p. 5.

Les rebelles libyens de Misrata souffrent sous les roquettes des forces loyalistes

Les troupes du colonel Kadhafi ont accentué leur pression et leurs tirs sur la ville portuaire

Un hôpital de campagne installé par les insurgés près du front de Dafnya, le 3 juin.

Illustration n° 45 : « Un hôpital de campagne installé par les insurgés sur le front de Dafnya, le 3 juin ». Photo : Jérôme Sessini pour *Le Monde*.

Les rebelles sont enthousiastes de la précision des tirs des pilotes de la coalition. Les avions dont disposait l'armée de Kadhafi ont été détruits. *« L'OTAN, c'est incroyable ce qu'ils sontprécis »* dit un rebelle[501]. L'OTAN intervient sur plusieurs fronts. « Des hélicoptères de combat français et britanniques ont mené […] des attaques sur le territoire libyen, sous commandement de l'OTAN, dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 juin ». Selon la BBC, des hélicoptères britanniques sont intervenus dans la zone de Brega[502].

La coalition réunissant les pays hostiles à Kadhafi est convaincue que son régime ne tiendra pas des semaines. En fait il tiendra des mois. Les défections dans les différents cercles du pouvoir peuvent laisser croire que le régime est à l'agonie. *Le Monde* donne l'exemple d'une défection au plus haut niveau : Le ministre du travail a saisi l'opportunité d'une réunion à Genève de l'Organisation internationale du travail le 7 juin pour se rallier au CNT[503]. Cette défection fait suite à celles de Abdelfattah Younès[504], ministre de l'intérieur, et de Moustapha Abdeljalil, ministre de la justice, dès le 20 février, et de plusieurs autres, dans divers domaines fort importants. « La chute de Kadhafi, estiment les sources diplomatiques, est à présent davantage une question de semaines que de mois ». Et pourtant, malgré « la perte des derniers soutiens internationaux majeurs qu'étaient la Russie, la Chine, le Sénégal ou la Mauritanie », le régime tiendra encore des mois. Est-ce en recourant à la terreur comme l'affirment

[501] *Ibid*.
[502] « L'OTAN a engagé des hélicoptères de combat », *Le Monde*, 5-6 juin 2011, p. 5.
[503] Nathalie Guibert, « Les signes de l'étouffement du régime », *Le Monde*, 12 juin2011, p. 4.
[504] Ce compagnon de Kadhafi depuis toujours est une perte importantepour le régime. Selon certains experts, sa défection reste ambiguë, ils doutent d'une rupture définitive. Abdelfattah Younès connaîtra une fin tragique.

certains ? *Le Monde* précise que Kadhafi bénéficie encore de forces à son service. Il faut tenir compte du « noyau dur des forces du colonel Kadhafi, quelque 5000 hommes totalement fidèles », des « unités paramilitaires », de « l'armée régulière » (qui connaît des défections, mais pas de manière excessive »). Le chef d'état-major de la marine nationale française, l'amiral Pierre-François Forissier, face à l'Association des journalistes de défense, admet : *« On pensait que ce serait plus rapide »*[505]. L'illustration qui accompagne les articles présente un bâtiment libyen qui a souffert de bombardements. Mouammar Kadhafi est présent sur une affiche, les bras croisés. Il n'a pas souffert, lui, des bombardements. Faut-il y voir une illustration de la situation que connaît la Libye depuis l'intervention militaire étrangère ?

4 INTERNATIONAL

Le Monde

Les signes de l'étouffement du régime Kadhafi

Défections, villes libérées... Le régime libyen, réduit à un fonctionnement d'urgence, ne tient que par la terreur

Violents affrontements dans la ville de Misrata

Un bâtiment officiel endommagé, d'après le gouvernement, par les bombardements de l'OTAN, le 6 juin.

Illustration n° 46 : « Un bâtiment officiel endommagé, d'après le gouvernement, par les bombardements de l'OTAN, le 6 juin ». Photo : Ahmed Jadallah / Reuters.

La lutte conduite par les forces loyalistes autour de la ville de Misrata, « aux mains de l'opposition », continue. Elle a été « bombardée par les forces fidèles au colonel Mouammar Kadhafi ». Il y a eu des morts dans les rangs des insurgés. Parallèlement, « les avions de l'OTAN ont poursuivi leur campagne et pilonné une ville à l'ouest de Tripoli, Zouara ». Contrairement à ce qu'affirme la résolution 1973 de l'ONU, les bombardements qui sont le fait de la coalition anti-Kadhafi portent aussi atteinte aux civils. La guerre que les Occidentaux espérait rapide continue mois après mois. « Selon Washington, des discussions sont en cours avec des proches de Kadhafi pour envisager une transition du pouvoir »[506]. Faut-il prendre les déclarations de ce type au sérieux alors que les bâtiments dans lesquels

[505] Nathalie Guibert, « La marine française ne peut répondre à une guerre longue », *Le Monde*, 12 juin 2011, p. 4.

[506] « Violents affrontements dans la ville de Misrata » (AFP), *Le Monde*, 12 juin 2011, p. 4.

Kadhafi est soupçonné se trouver sont bombardés ? Peut-être que de telles déclarations ont pour objet de faire entendre auprès de l'opinion occidentale que la guerre menée en Libye est respectueuse de quelques règles.

Les membres de la coalition s'interrogent. « Par quels moyens produire la rupture souhaitée du régime du colonel Mouammar Kadhafi ? ».Des hélicoptères de combat sont engagés contre les forces de Kadhafi (*Le Monde* a déjà abordé ce sujet début juin). Ils sont intervenus plusieurs fois à Brega, à Zlintan. « Les militaires saluent la « flexibilité » apportée par les hélicoptères, pour débusquer au plus près les forces pro-Kadhafi autour des villes ». L'inconvénient, c'est le fait que ces hélicoptères sont « très vulnérables aux tirs d'armes légères ». « Passé l'effet de surprise », le recours aux hélicoptères est problématique. Comment les protéger ? Il faudrait une aide au sol. Les rebelles peuvent-ils fournir cette aide ? À défaut de celle-ci, faut-il recourir à des troupes au sol ? La résolution 1973 de l'ONU « ne permet pas en théorie une intervention au sol ». La Russie, hostile originellement aux actions militaires de l'OTAN, est préoccupée. En recourant à des hélicoptères de combat, la coalition, selon le ministre russe des affaires étrangères, n'est pas loin d'une opération terrestre. *Le Monde* aborde précisément ce qui est en jeu en juin 2011. « Si l'action des hélicoptères n'est pas décisive, quelle sera la prochaine étape ? »[507]. Il convient d'entendre : dans la conduite de la guerre contre Kadhafi.La coalition militaire contre Kadhafi est en relation avec des insurgés dans différents secteurs de la Libye, elle procède à des bombardements. Elle n'a pas encore réussi à l'emporter face à Kadhafi, qui bénéficie toujours du soutien de diverses forces loyalistes (sur ce point, voir *Le Monde* des 12-13 juin 2011).

La Libye est toujours bombardée, troupes loyalistes et bâtiments officiels libyens sont des cibles pour les militaires de la coalition internationale. La résolution 1973 de l'ONU à l'origine de l'intervention militaire était apparemment claire, il s'agissait de protéger des civils. Très vite elle a été détournée, ce qui est en jeu c'est « l'éviction du pouvoir du colonel Kadhafi ». La protection des civils n'est qu'un prétexte. Des pays africains dénoncent la façon de faire de l'OTAN, sans être entendus. Des pays européens (entre autres l'Allemagne) étaient hostiles à une intervention militaire, privilégiant une démarche humanitaire, ils ont été marginalisés.

[507] Nathalie Guibert, « L'action des hélicoptères en Libye relance le débat sur une intervention terrestre », *Le Monde*, 17 juin 2011, p. 7.

À défaut d'intervenir au sol (ce qu'interdit la résolution 1973), les militaires de la coalition ont recours à la multiplication des bombardements. Ils attendent la chute de Kadhafi, voire sa disparition[508]. À la différence de Ben Ali en Tunisie, qui à la suite de manifestations dans son pays, s'est réfugié en Arabie saoudite, Kadhafi n'accepte pas l'idée de quitter le pouvoir. Il contredit les objectifs de la coalition internationale. « Obtenir le départ du colonel Kadhafi demeure le principal point d'achoppement d'une opération internationale qui tire en longueur ».

La conduite des bombardements n'est pas aisée. L'OTAN « a reconnu avoir tué des civils lors d'un bombardement ». Il y a certainement d'autres bombardements ayant entraîné la perte de civils. « […] au sein de l'OTAN, des divisions se font jour ». Un exemple : le ministre des affaires étrangères italien […] a réclamé une « suspension des actions armées » pour « permettre une aide humanitaire », idée que la France a rejetée »[509]. La pression contre Kadhafi est militaire, elle est aussi économique. Toutefois, le Guide n'est pas donné battu,« le clan Kadhafi » dispose de réserves d'argent importantes, il peut supporter l'effort de guerre, recruter des mercenaires (on songe sans doute ici aux Touareg dont *Le Monde* a parlé précédemment).

4 INTERNATIONAL

Le conflit en Libye

Libye : les scénarios pour l'après-Kadhafi

Les Occidentaux craignent des actes de représailles, comme en Irak après la chute de Saddam Hussein, en 2003

Maintien de l'ordre

Les agents tentent de reprendre leur travail, le 16 juin, au commissariat de police de Misrata, fortement endommagé par les combats.

Illustration n° 48 : « Les agents tentent de reprendre leur travail, le 16 juin, au commissariat de police de Misrata, fortement endommagé par les combats ». Photo : Zohra Bensemra / Reuters.

508 Natalie Nougayrède, Libye : les scénarios pour l'après-Kadhafi », *Le Monde*, 24 juin 2011, p. 4.
509 Natalie Nougayrède, « Le Guide libyen prêt à combattre « jusqu'à l'au-delà » », *Le Monde*, 24 juin 2011, p. 4.

Qu'adviendra-t-il de la Libye après la chute de Kadhafi ? On se souvient de la situation chaotique qu'a connue l'Irak après la chute de Saddam Hussein. Cela peut être le cas en Libye, d'autant que de nombreuses armes sont disséminées sur tout le territoire libyen, que la paix civile ne reviendra pas après la chute du Guide. Des régions sont « pro-Kadhafi », d'autres acquises au CNT. La réconciliation n'est pas évidente entre les différents camps. Il y a un risque de représailles de la part des vainqueurs à l'encontre des vaincus. Plus grave encore, « l'on craint une montée en puissance des djihadistes ». L'ONU songe à un plan pour favoriser une transition politique. Le CNT à Benghazi veut la totalité du pouvoir. La réflexion au sein de la coalition internationale sur le *« jour d'après »* (la chute de Kadhafi) reste confuse. « Après le Kosovo, le Timor oriental et Haïti – qui semblent servir d'éléments de comparaison – la Libye du *« jour d'après »* est un énorme défi pour la communauté internationale ». *Le Monde* rend compte des difficultés à venir pour construire une transition politique. Par analogie avec l'Irak, la Libye peut connaître le chaos.

Madame Nicole Ameline, qui assuma des responsabilités politiques en France lors de l'intervention militaire en Libye, a admis, lors d'une réunion à Caen le 28 septembre 2018, que la préparation du *« jour d'après »* avait été insuffisante, ce qui a entraîné le chaos en Libye[510].

Dans *Le Monde* la Chine est rarement présente. Dans les premiers temps de la guerre civile *Le Monde* a consacré des articles aux intérêts chinois en Libye et aux travailleurs déplacés, fort nombreux dans le pays du Guide. Dans la mesure où la Chine s'est abstenue à propos de la résolution 1973 (comme la Russie et d'autres pays) et qu'elle ne semble pas être intervenue pour formuler des critiques contre les bombardements organisés par les Occidentaux (à la différence de la Russie), la Chine est largement absente du journal *Le Monde* pendant des mois. Fin juin elle noue des contacts avec les rebelles, sans doute parce qu'elle a tenu compte de « la volte-face de Moscou, fin mai au G9 à Deauville », la Russie se détournant alors du régime libyen au profit du CNT[511].

La Chine a reçu à Pékin le ministre des affaires étrangères libyen en juin, et ce même mois, le 22, « Mahmoud Jibril, l'un des dirigeants de la rébellion libyenne ». « […] le CNT est désormais, pour Pékin, *« un partenaire important de dialogue »* ». Mahmoud Jibril a

[510] Voir l'annexe n° 35, pp, 126-à-129. L'Europe de la Défense Conférence a lieu eu le 28 septembre 2018, j'ai participé de poser deux questions concernant la Libye.
[511] Voir *Le Monde*, 28 mai 2011.

promis d'« *assurer la sécurité des citoyens chinois et la propriété des projets chinois dans la zone sous son contrôle* ». La Chine a des intérêts importants en Libye, suite à la signature de contrats avec le régime de Kadhafi. Le rapprochement de la Chine avec le CNT « a été officialisé le 2 juin lors d'une rencontre à Doha entre l'ambassadeur de Chine au Qatar et le président du CNT ». Dans un premier temps, en Chine ce sont les informations fournies par le régime libyen qui étaient retenues, c'est une campagne contre l'impérialisme occidental que l'on privilégiait. Dans un second temps, alors que les autorités de Pékin se tournaient vers le CNT, « la presse chinoise a commencé, en mai, à relayer le point de vue du CNT ». Citant divers analystes, *Le Monde* affirme que « pour la Chine, en Libye, l'heure du pragmatisme a sonné »[512].

Vendredi 24 juin, on a pu voir à Tripoli, sur la place Verte, une manifestation de soutien au Guide libyen. « […] les partisans du Guide libyen ne sont peut-être pas très nombreux, souligne *Le Monde*, mais […] promettent de se servir dès que nécessaire des armes distribuées avec largesse »[513]. « […] des jeunes de la tribu des Warfalla, la plus importante numériquement du pays, affirment qu'ils n'accepteront pas sans combattre la domination d'autres tribus » (dans quelques articles parus antérieurement dans *Le Monde*, des renseignements ont été fournis sur le rôle des tribus en Libye). Selon l'envoyé spécial du *Monde* à Tripoli, « plus que les bombes […] ce sont les interrogations sur l'avenir qui ébranlent profondément Tripoli ».

4 INTERNATIONAL Le Monde

A Tripoli, l'attente obsédante d'une sortie de crise

Les manifestations de soutien à Mouammar Kadhafi se poursuivent sans masquer les interrogations sur son avenir

Reportage

Tripoli

Illustration n° 49 : Sur la place Verte, des partisans de Mouammar Kadhafi sont venus, vendredi 24 juin, tirer des coups de feu en l'air. Laurent Van der Stockt/Gamma –Raphopour *Le Monde*.

[512] Brice Pedroletti, « La Chine défend ses intérêts en Libye en discutant avec les rebelles », *Le Monde*, 25 juin 2011, p. 6.
[513] Jean-Philippe Rémy, « À Tripoli, l'attente obsédante d'une sortie de crise », *Le Monde*, 26-27 juin 2011, p. 4.

Tripoli est la cible des attaques de la coalition contre Kadhafi : « […] les frappes de l'OTAN se sont succédées dans la capitale, au fil des nuits et des semaines ». Il y a eu des « bavures ». La vie quotidienne est malaisée en raison de la pénurie d'essence. « Les étals sont remplis, mais les prix flambent ». Et pourtant, « l'une des plages de Tripoli » est bondée…En dehors de Tripoli, les différents fronts se sont figés. Dans l'est, les forces loyalistes tiennent à Brega. Au sud de Tripoli, les fidèles de Kadhafi ne sont pas au contact avec les rebelles installés dans les monts Nafusa. Du côté de Misrata, à 200 kilomètres de Tripoli, les forces loyalistes sont au contact avec les rebelles.

Parallèlement des négociations sont conduites entre des responsables libyens et des membres du CNT. À Tripoli, « dans différents centres du pouvoir » on avance que ces négociations pourraient offrir « une porte de sortie pour le Guide ». *Le Monde* rappelle que lui-même « a toujours répété qu'il ne quitterait jamais la Libye ».La Russie, « hostile aux frappes de l'OTAN », envisage possiblement un départ de Kadhafi. Depuis le vote de la résolution 1973 à l'ONU, la Russie et la Chine ont évolué sur la situation de Kadhafi au regard du pouvoir.Le complexe de la Syrte Oil Company et ses environs, à 800 kilomètres de Tripoli, est l'objet de « frappes de la coalition ». Les « installations en train de fabriquer de l'essence et du diésel » n'ont pas été visées. D'après le directeur par intérim du complexe, interrogé par des journalistes « participant à une visite encadrée par le gouvernement libyen », « *l'OTAN ne détruit jamais les installations pétrolières en Libye* ». Le 24 juin, les bombardements ont frappé exclusivement « des bâtiments semble-t-il réservés au personnel ». « Des bombes puissantes ont touché le restaurant d'entreprise, en plus de six maisons au cœur du lotissement des employés locaux ». « Selon les autorités libyennes, il y aurait eu 15 morts, le 24 juin au soir, dans le complexe pétrolier de Brega ». Un employé assure qu'il n'y avait sur le site que des civils. Le journaliste du *Monde* introduit une réserve : « Dans cette zone de front, rien n'est jamais net à ce point ». Il note différents éléments qui pourraient laisser à penser que des militaires ont été présents : une boîte de munitions, « un véhicule camouflé », un gilet pare-balles… Tout cela n'est guère probant. Aussi le journaliste avance-t-il des explications pour expliquer la présence des différents éléments notés. Il donne la parole à un ingénieur libyen, revenu de Birmingham, celui-ci affirme : « C'est une sale guerre que fait l'OTAN, une guerre pour le pétrole »[514].

[514] Jean-Philippe Rémy, « Libye : à Brega, l'OTAN est accusée de bavure », *Le Monde*, 28 juin 2011, p. 4.

Pourquoi le régime de Kadhafi tient-il autant au complexe pétrolier de Brega ? Ayant perdu la majeure partie des zones pétrolières, pour lui « Brega est essentielle pour tenir sur le front Est ». L'OTAN, désireuse d'appuyer les rebelles, « multiplie les frappes ». Dans le complexe pétrolier de Brega, des blessés suite aux frappes de l'OTAN. Pour le régime libyen, il s'agit de « crimes contre l'humanité » (ce qui est une façon de répondre aux reproches adressés par le TPI à Kadhafi dans sa lutte contre les rebelles »). Pour l'OTAN, ce sont des cibles militaires qui ont été visées. Le journaliste du *Monde* restitue ici la complexité de la guerre qui sévit en Libye.

INTERNATIONAL

Libye : à Brega, l'OTAN est accusée de bavure

Des équipes réduites font tourner a minima la raffinerie de la ville, vitale pour les troupes pro-Kadhafi du front Est

Reportage

Brega (Libye)

Une antenne de télécommunication détruite par des frappes de l'OTAN, le 24 juin, dans les environs de Brega.

Illustration n° 50 : « Une antenne de télécommunication détruite par des frappes de l'OTAN, le 24 juin, dans les environs de Brega ». Photo : Laurent Van Der Stockt, Gamma Rapho pour *Le Monde*.

« Le 27 juin les juges de la CPI délivrent des mandats d'arrêt pour « crimes contre l'humanité » à l'encontre de Mouammar Kadhafi, un de ses fils […] et le chef des services de renseignements ». Cette décision fait suite à la requête formulée par le procureur de la CPI le 16 mai, et plus haut dans le temps, à la résolution 1970 de l'ONU décidant la saisine de la CPI sur la Libye, le 26 février. Ces mandats d'arrêt sont circonscrits à trois personnes, ils représentent toutefois une menace pour des proches de Kadhafi. Aussi peuvent-ils entraîner des défections. Les membres de la coalition se félicitent de la décision des juges de la CPI. Un chef d'État africain, Jacob Zuma, est hostile à cette décision, « qui *« sape »* les efforts de médiation de l'Union africaine »[515]. Ici *Le Monde* rappelle l'action de l'Union africaine, pour dévaloriser juste après cette organisation « critique de la CPI ». Il s'agit bien de ne pas

[515] Natalie Nougayrède, « Libye : la justice internationale s'invite dans le débat sur un processus politique », *Le Monde*, 29 juin 2011, p. 6.

omettre de parler de l'Union africaine, mais aussi de ne point lui accorder trop de crédit. La question qui reste entière, c'est que faire de Kadhafi. Peut-on obtenir de lui qu'il renonce au pouvoir en échange d'une impunité ? La guerre civile perdure. Les insurgés sont ravis de la décision des juges de la CPI. « La décision a été saluée par des scènes de joie dans les rues de Misrata et de Benghazi »[516]. Cette décision est dénoncée à Tripoli, à peu près dans les mêmes termes que l'Union africaine : par le passé la CPI a pris position contre des dirigeants africains, mais point contre « les crimes commis par l'OTAN en Irak, en Afghanistan et en Libye ». Pour ce qui est de la Libye, Kadhafi a dénoncé des crimes contre l'humanité à Brega (voir *Le Monde* du 27 juin), en vain. « […] la presse, les journaux et la télévision, a-t-on écrit, ne colportent jamais de l'information pure et complète. Les faits sont *triés*. En d'autres termes, les médias choisissent – et donc, occultent – des faits du monde à traiter »[517]. C'est le cas dans le journal *Le Monde* à propos des décisions de la CPI. Sont dignes d'intérêt celles qui concernent Kadhafi et des acteurs importants du régime libyen. La critique de ces décisions par des dirigeants africains et le régime de Tripoli est rapportée dans *Le Monde*, mais pas inscrite dans un corpus textuel la dotant d'une réelle pertinence. *Le Monde*, face à la guerre civile en Libye, continue jour après jour à valoriser les rebelles et la coalition internationale, dans le droit fil des éditoriaux publiés au tout début de la déstabilisation du régime de Kadhafi.

6 International

Libye : la justice internationale s'invite dans le débat sur un processus politique

Les mandats d'arrêt visant Mouammar Kadhafi, son fils Saif Al-Islam, ainsi que le chef des services de renseignements, sont émis au moment où les tractations politiques s'accentuent

Un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) a été émis lundi 27 juin contre le Guide libyen Mouammar Kadhafi pour « crimes contre l'humanité ». Deux autres mandats, similaires, visent son fils Saif Al-Islam et le chef des services de renseignements, Abdallah Al-Senoussi. Cela ne restera pas sans impact sur la recherche d'un « processus politique » voulu notamment par la France. Les efforts de médiation se sont récemment multipliés, censés mener à un changement de régime même en l'absence d'une entrée victorieuse dans Tripoli des forces anti-Kadhafi.

Privés de l'épée de Damoclès que constituait depuis des semaines la menace d'un mandat d'arrêt, les Occidentaux semblent a priori prendre un argument pour contraindre Mouammar Kadhafi à se soumettre à un arrangement politique qui recrant le pouvoir. Mais ces mandats d'arrêt sont aussi un aver-

Des milliers de Libyens ont célébré dans les rues de Misrata, le 27 juin, l'émission du mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale à l'encontre de Mouammar Kadhafi. GIANLUIGI GUERCIA/AFP

Illustration n° 51 : « Des milliers de Libyens ont célébré dans les rues de Misrata, le 27 juin, l'émission du mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale à l'encontre de Mouammar Kadhafi ». Photo : Gianluigi Guercia/AFP.

[516] Stéphanie Maupas, « Le colonel Kadhafi visé pour des « crimes contre l'humanité » », *Le Monde*, 29 juin 2011, p. 6.
[517] Julien Lecomte, *Médias : influence, pouvoir et fiabilité. A quoi peut-on se fier*, Paris, Le Harmattan, 2012, p. 27.

Les dirigeants de plusieurs pays africains sont inquiets de la tournure des événements en Libye. « Retour massif des émigrés, prolifération d'armes au profit des rébellions locales et des islamistes, rupture des équilibres et politiques. Les conséquences potentiellement déstabilisatrices pour le continent africain de la guerre en Libye et de la fin annoncée du régime de Mouammar Kadhafi, n'ont guère été prises en compte jusqu'à présent dans la stratégie occidentale »[518].

4 INTERNATIONAL

Le conflit libyen inquiète ses voisins africains

Immigration, trafic d'armes, terrorisme : la chute annoncée de Mouammar Kadhafi fragilise ses anciens affidés

Des enfants manipulent des explosifs laissés à l'abandon, au cours du mois de juin, par les forces kadhafistes, près de la ville de Zintan.

Illustration n° 52 : « Des enfants manipulent des explosifs laissés à l'abandon, au cours du mois de juin, par les forces kadhafistes, près de la ville de Zintan ». Photo : Anis Mili / Reuters.

Les Occidentaux n'ont pas prêté attention aux propositions des dirigeants africains en faveur d'un cessez-le-feu, et d'un règlement de la confrontation entre fidèles de Kadhafi et insurgés, dans l'intérêt de la Libye. Ils ne soucient guère par ailleurs de ce qui peut advenir en Afrique en raison de la guerre civile en Libye. Avec le temps, il apparaît que Kadhafi ne saurait trouver place dans la Libye à inventer après sa chute annoncée. Certains chefs d'État africains ont abandonné Kadhafi, c'est le cas du Mauritanien Mohammed Ould Abdel Aziz et du Sénégalais Abdoulaye Wade[519]. D'autres le soutiennent encore, tel le Tchadien Idriss Déby ou le Sud-africain Jacob Zuma. Il n'y a pas unanimité dans l'Union africaine.

Le Monde relativise la valeur des témoignages de fidélité pour Kadhafi en Afrique, en effet beaucoup de dirigeants africains ont profité de ses « largesses », ils « lui restent

[518] Philippe Bernard, « Le conflit libyen inquiète ses voisins africains », *Le Monde*, 30 juin 2011, p. 4.
[519] Voir « Comment Wade a trahi son « frère » Kadhafi », *AfriquEducation*, n° 326, du 16 au 30 juin 2011, p. 10-11. A lire l'article le président Wade a trahi Kadhafi suite à un marchandage avec Nicolas Sarkozy.

redevables ». Toujours est-il que « la chute du colonel Kadhafi comporte […] « un risque de déstabilisation régionale important », a affirmé Dominique David, directeur exécutif de l'IFRI ». Du point de vue économique (fin des transferts d'argent d'Africains en Libye, fin des investissements de Kadhafi en Afrique). Du point de vue sécuritaire : « la dissémination des armes libyennes entre les mains des islamistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) nourrit de lourdes craintes ». Un directeur de recherches au CNRS, André Bourgeot, affirme : *« La guerre en Libye est une aubaine pour AQMI : elle lui donne l'occasion de se militariser »*.

André Bourgeot dit par ailleurs que l'on aurait enrôlé des Touaregs « pour *« combattre l'OTAN »* » aux côtés des forces loyalistes de Kadhafi, en leur proposant 4000 dollars. Faut-il comprendre que Kadhafi est prêt à donner de grosses sommes d'argent à des Touaregs pour renforcer les forces loyalistes ? Qu'il a recours à des mercenaires ? Deux pays frontaliers de la Libye, l'Algérie et la Tunisie, accueillent des délégations des deux camps qui s'opposent en Libye, « dans l'espoir de parvenir à une sortie négociée »[520]. Cela déplaît fort à l'Union européenne ! Aux dires du CNT, l'Algérie aurait « fourni des mercenaires aux forces loyalistes ». Cette affirmation est démentie par « le patron du haut-commandement des forces américaines pour l'Afrique, le général Carter F. Ham ». Une fois encore le sujet des « mercenaires » réapparaît pour noircir Kadhafi. Mais il est ici révoqué au vu des déclarations d'un militaire américain !

L'implication de la France auprès des rebelles est importante depuis des mois. La France ne se satisfait pas de les soutenir dans différentes enceintes internationales, de participer à une coalition militaire (dont l'activité la plus importante, c'est la mise en œuvre de bombardements contre des sites et des troupes fidèles à Kadhafi). Elle arme les rebelles libyens, en contradiction, apparemment, avec ce qui a été décidé par l'ONU le 26 février 2011. Elle « a procédé en juin à des parachutages d'armes […] au sud-ouest de Tripoli, où la rébellion a récemment progressé »[521]. Pour légitimer cette livraison d'armes, la France a invoqué, en référence à la résolution 1973 de l'ONU, la nécessité de protéger les civils. Se référer à cette résolution de cette façon est possible parce qu'elle « contient une ambiguïté ».

---

[520] Isabelle Mandraud, « Alger et Tunis manœuvrent pour trouver une « solution politique » », *Le Monde*, 30 juin 2011, p. 4.
[521] Natalie Nougayrède, « La France reconnaît avoir livré des armes aux rebelles libyens, malgré l'embargo », *Le Monde*, 1er juillet 2011, p. 6.

La France prétend ne pas violer l'embargo. La Grande-Bretagne ne lit pas la résolution dans les termes de la France, elle ne livre donc pas des armes aux rebelles.

À propos des livraisons d'armes, existe « la crainte de voir des armes détournées vers des groupes djihadistes » (ce sujet, *Le Monde* l'a abordé dans un article consacré aux craintes des pays africains en juin). La Libye de Kadhafi a bien évidemment protesté à l'annonce de distribution d'armes aux rebelles par la France. Kadhafi, dans un discours, a demandé aux Libyens de marcher vers le djebel Nafusa, là où sont les armes fournies par la France, afin de les récupérer. À entendrele premier ministre libyen, ces armes tomberont entre les mains d'AQMI, la France favorisedonc, contre elle-même, le terrorisme.

À Tripoli même, sur la place Verte, sont organisées des manifestations de soutien au colonel Kadhafi. *Le Monde* parle de « plusieurs dizaines de milliers de personnes », pour le 1er juillet. Il relativise la portée de cette manifestation dans la mesure où les personnes sont « acheminées depuis toute la Libye en bus pour faire nombre ». Le soutien à Kadhafi n'est pas authentique ! D'après *Le Monde*, les manifestations sont organisées par des serviteurs du régime. Le président français est une cible des manifestants « en raison de livraison d'armes françaises aux rebelles ». Début juillet, les rebelles du CNT « ne semblent pas en mesure de percer vers Tripoli, malgré la poursuite des frappes de l'OTAN »[522]. Ce qui ressort de l'article publié dans *Le Monde,* c'est d'une part que Kadhafi continue ses rodomontades, et d'autre part que l'OTAN continue à bombarder la capitale libyenne.

Le Monde
Dimanche 3 - Lundi 4 juillet 2011

Tripoli menace la France, qui a livré des armes aux rebelles, de « guerre ouverte »

Paris admet avoir largué des armes légères, mais dément la livraison de missiles Milan

Tripoli
Envoyé spécial

Les dernières manifestations de soutien à Mouammar Kadhafi, sur la place Verte de Tripoli, donnaient des signes d'essoufflement. Les distractions ont beaux être rares à Tripoli, les masses restent plus au rendez-vous lors de ces manifestations aux allures de fêtes familiales, avec rafales d'armes automatiques. Vendredi 1er juillet, voici à nouveau la foule. Plusieurs dizaines de milliers de personnes se pressent sur la place Verte et ses abords, acheminées depuis toute la Libye en bus pour faire nombre. A la télévision, une speakerine à la voix rauque commente en direct le rassemblement et s'emballe sur le thème du jour : Nicolas Sarkozy. Ce « chien » qui « va dans les poubelles » est pris à partie dans plusieurs langues : français, anglais, arabe.

Le président français est l'objet de toutes les attentions en raison de l'annonce de livraisons d'armes

Manifestation de soutien à Mouammar Kadhafi, à Tripoli, le 1er juillet. L. VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

Illustration n° 53 : « Manifestation de soutien à Mouammar Kadhafi, à Tripoli, le 1er juillet ». Photo : Van der Stockt pour *Le Monde*.

[522] Jean-Philippe Rémy, « Tripoli menace la France, qui a livré des armes aux rebelles, de « guerre ouverte » », *Le Monde*, 3-4 juillet 2011, p. 7.

La France est accusée « par certains de ses alliés de faire cavalier seul ». A contrario, la France formule des reproches à l'égard de nombreux pays. Pour elle la cohésion de l'OTAN est insuffisante : un fossé existe entre Américains et Européens, l'Allemagne et diverses nations sont en retrait…Certains membres de l'OTAN déplorent les modes d'action de la coalition internationale. Pour ce qui est de l'Union européenne, elle est *absente* par rapport à la guerre en Libye. « Catherine Ashton, la chef de la diplomatie européenne [a] dès le 19 mars – premier jours des frappes – assuré que l'Europe resterait neutre »[523]. Tout cela est source de déploration de la part de militaires et hommes politiques français. *Le Monde* leur donne la parole, mais ne rappelle pas pourquoi au sein de l'UE, des responsables politiques ne partagent pas le point de vue français.

Avec la Russie, les relations de la France sont plus tendues encore. Alain Juppé, ministre français des affaires étrangères, a rencontré son homologue, Sergueï Lavrov. Pour la Russie, en livrant des armes aux rebelles, la France a détourné de son sens la résolution 1973 (votée le 17 mars à l'ONU) « pour cautionner une entreprise de renversement de régime par la force, en appuyant un camp contre l'autre, dans une guerre civile libyenne ». Restituant le propos de SergueïLavrov,*Le Monde* fait bien entendre que la Russie « s'était fait piéger en autorisant (par son abstention) le vote du texte ouvrant la voie à l'action armée »[524]. Les deux conceptions de l'interventionnisme sont bien restituées.

Mois après mois, le camp de Kadhafi perd du terrain. Le 3 juillet « la Turquie, seul pays musulman de l'OTAN, a annoncé […] qu'elle reconnaissait le Conseil national de transition (CNT), […] comme étant *« le représentant légitime du peuple libyen »* »[525]. Dans un premier temps la Turquie avait pris ses distances avec une opération militaire dans laquelle étaient impliqués des Occidentaux, opération que l'on pouvait assimiler à une « croisade » (c'est un sujet sensible dans les pays musulmans, Kadhafi emploie ce terme dans ses déclarations). La Turquie proposait à Kadhafi de quitter le pouvoir, assuré de la garantie de la Turquie. Au vu de « l'intransigeance de Tripoli », la Turquie a changé de position. Elle a adapté « dans le droit turc les sanctions décidées […] par l'ONU contre Mouammar Kadhafi,

[523] Nathalie Guibert, « Paris note le manque de cohésion de l'OTAN et de l'UE », *Le Monde*, 3-4 juillet 2011, p. 7.
[524] Natalie Nougayrède, « France-Russie : un « partenariat » secoué par les crises en Libye et en Syrie », *Le Monde*, 3-4 juillet 2011, p. 7.
[525] Service international, « La Turquie reconnaît à son tour le Conseil national de transition et rompt avec Tripoli », *Le Monde*, 5 juillet 2011, p. 6.

sa famille et des proches du régime ». Elle « confirme son soutien financier aux rebelles ». Elle est favorable à un renoncement de Kadhafi au pouvoir.

Le fils de Kadhafi, Saïf Al-Islam, est convaincu que les forces loyalistes l'emporteront[526]. Lui qui est visé par « un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) » manifeste une assurance déconcertante. Pour lui, ceux qui bombardent la Libye sont « des gangsters, un groupe criminel », ils ont pour objectif de tuer Kadhafi, affirme-t-il, ce qui ne correspond pas à la résolution 1973 de l'ONU (ce qui est exact).Pour lui les rebelles ne méritent pas le respect. « Ce sont des traîtres. Ils travaillent avec des Européens, des Américains, d'autres encore pour bombarder leur propre peuple ». Peu nombreux, à l'entendre, les rebelles « sont relativement forts parce qu'ils ont l'OTAN qui se bat pour eux » (ce qui est exact). Il soutient que les rebelles, « avec l'OTAN ou sans l'OTAN », vont perdre. « L'opération de l'OTAN est particulièrement stupide, mal préparée. Tout a été fait dans la hâte. Une campagne fast-food, une campagne McDonald's » (pense-t-il convaincre ? Le propos du fils de Kadhafi est ahurissant).

Il soutient que le retour de la paix est possible. « Vous voulez que la Libye devienne comme la Suisse ? On est prêts ». Tous les accommodements sont possibles d'après lui. « Laissez les Libyens décider. S'ils veulent une monarchie, une république, ou tout ce qu'on peut imaginer ». Un « gouvernement de transition avec des technocrates de tout le pays » permettrait l'organisation d'élections (cette proposition paraît respectueuse de la démocratie).Interrogé sur les pays africains qui soutiennent le CNT, il affirme que « la France a ses valets en Afrique » (ce n'est pas faux). Dans le même temps, « nous avons de nombreux amis sur le continent » (ce n'est pas faux, l'Union africaine s'efforce de plaider pour un cessez-le-feu). Interrogé sur les crimes commis, il renverse le propos en parlant « des horreurs » commises à Benghazi (ce n'est pas faux, des hommes ont été victimes d'exécutions sommaires lorsqu'ils sont tombés aux mains des rebelles). Il introduit un parallèle entre Kadhafi et Saddam Hussein. L'intervention contre l'Irak de Saddam Hussein a été légitimée au nom d'armes de destruction massives qui n'existaient pas (c'est exact). N'est-ce pas la même chose avec Kadhafi ? « La Libye est un gigantesque gâteau que les pays *[étrangers]* veulent se partager » (*Le Monde* n'aborde pas ce sujet. Il aurait sans doute mérité d'être examiné).

[526] Saïf Al-Islam, « Avec l'OTAN ou sans l'OTAN, les rebelles vont perdre en Libye », Propos recueillis par Jean-Philippe Rémy, *Le Monde*, 5 juillet 2011, p. 6.

Il va de soi pour le fils de Kadhafi que son père « ne fait pas partie des négociations ». Autrement dit sa place n'est pas négociable, on ne saurait proposer « une solution qui ne l'implique pas » (ce maximalisme du clan Kadhafi contredit sans doute les efforts des pays favorables au Guide libyen, et désireux de trouver une procédure acceptable pour un retrait de Kadhafi).

6 International

« Avec l'OTAN ou sans l'OTAN, les rebelles vont perdre » en Libye

Saïf Al-Islam, fils du colonel Mouammar Kadhafi, estime « impossible » une solution « qui ne l'implique pas »

Entretien

« L'opération de l'OTAN est stupide, mal préparée. Tout a été fait dans la hâte. Une campagne fast-food »

Illustration n° 54 : « Saïf Al-Islam, le 2 juillet à Tripoli ». Photo : Laurent Van der Stock pour *Le Monde*.

Revenant sur les événements qui expliquent l'intervention française en mars 2011, Antoine Vitkine, journaliste et réalisateur, légitime celle-ci. « Le 19 mars, nous avons sauvé d'un bain de sang une ville de 700 000 habitants et permis à la flamme de la résistance de pas s'éteindre »[527]. Ce fut le début d'une implication française, tant militaire que politique, en Libye. « Nous avons permis aux rebelles de garder la tête hors de l'eau, et demain, par la force ou la diplomatie, de prendre le pouvoir ».

Qu'adviendra-t-il en Libye après la chute de Kadhafi ? La paix civile ou le chaos ? Antoine Vitkine considère qu'il convient « d'essayer de comprendre quel avenir se prépare en Libye ». Pour lui « l'avenir se dessine […] à Benghazi, fief de la nouvelle Libye ». Il distingue quatre groupes : 1. les jeunes civils qui ont pris les armes, qui ont acquis un certain savoir-faire, et se battent farouchement pour défendre les territoires acquis contre les forces loyalistes ; 2. des notables appartenant à divers secteurs de la société, qui ont « su tisser des liens en Europe et en Amérique » - « peu ou pas au fait de la chose militaire, [ils] dialoguent parfois difficilement avec les militaires » ; 3. Les islamistes qui se battent « contre Kadhafi l'apostat, le traître à l'islam », qui prônent la guerre sainte ; 4. La jeunesse plutôt bien formée,

[527] Antoine Vitkine, « Les quatre révolutions libyennes », *Le Monde*, 5 juin 2011, p. 22.

« beaucoup d'étudiants, anglophones, branchés sur la chaîne qatarie Al-Jazzera et Facebook », actifs dans divers médias[528]. Pour Antoine Vitkine, ce sont les dirigeants du CNT, qui assureront la transition entre l'ancienne Libye et la nouvelle[529]. « Ils ont des atouts dans leur manche ». Toutefois, « la transition post dictatoriale libyenne » peut être un cauchemar. Il faut pousser, affirme-t-il, « à une transition douce, sans violence excessive, incluant une partie du régime de Tripoli, évitant de reproduire les erreurs irakiennes[530][…] ».

À Benghazi, où « les drapeaux tricolores sont partout présents », le calme règne. « Du côté du Conseil national de transition comme dans la population, on aime à présenter Benghazi comme la vitrine de ce que pourrait être une Libye libérée de Kadhafi ». En revanche sur le front, la bataille « n'est pas exempte d'exactions » « contre un ennemi sans foi ni loi » (expression polémique pour parler des forces loyalistes).

Illustration n° 55 : dessin associant le visage de Kadhafi et la Libye. Source illisible, je vais traduire les mots en arabe.[…]

La capitale libyenne subit toujours les frappes de l'OTAN, « au cinquième mois de crise ». « L'essence manque », les chantiers de construction sont à l'arrêt. Les fidèles de Kadhafi se retrouvent sur la place Verte, les opposants se terrent[531]. Un reportage photo de Laurent Van der Stockt pour *Le Monde* ne donne à voir qu'un fragment des conditions de vie des habitants de Tripoli. L'Union africaine, même divisée, contredit la coalition internationale

[528] Trois groupes sur les quatre sont associés à un moment historique en France : 1 à la Commune, 2 à la révolution bourgeoise de 1848, 4 à Mai-68.
[529] Antoine Vitkine a rencontré des dirigeants du CNT, entre autres Abdel Fatah Younès (qui sera assassiné le 28 juillet).
[530] Antoine Vitkine songe à la désorganisation de l'Irak après l'intervention militaire occidentale.
[531] Jean-Philippe Rémy, « Dans Tripoli en guerre, le silence et l'attente », *Le Monde*, 7 juillet 2011, p. 8.

et défend toujours « la voie des négociations pour sortir de la crise en Libye ». Le chef d'État sud-africain Jacob Zuma « a trouvé une oreille attentive auprès de son homologue russe Dimitri Medvedev »[532]. Pour les Africains et les Russes, il convient d'engager des négociations, le CNT devrait renoncer à certaines exigences afin de rendre possible un processus de négociation. Nous sommes loin de l'interventionnisme de la France !

Un proche de Kadhafi peut affirmer que le départ du Guide libyen n'est pas exigé par la plus grande part des chefs d'État africains. Le CNT refuse d'entendre les chefs d'État africains. Cette attitude ne favorise pas la poursuite des *« pourparlers directs »* entre des représentants de Tripoli et des rebelles (en mi-juin des rencontres ont eu lieu en Norvège et en Italie). L'intérêt de l'article est de donner voix à des opposants de la position française, très largement présente, elle, dans *Le Monde*.

Un universitaire, Louis Gautier, auteur de *La Défense de la France après la guerre froide* (2009), interpelle les parlementaires français auxquels il est demandé de voter sur la continuation de la guerre en Libye. Cela mérite réflexion de leur part. Pour ce qui est de la gauche, écrit-il, elle « devrait y réfléchir doublement si elle ne veut éviter d'avoir à se déjuger par la suite ». *Le Monde* accueille les propos de Louis Gautier dans la page « Débats », il porte à la connaissance des lecteurs un point de vue parfois différent de la ligne adoptée par le journal[533].

Ce qui inquiète Louis Gautier, c'est que l'objet de la demande auprès des parlementaires, c'est « autoriser la prolongation d'une intervention militaire dans des circonstances où les chances de l'emporter rapidement contre le régime de Kadhafi se sont dissipées ». Les autorités françaises soutiennent le CNT au-delà de ce qu'implique la résolution 1973. L'intervention militaire est importante : « l'entrée en lice des hélicoptères de combats français, la multiplication des livraisons d'armes aux rebelles et l'envoi de conseillers militaires impliquent un changement implicite de position » de la part de la France. Que vise la France ? Le départ de Kadhafi ? Louis Gautier s'interroge : qui sait ce qui va advenir dans la guerre civile en Libye ? Quoi qu'il en soit, la prolongation de la guerre provoqueune rupture avec l'objet de la résolution 1973. Est-ce acceptable pour la gauche française ? La continuation implique des difficultés pour le président du club Orion-

[532] Christophe Châtelot (avec Jean-Philippe Rémy à Tripoli), « Divisée, l'Union africaine ne se résout pas à lâcher le colonel Kadhafi », *Le Monde*, 7 juillet 2011, p. 7.
[533] Louis Gautier, « Libye : le piège d'un vote au Parlement », *Le Monde*, 12 juillet 2011, p. 22.

JeanJaurès, en particulier « celle de devoir envisager, faute de mieux et comme un médiocre pis-aller, la partition en deux de la Libye ». Il songe à un partage à partir des lignes de front. Cette inquiétude ne s'est pas concrétisée en 2011. Mais la guerre civile ne s'est pas éteinte, elle renaîtra au-delà de 2011 sous différentes formes. La Libye aura deux parlements, celui de Tripoli et celui de Tobrouk ! La Libye verra un pouvoir installé à Benghazi affronter le pouvoir installé à Tripoli, dans un autre contexte politique.

Louis Gautier, hostile à la façon dont la France mène la guerre en Libye, sait ce que vise la France, à savoir le départ de Kadhafi. Personne n'est dupe ! « Le changement de régime comme but de guerre est assumé ». Cela a été expressément dit devant les parlementaires. « La France apparaît ainsi en première ligne dans la stratégie visant à venir à bout du dirigeant de la Grande Jamahiriya, qui multiplie les envois d'émissaires en Europe ». La France ne tient pas compte des démarches diplomatiques du régime libyen puisqu'elle ne reconnaît que le CNT. L'Italie et la Norvège ont fait le choix d'un retrait de leurs forces respectives, la France est en première ligne. « L'Elysée est pressé d'en finir ».

La volonté exprimée par la France d'obtenir le départ de Kadhafi contredit le contenu de la déclaration 1973 de l'ONU, votée le 17 mars 2011. Le président de la République contredit même le ministre de la défense, Gérard Longuet, qui parlait d'un arrêt des bombardements en cas de discussions entre Libyens. *Le Monde* raconte par le menu les contradictions apparentes dans les déclarations des autorités françaises. En effet, à côté de la politique des bombardements, une autre politique semble à l'œuvre, celle qui vise « une issue politique », et pour cette politique-là Paris se tourne vers l'Union africaine, hostile aux bombardements sur la Libye.

Pour l'Union africaine, il est souhaitable de conduire une négociation avec le CNT pour rétablir la paix, le Guide libyen se tenant « à l'écart de toute négociation ». Cette proposition rencontre l'assentiment du premier ministre libyen. La France est exigeante, elle veut le retrait de Kadhafi « avant d'envisager le moindre cessez-le-feu ». Sarkozy a reçu un émissaire libyen, le chef de cabinet de Kadhafi, mais la proposition du Guide a été rejetée. « […] le seul « message » transmis par M. Sarkozy a été d'insister sur un départ immédiat du pouvoir ». L'entourage de Kadhafi cherche des scénarios possibles pour répondre à l'exigence des Occidentaux quant à un retrait de Kadhafi, ce retrait pourrait se faire dans la dignité. « Le clan Kadhafi insiste sur le rôle de « symbole » joué par le Guide » (C'est un sujet que *Le Monde* n'a guère considéré, privilégiant une perception occidentale de Kadhafi contre une

perception arabo-africaine).L'Union africaine, attentive au sort de Kadhafi (un ami de l'Afrique), « a repris ses efforts pour trouver un pays d'accueil au Guide, en vue d'un exil ». Ce n'est plus le contexte de la résolution 1973 qui explique les déclarations des responsables politiques français. Kadhafi doit partir, on lui concède la vie sauve ! Tout ce dont parle *Le Monde* semble contredit par l'illustration qui accompagne l'article présentant ces mêmes déclarations. La France ne semble pas se soucier que Kadhafi a toujours des fidèles. Le lecteur du *Monde* doit-il percevoir la manifestation de soutien à Kadhafi comme insincère, parce qu'organisée par le pouvoir ?

4 INTERNATIONAL Le Monde

Le départ de Kadhafi, objectif de guerre selon Paris

L'Elysée veut couper court aux spéculations sur un arrêt des frappes aériennes avant que le Guide ne soit chassé

Manifestation de soutien à Mouammar Kadhafi sur la place Verte, à Tripoli, le 1er juillet.

Illustration n° 56 : « Manifestation de soutien à Mouammar Kadhafi sur la place Verte, le 1er juillet ». Photo : Laurent Vander Stock pour *Le Monde*.

Lors d'un débat à l'Assemblée nationale, François Fillon, Premier ministre, a « justifié l'intervention française » en Libye. Il convenait de porter assistance à « l'insurrection libyenne », tout en respectant la résolution 1973 de l'ONU. C'est pourquoi la France a livré des *« armes légères »* au rebelles du djebel Nefoussa ». Elle se félicite d'avoir reconnu la première le Conseil national de transition (CNT). Elle appelle de ses vœux le retrait de Kadhafi, pour autant elle ne songe pas à *« éliminer le colonel Kadhafi »*.Un député socialiste a considéré que la livraison d'armes aux rebelles ne correspond pas à ce qu'autorise la résolution 1973. Un député communiste a exigé de renoncer à la guerre pour la diplomatie, ce qui, pour un autre député socialiste, aurait pour conséquence de maintenir Kadhafi au pouvoir.

Députés et sénateurs français sont majoritairement pour la continuation de la guerre, ce qui implique que l'on souhaite chasser Kadhafi du pouvoir. *Le Monde* rend compte du fait que

« 27 élus, notamment communistes et membres du Parti de Gauche » ont refusé de soutenir la guerre en Libye[534]. La mise en page de l'article tend à légitimer le choix de la guerre : le sous-titre annonce que les socialistes (dans l'opposition) « soutiennent la prolongation de la guerre défendue par le gouvernement » : le propos rapporté d'un élu socialiste indique que cesser les opérations de guerre, ce serait *« interdire l'espérance »*.

Le Monde
Jeudi 14 juillet 2011

Feu vert des députés français pour la poursuite des opérations en Libye

Les socialistes soutiennent la prolongation de la guerre défendue par le gouvernement

A bord d'un porte-hélicoptères français, le 28 juin, au large de la Libye.

Illustration n° 57 : « À bord d'un porte-hélicoptères, le 28 juin, au large de la Libye ». Photo : Arnaud Roine /ECPAD/AFP.

Le Président français rêvait de voir défiler des rebelles de Benghazi sur les Champs-Élysées le 14 juillet. La France a conjugué livraisons d'armes aux rebelles et bombardements intensifs pour vaincre Kadhafi. Le Guide libyen a tenu bon. « Les rebelles ont progressé quelque peu […] mais la partie n'est pas gagnée ». Des Occidentaux s'inquiètent « à propos de transferts d'armes, en provenance de Libye, aux groupes djihadistes du Sahel ». Cette inquiétude est confortée par le fait que le Guide libyen serait prêt, dit-on, à s'allier à des djihadistes (il les combattait par le passé, il y aurait renversement dans la politique de Kadhafi). Sur le terrain diplomatique, des émissaires libyens rencontrent des officiels occidentaux et des représentants de la rébellion, « que ce soit au Caire, en Tunisie ou en Europe »[535]. Ces pourparlers sont importants, ils pourraient favoriser la fin de la guerre civile, *Le Monde* les signale à des dates différentes.

[534] Service international, « Feu vert des députés français pour la poursuite des opérations en Libye », *Le Monde*, 14 juillet 2011, p. 5.
[535] Natalie Nougayrède, « Le défilé des rebelles libyens n'aura pas lieu le 14 juillet », *Le Monde*, 14 juillet 2011, p. 3.

Des « tiraillements » sont apparus à Tripoli au sein de l'équipe dirigeante. A Paris des « flottements » sont à relever entre ceux qui souhaiteraient mettre un terme au conflit en Libye et ceux qui souhaitent la chute de Kadhafi[536]. Dans *Le Figaro* le premier ministre libyen a laissé entendre que des discussions pourraient avoir lieu avec les Européens, dans lesquelles le Guide libyen n'interviendrait pas. Cette proposition contredit les vues des « jusqu'au-boutistes ». À Tripoli le premier ministre a été contredit par Saïf Al-Islam, un des fils de Kadhafi. Le Chef de cabinet de Mouammar Kadhafi s'est rendu « à deux reprises à Paris ». La situation est confuse. Le ministre de la défense français, Gérard Longuet, parle d'un arrêt des bombardements, il est contredit par le Président de la République qui exige une capitulation du Guide libyen. « La guerre de Libye a pris un tour personnel. Les bombardements continuent, tandis que s'explorent dans un théâtre d'ombres, les voies d'une sortie de crise ».

Le Monde s'efforce de rendre compte des « tiraillements » et des « flottements » dans les deux capitales. Il rappelle qu'il y eut par le passé des échanges entre Paris et Tripoli. L'illustration est là pour remettre en mémoire la venue à Paris de Kadhafi, alors reçu par Nicolas Sarkozy.

Après quatre mois de guerre, des tiraillements apparaissent dans le clan Kadhafi. Mais l'exécutif français est également divisé sur la stratégie à suivre

Libye : tractations en coulisses

Illustration n° 58 : « Mouammar Kadhafi et Nicolas Sarkozy lors de la visite officielle du Guide libyen en France, le 10 décembre 2007, à l'Élysée ». Photo : Patrick Heryzeog/AFP.

Le CNT s'impose toujours plus sur la scène internationale. Trois pays européens, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg (Benelux), reconnaissent le CNT « comme le

[536] Natalie Nougayrède, « Libye : tractations en coulisses », *Le Monde*, 14 juillet 2011, p. 3.

représentant légitime du peuple libyen »[537].En Libye même, « le régime est proche de l'effondrement » selon le *Washington Post*. Pour compenser les défections dans l'armée, le régime du Guide fait appel à des mercenaires (cette information réapparaît de loin en loin).

Le responsable des affaires étrangères du CNT, intervenant à Bruxelles, a récusé « les informations faisant état de contacts entre les rebelles et le régime [libyen] », « il a jugé *« inacceptables, trop limitées, trop tardives »* les offres liées à des tentatives de médiation de l'Union africaine, entre autres ». Il a aussi affirmé que les rebelles gagnaient du terrain. L'appui de l'OTAN se révèle toujours nécessaire, aussi convient-il d'après lui, de ne pas arrêter les bombardements « en août, mois du ramadan pour les musulmans » (il contredit ainsi ceux qui aspirent à un cessez-le-feu en Libye, la période du ramadan est traditionnellement considérée comme propice pour une pause dans une guerre).Des « exactions ont été apparemment commises dans l'ouest de la Libye par des membres du CNT ». Une organisation humanitaire parle de « divers actes de violence ». L'envoyé du CNT a relativisé, voire nié cette information.Un émissaire du Kremlin a affirmé le 14 juillet que Kadhafi songeait « à faire sauter la capitale, Tripoli, en cas d'attaque des forces rebelles »[538]. Quel prix peut-accorder à cette affirmation ? Elle fait songer à l'ordre d'Hitler de détruire Paris en 1944. Ce qui ressort de l'information relevée dans le quotidien russe *Izvestia*, c'est la folie destructrice de Kadhafi.

Le Conseil national de transition s'impose de plus en plus comme l'autorité gouvernementale légitime. Lors d'une réunion du « groupe de contact » à Istanbul le 15 juillet (ce groupe « rassemble, outre la Turquie, les pays occidentaux et arabes engagés dans les opérations militaires en Libye »), le CNT a bénéficié de cette légitimité « jusqu'à la mise en place d'une autorité intérimaire »[539]. Dans le monde occidental, « Le CNT avait été reconnu en premier par la France ». Dans le monde arabe, « Le Qatar a […] été le premier Etat arabe à reconnaitre l'opposition libyenne »[540]. D'autres pays feront de même à des dates différentes. Quelques exemples. « En mai 2011, [la Jordanie] se rangeait définitivement du côté des rebelles libyens, annonçant qu'elle enverrait un envoyé permanent à Benghazi pour renforcer la coordination avec le conseil national de transition (CNT), le reconnaissant comme le

---

[537] Jean-Pierre Stroobants, « Libye : les insurgés demandent à l'OTAN de maintenir les opérations durant le ramadan », *Le Monde*, 15 juillet 2011, p. 4.
[538] « Le plan « suicidaire » du colonel Kadhafi », *Le Monde*, 15 juillet 2011, p. 5.
[539] Service international, « La rébellion libyenne reconnue comme « autorité gouvernementale légitime » par le « groupe de contact » », *Le Monde,* 17-18 juillet 2011, p. 6.
[540]*Les Cahiers de l'Orient*, n° 131, été 2018, p. 117.

représentant légitime du peuple libyen »[541]. Les États-Unis ont reconnu le CNT le 9 juin, lors d'une réunion du « groupe de contact » à Abou Dhabi.

Une telle reconnaissance du « groupe de contact » est susceptible de favoriser la rébellion libyenne. Un certain nombre d'avoir appartenant à l'État libyen pourront être utilisés par le CNT. S'adressant « à ses partisans rassemblés à Zliten, à 150 km à l'est de Tripoli », Kadhafi a affirmé que le peuple libyen piétinera les décisions du « groupe de contact » ! « Le dirigeant libyen a estimé qu'il n'imagine pas qu'un jour *« le peuple libyen soit représenté par une poignée de traîtres qui ont ouvert les portes de Benghazi à des forces croisées »* ». Le Guide libyen est toujours plein d'assurance ! Parallèlement, « dans l'optique d'une transition politique », des contacts auraient lieu entre rebelles et proches de Kadhafi. La situation est toujours incertaine.Les rebelles prétendent avoir progressé le 15 juillet en direction de Brega, site pétrolier important, et au sud de Tripoli. Les forces loyalistes tiennent à Misrata « en dépit des frappes de l'OTAN »[542].

Dans un entretien accordé au journal *Le Monde*, le secrétaire général de l'OTAN se félicite du travail accompli. Il fait implicitement référence à la résolution 1973 de l'ONU : « Nous sommes mandatés par l'ONU pour protéger les civils et nous avons l'intention d'accomplir pleinement ce mandat »[543].Protéger les civils, est-ce mener une guerre à outrance contre le régime libyen ? Il faut l'entendre ainsi : « Nous avons détruit une part considérable des machines de guerre de Kadhafi. Nous avons évité un massacre du peuple libyen ». Concrètement, protéger les civils, cela exige le départ de Kadhafi. « La question n'est pas de savoir si Kadhafi va quitter le pouvoir mais quand ». Ainsi est-il possible de légitimer les bombardements aériens.

Anders Fogh Rasmussen s'interroge sur le respect de la période du ramadan par Kadhafi : « Nous pourrions espérer que le régime de Kadhafi arrête ses attaques durant le ramadan ». Que s'est-il passé durant le ramadan ? C'est le CNT qui a réclamé la continuation des frappes aériennes contre les forces loyalistes. Il n'est pas venu à l'esprit du secrétaire général de l'OTAN de dénoncer le CNT peu désireux d'arrêter les frappes.Peu de membres de l'OTAN ont participé aux frappes. Anders Fogh Rasmusen ne répond pas sur ce point. Il

---

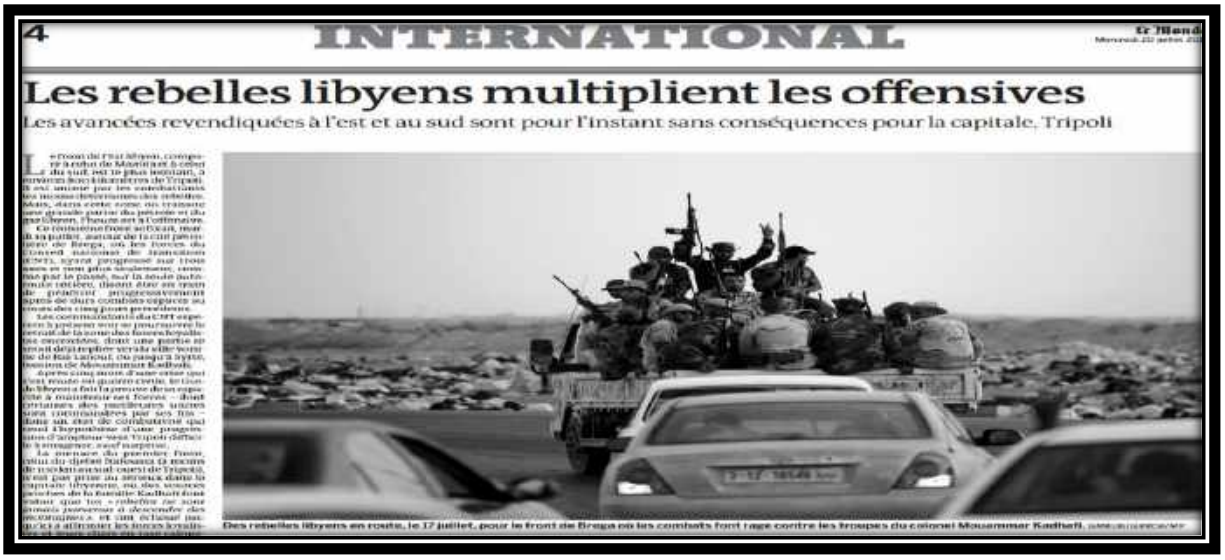
[541] Vincent Legrand, « La politique étrangère jordanienne dans le « printemps arabe » », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 107, automne 2012, p. 137.
[542] AFP, « Nouvelle offensive des rebelles sur le front oriental », Le Monde, 17-18 juillet 2011, p. 6.
[543] M. Rasmussen : « La Libye c'est l'histoire positive d'un engagement européen de l'OTAN », Propos recueillis par Nathalie Guibert, *Le Monde*, 20 juillet 2011, p. 4.

valorise l'opération conduite par l'OTAN. « L'opération libyenne, c'est l'histoire positive d'un engagement européen de l'OTAN. Pour la première fois, il s'agit d'une opération dont les Européens ont pris la tête avec le Canada et des partenaires arabes ». Ne serait-il pas plus juste de dire : « des Européens » ? Ne conviendrait-il pas de préciser quelles sont les motivations des partenaires arabes ? Le secrétaire général de l'OTAN ne précise pas quelles sont les motivations des pays européens, la France et le Royaume-Uni, impliqués dès les premiers moments de la guerre civile dans le soutien au CNT.

Sur le front de l'est libyen, « à environ 800 kilomètres de Tripoli », « autour de la cité pétrolière de Brega », les rebelles sont bien implantés, les forces loyalistes pour certaines ont rejoint Ras Lanouf, une ville voisine. Le guide libyen dispose toujours de forces qui manifestent de la combativité. *Le Monde* note que certaines de ces forces « sont commandées par ses fils »[544].Sur le front situé au sud-ouest de Tripoli, dans le djebel Nafoussa, les forces hostiles à Kadhafi piétinent. En ce qui concerne Misrata, les forces loyalistes tiennent bon à Zlitan. Sur tous ces fronts, les rebelles bénéficient des frappes de l'OTAN. Mouammar Kadhafi « multiplie […] les déclarations enflammées » à l'adresse de ses adversaires. Toutefois la continuation de la guerre civile le dessert. « Dans le camp loyaliste, notamment, l'essence manque ». Pour les rebelles, s'emparer de Brega, « où convergent les pipelines des zones pétrolifères les plus riches de Libye », et qui possède des infrastructures en rapport avec l'exploitation du pétrole, est capital. L'un des fils de Kadhafi assure la défense de Brega, un autre de ses fils « opère, lui, autour de Misrata ».

En mettant l'accent sur les fils de Kadhafi présents sur différents sites, *Le Monde* laisse entendre que c'est un clan familial qui est à la tête de la Libye. En ce qui concerne l'armée, « certaines des meilleures unités sont commandées par ses fils ». IL y a donc à côté de celles-ci d'autres unités à même de combattre. Elles ne sont pas valorisées, à la différence des groupes de rebelles, souvent présentes dans des articles ou des photographies dans le journal *Le Monde*.

[544] Jean-Philippe Rémy, « Les rebelles libyens multiplient les offensives », *Le Monde*, 20 juillet 2011, p. 4.



4 INTERNATIONAL Le Monde

Les rebelles libyens multiplient les offensives

Les avancées revendiquées à l'est et au sud sont pour l'instant sans conséquences pour la capitale, Tripoli

Des rebelles libyens en route, le 17 juillet, pour le front de Brega où les combats font rage contre les troupes du colonel Mouammar Kadhafi.

Illustration n° 59 : « Des rebelles libyens en route, le 17 juillet, pour le front de Brega où les combats font rage contre les troupes de Mouammar Kadhafi ». Photo : Gianluigi Guercia/AFP.

Un petit texte nourri d'informations fournies par l'AFP et la BBC indique que des pourparlers ont eu lieu « entre des émissaires de la diplomatie américaine et représentants du régime de Mouammar Kadhafi »[545]. Les Américains ont formulé une exigence, énoncée par beaucoup de pays hostiles au Guide libyen : *« Kadhafi doit quitter le pouvoir »*.

Les hélicoptères français de l'armée de terre, « depuis leur engagement dans la nuit du 3 au 4 août », frappent les forces loyalistes. « Leur action, selon les spécialistes, s'apparente à un engagement de *« haute intensité »* »[546]. En recourant à des hélicoptères de combat, où se situe la France par rapport à la résolution 1973 de l'ONU ? Attaquer des cibles militaires, est-ce protéger les civils ? Les hélicoptères « volent à moins de 50 m du sol », « la nuit, dans les conditions d'obscurité maximale ». Cette façon de procéder ne s'accompagne pas d'une occupation au sol (ce que la résolution 1973 interdit).« Ces moyens n'ont pas renversé la situation en Libye, mais ils produisent un effet de harcèlement certain ». Désireuses d'échapper à un tel harcèlement, les forces loyalistes ont cherché la parade, « notamment en dissimulant leurs moyens la nuit venue ». Elles résistent donc[547].« Au début de l'intervention [de l'OTAN], les troupes du colonel Kadhafi étaient censées ne représenter qu'une bouchée de pain ». Malgré un nombre très important de frappes au sol, le régime tient encore. Le prolongement de la guerre « est devenu coûteux, à la fois sur le plan matériel et politique ».

[545] AFP, BBC, « Contacts entre Américains et émissaires de M. Kadhafi », *Le Monde*, 20 juillet 2011, p. 4.
[546] Nathalie Guibert, « Près de deux mois de frappes intensives pour les hélicoptères français », *Le Monde*, 27 juillet 2011, p. 4.
[547] Sur l'emploi des hélicoptères de l'armée de terre, voir « Raids sur la Libye », p. 95-140, in Général Yann Pertuisel, *De la terre, par le ciel. Récits de combats Afghanistan-Côte d'Ivoire-Libye*, Paris, Economica, 2014.

C'est pourquoi les Occidentaux songent à offrir une porte de sortie à Kadhafi, « le moyen de sauver la face, alors que sa rhétorique s'est […] durcie ». Le CNT, longtemps hostile à ce que Kadhafi reste en Libye après une défaite militaire, semble avoir révisé son jugement. Pour la France une *« solution politique »* apparaît nécessaire, cela pourrait se traduire par un éloignement de Kadhafi de la Libye, *« pour qu'il ne puisse pas intervenir dans la vie intérieure du pays »*, précise un conseiller de Nicolas Sarkozy.La position de la France est quelque peu confuse. *Le Monde* affirme que « la France jongle avec des impératifs contradictoires », parle de « contorsion ». Pour la France, il convient d'arrêter prioritairement les combats. On pourrait oublier la CPI, la Russie va dans le même sens.

Si l'on en croit *Le Monde*, la rébellion « a infiltré Tripoli ». L'illustration qui accompagne l'article publié dans *Le Monde* le 27 juillet présente une foule à Tripoli acquise, semble-t-il, au Guide libyen. Ceci dit, le portrait géant du Gide libyen a été déployé sur la place Verte le 22 juillet. La situation a pu évoluer entre le 22 et la veille du 27 juillet.

4 INTERNATIONAL

Les Occidentaux évasifs sur le sort du Guide libyen

Le flou autour de l'avenir de Mouammar Kadhafi, une fois déchu, est entretenu pour faciliter un règlement négoci

Un portrait géant du Guide libyen, Mouammar Kadhafi, a été déployé sur la place Verte.

Illustration n° 60 : « Un portrait géant du Guide libyen, Mouammar Kadhafi, a été déployé sur la place Verte, au centre de Tripoli, vendredi 22 juillet ». Photo : Ismaïl Zetouny /Reuters.

Le 27 juillet nouveau succès diplomatique pour le CNT : les autorités britanniques décident « de le considérer comme *« seule autorité gouvernementale en Libye »* ».Sur le terrain les rebelles, « en dépit du soutien militaire que leur apportent l'OTAN et leurs alliés occidentaux », n'ont pas réussi à percer « les lignes de défense des forces pro-Kadhafi ». Toutefois, au crédit de la rébellion, il convient de noter la prise de « deux localités situées près

de la frontière tunisienne, au sud-ouest de Tripoli » le 28 juillet[548] (d'autres articles dans *Le Monde* préciseront cette information).L'assassinat le 28 juillet d'Abdel Fatah Younès, anciennement proche de Kadhafi, rallié au CNT, semble être le fruit d'un règlement de compte « au sein des instances de la rébellion »[549]. Les informations au sujet de cet assassinat sont confuses. Pareillement sont confuses les informations concernant des tractations entre rebelles de Benghazi et cadres du régime libyen.

L'assassinat du chef militaire libyen le général Abdel Fatah Younès est à l'origine d'un bouleversement important dans l'organisation mise en place par les rebelles. A côté du Conseil national de transition (CNT) qui traite avec des puissances étrangères, « organe politique du mouvement », la rébellion dispose d'un « bureau exécutif », « composé de quatorze membres ». Le CNT reproche à ce « bureau exécutif » d'avoir commis des erreurs administratives liées à cet assassinat. La mort du général, « passé à la rébellion dès son déclenchement », « avait provoqué de nombreux remous au sein de l'exécutif de la rébellion ». D'après le CNT, certains membres du « bureau exécutif » ont mal géré la crise née de l'assassinat, un remaniement était donc nécessaire pour *« repartir sur de nouvelles bases »*. L'article du *Monde* ne dit rien d'une éventuelle implication d'islamistes dans cet attentat.Ce même article indique que le 8 août « la situation semblait figée » en Libye. Sur un front, les forces loyalistes, pourtant bombardées par les forces de l'OTAN, résistent à Zliten. Sur un autre front, du côté de la Tunisie, les rebelles avancent vers la périphérie de Tripoli. Contrairement à ce qu'affirme la coalition anti-Kadhafi, des civils sont victimes des raids de l'OTAN. « L'Unesco a dénoncé le bombardement par l'OTAN, le 30 juillet à Tripoli, d'émetteurs de la télévision publique libyenne. Trois employés avaient trouvé la mort dans ce raid »[550]. Cette information n'est pas accompagnée d'un commentaire. En fait, ces émetteurs sont une cible parce qu'ils transmettent les messages de résistance de Kadhafi. Nous sommes loin de l'application stricte de la résolution 1973.Mouammar Kadhafi a assuré le 15 août, dans un message télévisé, que les forces loyalistes reprendraient les villes tombées aux mains des rebelles[551]. Cela peut surprendre. N'est-ce pas contredit par la réalité sur le terrain ? La ville de Zawiyah, à 40 km à l'ouest de Tripoli, a été conquise. « L'entrée […] des rebelles dans cette ville stratégique après six mois de révolte contre le régime de Kadhafi représente l'une des

[548] AFP, « Succès de l'insurrection dans l'ouest de la Libye », *Le Monde*, 30 juillet 2011, p. 5.
[549] Service international, « Le chef militaire de la rébellion libyenne assassiné », *Le Monde*, 30 juillet 2011, p. 5.
[550] Benjamin Barthe, « Le Conseil national de transition libyen a limogé son « bureau exécutif » », *Le Monde*, 10 août 2011, p. 5.
[551] AFP, « Le colonel Kadhafi s'exprime après les avancées des rebelles dans l'ouest », *Le Monde*, 16 août 2011, p. 5.

avancées les plus significatives depuis le début du conflit ». À Misrata et à Brega, les forces loyalistes sont attaquées par les rebelles.

Les rebelles consolident le front à l'ouest et au sud de Tripoli. Ils occupent trois villes, Zaouïa, Sorman et Gharyan, très proches de la capitale libyenne. Pourront-ils sauvegarder leurs gains ou seront-ils amenés à reculer face aux forces loyales au Guide libyen ? Quoi qu'il en soit, Kadhafi est menacé à l'ouest, les actions militaires des rebelles coupent Tripoli « de sa voie d'approvisionnement traditionnelle, via la Tunisie »[552]. Vers l'est de la Libye, comme l'indique *Le Monde* du 16 août, les rebelles attaquent Brega. « La prise de Brega constituerait une victoire d'étape cruciale dans la guerre d'usure entre pro et anti-Kadhafi ». La Libye, avant les désordres impliqués par la guerre civile, était « le troisième pays producteur de pétrole en Afrique ». Brega, ville portuaire, offre la possibilité de gagner des sommes importantes en échange de l'exportation du brut.

Le Monde souligne un événement révélateur de l'état d'esprit qui règne dans les cercles du pouvoir libyen officiel. Un vice-ministre de l'intérieur s'est réfugié au Caire avec sa famille. Parallèlement des discussions ont lieu « entre des responsables du régime et du CNT » en Tunisie. *Le Monde* souligne que les rebelles, dont les avancées sur le terrain sont manifestes, « paraissent peu susceptibles de faire la moindre concession au régime Kadhafi ». L'esprit général de l'article publié le 17 août va dans le sens d'un étranglement des forces loyalistes, ce que confirment la carte de la Libye et l'illustration.

4 INTERNATIONAL Le Monde

Les rebelles libyens progressent vers Tripoli

Le vice-ministre de l'intérieur du régime du colonel Kadhafi, Nasser Al-Mabrouk Abdallah, aurait fait défection

Les rebelles ont privé le régime Kadhafi de sa voie d'approvisionnement traditionnelle, via la Tunisie

Des insurgés, le 14 août, à un carrefour : tout droit, Zaouïa, à droite, Tripoli.

Illustration n°61 : Des insurgés, le 14 août, à un carrefour : tout droit, Zaouïra, à droite, Tripoli. Photo : Bob Strong/Reuters.

[552] Benjamin Barthe, « Les rebelles libyens progressent vers Tripoli », *Le Monde*, 17 août 2011, p. 4.

Tripoli la capitale de la Libye est pour une grande part investie par les rebelles. Le 21 août la fameuse place Verte, là où Kadhafi prononçait ses discours, a changé de nom ; elle est devenue la place des Martyrs. Le monde, adoptant le point de vue des rebelles, précise : elle « a été rebaptisée en hommage aux victimes de la révolution libyenne ». « […] la rébellion a réussi un coup d'éclat […] ses forces se sont emparées de l'essentiel de Tripoli […] ». Cela a été rendu possible parce que la rébellion disposait de « partisans dissimulés à l'intérieur de Tripoli ». Et parce qu'elle a bénéficié du concours de l'OTAN « qui a multiplié les frappes tactiques ». Il va de soi pour le journal *Le Monde* que le Guide libyen devait affronter simultanément la rébellion et la coalition internationale.La dimension religieuse de la rébellion est notée dans le journal *Le Monde* mais n'appelle pas de commentaire. Lors du soulèvement final le 20 août, « Par les haut-parleurs de leurs mosquées, des imams de Tripoli appellent les habitants à descendre dans la rue ».Kadhafi est vaincu, « son règne de quarante-deux ans sur la Libye a pris fin [le 21 août] ». Le journal *Le Monde* est enthousiaste : le CNT « a fait basculer l'Histoire sur les rivages de la Méditerranée »[553].Le numéro deux du CNT, Mahmoud Jibril demande aux vainqueurs de la bataille de Tripoli de ne point exercer de vengeance, de respecter les prisonniers, de ne pas prendre aux étrangers.

Le Monde

Mardi 23 août 2011 – 1,50 € – www.lemonde.fr

Le régime du colonel Kadhafi est tombé

De violents combats faisaient rage, lundi matin, autour de la résidence du Guide

Sans attendre la chute de Tripoli, les Occidentaux préparent l'après-Kadhafi

Depuis 1969, le dictateur libyen n'a cessé de changer d'idéologie Pages 4 à 7

Lundi 22 août au matin, un insurgé brandit le drapeau de la rébellion sur la place principale de Tripoli.

Illustrations n°62 : 1 –Lundi 22 août au matin, un insurgé brandit le drapeau de la rébellion sur la place principale de Tripoli. Photo : Bryan Denton/The New York Times (p. 1).

[553] Benjamin Barthe, « Les insurgés libyens s'emparent de Tripoli », *Le Monde*, 23 août 2011, p. 4.

4 INTERNATIONAL Le Monde

La chute du régime Kadhafi

Les insurgés libyens s'emparent de Tripoli

Des combats se poursuivaient lundi matin : les rebelles donnaient l'assaut à la résidence du colonel Kadhafi

La rébellion, qu'on disait fragilisée par les divisions et minée par son amateurisme militaire, a réussi un coup d'éclat

Des Libyens célèbrent, à l'aube du 22 août, la prise par les rebelles du quartier de Tajoura, dans la banlieue de Tripoli. AFP

Illustration n° 63 : 2 - Des Libyens célèbrent, à l'aube du 22 août, la prise par les rebelles du quartier de Tajoura dans la banlieue de Tripoli. Photo AFP.

La France craint des débordements sanglants susceptibles « de noircir le bilan de l'intervention de l'OTAN ». Aussi espère-t-elle « des défections dans les rangs des troupes loyalistes », ce qui réduirait les confrontations entre fidèles de Kadhafi et rebelles (présentés comme légitimes par la France). De tels débordements sont possibles. « Les scénarios du « jour d'après » - après le renversement de Kadhafi – restent un sujet de grande préoccupation pour les Occidentaux, confrontés à toutes les incertitudes d'un pays secoué par des mois de guerre civile »[554].

L'éditorial du *Monde*publié le 23 août célèbre la victoire du peuple libyen contre Kadhafi, « le tyran fantasque et sinistre au pouvoir depuis 1969 », cette victoire s'inscrit dans la continuité des « révolutions démocratiques du printemps en Tunisie et en Égypte ». Il rend hommage à « la coalition internationale pilotée par l'OTAN et autorisée par l'ONU »[555] (omettant de préciser qu'il y eut des réticences quant à l'application de la résolution 1973 de l'ONU, et que la coalition internationale s'est davantage soucier d'abattre le régime de Kadhafi que de protéger les civils conformément à cette résolution).L'éditorial du *Monde* rappelle que « la France et le Royaume-Uni ont occupé une place de premier rang » au sein de la coalition internationale, puis aux tirs massifs de missiles Tomahawk américains ». Le propos se veut pondéré, rendant hommage à l'action de la France sans omettre d'autres pays alliés de la France. L'action de la France était légitime parce que « les valeurs démocratiques

[554] Natalie Nougayrède, « L'Elyzée, convaincu de la victoire imminente des rebelles, craint des débordements », *Le Monde*, 23 août 2011, p. 4.
[555] Editorial, « Après la guerre, gagner la paix », *Le Monde*, 23 août 2011, p. 1.

étaient en jeu ». Qu'adviendra-t-il de la Libye après la fin de la guerre civile ? Au CNT de « faire preuve de sa capacité à rassembler », à « la partie victorieuse » de respecter les droits fondamentaux. Aux Occidentaux il reviendra « d'y veiller ». *Le Monde*, acquis à la rébellion initiée à Benghazi, suggère que la seule victoire ne peut suffire à rétablir la paix dans un pays qui a connu une guerre civile meurtrière. La valorisation du « printemps arabe » reste raisonnée, attentive aux drames à venir possibles. Le portrait que donne *Le Monde*de Kadhafi n'est pas flatteur. « Depuis 1969, il s'est réclamé du panafricanisme, du panarabisme, du socialisme, de l'islam… Tout était bon pour garder le pouvoir ». Kadhafi est né dans une famille « qui avait pris part à la longue lutte contre le pouvoir colonial italien ». Influencé par le nassérisme, il songera, dans le temps de ses études dans une académie militaire, à réunir autour de lui des « officiers libres unionistes ». En 1969, il organise un coup d'Etat contre le roi Idriss. Il voit alors dans Nasser le chef du nationalisme arabe. Ce tableau quelque peu positif est contredit par cette affirmation : « Son souci d'imiter le modèle égyptien frise l'obsession et parfois le ridicule. Le décalage est […] net entre le régime nassérien, assagi par ses nombreux revers, et l'impétueux colonel […] ». Après la disparition de Nasser en 1970, « il s'estime le plus qualifié pour relever l'étendard du panarabisme ». Il s'oppose au capitalisme et au *« communisme juif »*, il se réfère au Coran, il prétend mettre sur pied le *« pouvoir populaire direct »*. Secrétaire général du Congrès général du peuple, instance suprême alors en Libye, il s'oppose brutalement à toute opposition. *Le Monde* rappelle qu'« il fait exécuter, en avril 1977, pour la première fois, une trentaine d'opposants. Ils ne seront pas les derniers ». Pour les lecteurs du journal *Le Monde* en 2011, après la chute de Kadhafi, s'impose l'image d'un dictateur. En plus dangereux ! « Déçu par ses échecs arabes, il se tourne vers le continent africain », et intervient « tous azimuts ». Cela inquiète. Il accueille en Libye des membres de « mouvements de libération nationale opposés à l'« impérialisme américain » ». Cela inquiète plus encore. La Libye est impliquée dans des attentats contre des avions de ligne, une fois en 1988, une autre fois en 1989. « En 1992, l'ONU vote un embargo contre la Libye. Le colonel s'enfonce dans un lancinant isolement ». Désireux de ne point connaître le sort de Saddam Hussein, accusé (à tort) par les Américains de complicité avec les attentats anti-américains de septembre 2001, Kadhafi « joue les auxiliaires « dans la guerre contre le terrorisme islamiste. « Washington l'absout donc, et l'Europe se presse à nouveau, parfois sans grande pudeur à Tripoli ». Le pétrole libyen attire les convoitises. Après le règlement de l'affaire des infirmières bulgares, poursuivies à tort en Libye pour empoisonnement, la France accueille « en grande pompe » le « dictateur libyen », lors de sa visite il « multiplie provocations et coups de griffe ». Ces mots sont là pour légitimer la

campagne militaire française contre Kadhafi en 2011. Kadhafi est alors présent sur la scène internationale. En Afrique. Au siège des nations unies à New York… En revanche « il s'intéresse peu » à son propre pays. La Libye c'est seulement un Eldorado pétrolier. Ses « anciens amis britannique et français » favoriseront une intervention de l'OTAN au prétexte de porter assistance aux rebelles de Benghazi dans le contexte du « printemps arabe » en 2011. « Sauvée de justesse, l'insurrection peut alors instiller ses poisons ». Avec le concours de l'OTAN. Kadhafi a « découvert trop tard une colère qui lui avait échappé, celle de son peuple »[556].

Plusieurs illustrations accompagnent le tableau chronologique de l'action politique de Kadhafi depuis 1969. Elles donnent pour certaines une image positive du « dictateur libyen ». En avril 1986, Kadhafi échappe à un bombardement américain, en revanche « une de ses filles meurt lors du raid ». En avril 1992, Kadhafi rencontre Yasser Arafat à Tripoli, le chef de l'OLP exprime sa solidarité du peuple palestinien avec la Jamahiriya libyenne », alors que l'ONU a voté une résolution contre la Libye. Intégrées dans le corps de l'article, ces informations historiques auraient donné une image différente de celle que donne l'article rédigé, Kadhafi apparaît dans les deux illustrations citées comme un acteur majeur de la cause arabe.

Contrairement à ce que pouvait croire une lecture superficielle du *Monde,* datée du 23 août, la première page du *Monde* datée du 24 août nous apprend que Tripoli, fief de Kadhafi, n'est pas encore tombée aux mains des insurgés, que des forces loyalistes continuent à se battre. Il y a un décalage entre la date des photographies et la date de leur intégration dans lle journal *Le Monde* (voir l'illustration).

[556]Jean Gueyras et Gilles Paris, « Mouammar Kadhafi, Guide aux multiples visages », *Le Monde*, 23 août 2011, p. 6-7.

Le Monde

Mercredi 24 août 2011 · 1,50 € · www.lemonde.fr

Le volet pénal du dossier DSK se referme aux Etats-Unis

Le procureur de Manhattan a demandé au juge d'abandonner les poursuites contre l'ex-directeur du FMI
Une décision dénoncée comme un déni de justice par l'avocat de Nafissatou Diallo
En France, le parquet de Paris poursuit l'enquête sur l'affaire Tristane Banon
Entretien avec l'écrivain Jerome Charyn sur le jeu des médias américains et les erreurs de DSK Page 9

La lutte acharnée pour le contrôle de Tripoli

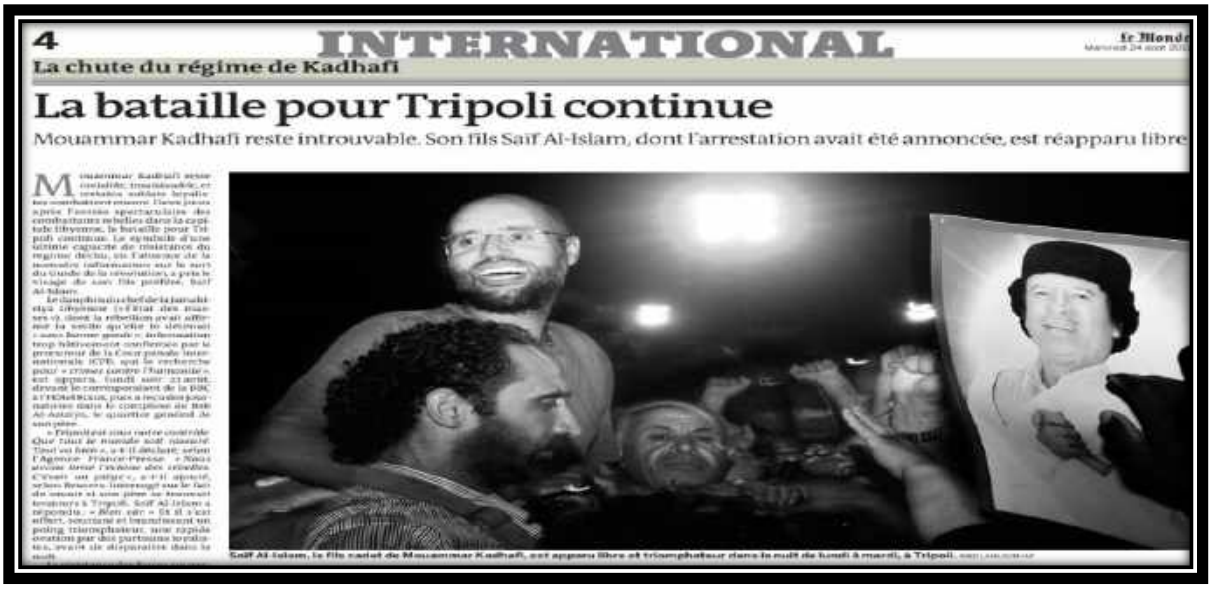
La traque de M. Kadhafi. Reportage à Benghazi en liesse Pages 3, 4, 6, 17 et 18

Des rebelles à l'assaut du QG du colonel Kadhafi, le 22 août.

Illustration n° 64 : Des rebelles à l'assaut du QG du colonel Kadhafi, le 22 août. Photo : E. De Malglaive/Abacapress.com (p. 1).

« La bataille pour Tripoli continue »[557].À la tête de la résistance l'un des fils de Kadhafi, Saïf Al-Islam. Il a reçu des journalistes dans le quartier général de son père. La résistance des forces loyalistes est telle que les rebelles piétinent dans leur marche, aussi ceux-ci attendent-ils des renforts. Ceci étant, le CNT est assuré de la victoire. « La communauté internationale a […] enterré le dirigeant libyen, même si aucune capitale ne se risque à émettre un pronostic sur son sort ». Il faut entendre surtout les membres de la coalition et les pays proches d'elle. La Russie, l'important c'est de *« mettre un terme au carnage entre Libyens »*. La Chine (qui a beaucoup investi en Libye) exhorte *« l'Occident à nettoyer le désordre qu'il a mis en Libye »*. Ces déclarations n'apparaissent pas dans l'éditorial publié dans *Le Monde* daté du 23 août, cela serait en contradiction avec la satisfaction affichée à l'annonce de la prise de Tripoli. Les opposants à la coalition trouvent place dans le journal, mais de façon marginale.

[557] Service international, « La bataille pour Tripoli continue », *Le Monde*, 24 août 2011, p. 4.



4 INTERNATIONAL Le Monde

La chute du régime de Kadhafi

La bataille pour Tripoli continue

Mouammar Kadhafi reste introuvable. Son fils Saïf Al-Islam, dont l'arrestation avait été annoncée, est réapparu libre

Saïf Al-Islam, le fils cadet de Mouammar Kadhafi, est apparu libre et triomphateur dans la nuit de lundi à mardi, à Tripoli.

Illustration n° 65 : Saïf Al-Islam, le fils cadet de Mouammar Kadhafi, est apparu libre et triomphateur dans la nuit de lundi à mardi, à Tripoli. Photo : Imed Lamloum/AP.

Depuis la fin du mois de juillet la bataille entre rebelles, appuyés par les forces de l'OTAN, et forces loyalistes a fait rage à Brega, à 240 km à l'ouest de Benghazi. Fin août, les rebelles ont pris possession de la cité pétrolière. L'envoyée spéciale du *Monde* a remarqué « les pick-up des rebelles et les tanks à chenille chargés sur des camions »[558]. Les uns et les autres « rejoignent la ligne de front est, à Ras Lanouf, à quelque 160 km à l'ouest de Brega ».Dans Brega, avec l'arrêt des combats, on a vu des familles, jusqu'alors réfugiées dans d'autres villes à l'est de Brega, revenir. « […] les habitants découvrent l'étendue des dégâts ». Nombreuses sont les maisons bombardées, pillées, saccagées. « Dans la ville, constate la journaliste du *Monde*, les rideaux de fer des magasins qui n'ont pas été éventrés restent baissés ». Le retour à la sécurité se fera attendre, il faut faire attention aux obus non explosés, aux mines. Ceci dit, le colonel rencontré, « Mouftah Mansour Al-Mougassabi se félicite de la prise de la ville ». « Avec ses hommes, il devait rejoindre le front [le 26 août] ». Les loyalistes représentent toujours un danger, ils redoubleraient « de violence contre toute cible, civile ou militaire ».

L'Allemagne n'avait pas rejoint les pays bellicistes à l'ONU lors du vote de la résolution 1973, elle s'était abstenue, comme la Russie et d'autres pays non européens. Elle privilégiait des sanctions économiques contre le régime libyen et était hostile à l'intervention militaire de la coalition. La victoire de cette même coalition en août 2011 fragilise la position du ministre allemand des affaires étrangères Guido Westerwelle. Des voix se font entendre en

[558] Laure Stephan, « Dans Brega, les habitants regagnent prudemment leurs maisons dévastées », *Le Monde*, 27 août 2011, p. 5.

Allemagne pour qu'il s'efface. En fait, « l'abstention de l'Allemagne a été prise en plein accord entre la chancellerie et le ministère des affaires étrangères »[559]. Angela Merkel en retrait en ce qui concerne la Libye souffre de critiques, mais moins que le ministre Guido Westervelle. Celui-ci a salué le renversement de Kadhafi suite à un engagement international. En fait il s'adapte à la situation qui s'impose à lui.Le journal *Le Monde* ne concède nullement à Angela Merkel et son ministre qu'ils se souciaient de vies humaines et voulaient éloigner le spectre de la guerre en Libye. Leur position n'est pas rappelée.

[559] Frédéric Lemaître, « La victoire des rebelles libyens prend un goût amer pour la diplomatie allemande », *Le Monde*, 31 août 2011, p. 4.

1. 1. 1. Syrte assiégée, ville martyre

Octobre 2011, la plupart des articles publiés par le journal *Le Monde* à propos de la guerre civile en Libye exposent la situation de Syrte, dernier bastion de Mouammar Kadhafi. La prise de la ville, plusieurs fois annoncée, prendra plusieurs semaines.

L'envoyée spéciale du *Monde*, Cécile Hennion, dans le journal daté des 2-3 octobre, raconte ce qui se passe aux abords de Syrte, fief des forces loyalistes[560]. Les rebelles s'efforcent de distinguer, dit-elle, les civils des membres des brigades pro-Kadhafi. Un homme arrêté se révèle être « un officier de coordination à la sécurité centrale de Syrte et un « volontaire » grassement payé des forces kadhafistes ». « Vingt et un mille dinars libyens (12352 euros), c'est la somme reçue le 1er août » par ce combattant « volontaire ». Une telle présentation laisse entendre que les défenseurs de Syrte peuvent se battre pour de l'argent, plus que par conviction ! L'adverbe employé par la journaliste mérite d'être relevé : « grassement ».Des personnes présentes à Syrte et susceptibles de quitter la ville sont recherchées, entre autres un des fils de Kadhafi, Mouatassem, et « le général Abou Hadima qui fit exécuter 40 officiers le 4 mars à Ras Lanouf, dont 20 officiers de la tribu Furjan, qui combat […] auprès des troupes révolutionnaires » (information intéressante parce qu'elle révèle la dimension tribale de la guerre civile en Libye en 2011).

Illustration : À la sortie de la ville de Syrte, le 29 septembre. Photographie : Enrico Dagnino pour *Le Monde*.

[560] Cécile Hennion, « À Syrte, les rebelles libyens s'efforcent de distinguer les civils des pro-Kadhafi », *Le Monde*, 2-3 octobre 2011, p. 4.

Des chefs de quelques-unes des grandes familles de Syrte ont accepté de pactiser avec les rebelles. Cécile Hennion, envoyée spéciale, raconte la rencontre dans *Le Monde* du 5 octobre[561]. « Ce ralliement de dernière minute a permis une nouvelle avancée rebelle […] ». Toutefois, la résistance des forces loyalistes reste forte. Importantes sont les pertes « dans les rangs des révolutionnaires » (ce dernier mot se substitue souvent au mot « rebelles »). À l'intérieur de la ville de Syrte, la situation est chaotique. Manque d'eau, de médicaments… Les assiégés souhaiteraient une intervention du Comité international de la Croix-Rouge. Ceux qui sont présentés comme des révolutionnaires s'y refusent, convaincus que Mouatassem, un des fils de Kadhafi, a pu quitter Syrte par la mer grâce au concours d'un employé de la Croix-Rouge. Cette certitude sera contredite par les faits. Dans son article, Cécile Hennion ne laisse pas paraître que la position de ceux qui assiègent Syrte est inhumaine. Au prétexte de la fuite prétendue de Mouatassem, c'est toute la population de Syrte qui doit souffrir, semble-t-il. Rien n'est dit dans l'article du *Monde* sur ce qui motive la résistance de Syrte.

18 | DÉCRYPTAGES L'ŒIL DU MONDE

Le Monde

Les cheikhs qui tiennent la ville négocient avec les rebelles. Mais c'est au prix de combats acharnés que la cité kadhafiste devrait tomber. Récit-photo d'une longue chute

Mètre par mètre, la prise de Syrte

Illustrations : La brigade du Matin du 17-Février gagne du terrain maison par maison.

L'OTAN a favorisé la chute de Kadhafi. Quelles leçons tirer suite à un engagement militaire auprès du CNT ? Le sujet est abordé dans *Le Monde* du 7 octobre. Lors d'une réunion des ministres de la défense des pays membres de l'Alliance atlantique, les 5-6 octobre, on a relevé « quelques inquiétants ratés »[562]. En effet « la campagne libyenne a mis à l'épreuve la cohésion de l'Alliance et a rappelé les lacunes capacitaires de l'Alliance ».

[561] Cécile Hennion, « Mètre par mètre, la prise de Syrte », *Le Monde*, 5 octobre 2011, p. 18.
[562] Nathalie Guibert et Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, correspondant), « L'OTAN en Syrie : mission réussie, mais des ratés », *Le Monde*, 7 octobre 2011, p. 3.

Toutefois le secrétaire général de l'OTAN peut affirmer que le mandat de l'ONU a été respecté (ce qui est discutable), que l'action militaire a été efficace, sans troupes au sol.Les Européens ont bénéficié de l'aide des Américains. Pour 75% des moyens de reconnaissance, 80% des moyens de ravitaillement en vol, et pour « tous les moyens de suppression des défenses anti-aériennes libyennes ». « Sans eux, l'opération s'arrêtait net ». De plus, des centres européens n'ont pas été opérationnels, aussi a-t-il fallu faire appel à des officiers américains. Tous les membres de l'OTAN n'ont pas accepté l'intervention militaire. « La décision de l'Allemagne, de la Pologne et de la Turquie de ne pas recourir à la force a provoqué de vives tensions ». Le secrétaire général de l'OTAN a déploré cette situation, d'après *Le Monde*. Peut-être aurait-il été bienvenu de rappeler pourquoi certains pays avaient manifesté des réserves contre une intervention militaire…

Le Monde

INTERNATIONAL

L'OTAN en Libye : mission réussie, mais des ratés

Réunis à Bruxelles, les ministres de la défense de l'Alliance tirent les premières leçons de l'intervention militaire

M. Panetta : l'Europe doit investir dans l'OTAN

Un convoi de la brigade du Matin du 17-Février dans les faubourgs de Syrte, le 4 octobre.

Illustration : Un convoi de la brigade du Matin du 17-Février dans les faubourgs de Syrte, le 4 octobre. Photographie : Enrico Dagnino pour *Le Monde*.

Cette illustration peut accompagner un article de Cécile Hennion dans lequel elle donne la parole à un rebelle âgé de 30 ans qui « se bat depuis le mois de mars sur le front de l'Est, en électron libre »[563]. Aux dires de ce rebelle, « les combattants ennemis […] ne sont pas *des Libyens mais des mercenaires étrangers* » (le thème des mercenaires apparaît une fois encore, via un adversaire des forces loyalistes ». Il « n'a jamais eu d'estime pour les Syrtois », il est vrai fidèles à Kadhafi. À propos de la fouille d'une maison, il parle d'un homme de confiance du Guide libyen, « qui figue parmi les criminels recherchés par les nouvelles

[563] Cécile Hennion, « La guerre d'Abdallah, rebelle syrien solitaire », *Le Monde*, 7 octobre 2011, p. 3.

autorités ». Mercenaires, criminels, ceux qui servent Kadhafi, à le lire, ne méritent que le mépris. Et c'est ce qu'entend un lecteur du journal *Le Monde*, faute d'un témoignage contradictoire.Syrte résiste toujours. Une journaliste du *Monde*, Cécile Hennion, rend compte de la situation locale, dans *Le Monde* daté des 16-17 octobre[564]. Les combats continuent rue par rue, les rebelles rencontrant des résistances au « cœur de la ville ». « Syrte est une citée dévastée », écrit-elle. Les « bombardements à l'artillerie lourde » de la part des rebelles n'auraient pas suffi à vaincre les fidèles de Kadhafi. L'OTAN, qui sert les vues du CNT, a organisé des « frappes aériennes » pendant « plus de deux semaines ». « Refusant tous les appels à la reddition, la ville natale du Guide libyen déchu, Mouammar Kadhafi, a opposé une résistance tant acharnée que désespérée ». Une telle résistance semble honorable. Le propos de Cécile Hennion est contrebalancé par ce qu'elle dit des « tireurs d'élite à la solde de Mouammar Kadhafi ». La formulation « à la solde » introduit une dimension péjorative alors que plus haut dans le texte elle parle des « loyalistes ». Cette formulation réapparaît à propos des pro-Kadhafi prisonniers : parmi eux, selon les rebelles, des « combattants à la solde de Mouammar Kadhafi ». Cécile Hennion nous apprend que les révolutionnaires, autrement dit les rebelles, découvrent dans le centre-ville des « petits palais syrtois réservés aux notables de la tribu Kadhafa ». Voici une nouvelle indication confirmant l'importance des tribus dans la guerre civile de 2011.

Les rebelles se présentent comme des *« libérateurs »*. En fait « la cité n'aura pas été *« libérée »*, elle a été mise à genoux, les os brisés ». « Les civils évacués ne sortent pas en faisant le V de la victoire ».L'hôpital Avicenne, « situé au cœur de la ville », accueille de nombreux blessés, civils et militaires, laissés quasiment sans soin. Aux dires d'une porte-parole de la Croix-Rouge « rencontrée sur place », la situation est *« chaotique, voire désespérée »*. Un psychiatre de Benghazi, cité par la journaliste du *Monde*, « pense qu'à Syrte *« Kadhafi agagné la bataille médiatique ».« Il a fait passer les rebelles pour des terroristes et des islamistes. Les femmes hurlent et pleurent à nos check-points comme si elles arrivaient en enfer, alors qu'on voulait leur offrir la Libye libre »*, lâche-t-il avec dépit ». Ce qui est dit dans l'article de Cécile Hennion nous apprend que la population de Syrte vit fort mal la prise de Syrte par les rebelles. Le Guide libyen bénéficiait de soutiens dans celle ville, sa ville natale. *Le Monde* du 21 octobre évoquera la poursuite des combats dans Syrte.

[564] Cécile Hennion, « Syrte ou la victoire amère des rebelles libyens », *Le Monde*, 16-17 octobre 2011, p. 3.

Le Monde

INTERNATIONAL | 3

Syrte ou la victoire amère des rebelles libyens

Le bastion de Kadhafi, contrôlé en majorité par les forces du nouveau régime, a été ravagé par les combats

Syrte
Envoyée spéciale

Des hommes de la brigade du Matin du 17 février dans Syrte, le 12 octobre.

Illustration : Des hommes de la brigade du Matin du 17 février dans Syrte, le 12 octobre. Photographie : Enrico Dagnino pour *Le Monde.*

Une information AFP reprise par *Le Monde* nous apprend que Tripoli, conquise par les forces du CNT le 23 août, a connu le 14 octobre « des combats entre des partisans du dirigeant déchu libyen Mouammar Kadhafi et des forces du nouveau régime », dans un quartier populaire. Donc à Tripoli, alors que la défaite des forces loyalistes semble consommée, des fidèles du Guide libyen refusent l'ordre nouveau. A Syrte des loyalistes refusent toujours la reddition.

De nombreux civils habitent Syrte, dernier bastion kadhafiste. Ces civils sont sous le feu des armes lourdes utilisées par les rebelles qui assiègent la ville. « Le paysage de dévastation de la ville atteste de la violence subie par les habitants ». Le mandat de l'ONU auquel se réfère l'OTAN, c'est la protection des civils. Syrte devrait donc bénéficier d'une telle protection. Mais cette protection n'est-elle pas sacrifiée pour briser la résistance des fidèles de Kadhafi ? Nathalie Guibert et Natalie Nougayrède précisent : « aucun dirigeant occidental ne s'est prononcé publiquement sur le sort de Syrte ». Les « officiels de l'OTAN » font porter la responsabilité des malheurs des habitants de Syrte sur les combattants kadhafistes, indiquent que l'opportunité de fuir a été offerte, *« l'espace de deux, trois semaines »*. De plus, les combattants du CNT interviendraient avec retenue. « Le siège de Syrte, reconnaissent des diplomates, présente une *« difficulté morale »* », rapportent les deux journalistes. Un porte-parole du comité militaire de l'OTAN admet : *« [la protection] est due à tous les civils, dans la mesure du possible. Mais comme nous n'avons pas de troupes sur le terrain, nous n'avons pas la possibilité d'intervenir dans tous les cas »*. Concrètement

l'OTAN attend du CNT que les combattants qui assiègent Syrte se comportent correctement. N'est-ce pas se voiler la face ? Les deux journalistes concluent leur article sur un « cri d'alarme ». « Début octobre, écrivent-elles, le Comité international de la Croix-Rouge lançait un cri d'alarme en qualifiant de *« désespérée »* la situation des civils de Syrte. Un commentaire qui, précise son président, Jakob Kellenberger, s'adressait à *« tous les belligérants »* »[565].

Le Monde reprend, dans un éditorial, dans le journal daté des 16-17 octobre, les affirmations de l'OTAN : « Le dernier carré des forces kadhafistes a réduit les habitants à l'état de boucliers humains », ce qui tend à disculper l'OTAN et le CNT. Il note toutefois ce que la situation a de dramatique : « l'intervention de l'OTAN en Libye, menée au nom de la « protection des civils » et voulue par l'ONU, cautionne de fait, à Syrte, un siège et une offensive des forces rebelles qui mettent des civils en grand danger »[566]. L'éditorial du *Monde* rappelle la déclaration du Comité international de la Croix-Rouge. Il pointe le silence des « dirigeants des pays occidentaux » sur le « sort fait aux habitants [de Syrte] ». La conclusion de l'éditorial interpelle les Occidentaux qui ont apporté leur soutien au CNT. « Les « kadhafistes » ont pris les habitants de la ville en otage. Mais les Occidentaux seront, comme le CNT, qu'ils ont parrainé, comptables du bilan humain de cette bataille. Le visage de la victoire, en Libye, se joue à Syrte ». *Le Monde* prend date. Cet éditorial relativise certaines déclarations lyriques sur la Libye et la démocratie. La violence exercée par les rebelles à l'égard de ceux qui sont restés fidèles à Kadhafi peut ternir le visage de la victoire. Le fait que dans la période au-delà du17 octobre on puisse évoquer des crimes de guerre ternira plus encore « le visage de la victoire ».

[565] Nathalie Guibert et Natalie Nougayrède, « La « protection des civils » mise à mal à Syrte », *Le Monde*, 16-17 octobre 2011, p. 4.
[566] Editorial, « La ville martyre et le silence des Occidentaux », *Le Monde*, 16-17 octobre 2011, p. 1.

Le Monde

démocratie
nne
urté.

Bob Dylan, le mythe décrypté
L'icône du rock est en tournée en Europe. Regard du critique américain Greil Marcus.

GÉO & POLITIQUE
Cristina Kirchner, un destin argentin
Elle pourrait être réélue à la tête du pays. Les clés d'un succès.

taire
reux
s
x, une fin de campagne
rançois Hollande
sultats a été fiabilisé

A Syrte, les civils pris au piège de la guerre
Bastion kadhafiste, la ville libyenne a été ravagée par les combats. Reportage Pages 3 et 4

Illustration : À Syrte les civils pris au piège de la guerre. Photographie : Enrico Dagnino pour *Le Monde*.

Le CNT soutenu par divers pays, dont la France, apparaît victorieux, nous apprend *Le Monde* le 21 octobre. Et pourtant l'un de ses membres, Mahmoud Jibril, s'exprimant à Tripoli le 19 octobre, a dit craindre une *« évolution vers le chaos »*. En raison de ses prises de position, ce numéro deux du CNT est « la cible des critiques de courants, au sein du CNT, allant des islamistes à des responsables militaires ». Pour lui la Libye peut connaître un combat politique *« sans aucune limite »* alors qu'il conviendrait de construire un gouvernement attentif à tous les Libyens. Faute d'un processus de gouvernement, la Libye risque de sombrer « dans le chaos »[567]. L'inquiétude manifestée par le numéro deux du CNT sera présente dans les propos d'Alexandre Najjar, intervenant dans *Le Monde* du 27 octobre 2011.

Présente à Tripoli le 18 octobre, Hillary Clinton, secrétaire d'État américaine, « interrogée sur les risques de guerre civile en Libye », a affirmé la nécessité de regrouper les différentes factions qui ont combattu les forces loyalistes dans *« une armée nationale et une force de police sous commandement civil »*. Cela n'aura pas lieu. La Libye connaîtra maintes tensions après la chute du Guide.Dans un entretien à un quotidien arabophone, Mahmoud Jibril a affirmé que le colonel Mouammar Kadhafi tentait de revenir au pouvoir avec différentes forces, certaines sur le territoire libyen, d'autres hors de Libye. « […] d'après lui, l'ancien dirigeant se déplace en permanence entre le sud libyen, le nord du Niger et l'Algérie ». Le sud libyen, c'est un territoire dans lequel résident des Noirs de Libye que l'on

[567]Annick Cojean, « Des tensions internes fragilisent le Conseil de transition libyen », *Le Monde*, 21 octobre 2011, p. 4.

tend à présenter comme des mercenaires. Les Noirs venus d'ailleurs ne sont sans doute pas des mercenaires aux yeux de Kadhafi, simplement des hommes qui apportent leur concours pour sauvegarder son projet politique en Afrique, à savoir tourner la Libye pays essentiellement arabe vers le continent noir. Nous ne disposons pas dans *Le Monde* du 21 octobre d'un éclairage sur les vues de Kadhafi. Très souvent on se satisfait de parler de « mercenaires » pour tous les Noirs présents en Libye.

Contrairement à ce que laissait entendre l'article de Cécile Hennion, la ville de Syrte n'est pas encore totalement prise par les anciens rebelles se présentant déjà comme victorieux partout en Libye, à lire une information fournie par l'AFP, reprise le 21 octobre. « L'incapacité des ex-rebelles à s'emparer de la ville portuaire, deux mois après la chute de Tripoli, a semé le doute quant à leur capacité à imposer leur autorité à l'échelle nationale »[568]. Présentant la ville comme « libérée », ils ont rencontré « un feu nourri » le 18 octobre, et ont dû se replier. Le 19 les combats reprenaient. « […] ils piétinent à Syrte, ils sont en revanche venus à bout […] des dernières poches de résistance loyalistes à Bani Walid […] ». Des hommes continuent à se battre alors que le régime du Guide libyen n'est plus. La loyauté des forces loyalistes révèle que Mouammar Kadhafi bénéficiait de réels soutiens.

[568] « Les forces du CNT disent avancer à Syrte », *Le Monde*, 21 octobre 2011, p. 4.

1. 1. 2. Kadhafi assassiné

La ville de Syrte est tombée. Est-ce la fin de la guerre civile ? Le paysage politique en Libye est contrasté, et pour une part inquiétant. Le lynchage et l'assassinat de Kadhafi, présent dans Syrte, sa ville natale, éviteront un procès diligenté par la Cour pénale internationale à l'encontre de l'ex-Guide libyen. Mais ils augurent mal de l'avenir de la Libye désormais entre les mains du CNT, du moins en apparence. Des crimes de guerre auraient été commis à Syrte envers des officiers et soldats loyalistes. Des ONG s'émeuvent. Des soutiens occidentaux du CNT se posent des questions...

La position du journal *Le Monde* face à l'exécution de Kadhafi par des rebelles est explicitement exposée dans un éditorial, publié le 22 octobre. Cet éditorial laisse entendre que cette exécution tient à la façon dont le Guide libyen gérait le pays. « La fin sanglante et barbare de l'ancien Guide libyen après une vaine tentative de fuite du bastion historique où il s'était retranché est une part inquiétante de l'héritage qu'il a laissé derrière lui »[569]. Toutefois, pour *Le Monde*, le jugement de Kadhafi par la justice internationale aurait permis un inventaire « salutaire et indispensable », pour préparer l'avenir. On peut craindre que la guerre civile, autre legs de Kadhafi, « qui s'est achevée sur les ruines de Syrte », ne précède pas « la nouvelle Libye […] célébrée sur tous les tons dès la nouvelle de la mort de Mouammar Kadhafi connue ». *Le Monde* a conscience que la Libye connaît « des clivages régionaux », que le CNT connaît des « divergences politiques ». Pour autant il est convaincu que « les nouveaux responsables libyens ne manquent pas d'atouts ». D'une part le pays bénéficie de « ressources pétrolières ». D'autre part, la Libye pourra s'inspirer des évolutions que connaissent des pays voisins.

Faute de quoi, l'exécution de Kadhafi ne serait pas seulement un legs de l'ancien dictateur. « Le lynchage sinistre d'un bouffon sanguinaire » serait un « présage inquiétant ». La chute de l'éditorial ouvre sur l'avenir, la Libye pourrait connaître un sort funeste, comme l'Irak « après la chute de Saddam Hussein ».Au-dessus de l'éditorial, une photographie montre des Libyennes qui fêtent la mort du tyran à Tripoli. L'annonce de l'exécution de Kadhafi occupe une ligne sous l'illustration : « Les rebelles libyens ont débusqué Mouammar Kadhafi à Syrte et l'ont lynché ». Cette ligne est rédigée en petits caractères. *Le Monde* a valorisé le 22 octobre la fête faisant suite à l'annonce de l'exécution de Kadhafi.

[569] Editorial, « La part sombre de l'héritage Kadhafi », *Le Monde*, 22 octobre 2011, p. 1.

Le Monde WEEK-END

Samedi 22 octobre 2011 - 67e année - N°20762 www.lemonde.fr Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

Les Libyens fêtent la mort du tyran

Les rebelles libyens ont débusqué Mouammar Kadhafi à Syrte et l'ont lynché Lire pages 2 à 5 et 24

À Tripoli, place des Martyrs, jeudi soir 20 octobre. La fin du dictateur a mis la foule en liesse.

Les affaires se multiplient autour de DSK

Dominique Strauss-Kahn et son proche entourage n'en ont pas terminé avec les affaires judiciaires. A Barcelès (Val-d'Oise), son successeur, le maire et député (PS) François Pupponi, est confronté à une série d'enquêtes. Aucune mise en examen, mais des plaintes, des perquisitions et des écoutes pour éclaircir le rôle du maire et de ses employés dans une série de dossiers sensibles.

A Lille, l'enquête sur un réseau de prostitution présumé aggravé a conduit un commissaire-divisionnaire, Jean-Christophe Lagarde, en garde à vue. Les policiers s'interrogent notamment sur ses liens avec Dominique Strauss-Kahn et sur l'organisation de voyages avec des jeunes femmes à Washington, avant l'affaire Nafissatou Diallo, en compagnie d'un proxénète présumé.

Illustration : À Tripoli, place des Martyrs, jeudi soir 20 octobre. La fin du dictateur a mis la foule en liesse. Photographie : Suhaib Salem/Reuters.

En page intérieure, nous avons une deuxième photographie, elle montre des Libyennes qui disent leur joie... S'agit-il d'une manifestation spontanée ? D'une manifestation organisée par les vainqueurs ? Point d'information.

4 | L'ÉVÉNEMENT Le Monde

LA FIN DE MOUAMMAR KADHAFI

Tripoli, stupéfaite puis joyeuse, célèbre « la mort du tyran » et croit en l'avenir

La capitale espère que la fin de Mouammar Kadhafi annonce une nouvelle ère de stabilité

Reportage

Tripoli
Envoyée spéciale

Des Libyennes envahissent les rues de Tripoli à l'annonce de la mort du dictateur libyen.

De nombreux défis attendent des rebelles divisés

Le CNT doit former un gouvernement, organiser des élections, désarmer les milices

Analyse

Illustration : Des Libyennes envahissent les rues de Tripoli à l'annonce de la mort du dictateur libyen. Photographie : Marco Longari/AFP.

À Tripoli, à l'annonce de la mort de Kadhafi, des individus de différentes professions se sont réunis pour dire leur enthousiasme, chantant, criant « Allah Akbar ». Sur les images diffusées par Al-Jazira ils ont vus l'image de l'ex-Guide libyen, « misérable, pitoyable, sans

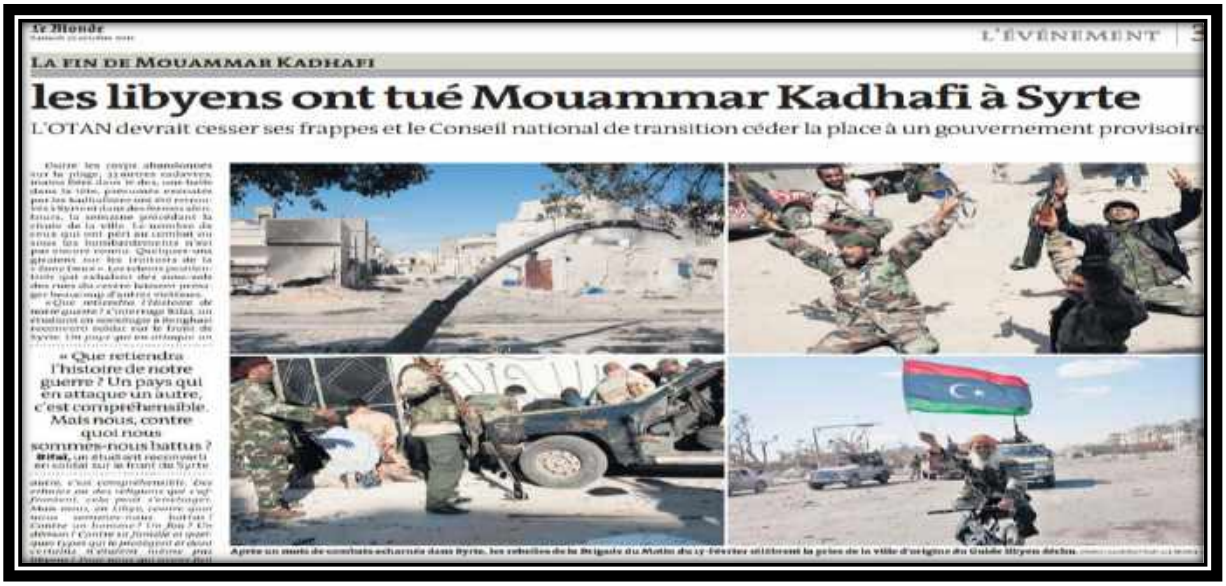
vie »[570]. Beaucoup d'excitation, des coups de feu… Aurait-on pu espérer « un grand procès » pour Kadhafi ? Une personne présente affirme que c'est bien ainsi, un procès aurait donné l'opportunité à Kadhafi de proférer des mensonges… Apparemment, il n'est pas perçu comme méritant un procès équitable. Hors de Libye, différentes ONG dénonceront une justice expéditive. A lire certains témoignages rapportés par la journaliste du *Monde*, de nombreux manifestants pensent connaître une vie meilleure en Libye à l'avenir. La présence de combattants au milieu des manifestants amène à s'interroger sur la spontanéité des manifestations qui ont suivi l'annonce de la mort de Kadhafi. Rien dans l'article du *Monde* du 22 octobre ne pose la question de l'organisation des manifestations, qui ont vocation à être vues dans le monde entier.

La ville de Syrte est tombée après des combats qui ont opposé rebelles et loyalistes. Au centre de Syrte, entourés de fidèles, Kadhafi, son fils Moatassem, et « plusieurs hauts responsables de l'ancien régime ». Les rebelles ont été aidés dans leur avancée au cœur de Syrte par des bombardements de l'OTAN. « Syrte était la ville natale du Guide déchu, la ville où il avait grandi […]. En refusant de céder contre toute logique et contre toute attente, elle s'était mise à incarner cet homme, sa force et sa folie, ressuscitant la terreur qui a caractérisé les quarante-deux années de règne du colonel Kadhafi »[571]. Le jugement est sans appel. De nombreux rebelles sont cités, mais point des loyalistes (il semblerait qu'interroger des prisonniers n'était pas compatible avec l'exaltation de la victoire). Contre qui les rebelles se sont-ils battus ? Un témoignage rapporté par la journaliste du *Monde* se veut éloquent : *« […] contre quoi nous sommes-nous battus ? Contre un homme ? Un fou ? Un démon ? Contre sa famille et quelques types qui le protègent et dont certains n'étaient pas même libyens ? »*. La nécessité de relativiser n'effleure pas la journaliste. Les forces loyalistes furent nombreuses à se battre contre les rebelles, sans disposer d'un appui aérien (les interventions militaires de l'OTAN ont assuré la victoire aux rebelles). À Tripoli, alors que l'insurrection était maîtresse de Benghazi, des manifestants réunis sur la place Verte disaient leur attachement à Kadhafi. À Syrte des fidèles du régime soldats ont opposé une « résistance opiniâtre » (pour reprendre les mots de la journaliste). La présentation de la fin de la guerre civile est à charge contre les loyalistes et contre Kadhafi.

---

[570] Annick Cojean, « Tripoli, stupéfaite puis joyeuse, célèbre « la mort du tyran » et croit en l'avenir », *Le Monde*, 22 octobre 2011, p. 4.
[571] Cécile Hennion, Après un mois de siège, les rebelles libyens ont tué Mouammar Kadhafi à Syrte », *Le Monde*, 22 octobre 2011, p. 2-3.

Peut-on parler, à propos de Kadhafi, de quarante-deux années de terreur ? Dans une chronique publiée le 24 octobre 2011, Gabriel Matzneff précise : « durant ces quarante-deux années le peuple libyen fut un des plus prospères du monde arabe ». « […] c'est le colonel Kadhafi, et personne d'autre, qui a accompli ce que le vieux roi Idriss avait été incapable de réaliser : affranchir le pays de la domination colonialiste, lui rendre son indépendance, sa fierté, la maîtrise de son destin »[572].


Le Monde

L'ÉVÉNEMENT 3

LA FIN DE MOUAMMAR KADHAFI

les libyens ont tué Mouammar Kadhafi à Syrte

L'OTAN devrait cesser ses frappes et le Conseil national de transition céder la place à un gouvernement provisoire

« Que retiendra l'histoire de notre guerre ? Un pays qui en attaque un autre, c'est compréhensible. Mais nous, contre quoi nous sommes-nous battus ?

Après un mois de combats acharnés dans Syrte, les rebelles de la Brigade du Matin du 17-Février célèbrent la prise de la ville d'origine du Guide libyen déchu.

Illustrations : Après un mois de combats acharnés dans Syrte, les rebelles de la Brigade du Matin du 17-Février célèbrent la prise de la ville d'origine du Guide libyen déchu. 4 photographies de Enrico Dagnino pour *Le Monde*.

Qu'est-il advenu de Kadhafi ? Il a été victime d'« un lynchage en bonne et due forme par des combattants de Misrata qui emporteront dans leur ville comme un trophée la dépouille du dictateur pour l'exposer en public », précise Annick Cojean le 22 octobre[573]. Dans l'éditorial cité plus haut, nous relevons les mots « fin sanglante et barbare ». Il serait malvenu dans *Le Monde* de saluer la façon dont certains rebelles se sont acharnés sur Kadhafi fait prisonnier. Dans sa chronique du 24 octobre citée plus haut, Gabriel Matzneff rend compte de la fin du Guide libyen. « C'est en Suisse, dans un hôtel de Sion, […] qu'insomniaque, allumant la télévision en pleine nuit, j'ai vu sur une chaîne italienne les premières images du lynchage et de l'assassinat du colonel Kadhafi, puis celles abjectes, de la profanation de son corps mutilé […]. Toutefois, ce n'est qu'à mon retour en France que j'ai entendu, à la télévision française, d'ignobles commentaires satisfaits sur cette lâche et sauvage mise à

[572]Voir : www.matzneff.com/chroniques.php?id_chronique=46 (repris dans *Séraphin, c'est la fin !*, Paris, La Table ronde, 2013, p. 212).
[573]Annick Cojean, « Des versions contradictoires et des inconnues », *Le Monde*, 22 octobre 2011, p. 2.

mort »[574]. Pour donner un exemple, sur France 2, un philosophe, Bernard-Henri Lévy, enthousiaste de « ses copains généraux rebelles », confronté aux images du lynchage de Kadhafi, a balayé ce que les images avaient de terrible (« un visage ensanglanté », « un pantin sanguinolent malmené par une troupe ») par une déclaration peut-être embarrassée : « Dans toutes les révolutions, il y a des moments de ce genre où le groupe en fusion devient beaucoup moins sympathique »[575]. *Le Monde* a conservé quelque dignité dans la présentation qu'il donne de la fin de l'ex-Guide libyen.

EVENEMENT

Le Monde

Après un mois de siège, les rebel

Les circonstances exactes de la mort du Guide libyen déchu restent floues.

Reportage

Syrte

Envoyée spéciale

Le cadavre de Mouammar Kadhafi, exhibé tel un trophée par les rebelles libyens, à Misrata, le 20 octobre.

De longs mois de combats

Illustration : Le cadavre de Mouammar Kadhafi, exhibé tel un trophée par les rebelles libyens, à Misrata, le 20 octobre. Photographie de Mahmoud Turkja/AFP.

Le dessin de Xavier Gorse, toujours dans *Le Monde* du 22 octobre, condamne l'exécution de Kadhafi au nom de la démocratie. Le nouveau pouvoir en Libye part sur de mauvaises bases.

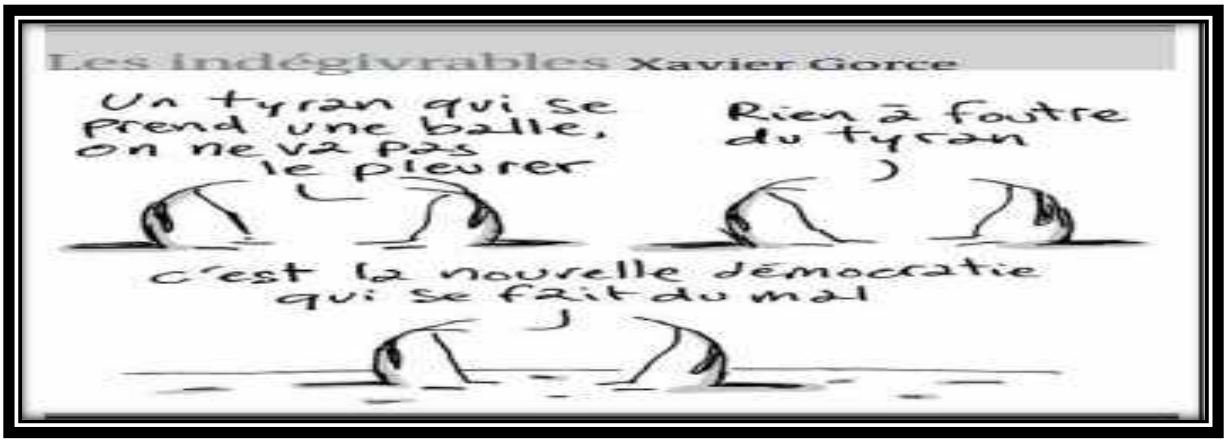


Illustration : Les indégivrables

[574] La chronique citée a été reprise dans *Séraphin, c'est la fin !*, La Table ronde, 2013.
[575] Isabelle Talès, « Kadhafi, capture d'écran », *Le Monde*, 22 octobre 2011, p. 24.

Suite à la prise de Syrte, dernier bastion loyaliste, et à l'assassinat de l'ex-Guide libyen, on peut parler de la fin des opérations de l'OTAN. L'Alliance atlantique a joué un rôle dans ce qui est advenu à Kadhafi, toutefois elle s'en défend. « Si des avions de chasse – dont deux Mirage français – et un drone américain ont arrêté, jeudi 20 octobre, le convoi de véhicules tentant d'évacuer le colonel Kadhafi et son commandement à Syrte, c'est, selon des responsables de l'OTAN, parce qu'il représentait une menace pour les populations civiles. Et non pour précipiter l'élimination du premier et dernier symbole du régime […] », lit-on dans *Le Monde* du 22 octobre[576]. Depuis sa collaboration avec le CNT, l'OTAN s'en tient à cette position. Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, « n'a pas donné de précisions sur l'implication exacte de l'organisation dans l'élimination du Guide ». En revanche, il a repris les affirmations des rebelles : *« Après quarante-deux ans, le règne de terreur est enfin arrivé à son terme »*. Propos discutable !

L'OTAN a vocation à mener à terme sa participation militaire auprès du CNT. Mais elle laissera place, à l'avenir, à l'Union européenne qui devrait jouer un rôle en Libye. Le 20 octobre elle se disait « prête à s'engager dans *« un partenariat à long terme »* », dans divers domaines. L'OTAN devra gérer les « vives tensions entre partisans et adversaires – allemands, polonais, turcs, etc. » apparues lors de l'implication de l'OTAN dans la guerre civile en Libye. Notons que *Le Monde* n'a guère accordé de place aux pays membres de l'OTAN réservés en ce qui concerne l'usage de la force en Libye. Pareillement, il n'a quasiment pas restitué les déclarations énoncées par des officiels de pays directement concernés par la guerre civile, tant au Maghreb qu'en Afrique noire[577].L'avenir de la Libye, au-delà des cris d'allégresse des vainqueurs, est incertain. Un journaliste du *Monde* pointe les difficultés qui attendent le CNT, matrice d'un gouvernement transitoire. « Le CNT est composé de trois principales composantes : des transfuges de l'ancien régime, des représentants de la société civile et des islamistes issus de différents courants »[578]. Des tensions apparaissent entre les composantes[579].

---

[576] Jean-Pierre Stroobants, « La fin des opérations de l'OTAN se fera « en coordination avec l'ONU et le Conseil national de transition » », *Le Monde*, 22 octobre 2011, p. 2.
[577] L'Algérie, qui a accueilli des membres de la famille de Kadhafi, a toujours dénoncé l'intervention militaire occidentale. L'historien Pierre Vermeuren le rappelle dans un article consacré à l'Algérie : « Alger condamne la guerre « coloniale » de Libye en 2011 » (« Alger est l'œil qui regarde Paris, sa mauvaise conscience », *Le Monde*, 27 décembre 2019, p. 22)
[578] Christophe Ayad, « De nombreux défis attendent des rebelles divisés », *Le Monde*, 22 octobre 2011, p. 4.
[579] Dans *Le Monde* du 21 octobre, Annick Cojean parle de ces tensions.

Certains membres du CNT rêvent d'une « épuration en profondeur de l'ancien système », d'autres « se méfient des projetsislamistes »[580](Alexandre Najjar aborde ce dernier point dans une tribune publiée le 27 octobre).

Le pays est divisé. Chaque région accueille des groupes de rebelles qui obéissent à leurs chefs de groupe (c'est le cas à Tripoli, le commandant militaire est un ancien djihadiste) et donnent de la voix. Des villes et des tribus « qui ne se sont pas soulevées, voire ont pris parti pour Kadhafi », sont marginalisées, sinon décriées. Pour le journaliste Christophe Ayad, faute de récupération des « armes en circulation, la Libye peut connaître « une somalisation » (sur le modèle de la situation en Somalie).Le respect des droits de l'homme n'est pas à l'ordre du jour, c'est inquiétant pour l'avenir. Christophe Ayad, toujours dans *Le Monde* du 22 octobre, indique que « des centaines de combattants pro-Kadhafi sont menacés d'une justice […] expéditive » (on apprendra que des soldats loyalistes ont été massacrés). Le sort des Africains, présentés par les rebelles comme des mercenaires, ne peut qu'inquiéter. Ce journaliste précise que « des milliers d'Africains [ont été] arrêtés sur le simple soupçon d'avoir servi comme mercenaires et soumis à la torture, comme l'a dénoncé Amnesty International dans un rapport »[581].

Oui l'avenir de la Libye est incertain. Les combattants victorieux sauront-ils sauvegarder l'unité territoriale de la Libye et construire la démocratie ? « L'apprentissage de la démocratie est un autre genre de bataille : nul n'en connaît la fin », conclut Christophe Ayad. Le 22 octobre, face à la situation née de la chute de Kadhafi, *Le Monde* publie des articles à la tonalité contradictoire. Aux lecteurs de concilier des informations données dans la même page qui pour les unes évoquent la liesse de la victoire sur « le tyran », et pour d'autres manifestent des inquiétudes quant à l'après victoire.L'OTAN, qui annoncé la fin de sa participation à l'intervention militaire en Libye pour le 31 octobre, se défend d'avoir voulu « cibler » Kadhafi dans un convoi militaire, nous apprend *Le Monde* daté des 23-24 octobre[582]. Selon le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, des avions militaires ont bombardé des véhicules « transportant une *« quantité significative »* d'armes et de munitions, constituant de fait *« une menace significative pour la population civile locale »*,

[580] L'éditorial publié dans *Le Monde* du 22 octobre rappelle « l'assassinat du chef militaire des rebelles, Abdel Fatah Younès, le 18 juillet ». Cet assassinat d'un ancien kadhafiste rallié à l'insurrection a été imputé aux islamistes, les tensions ne sont pas récentes.
[581] Christophe Ayad, art. cité supra.
[582]Jean-Pierre Stroobants, « L'OTAN annonce la fin de ses opérations militaires dans une Libye « libérée » », *Le Monde*, 23-24 octobre 2011, p. 4.

ce qui a été par la suite contesté par la Russie ». Nous retrouvons la Russie réservée depuis le vote des résolutions de l'ONU sur la Libye, considérant que les Occidentaux outrepassaient ce qui avait été décidé. L'OTAN n'a pas utilisé la force contre les violences des rebelles à l'encontre de la population civile de Syrte, tout au contraire elle a facilité leur avancée en bombardant la ville. La notion de « population civile » prête à interrogation !Kadhafi était présent dans la colonne de véhicules bombardés. « […] l'OTAN assure qu'elle ignorait la présence de Mouammar Kadhafi dans cette colonne ». Faute d'enquête impartiale sur les derniers moments du Guide libyen, nous ignorons la vérité.

4 INTERNATIONAL

Le Monde

LES ÉLECTIONS TUNISIENNES

Les Tunisiens de France ont voté dans l'euphorie

Près de 600 000 Tunisiens vivent dans l'Hexagone, dont la moitié sont inscrits sur les listes électorales

Reportage

Des youyous dans le 16e arrondissement de Paris ? Non, ce n'est pas une hallucination. Depuis jeudi 20 octobre, la tranquille rue de Lübeck résonne de ces ululements féminins stridents. Une démonstration de joie, en l'honneur du premier scrutin libre dans ce pays du Maghreb : l'élection à l'Assemblée constituante, étape cruciale de la transition post-Ben Ali, est prévue dimanche 23 octobre sur le sol tunisien, mais elle est étalée sur trois jours, du 21 au 23, pour les résidents à l'étranger.

« Rendez-vous compte, nous [illegible]

Au vu des files d'attente de plusieurs centaines de mètres qui se forment devant les bureaux de vote, à Paris, Marseille ou encore Strasbourg, le défi semble en passe d'être relevé. Le désir de revanche sur les vingt-trois années de règne sans partage de Zine El-Abidine ben Ali a eu raison des réflexes attentistes et du manque de culture politique de la communauté tunisienne, ainsi que du sentiment de confusion que certains ont pu éprouver face au nombre de listes en compétition – 48 listes concourent en France.

« Le pouvoir à vie, c'est fini »

« C'est la première fois de ma vie

L'OTAN annonce la fin de ses opérations militaires dans une Libye « libérée »

L'Alliance a donné un récit détaillé de l'attaque qui a conduit à la mort de Mouammar Kadhafi

Les rebelles libyens exhibent, le 20 octobre, un pistolet en or et une botte qui auraient appartenu au Guide libyen.

Illustrations : Les rebelles exhibent, le 20 octobre, un pistolet en or et une botte qui auraient appartenu au Guide libyen. Photographies : M. Brabo/AP et A. Maggio Al-Fergany,/AP.

Deux journalistes, le 25 octobre, présentent la situation en Libye après les derniers événements. Les rebelles qui ont soumis Syrte après un mois de combats, « achevés par la capture et la mort de l'ancien Guide libyen, ont été accueillis en triomphateurs à Benghazi le 23 octobre. Des membres du CNT sont intervenus « pour jeter les grandes lignes de la future Libye »[583].

La préoccupation première du CNT, à les lire, c'est « la profusion des armes aux mains des brigades civiles quasiment incontrôlables ». Celles-ci devraient assurer la sécurité

[583] Annick Cojean et Cécile Hennion, « Les Libyens « libres » fêtent dans la liesse la fin du régime de Mouammar Kadhafi », *Le Monde*, 25 octobre 2011, p. 4.

des villes dont elles sont originaires, et de Syrte « réservoir potentiel de forces contre-révolutionnaires » (les membres de la tribu semblent lui rester fidèles). Construire une armée nationale, sauvegarder l'unité nationale ? Voilà le programme du CNT. À Tripoli, « des milliers de Libyens » ont célébré la chute de Kadhafi. Apparemment ils ne soucient pas des « conditions de la mort du tyran », ils ne s'insurgent pas contre « les images obscènes de son cadavre exposé à la foule ». Le président du CNT a affirmé que « la charia (loi islamique) serait la principale source de la Constitution » à venir. Nous aurions une islamisation nette de la Libye. À Tripoli, une jeune fille de 20 ans indique au journaliste du *Monde* que *« les pressions ont déjà commencé pour que les filles se montrent plus discrètes, plus dociles »*. Elle affirme qu'elle ne veut pas mettre le voile et ne le mettra jamais. Serait-ce que le régime de Kadhafi était plus tolérant pour les femmes ? Peut-être aurait-il été utile de proposer un parallèle entre les opportunités offertes aux femmes par le Guide libyen et ce que leur réservera la charia.

4 | INTERNATIONAL

Le Monde

Les Libyens « libres » fêtent dans la liesse la fin du régime de Mouammar Kadhafi

Les autorités de transition doivent désormais s'assurer du contrôle des milices et des armes

Benghazi, Tripoli
Envoyées spéciales

Les rebelles libyens – ici les combattants de la Brigade du Matin du 17-Février – célèbrent, le 22 octobre, la prise de Syrte et la mort de Mouammar Kadhafi.

Les autorités françaises saisies à leur tour de l'affaire Sergueï Magnitski

Des responsables russes sont mis en cause pour avoir laissé un juriste mourir en prison

Illustration : Les rebelles libyens – ici les combattants de la Brigade du Matin du 17-Février – célèbrent, le 22 octobre, la prise de Syrte et la mort de Mouammar Kadhafi. Photographie : Enrico Dagnino pour *Le Monde*.

Dans une chambre froide, à Misrata, sont exposés les cadavres de Kadhafi, de son fils Moatassem et du ministre de la défense de l'ex-Guide libyen. Des Libyens se pressent le 23 octobre pour découvrir ces cadavres, certains ont fait plusieurs heures de route pour assister à un spectacle macabre. Le journaliste du *Monde* s'interroge dans un article publié le 25 octobre. Faut-il voir dans de telles visites une « séance d'exorcisme » ? Des hommes crient *« Allah Akbar »*[584]. « Personne […] ne regrette la tenue d'un procès ». Aux dires d'un combattant de Tripoli, cité dans l'article, un procès, *« surtout avec la Cour de justice*

[584] Christophe Ayad, « À Misrata, visite macabre au cadavre du Guide déchu », *Le Monde*, 25 octobre 2011, p. 4.

internationale », aurait donné une tribune à Kadhafi. Une autre personne, un médecin « qui a passé cinq mois en prison parce qu'il soignait les rebelles de Zaouïa », affirme qu'il faut tourner la page. Voici un intervenant respectable ! Le journaliste du *Monde* ne commente pas. Il souligne toutefois que « le chef de l'exécutif du CNT » a donné une version de la mort de Kadhafi qui pourrait laisser croire qu'il n'a pas été exécuté, que sa mort est le fruit d'un concours de circonstances. À lire l'article, il apparait que, même mort, Kadhafi dérange. C'est pourquoi « les avis des Libyens divergent sur son enterrement ». Pour certains le corps doit être remis à la famille, pour d'autres il convient de le faire disparaître, pour éviter que « sa tribu en fasse un héros » précise une personne citée (cela confirme la dimension tribale de la guerre civile en Libye).

« Même mort, Mouammar Kadhafi continue d'empoisonner la Libye ». C'est en ces termes qu'un journaliste du *Monde* ouvre un article le 26 octobre, article consacré aux derniers moments de l'ex-Guide libyen à Syrte[585]. Les déclarations officielles du CNT sur la mort de Kadhafi sont contredites par les faits. Des vidéos suite à son arrestation l'attestent : « on y voit […] un homme capable de marcher seul, qui se fait frapper, tirer par les cheveux, planter un objet contondant dans l'anus, avant de finir hissé sur le capot d'une Jeep qui le conduit à une ambulance […] ». Dans l'article du *Monde* nous disposons de cette information : « Une chose est sûre, il ne portait pas trace, au moment de sa capture, du trou au front marquant l'entrée d'une balle de petit calibre ». L'ambulance en route pour Misrata n'a pas atteint un hôpital, Kadhafi a été abattu. Considérons le sort du fils arrêté avec son père, Moatassem. « […] les vidéos sont accablantes. On l'y voit, assis sur un lit, buvant de l'eau ou fumant une cigarette. Les révolutionnaires l'apostrophent : *« Le luxe, c'est fini. »* Il leur répond, bravache. […] Il a été tué d'une balle dans la nuque, qui a causé une plaie béante en ressortant par la gorge ».N'est-ce pas plutôt les révolutionnaires qui ont exécuté des prisonniers qui « empoisonnent » la Libye ? Ce geste inaugural des vainqueurs à Syrte est inquiétant, il contredit la possibilité d'une réconciliation entre les différents acteurs de la guerre civile.

Autre information inquiétante ! Des soldats partisans de Kadhafi ont été massacrés à Syrte. L'organisation Human Rights Watch a dénoncé le 24 octobre se fait. « Plusieurs des victimes avaient les mains ligotées dans le dos lorsqu'elles ont été abattues »[586]. HRW exige

[585] Christophe Ayad, « L'enquête impossible sur l'agonie de Kadhafi », *Le Monde*, 26 octobre 2011, p. 11.
[586] Service international, « Des soldats pro-Kadhafi massacrés à Syrte, selon HRW », *Le Monde*, 26 octobre 2011, p. 11.

l'ouverture d'une enquête. Les victimes auraient été tuées par « des combattants anti-Kadhafi, originaires de Misrata ». Toujours selon HRW, « tout acte de violence infligé à des combattants désarmés ou à des prisonniers constitue un crime de guerre ».Les rebelles impliqués récusent le propos du HRW, ils ne sauraient abattre des prisonniers puisqu'ils sont *« des combattants de la liberté »*. Les prisonniers seraient fort nombreux à Misrata, « un peu plus de 2000 » selon HRW.L'information fournie par *Le Monde* est capitale. Il semble bien que des crimes de guerre ont été commis à l'encontre de soldats loyalistes. Il est indéniable que nombreux furent les soldats loyalistes exécutés tout à la fin de la guerre civile.

Le journaliste Christophe Ayab rappelle le rôle de l'OTAN dans la fin de Mouammar Kadhafi. Avait-elle informé les rebelles de « la présence dans Syrte du Guide libyen » ? « C'est probable ». « La phrase de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton annonçant, la veille de la mort du dictateur libyen, lors d'une visite surprise à Tripoli, que Mouammar Kadhafi serait de toute façon *« tué ou capturé »* prend du coup une étrange résonance ». A l'évidence, la proximité durant les combats contre les forces loyalistes fut grande entre rebelles et intervenants de la coalition internationale, tant pour ce qui est de l'apport d'informations sur les forces de Kadhafi qu'en ce qui concerne les bombardements aériens et des aides diverses au sol (sur les forces spéciales de pays européens, voir *Le Monde* du 30 octobre).

Alexandre Najjar, auteur du livre *Anatomie d'un tyran : Mouammar Kadhafi*, s'inquiète du devenir de la Libye, dans *Le Monde* daté du 27 octobre. Kadhafi « est mort lynché par des rebelles survoltées qui, en appliquant la loi de la jungle, n'ont pas su se comporter plus dignement que lui […] »[587]. Il donne un texte publié dans la rubrique « Débats » du journal *Le Monde*.« Certains se félicitent de sa disparition, estimant qu'un procès aurait réveillé les vieux démons, jeté de l'huile sur le feu et éclaboussé dirigeants locaux et étrangers ». Pour Alexandre Najjar, un procès aurait sans doute permis d'en savoir plus sur les actes terroristes commis depuis l'arrivée de Kadhafi au pouvoir à Tripoli, et de rendre justice aux familles des victimes. « […] en disparaissant, le tyran emporte avec lui de très lourds secrets ».Pour le CNT qui a hérité du pouvoir, le travail à accomplir après la chute de Kadhafi est considérable. La Libye est-elle à même d'accéder à la démocratie ? « Comment édifier la démocratie dans un pays qui, à cause de l'ancien système mis en place par Kadhafi, en ignore les principes les plus élémentaires ? » Une interrogation est

[587] Alexandre Najjar, « Après Ben Ali et Kadhafi, un « printemps islamiste » ? L'ère post-révolutionnaire s'avère grosse d'incertitudes », *Le Monde*, 27 octobre 2011, p. 19. Cet écrivain et avocat reprend le thème partisan des « mercenaires africains » au service du Guide libyen.

« préoccupante » selon Alexandre Najjar. « […] court-on le risque d'une confiscation de la révolution par les islamistes ? » La situation est sensible en Libye. « Dans le cas libyen, la situation est d'autant plus délicate que les groupes islamistes, qui ont longtemps souffert des persécutions de Kadhafi, sont armés jusqu'aux dents et voudront aller plus loin que ce que le chef du CNT a jugé bon de leur proposer […] »[588].La France, « qui a joué un rôle essentiel dans la libération de la Libye », doit se préoccuper du devenir de ce pays. Elle « devra veiller, dans la mesure de ses moyens, à ce que la nouvelle Libye se construise sur des bases saines ». Les inquiétudes d'Alexandre Najjar ont été confirmées par les tensions qui n'ont pas cessé en Libye entre factions.

Le dernier refuge de Kadhafi, à Syrte, a été l'objet d'attaques puissantes de la part des rebelles. « Un déluge de fer, de feu, de poudre et de haine ». Dans le centre de Syrte, « pas une maison qui n'ait été incendiée, pillée ou nettoyée à la grande. Ou les trois ». La ville a été détruite, « la reconstruction prendra des années », lit-on dans *Le Monde* du 28 octobre[589].Les cadavres sont fort nombreux. « Plusieurs cadavres portent un trou béant à la tempe ou ont les mains liées. Certains sont plâtrés. Quelque 70 corps ont été retrouvés là où l'escorte de Mouammar Kadhafi a été stoppée […]. Plusieurs sont mutilés ». Un habitant de Syrte, présenté par le journaliste du *Monde* comme un des « profiteurs de l'ancien régime », se désole : *« Comment la France peut[-elle] soutenir une telle barbarie ».* Un autre, qui avait fui la ville, est scandalisé. Il dénonce les *« criminels de l'OTAN ».* Pour lui, *« Syrte devait mourir, voilà tout ».* Nul respect des morts. « Au cimetière, des tombes décorées d'un ruban vert – la couleur de l'ancien régime – ont été mitraillées et un mausolée détruit »[590]. De nombreux bâtiments sont la proie des flammes. Ce qui est dit de Syrte est terrible.

[588] Le chef du CNT est intervenu « à propos de la charia et d'un retour à la polygamie ».
[589] Christophe Ayab, « Libye : « Syrte devait mourir, voilà tout » », *Le Monde*, 28 octobre 2011, p. 4.
[590] Des années plus tard, en 2020, dans un nouveau contexte de guerre civile en Libye, la ville de Syrte sera prise par des unités de l'Armée nationale libyenne du maréchal Khalifa Haftar. « Elles y ont été accueillies par des démonstrations de joie de la population locale brandissant des affiches de Kadhafi ou des drapeaux verts, couleur fétiche de l'ancien régime renversé par la révolution de 2011 » (Frédéric Bobin, « En Libye, Haftar s'empare du verrou stratégique de Syrte », *Le Monde*, 8 janvier 2020, p. 4). La ville est restée fidèle à Mouammar Kadhafi !

4 | INTERNATIONAL

Le Monde

Libye : « Syrte devait mourir, voilà tout »

Dans la ville natale de Mouammar Kadhafi, ravagée, les habitants dénoncent l'acharnement des rebelles

Reportage

Syrte (Libye)
Envoyé spécial

Même les tombes du cimetière ont été mitraillées. A la fin, ce n'était plus un siège, mais de la rage à l'état pur. Un déluge de fer, de feu, de poudre et de haine. Tout ce qui pouvait exploser, brûler, transpercer, tuer, a été tiré sur le quartier Numéro 2, au centre de Syrte, dernier refuge de Mouammar Kadhafi. Pas un mètre carré de béton sans trace d'impact, pas une maison qui n'ait été incendiée, pillée ou nettoyée à la grenade. Ou les trois.

« *Pourquoi ont-ils fait un?* » demande un homme en secouant la tête. *Kadhafi oui, mais les pillages, les incendies, toute cette destruction.* » Comment s'appelle-t-il? « *Un Libyen, je vais un citoyen libyen, voilà mon nom! Un civil qui méritait d'être protégé comme n'importe quel autre par ces criminels de l'OTAN. Syrte devait mourir, voilà tout.* » Mardi 25 octobre, il y [illegible]

Un homme inspecte, le 25 octobre, quelque 45 corps trouvés dans le cimetière de Bani Hawal, à Syrte, ville natale de Mouammar Kadhafi ravagée par près de cinq semaines de combats. YOUSEF BOUDLAL/REUTERS

En Argentine, prison à vie pour les tortionnaires de l'école de marine

Pres de 5 000 prisonniers ont disparu à l'ESMA, principal lieu de détention pendant la dictature

Buenos Aires
Correspondante

A la lecture du verdict, il a sorti d'un sac en plastique une cocarde bleue et blanche, aux couleurs du drapeau argentin, qu'il a épinglée, d'un geste provocateur, au revers de son veston. Défiant les juges, il a souri puis carrément ri. Symbole de la répression pendant la dictature militaire en Argentine (1976-1983), le capitaine du cadre de réserve Alfredo Astiz, surnommé l'Ange blond de la mort, qui aura 60 ans dans quelques jours, a été condamné, mercredi 26 octobre à Buenos Aires, à [illegible]

Mai Azucena Villaflor, enlevées en décembre 1977, et l'écrivain et journaliste argentin Rodolfo Walsh, assassiné en mars 1977.

160 témoins ont défilé à la barre, dont 79 survivants de l'ESMA, faisant de bouleversants récits. « *Une expérience douloureuse, mais aussi réparatrice à cause de la présence des bourreaux dans la salle* », expliquait Miriam Lewin, une survivante. Deux autres escapés de l'ESMA ont révélé avoir croisé la Sœur Léonie Duquet. Elle était « *encapoulée, les bras plein de bleus* », a déclaré Graciela Daleo, tandis qu'Alberto Girondo a racon[illegible]

Illustration : Un homme inspecte, le 25 octobre, quelque 45 corps trouvés dans le cimetière de Bani Hawal, à Syrte, ville natale de Mouammar Kadhafi, ravagée par près de cinq semaines de combats. Photographie : Yousef Boudlal/Reuters.

Verra-t-on les responsables des divers massacres commis à Syrte poursuivis pour crimes deguerre ? Ce n'est pas à l'ordre du jour, semble-t-il. Une information fournie par l'AFP indique que le fils de Kadhafi, Saïf Al-Islam, et l'ancien chef des services secrets militaires, Abdallah Al-Senoussi, se seraient réfugiés au Niger. Tous deux sont « recherchés pour crimes contre l'humanité », des mandats d'arrêt ont été émis contre eux le 27 juin par la CPI. La perception de la guerre civile est à charge contre Kadhafi et ses alliés ! Apparemment, le journal *Le Monde* n'a pas songé à voir dans les massacres commis à Syrte des crimes de guerre. Le portrait que donne le journaliste du fidèle de Kadhafi, qui aborde ce sujet, lui porte tort. Cet homme qui parle français « a la mise, tapageuse et excentrique, des profiteurs de l'ancien régime ». Des membres de la famille de Kadhafi étaient désireux de saisir la CPI sur les massacres commis par les rebelles. *Le Monde* ne s'est pas soucié de mettre en avant cette demande, tout en ne masquant pas la réalité de ces massacres.

La mission de l'OTAN touche à son terme. Contre l'avis du CNT qui souhaitait bénéficier de l'appui de l'OTAN au-delà du terme (apparent) de la guerre civile, l'instance politique de l'Alliance atlantique a décidé d'« arrêter sa mission au 31 octobre ». Le Conseil de sécurité de l'ONU considère qu'il convient désormais de mettre fin « au mandat accordé à l'OTAN pour son action en Libye ». Pour les pays impliqués dans une intervention militaire est venu « le moment du retrait ». En revanche le Qatar, très impliqué auprès du CNT (il a fourni des centaines de soldats auprès des rebelles), pense pouvoir jouer un rôle, au sein d'une

nouvelle coalition, afin d'intégrer « des rebelles dans les structures militaires » dont parle le CNT, annonciatrices d'une armée nationale. Il y a une certaine hypocrisie dans le discours de l'OTAN quand elle nie « toute présence de ses troupes au sol bien que la France, le Royaume-Uni et l'Italie aient envoyé des forces spéciales », lit-on dans *Le Monde* du 28 octobre[591].« […] la lutte pour le pouvoir bat son plein en Libye, sur fond de clivages régionaux et de délicate répartition de la manne pétrolière. Les retards dans la formation d'un gouvernement transitoire l'attestent », lit-on dans un article rédigé par Natalie Nougayrède, toujours dans *Le Monde* du 28 octobre[592]. Les soutiens occidentaux se sont émus de la déclaration du président du CNT, Moustapha Abdeljalil, le 23 octobre, sur la charia comme loi essentielle, sur la polygamie autorisée par celle-ci (thème déjà abordé le 25 octobre). L'inquiétude persiste en dépit de la déclaration du lendemain comme quoi les dirigeants libyens sont des *« musulmans modérés »*. En effet, « Le contexte libyen est difficile, car s'y joue un bras de fer évident, sur le terrain, entre les tenants d'un certain libéralisme politique et des groupes islamistes, forts de leur rôle dans la victoire militaire ». Sur ce point Natalie Nougayrède rejoint Alexandre Najjar (Voir *Le Monde* du 27 octobre).

Le régime dirigé par le Guide s'est effondré le 20 octobre. L'un des fils de Kadhafi, « longtemps pressenti comme le successeur de Mouammar Kadhafi », Saïf Al-Islam se serait réfugié au Niger, « sous la protection de nomades touareg », nous apprend *Le Monde* des 30-31 octobre[593]. Quel sera son avenir ? Se livrant à la Cour pénale internationale (il est poursuivi par celle-ci pour crimes contre l'humanité depuis le début du conflit), il « bénéficiera de la présomption d'innocence et d'un procès équitable », a assuré le procureur de la CPI. Il est le seul des fils de Kadhafi poursuivi par la CPI. Le « beau-frère du Guide libyen, Abdullah Al-Senoussi », poursuivi lui aussi par la CPI, a trouvé refuge au Mali. « Réfugiés au Niger et en Algérie, les autres membres du clan Kadhafi » ne devraient pas être inquiétés.En Libye, la reddition de nombreux combattants qui étaient restés fidèles au régime du Guide a entraîné un « encombrement des prisons »[594].Cet état de fait confirme bien l'attachement d'une partie de la population libyenne au régime de l'ex-Guide.

---

[591] Jean-Pierre Stroobants, « L'OTAN arrête sa mission en Libye contre l'avis du CNT », *Le Monde*, 28 octobre 2011, p. 4.
[592] Natalie Nougayrède, « La Libye, la charia et l'embarras occidental », *Le Monde*, 28 octobre 2011, p. 19.
[593] Stéphanie Maupas, « Le procureur de la CPI espère la reddition de Saïf Al-Islam », *Le Monde*, 30-31 octobre 2011, p. 4.
[594] Christophe Ayad, « Libye : à Misrata, des milliers de détenus s'entassent dans des prisons improvisées », *Le Monde*, 30-31 octobre 2011, p. 4.

Ce qui est dit de la situation des prisonniers à Misrata illustre les difficultés des nouvelles autorités à gérer le sort des prisonniers. D'après ce que nous apprend le journaliste du *Monde*, ils seraient « bien traités ».« Accusés d'avoir procédé à l'exécution sommaire de Mouammar Khadafi et de son fils Moatassem ainsi qu'à celle de plusieurs dizaines de loyalistes au moment de la chute de Syrte, les révolutionnaires sont […] désireux de montrer que leurs prisonniers sont bien traités ».« Comment seront jugés ceux qui doivent l'être ? ». En ce qui concerne les prisonniers, dont les parcours durant la guerre civile, sont divers, « les questions sont innombrables ». À Misrata, il est dit qu'il reviendra au Conseil national de transition, qui dirige désormais la Libye, d'assumer ces questions.

Des journalistes ont publié dans *Le Monde* en septembre et octobre 2011 des articles portant sur la situation difficile des Africains noirs face aux rebelles, sur les conditions déplorables d'internement des loyalistes vaincus, sur l'exécution de Kadhafi. Ils se sont souciés, dans d'autres articles, de rapporter des déclarations sur des crimes de guerre commis par les rebelles. Mais, ces articles n'occupent pas de façon suivie la première page du journal. Durant des mois, ce sont les rebelles, ce sont les adversaires des forces loyalistes, qui bénéficient d'un éclairage positif, dans un souci de cohérence idéologique avec les articles rédigés depuis les premiers troubles à Benghazi et la reconnaissance du CNT par la France. En effet, pour *Le Monde*, ce qui a importé pendant des mois, c'est la lutte contre le Guide libyen présenté comme un tyran.

4 | INTERNATIONAL

Le Monde

Libye : à Misrata, des milliers de détenus s'entassent dans des prisons improvisées

L'encombrement des lieux de détention est un problème majeur pour les nouvelles autorités

Reportage

Misrata (Libye)
Envoyé spécial

Des soldats pro-Kadhafi dans une prison à Misrata, le 30 août.

En Egypte, l'armée resserre son emprise sur les médias

Les journalistes dénoncent les pressions et les violences exercées par les militaires au pouvoir

Le Caire
Envoyé spécial

« Du temps du raïs, les lignes rouges étaient claires. Désormais, c'est aléatoire »
Un analyste politique

Illustration : Des soldats pro-Kadhafi dans une prison de Misrata. Photographie de Goran Tomasevic/Reuters.

Le traitement infligé aux habitants de Syrte, les exécutions extra-judiciaires, l'assassinat de Kadhafi portent tort aux combattants présentés comme révolutionnaires et pendant des mois dans des termes fort flatteurs. Le CNT pâtit aussi de cette situation, d'autant plus que certains dirigeants semblent tenir un double langage. Face à la façon dont s'est conclue la guerre civile en Libye, *Le Monde* balance dans des commentaires qui laissent entendre des réserves vis-à-vis du nouveau pouvoir. Certes, il persiste dans l'image négative du régime de Kadhafi. Mais il marque aussi des inquiétudes quant à l'avenir. La démocratie tant espérée pour la Libye ne va-t-elle rester un élément de langage dans les propos du nouveau pouvoir alors que la réalité sur le terrain peut faire songer aux prémisses d'un chaos possible, en raison du fractionnement du pays et du poids des milices… Misrata est emblématique de la situation née de la guerre civile.

Chapitre2 : Compléments

2.1. La Libye du 19 mars au 4 juin 2011

L'intervention étrangère a commencé en se fondant sur des considérations humanitaires puis elle est allée plus loin. On a glissé « *de l'humanitaire au changement de régime* ». Le motif de l'opération fut-il exclusivement humanitaire au départ, comme l'ont affirmé les pays engagés dans les actions militaires en Libye ? Les initiateurs de l'intervention franco-britannique ont avancé, pour légitimer leur intervention, le mitraillage par l'aviation libyenne d'une manifestation pacifique à Benghazi. Cet épisode reste controversé. Il n'existait pas alors vraiment de massacres indiscriminés et systématiques de civils permettant de parler de meurtres de masse, et encore moins de génocide[595]. Les acteurs locaux qui s'opposaient à Kadhafi sont devenus une force de plus en plus importante, et à la fin décisive. Les actions militaires étrangères en Libye les ont favorisés. Leur victoire a été assurée grâce au concours de l'OTAN.

Le 23 mars, Mouammar Kadhafi a déclaré à la télévision qu'il était sûr de la victoire des forces loyalistes, et que ses adversaires se retrouveraient dans les poubelles de l'histoire[596]. « *Je n'ai pas peur des tempêtes qui balaient l'horizon, je ne crains pas les avions qui jettent la destruction, je suis résistant, ma maison est ici dans ma tente… […], je suis le propriétaire légitime et le créateur de demain. Je suis ici, je suis ici* ». Le combat était inégal, face à lui il n'y avait pas que des rebelles ! L'opération mise en œuvre à l'encontre du régime libyen ne se résume pas à des frappes aériennes. Elle se divise en plusieurs phases. La première phase est lancée le 19 mars. Elle consiste en un « *bombardement* » contre les forces loyalistes qui menacent Benghazi. « La France a pris la tête d'une action militaire en Libye. La première frappe aérienne française a été réalisée à 17h45, heure de Paris (16h45 en Libye), soit deux heures après la fin du sommet international organisé dans la capitale française, qui réunissait des dirigeants arabes, européens et nord-américains »[597].

La deuxième phase,se déroule le 31 mars.L'OTAN a alors pris le commandement. Il s'agit d'une guerre d'usure traînant en longueur. À la mi-mai, une troisième phase élargit le domaine des frappes aériennes aux centres de commandement et de contrôle du régime, à

[595] Gilles Andréani, *Intervention humanitaire et guerre aérienne*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 2013, p. 393.
[596]Jean Marbot, *Un Pick-up pour Tripoli*,Rennes,MarinesÉditions, 2012, p.65.
[597]*Ibid.*, p. 7.

Tripoli. « *L'engagement des hélicoptères de combat anti-bunkers kadhafistes ont joué un rôle décisif, même après le mois de mai* ». Selon Brice Erbland[598]le rôle des hélicoptères a été efficace. En effet, « les forces du régime de Kadhafi s'étaient adaptées au conflit en adoptant le pick-up civil comme moyen de base pour mener le combat »[599], les déplacements des troupes loyalistes étaient alors facilités. Mais, pour les hélicoptères de combat, le pick-up mobile est une cible au même titre qu'un bunker fixe.Le changement de stratégie des forces étrangères s'explique. La situation sur place était devenue critique pour les rebelles. Les forces loyalistes ont très vite gagné du terrain face à l'insurrection. Exemple : le 30 mars, les forces loyalistes ont repris Ras Lanouf.Le lendemain, des analystes britanniques estiment que si rien n'est fait, Benghazi tombera en quarante-huit heures. L'aviation alliée mitraille efficacement la zone afin de bloquer l'avancée des troupes fidèles à Kadhafi. L'implication des pilotes français est importante[600].

Malgré les réticences de la France qui aurait préféré un commandement européen, l'idée s'est imposée, idée adoptée entre autres par le président Obama, de laisser la conduite des opérations à l'OTAN. Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a exprimé un point de vue mitigé : recourir à l'OTAN, « *ce serait mal perçu par le monde arabe qui dénoncerait plus encore le caractère impérialiste de l'opération* » contre Kadhafi. La coopération arabe, déjà fragile, serait menacée[601]. En fait, les pays arabes membres de la coalition anti-Kadhafi n'ont pas renoncé à soutenir les rebelles. Par suite, ils ont accepté l'intervention occidentale qui servait la cause des rebelles.

La Turquie, apparemment neutre, s'efforce, de jouer aussi un rôle. Le 28 mars 2011, dans une interview exclusive, accordée au *Gardian,* le premier ministre turc Erdogan indique que la Turquie est prête à agir comme médiateur et à négocier un « *cessez-le feu* », pour éviter un second « Irak » ou un « autre Afghanistan ». M Erdogan déclare que les pourparlers sonten cours avec le gouvernement de Mouammar Kadhafi et le Conseil national de transition (CNT)[602]. Erdogan est en froid avec la France, qui n'a pas invité la Turquie au sommet du samedi 19 mars 2011, à Paris, avant les frappes aériennes. Erdogan soupçonne Sarkozy, qui

---

[598] Brice Erbland, Chef de mission et pilote d'hélicoptère de combat Tigre. Officier français, il a combattu en Libye au cours de l'année 2011.
[599] Brice Erbland, *Dans les griffes du Tigre Libye-Afghanistan2011*, Paris, Éditions Les Belles Lettres, 2013, p. 40.
[600] Jean-Christophe Notin, *La vérité sur notre guerre en Libye*, Paris, Fayard, 2012, p. 267.
[601] Jean Marbot, *Un Pick-up pour Tripoli*, *op. cit.*, p. 64.
[602] *Ibid.*p.75.

s'oppose à Kadhafi, de penser à sa campagne en vue de sa réélection comme président[603]. La proposition de la Turquie, comme celles avancées par d'autres pays opposés à l'intervention occidentale, restera vaine.

La politique d'ouverture à l'égard du mouvement insurrectionnel se fait par petites touches, toutes efficaces. La volonté d'écarter Kadhafi du pouvoir habite les responsables politiques s'intéressant aux rebelles, pas nécessairement pour les mêmes raisons. Paris, Londres et Rome envoient des conseillers militaires à Benghazi, où un centre de coordination des opérations est ouvert[604]. La guerre menée en Libye est le fait essentiellement de pays occidentaux, qui ont obtenu l'abstention de la Russie et de la Chine au sein de l'Organisation des Nations-Unies. Ces pays bénéficient du savoir-faire de l'OTAN. Les opposants aux menées belliqueuses contre Kadhafi sont peu nombreux. Des commentateurs ont voulu voir dans l'intervention occidentale en Libye une opération de police pour se débarrasser d'un leader qui s'opposait aux puissances impérialistes. Joseph Wouako Tchaleu est de ceux-là[605]. Des pays arabes cautionnent l'opération militaire anti-Kadhafi. Un média arabe très écouté, qatari,envoie des informations à partir de la zone dont les rebelles se sont rendus maîtres.

Kadhafi apparemment a peu d'amis dans le monde en 2011. Il est alors une cible facile. Nicolas Sarkozy et David Cameron ont su convaincre quelques-uns de leurs partenaires, et d'abord les responsables politiques américains. Il n'est pas évident que les Britanniques auraient fait le choix d'une intervention sans le concours des États-Unis. La participation des États-Unis n'a pas été acquise d'emblée. « *Aux États-Unis, les grandes agences de renseignement et le Pentagone étaient initialement contre l'idée d'une intervention militaire en Libye* ». C'est finalement l'avis de la secrétaire d'État, Hillary Clinton qui l'a emporté[606]. L'intervention de l'OTAN en faveur des rebelles n'empêche pas ces dernières de rencontrer de fortes résistances de la part des troupes restées fidèles au régime de Kadhafi. Par ailleurs, plusieurs bavures, comme c'est le cas dans une autre guerre, en Afghanistan[607], ne plaident pas en faveur de cetteintervention. Toutefois, pour les Occidentaux, la destitution de Kadhafi est inéluctable. C'est pourquoi les initiatives de la Russie et celles de l'Union africaine, en faveur de négociations visant à arrêter la guerre pour

---

[603] *Ibid*, p, 69.
[604] *Ibid.,* p.7.
[605] Joseph Wouako Tchaleu, *L'agression libyenne la démocratie de guerre*, Paris, Éditions L'Harmattan,2013, p. 12.
[606]Libye 2011, la guerre lancée par Sarkozy et le Qatar, Média part, septembre 2011. https://blogs.mediapart.fr/ano/blog/060917/libye-2011-la-guerre-lancee-par-sarkosy-et-le-qatar.
[607]Samir Sobah, « Match nul et prolongation », *Revue Arabies*, n° 290, mai 2011, p. 15.

établir la paix, restent lettre morte[608]. Du début du mois d'avril à la fin juillet 2011, l'opération militaire se maintient à un rythme quotidien d'environ cinquante missions de frappes par jour. Malgré ces frappes, des membres du CNT ne sont pas satisfaits. Le 4 avril, Ali al-Essaoui, commentant les interventions de l'OTAN, se plaint qu'« il y ait un délai dans la réaction et un manque de réponse à ce qui se passe sur le terrain, beaucoup de civils sont morts »[609]. Le général Younès ose même déclarer que l'OTAN avance très doucement, ce qui permet aux forces de Kadhafi de progresser.

Le 11 avril 2011, Mouammar Kadhafi accepte un plan de sortie de crise présenté par les médiateurs de l'Union africaine (UA), menés par le Sud-Africain Jacob Zuma. La délégation de l'UA invite l'OTAN à mettre fin à ses bombardements. Les insurgés libyens rejettent ce plan de paix, et maintiennent leur revendication première, à savoir le renoncement par Mouammar Kadhafi a exercé lepouvoir[610].Le 25 avril, la caserne Bab-al-Azizia,[611]est bombardée par l'OTAN. Cette caserne - que l'on associe à Kadhafi - va ainsi êtrebombardée pour la troisième fois depuis le 19 mars 2011.

On déplore des dégâts collatéraux, cela occasionne la mort de civils par erreur. L'objectif est de faire passer un message au leader libyen,signifiait que la fin estproche[612]. Ceci dit, il n'est pas aisé d'écraser rapidement le régime libyen. Alors qu'il dirige la coalition au début de l'intervention occidentale contre Kadhafi, l'amiral américain Mike Mullen, annonce qu'un millier de sorties aériennes n'a détruit qu'un quart des capacités de l'armée libyenne. L'OTAN, qui succède à la coalition le 30 mars, parviendra-t-elle à faire mieux ?[613]. Les rebelles attendent beaucoup des pays impliqués dans la guerre contre Kadhafi. Le 20 avril, Abdeljalil, le chef du CNT, reçu pour la première fois à l'Elysée, se voit promettre par

---

[608] Samir Sobah, « Désinformation », *Revue Arabies*, p. 16.
[609] Jean-Christophe Notin, *La vérité sur notre guerre en Libye*, Paris, Éditions Fayard, 2012, p. 284.
[610] Djann Jutzeler, « Politique étrangère du Qatar : pourquoi l'Emirat est intervenu en Libye lors du Printemps arabe ? Quel fut son rôle et quels furent ses objectifs ? », Mémoire Master Moyen-Orient, Université de Genève, juin 2017, p. 53.
[611]Bab al-Azizia est une caserne fortifiée, résidence de Mouammar Kadhafi. Située dans la capitale libyenne, elle a été la cible des bombardements américains en 1996, lors de l'opération El Dorado Canyon, et de l'OTAN en 2011. Dans ce vaste complexe de 6 km², Mouammar Kadhafi affirmait mener une vie de bédouin, « sous la tente ». L'ensemble est bâti sur un réseau de souterrains peints en blanc. Investi par les forces du Conseil national de transition lors de la prise de Tripoli fin août 2011, le complexe de Bab al-Azizia a commencé à être démoli le 16 octobre 2011, le jour où les nouvelles autorités libyennes ont décidé de détruire le complexe, qui « symbolisait le régime de Kadhafi ». L'ancien camp militaire de Bab al-Aziziya est devenu le plus grand marché à ciel ouvert de Tripoli.
[612] François Petitdemange, *La Libye révolutionnaire dans le monde, 1969-2011*, Éditions Paroles vives, 2014, p. 496.
[613] Jean-Christophe Notin, *La vérité sur notre guerre en Libye*, *op. cit*., p. 267.

Nicolas Sarkozy une intensification des bombardements, notamment à Misrata[614]. Il ne s'agit plus de protéger des civils. C'est une guerre d'usure qui est conduite contre Kadhafi.

L'attaque la plus sanglante à l'encontre de Kadhafi a lieu dans la nuit du samedi 30 avril au dimanche 1er mai, quand des avions de l'OTAN bombardent la villa où la famille de Mouammar Kadhafi tenait une réunion. Un fils de Kadhafi, Saif al-Arab, est tué ainsi que trois de ses jeunes enfants. L'OTAN reconnaît avoir frappé la villa avec quatre bombes, mais clame qu'elle ignorait la présence de la famille de Kadhafi. La Libye pour sa part demande une réunion en urgence du Conseil de sécurité, en vain. L'Union africaine proteste contre l'OTAN. Cette protestation n'est pas entendue[615]. Mgr Martinelli,[616] évêque de Tripoli, réagit à ce bombardement : « *Je demande, s'il vous plait, un geste humanitaire envers le colonel Kadhafi qui a protégé les chrétiens de Libye, c'est un grand ami* » ; « *Ce bombardement est clairement destiné à en finir avec le chef de l'État libyen* »[617]. Il semble que l'on n'ait guère, en Occident, accordé d'attention aux réalités libyennes avant de vouloir renverser un régime. Kadhafi n'était peut-être pas aussi isolé que les rebelles, soutenue par les Occidentaux, n'ont cessé de l'affirmer.

La guerre éclair annoncée par Paris et Londres pour rallier d'autres pays à leur cause anti-kadhafienne n'apas lieu. La résistance des troupes loyalistes est telle que, malgré les bombardements, le régime de Kadhafi ne semble pas promis à un rapide effacement. Un événement politique important a eu lieu en Libye, en mai 2011, révélant combien la plus grande partie du territoire libyen reste sous l'autorité du pouvoir central. Alors que les combats entre rebelles et forces gouvernementales se poursuivent, le samedi 7 mai 2011, plus de 2000 chefs de tribus libyennes, réunis à Tripoli, appellent à une amnistie générale pour mettre fin à la guerre civile. Ils appellent les tribus voisines des villes rebelles à lancer des marches pacifiques afin de libérer ces villes en désarmant les rebelles[618]. Ces chefs de tribus ont analysé de façon très sérieuse la situation, région par région, village par village. Ils sont arrivés à la conclusion que ce qui se passe en Libye est orchestré de l'extérieur. Ils ont donc voté une résolution condamnant l'intervention étrangère. Pour ces chefs, la Libye est une

[614] *Ibid.,* p. 302
[615] *Ibid, p. 363.*
[616] Le 5 février 2017, le Pape François a accepté la démission de Mgr Innocenzo Martinelli, vicaire apostolique de Tripoli depuis plus de 30 ans. Cet évêque italien est remplacé par son vicaire général, le prêtre franciscain George Bugeja, de nationalité maltaise.
[617] Bernard Lugan, *Histoire de l'Afrique du nord, Egypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Des origines à nos jours*, Monaco, Éditions du Rocher, 2016, p. 612.
[618] Ahmed, « Vers l'inévitable partition du pays en deux », *Afrique-Éducation*, n°325, du 1er au 15 juin 2011, p. 19.

grande famille, ils voient dans l'insurrection à l'est de la Libye un risque de division[619]. Il ne semble pas que les pays coalisés contre la Libye de Kadhafi se soient souciés des déclarations des chefs de tribus. Ce qui explique pourquoi la volonté de terrasser le régime de Kadhafi ne s'accompagnait pas chez eux d'une réflexion sur ce qui se passerait après sa disparition dans la violence.

Le peuple libyen a payé le prix fort dans une guerre très mal calculée dès le départ. Suite à celle-ci, les relations sociales entre tribus ont été détruites, tout particulièrement entre les tribus belligérantes. En Libye, la tribu est un vecteur puissant pour obtenir des passe-droits, accélérer des démarches administratives, obtenir des autorisations ou des protections contre la violence[620]. Kadhafi avait su tenir compte de cette réalité libyenne. La guerre a été mal pensée par des Occidentaux désireux de renverser Kadhafi, faute d'une vision au-delà de la chute de Kadhafi, et par les pays arabes impliqués dans la chute du Guide[621]. Le renfort de ces pays arabes était nécessaire afin d'éviter le caractère impérialiste de l'intervention occidentale contre Kadhafi. Les pays proches de la Libye au Maghreb n'ont pas sauvé le régime de Kadhafi. Très vite il a été installé dans la situation d'un paria. L'Égypte de Mohamed Morsi a ouvert une base militaire pour accueillir des avions arabes, le Soudan d'Omar Al-Bachir a donné des armes aux rebelles et ouvert des centres de formation aux insurgés, la Jordanie a accueilli des rebelles blessés. Le Koweït et le Qatar ont aidé l'OTAN, en secondant l'effort militaire occidental[622].

Le rôle du Qatar mérite d'être précisé. Ce petit État a joué un rôle déterminant pour obtenir le soutien de la Ligue arabe contre le régime de Kadhafi. Rompant avec son rôle traditionnel de médiateur, c'est l'un des principaux parrains de la résolution 1973 du Conseil de sécurité. De plus il a convaincu l'Arabie saoudite de la nécessité du départ de Kadhafi, que le roi Abdallah soupçonnait d'avoir fomenté un attentat contre lui[623].Le gros de l'aide Qatarienne n'est pas allée au CNT, l'organe pourtant reconnu par unegrande part de la communauté internationale, mais directement aux rebelles islamistes. Le CNT et des

---

[619] Michel Collon, *Libye, Otan et Media mensong*e, Éditions Investig, Action-Bruxelles, 2011, p. 107.
[620] Mohamed Ben Lamma, « La structure tribale en Libye : facteur de fragmentation ou de cohésion ? », Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, juillet 2017, p. 7-8.
[621] Samir Sohab, *Revue Arabies*, mai 2011, p. 14.
[622] Nourdin Hathout, *Intervention internationale et les garanties de l'engagement international à respecter les droits de l'homme*, Thèse de doctorat d'Université Bata-Algérie, Science politique, 2012-2013, p.275. «التدخل الدولي وضمانات الالتزام الدولي باحترام حقوق الانسان». Traduit de l'arabe en français par moi-même.
[623] Charles Thépaut,*Le monde arabe en morceaux, Des printemps arabes à Daech,* Paris, Éditions Armand Colin, 2017, p. 83.

officielsoccidentaux ont dénoncé le Qatar qui privilégie ses amis islamistes[624]. Barak Obama, tout particulièrement, a reproché à l'émir du Qatar de ne pas coordonner son action avec les États-Unis. Les Américains n'ont jamais su précisément quels étaient les vrais destinataires des armes que le Qatar livrait au nom des Occidentaux en Libye. Paris s'est aussi agacé de ce manquement à la parole donnée. Le président Sarkozy l'a clairement dit à l'émir du Qatar quand il l'a reçu à l'Elysée[625]. Tout cela a été confirmé par Moustapha Abdeljalil, le chef du CNT, sur *Sky-Newsarabia*[626]. Nous n'avions pas, a-t-il déclaré, d'information sur les armes distribuées par le Qatar. Ce pays, qui participe militairement à l'opération *Unified Protector* en mettant à disposition de l'Alliance atlantique 8 Mirages, sur les 21 qu'il possède, a admis la présence de centaines de ses soldats des forces spéciales au sol, cela au mépris de la résolution 1973[627].

La position commune, adoptée par Obama, Sarkozy et Cameron, est le départ de Kadhafi, en favorisant le CNT comme puissance étatique de substitution. La campagne des frappes aériennes contre les forces loyalistes de Kadhafi traduit l'objectif des politiques occidentaux[628]. La Russie est beaucoup plus mesurée à l'égard de Kadhafi. Pour elle, l'action des Occidentaux va trop loin. En avril 2011, le ministre russe des Affaires étrangères affirmeaprès une réunion avec ses homologues de l'Alliance atlantique à Berlin, affirme : « Aujourd'hui, nous assistons à des actions qui dans un certain nombre de cas outrepassent le mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies »[629]. Vladimir Poutine qualifie ce qui passe en Libye de « croisade néocoloniale ». La résolution 1973 de l'ONU peut être perçue comme légitimant une action armée contre un État souverain[630]. La Russie et la Chine, qui ont favorisé un vote hostile à Kadhafi à l'ONU en s'abstenant, perçoivent après coup une attitude hégémonique de l'Occident en ce qui concerne la Libye[631]. Les Occidentaux font fi des principes de non-ingérence. Pour arriver à leurs fins, ils acceptent - dans la guerre civile en Libye -l'intervention de forces dangereuses pour l'Occident lui-même, des forces se référant à

---

[624] Christian Chesnot & Georges Malbrunot, *Qatar les secrets du coffre-fort*, Éditions Michel Lafon, 2013, p. 186.
[625] *Ibid.,* p. 189.
[626] Voir l'annexe n° 4, déjà cité
[627] Vincent Geisser, *L'Année du Maghreb, 2012, Printemps arabe : une révolution pour les sciences sociales ?,* Éditions CNRS, Paris, 2012, p. 332.
[628] *Ibid*, revue *Arabies*
[629] Nicole Ameline, rapport d'information sur la Libye, « Commission des Affaires Etrangères constituée le 4 mars 2015 », Assemblée Nationale n° 3259, p. 22.
[630] Jean-Paul Tedga, « La résistance jusqu'à quand », *Afrique-Education*, du 1er au 30 avril 2011, n° 321-322, p. 29.
[631] L'abstention de la Russie et la Chine a laissé une place vide pour les puissances occidentales de pousser l'affaire de cette résolution 1973 contre le régime de Mouammar Kadhafi. Ils n'ont pas opposé un veto.

l'intégrisme islamiste[632]. La Russie se trouve devant un dilemme lors des discussions à l'ONU : soit soutenir un despote et laisser l'armée écraser la Cyrénaïque en train de se révolter, soit permettre aux Franco-britanniques de frapper la Libye de Kadhafi pour protéger des civils. Elle fait le choix de l'abstention lors d'un vote à l'ONU[633]. Pour autant la Russie n'a pas les mêmes visées que des pays occidentaux ou le Qatar. A Moscou et à Pékin (la Chine s'étant alignée sur la Russie), très vite les responsables politiques perçoivent que les Occidentaux avaient outrepassé le mandat onusien et qu'ilsveulentinstaurer un régime qui leur soit favorable. La conséquence majeure de ce sentiment de trahison est l'opposition catégorique de Moscou, suivie par Pékin, à ce que souhaitent des pays occidentaux en ce qui concerne le régime syrien, à savoir l'abattre[634], dans un autre moment historique.

Depuis que l'OTAN a pris les rênes de l'opération, personne, sur le terrain, ne semble avoir une vision claire de l'issue des combats. Le 1er juin, le secrétaire général de l'OTAN décide de prolonger jusqu'à fin septembre 2011 la mission d'intervention en Libye, mission qui devait prendre formellement fin le 27 juin 2011. « L'Otan et ses partenaires viennent de décider de prolonger notre mission en Libye pour quatre-vingt-dix jours supplémentaires ».Cette décision envoie un message clair au régime de Mouammar Kadhafi : « *Nous sommes déterminés à poursuivre nos opérations pour protéger le peuple libyen* »[635]. Le Conseil de sécurité a-t-il validé cette prolongation ? Ban-Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU, demande l'arrêt des bombardements afin que les humanitaires puissent enfin entrer en action. Le secrétaire général de l'OTAN s'inscrit lui aussidans une logique de guerre. La prolongation des interventions est nécessaire, la résistance du régime ayant été sous-estimée[636].

Que se passe-t-il en Libye ? Pour les Libyens, dans leur majorité, et les Africains, de manière générale, le colonel Mouammar Kadhafi ne doit pas partir, même s'il est ce qu'il est. Au sein du Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud, le Gabon et le Brésil, dénoncent des frappes aveugles qui n'ontarien à voir avec la « zone d'exclusion aérienne ». L'OTAN est de plus en plus critiquée au sein du monde occidental, mais aussi dans la Ligue arabe et au sein de

---

[632] Gilles Andréani, *Kosovo, Libye, intervention humanitaire et guerre aérienne*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2013, p. 386.
[633] Frédéric Encel, *Géopolitique du Printemps arabe*, Presses Universitaires de France/ Humensis, 2017, p.152.
[634]*Ibid*, p. 153.
[635] Ahmed, « *Vers l'inévitable partition du pays en deux* », *Afrique-Éducation*, n°325, du 1er au 15 juin 2011, p. 20.
[636] Guillaume Nicaise, *Etude comparée : la perception occidentale des insurrections en Egypte et Libye par Carnegie Endowment for International Peacen International Crisis Group et l'Assemblée parlementaire de l'Otan*, Master 2, Université Lyon 3, septembre 2011, p. 39.

l'Union africaine. Dans ce contexte, il n'y a donc plus qu'un petit groupe de pays occidentaux pour légitimer les bombardements, effectués par des avions de la coalition, qui entraînent des pertes dans la population civile libyenne. Aussi peut-on dire que sous le fallacieux prétexte de la résolution 1973, on assiste à un règlement de compte entre Kadhafi et certains chefs d'État occidentaux[637].

2.1.1. Du recours aux hélicoptères à la chute de Tripoli, du 4 juin au 23 août 2011

Le 3 juin 2011, le conseil des tribus de Libye fait une déclaration contre la guerre des États capitalistes. Les personnes réunies fontune « déclaration » approuvée de façon unanime : « Le peuple libyen a le droit de se diriger lui-même, le peuple libyen a le droit de choisir ses propres leaders ». Le cheikh Ali, autorité des chefs tribaux libyens, transmet la déclaration à James et Joanna Moriarty, membres de la délégation d'investigation internationale. Mais la parole de ces chefs tribaux ne sera pas entendue par les chefs d'État belliqueux tant elle contredit le discours élaboré par l'OTAN[638]. A partir du 3 juin 2011, les hélicoptères français sont directement engagés en appui au sol des rebelles, acquis pour beaucoup au CNT. Au même moment, débute l'offensive des combattants du Jebel Nefusa soutenue et coordonnée par les forces spéciales françaises[639]. Les frappes aériennes détruisent une grande partie des blindés de Kadhafi ; mais les forces libyennes dissimulent désormais leur artillerie au cœur même des villes et de la population. Le 4 juin, les hélicoptères de combat britanniques et français reprennent leurs frappes, cette fois contre les pick-up kadhafistes armés de mitrailleuses lourdes, qui attaquent partout la rébellion[640]. Sur le plan international, la rébellion libyenne gagne des appuis. Le régime de Kadhafi bénéficie de peu de soutiens sur la scène internationale.

---

[637] Jean-Paul Tédga, « La résistance jusqu'à quand ? », *Afrique-Éducation*, du 1er au 30 avril 2011, n° 321-322, p. 28.
[638] Françoise Petit-démange, *La Libye révolutionnaire dans le monde 1969-2011*, Éditions paroles vives, 2014, p.497.
[639] Bernard Lugan, *Histoire de l'Afrique du nord, Egypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc des origines à nos jours*, Éditions du Rocher, 2016, p. 610.
[640]Hubert le Roux & Antoine Sabbagh, *Paroles de soldats, les Français en guerre, 1983-2015*, Éditions, Tallandier, 2015, p. 290.

Hillary Clinton parle, début juin, de la nécessité de « *préparer l'après Kadhafi* ». Cela reste un vœu pieux. Jusqu'à la fin juin, la situation parait s'enliser sur les différents fronts : les insurgés de l'Est ne peuvent progresser vers la région centrale autour de Syrte restée loyale au régime, faute de faire sauter le verrou de Brega. À l'Ouest, le siège de Misrata n'est pas levé en dépit de la concentration des moyens aériens de la coalition en mai et juin[641]. La différence entre l'Afghanistan et la Libye, c'est qu'en Libye il n'y a pas de troupes amies au sol. Quand on choisit un objectif, on a peu de risques de faire du mal à des troupes amies membres de la coalition anti-Kadhafi, mais, on peut faire du mal aux rebelles au sol faute de bien se repérer car il y a une grande imbrication entre les loyalistes et les rebelles[642].

L'enlisement du conflit libyen et l'incapacité militaire de l'OTAN à renverser rapidement le régime de Kadhafi font que certains pays commençant à retirer leur participation de la coalition militaire. C'est le cas de la Norvège qui ordonne le retour de ses six avions de chasse qui participent aux combats. L'Italie, qui a signé un traité d'amitié avec la Libye de Kadhafi en 2008, demande une solution diplomatique. Quant à Barak Obama, il doit faire face, au Congrès, aux Républicains qui lui ont clairement demandé pour quelle raison il est parti bombarder Kadhafi, à la demande du président français, Nicolas Sarkozy[643]. D'autant plus que Sarkozy donne son feu-vert à une aide pour les rebelles, peu soucieux de la résolution 1970 mettant « *l'embargo sur les armes en Libye* ». De là le parachutage d'armes *« en quantité importante »* aux tribus berbères, « dans les montagnes du Djebel Nefousa », tribus qui sont entrées en guerre contre le régime. Selon Paris, ce front au Sud constitue désormais l'un des meilleurs espoirs pour la coalition occidentale désireuse de favoriser une « *jonction »* avec les mouvements d'opposition encore dormants dans la capitale et de provoquer un soulèvement de Tripoli contre le régime[644]. Grâce à ces renforts en armement, les rebelles sont parvenus à sécuriser une vaste zone allantde la frontière tunisienne jusqu'aux abords de Gharian, verrou stratégique à une soixantaine de kilomètres au sud de Tripoli. La décision française d'armer les insurgés procède du même calcul que celle de faire entrer en action des hélicoptères à Misrata : donner un coup de pouce afin de faire sortir les rebelles d'une situation bloquée.

---

[641] Gilles Andréani, *Kosovo, Libye, intervention humanitaire et guerre aérienne*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2013, p. 402.
[642] Hubert le Roux & Antoine Sabbagh, *op.cit*., p. 300)
[643] Interview avec le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel-Aziz, « Libye, le CNT change-t-il de langage ? », *Afrique-Éducation*, n° 330, du 16 au 31 août 2011, p. 28-29.
[644] Philippe Gelie, « La France a parachuté des armes aux rebelles Libyens », *Le Figaro*, le 29 juin 2011, p, 6.

L'ingérence de la communauté internationale se manifeste au-delà de l'intervention militaire. Le 27 juin la Cour pénale internationale délivre des mandats d'arrêt pour « crime contre l'humanité » contre Kadhafi et son fils Saif Al-islam[645]. A ce stade du conflit il semble peu probable que Kadhafi quitte le pouvoir et son pays. En conformité avec des déclarations dans des enceintes internationales, on affirme une fois encore que les autorités libyennes commettent des crimes contre l'humanité et des violations contre le droit humanitaire international. La CPI annonce aussi la délivrance d'un mandat contre le chef des renseignements libyen. De tels mandats d'arrêt rendent plus difficile la perspective d'un exil négocié des responsables politiques encore détenteurs du pouvoir en Libye[646].

Durant le mois de juillet 2011 de nombreux événements ont lieu, qui, pour certains, ont des conséquences politiques. C'est le cas de la mort du général Younès, qui fut un proche de Kadhafi avant de rallier les rebelles. L'annonce de celle-ci a secoué l'est de la Libye. Le 28 juillet 2011, le chef d'état-major des rebelles a été assassiné. Quel fut son rôle en 2011 ? Le général Abdelfattah Younès a joué un rôle important dans le renversement du régime de Kadhafi, c'est lui qui a proposé d'ouvrir un front à l'ouest afin d'ouvrir une voie vers la capitale, Tripoli, en avril 2011. Celui qui avait été ministre de l'intérieur sous l'autorité de Kadhafi, connaissait le point faible du régime quant à l'adhésion de telle ou telle tribu. Il a mis l'accent sur l'intérêt militaire d'une région montagneuse, le *Djebel Nefousa*, située à l'ouest de Tripoli[647]. Lors d'une rencontre à l'Élysée avec Nicolas Sarkozy et David Cameron, il a été jugé utile pour les puissances occidentales d'armer un maquis dans cette région. Kadhafi devait alors protéger Tripoli, en plus des actions militaires contre les rebelles dépendant du CNT installé à Bengazi.

La mort du général Younès reste pour une part mystérieuse, les circonstances de cette mort sont controversées[648]. Elle serait le fruit de discordes au sein du CNT. Selon son neveu, Hisham Obaîdé, les tueurs appartiennent à la Brigade des « *Martyrs du 17 février* », l'une des composantes armées du CNT[649]. À entendre le porte-parole du régime de Kadhafi, Moussa Ibrahim, *Al-Qaïda* serait derrière cet assassinat. Ainsi la présence islamiste au sein de la

---

[645] André Martel, *La Libye des Ottomans à Da'ech 1835-2016*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 231.
[646] Vincent Geisser, L'Année du Maghreb, 2012, Printemps arabe : une révolution pour les sciences sociales ? Paris, Éditions CNRS, 2012, p. 332.
[647] Eric Denécé, Centre Français de Recherche sur le Renseignement, *La face cachée des révolutions arabes,* Editions Ellipses, p.183-184.
[648] Jean Marbot, *Un Pick-up pour Tripoli*, Rennes, Éditions Marines, p. 245.
[649] Akram Belkaîd, Qui a tué le général Younes ? Des rebelles à l'enterrement d'Abdel Fattah Younès, le 29 juillet 2011, à Benghazi. AFP Photo/Gianluigi.http://www.slateafrique.com/19701/libye-qui-a-tue-le-general-younes-rebelles-cnt-kadhafi

rébellion expliquerait l'assassinat du général. Le CNT a perçu le danger de cette information. Moustafa-Abdeljalil, s'adressant aux rebelles, leur enjoint de ne pas prêter attention aux rumeurs que les forces de Kadhafi essaient de faire circuler afin de les diviser. Après l'assassinat du général Younès, Washington, puissance occidentale impliquée dans la lutte contre Kadhafi, a exhorté les rebelles à rester unis et concentrés sur leur objectif de renverser le colonel Kadhafi. Ce que l'on attend des chefs de la rébellion, c'est l'unité ! « Ce qui est important, c'est qu'ils œuvrent de manière à la fois rapide et transparente à assurer l'unité de l'opposition libyenne », a déclaré le département d'État américain. La France, l'un des principaux soutiens internationaux à la rébellion, a, pour sa part, appelé à la prudence sur les explications et les responsabilités dans cette affaire[650].

Le journal *Le Monde* a retenu un point de vue différent et accuse le régime de Kadhafi, reprenant les déclarations du CNT. Selon le chef du CNT, Moustapha Abdeljalil, le chef d'état-major de la rébellion devait être auditionné par *« une commission judiciaire enquêtant sur des questions militaires »*[651]. Abdel Fatah Younès a été pris pour cible et tué par un groupe d'hommes armés non identifiés, ainsi que deux autres responsables militaires qui étaient à ses côtés, le colonel Mohammed Khamis et le commandant Nasser Madhour. Mahmoud Jibril, président du bureau exécutif du CNT a déclaré sur la chaine *Al-Araya,* le 12 avril 2012, que « *Abdelfattah Younès a commencé dès sa défection à rassembler l'armée nationale libyenne et à prendre un rôle primordial dans la révolution de 17 février, ceux qui ont profité de sa mort ne voulaient ni armée ni État civil* ».

À Benghazi, certains pensent qu'il a été tué par des loyalistes infiltrés, d'autres par des rivaux ou des rebelles qui n'avaient pas pardonné son rôle dans l'emprisonnement et la torture de dissidents, notamment islamistes, sous le régime du colonel Kadhafi.[652] Pour certains Younès aurait été victime d'un double jeu avec le régime de Kadhafi : perçu comme « *traître* », il a été éliminé[653]. Selon *Jeune Afrique*, il y a des pistes possibles, sans certitude. Younes, l'un des piliers du régime, rejoint l'insurrection fin février, il devient une cible pour

---

[650] Par AFP, Libye : L'assassinat de Younes, un coup dur politique et militaire pour la rébellion, 30 juillet 2011. http://www.jeuneafrique.com/153809/politique/libye-l-assassinat-de-younes-un-coup-dur-politique-et-militaire-pour-la-r-bellion/.

[651] Service international, « Le chef militaire de la rébellion libyenne assassiné », *Le Monde,* 30 juillet 2011, p. 5.

[652] Cécile Hennion, « Confusion et combats à Benghazi après la mort du général Younès », *Le Monde*, 6 août 2011, p. 6.

[653] Héléne Bravin & Kamel Almarache, *Libye des révolutionnaires aux rebelles,* Éditions Erick Bonnier, 2018, p. 12.

les kadhafistes. Il a combattu les islamistes[654] durant des années, en particulier le groupe islamique combattant Libyen (GICL), de l'émir Abdelhakim Belhaj, il est en 2011, en dépit de son ralliement au CNT, une cible pour les islamistes - c'est la thèse avancée par les services secrets d'un pays membre de l'OTAN[655]. En 2011, alors que la coalition internationale s'est rendue maître du ciel, au sol, de nombreux règlements de compte ont été possibles.

Un mois après la mort du général Abdelfattah Younès, les brigades révolutionnaires sont aux portes de Tripoli. La résistance des loyalistes a surpris certains pays occidentaux, de là un regain d'intérêt pour une solution diplomatique. L'Allemagne de Merkel avait résisté au discours belliqueux de Sarkozy et Cameron. L'Italie, hésitante face à la guerre en Libye, prend ses distances à l'égard de ses partenaires européens. Aux États-Unis des congressistes républicains interpellent Obama. Pourquoi a-t-il secondé Sarkozy dans la guerre ? Il est vrai que la perception de Kadhafi outre-Atlantique avait changé, il s'opposait aux islamistes après 2001. Un bon point pour lui[656]. Sur le terrain, le CNT n'est pas un partenaire efficace, la guerre perdure[657].

Dans les montagnes près de Tripoli, les insurgés gagnent de terrain, ils avancent vers la capitale[658]. Ils ont toutefois besoin de l'aide militaire de la coalition. Le vice-président du CNT, Abdel Hafiz Ghoza, a salué les insurgés libyens actifs dans ces montagnes : ceux-ci avancent « *grâce au courage héroïque des rebelles combinés à la sagesse et au soutien français* ». Le propos est éloquent ! À propos d'une attaque à venir, un rebelle, membre du comité révolutionnaire au quartier général de Zintan, affirme : « Nous attendons avant de lancer cette attaque, le feu vert de l'OTAN »[659].

À Tripoli, la situation est différente, de grands rassemblements ont eu lieu sur la Place Verte le vendredi 1er juillet 2011. Il est difficile d'estimer le nombre des participants, on

---

654 Une vengeance islamiste, c'est plausible. Lorsque Younes était ministre de l'intérieur de Kadhafi, la répression à l'encontre des islamistes de Derna, dans les années 1990-2000, a été sanglante. Une deuxième explication met en cause le CNT lui-même. Younes aurait entamé des négociations directes avec le régime de Kadhafi en vue d'un cessez-le-feu voire de son retour au bercail. Depuis sa défection en février dernier, Younes n'a jamais fait l'unanimité au sein du CNT, de nombreux opposants à Kadhafi lui reprochant d'avoir longtemps servi le « Guide suprême ».

655 *Jeune Afrique*, « Qui a tué le numéro deux des rebelles ? », n° 2638, du 31 juillet au 6 août 2011.

656 Jean Paul Tedga, « Le CNT change-t-il de langage ? », *Afrique Education*, n° 330, du 16 au 31 août 2011, p. 28-29.

657 *Ibid*., p. 29.

658 Jean Marbot, *Un Pick-Up pour Tripoli*, Éditions Marines, 2012, p. 214

659 *Ibid*, p.220.

avance qu'un million et demi de personnes soutiennent Kadhafi[660]. Contrairement à ce qu'affirment des responsables politiques occidentaux, Kadhafi n'est pas vraiment désavoué.

Quelques jours après, le 15 juillet, les montagnards de Zintan, là où la France a parachuté des armes, font sauter le verrou de Gharyan ouvrant ainsi la voie vers la capitale. Des insurgés dotés d'armes sont présents dans la capitale, attendant le signal d'un soulèvement : « pour sortir de l'ombre, leurs cellules dormantes n'attendent plus que l'appel de la Sirène, nom de code de cette opération ad hoc ». Les insurgés sont épaulés par leurs mentors occidentaux[661]. Yannick Piart, un acteur de la guerre en Libye a confirmé cette information, d'après lui des combattants sont infiltrés, « le plan pour la conquête de Tripoli est activé »[662].

Sur le front politique externe, la pression augmente sur le régime de Kadhafi. La Chine, traditionnellement hostile à l'idée d'ingérence, admet l'importance de l'insurrection. Chen Xiaodong, ministre des Affaires étrangères, a rencontré des acteurs de l'insurrection à Benghazi durant le mois de juillet[663]. Le CNT voit que la rébellion, avec le concours de puissances étrangères, gagne du terrain à l'ouest du pays. Aussi refuse-t-il de négocier avec Kadhafi au pouvoir[664]. Les Occidentaux partagent ce point de vue, contrairement à ce que certaines déclarations pourraient laisser penser. Vraisemblablement, il y a une là une posture par rapport aux opinions occidentales dans la mesure où la confrontation entre rebelles et forces loyalistes perdure. Gérard Longuet, proche de Sarkozy, interrogé par Olivier Mazerolle sur BFM TV, affirme qu'« il était le temps pour les insurgés de négocier avec Kadhafi ». Du côté du pouvoir libyen, négocier n'est pas exclu. Le premier ministre libyen, Baghadadi Al-Mohmoudi, s'est dit prêt à négocier, sans conditions préalables. Il s'adresse aux autorités françaises, et au-delà à l'opinion française : « Nous tenons beaucoup à l'amitié de la France ». Ces mots n'ont été pas pris compte par les responsables français. Une illustration : le premier ministre François Fillon a demandé à l'Assemblée nationale la prolongation de l'intervention française en Libye afin de faire plier le régime de Kadhafi.

---

[660] Voir l'annexe n°30 pp, 120-121.Des manifestations pro-Kadhafi

[661] Emmanuel Hecht et Pierre Servent, *Le siècle de sang 1914-2014, les vingt guerres qui ont changé le monde,* Éditions Express/Perrin, 2014, p. 350.

[662] Yannick Piart, L*a guerre en Libye à bord d'un Rafale Marine, La Pointe du Diamant,* Paris, Éditions Nimrod /Movie Planet, 2017, p. 152.

[663]Jean Paul Tedga, « Le CNT change-t-il de langage ? », *Afrique-Education*, n° 330, du 16 au 31 août 2011, p. 27

[664] Jean Marbot, *Un Pick-Up pour Tripoli*, *op. cit.,*p. 225.

2.1.2. La chute de Tripoli

Le mois sacré du Ramadan[665] a commencé le 1er août 2011. Certains pensent que ce sera l'occasion d'une pause dans les combats tandis que d'autres estiment, au contraire, que cette période de sacrifice galvanisera les combattants qui se battent contre l'injustice et la tyrannie en Libye. En ce mois d'août 2011, le Guide est toujours à Bab Al-Azizia, les insurgés sont proches de la capitale[666]. À partir du 13 août, la situation des loyalistes commence à devenir difficile. Les insurgés ont repoussé les troupes du régime à environ sept kilomètres de leurs positions à côté de Zaouya, à l'ouest de la capitale. Tout cela va de pair avec des interventions de l'OTAN qui facilite l'avancée des rebelles. « Ce ne sont pas tous les rebelles qui se battaient contre l'armée libyenne et ses réservistes, c'est l'OTAN », a déclaré l'ambassadeur américain Gene A. Cretz[667].

Dans Tripoli, la situation devient difficile, nourritures et carburant font défaut, « les coupures d'électricité sont de plus en plus longues et les produits de première nécessité se font rares »[668]. Sur le front de Misrata, les insurgés n'arrivent à prendre le contrôle de Zlitan, une ville voisine, qu'après « l'accord des anciens de la tribu Fowater qui a laissé les insurgés prendre le contrôle de cette ville ». Cela révèle l'importance des tribus dans l'histoire de la Libye, en particulier lors des tensions entre Libyens en 2011.

La guerre de Tripoli se joue alors sur plusieurs positions, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Libye. À l'extérieur la guerre psychologique fonctionne à plein contre le régime encore en place en Libye, la pression est totale pour faire entendre à Kadhafi que ses jours sont comptés. Dans un communiqué diffusé par l'Élysée, le président français demande au colonel Kadhafi « d'ordonner immédiatement à celles de ses forces qui lui sont encore loyales de cesser le feu, de déposer les armes, de regagner leurs casernements et de se mettre à la disposition des autorités libyennes légitimes »[669]. Paris a débloqué 182 millions d'euros d'avoir libyens jusqu'alors gelés, ceux-ci ont été mis à la disposition du Conseil national de

---

[665] Les insurgés prennent exemple sur le prophète Mohamedet ses partisans qui ont attaqué leurs ennemis au milieu du mois de Ramadan. « Les chefs des insurgés disent que ce mois ne va pas ralentir leur progression vers Tripoli ».
[666] Héléne Bravin & Kamel Almarache, *Libye des révolutionnaires aux rebelles, op. cit.,* p. 21.
[667] Nassyem Yrreiht, « Fin de parcours », *AfriquEducation*, n° 331, du 1er au 15 septembre 2011, p. 23. N. Yrreiht est correspondant à Tripoli pour *Afrique Education*.
[668] Michel Prou, *De la guerre civile en Libye au printemps islamique arabe…. Où l'odeur du jasmin se mêle à celle de la poudre,* Paris,Éditions L'Harmattan, 2012, p. 36.
[669] Jean Marbot, *Un Pick-Up pour Tripoli*, *op. cit.,* p. 267.

transition (CNT) pour « des achats humanitaires », a annoncé le nouvel ambassadeur du CNT à Paris, Mansour Seif-Al-Nassar[670].

À l'intérieur, des combats très violents ont lieu à Tripoli,autour de la base militaire, qui est aussi la résidence de Kadhafi, Bab-Al-Azizia,[671]protégée par des kadhafistes. Le cousin paternel de Kadhafi, Al Barani Echkal, le chef de la brigade qui protège Kadhafi, va jouer un rôle très important. Il prétend se battre pour Kadhafi, et dans le même temps se dit prêt à donner l'ordre à ses hommes de déposer leurs armes si les insurgés arrivent aux portes de la capitale, parce qu'il se soucie de sauvegarder des vies humaines. Cette attitude a desservi Kadhafi[672].

Kadhafi a-t-il été trahi par son cousin ? Celui-ci est sorti de son silence quelques années plus tard[673]. En 2017, il a accordé un entretien à la chaîne libyenne Libya 218 : « Mon rôle a été de protéger Bab-Al-Azizia, Kadhafi et sa famille ». Après l'intervention de l'OTAN, le 19 mars, la position de la brigade qu'il dirigeait a changé, suite aux bombardements de l'OTAN. À compter du 20 août 2011, des mouvements de grande ampleur ont lieu à la périphérie de Tripoli, à Tajoura, Soq-Al-Joma et Zaouya. Les rebelles ont constitué trois fronts autour de la capitale. Dans ce contexte le défenseur de Bab-Al-Azizia a pris ses distances avec Kadhafi. Désireux de nepas tuer des civils, il n'a pas obéi aux ordres, il s'est adressé au Guide présent à Bab-Al-Azizia, il a refusé de défendre Tripoli à tout prix[674] . Kadhafi a quitté Tripoli. Avec des fidèles il a rejoint la nuit du 18 août Bani-Walide. Des proches lui avaient conseillé de renoncer au pouvoir et de quitter la Libye. Kadhafi refuse l'idée d'un exil, il combattra jusqu'à la fin : « Je vais mourir à Syrte »[675].

---

[670] Qui est Mansour Seif-Al Nassar ?Libyen exilé depuis sa jeunesse, en France, il s'engage très tôt dans une opposition au pouvoir libyen, en s'investissant dans la Ligue des droits de l'homme libyenne et le Front national pour le salut de la Libye, mouvement d'opposition expatrié. Il devient, en 2011, membre et représentant en France du conseil national de transition (CNT), l'organe politique de la rébellion libyenne reconnu par les pays occidentaux comme la seule autorité gouvernementale en Libye. Il était présent au festival de Cannes en 2012, aux côtés de Bernard-Henri Lévy, pour la présentation de son documentaire sur la guerre en Libye, *Le serment de Tobrouk*. La famille de Seif Al-Nasser est très connue au nord de la Libye [Sebha], cette famille a participé à la guerre contre les Allemands, avec le général Leclerc, durant les années 1940-1943 à Koufra.

[671] « Bab Al-Azizia n'était plus qu'un tas de décombres après avoir été la cible de soixante-quatre missiles de l'OTAN » a déclaré Mouammar Kadhafi par un message diffusé à la chaine *Al-Ourba.*

[672] Héléne Bravin & Kamel Almarache, *Libye des révolutionnaires aux rebelles,op. cit.,* p. 21.

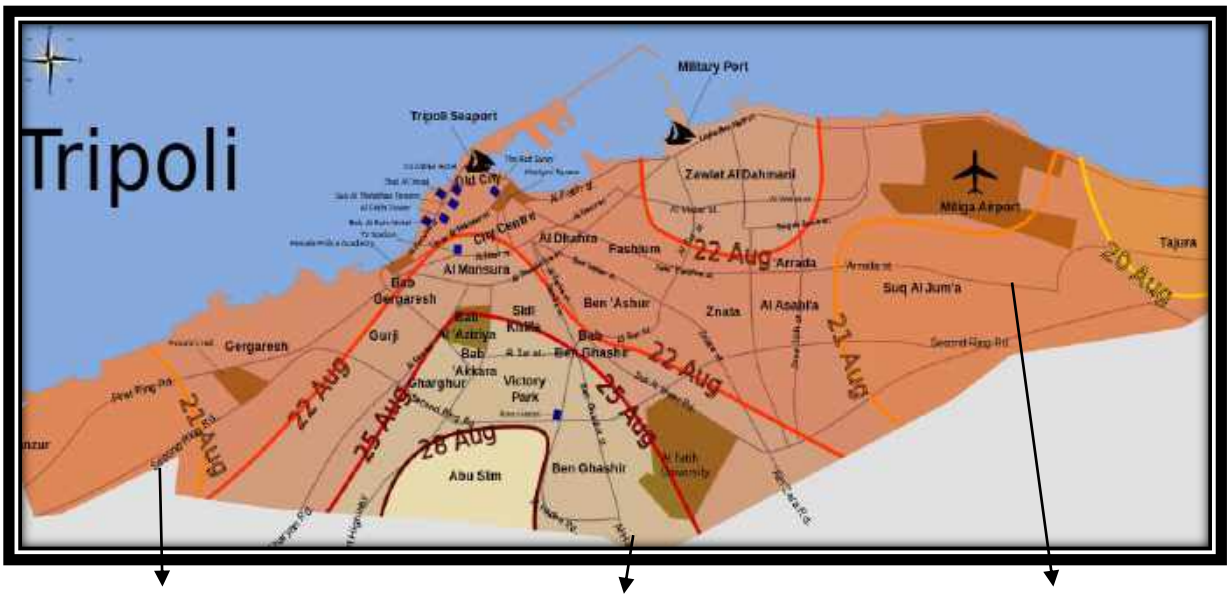
[673] Le major général Al Barani Echkal dirigeait la brigade Emhamed Al-Maqrif. Né à Syrte en 1949, c'est un cousin de Mouammar Kadhafi. Il a rejoint cette brigade à partir de 1994, celle-ci associe plus de 3500 membres, pour la plupart originaires des régions occidentales libyennes.

[674]https://www.youtube.com/watch?v=6SdFVI5szrM. Traduit de l'arabe en français, par moi-même.

[675] Héléne Bravin & Kamel Almarache, *Libye des révolutionnaires aux rebelles,* Éditions Erick Bonnier, 2018, p. 24.

Le 23 août, c'est la prise de ce lieu par les rebelles. Les insurgés occupent Tripoli. Kadhafi ne peut plus rien espérer, « Kadhafi ne mérite rien »[676]. Abdelhakim Belhaj, l'un des responsables de l'insurrection, n'était pas sur place lors de la prise de Bab-Al-Azizia, le QG de Kadhafi. Il était encore, semble-t-il, à Zawaya, à 40 km de Tripoli. Dès son arrivée, Al-Jazzera a filmé l'ancien djihadiste libyen[677]. La chaîne qatarie suit les rebelles de bout en bout lors de l'insurrection. Dès la chute de Tripoli, Beljah crée un conseil militaire dont le but est de remplacer les organes sécuritaires disparus, il exerce son autorité sur plusieurs brigades. Al-Nawassi, le noyau dur des brigades, est dirigé par Abdelraouf Karra, aux orientations salafistes[678].

Illustration n° 61 : (Zones contrôlées par les trois parties lors de la bataille)



Front d'Al-Zawaya Front de Djebel Nefoussa front de Misrata

La chute de Tripoli bouleverse la situation sur le front de Syrte. Le reliquat des forces loyalistes se retire vers Syrte. L'OTAN prend pour cible les fidèles de Kadhafi[679].

[676] Fabrice Arfi & Karl Laske, *Avec les compliments du Guide, Sarkozy-Kadhafi l'histoire secrète*, Éditions, Fayard, p. 281.
[677]Voir l'annexe n° 11, p, 23-à-28. Mathieu Gathier, déjà cité.
[678] Héléne Bravin & Kamel Almarache, *Libye des révolutionnaires aux rebelles, op. cit.,* p. 36.
[679] S. Al-Jabo, témoignage d'un habitant de Syrte (réfugié en France), Il a vécu la situation de guerre en septembre et octobre 2011. J'ai eu un échange avec lui le 26 mars 2019.

2.1.3. Du la chute de Tripoli à l'exécution de Kadhafi du 23 août au 20 octobre 2011

Le mois de septembre 2011, ce fut la joie pour certains, et l'enfer pour d'autres. Pour la première fois depuis 42 ans, Kadhafi ne célébrera pas l'anniversaire de son arrivée au pouvoir le 1er septembre 1969[680]. Le 1er septembre 2011, une conférence se tient à Paris, tous « les amis de la Libye » discutent de l'avenir de la Libye, aux dires de certains, ils se partagent le gâteau libyen[681]. En Libye même des responsables de l'insurrection contrôlent telle ou telle région, en fonction du concours que leur apportent milices et tribus. Pour les fidèles de Kadhafi, la vie devient difficile. Malheur aux vaincus ! Plusieurs témoignages ont été réunis sur les procédures adoptées lors de l'épuration. Un nommé Tahar a été torturé, par des Français et des Qataris, à Tripoli, le 19 septembre. « Français et Qataris posaient les mêmes questions, si ma réponse divergeait, c'était l'électricité. J'ai été libéré le 27 octobre 2011, avec obligation de me présenter à un contrôle tous les trois jours »[682]. Zohra Mansour, une intime de Mouammar Kadhafi (qu'elle a fidèlement servi pendant plus de trente ans) a été arrêtée : « J'ai été brièvement détenue dans une prison de Tripoli, où j'ai vu des Français, qui m'ont emmenée dans une ferme à Misrata. Les Qataris se sont occupés de moi, m'ont brûlée partout avec des cigarettes, battue ». Zohra avait travaillé au ministère des Affaires étrangères en Libye. Aujourd'hui refugiée à Paris, elle s'occupe des conférences concernant la défense du « droit du peuple libyen»[683].

Le 15 septembre 2011, c'est la batille de Syrte. Indécise et mal connue, elle dure plus d'un mois, Kadhafi est isolé[684]. La chute de Tripoli libère des troupes. Le combat a d'abord lieu à Bou-Hadi, à quelques kilomètres de Syrte. L'avancement des rebelles est tel que la situation est de plus en plus difficile pour les loyalistes. Ils perdent des lieux stratégiques chaque jour[685]. Parallèlement l'OTAN intervient par la voie des airs, les bombardements continuent, l'hôpital de Ben-Sina est pris pour cible.

---

[680] Samir Sobh, *La boîte de Pandore*, Revue Arabies, septembre 2011, n° 293, p. 26.
[681] Voir l'annexe n° 1, p. 114.
[682] Catherine Graciet, *Sarkozy-Kadhafi, histoire secrète d'une trahison,* Paris, Éditions du Seuil, 2013, p.10.
[683] Catherine Graciet, *Sarkozy-Kadhafi, histoire secrète d'une trahison, op.cit,* p.13.
[684] André Martel, *La Libye des Ottomans à Da'ech 1835-2016,* Paris, L'Harmattan, 2016, p. 232.
[685] S. Al-Jabo, voir note 34.

2.1.3.1. La mort de Kadhafi

Kadhafi n'est pas arrêté, il est lynché et exécuté. Les images de son exécution sont terribles. Point de pitié pour un homme sans défense ! Beaucoup d'observateurs se sont interrogés sur cette exécution. A-t-on voulu le faire taire ? Pourquoi ne pas le traduire devant un tribunal ? [686]. Kadhafi n'avait pas voulu quitter la Libye, à la différence de Ben Ali en Tunisie. Il était prêt à mourir en martyr. Son vœu a été exaucé. Arrêté, il aurait été encombrant. Sa mort était prévisible[687].La ville de Syrte, ville natale de Mouammar Kadhafi, fut le dernier bastion de la résistance libyenne[688].La chute du régime Kadhafi est désormais acquise, au terme d'une guerre civile de huit mois, les opposants du Guide ayant bénéficié d'une intervention militaire sous l'autorité de l'OTAN.

Kadhafi est mort à Syrte, le 20 octobre 2011. Sur les images prises lors de la fin de Kadhafi, il est entouré par des rebelles qui apparaissent surexcités,[689] ils s'acharnent sur le corps du Guide. Il fut transporté, mort ou agonisant, à l'hôpital de Misrata, une ville conquise les mois précédents par les rebelles. Les responsables du CNT donnent une image plus policée de la fin de Kadhafi. À 13h 15, de Tripoli, le coordonnateur des opérations militaires au sein du CNT, Abdel Madjid Mlegta, annonce la capture de Mouammar Kadhafi en évoquant des blessures graves sur son corps. Peu après, un responsable du CNT affirme que Kadhafi avait essayé de s'enfuir, de là des échanges de tir. Selon Mahmoud Jibril, numéro deux du CNT, Kadhafi est mort des suites de ses blessures. Le corps de Kadhafi est exposé dans la chambre froide d'un marché de Misrata, des milliers d'individus se succèdent pour le voir. Ce fut l'apothéose des festivités nécrophiles autour du corps de Kadhafi. Le 25 octobre 2011, au petit matin Mouammar Kadhafi et son fils Moatassem, tué lui aussi à Syrte, sont inhumés dans le désert libyen, dans un lieu gardé secret, afin d'effacer à jamais toute trace de la sépulture de Kadhafi.Celle-ci aurait pu devenir un lieu de mémoire pour ses partisans[690].

Point de condoléances pour Kadhafi au sein de la communauté internationale ! Point d'apitoiement. Pour Barak Obama, la mort de Kadhafi marque la fin d'un chapitre long et douloureux pour les Libyens. Nicolas Sarkozy voit dans la disparition de Mouammar

---

[686] Michel Collon, *Je suis ou je ne suis pas Charlie ? Réflexion sur la guerre, la terreur, l'islam et la liberté d'expression,* Éditions Investig' Action, 2015, p. 69.
[687] Luis Martinez, Directeur de recherche, Sciences-Po Paris, Centre de recherches internationales, a abordé ce sujet lors d'un échange que j'ai eu avec lui, le 27 Octobre 2015.
[688] Joseph Wouako Tchaleu, *L'agression libyenne, la démocratie de guerre, op, cit.,* p.378
[689] Voir l'annexe n° 1 p. 140 (avec des photos de Mouammar Kadhafi)
[690] Joseph Wouako Tchaleu, *L'agression libyenne, la démocratie de guerre,* Paris, Le Harmattan, 2013, p. 384-385.

Kadhafila conclusion de la lutte menée depuis plus de huit mois par le peuple libyen pour se libérer du régime dictatorial et violent qui lui a été imposé pendant plus de quarante ans. David Cameron, autre acteur de la coalition internationale contre Kadhafi, affirme que la Libye est désormais libre, qu'il faut se souvenir des victimes de Kadhafi. Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, le rejoint, la mort de Kadhafi, c'est « la fin d'une ère de despotisme ». Moustapha Abdeljalil, le président du CNT, tient les mêmes propos que ses alliés, pour lui « Kadhafi est mort aux mains des révolutionnaires, la tyrannie est finie ». Il faut songer à l'avenir. Ban Ki-Moon, le secrétaire général de l'ONU, parle de la nécessité d'une transition historique pour la Libye.

Quelques voix discordantes troublent l'harmonie. La Russie, la Chine, l'Afrique du Sud manifestent des réticences face aux événements d'octobre 2011. Le président vénézuélien Hugo Chavez, le leader de la révolution bolivarienne, condamne l'assassinat de Kadhafi, un martyr, un grand combattant. Fidel Castro parle lui aussi d'assassinat. La presse aborde la mort de Kadhafi. Certains journaux mettent l'accent sur la violence qui a accompagné la fin du Guide libyen. Ainsi dans *Afrique-Education* un article signale la « polémique autour des circonstances de la mort de l'ancien dirigeant, tué après avoir été capturé vivant », cet article est accompagné d'une photographie présentant Kadhafi sanguinolent, blessé au visage[691]. Dans son rapport sur le décès de Kadhafi, Human Rights Wtch note qu'il est difficile de savoir « s'il est mort des suites de blessure par des éclats d'obus, ou d'une exécution par balle plus tard comme certains le prétendent »[692]. A côté de l'exécution de Kadhafi, il y eut des exécutions de loyalistes d'après des éléments recueillis par Human Rights Watch, impliquant des milices basées à Misrata.

Les autorités libyennes n'ont pas tenu leur engagement d'enquêter sur la mort de Kadhafi, l'ancien dictateur de la Libye, de son fils Mouatassem et de dizaines d'autres personnes détenues par les rebelles, a indiqué Human Rights Watch[693].

---

[691] Aristide Koné, « Kadhafi Fin tragique (de la grandeur à la déchéance », *Afrique-Education*, n° 235, du 1er au 15 novembre 2011, p. 22.
[692] Fabrice Arfi & Karl Laske, *Avec les compliments du Guide, Kadhafi-Sarkozy, l'histoire secrète*, Editions Fayard, 2017, p. 285
[693] Libye : De nouvelles preuves des meurtres de masse perpétrés sur le site où Kadhafi a trouvé la mort. Un an plus tard, l'enquête sur les meurtres n'a pas avancé. .https://www.hrw.org/fr/news/2012/10/16/libye-de-nouvelles-preuves-des-meurtres-en-masse-perpetres-sur-le-site-ou-kadhafi.

Illustration n° 62 : Les corps de partisans de Kadhafi - qui semblent avoir été victimes d'exécutions sommaires, découverts à l'hôtel Mahari à Syrte (Libye), le 22 octobre 2011, près du lieu de la bataille finale entre le convoi de Kadhafi et des combattants de l'opposition. D'après les estimations, 66 membres du convoi qui avaient été capturés ont été exécutés sur place par des miliciens. © 2011 Peter Bouckaert/Human Rights Watch

La Commission d'enquête de l'ONU chargée de statuer sur les causes de la mort de Kadhafi n'a pas pu accompli sa mission, l'accès au rapport d'autopsie lui ayant été refusé. Selon plusieurs sources, les Français étaient présents en nombre à Syrte pour le dernier jour de la vie de Kadhafi[694].Le 20 octobre 2011, après l'exécution de Mouammar Kadhafi, le Président français Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique David Cameron, déclarent la fin « officielle » de la guerre civile et saluent l'intervention de l'OTAN comme « le seul moyen de protéger les populations et de régler la crise libyenne »[695].

Estimant sa mission humanitaire terminée, la communauté internationale décide, par l'intermédiaire de la résolution 2016 du Conseil de Sécurité de l'ONU, de se retirer militairement à partir du 31 octobre 2011, soit 11 jours après la capture et l'assassinat de Kadhafi, malgré une demande de prolongation de la mission de l'OTAN formulée par le Conseil national de transition.[696]

La guerre menée en Libye contre Kadhafi a été voulue par le président français Sarkozy. Elle reste associée à son nom. Sur le porte-avions Charles de Gaulle, le 12 août

---

[694] Fabrice Arfi & Karl Laske, *Avec les compliments du Guide, Kadhafi-Sarkozy, l'histoire secrète*, Editions Fayard, 2017, p. 285

[695] Patrick Haimzadeh, « Scrutin libyen sur fond de chaos », *Le Monde diplomatique,* 1er juillet 2012, p. 11.

[696] Politique étrangère du Qatar : pourquoi l'Emirat est-il intervenu en Libye lors du Printemps arabe ? Quel fut son rôle et quels furent ses objectifs ? Mémoire présenté pour l'obtention du Master Moyen-Orient par Djann Jutzeler, juin 2017, p. 42

2011, Nicolas Sarkozy a prononcé, à propos du Guide libyen, des phrases violentes. Des livres publiés en français ont mis en scène l'opposition entre le Guide libyen et le président français. Il est vrai que le rapprochement spectaculaire entre Sarkozy et Kadhafi à Paris bien avant 2011, puis le règlement de l'affaire des infirmières bulgares pouvaient laisser penser que Kadhafi était accepté. Le renversement dans la perception du Guide libyen, suite aux tensions apparues à Bengazi, fut brutal[697]. Kadhafi a été entraîné dans une guerre par des hommes politiques qui semblaient s'accommoder de lui, entre autres Sarkozy.

La Libye ne connaît pas la paix avec la chute de Kadhafi. La guerre civile a ravivé des lignes de fracture anciennes que le régime autoritaire de Kadhafi avait contenues et en ouvre de nouvelles. Le conflit en Libye aura été marqué par la multitude des fronts et l'absence d'unité entre les différentes composantes de l'insurrection, tant au plan politique que militaire[698]

[697] Natalie Nougayède,« La Guerre de Nicolas Sarkozy », *Le Monde,* 24 août 2011, p. 3.
[698] Patrick Haimzadeh, Le Diploweb. Com « la revue géopolitique » le 16 janvier 2015. **https://www.diploweb.com/Libye-combien-de-divisions.html.**

Sous-Chapitre 2 :

2.1. La suite de la résolution 1973 de l'ONU

Il est d'usage de considérer les résolutions du Conseil de sécurité comme sources de droit. Encore faut-il qu'elles se conforment aux principes de la Charte des Nations-Unies. Ce n'est manifestement pas le cas de la résolution 1973 sur laquelle s'appuient des puissances étrangères intervenues en Libye au-delà ce qu'ont accepté la Chine et la Russie. Dans la résolution 1973, on ne trouve pas de définition précise de l'expression « *toutes mesures nécessaires* ». Les opérations militaires en Libye, conduites essentiellement par l'OTAN, dépassent le cadre de la résolution dans la mesure où le soutien à des civils à l'est de la Libye devient une campagne contre un régime[699]. « Aux termes de la résolution 1973, adoptée par 10 voix pour et 5 abstentions (Allemagne, Brésil, Chine, Fédération de Russie et Inde), le Conseil a décidé également que cette interdiction ne s'appliquera pas aux vols dont le seul objectif est d'ordre humanitaire ou encore l'évacuation d'étrangers »[700]. Il s'agit d'interdire aux avions militaires libyens d'intervenir afin de protéger des civils. De là c'est une véritable guerre d'usure contre le régime de Tripoli qui s'impose, faute de soutiens efficaces en faveur de Kadhafi pour contrarier cette extension de la résolution 1973.

En effet, beaucoup d'encre a coulé sur l'acte de l'intervention en Libye. Je dois rappeler que dans notre première partie nous avons traité de la légitimité de la résolution 1970, laquelle ouvre des perspectives pour contraindre le régime de Kadhafi à négocier avec les insurgés, voire à abandonner le pouvoir. Dans cette partie nous allons traiter la suite de cette résolution 1973. Si la résolution 1973-2011 n'autorise ni un changement de régime ni le déploiement d'une force d'occupation étrangère sur le sol libyen, alors qu'autorise-t-elle ? Pour rappel le texte de la résolution 1973-2011 établit quelques objectifs : la protection des civils, la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne sur la « *Jamahiriya arabe libyenne* », et le gel des avoirs de dirigeants et organes économiques libyens. Elle renforce l'embargo sur les armes qui existait déjà dans la résolution 1970-2011 adoptée le 26 février 2011, quelques jours après le déclenchement de la révolte à l'est de la Libye.

---

[699] Hans Köchler, *La Résolution 1973 et l'intervention en Libye sont-elles légales* ? 27 mai 2011, http://www.voltairenet.org/article170113.html.

[700] Nations-Unies, *Le Conseil de sécurité décide d'instaurer un régime d'exclusion aérienne afin de protéger les civils contre des attaques systématiques et généralisées, le 17 mars 2011.* 6498e Séance-soir.https://www.un.org/press/fr/2011/CS10200.doc.htm.

Qu'il y ait des tensions dans l'est de la Libye, qu'il y ait des affrontements entre rebelles et loyalistes, c'est acquis. En revanche il n'y a pas de preuves que Kadhafi massacre la population libyenne[701]. La résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, qui appelle à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils en Libye, a suscité un débat dans les médias politiques et académiques arabes. Le feu vert de la Ligue arabe est clair, dans la résolution 7298. Ilest écrit : « Aucune intervention militaire sur le territoire libyen », on acceptait seulement une exclusion aérienne au-dessus de la Libye[702]. L'intervention étrangère qui se fonde sur la résolution 1973 a-t-elle dépassé ce à quoi l'autorise cette résolution ? Avec la frappe du 19 mars, l'intervention étrangèreadépassélargement le cadre de cette résolution. Le complexe résidentiel du colonel Kadhafi a été bombardé au prétexte qu'il servait de centre de commandement, dans ces circonstances plusieurs bâtiments administratifs situés au cœur de Tripoli furent détruits[703]. Il ne s'agit plus d'exclure les avions militaires libyens du ciel afin de protéger les civils.

Par ailleurs l'intervention militaire en Libye soulève la question de ce qu'implique concrètement la volonté de protéger les populations civiles. La légitimation de l'usage de la force dans un but humanitaire va à l'encontre du respect du droit à la souveraineté d'un État, cela reste délicat. L'adoption de la résolution 1973 par le Conseil de sécurité de l'ONU n'est rendue possible qu'en raison de l'abstention de la Russie et de la Chine, deux pays fervents défenseurs du respect de la souveraineté des États et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État[704]. Ces deux pays n'ont pas fait le choix d'attaques au sol, de soldats de puissances étrangères au service de rebelles libyens.

A propos de la résolution 1973 l'action diplomatique de la France fut importante. Le ministre Alain Juppé peut affirmer : « On a des idées et les autres n'en ont pas, à l'ONU on est une force motrice pour ça »[705]. Depuis le début des événements en Libye, l'Élysée s'est impliqué auprès des rebelles en Libye, « *il fallait aller vite* », disait-on. Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, s'envole pour New York pour faire en sorte que la résolution des Nations-Unies aille dans le sens du positionnement politique français. Avec

---

[701] Michel Collon, *Libye, OTAN et média-mensonges*, Manuel de contre-propagande, Édition Investig, Action-Bruxelles, p77-78.

[702] Nourdin Hathout, *Intervention internationale et garanties de l'engagement international à respecter les droits de l'homme*, Thèse de doctorat d'Université Bata-Algérie, Science politique, 2012-2013, p.259. «التدخل الدولي وضمانات الالتزام الدولي باحترام حقوق الانسان». La thèse est écrite en arabe, je traduis moi-même.

[703] Bernard Lugan, *Histoire de l'Afrique du nord, Egypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc,Des origines à nos jours*, Éditions du Rocher, Monaco, 2016, p. 609

[704]*Ibid.,* p. 44.

[705]*Ibid,* 155.

l'aide de l'ambassadeur de France, il gagne le soutien d'une majorité de pays[706]. Ce même ministre déclaré en marge du sommet de Londres que la France était prête à discuter avec ses alliés d'une aide militaire aux rebelles. Il a admis qu'une telle mesure n'était pas prévue par la résolution 1973 de l'ONU, mais pas interdite[707].

Selon la Constitution américaine, le Congrès n'a pas déclaré la guerre à la Libye en vertu de la constitution et n'a pas reçu de notification officielle du président 48 heures après le début des opérations militaires contre la Libye. Donc cette intervention, peut-on dire, n'a pas de légitimité faute d'assentiment du Congrès. Obama, à propos de la Libye, se situe dans « une zone grise ». Il s'inscrit dans la filiation de Clinton au Kosovo et de Bush en Irak[708]. On ne verra pas à l'ONU de résolution contre l'intervention de l'armée saoudienne à Bahreïn dont l'objet est de réprimer une révolution populaire et de sauver le régime avec la pleine approbation occidentale. La perception par les autorités occidentales des tensions politiques dans le monde arabe est foncièrement différente selon les pays arabes considérés. Ce sont les intérêts en jeu qui conditionnent tout, affirment certains observateurs.

L'instauration de la zone d'exclusion aérienne a fait l'objet de nombreuses controverses, laissant les experts divisés sur la question. Pour certains, il serait irresponsable de commencer une action militaire sans se poser la question de ce qui adviendra ensuite. Les conséquences d'une intervention militaire seront-elles en phase avec les objectifs mis en avant pour justifier une telle intervention ? Pour d'autres,[709]l'adoption par l'ONU de se référer à la « responsabilité de protéger » entérine le droit d'ingérence humanitaire cher à l'ancien « French Doctor », fondateur de Médecins sans frontière, le très médiatique ministre de François Mitterrand puis de Nicolas Sarkozy, Bernard Kouchner[710]. Après[711] le Kosovo, les puissances occidentales prétendent assumer la « *responsabilité de protéger* » les civils en Libye en 2011. La situation sera tout à fait différente en Syrie, pourtant concernée par une catastrophe humanitaire, parce que la Russie ne voudra pas cautionner la démarche de pays occidentaux désireux de voir chuter le régime de Bachar Al-Assad.Pour Paris, Londres, ou

---

[706] Gilles Delafon, *Le Règne du mépris, Nicolas Sarkozy et les Diplomates 2007-2011*, Éditions du Toucan, 2012, p, 116.
[707] Jean Marbot, *Un Pick-up pour Tripoli,* Rennes, Marines Éditions, 2012, p.78.
[708] Nourdin Hathout, *Intervention internationale et garanties de l'engagement international à respecter les droits de l'homme*, Thèse de doctorat d'Université Bata-Algérie, Sciences politiques, 2012-2013, p. 259. «التدخل الدولي وضمانات الالتزام الدولي باحترام حقوق الانسان» (thèse écrite en arabe).
[709] C'est le cas de l'Allemagne hostile à une intervention militaire, elle s'interroge sur le devenir de la Libye après la prise de pouvoir par le CNT.
[710] Pierre Rousselin, Les *démocraties en danger, comment sera le monde de demain ?* Éditions First, 2014, p.72.
[711] La Russie, la Chine, le Cuba, le Venezuela, d'autres pays encore restent attachés à la souveraineté des États.

Washington, le mot d'ordre est de ne pas répéter les erreurs du conflit irakien, il faut obtenir une résolution des Nations Unies et le soutien des pays arabes avant toute intervention.[712] Il serait déraisonnable d'intervenir sans obtenir des appuis hors de la zone occidentale.

A-t-on visé seulement la protection de civils ? Le glissement d'une aide circonscrite à des civils dans l'est de la Libye à une attaque en règle du régime de Kadhafi pose question. En effet, l'argument avancé pour la résolution 1973, rédigée par la France, ne vaut pas pour Bahreïn. Pourquoi ? Bahreïn connaît des manifestations révélant une résolution populaire de changer de régime. L'Arabie saoudite intervient militairement, non pas pour secourir les civils victimes dans le contexte d'une guerre civile, mais en renfort d'un régime oppresseur. La tentation est alors grande de penser que ce sont les intérêts en jeu qui conditionnent tout, d'un pays à l'autre. Le droit humanitaire et les droits de l'homme, auxquels on se réfère pour légitimer une intervention militaire en Libye, constituent un outil diplomatique au service d'un pays pour arriver à ses fins, dans une perspective politique[713].

Les frappes aériennes, rendues possibles par une certaine lecture de la résolution 1973, ne suffiront pas à régler le problème libyen. Comment assurer la paix civile en Libye ? Accompagner la résolution de l'ONU et dire qu'il convient d'arrêter l'avancement des troupes fidèles à Kadhafi vers Benghazi[714], ce n'est pas se préoccuper du devenir du pays après une intervention étrangère et la chute de l'État mis en place par Kadhafi. Intervenir au nom de l'humanitaire, même de bonne foi, c'est s'ingérer dans les affaires intérieures d'un État.[715] La Russie et la Chine, dans le contexte du « printemps arabe » et face au cas spécifique de la Libye, ont opté pour l'abstention vraisemblablement parce que ces deux membres du conseil de sécuritén'ont pas vu que la résolution 1973 pourrait autoriser le renversement du régime libyen. Après coup, ils ont considéré qu'il y avait eu une interprétation extensive de la résolution[716]. Certains commentateurs ont même affirmé que la Libye avait été la proie d'un complot international[717]. Au nom des droits de l'homme, la Libye a connu un renversement de

---

[712] Eric Dencécé, Centre Français de recherche sur le renseignement, *La face cachée des révolutions arabes*, Paris, Éditions Ellipses, 2012, p. 182.
[713]*Les régimes arabes dans la tourmente : révolutions communications et réaction internationales* (dir. Serge Regourd et Saïd Hamdouni), Toulouse, Éditions Publisud, 2012, p. 211.
[714] Tahar Ben-Jelloun*, ibid,* p. 115.
[715] Jean-Batiste Jeangène Vilmer, *La responsabilité de protéger*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2015, p. 71-72.
[716] Jean-François Daguzan, « Les révolutions dans le monde arabe un an après », *Mashrek Machreb* (revue publiée avec le soutien de l'institut Choiseul, Paris), 2011-2012.
[717] Eric Dencécé, Centre Français de recherche sur le renseignement, *La face cachée des révolutions arabes*, Paris, Éditions Ellipses, 2012, p. 32.

régime. Bernard Henri-Levy est de ceux, a-t-on pu écrire, qui a joué de la corde sensible des droits de l'homme[718].

Pour combattre Kadhafi au nom de l'assistance due aux civils, des centaines d'avions et d'hélicoptères sont embarqués sur des porte-avions ; des milliers de militaires sont associés à la lutte contre Kadhafi et les loyalistes. Dans la discrétion, satellites et avions-espions informent les centres de commandement et de planification des mouvements des troupes fidèles au régime. Doit-on s'étonner d'un tel étalage de forces aériennes et navales contre Kadhafi, à la tête d'un pays de 6,5 millions d'habitants, et les troupes loyalistes ? Cela s'explique parce qu'on ne connaît pas avec certitude la dangerosité de Kadhafi. Les renseignements au sol manquent en effet[719].

L'opinion publique occidentale aura appuyé le vote de la résolution 1973, puis au fil des mois, la réitération des bombardements pour faire tomber un dictateur, et finalement accepté le lynchage du Guide libyen et de sa famille, « conditionnée » par des campagnes de presse et des déclarations politiques noircissant un dictateur mégalomane, voire fou. Après coup certains auteurs dénonceront les manipulations de l'opinion publique[720].La résolution 1973, qui instaurait une zone d'exclusion aérienne au nom de « la responsabilité de protéger » des populations civiles, ne concernait que Kadhafi. La France ne s'est pas souciée de respecter la résolution 1970adoptée le 26 février 2011 fixant un embargo sur les armes à destination de la Libye. En parachutant des palettes de matériels militaires aux Berbères du Djebel-Néfoussa, commandés par un ancien djihadiste, la France a contribué à déséquilibrer durablement les rapports de force de l'ensemble de la sous-région[721]. Il était donc possible d'armer un camp contre l'autre !Toujours est-il que l'annonce du vote de la résolution 1973 a été accueillie à Benghazi par des acclamations de joie[722]. Sans l'appui des pays occidentaux et de l'OTAN, jamais les rebelles actifs dans l'est de la Libye n'auraient pu renverser le régime du colonel Kadhafi.

---

[718]*Ibid.,* p, 81.
[719] Michel Prou, *De la guerre civile en Libye au printemps islamique arabe, où l'odeur du jasmin se mêle à celle de la poudre*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2012, p. 153.
[720] Exemple : Joseph Eroumé, *Kadhafi la gloire du vaincu,* Paris, Éditions L'Harmattan, 2013, p.156.
[721] Eric Dencécé, Centre Français de recherche sur le renseignement, *La face cachée des révolutions arabes*, Paris, Éditions Ellipses, 2012, p. 489.
[722] Jean Marbot, *Un pick-up pour Tripoli, journal de l'insurrection libyenne*, Rennes, Marines Éditions, 2012, p. 54.

2.2. Les batailles diplomatiques et les réticences dans divers pays.

De grandes puissances européennes sont intervenues en Libye, tout particulièrement la France et la Grande-Bretagne. Parallèlement, des pays arabes sont intervenus contre un pays arabe. Habituellement rongée par ses divisions internes, la Ligue arabe s'est prononcée unanimement en faveur d'une zone d'exclusion aérienne afin de protéger les populations civiles[723], en cela elle s'est opposée à Kadhafi. Mais, par la suite, cette même Ligue arabe mit en garde les adversaires de Kadhafi contre la déviation des objectifs définis par la résolution 1973 qui étaient circonscrits, il ne s'agissait pas de faire la guerre en Libye. Amr Moussa, le secrétaire général de la Ligue arabe, a annoncé une réunion d'urgence de la Ligue, affirmant que la façon de mettre en œuvre la résolution 1973 ne correspondait pas à ce que les Arabes avaient envisagé. La protection des civils, objet de cette résolution, cela n'avait pas autorisé le bombardement de civils[724].

Des membres non permanents du Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud, le Gabon et le Brésil ont dénoncé des frappes aveugles qui n'ont rien à voir avec la « zone d'exclusion aérienne ». L'OTAN est de plus en plus critiquée, non seulement par des pays de la Ligue arabe, mais aussi par des pays membres de l'Union africaine, et même en Occident. Sous le fallacieux prétexte d'une résolution de l'ONU, avancent des pays protestataires, on assiste, de la part des pays occidentaux engagés auprès du CNT, à une action de guerre contre Kadhafi et les troupes loyalistes[725].

L'Union africaine demande « *la cessation immédiate de toutes les hostilités* ».Une divergence profonde apparaît entre l'Union africaine et l'OTAN à propos de la Libye. Le président de la commission de l'Union africaine (UA) Jean Ping a été reçu, le 8 mai, à Alger, par le président Bouteflika. Les deux hommes ont réitéré l'engagement de l'UA en faveur d'une solution politique favorisant le dialogue entre les parties libyennes en conflit : « *il y a une feuille de route qui a été mise en place en mars dernier et que nous continuerons à suivre* ». Cette vision de l'UA est diamétralement opposée à celle de l'OTAN, qui ne cache

[723] Arnaud Siad, *L'intervention en Libye : un consensus en relations internationales ?* Paris, L'Harmattan, 2014, p. 48.
[724] Jean Marbot, *Un Pick-up pour Tripoli, journal de l'insurrection libyenne*, Rennes, Marines Éditions, 2012, p 60.
[725] Jean-Paul Tédga, « La résistance jusqu'à quand ? », *AfriquÉducation*, n°321-322, du 1er au 30 avril 2011, p. 28.

pas faire la guerre au régime libyen pour favoriser le départ du colonel Kadhafi au pouvoir[726]. L'appel de l'UA est rejeté par le CNT, l'organe politique des rebelles libyens, assuré du soutien de divers pays. Ceux quis'opposent aux alliés du CNT installé à Benghazi considèrent que la résolution 1973 a été votée à l'encontre des principes mêmes de la Charte des Nations Unies[727]. Les positions sont nettement tranchées.

Fidel Castro, le leader cubain, allié historique de Kadhafi, affirme que c'est outrepasser les bornes que de vouloir mettre à bas le régime libyen. Que sait-on de la situation en Libye ? Il conviendrait d'attendre le temps nécessaire pour connaître vraiment ce qu'il y a de vrai et de mensonge ou de semi-vérités dans ce qu'on nous dit de la situation chaotique en Libye. Ce qui est visible, pour lui, c'est la violence exercée contre la Libye par des puissances étrangères, sous couvert de l'OTAN[728]. Hugo Chavez, le chef d'État vénézuélien, soutient lui aussi Kadhafi. « Je ne vais pas condamner Mouammar Kadhafi, je serais un lâche de condamner celui qui a été mon ami depuis si longtemps, sans savoir ce qui se passe exactement en Libye »[729]. Le président Chavez demande une commission internationale en faveur de la paix, soucieux de protéger la Libye d'une intervention de l'OTAN. Tout cela en vain ! Fidel Castro et Chavez ont bien peu de crédit face aux grandes puissances. Tous deux sont très souvent perçus comme des autocrates.La France et l'Allemagne sont liées depuis des décennies lorsque la question d'une intervention en Libye s'est posée. Traditionnellement pacifiste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et le rétablissement de la démocratie, l'Allemagne ne souhaite pas s'engager dans une campagne militaire. En ce qui concerne la Libye, les réticences d'Angela Merkel, chancelière allemande, sont telles qu'elle n'entraîne pas l'Allemagne dans la coalition constituée par NicolasSarkozy et DavidCameron. L'Allemagne a refusé de voter le texte présenté par Paris et Londres au Conseil de sécurité de l'ONU[730].

Berlusconi a signé un traité d'amitié avec Kadhafi en 2008. L'Italie, ancienne puissance coloniale, dispose d'intérêts économiques importants en Libye. Elle achète à la Libye du pétrole et du gaz. Elle a obtenu de Kadhafi qu'il bloque en Libye des candidats à

---

[726] Idressa Fofana, « Divergence profonde entre l'Union africaine et l'Otan », *AfriquÉducation*, n° 324, du 16 au 31 mai 2011, p. 24.

[727] Nourdin Hathout, *Intervention internationale et garanties de l'engagement international à respecter les droits de l'homme*, Thèse de doctorat d'Université Bata-Algérie, Science politique, 2012-2013, p.259. «التدخل الدولي وضمانات الالتزام الدولي باحترام حقوق الانسان».

[728] Fidel Castro, « Le plan de l'Otan est d'occuper la Libye », *AfriquÉducation*, n° 324, *op. cit*., p. 18.

[729] Hortense Faivre d'Arcier Flors, *L'année du Maghreb 2012*, Paris, Éditions du CNRS, 2012, p. 352.

[730] Jean Marbot, *ibid.,* p. 71

l'émigration[731]. L'Italie, dans un premier temps, est plus que réservée à l'égard d'une intervention militaire. Il y a eu des échanges téléphoniques directs entre Berlusconi et Kadhafi. Puis elle rejoint la coalition, en fournissant une trentaine d'avions à l'effort de guerre (12 tornades et 4 F-16) et reconnaît le CNT dès le 4 avril[732].

L'Italie donc participe à la guerre, non seulement en apportant le renfort de son aviation et de sa marine, mais aussi en mettant à disposition des forces de l'OTAN 7 bases aériennes (Trapani, Sigonella, Pantelleria, Gioia del Colle, Amendola, Decimomannu et Aviano). La guerre de 2011 met à mal un État sur la rive sud de la Méditerranée avec lequel l'Italie entretenait des relations[733]. Après 2011, l'Italie s'efforce de jouer un rôle dans la reconstruction de la Libye. Une conférence internationale a lieu les 12-13 novembre 2018, à Palerme, en Sicile, là où sept ans auparavant stationnaient des avions allant bombarderlaLibye de Kadhafi[734].

Le rôle du Venezuela en ce qui concerne la crise en Libye s'inscrit dans une fidélité ancienne au régime de Kadhafi. Hugo Chavez s'exprime en ces termes lorsqu'il prend la défense du chef d'État libyen : « Je vais le dire avec beaucoup de respect à tous les gouvernements du monde, je ne suis pas une girouette, qui tourne en faction du vent qui souffle. Je ne vais pas condamner Mouammar Kadhafi, je serais un lâche de condamner celui qui a été mon ami depuis si longtemps, sans savoir ce qui se passe exactement en Libye »[735]. Le président vénézuélien propose dès le 1er mars 2011 sa médiation afin de favoriser une solution pacifique au conflit survenu en Libye. Il demande alors une réunion internationale pour la paix et pour l'intégrité de la Libye afin d'éviter toute intervention de l'OTAN. Sa demande de dialogue rejoint une demande formulée par l'UA. On ne saurait admettre la violation d'un principe essentiel, toujours en vigueur, la souveraineté d'un État membre des Nations Unies. La plupart des États occidentaux n'accordent aucun intérêt aux propositions de médiation de l'Union africaine et du Venezuela, ils ne veulent pas confier à l'ONU la

[731] Michel Prou, *De la guerre civile en Libye au printemps islamique arabe, où l'odeur du jasmin se mêle à celle de la poudre*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 14.
[732] « Libye 2011, la guerre lancée par Sarkozy et le Qatar », Médiapart, septembre 2011. https://blogs.mediapart.fr/ano/blog/060917/libye-2011-la-guerre-lancee-par-sarkosy-et-le-qatar.
[733] « De sa tombe, Kadhafi doit voir le film de son assassinat », *Afrique Éducation*, n°471-472, décembre 2018-janvier 2019, p. 4.
[734] Ibid., p. 6.
[735] Hortense Faivre d'Arcier Flors*L'année du Maghreb 2012,* Dossier Un printemps arabe ? Paris, Éditions du CNRS, 2012, p. 352.

responsabilité d'une négociation ou d'une conciliation.[736] Après la résolution 1970 le 26 février, l'Inde regrette le fait « qu'il n'existe pratiquement aucune information crédible sur la situation sur place ». L'État libyen a immédiatement été considéré comme coupable, Mouammar Kadhafi est vu comme l'assassin de son propre peuple, alors que de nombreux conflits dans le monde ne suscitent que tardivement des réactions. Selon Jacob Zuma, président de l'Afrique du sud, Kadhafi a accepté la feuille de route élaborée par l'Union africaine pour trouver une issue pacifique au conflit. Le plan de paix comprend un cessez-le feu immédiat, un dialogue national et une aide humanitaire[737].

[736] Sous la direction de Serge Regourd et Saïd Hamdouni, *Les régimes arabes dans la tourmente : révolutions, communications et réaction internationales,* Toulouse, Éditions Publisud, 2012, p. 204-205.
[737] Jean Marbot, *Un Pick-up pour Tripoli,* Rennes, Marines Éditions, 2012, p. 97.

Conclusion générale

L'examen du journal *Le Monde* à propos de la Libye en 2011 révèle d'abord son parti pris en faveur de l'insurrection.

Le journal *Le Monde*, avant de se préoccuper de la Libye, prête une certaine attention aux événements à l'origine du renversement de Moubarak en Egypte et de Ben Ali en Tunisie, En usant de l'expression « printemps arabe » ! Il paraît croire que la demande de démocratie s'exprime place Tahrir au Caire ou Avenue Bourguiba à Tunis. En fait des Frères musulmans arrivent au pouvoir dans ces deux pays. Parallèlement la Libye n'est pas mise en avant dans *Le Monde*. Il en va tout autrement lorsque la France du Président Sarkozy, qui, précédemment se proposait d'envoyer du matériel militaire en Tunisie pour aider les forces de l'ordre tunisiennes, s'entiche des rebelles de Benghazi et du CNT. A partir de ce moment-là, Sarkozy reconnaît le CNT, appelle de ses vœux une coalition internationale pour renverser Kadhafi, intervient à l'ONU, la Libye prend alors une place prépondérante dans le grand quotidien du soir et y occupe même la première page. Intervenir au nom des droits de l'homme en Libye, c'est honorable : articles et éditoriaux du *Monde* présentent sous un jour négatif Kadhafi, le Guide libyen, rappelant son implication dans des attentats meurtriers, le présentant, en particulier dans les dessins de Plantu en première page, comme le bourreau de son peuple.

Le rouleau compresseur de la critique émanant du *Monde* contre Kadhafi ne s'arrêtera plus. Autant les insurgés dans l'est de la Libye sont présentés comme jeunes, sympathiques, héroïques, autant les forces loyalistes sont maintenues dans l'ombre. On ne saura rien du patriotisme des forces régulières, ni de leur courage face aux bombardements de la coalition internationale. Ce qui importe c'est de focaliser l'attention des lecteurs du *Monde* sur le dictateur, présenté comme tel depuis longtemps, sur ses déclarations incendiaires, sur son absence de capacité politique, sur son rôle de chef de clan.

Le discours en faveur des droits humains excuse sous la plume des journalistes du *Monde* les exactions commises à l'encontre des militaires et des civils libyens, gomme l'utilisation partisane des décisions de l'ONU contre le régime libyen. À aucun moment les acteurs de la coalition internationale ne plaident pour un cessez-le-feu sous l'égide de l'ONU. Tout u contraire, ils renforcent l'outil militaire pour écraser la résistance des forces loyalistes. *Le Monde* ne s'en émeut guère. Toutefois, afin de maintenir un semblant de rigueur par rapport à la guerre civile en Libye, *Le Monde* accueille dans les pages « Débats », qui

exposent des points de vue extérieurs au journal, des analyses différentes de celles qu'il adopte face à la guerre civile en Libye et aux interventions militaires de divers pays coalisés.

Kadhafi est condamné d'avance, notamment en raison de son implication dans des attentats contre des avions civils, dans l'emprisonnement d'infirmières bulgares en Libye. On oublie volontairement en 2011 qu'il a joué un rôle important dans la lutte contre les islamistes suite au positionnement qu'il a adopté sur la scène internationale après les attentats terroristes contre les États-Unis en 2001. On oublie aussi de cerner son positionnement politique. Kadhafi est condamné au nom de valeurs qu'il ne partage pas. Il n'a que faire des approches politiques des Occidentaux, qu'il juge inadaptées à la Libye, dont le caractère tribal est indéniable, et plus largement à l'Afrique. *Le Monde* ne rappelle pas ce que le Guide libyen a pu dire dans les différentes enceintes africaines durant les années précédant l'intervention militaire de 2011. Kadhafi est hostile au pluralisme politique que les Occidentaux privilégient. En effet, selon lui, le multipartisme fait que des pays africains vivent des déchirures, parce que les partis sont en fait un autre nom des tribus. Faute d'accepter les résultats des élections un parti correspondant à une tribu peut faire sécession et générer des tensions. Les événements que connaissent l'Éthiopie et la Somalie le confortent dans son analyse[738]. A aucun moment *Le Monde* ne prête attention aux visions politiques de Kadhafi alors qu'il accorde un crédit certain aux acteurs du CNT.

Le parti pris du *Monde* en faveur des rebelles est tel qu'il minimise les difficultés que la Libye serait susceptible de rencontrer après la chute de Kadhafi. Ici encore on perçoit que ce qui importe pour *Le Monde*, c'est la réussite de la coalition internationale afin que Kadhafi, vu simplement comme un dictateur, soit chassé du pouvoir, au nom de la démocratie libérale occidentale.

Un pays arabe a joué un rôle important auprès des Occidentaux dans l'élimination de Kadhafi, c'est le Qatar, actif sur divers fronts en 2011. *Le Monde* n'a guère mis l'accent sur cet allié majeur du CNT, faute probablement d'une couverture suffisante du terrain par le journal. Des Africains, fidèles à la mémoire de Kadhafi, rappellent, après 2011, le rôle du Qatar aux côtés des forces rebelles. Dans un article paru en 2013, dans une publication africaine francophone à propos des islamistes au Mali, on peut lire ce rappel à propos du Qatar : « Pays par excellence de la dissidence et de la conspiration dont on se souvient qu'il

[738] Voir Pierre Dancourt, *Le Tchad 15 ans après. Hissène Habré, la Libye et le pétrole*, Paris, éd. Grancher, 2001, p. 112-113.

finança la coalition qui avait permis la déstabilisation de l'Etat libyen sous Kadhafi, allant même jusqu'à envoyer cinq mille soldats pour combattre le régime en place […] »[739]. Dans cette même publication, toujours en 2013, il est écrit, dans un article à propos du terrorisme au Mali, que le Qatar « fut utilisé [en Libye] pour financer l'intervention de l'Otan avec les conséquences qu'on connaît. »[740] En 2011, au fil des jours, *Le Monde* privilégie la ligne politique du Président Sarkozy et de ses alliés occidentaux, au nom du dégagisme à l'endroit de Kadhafi.

Ensuite *Le Monde* réduit le camp loyaliste au seul clan Kadhafi.Les rebelles, pendant des mois en 2011, n'occupent qu'une partie du territoire libyen. De nombreuses villes sont encore bien loin d'être directement concernées par la guerre civile au sol, éloignées de la zone de conflits. En revanche ces villes, toujours liées au régime officiel, peuvent souffrir des bombardements organisés par les divers pays réunis dans une coalition *ad hoc* pour combattre Kadhafi. Les habitants de ces villes, victimes de ces bombardements, sont rarement montrés. Un photographe du journal *Le Monde* a la possibilité de suivre la vie des habitants de la capitale Tripoli. Quand il présente une manifestation en faveur du Guide, il relativise la portée d'une telle manifestation. Quand il présente un fidèle du régime, il en donne une image équivoque : le personnage sur la photo porte chapeau et Ray Ban, et il fait du trafic.

Alors que les institutions fonctionnent dans toute la partie de la Libye, échappant à l'insurrection initiée à Benghazi, *Le Monde* n'apporte aucun éclairage sur l'appareil d'État (ministères, tribunaux. Alors que des milliers de personnes sont concernées par l'évacuation des étrangers, des articles et des photographies abordent le sujet des évacuations sans considérer le point de vue des officiels libyens. Alors que les domaines pétroliers continuent de fonctionner pendant des mois, *Le Monde* ne traite pas des acteurs de l'industrie pétrolière dans les raffineries et dans les ports accueillant les pétroliers appartenant à différentes compagnies.

Pour *Le Monde* le camp loyaliste se résume à la famille Kadhafi. A côté du Guide libyen, constamment ridiculisé dans les dessins de Plantu, les lecteurs du *Monde* découvrent des fils de Kadhafi qui ne seraient guère respectables. Présentés comme vivant aux frais de l'État libyen dans des lieux exotiques avant le temps de la guerre civile, ou bien en Suisse ou à Londres, comme installés dans l'appareil militaire libyen et donc directement impliqués

[739]*AfriquEducation*, n° 362, du 1er au 14 février 2013, p. 14-15.
[740]*AfriquEducation*, n° 363, du 1er au 15 mars 2013, p. 6.

dans la lutte contre l'insurrection, les fils du Guide sont considérés comme des chefs de bande.

Quant à Kadhafi lui-même, *Le Monde* en fait une sorte de despote hystérique. Il le présente aussi comme un prédateur sexuel[741], un sénile photographié dans une voiturette. Nous avons un portrait à charge contre Kadhafi. Dans le contexte de la guerre civile, Kadhafi ce n'est pas un personnage shakespearien comme Macbeth, c'est plutôt Ubu d'Alfred Jarry !*Le Monde* se soucie surtout de raconter comment Kadhafi a longtemps bénéficié de soutiens en France dans le personnel politique français, et comment il a été accueilli avant 2011 à Paris. Les photographies présentent alors Kadhafi sous un autre jour. C'est alors une figure du continent africain !La dimension tribale de la Libye, qui a permis à Kadhafi d'asseoir son pouvoir, est peu évoquée[742]. Tout bien considéré, *Le Monde* veut identifier le camp loyaliste à un clan mafieux.

Par ailleurs *Le Monde* ignore les militaires loyalistes. Il ne procède à aucun entretien avec des officiers fidèles à Kadhafi.Des erreurs d'appréciation quant à la faiblesse des forces loyalistes ont laissé à penser que l'insurrection initiée à Benghazi serait rapidement victorieuse. On attendait des défections dans les troupes du régime. Or elles ne furent pas aussi importantes qu'on l'espérait. On a pu croire que les rebelles maîtres de Benghazi et du territoire environnant couvriraient aisément l'immense distance entre Benghazi et Tripoli, ce ne fut pas le cas. Tout au contraire, les forces loyalistes ont tenu bon[743].

Les troupes fidèles au régime libyen emportent maints succès militaires dans leur confrontation avec les rebelles présents originellement à Benghazi et dans l'est de la Libye. Sans interventions aériennes des différents pays associés dans la volonté partagée de chasser Kadhafi du pouvoir, les rebelles ne pouvaient pas l'emporter. Ils le reconnaissent eux-mêmes, réclamant le concours de puissances étrangères pour assurer en quelques occasions leur propre survie. Ces forces loyalistes ne sont guère présentées à leur avantage même dans des articles traitant de leurs succès militaires. *Le Monde* met à l'inverse l'accent sur leurs défaites. Des photographies montrent des soldats loyalistes tués, des véhicules militaires détruits.

---

[741] En novembre 2011, Annick Cojean publie dans *Le Monde* un article sur une jeune esclave sexuelle de Kadhafi. Elle publiera ensuite un livre : *Les proies. Dans le Harem de Kadhafi*, Paris, Grasset, 2013 (repris dans Le Livre de poche, avec une préface inédite).

[742] « La Jamahiriya libyenne était structurée en fonction de la réalité tribale du pays. Kadhafi s'efforça de maintenir un certain équilibre entre les tribus pour conserver leur soutien » (Joseph Wonako Tchaleu, *Le racisme colonial Analyse de la destructivité humaine*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 192).

[743] Samir Sobh, « Match nul et prolongation », Revue *Arabies*, n° 291, mai 2011, p. 15.

Les combattants rebelles bénéficient eux d'une présentation chaleureuse. L'accent est mis sur leur jeunesse et leur fougue. Des assemblages photographiques de portraits de rebelles montrent des hommes habillés avec des tenues hétéroclites, militairement équipés, considérant l'objectif du photographe avec assurance. Nous avons un procédé d'héroïsation qui ne peut qu'influencer les lecteurs du *Monde*.On remarquera que le journal *Le Monde* n'a pas songé à donner la parole à des officiers loyalistes. Il aurait été utile de préciser qui étaient ces officiers capables d'entraîner leurs hommes au combat dans des conditions rendues difficiles par l'intervention des avions de la coalition. Qui étaient ces officiers ? Quelle était leur formation ? Quelles étaient leurs valeurs ?

Pour ce qui est des Noirs dans les troupes loyalistes, ils sont constamment présentés comme des mercenaires alors que pour certains ce sont des Libyens noirs, pour d'autres des Africains acquis à la cause du régime libyen en raison de la politique menée par le régime de Kadhafi en faveur des pays africains voisins de la Libye. On mesure bien là l'ampleur des failles dans les enquêtes journalistiques du *Monde*. En les traitant de mercenaires dans plusieurs articles publiés en 2011, les journalistes rejoignent le mépris exprimé par les rebelles à l'égard des Noirs, mépris qui n'est pas seulement circonstanciel dans le contexte de la guerre civile qui déchire la Libye, mais qui renvoie aussi à une tradition arabe d'hostilité aux Noirs[744]. *Le Monde* ignore également les membres du gouvernement légal, en même tempsqu'il valorise les figures de l'opposition. *Le Monde* introduit dans les pages consacrées à la Libye de 2011 quelques figures du gouvernement officiel, dont des ministres et divers autres acteurs du régime. On les voit à Tripoli ou à l'extérieur de la Libye. Quelques déclarations sont restituées. Pour beaucoup elles laissent apparaître que des officiels du régime s'efforcent de trouver des compromis. De ce fait, Kadhafi est en quelque sorte présenté comme en dehors du personnel politique, chef d'un clan dont les personnages importants sont ses propres fils.

Les figures de l'opposition, elles, sont très souvent citées. Au vu des lieux hors de la Libye où elles trouvent à s'exprimer, *Le Monde* donne à penser qu'un personnel politique, essentiellement du CNT, peut assurer la continuité politique du pays. Certaines figures de l'opposition bénéficient d'un entretien, faisant paraître ces adversaires de Kadhafi comme des personnages responsables. Leurs photographies, parues dans *Le Monde,* donnent d'eux une

[744] Voir Tidiane N'Diaye, *Le génocide voilé* [2008], Gallimard, coll. « folio », 2019, p. 73-74.

idée positive, en particulier une photographie représentant un homme jeune avec un keffieh blanc et noir faisant songer à Yasser Arafat.

Enfin *Le Monde* manifeste peu d'intérêt pour les prises de position africaines. Le journal *Le Monde* n'a pas ignoré les déclarations de personnalités politiques africaines, ni le positionnement de l'organisation regroupant les pays africains. Mais il ne leur a guère accordé de valeur. Les chefs d'État africains n'ont pas été présentés dans ce qui les liait à Kadhafi. Rien sur l'enjeu des relations politiques de ceux-ci avec le Guide, sur les programmes d'aide initiés par Kadhafi, disposant de la manne pétrolière. L'Afrique, continent auquel Kadhafi affirmait appartenir plus qu'au monde arabe, a été négligée dans l'analyse géopolitique du conflit par le journal *Le Monde*. Les Africains défendant Kadhafi sont marginalisés.

A contrario de la pratique du *Monde*, *AfriquEducation,* publié en France, donne la parole à des opposants à l'intervention militaire en Libye, dénonce des ralliements de responsables politiques africains au camp occidental. *Le Monde* ne cite jamais ce journal. Il ne cite pas plus des journaux africains rendant compte de l'agression subie par le régime de Kadhafi suite à la mise en place d'une coalition internationale ignorant les Africains.En caricaturant, on peut avancer l'idée que *Le Monde* a privilégié une dramatisation des événements, tout au long de l'affrontement il met l'accent sur une confrontation entre de *gentils* rebelles et des *méchants* aux ordres d'un tyran, secondés par des *mercenaires*.

La Libye après Kadhafi ne mobilise guère *Le Monde*.Les années qui suivirent la chute de Kadhafi ne virent pas l'installation de la démocratie en Libye, que certains Libyens espéraient, que des acteurs politiques occidentaux annonçaient, à l'instar du *Monde*. Tout au contraire. Des tensions apparurent entre différents groupes en Libye. Une quasi partition du pays favorisa un groupe politique à l'est du pays, tandis qu'un autre groupe dirigea Tripoli. Des milices imposèrent leur autorité dans différentes localités libyennes. Tout cela pour des années.Un consultant diplomatique international peut déclarer en 2015 : « Quatre ans après le renversement du colonel Mouammar Kadhafi dans lequel l'ancien président français Nicolas Sarkozy et son conseiller Bernard-Henri Lévy ont joué un rôle négatif, l'effondrement du gouvernement libyen et l'absence d'autorité centrale pour damer le pion à Daech sont un véritable casse-tête pour les chancelleries européennes et occidentales. »[745]. En 2015 l'État islamique contrôle des portions de territoire en Libye. Contre lui le général Haftar. Le

[745] Christian Malard, « Libye : l'État islamique aux portes de l'Europe », *Arabies*, juillet-août 2015, p. 4.

consultant diplomatique international précise que cet « ancien proche de Kadhafi retourné par la CIA incarne […] l'ancien régime de Kadhafi. »

Les années passent. La Libye n'est pas à même d'offrir la sécurité à laquelle les Libyens devraient pouvoir aspirer. Une guerre civile a éclaté en 2011 dans le droit fil d'une insurrection à l'est de la Libye. Le retour à une vie normale n'a pas eu lieu. *Le Monde* parle aisément de chaos à propos de la Libye, à la différence de ce qui est advenu en Tunisie et en Égypte après 2011, mais n'aborde guère le chaos lui-même, à savoir que la Libye ne dispose pas d'un gouvernement stable pour toute la Libye, parce que des factions en armes interviennent sur des portions du territoire libyen pour leurs propres intérêts.

« La Libye est en plein chaos. S'y affrontent tribus, partis et groupes terroristes. La situation d'anarchie favorise le départ vers les pays d'Europe de flots de réfugiés en provenance du Moyen-Orient, de la Corne de l'Afrique ou de l'Afrique subsaharienne », affirme le philosophe Yves Michaud. Plus nettement encore, il écrit ceci : « La Libye est un chaos qui exporte le chaos »[746]. Ce chaos fait suite à la chute du Guide libyen en 2011. Annick Cojean, journaliste au *Monde*, dans la postface qui accompagne la réédition en poche en 2013 du livre *Les proies*, reconnaît que le renversement de Kadhafi n'a pas favorisé la démocratie, tout au contraire.« […] la Libye est morcelée depuis l'ingérence française » affirme en 2019 l'écrivaine algérienne Djemila Benhabib[747]. Le journal *Le Monde* en 2011 ne fait qu'effleurer un fait important à mettre au crédit de Kadhafi, à savoir la création d'un État libyen dans un pays dans lequel le tribalisme n'avait point disparu. Avec la chute de Kadhafi, le pays s'est trouvé morcelé, des tribus ont défié l'État, des milices sont apparues.

Notons que les Africains sont souvent victimes de la situation chaotique de la Libye, qui favorise de la part de miliciens arabes des violences à l'égard des Noirs[748]. Un article paru dans *AfriquEducation* rend compte dès novembre 2011 de ce que peuvent éprouver les Noirs en Libye. « Ils sont noirs libyens et ils sont des dizaines de milliers à vivre dans différentes parties de la Libye, fuyant les exactions des « rebelles islamistes » de Misrata. […] les islamistes de Misrata qui ont pris la ville des loyalistes pratiquent le « racisme » contre les noirs libyens, soupçonnés d'être pro-Kadhafi. […] les « rebelles islamistes » du CNT à

[746] Yves Michaud, *Contre la bienveillance*, Paris, Stock, 2016, p. 96 et p. 121.
[747]Cette affirmation apparaît dans un article centré sur l'Algérie. Voir « En Algérie, tout reste à faire, surtout pour les femmes », *Le Monde*, 14 mars 2019, p. 28.
[748] Voir Étienne Dubuis, *Les naufragés L'Odyssée des migrants africains*, Paris, éd. Khartala, 2018, p. 146

Misrata et les « bouchers » de Benghazi poursuivent encore la répression contre les immigrés d'Afrique noire, soupçonnés d'être des mercenaires pro-Kadhafi »[749].

Un Sommet de l'Élysée les 6 et 7 décembre 2013 avec des chefs d'État africains portait sur la sécurité. Un commentateur ironise alors, revenant sur l'élimination de Kadhafi en 2011 : « […] comment peut-on parler de sécurité quand, en plein jour, on contourne la résolution du Conseil de sécurité des Nations-Unies pour déposer un chef d'Etat, sous prétexte qu'il n'est pas à genoux devant l'Occident ? L'assassinat du colonel Kadhafi restera un scandale mémorable dans les annales diplomatiques des Nations-Unies, quand on voit comment l'insécurité […] est devenue une vraie menace pour toute la région sahélo-saharienne, de l'Algérie à la Tunisie, en passant par le Mali et la Libye qui tend, petit à petit, vers sa désintégration. » Le commentateur poursuit à propos de la Libye : « […] ce pays ne demandait (strictement) rien à personne, ni aux Français, ni aux Anglais, ni aux Américains, ni à l'OTAN. Au contraire, c'est Kadhafi qui octroyait, sans contrepartie, des aides financières aux autres Etats africains, selon son bon vouloir. Et cela dépannait bien en Afrique où on garde un bon souvenir de lui malgré ses frasques. »[750] Le portrait de Kadhafi est globalement positif. *Le Monde* en 2011 n'a pas considéré avec attention le rôle de Kadhafi en Afrique et le soutien dont il disposait dans des États africains. Le Guide libyen a été présenté aux lecteurs du journal essentiellement dans sa confrontation à des puissances occidentales.Il est possible d'affirmer que la Libye n'a pas connu la démocratie que *Le Monde* lui promettait après la chute et l'élimination physique de Kadhafi. Certains traits spécifiques de la Libye, relevés par des historiens qui ont écrit sur ce pays entre la Méditerranée et l'Afrique noire, ont été négligés par *Le Monde*, tout particulièrement en ce qui concerne les tribus, les groupes sociaux et identitaires dans l'aire géographique dans laquelle s'inscrit la Libye.

Kadhafi rencontre des défenseurs dans des livres rédigés par des opposants à l'intervention de l'OTAN, bras armé de puissances occidentales désireuses d'asseoir leur autorité dans la région. On trouve même une dénonciation de la Cour pénale internationale (CPI) qui se proposait d'associer Kadhafi à un crime contre l'humanité, suite à la répression de l'insurrection dans l'est de la Libye. Comme *Le Monde*, la CPI a voulu voir un massacre de masse de civils. Etait-ce exact ? L'auteur d'un ouvrage consacré à Kadhafi écrit : « Pour la coalition et l'OTAN, la mort du Guide libyen était probablement la seule solution. […] La

[749] « Les Noirs souffrent », *AfriquEducation*, n° 335, Du 1er au 15 novembre 2011, p. 10.
[750] Paul Tedga, « Que faire des chefs d'Etat nuisibles ? », *AfriquEducation*, n° 278, du 1er au 15 novembre 2013, p. 31.

CPI a lancé des mandats d'arrêt contre le dirigeant libyen pour crimes contre l'humanité, mais ne le daignera jamais contre ceux qui ont violé la résolution de l'ONU à cause de nombreuses pertes humaines. Comme quoi, les victimes de l'OTAN se reposent juste dans la chambre d'en face, quand bien même leurs proches en sont privés pour l'éternité. »[751]D'un point de vue juridique, associer la politique de Kadhafi à un crime contre l'humanité au prétexte qu'il voulait maîtriser une insurrection à l'est de la Libye, est-ce légitime ? N'a-t-on pas instrumentalisé la CPI pour renforcer dans l'opinion occidentale la nécessité de renverser Kadhafi ? Reproche-t-on au maréchal Sissi, au pouvoir en Égypte, de réprimer brutalement les manifestations d'opposants, lui qui a accédé au pouvoir après avoir renversé un président élu ?

Un pays du Proche-Orient, la Syrie, a été concerné par des manifestations contre un régime en place. Ces manifestations ont amené des acteurs politiques de la communauté internationale à prendre parti pour un renversement du régime comme ce fut le cas en Libye. Une différence capitale entre le sort de la Libye et celui de la Syrie est venue du veto émis par la Russie contre une action étrangère visant à renverser Bachar El Assad, là où par son abstention au sein du Conseil de sécurité en 2011 elle a implicitement légitimé l'intervention militaire contre Kadhafi. Christian Malard, un consultant diplomatique international, rapporte une conversation avec un proche de Poutine. « En juin 2012, à la sortie du dîner d'État qui avait été offert à l'Élysée à Vladimir Poutine par François Hollande, le porte-parole du Kremlin depuis 2000, Dmitri Peskov, me disait : « Le dîner entre votre président et le mien a été très tendu, Vladimir Poutine a étalé son désaccord avec la politique occidentale vis-à-vis d'un certain nombre de chefs d'État arabes victimes des révolutions arabes : Hosni Moubarak l'Égyptien, Ben Ali le Tunisien, Bachar al-Assad le Syrien… » Et il y avait aussi dans la liste énumérée par l'homme fort du Kremlin, le Libyen Kadhafi. « Vous les avez laissé tomber, a asséné Poutine. Regardez le résultat, vous croyez que la situation est meilleure dans ces pays après les renversements ? Certainement pas, elle est pire qu'auparavant et c'est votre faute à vous, Occidentaux, Obama, Cameron, etc. » »[752].

Les Occidentaux eux-mêmes semblent avoir évolué par rapport à leur perception du monde arabe, ils rejoindraient les Russes sans le trop le clamer. Dans une déclaration prononcée le 25 septembre 2019 à l'antenne de France culture (à 11h30), Rony Braumann parle de la « leçon libyenne ». Pour ne pas répéter les erreurs de 2001 en Libye, les puissances

[751] Joseph Eroumé, *Kadhafi la gloire du vaincu*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 276-277.
[752] Cristian Malard, « Libye : l'État islamique aux portes de l'Europe », *Arabies*, juillet-août 2015, p. 4.

occidentales - qui dénoncent l'attitude politique de la Russie à l'égard du régime officiel syrien - se satisfont de cette situation. Le veto russe c'est « un alibi en or », il évite une intervention militaire occidentale qui serait catastrophique en Syrie. Constatons que le journal *Le Monde* ne parle pas de cette leçon libyenne dans les articles qu'il consacre à la Syrie.

L'éditorial du journal *Le Monde* en date du 15 avril 2016 (page 10), porte ce titre : « Un souffle d'optimisme en Libye ». Serait-ce que la situation de ce pays s'est améliorée au cours de l'année 2016 ? Il fut un temps où l'on déplorait des affrontements inter-libyens, deux gouvernements prétendaient conduire le pays, l'un à Tobrouk, l'autre à Tripoli. La situation est rendue plus complexe encore par la présence, sur le territoire libyen, de fidèles de l'État islamique, essentiellement dans la région de Syrte. À la date du 4 avril 2016 le gouvernement de Tripoli aurait accepté de prendre langue avec celui de Tobrouk. Celui que l'on présente comme le premier ministre d'un gouvernement d'union nationale, conjugaison des deux gouvernements cités plus haut, a rejoint la base navale de Tripoli, en provenance de Sfax en Tunisie, il lui faudra du temps pour rapprocher les divers points de vue tant la Libye est déchirée entre différentes factions. La criminalité bénéficie du chaos politique en Libye[753]. La situation en Libye est d'autant plus compliquée que l'État islamique, longtemps présent sur une partie du territoire de l'Irak, et partiellement de la Syrie, s'est implanté en Libye, à partir de Syrte, la ville natale de Kadhafi. Les groupes affiliés à l'État islamique ont été un temps présent à Benghazi, la ville qui fut le point de départ de l'opposition à Kadhafi. L'armée nationale libyenne, dirigée par le général Khalifa Haftar, a pris le dessus sur l'EI, avec le concours de l'aviation américaine. « L'EI perd des points d'ancrage en Libye » pouvait-on lire dans un article publié en 2016 dans *Le Figaro*[754].

Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, avance, toujours en 2016, le projet suivant à propos de la Libye : « J'ai parlé avec le Premier ministre libyen Fayez Sarraj, il y a quelques jours : nous avons un mandat de nos chefs d'Etat et de gouvernement pour soutenir la Libye, si le gouvernement en fait la demande. L'un des domaines dans lequel nous pouvons potentiellement faire cela est lié aux garde-côtes, etc. Mais nous n'en sommes pas encore là. » Pourquoi cette réserve ? La Libye n'est pas prête.

[753] Hélène Bravin et Kamel Almanache, « Le temps des milices et des gangs », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 111, été 2013, p. 107.
[754] Thierry Portes, « L'EI perd des points d'ancrage en Libye », *Le Figaro*, 25 février 2016, p. 6.

Aussi Jens Stoltenberg peut-il affirmer : « Le principal est l'établissement d'institutions dans le pays. »[755]. C'est, en effet, pour une grande part le chaos en Libye.

En 2016 la valorisation du « printemps arabe » n'est plus vraiment à l'ordre du jour, tant dans la presse que dans les déclarations politiques. Pour ce qui est de la Libye, on s'interroge sur le bien-fondé de la conduite des interventions étrangères dans le pays. Le Président des États-Unis, M. Obama, reconnaît un échec : « Le fiasco en Libye, ma « pire erreur » » ! (Voir le figaro-fr, 11 avril 2016). Renaud Girard, correspondant de guerre depuis 1984 écrit : « Lorsque le président Sarkozy ordonna – avec l'appui de son opposition socialiste – l'intervention militaire de la France contre l'armée de Kadhafi, il ne pensait viser qu'un tyran ; c'est malheureusement tout un Etat qui s'écroula avec lui. Le problème posé aujourd'hui à la France est que reconstruire un Etat est toujours beaucoup plus difficile et long que le détruire »[756].

Du temps du « printemps arabe », des exigences morales étaient mises en avant, pour le peuple, contre un tyran. On peut être tenté, des années après, d'ironiser à leur propos, dans les termes employés par Yves Michaud : « Les enthousiasmes humanitaires dédouanent […] les engagements les plus tirés par les cheveux au nom de l'absolu moral : partons libérer les Libyens de leur tyran ! »[757]. Plus largement ce sont les conceptions idéologiques des politiques partagées en 2011 par de nombreux journalistes qui sont mises en question. Est-il si aisé de faire adopter des valeurs occidentales à des peuples hors de la zone européenne ? Voici ce qu'écrit Chantal Delsol en 2015 : « La démocratie, le fédéralisme répondent à une culture avec sa complexité, et ne sont pas si aisément transposables ailleurs (on voit bien aujourd'hui les déceptions des Occidentaux qui croient avoir ici ou là exporté leurs institutions et s'aperçoivent un peu plus tard que ce n'est pas du tout le cas – voyez la Russie, la Libye, les printemps arabes, etc.) »[758].

---

[755] Jens Stoltenberg, « L'OTAN est prête à s'impliquer en Libye avec l'Union européenne », propos recueillis à Bruxelles par Alain Barluet, Bernard Bridel, Philippe Régnier et Christoph B. Schiltz, *Le Figaro*, 2 mai 2016, p. 2.
[756] Renaud Girard, « Soyons pragmatiques en Libye ! », *Revue des deux mondes*, avril 2016, p. 103.
[757] Yves Michaud, *Contre la bienveillance*, *op. cit.*, p. 133.
[758]Chantal Delsol, « Le gouvernement fédéral est un jardinier », *Conférence*, n° 40, printemps 2015, p. 258.

En examinant les diverses publications que le journal *Le Monde* a consacrées à la révolte initiée à Benghazi, nous avons pu dégager quelques éléments d'appréciation sur le positionnement du journal à l'égard des forces loyalistes et des rebelles, des acteurs du CNT et des fidèles du Guide, sur la restitution des événements sur le terrain libyen, sur l'interventionnisme de divers pays, pas tous occidentaux, pour faire tomber « le dictateur » Kadhafi. Mais faute d'explications autres que la référence à la nécessité d'intervenir au nom de la protection des civils présentés comme menacés à l'est de la Libye, le journal *Le Monde* ne rend pas compte de la complexité des événements de 2011 en Libye. Pour une large part le corpus d'articles étudiés propose une analyse idéologique se référant aux droits humains dans la présentation d'un mouvement insurrectionnel dont les contours ne sont pas aisés à définir. Une telle analyse est peu propice à une saisie de la complexité des événements en Libye qui ont vu plusieurs pays entrer en guerre contre le régime de Kadhafi. L'analyse du *Monde* privilégie le plus souvent des points de vue en faveur de la coalition internationale, et marginalise les réserves énoncées en divers lieux à l'encontre de cette intervention. Par le passé *Le Monde* a cerné la portée de la chute de Phnom Penh le 17 avril 1975 et celle de Saïgon le 30 avril de la même année. Il n'a pas donné quitus aux révolutionnaires qui l'avaient emporté au Cambodge et au Viet-Nam parce que les nouveaux dirigeants n'étaient pas des adeptes de la démocratie et du pluralisme. *Le Monde* a peu mis l'accent sur les conséquences négatives de la prise de Tripoli en 2011 pour une partie de la population libyenne. Il a maintenu la fiction d'un prétendu « printemps arabe » pour tous les Libyens. Après 2011, il a certes déploré le chaos qui a sévi plusieurs années, mais sans considérer ce qui est spécifique à la Libye, au-delà de la figure de Kadhafi, l'importance des allégeances tribales et la survivance des tensions dans des villes et des territoires. Le despote fut utile pour les journalistes de *Monde* qui ont mené une campagne anti-Kadhafi avec des caricatures, des photographies et des articles sévères à son égard. Il a dispensé Le Monde d'une enquête approfondie de la réalité libyenne. Installé dans une bonne foi respectueuse des droits humains, *Le Monde* a pour une grande part imposé une image réductrice des événements de 2001 en s'alignant sur le positionnement politique du président français, à savoir renverser Kadhafi, quel qu'en soit le coût humain.

Faut-il se satisfaire d'une explication de la guerre en Libye par la seule attention portée aux droits humains ? C'est ce que semble suggérer Jean-Christophe Rufin dans un article publié en 2015. Pour lui un acteur majeur de la mise en avant des droits de l'homme en ce qui concerne la Libye fut Bernard-Henri Lévy. C'est lui « qui a poussé Sarkozy à entrer en

guerre en Libye ». Pour le président Sarkozy, « lancer une guerre recommandée par le philosophe, c'est s'assurer d'être considéré comme humanitaire, courageux et antifasciste […]. »[759] Bernard-Henri Lévy s'est impliqué dans la lutte contre Kadhafi, il a joué le rôle d'intercesseur entre des membres du CNT et le président Sarkozy. Il a rencontré des chefs de tribus. *Le Monde* s'est fait l'écho des démarches du philosophe. Au sein de l'ONU, la France s'est référée à la défense des droits de l'homme, au « bernard-henri-lévrisme ». L'OTAN a prétendu combattre Kadhafi au nom des droits humains. L'explication n'apparaît pas satisfaisante. Les responsables politiques occidentaux n'ont-ils pas instrumentalisé la référence aux droits de l'homme pour mettre en œuvre la résolution 1973 au-delà de ce qu'elle prévoyait ?

S'adressant à l'intelligentsia non conformiste, Joseph Wanako Tchaleu dénonce l'Occident qui se veut civilisateur et qui, se fondant sur un droit d'ingérence dont il est l'inventeur, s'est autorisé à intervenir en Libye.[760] Selon ce dernier, il y a matière à réflexion en effet. Il rejoint d'autres commentateurs. « Les interventions armées comme en Libye, a-t-on écrit, se présentent comme une manière de soumettre la force brutale à un socle idéal humanitaire. La réalité est tout autre : ce sont les idéaux qui se trouvent instrumentalisés par les détenteurs de la force. »[761] À lire Joseph Wanako Tchaleu, la victoire de la tyrannie occidentale sur la Jamahiriya libyenne serait révélatrice d'une nouvelle forme de barbarie qui se targue d'être elle-même « humanitaire ». Un tel propos, il est possible de l'ignorer parce qu'il apparaît lui-même porté par une construction idéologique ; il ne relèverait pas d'une analyse historique fondée sur des preuves. Nous serions ici encore dans le champ des opinions partisanes.

Pour ce qui est du journal *Le Monde*, on ne saurait nier que, dès l'implication de la France du Président Sarkozy dans l'opposition armée à Kadhafi, la référence aux droits humains constitue l'arrière-plan idéologique surdéterminant des articles publiés sur les tensions en Libye. Le journal a trouvé des justifications à l'ingérence étrangère en Libye qui relèvent essentiellement de la nécessité d'œuvrer pour le respect des droits humains dans un

[759]Jean-Christophe Rufin, « La fin du bernard-henri-lévrisme », *Qui est Daesch ?*, Le 1/Philippe Rey, 2015, p. 56-57.
[760]Joseph Wanako Tchaleu, *L'agression libyenne La démocratie de guerre*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 499.
[761]*Responsabilité de protéger et guerres humanitaires : le cas de la Libye* (dir. Nils Andersson et Daniel Lagot), Paris, L'Harmattan, 2012, p. 148. Issu d'une conférence organisée par l'Association pour le droit international humanitaire (ADIF) sur la Libye, cet ouvrage rassemble les analyses croisées de juristes, de responsables d'ONG et de spécialistes de relations internationales quant à l'application de la résolution 1973 votée par le Conseil de sécurité de l'ONU en mars 2011.

pays soumis depuis quarante ans à un Guide présenté sous les traits d'un dictateur. Il a accordé bien peu de place dans ses colonnes à des pays peu désireux de faire la guerre en Libye, peu désireux de voir les Libyens se déchirer dans une guerre civile. Les pages « Débats » ont accueilli des témoignages d'experts ou de diverses personnalités qui font que la couverture des événements en Libye en 2011 n'a pas été totalement partisane.

L'historien Alain Corbin affirme : « Le plaisir de faire de l'histoire résulte bien plus des découvertes, parfois inattendues, que du déploiement de lectures suscitées par la connaissance de ce qui est ultérieurement advenu»[762]. Pour ce qui est des événements de 2011 en Libye, nous possédons de nombreux écrits sur ce qui est ultérieurement advenu, qui pour beaucoup s'accordent pour parler de chaos en Libye et de la nécessité de tenir compte de la leçon libyenne. En revanche, nous ne disposons pas encore des découvertes susceptibles de rendre compte de la constitution d'une alliance, sous l'égide de la France, afin de renverser le Guide libyen, en tirant parti d'une insurrection localisée dans l'est de la Libye. Des hypothèses sont avancées pour expliquer l'entrée en guerre de quelques pays, au premier rang desquels la France, contre le régime officiel libyen, ces hypothèses ne sont pas étayées. Nous ne connaissons pas précisément le pourquoi de l'intervention de l'OTAN en Libye. En revanche nous pensons connaître le pourquoi de la prise de position du journal *Le Monde* contre le Guide libyen.

Neuf ans après 2011, le journal *Le Monde* admet volontiers que la Libye connaît de nombreux soubresauts. Cela ne l'amène pas pour autant à reconsidérer l'intervention de plusieurs pays contre le régime de Kadhafi. Au contraire, l'ombre de Kadhafi traverse le temps ! Si la situation est tendue en Libye, le responsable est vite trouvé, c'est Kadhafi qui n'aurait pas su construire un État. Un journaliste peut écrire dans *Le Monde*, en 2019, que Kadhafi est pour une grande part responsable du désordre actuel : « En Libye, l'Etat-nation a volé en éclats. Kadhafi avait légué une nation sans Etat, imposant son régime par la force et le clientélisme. Il a été remplacé par un gigantesque désordre milicien, communautaire et régional, engendrant une multitude de conflits »[763]. Alors que des publications mettent l'accent sur l'apport de Kadhafi, sachant conjuguer étatisme et attention aux tribus, *Le Monde* maintient que la lutte contre un tyran était légitime, et ne se soucie pas de reconsidérer telle ou

[762]Alain Corbin, « La République était-elle inéluctable… », *Critique*, n° 865-866, juin-juillet 2019, p. 653.
[763] Christophe Ayad, « Le Maghreb en révolutions », *Le Monde*, 28 septembre 2019, p. 29.

telle déclaration hostile à Kadhafi, faute de méditer, comme d'autres commentateurs, sur la « leçon libyenne ».

La guerre civile initiée en Libye en 2011 se poursuit sous différentes formes en 2019. Aujourd'hui comme hier, des puissances étrangères interviennent dans ce conflit, pour tel ou tel camp. Le général Khalifa Hafnar, installé à Benghazi (foyer en 2011 de l'insurrection contre Kafhafi), bénéficiant du soutien du Parlement de Tobrouk (celui-ci ne reconnaît pas de légitimité à Tripoli), ayant tissé des liens avec les États-Unis – et la Russie, occupe une grande part du territoire libyen. « L'offensive contre le Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU et basé dans la capitale, a été lancé le 4 avril », rappelle Maryline Dumas dans *Le Figaro* du 10 décembre 2019[764].

Le GNA dirigé par Fayez al-Saraj est soutenu militairement par le Qatar et la Turquie. « […] le Gouvernement d'union nationale de Tripoli a signé fin novembre un nouvel accord de « coopération militaire et sécuritaire » avec Ankara »[765]. Dans *Le Monde* du 11 décembre 2019, Marie Jégo précise les choses : « La Turquie n'a jamais ménagé son soutien au GNA, auquel elle fournit depuis longtemps des drones de surveillance et d'attaque, ainsi que des véhicules blindés »[766]. Lors d'une intervention publique le 10 décembre 2019 le président turc Erdogan a rappelé que la Turquie soutiendrait le GNA parce qu'elle avait des liens particuliers avec la Libye.

La Turquie s'intéresserait à la Libye pour accentuer sa présence en Méditerranée, afin de s'approprier des gisements gaziers prometteurs à l'est de la Méditerranée. Sans doute convient-il de rappeler que jadis la Libye fit partie de la zone d'influence de l'Empire ottoman. Aujourd'hui encore, dans la ville libyenne de Misrata, vit une communauté turco-libyenne, les aïeux de celle-ci avait des liens étroits avec la capitale ottomane jadis. Le président turc Erdogan se soucie aussi de ce passé commun quand il parle d'intervenir plus encore en Turquie. Les habitants de Misrata ont de leur côté ce passé en mémoire.

Pourquoi retenir cette information ? Elle révèle combien l'histoire de la Libye bien avant l'arrivée au pouvoir de Kadhafi puis sa chute est imprégnée d'éléments qui mériteraient sans doute d'être relevés afin d'expliquer les prises de position de la Turquie vis-à-vis des

[764] Maryline Dumas, « Un conflit libyen sous influence étrangère », *Le Figaro*, 10 décembre 2019, p. 9.
[765] *Ibid*.
[766] Marie Jégo, « Un accord turco-libyen de délimitation maritime provoque la colère de la Grèce », *Le Monde*, 11 décembre 2019, p. 6.

factions libyennes (il en est de même en ce qui concerne la perception de la Libye par l'Italie, puissance coloniale installée en Libye avant l'accession de ce pays à l'indépendance).

Les deux journalistes citées mettent l'accent sur les événements les plus récents, les inscrivant dans une chronologie elle-même récente. Leurs collègues font de même…[767] Il ne revient pas à l'historien de se substituer au journaliste, mais il joue un rôle éminent afin de se détacher de l'actualité et de donner une « épaisseur » au temps.

[767] Consultant international, ex-député européen, Michel Scarbonchi, dans une tribune publiée dans *Opinion internationale*, explique le renforcement du soutien du président turc au chef du GNA libyen par le danger que représente l'avancée des troupes du général Haftar vers Tripoli. Il met l'accent sur une proximité entre Frères musulmans mais ne dit rien des liens historiques entre la Turquie et la Libye.
Voir : https://www.opinion-internationale-com/2019/12/07/erdogan-veut-faire-de-la-libye-une-nouvelle-syrie-tribune-de-michel-scarbonchi_68782.

Bibliographie

Sources et bibliographie

1. Sources

1.1. Articles de journaux (classement chronologique)[768]

Corine Lesnes, « Alain Juppé fait le pari de la démocratie », *Le Monde,* 10 février 2011, p. 6.

Service international : « La soif du changement s'étend dans le monde arabe », *Le Monde,* 18 février 2011, p. 6.

Service international, « La soif de changement s'étend dans le monde arabe », *Le Monde*, 18 février 2011, p. 6.

Service international : « Les régimes arabes opposent la force aux manifestants », *Le Monde*, 19 février 2011, p. 4.

Service international, « Révoltes arabes : répression brutale en Libye, à Bahreïn et au Yémen », *Le Monde*, 20-21 février 2011, p. 1.

Service international, « Des centaines de morts en Libye, pays au bord de l'implosion », *Le Monde*, 22 février 2011, p. 4.

Natalie Nougayrède avec Philippe Ricard (à Bruxelles), « Exerçant un chantage, Tripoli menace de nationaliser des sociétés européennes », *Le Monde*, 22 février 2011, p. 4.

« La Libye sait jouer de son statut de puissance pétrolière africaine », *Le Monde*, 22 février 2011, p. 4.

Service international, « En Libye, M. Kadhafi a de plus en plus de difficultés à contrôler la situation », *Le Monde*, 23 février 2011, p. 5.

Philippe Ridet, « Premier partenaire économique, l'Italie reste prudente envers Tripoli », *Le Monde*, 23 février 2011, p. 5.

[768] Articles publiés dans le journal *Le Monde* en 2011.

Jean-Pierre Stroobants et Philippe Ricard, « Pris de court, les Vingt-Sept esquissent un soutien à la transition dans les pays arabes », *Le Monde*, 23 février 2011, p. 5.

Natalie Nougayrède « La diplomatie française peut-elle se reconstruire ? Etat par Etat, les révoltes arabes vus par le Quai d'Orsay », *Le Monde*, 23 février 2011, p. 6.

Philippe Bernard, « Kadhafi, frasques en famille », *Le Monde*, 23 février 2011, p. 3.

Service international, « M**.** Kadhafi menace ses opposants d'un bain de sang ». *Le Monde,* 24 février 2011, p. 5.

Cécile Hennion, « Les cinq jours de terreur qui ont fait basculer Benghazi », *Le Monde,* 25 février 2011, p. 1.

Sylvain Cypel et Philippe Ricard, « Américains et Européens menacent Tripoli de sanctions », *Le Monde*, 25 févier 2011*,* p. 5.

« L'Union européenne s'inquiète des flux migratoires issus des révoltes arabes », *Le Monde*, 25 février 2011, p. 9.

Philippe Bernard, « Migrants d'Afrique : monnaie d'échange et arme diplomatique du colonel Kadhafi », *Le Monde,* 25 février 2011, p. 8.

Isabelle Mandraud : « Au poste-frontière de Ras-Jdir l'exode pour fuir la Libye », *Le Monde,* 25 février 2011, p 9.

Philippe Bernard, « Des milliards de dollars dépensés pour acheter l'Afrique », *Le Monde*, 26 février 2011, p 9.

Isabelle Mandraud, « À la frontière tunisienne, le flot continu des réfugiés », *Le Monde*, 26 février 2011, p. 4.

Franck Nouchi, « La voix de Juppé », *Le Monde*, 26 février 2011, p. 26.

Cécile Hennion, « À Benghazi libérée, la création d'un gouvernement transitoire fait débat », *Le Monde*, 1er mars 2011, p. 5.

Natalie Nougayrède, « M. Sarkozy cherche à corriger l'image de la France en saluant la vague démocratique arabe », *Le Monde*, 1er mars 2011, p. 11.

Jean-Pierre Stroobants, « Les Vingt-Sept tardent à formuler une réponse commune », *Le Monde*, 2 mars 2011, p. 7.

Nathalie Guibert, « Une zone d'exclusion aérienne est difficile à instaurer », *Le Monde*, 2 mars 2011, p. 6.

Cécile Hennion, « À Benghazi, les insurgés veulent « vaincre seuls » », *Le Monde*, 2 mars 2011, p. 6.

Jean-Pierre Stroobants, « Les révoltes arabes vont-elles générer des flux migratoires ? Frontex ne constate pas, pour l'heure, d'exil massif », *Le Monde*, 3 mars 2011, p. 7.

Rémy Ourdan, « À la frontière libyo-tunisienne, pagaille et bonnes affaires », *Le Monde*, 3 mars 2011, p. 7.

Philippe Bernard, « Divisions européennes », *Le Monde*, 3 mars 2011, p. 6.

Service international, « Le colonel Kadhafi contre-attaque sur le terrain et sur les écrans », *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 1.

Service international, « L'insurrection libyenne demande un soutien militaire », *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 6.

Rémy Ourdan, « Au poste-frontière de Ras Jdir, « tout va bien au Libye » », *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 6.

Olivier Jobard, « Mouammar Kadhafi dans une voiturette de golf », *Le Monde*, 4 mars 2001, p. 6.

Cécile Hennion, « Au milieu des rumeurs et de l'écho des combats, Benghazi fait sa révolution culturelle », *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 6.

Jacques Follorou, « Tripoli : cohue à l'aéroport pour l'exfiltration des étrangers », *Le Monde*, 4 mars 2011, p. 7.

Virginie Malingre, « La nouvelle donne en Egypte et en Libye trouble la diplomatie britannique », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 7.

Corine Lesnes, « Libye : les Etats-Unis préparent plusieurs options militaires », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 5.

Nathalie Guibert, « Une armée libyenne à l'équipement vétuste », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 5.

Stéphanie Maupas, « La CPI ouvre une enquête contre le régime », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 5.

Service international, « Des combats se poursuivent à Brega, à l'est de la Libye », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 6.

Olivier Jobard, « Notre bus évite le centre-ville de Zawiyah », *Le Monde*, 5 mars 2011, p. 6.

Cécile Hennion, « L'insurrection libyenne renforce ses positions », *Le Monde*, 6-7 mars 2011, p. 5.

Éditorial, « Faut-il intervenir contre le colonel Kadhafi ? », *Le Monde*, 6-7 mars 2011, p. 1.

- Alexandra Geneste, « L'ONU manque de données sur la situation humanitaire », *Le Monde*, 6-7 mars 2011, p. 5.

Benjamin Barthe, « Al-Jazira Télé révolutions », *Le Monde*, 6-7 mars 2011, p. 14.

Natalie Nougayrède, « Paris affiche son soutien à la rébellion libyenne », *Le Monde*, 8 mars 2011, p. 7.

Alexandra Geneste, « Une mission humanitaire de l'ONU », *Le Monde*, 8 mars 2011, p. 7.

Service international, « La pression extérieure s'accentue sur le régime de Mouammar Kadhafi », *Le Monde*, 9 mars 2011, p. 5.

Yves Eudes, « Il est clair qu'il ne va pas bien », *Le Monde*, 9 mars 2017, p. 17.

Rémy Ourdan, « Sur le front de l'est de la Libye, les rebelles découvrent la « fête » sanglante de la guerre », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 5.

Nicolas Bourcier, « Libres soldats de Libye », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 3.

Service international, « M. Kadhafi dénonce un complot occidental », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 5.

Nicolas Bourciez, « Et si le colonel Kadhafi avait encore du gaz moutarde ? », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 3.

Antoine Kalewicz, « Kadhafi, une manne pour les chanteurs people », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 23.

Olivier Jobard, « Les deux discours d'une enseignante à Tripoli », *Le Monde*, 10 mars 2011, p. 6.

Nathalie Guibert, « La France pousse ses alliés à procéder à des frappes aériennes en Libye », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 1.

- Philippe Ricard, « L'option militaire divise les Européens », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 6.

Natalie Nougayrède, « L'« ingérence », une politique tributaire d'images chocs dans les médias », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 6.

Alain Frachon, « La dernière leçon politique du chef du Pentagone », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 20.

Service international, « Le Guide libyen dépêche des émissaires en Europe », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 7.

Rémy Ourdan, « Sur la route de Ben Jawad, les rebelles testent leurs nouvelles armes », *Le Monde*, 11 mars 2011, p. 7.

Rémy Ourdan, « À Ras Lanouf, les rebelles font l'apprentissage de la déroute », *Le Monde*, 12 mars 2011, p. 6

Natalie Nougayrède et Philippe Ricard, « L'embarras des Occidentaux face à la guerre en Libye », *Le Monde*, 12 mars 2011, p. 5.

Natalie Nougayrède et P. Ricard, « Le jour où « BHL » est devenu le porte-parole de l'Élysée », *Le Monde*, 12 mars 2011, p. 5.

Jean-Michel Blezat, « Les Etats-Unis, gendarme du pétrole », *Le Monde*, 12 mars 2011, p. 7.

Rémy Ourdan, « Ras Lanouf Au cœur de la bataille », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 1 et p. 18.

Rémy Ourdan, « Les raids aériens terreur des « chabab » libyens », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 7.

Arnaud Leparmentier et Philippe Ricard, « Libye : l'Europe écarte pour l'instant l'option militaire », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 7.

Natalie Nougayrède, « Le coup d'éclat de l'Elysée met M. Juppé en porte-à-faux », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 8.

Corine Lesnes, « M. Obama veut « chasser du pouvoir » le colonel Kadhafi mais reste prudent sur l'opportunité d'une « ingérence » », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 8.

Jérôme Delay, « Mise en scène macabre à Zaouïa », *Le Monde*, 13-14 mars 2011, p. 8.

Rémy Ourdan, « Les pro-Kadhafi avancent vers des rebelles invisibles », *Le Monde*, 15 mars 2011, p. 13.

Nicolas Bourcier, « Benghazi doute : « C'est la guerre, ce n'est plus la révolution », dit une figure de la rébellion », *Le Monde*, 15 mars 2011, p. 13.

Service international, « Les Occidentaux sont pris de court par la contre-attaque de l'armée libyenne », *Le Monde*, 15 mars 2011, p. 14.

Éditorial, « Il est temps d'aider la rébellion libyenne », *Le Monde*, 16 mars 2011, p. 1.

Natalie Nougayrède, « Pas d'accord au G8 sur l'interdiction de survol de la Libye », *Le Monde*, 16 mars 2011, p. 12.

Rémy Ourdan, « Benghazi, la « capitale » rebelle libyenne, veut encore espérer mais s'attend au pire », *Le Monde*, 16 mars 2011, p. 12.

Jérôme Delay, « Maintenant, ici, c'est non-fumeur », *Le Monde*, 16 mars 2011, p. 12.

Nicolas Bourcier, « L'insolite cheminement de la mission française », *Le Monde*, 16 mars 2011, p. 12.

Rémy Ourdan, « Ajdabiya, tombée en 45 minutes aux mains de Kadhafi », *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 13.

Jérome Delay, « À Tripoli, la place Verte « fête » la prise d'Ajdabiya », *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 12.

Natalie Nougayrède, « M. Juppé : il n'est « pas trop tard » pour des frappes aériennes », *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 12.

Florent Marcie, « Faites savoir tout cela », *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 22-23.

« Paroles de combattants du front de l'Est », Propos recueillis par Rémy Ourdan, *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 22-23.

Franck Nouchi, « Le dos tourné », *Le Monde*, 18 mars 2011, p. 28.

Alain Frachon, « Libye : les raisons de la non-intervention », *Le Monde*, 18 mars 2011, p. 22.

Alexandra Geneste, « L'ONU accentue sa pression sur le régime libyen », *Le Monde*, 18 mars 2011, p. 10.

Éditorial, « Laborieuse résolution des Nations unies », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 1.

Service international, « La riposte militaire de l'Occident contre Kadhafi », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 1.

Alexandra Geneste, « Feu vert des Nations unies pour des frappes en Libye », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 11.

Service international, « Paris annonce des opérations militaires dans quelques heures, Londres consulte le Parlement britannique », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 11.

Frédéric Lemaître, « Berlin, hostile à une intervention, s'abstient à l'ONU », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 12.

Jean-Pierre « La commissaire européenne à l'aide humanitaire prévoit un afflux massif de réfugiés libyens », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 12.

Jérôme Delay, « Le calvaire des Africains subsahariens pris entre les pro-Kadhafi et les insurgés », *Le Monde*, 19 mars 2011, p. 12.

Arnaud Leparmentier, « La France et ses alliés s'apprêtent à engager des frappes contre Kadhafi », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 1.

Arnaud Leparmentier, « Frappes imminentes en Libye pour défendre les civils », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 9.

Éditorial, « Berlin face à ses responsabilités internationales », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 1.

Frédéric Lemaître, « Embarras allemand après l'abstention aux Nations unies », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 10

Jean-Pierre Stroobants, « L'Union européenne en ordre dispersé », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 10

Corine Lesnes, « M. Obama définit la participation américaine », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 9.

Service international, « Un cessez-le-feu libyen controversé », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 9.

Jérôme Delay, « Deux irréductibles sur un toit à Tripoli », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 10.

Christophe Charlot, « Partis en catastrophe de Libye, les migrants nigériens se sentent abandonnés », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 10.

Philippe Bernard et Marion Van Renterghem, « Les amis français du colonel », *Le Monde*, 20-21 mars 2011, p. 18.

Jean-Pierre Stroobants, « Deuxième phase de bombardements », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 4.

Jérôme Delay, « L'enterrement de masse n'aura pas lieu à Tripoli », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 8.

Service international, « La pression s'accentue sur l'armée du colonel Kadhafi », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 4.

Gilles Paris, « La Ligue arabe commence à prendre ses distances », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 6.

Philippe Bernard, « Les pays africains divisés sur l'opération militaire », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 6.

Natalie Nougayrède, « Une coalition de pays volontaires aux contours encore mal définis », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 6.

Arnaud Leparmentier, « En difficulté en France, Nicolas Sarkozy endosse l'uniforme de chef de guerre », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 8.

Nicolas Bourcier, « Libye : l'homme qui a fait le printemps », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 3.

Christophe Châtelot, « Les Touareg de Kadhafi », *Le Monde*, 22 mars 2011, p. 24.

Brice Pedroletti, « L'opération libyenne mécontente la Chine », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 10.

Marie Jégo, « Dmitri Medvedev et Valadimir Poutine s'opposent sur la crise libyenne », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 10.

Philippe Ridet, « Prudente, l'Italie ne veut pas d'une « guerre contre la Libye » », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 11.

Frédéric Lemaître, « Le refus de Berlin de soutenir l'intervention est critiqué en Allemagne », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 10.

Piotr Smolar, « La France limite ses frappes », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 10.

Jérôme Delay, « « Le rugissement de la DCA », à Tripoli », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 10.

Rémy Ourdan, « Les insurgés libyens reprennent la route d'Adjedabia », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 8.

Jean-Pierre Stroobants, « L'Alliance atlantique étale ses divisions à Bruxelles sur la gestion de la crise libyenne », *Le Monde*, 23 mars 2011, p. 8.

Éditorial, « Le mandat de l'ONU, ni plus ni moins », *Le Monde*, 24 mars 2011, p. 1.

Jean-Pierre Stroobants (avec Natalie Nougayrède à Paris), « Libye : l'OTAN prend en charge les frappes aériennes », *Le Monde*, 24 mars 2011, p. 9.

Guillaume Perrier, « Les réticences de la Turquie sur les opérations militaires », *Le Monde*, 24 mars 2011, p. 9.

Patrick Roger, « À Paris, l'initiative française fait consensus au Parlement », *Le Monde*, 24 mars 2011, p. 9.

Corine Lesnes, « À Washington, les critiques fusent contre un engagement sans l'aval du Congrès », *Le Monde*, 24 mars 2011, p. 10.

Jérôme Delay, « Visite guidée de la base navale bombardée », *Le Monde*, 24 mars 2011, p. 10.

Alain Frachon, « En Libye, on fait quoi demain et après-demain ? », *Le Monde*, 25 mars 2011, p. 21.

Rémy Ourdan, « À Ajdabiya, les rebelles libyens attendent « la bataille » », *Le Monde*, 25 mars 2011, p. 8.

Natalie Nougayrède et Jean-Pierre Stroobants, « La Turquie bloque un accord sur la Libye à l'OTAN », *Le Monde*, 25 mars 2011, p. 8.

Nicolas Bourcier, « Libye : la guerre pour le pétrole aura-t-elle lieu ? », *Le Monde*, 25 mars 2011, p. 10.

William Ramsay avec Philippe Bernard, « Cette intervention n'a rien à voir avec le pétrole », *Le Monde*, 25 mars 2011, p. 10.

Stéphanie Maupas, « Des enquêtes en cours pour « crimes contre l'humanité » », *Le Monde*, 26 mars 2011, p. 3.

Rémy Ourdan, « A Benghazi, les rebelles fêtent leur liberté retrouvée », *Le Monde*, 27-28 mars 2011, p. 9.

Jérôme Delay, « Visite organisée à la morgue de Tripoli », *Le Monde*, 27-28 mars 2011, p. 9.

Natalie Nougayrède, « La recherche d'un « processus politique » », *Le Monde*, 27-28 mars 2011, p. 9.

Jérôme Delay, « À Tripoli, il y a pénurie d'essence… », *Le Monde*, 29 mars 2011, p. 10.

Rémy Ourdan, « En Libye, l'avancée inattendue des rebelles », *Le Monde*, 29 mars 2011, p. 8.

Corine Lesnes, « M. Obama justifie l'intervention en évoquant les révoltes tunisienne et égyptienne », *Le Monde*, 29 mars 2011, p. 8.

Jean-Pierre Stroobants, « L'OTAN prend la tête des opérations militaires en Libye », *Le Monde*, 29 mars 2011, p. 10.

Natalie Nougayrède, « Libye : la menace d'une guerre longue fragilise la coalition », *Le Monde*, 31 mars 2011, p. 1.

Natalie Nougayrède, « Le front anti-Kadhafi à l'épreuve de la guerre », *Le Monde*, 31 mars 2011, p. 8.

Natalie Nougayrède, « Les Etats-Unis donnent leur feu vert pour armer les rebelles libyens », *Le Monde*, 31 mars 2011, p. 8.

Jérôme Delay, « Dans le quartier d'Abou Slim, on se fait du muscle », *Le Monde*, 31 mars 2011, p. 10.

Rémy Ourdan, « Défaits par l'armée du colonel Kadhafi, les rebelles se replient à Brega dans la confusion », *Le Monde*, 31 mars 2011, p. 9.

Nathalie Guibert, « Les militaires français dressent un bilan mitigé des frappes aériennes de la coalition », *Le Monde,* 31 mars 2011, p. 8.

Isabelle Mandraud, « La guerre fratricide libyenne déborde en Tunisie », *Le Monde,* 2 mai 2011, p. 5.

Jean-Pierre Stroobants, « L'OTAN aurait tué l'un des fils de Kadhafi », *Le Monde*, 3 mai 2011, p. 9.

Isabelle Mandraud, « A la frontière avec la Libye, la Tunisie subit les effets de la guerre », *Le Monde*, 3 mai 2011, p. 9.

Philippe Bernard, « Jean Ping : « Les armes distribuées en Libye se retrouveront entre les mains d'AQMI » », *Le Monde*, 5 mai 2011, p. 7.

Alexandra Geneste, « Des mandats d'arrêt pourraient viser des dirigeants libyens », *Le Monde*, 5 mai 2011, p. 8.

Alexandra Geneste (New York, Nations Unies) et Stéphanie Maupas (La Haye), « La CPI veut poursuivre les auteurs de crimes en Libye », *Le Monde*, 6 mai 2011, p. 7.

Natalie Nougayrède (avec Philippe Ridet à Rome), « Les rebelles libyens en quête de soutien financier », *Le Monde*, 6 mai 2011, p. 5.

Philippe Bernard, « L'ONU ne prévoit la restitution de biens détournés qu'à des Etats », *Le Monde*, 6 mai 2011, p. 5.

Isabelle Mandraud, « Itinéraire d'un cadre rebelle », *Le Monde*, 6 mai 2011, p. 3.

Isabelle Mandraud, « L'afflux de réfugiés menace de déstabiliser la Tunisie », *Le Monde,* 8-9 mai 2011, p. 5.

Jean-Pierre Stroobants, « L'Union européenne critiquée pour son inaction face à l'afflux d'émigrés de Libye », *Le Monde*, 12 mai 2011, p. 6.

Nathalie Guibert, « Doutes sur le bilan des opérations militaires en Libye », *Le Monde*, 13 mai 2011, p. 6.

Philippe Bernard, « Nouvel axe Alger Bamako dans la lutte contre AQMI », *Le Monde*, 14 mai 2011, p. 6.

Philippe Bernard, « L'économie du Mali souffre des mesures de sécurité contraignantes prises par la France », *Le Monde*, 14 mai 2011, p. 6.

Béatrice Gurrey, Abdel Hafiz Ghoga, la « voix » de l'insurrection libyenne », *Le Monde*, 14 mai 2011, p. 7.

« Le représentant des rebelles libyens reçu à la Maison Blanche », *Le Monde*, 14 mai 2011, p. 2.

« Mouammar Kadhafi affirme être hors de portée des avions de l'OTAN », *Le Monde*, 15-16 mai 2011, p. 2.

Nathalie Guibert, « La France veut précipiter la fin du régime libyen », *Le Monde*, 25 mai 2011, p. 4.

Jean-Philippe Rémy, « À Misrata, avec les rebelles libyens prêts à mourir », *Le Monde*, 29-30 mai 2011, p. 4.

Nathalie Guibert, « Les scénarios de sortie de crise » / « Pourquoi l'opération des alliés tarde à faire plier Kadhafi », *Le Monde*, 1er juin 2011, p. 1 et p. 5.

Jean-Philippe Rémy, « À Misrata, résister ou mourir », *Le Monde*, 1er juin 2011, p. 6-7.

Jean-Philippe Rémy, « Les rebelles libyens de Misrata souffrent sous les roquettes des forces loyalistes », *Le Monde*, 5-6 juin 2011, p. 5.

Nathalie Guibert, « Les signes de l'étouffement du régime », *Le Monde*, 12 juin 2011, p. 4.

Nathalie Guibert, « La marine française ne peut répondre à une guerre longue », *Le Monde*, 12 juin 2011, p. 4.

(AFP), « Violents affrontements dans la ville de Misrata » *Le Monde*, 12 juin 2011, p. 4.

Nathalie Guibert, « L'action des hélicoptères en Libye relance le débat sur une intervention terrestre », *Le Monde*, 17 juin 2011, p. 7.

Natalie Nougayrède, « Libye : les scénarios pour l'après-Kadhafi », *Le Monde*, 24 juin 2011, p. 4.

Natalie Nougayrède, « Le Guide libyen prêt à combattre « jusqu'à l'au-delà » », *Le Monde*, 24 juin 2011, p. 4.

Brice Pedroletti, « La Chine défend ses intérêts en Libye en discutant avec les rebelles », *Le Monde*, 25 juin 2011, p. 6.

Jean-Philppe Rémy, « À Tripoli, l'attente obsédante d'une sortie de crise », *Le Monde*, 26-27 juin 2011, p. 4.

Jean-Philippe Rémy, « Libye : à Brega, l'OTAN est accusée de bavure », *Le Monde*, 28 juin 2011, p. 4.

Natalie Nougayrède, « Libye : la justice internationale s'invite dans le débat sur un processus politique », *Le Monde*, 29 juin 2011, p. 6.

Stéphanie Maupas, « Le colonel Kadhafi visé pour des « crimes contre l'humanité » », *Le Monde*, 29 juin 2011, p. 6.

Philippe Bernard, « Le conflit libyen inquiète ses voisins africains », *Le Monde*, 30 juin 2011, p. 4.

Isabelle Mandraud, « Alger et Tunis manœuvrent pour trouver une « solution politique » », *Le Monde*, 30 juin 2011, p. 4.

Natalie Nougayrède, « La France reconnaît avoir livré des armes aux rebelles libyens, malgré l'embargo », *Le Monde*, 1er juillet 2011, p. 6.

Jean-Philippe Rémy, « Tripoli menace la France, qui a livré des armes aux rebelles, de « guerre ouverte » », *Le Monde*, 3-4 juillet 2011, p. 7.

Nathalie Guibert, « Paris note le manque de cohésion de l'OTAN et de l'UE », *Le Monde*, 3-4 juillet 2011, p. 7.

Natalie Nougayrède, « France-Russie : un « partenariat » secoué par les crises en Libye et en Syrie », *Le Monde*, 3-4 juillet 2011, p. 7.

Service international, « La Turquie reconnaît à son tour le Conseil national de transition et rompt avec Tripoli », *Le Monde*, 5 juillet 2011, p. 6.

Saïf Al-Islam, « Avec l'OTAN ou sans l'OTAN, les rebelles vont perdre en Libye », Propos recueillis par Jean-Philippe Rémy, *Le Monde*, 5 juillet 2011, p. 6.

Antoine Vitkine, « Les quatre révolutions libyennes », *Le Monde*, 5 juillet 2011, p. 22.

Jean-Philippe Rémy, « Dans Tripoli en guerre, le silence et l'attente », *Le Monde*, 7 juillet 2011, p. 8.

Christophe Châtelot (avec Jean-Philippe Rémy à Tripoli), « Divisée, l'Union africaine ne se résout pas à lâcher le colonel Kadhafi », *Le Monde*, 7 juillet 2011, p. 7.

Louis Gautier, « Libye : le piège d'un vote au Parlement », *Le Monde*, 12 juillet 2011, p. 22.

Service international, « Feu vert des députés français pour la poursuite des opérations en Libye », *Le Monde*, 14 juillet 2011, p. 5.

Natalie Nougayrède, « Le défilé des rebelles libyens n'aura pas lieu le 14 juillet », *Le Monde*, 14 juillet 2011, p. 3.

Natalie Nougayrède, « Libye : tractations en coulisses », *Le Monde*, 14 juillet 2011, p. 3.

Jean-Pierre Stroobants, « Libye : les insurgés demandent à l'OTAN de maintenir les opérations durant le ramadan », *Le Monde*, 15 juillet 2011, p. 4.

Service international, « La rébellion libyenne reconnue comme « autorité gouvernementale légitime » par le « groupe de contact » », *Le Monde,* 17-18 juillet 2011, p. 6.

Jean-Philippe Rémy, « Les rebelles libyens multiplient les offensives », *Le Monde*, 20 juillet 2011, p. 4.

AFP, BBC, « Contacts entre Américains et émissaires de M. Kadhafi », *Le Monde*, 20 juillet 2011, p. 4.

Nathalie Guibert, « Près de deux mois de frappes intensives pour les hélicoptères français », *Le Monde*, 27 juillet 2011, p. 4.

AFP, « Succès de l'insurrection dans l'ouest de la Libye », *Le Monde*, 30 juillet 2011, p. 5.

Service international, « Le chef militaire de la rébellion libyenne assassiné », *Le Monde*, 30 juillet 2011, p. 5.

1.1.1. Entretiens

Entretien avec Laurent Fabius *Le Monde,* du 1er mars 2011, p. 13, « Nicolas Sarkozy n'a point voulu entendre les diplomates du Quai d'Orsay ». Par Olivier Schmitt.*LeMonde*

Entretien avec M. Casals : « Les entreprises françaises ont toujours su garder une présence en Libye » », *Le Monde*, 17 mars 2011, p. 12.

Entretien avec Gilles Paris, le 3 octobre 2016. Gilles Paris interroge Jean-Pierre Filiu à propos d'Al-Qaïda (Voir *Le Monde* daté du 26 février 2011).

Entretien avec Marwan Muasher, « La communauté internationale doit revisiter sa politique », entretien avec Corine Lesnes, *Le Monde,* 18 février 2011, p. 6.

Entretien avec Luis Martinez « Il sera difficile de contraindre le régime de Kadhafi à une retenue dans la répression. *Le Monde*, 20-21 février 2011, p. 4

Entretien avec Jean-Pierre Filiu : « Al-Qaïda est totalement dépassée par la lame de fond arabe », *Le Monde*, 26 février 2011, p. 5. Par Gilles Paris.

Entretien avec Laurence Pope, « Libye, Bahreïn : Washington craint le risque de chaos » », *Le Monde,* 1er mars 2011, p. 6. par Sylvain Cypel.

Entretien avec Laurent Fabius, « Pour un pacte des libertés entre l'Europe et les pays arabes », *Le Monde*, 1ermars 2011, p. 13, par Olivier Schmitt.

Entretien avec Jean-Pierre Filiu, il est professeur de Sciences Politiques, Paris, *Le Monde*, 26 février 2011, p. 5, par Gilles Paris.

Entretien avec Iman Bugaighis est un porte-parole du Conseil National de Transition (CNT), *Le Monde* 12 mars 2011, conduit par Nicolas Bourcier.

1.2. Journal *Le Figaro*

Philippe Gelie, « La France a parachuté des armes aux rebelles libyens », *Le Figaro,* le 29 juin 2011, p, 6.

1.3. *AfriqueÉducation*[769].

Du 1er au 31 janvier 2011, n° 315-316.

Du 1er au 14 février 2011, n° 317.

Du 15 au 28 février 2011, n° 318.

Du 1er mars au 15 mars 2011, n° 319.

Du 16 mars au 31 mars 2011, n° 320.

Du 1er au 30 avril 2011, n° 321-322.

Du 1er au 15 mai 2011, n° 323.

Du 16 au 31 mai 2011, n° 324.

Du 1er au 16 juin 2011, n° 325

Du 16 au 30 juin 2011, n° 326

[769]*AfriquEducation*, Politique, Économique et société, publication fondée par Paul Tedga. Ce magazine international indépendant est consacré aux problèmes africains. Rédaction : 3 rue Carvés 92120 Montrouge-France

Du 1er au 31 juillet 2011, n° 327-328.

Du 1er au15 août 2011, n° 329.

Du 16 au 31 août 2011, n° 330.

Du 1er au 15 septembre 2011, n° 331

Du 16 au 30 septembre 2011, n° 332.

Du 1er au 31 octobre 2011, n° 333-334.

Du 1er au 15 novembre 2011, n° 335.

Du 16 au 30 novembre 2011, n° 336.

1.4. *Arabies*

Janvier 2011, n° 285.

Février 2011, n° 286.

Mars 2011, n° 287.

Avril 2011, n° 288.

Mai 2011, n° 289.

Juin 2011, n° 290.

Juillet 2011, n° 291.

Septembre 2011, n° 293.

Novembre 2011, n° 295.

Décembre 2011, n° 296.

1.5. *Journal Jean Afrique*

Jeune Afrique, n° 2623, 17 au 30 avril 2011.

Jeune Afrique, « Qui a tué le numéro deux des rebelles ? », n° 2638, du 31 juillet au 6 août 2011.

Jeune Afrique, « Qui a tué le numéro deux des rebelles ? », n° 2638, du 31 juillet au 6 août 2011.

Jeune-Afrique**,** n° 2615, du 20-26 février 2011.Christophe Boisbouvier**,** « Libye Sur qui Kadhafi peut-il compter ? »,

Jeune Afrique, n° 2616, du 27 février au 5 mars 2011, Christophe Boisbouvier, « Libye le crépuscule d'un Tyran ».

1.6. Divers titres

HérodoteRevue de géographie et de géopolitique**,** n° spécial, *Le Monde arabe régions géopolitiques,* ÉditionsLa Découverte, Paris, 2016.

Outre-Terre 2011, **Bisquay Axel** 2011, n° 29, Si La Libye Kadhafienne m'était contée.

Moyen-Orient, n° 25, janvier-mars 2015, Libye de la révolution au chaos. 98 pages.

Les Cahiers de l'Orient, Revue d'études et de réflexion sur le monde arabe et musulman, été 2013- n° III.

Revue internationale et stratégique,2011, n°**83**,Bitar Karim Emile**,** *Les intellectuels français et le printemps arabe*.

Outre-Terre, *n°29, 2011/3/,*Lorenzo Declich, « La nouvelle stratégie d'Al-Qaïda en Libye », p, 287.

Julien Chauvierre, « Libye : un conseil national de transition encore très kadhafien »,*Outre-Terre, Arabieheureuse* [revue], 2011/3, n° 29.

Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, juillet 2017. Mohamed Ben Lamma, « La Structure tribale en Libye : facteur de fragmentation ou de cohésion »,

Barah Mikail, Revues n° 79, 2011/4,*La France et La mutation arabe*, Confluence Méditerranée, Paris, 2011.

Battistella Dario, Revues 2011/4 Hiver,Paris,*L'occident exportateur de démocratie*, Politique étrangère.

Frédéric Teulon, Dominique Bonet Fernandez : Mashrek Machreb : Mutation du Monde arabe, Revue n° 209, automne 2011, publiée avec le soutien de L'institut Choiseul Paris.

Jéangène Vilmer, Jean-Baptiste, Revues, n° 39 2008 :2, Éthique et politique de l'intervention humanitaire armée critique internationale.

Jéangéne Vilmer, **Jean-Baptiste**, Revues n° 45, 2012 « Quand l'intervention ? Le critère du dernier recours dans la théorie de l'intervention humanitaire armée » Raison politique.

2. THESES ET MEMOIRES

Guillaume Nicaise, *Etude comparée : la perception occidentale des insurrections en Égypte et Libye par Carnegie Endowment for International Peace International Crisis Group et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN,* Master 2, Université Lyon 3, 2014.

Djann Jutzeler,*Politique étrangère du Qatar : pourquoi l'Emirat est-il intervenu en Libye lors du Printemps arabe ? Quel fut son rôle et quels furent ses objectifs ?* Mémoire de Master, juin, 2017.

Nourdin Hathout,*Intervention internationale et garanties de l'engagement international à respecter les droits de l'homme*, Thèse de doctorat d'Université, Bata-Algérie, Sciences politiques, 2012-2013, p.275. «التدخل» الدولي وضمانات الالتزام الدولي باحترام حقوق الانسان.. Traduit de l'arabe en français par moi-même.

Brois Elaiba, *L'intervention humanitaire, légitimité et système international. Le cas de l'intervention en Libye de 2011*, Thèse présentée à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, doctorat en Droit, 2012.

Jean-Louis Triaud, *Les relations entre La France et La Sanûsyya (1840-1930).* Thèses présentée par Jean-Louis Triaud sous la direction de Madame le Professeur Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII, Juin 1991.

Romain DESSAIGNE, *La France dans l'intervention internationale de sécurité collective en Libye*, Mémoire présenté à l'Université de Lille II sous la direction de M. Yves Buchet, 2011-2012.

Mohamed Tadjdolati : *Les Révolutions iraniennes dans la presse française* : la *révolution constitutionnelle de 1906-1909 et la révolution islamique de 1978-1981 A travers* Le Temps *et* Le Monde. Thèse de doctorat régime loi 62/01/1984. Université de Paris VII, UFR Sciences Sociales sociologie. Tome II.

Edith Lefebvre,*La présentation du raid américain en Libye dans la presse écritefrançaise*, sous la direction de M. David**.** Université de Paris IDEA de relations internationales, Option : Défense. 1986-1987.

Osama Kalifa,*La protection des enfants pendant les conflits armés : Étude comparative entre le droit international et le droit libyen*, Université *de*Toulon, 2018, (Thèse).

3. Sitographie

https:// www.youtube.com/watch?v=ZeqJbi86R3k. Discours de Mouammar Kadhafi, le 8 février 1988, à Sakit Sidi Youssef. (Consulté le 10 décembre 2015).

Réseau Voltaire, : http://www.voltairenet.org/article165688.html.

Luis Martinez *:* Libye : transformation socio-économique et mutation politique sous l'embargo. HAL : 2014, https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01064871/document. (Consulté, le 5 mars 2016).

Jean-François Daguzan, L'armée en politique, des trajectoires divergentes. http://www.confluences-mediterranee/IMG/pdf/2902;daguzan-2.pdf.2007

Pendant plus de vingt ans, Béchir Saleh n'a pas imaginé passer une journée sans échanger un regard ni une parole avec le colonel Kadhafi. http://www.vanityfair.fr/actualites/international/articles/bechir-saleh-le-dernier-homme-de-kadhafi/1835.(Consulté en 2016).

http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000540-le-sahel-un-enjeu-international/chronologie.(Consulté en février 2015).

Mouammar Kadhafi aux États-Unis le 23 septembre 2009. http://www.voltairenet.org/article165688.html.

Rony Brauman débat avec Mario Bettati. Propos recueillis par Juliette Bénabent et Olivier Pascal-Moussellard, « Pour ou contre l'intervention en Libye ? », 02/04/2011. http://www.telerama.fr/idees/rony-brauman-et-mario-bettati-pas-d-accord-sur-l-intervention-en-libye,67199.php.

http://www.slate.fr/story/35347/nicolas-sarkozy-libye-juppe-coup-bluff.

Libye 2011, la guerre lancée par Sarkozy et le Qatar, Média part, septembre 2011. https://blogs.mediapart.fr/ano/blog/060917/libye-2011-la-guerre-lancee-par-sarkosy-et-le-qatar.

Akram Belkaîd, Qui a tué le général Younes ? Des rebelles à l'enterrement d'Abdel Fattah Younès, le 29 juillet 2011, à Benghazi. AFP Photo/Gianluigi.http://www.slateafrique.com/19701/libye-qui-a-tue-le-general-younes-rebelles-cnt-kadhafi

Par AFP, Libye : L'assassinat de Younes, un coup dur politique et militaire pour la rébellion, 30 juillet 2011. http://www.jeuneafrique.com/153809/politique/libye-l-assassinat-de-younes-un-coup-dur-politique-et-militaire-pour-la-r-bellion/

4. Entretiens personnel

Entretien avec Luis Martinez, politiste et spécialiste du Maghreb et du Moyen-Orient, directeur de recherche au CERI depuis 2005, a abordé ce sujet lors d'un entretien qu'il m'a accordé le 27 octobre 2015.

Entretien avec Gilles Paris, journaliste au *Monde*, j'ai eu avec lui un entretien, le 3 octobre 2016.

Entretien avec Mathieu Galtier, journaliste free-lance associé à *Libération,* le 25 mars 2015. Il a longtemps séjourné à Tripoli, il m'a accordé un entretien personnel.

Entretien avec François Burgat, responsable de l'institut de Recherches d'Etudes sur le Monde arabe et musulman. (IREMAM), Aix-en Provence, il m'a accordé cette entretien le 28 décembre 2015.

Entretien avec Christophe AYAD, journaliste au *Journal Le Monde,*il m'a accordé une entretien mardi 13 septembre 2016.

J'ai la chance d'être présenté dans conférenceL'Europe de la Défense le 28 septembre 2018qui aura eu lieu ici à Caen au Château du Caen, j'ai participé de poser deux questions sur la Libye.

Entretien avec Moustapha Abdeljalil, sous ce titre : « *La politique et l'islam* ». Skye-NEWS, 9 décembre 2016. L'entretien publié en arabe, je l'ai traduit par moi-même. Vidéo

5.Ouvrages

AMAT Boukari-Yabara, *Unité ! Une histoire du panafricanisme*, Paris,La Découverte, Paris, 2014.318 pages.

Martel André,*La Libye des Ottomans à Daech 1835-2016,*Éditions L'Harmattan, 2016. 314 pages.

Anne-Laure Dupont & Catherin Mayeur-Jaouen & Chantal Verdeil, *Histoire du Moyen-Orient du XIX éme siècle à nos jours,*Paris,Armand Colin, 2016.472 pages.

Alsafi Said,*Kadhafi un biographique non satirique,* Éditions Tunis Sotumedias, 2018.

Ahmed Bensaada,*Arabesques enquête sur le rôle des États-Unis dans les révolutions arabes,* [S.L), Invesitg'Action, 2015.278 pages.

Cojean Annick,*Les Proies dans le Harem de Kadhafi,* Éditions Paris, Grasset Fasquelle, 2012. 312 pages.

Antoins Basbous, *Le Tsunami arabe,*Éditions Paris, Fayard, 2011. 384 pages.

Ali Bensaada *Politique Africaine, La Libye révolutionnaire,*Éditions Paris, Karthala Paris, 2012.

Achcar Gilbert, *Le peuple veut, Une exploration radicale du soulèvement arabe,* Éditions Sindbad /Actes Sud, 2013. 431 pages.

Arnaud Said,*L'intervention en Libye : un consensus en relation internationales ?* Paris, L'Harmattan, 2014.

Bitton Anna, *Cécilia*, Éditions Paris, Flammarion, 2008. 174 pages.

VasconcelosAlvaro, *De la vague démocratique arabe, l'Europe et la question islamiste, Comprendre le Moyen-Orient,*Éditions Paris, L'Harmattan, 2014. 212 pages. 218 pages.

Alexandre Najjar,*Anatomie du printemps islamique arabe,*Étions Paris, L'Harmattan, Paris, 2012.

Bertrand Badie,*La diplomatique des droits de l'Homme : entre éthique et volonté de puissance,*Éditions Paris, Fayard, 2012. 380 pages.

Bernard-Henri Lévy, *La guerre sans l'aimer : Journal d'un écrivain au cœur du printemps libyen,* Éditions De Fauquelle, 2011. 684 pages

Lugan Bernard*, Histoire* *de l'Afrique du nord, (Egypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc) des origines à nos jours,* Éditions du Rocher, 2016. 992 pages

Lugan Bernard, *Printemps arabe, histoire d'une tragique illusion, Éditions*l'Afrique réelle,2013.

François Burgat, André Laronde,*La Libye,* Paris, Presses universitaires de France, coll. *« Que sais-je ? »*, 2003. 128 pages.

François Burgat,*L'islamisme au Maghreb la voix du Sud : Tunisie, Algérie, Libye Maroc*, Paris, Karthala,1992. 304 pages.

Denis Bauchard, *Le nouveau Monde arabe, enjeux et instabilités,* Éditions André Versaille, 2012. 250 pages.

Erbland Brice,*Dans les griffes du Tigre Libye-Afghanistan 2011,*Paris, Éditions Les Belles Lettres, 2013. 108 pages.

Camille Schomll, Hélène Thiollet, Catherine Wihtol de Wenden : *Migrations en Méditerranée,* Paris,Éditions du CNRS, 2015.

Durandin Catherine, *Le déclin de l'armée française,* Éditions Paris, FB François Bourrin, 2013. 265 pages

Chesnot Christian & Malbrunot Georges, *Qatar les secrets du coffre-fort,* Éditions Michel Lafon, 2013.317 pages.

Frédéric Charillon, *la politique étrangère de la France,* Éditions Paris, La documentation française, 2011. 238 pages.

Thépaut Charles,*Le monde arabe en morceau, Des printemps arabes à Daech,* Éditions Paris, Armand Colin, Paris, 2017. 265 pages.

Ruzié David & Teboul Gérard, *Droit internationale public,* ÉditionsParis, Dalloz, 2015.

Dupin Eric, *La France identitaire, enquête sur la réaction qui vient*, Éditions Paris, La Découverte, 2017. 250 pages.

EricDenécé, *Centre Français de recherche sur le renseignement, « La Face cachée des révolutions arabes »,*Éditions Paris, Ellipses,2012.

Étienne Dubuis, *Les naufragés L'Odyssée des migrants africains, terrains du siècle,* Éditions Paris, Karthala, 2018. 194 pages.

Delphine Huoba,*État de la question, l'intervention militaire en Libye,* Bruxelles, Institut Émile Vandervelde, 2011.

Logt Daniel,*Responsabilité de protéger, et guerre humanitaires, le cas de la Libye,* ÉditionsParis, L'Harmattan, 2012.

Delafon Gilles, *le Règne du mépris, Nicolas Sarkozy et les diplomates 2007-2011***,** Éditions Paris, du Toucan, 2012. 192 pages.

Hechit Emmanuel &Servent Pierre, *Le Siècle de Sang 1914-2014, les vingt guerres qui ont changé le monde,*Éditions Paris, Express/Perrin, 2014. 400 pages.

Frédéric Encel, *Géopolitique du Printemps arabe,*Éditions Presse Universitaires de France, 2014, 256 pages

Arfi Fabrice & Karl Laske,*Avec les compliments du Guide, Sarkozy-Kadhafi l'Histoire secrète,* ÉditonsFayard, 2017. 400 pages.

François Petit-démange,*La Libye révolutionnaire dans le monde 1969-2011,* Éditions Paroles vives, 2014. 541 pages.

Gaëlle Gillot & Andrea Martinez, *Les femmes arabes et revendications citoyennes,* ÉditionsMarseille, Institut de recherche pour le développement (IRD), coll. « Objectifs Sud », 2016.

Général Yann Pertuisel,*« de la terre, par le ciel », Récits de combats Afghanistan-Côte d'Ivoire-Libye,* Éditions Paris, Économica, 2014. 169 pages

Bertrand Gilles, & Jean-Yves Rrétigne & Alessandro Giacone : *La France et L'Italie histoire de deux nations sœurs,* Éditions Armand Colin, 2016. 464 pages.

Gonzalez Guijans*, arabités numériques, le printemps du Web arabe,* Éditions Sindbad 2012. 186 pages.

Gianluca De Simone, Analyser Grand Moyen-Orient crises et guerre de la nouvelle phase stratégique, Éditions Science Marxiste, 2016. 460 pages.

Graciet Catherine, *Sarkozy Kadhafi l'Histoire secrète d'une Trahison,* Éditions Paris, du Seuil, 2013. 288 pages.

David Gakunzi, Libye *Permis de tuer,* Éditions Paris, Polytechnique, , 2011. 58 pages.

Hubert le Roux & Antoins Sabbagh, *Paroles de Soldats Les Français en guerre 1983-2015.* Éditions Paris, Tallandier, 2015.449 pages.

Bravin Héléne & Kamel Almarache,*Libye des révolutionnaires aux rebelles,* Éditions Paris, Erick Bonnier, 2018. 341 pages.

Hortense Faivre d'Arcier Flors,*L'année du Maghreb 2012, dossier un printemps arabe ?* Éditions, Du CNRS, Paris, 2012. 506 pages.

J. Fidel Corcuera, Antonio Gaspar, Monica Djian, Janvier Vicente et Chesus Bernal (coord), *Les Discours politiques, Regards croisés, Questions contemporaines,* Éditions Paris, L'Harmattan, 2016. 564 pages

Estival Jean-Pierre, *Le Moyen-Orient en feu face à un Occident impuissant, la guerre comme seul horizon,*Éditions Paris, L'Harmattan, 2016. 286 pages.

Jawad Kerdoudi, *Printemps ou Hiver arabe ? 2011-2014,* Éditions Paris, L'Harmattan, 2015. 188 pages

Jean Marbot,*Un Pick-up pour Tripoli, Journal de l'insurrection libyenne,* Éditions Informer, Rennes, 2012. 337 pages.

Jean-Baptiste & Jeangène Vilmer, *La responsabilité de protéger,* Éditions, Presses universitaires de France, coll. « *Que sais-je ? »,* 2015. 128 pages.

Estival Jean-Pierre,*L'Europe face au printemps arabe de l'espoir à l'inquiétude,* Éditions Paris, L'Harmattan, 2012. 200 pages.

Estival Jean-Pierre,*Les ONG au secours des revotions arabes, Face à la défaillance des Etats : la mobilisation des sociétés civiles européennes,* Éditions Paris, L'Harmattan, 2015. 284 pages.

Filiu Jean-Pierre,*Les arabes, leur destin et le nôtre, histoire d'une libération,* Éditions Paris, La Découverte, 2015. 250 pages.

Joseph Eroumé, Kadhafi *la gloire du vaincu,* Éditions Paris,L'Harmattan, 2013. 302 pages.

Joseph Wouako Tchaleu, *L'agression libyenne la démocratie de guerre,* Éditions Paris, L'Harmattan, 2013. 537 pages.

Jean Baptiste, & Jeangène Vilmer,*La guerre au nom de l'humanité, Tuer au laisser mourir,* Éditions Paris, Presses Universitaires de France, 2015. 625 pages.

Notin Jean-Christophe, *la variété sur notre guerre en Libye*, Éditions Paris, Fayard, 2012. 600 pages.

TroinJean-François, *Le Grand Maghreb, (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie),* Éditions Paris, Armand Colin, 2006. 384 pages.

Tanguy Jean Marc, *Récits et Révélations, les opérations en Libye par ceux qui les ont vécues*, Éditions L'Harmattan, 2012. 180 pages.

Filieu Jean Pierre, *La révolution arabe : dix-leçons sur le soulèvement démocratique*, Éditions Arthème Fayard, 2011. 264 pages.

Lledo Jean-Pierre, *Révolution démocratique dans le monde arabe : Oh si c'était vrai*, Éditions Paris, Armand Colin, 2012. 339 pages.

Johen Cooley, *Kadhafi vent de sable sur la Libye*, Éditions Robert Laffont, 1982. 312 pages.

Bessir Juliette, *La Libye contemporaine*, Éditions L'Harmattan, 1986. 224 pages.

Joseph Wouako Tchaleu, *Le racisme colonial, analyse de la destructivité humaine,* Éditions Paris, L'Harmattan, 2015.430 pages

Khadra Yasmina, *La dernière nuit du Rais,* Éditions Paris, Julliard, 2015. 207 pages

Gilles Kepel,*Sortir du chaos, les crises en méditerranée et au Moyen-Orient,* Éditions Gallimard, 2018.

Gerra Laurent, *C'est la crise sur le gâteau ! Textes de radio*, Éditions Paris, de Noyelles, 2012. 286 pages.

Bossard Laurent, « Cahiers de l'Afrique de l'ouest, un atlas du Sahara-Sahel Géographie, Economie et insécurité », Éditions OCDE, 2015. 254 pages.

Henry Laurens, *L'Orient arabe à l'heur américain de la guerre du Golfe à la guerre d'Irak,* Éditions Armand Colin, 2005. 456 pages.

Mathieu Guidère, *Le choc des révolutions arabes de l'Algérie au Yémen, 22 pays sous tension,* Éditions paris, Autrement, 2012. 261 pages.

Moncef Djaziri, *État et société en Libye : islam, politique et modernité,* Éditions Paris,L'Harmattan, 1996. 284 pages

Vaisse Mauric,*Les relations internationales depuis 1945,* Éditions Armand Colin, 2019. 352 pages.

Michel Prou,*De la guerre civile en Libye au printemps islamique arabe, où l'odeur du jasmin se mêle à celle de la poudre,* Éditions paris,L'Harmattan, 2012. 277 pages.

Moncef Ouannes, *« Révolte et reconstruction en Libye le Roi et le rebelle »,*Éditions Paris, L'Harmattan, 2014. 202 pages.

Mouammar Kadhafi, *Le Livre vert,* Éditions Kontre Kulture, 2012. 93 pages.

Manon Nour Tannous, *Le monde face aux révolutions arabes : analyses et réactions des puissances régionales et mondiales*, Éditions Cygne 2012.

Lubrano Marie-Lys, *Un taxi pour Benghazi, J'ai suivi les premières heures de la révolution Libyenne,* Éditions Paris, Jacob-Duvernet, 2011. 220 pages.

Guidère Mathieu, *la guerre des islamistes,* Éditions Gallimard, 2017. 272 pages.

Mehdi Lazar, *Le Qatar Aujourd'hui la singulière trajectoire d'un riche émirat,* ÉditionsParis, Michalon, 2013. 237 pages.

Michel Collon, *Libye, Otan et media mensonges*, Éditons Investig'Action-Bruxelles, 2011. 191 pages.

Dobry Michel, *Sociologie des crises politique,* Éditions Paris, Presses de Sciences Po, 2009. 383 pages.

Tandonnet Maxime,*Histoire des présidents de la République, vingt-quatre hommes et la France,* Éditions Perrin, 2013. 541 pages.

Michel Collon, *je suis ou je ne suis pas Charlie ? Réflexion sur la guerre, la terreur, l'Islam et la liberté d'expression,* Éditions Investig'Action, 2019. 320 pages.

Nabil Hajjami : *La responsabilité de protéger,* Éditions Brulyant, coll. de droit international, 2013. 560 pages.

Naoufel Brahimi el-Mili, *Le printemps arabe une Manipulation ?* Éditions Paris, Max-Milo, 2012. 224 pages.

Nicolas Beau, Jacques-Marie Bourget, *Le vilain petit Qatar, cet ami qui nous veut du mal*, Éditions Fayard, 2013. 304 pages.

Andersson Nils, &Daniel Lagot, *Responsabilité de protéger et guerre Humanitaires, Le cas de la Libye*, Éditions L'Harmattan 2011. 155 pages.

Noam Chomsky & Andre Vltchek, *L'Occident terroriste d'Hiroshima à la guerre des drones,* Éditions Ecosociété 2015. 174 pages.

Facon Patrick, *Du Golfe à la Libye 20 ans d'opérations aériennes,* Éditions ECPAD 2011. 187 pages.

Torres Pierre et Borredon Laurent, *Jeunesses en Révolution itinéraire, de la France à la Syrie,* Éditions Paris, La Découverte, 2016. 176 pages

TuviPierre,*Le Maghreb dans son conteste international, Comprendre les affaires, les usages et les mentalités, au Maroc, en Algérie, en Tunisie et en Libye,* Éditions Paris, du Dauphin-Copyright, 2015. 287 pages.

Haimzadeh Partick, *Au cœur de la Libye de Kadhafi,* Éditions Jean-Claude Lattès, 2011. 200 pages.

Vincent Pierre-Marie, *Journal d'un médecin en temps de guerre LIBYE HURRA !,* Éditions Paris, Les Nouveaux Auteurs, 2012. 196 pages.

Pinta Pierre,*La Libye,* Éditions Paris, Karthala, 2006.

Rousselin Pierre, *Les démocraties en danger, comment sera le monde de demain ?* Éditions First, 2014. 324 pages

Darcourt Pierre, *Le Tchad 15 ans après, Hissène Habré, la Libye et le pétrole*, ÉditionsParis, Grancher, 2001.

Chaigneau Pascal et Pascallon Pierre,*« Que devient la sécurité Euro-méditerranéenne avec les révolutions arabes »,* Éditions Paris, L'Harmattan, 2013. 219 pages.

Rachid Boujedra, *Printemps,* Éditions Grasset Fasquelle, 2014.

René Otayk, *La politique africaine de La Libye,* Éditions Karthala 1986.

Laurent Samuel, Sahelistan, *de la Libye au Mali, au cœur du nouveau jihad,* Éditions Seuil, 2013. 384 pages

Stéphane Mantoux, *Les guerres du Tchad 1969-1987,*Éditions Lemme Illustoria 2014. 107 pages.

Laurent Samuel, *Al-Qaïda, en France, révélations sur ces réseaux prêts à frapper,* Éditions Paris, du Seuil, 2014.

Said Hamdouni et Serge Regourd, *Les régimes arabes dans la tourmente : Révolutions communications et réactions internationales,*Éditions Publisud, 2012. 239 pages

Sergio Romano cité par Gianluca De Simone, *Grand-Moyen orient, Crises et guerres de la nouvelle phase stratégique,* Éditions, Sciences Maxiste, 2016. 385 pages.

Hippler Thomas, *Le gouvernement du ciel histoire globale des bombardements aériens,* Éditions Paris, Les Prairies Ordinaires, 2014.

Faustin Mvogo, *Le printemps arabe prémisses et autopsie littéraire,* Éditions Paris, L'Harmattan, 2012. 316 pages.

Tourya Guaybess, *Cadrage journalistes des révolutions arabes dabs le Monde,* Éditions L'Harmattan, 2015.

Tahar Ben Jelloun,*L'étincelle Révoltes dans les pays arabes,* Éditions Gallimard, 2011.

Hugeux Vincent,*Kadhafi,* Éditions Paris, Perrin, 2017. 395 pages.

Staub Vincent,*La Libye et les migrations subsahariennes,* Éditions Paris, L'Harmattan, 2006. 120 pages.

Yannick Piart,*La guerre en Libye à bord d'un Ravale Marine : la pointe du Diamant,* Éditions Paris, Nimord/ Movie Planet, 2017.

Ali Mustafa Al-Misrati Le journalisme en Libye dans un demi-siècle, étude analytique du développement de l'art journalistique en Libye. 1ère Édition (1960), 2ème édition (2000) Maison d'édition populaire - Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste. Titre original en arabe :

Table des matières

Remerciements 1

Graphique 1 : (montrant les mots des guerres utilisés par Le Monde (exemples : Manifestations, Révolutionnaires, rebelles, rébellions, insurgés, islamistes, milices, loyalistes, Al-Qaïda et Deach) 17

Table des abréviations et sigles 2

Introduction 4

1. Libye 7

2. *Le monde* 10

3. L'objectif de l'étude 11

4. L'hypothèses de recherche 13

5. La problématique de la recherche 14

6. Carte de la Libye 16

Graphique n°2 : Journal *Le Monde* : Évolution du nombre d'éditoriaux et d'articles concernant l'année 2011 de février à octobre. 17

Première partie 19

Le Monde et le début de la révolution libyenne, du 17 février au 17 mars 2011. 19

Chapitre 1 : 20

Le regard du *Monde* sur les troubles en Libye : 17 février-17 mars 2011 20

1. 1. Des premiers déclenchements à l'est du pays à la résolution 1973. 20

1. 2. Le sang coule en Libye 29

1. 3. Dénoncer 33

1. 3. 1. Procès à charge. 33

1.3.2. Les fils du tyran. 38

1. 3. 3. Tobrouk libérée 40

1.3. 4. Kadhafi contre son peuple 42

1.4. Rendre compte de la complexité des évènements 43

1.4.1. Perceptions différenciées de Kadhafi 43

1.4.2. Benghazi Meurtrie, Benghazi libre 44

1.4.3. Prendre la mesure des événements 47

1.4.4. La Libye pays d'immigration 49

1.4.5. Intérêts européens en Libye 53

1.4.6. Un sujet sensible, des africains avec Kadhafi 54

1.4.7. Une vague migratoire en raison des troubles 57

1.4.8. La Libye, La France et la communauté internationale 58

1. 5. Conjuguer information et choix partisan 60

1.5.1. Prendre partie 60

1.5.2. Inquiétudes européennes 67

1.5.3. Kadhafi résiste 70

1.5.4. Perplexité 73

1.5.5. *Le monde* prend position 113

Sous-Chapitre 2 : *Le Monde* a fait appel à des experts qui proposent des éclairages différenciés sur la situation en Libye. 125

2.1. Quel est l'apport des personnalités extérieures au journal (experts, etc.) dans l'analyse des événements ? 125

2.2. Chapitre 2 compléments 142

2.2.1. En rapport avec la Libye du 17 février au 17 mars 2011. 142

2.2.2. Déclenchements des événements Benghazi 148

2.2.3. Le prisme de la presse 158

2.2.4. Les forces loyalistes 160

2.2.5. Perception des évènements hors de la Libye 163

2.2.6. Kadhafi, un tribun dans la tourmente 165

2.2.7. La Libye sujet de préoccupation mondiale 174

2.2.8. La création par l'opposition de structures politiques en Libye 186

2.2.9. Hors de Libye 191

Deuxième partie 195

Des bombardements de l'OTAN à l'intervention des hélicoptères, du19 mars au 4 juin 2011 195

Chapitre 1 : 196

Le regard du *Monde* sur les troubles en Libye, mars-juin 2011. (Ce que *Le Monde* a publié). 196

1.1 : Le regard du *Monde* sur ces événements : Ce qui *Le Monde* a dit. 196

1. 1. 1. Syrte assiégée, ville martyre 299

1. 1. 2. Kadhafi assassiné 307

Chapitre2 : Compléments 323

2.1. La Libye du 19 mars au 4 juin 2011 323

2.1.1. Du recours aux hélicoptères à la chute de Tripoli, du 4 juin au 23 août 2011 331

2.1.2. La chute de Tripoli 337

2.1.3. Du la chute de Tripoli à l'exécution de Kadhafi du 23 août au 20 octobre 2011 340

2.1.3.1. La mort de Kadhafi 341

Sous-Chapitre 2 : 345

2.1. La suite de la résolution 1973 de l'ONU 345

2.2. Les batailles diplomatiques et les réticences dans divers pays. 350

Conclusion générale 354

Bibliographie 371

Sources et bibliographie 372

1. Sources 372

1.1. Articles de journaux (classement chronologique) 372

1.1.1. Entretiens 386

1.2. Journal *Le Figaro* 387

Philippe Gelie, « La France a parachuté des armes aux rebelles libyens », *Le Figaro,* le 29 juin 2011, p, 6. 387

1.3. *AfriqueÉducation*. 387

1.4. *Arabies* 388

1.5. *Journal Jean Afrique* 388

1.6. Divers titres 389

2. THIES ET MEMOIRES 390

3. Sitographie 391

4. Entretiens personnel 392

5. Ouvrages 394

Table des matières 403